

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1874

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

III

JX
3
A6



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1874

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME TROISIÈME

14^e ANNÉE

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1874

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1874

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES, ETC.

Suisse. — M. KERN AU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 10 juin 1870.

M. le Ministre, j'apprends par les journaux qu'il sera fait aujourd'hui une interpellation au Corps législatif sur l'établissement d'un chemin de fer par le Saint Gothard. Je m'empresse donc de vous transmettre ci-joint un exemplaire de la convention du 15 octobre 1869 (1) entre la Suisse et l'Allemagne du Nord, le grand duché de Bade, l'Italie et le Wurtemberg, pour le cas où vous ne seriez pas encore en possession de ce document.

Je me permets d'attirer tout particulièrement votre attention sur l'art. 6 de cette convention, dont le second article contient textuellement ce qui suit :

Toutefois, la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de sa neutralité et pour la défense du pays.

Vous savez sans doute déjà, M. le Ministre, par les débats publics qui ont eu lieu dans les Chambres fédérales, que la position prise par la Confédération suisse, en matière de chemin de fer à travers les Alpes, est la suivante :

Les autorités fédérales accordent, pour d'autres passages des Alpes, les concessions nécessaires à ceux qui se présenteront munis de capitaux suffisants.

(1) Voir *Archives* 1873, tome II page 773.

Je me mets entièrement, pour des renseignements ultérieurs, à votre disposition, et je me trouverai aujourd'hui, pendant la séance du Corps législatif, dans la tribune du corps diplomatique, si vous deviez désirer des indications verbales à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

Signé : KERN.

Commission Turco-Monténégro. — PROCÈS-VERBAL N° 4.
SÉANCE DU 13 JUIN 1870. (1)

Le treize juin mil huit cent-soixante dix la séance étant ouverte en présence de MM. les Commissaires turco-monténegrins, les Consuls ont déclaré que le résultat de leurs délibérations est, que la meilleure solution du différend surgi entre la Turquie et le Monténégro au sujet de Veli et Mali Brdo serait que la Turquie donnât un minimum de cent mille florins effectifs au Monténégro.

Les Commissaires ottomans ayant demandé sur quoi est basée cette résolution, il leur a été répondu par les Consuls que, ne désirant pas entrer en discussion, ils se réservaient d'en rendre compte à ceux de qui ils tiennent leur mission.

Les Commissaires ottomans ont dit que, puisque cette proposition est unanime, il ne leur reste qu'à la soumettre à leur Gouvernement telle qu'elle leur a été faite.

Les Commissaires monténegrins ont répondu à leur tour que, leurs instructions ne leur permettant pas d'adhérer à cette proposition, ils devaient la soumettre au Gouvernement du Monténégro.

(Suivent les Signatures).

LES CONSULS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES A SCUTARI AUX REPRÉSENTANTS D'ANGLETERRE, D'AUTRICHE-HONGRIE, DE FRANCE, D'ITALIE, DE PRUSSE ET DE RUSSIE A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Scutari. le 13 juin 1870.

Les Consuls ont déclaré que le résultat de leur délibération unanime est que la meilleure solution du différend Veli et Mali Brdo serait que la Turquie donnât au minimum cent mille florins effectifs au Monténégro.

Rapport suit.

Signé : READE.

A. REHN.

LICHTENBERG.

Signé : G. AUBARET.

L. PERROD.

NICOLAEW.

(1) Voir les séances précédentes. *Archives 1874, tome 2, pages 336, 337 et 355.*

Monténégro. — LES CONSULS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES A SCUTARI AU PRINCE NICOLAS.

Scutari, le 13 juin 1870.

Prince !

Nous avons l'honneur de soumettre à V. A. le résultat de nos délibérations au sujet du litige qui existe entre la Turquie et le Monténégro à l'occasion des collines dites Mali et Veli Brdo. Nous avons pensé que la meilleure solution serait que la Turquie donnât au Monténégro la somme minimum de cent mille florins effectifs. D'après nous cette somme servirait à désintéresser les deux villages de Rogami et Stiena, qui auraient dès lors à renoncer à la concession reconnue en leur faveur par l'acte du 26 octobre 1856.

Les sentiments qui ont dicté cette décision n'étant pas autres que le désir de voir s'établir la paix sur vos frontières, nous prions V. A. de vouloir bien l'examiner sérieusement et nous lui serions très-obligés de nous transmettre sa réponse aussitôt que faire se pourra.

Agréez, etc.

Signé : R. READE.

A. REHN.

LICHTENBERG.

Signé : G. AUBARET.

L. PERROD.

A. NICOLAEW.

Suisse. — RAPPORT DE M. KERN SUR UNE ENTREVUE AVEC LE DUC DE GRAMONT, CONCERNANT LA CONVENTION DU 15 OCTOBRE 1869, POUR LE CHEMIN DE FER DU SAINT GOTTHARD.

Paris, le 14 juin 1870.

Très-honorés Messieurs, je me suis rendu hier à l'audience convenue avec M. le duc de Gramont pour lui donner encore quelques explications concernant le chemin de fer du Saint-Gothard et l'interpellation qui sera discutée lundi prochain au Corps législatif à ce sujet. J'ai exposé à M. le ministre essentiellement ce qui suit :

La Suisse maintient, en tant qu'il s'agit de l'établissement de lignes de chemins de fer internationales, le principe qu'*elle est parfaitement dans son droit* en accordant des concessions pour de pareilles lignes dans le cas où elles ne peuvent être exécutées qu'avec le concours financier d'autres Etats, et qu'*aucun autre gouvernement* n'est autorisé à intervenir dans une question de cette nature aussi longtemps que la Suisse respectera les droits et les obligations se rattachant à sa position comme pays neutre, et aux traités internationaux qui garantissent sa neutralité. J'ai déclaré être convaincu que le gouvernement français lui-même ne pourra et ne voudra pas contester ce principe.

Aussi ne suis-je pas venu à cette audience seulement pour excuser ou justifier l'attitude que la Suisse a prise dans cette affaire, mais pour compléter verbalement les renseignements donnés déjà le 10 juin par quelques lignes adressées à M. le ministre immédiatement avant l'ouverture de la séance où l'ordre du jour pour l'interpellation en question devait être fixé.

Il n'y a que le point de vue de la neutralité suisse qui peut à juste titre être pris en considération dans cette affaire; mais *c'est la Suisse elle-même qui a le plus grand intérêt à sauvegarder à cette occasion sa neutralité et son indépendance, et le peuple suisse et ses autorités y tiennent tellement qu'ils ne sacrifieront jamais la position internationale de la Confédération à des intérêts matériels.*

J'ai eu l'honneur de m'expliquer dans ce même sens déjà le 13 mai 1869, vis-à-vis de M. Rouher, qui remplissait *ad interim* les fonctions de ministre des affaires étrangères en l'absence du titulaire. J'ai donné pour preuve de ce fait la lecture des passages les plus importants du rapport que je vous ai adressé le 24 mai 1869, sur l'audience chez M. Rouher. J'ai ajouté : Les assurances données à cette occasion ont trouvé leur confirmation par le fait qu'on a inséré une disposition spéciale concernant la neutralité et la défense du pays dans l'art. 6 de la convention. On aurait peut-être pu trouver que la réserve de la neutralité n'était pas même nécessaire, parce qu'elle s'entendait d'elle-même. En effet, dans un pays déclaré neutre par le droit international européen, non-seulement telle ou telle ligne de chemin de fer, mais *tous* les chemins de fer comme toutes les routes se trouvant sur ce territoire neutre sont *eo ipso* compris dans cette neutralité.

On a cependant, pour exclure de la manière la plus positive toute interprétation fâcheuse, trouvé convenable et prudent de sauvegarder les intérêts de cette neutralité *expressis verbis* par une stipulation telle que celle que l'on trouve à l'art. 6.

Le rapport de la section politique des conférences internationales à Berne qui se trouve annexé à la huitième conférence (du 6 octobre 1869) donne le meilleur commentaire sur les intentions qui ont prévalu lors de l'insertion de cette disposition dans le texte de la convention. J'ai lu à M. de Gramont un passage de ce rapport en lui en laissant copie. J'ai déclaré, en outre, que la Suisse, en concluant cette convention, n'a non-seulement compromis en aucune manière sa position neutre, mais que cette neutralité a trouvé une nouvelle confirmation de la part des puissances signataires de cette convention.

En terminant cette partie de mon raisonnement, j'ai ajouté qu'à

(1) Voir *Archives 1874*, tome 1, page 279.

mon avis les faits mentionnés devaient suffire pour écarter toute idée d'immixtion dans cette affaire de la part d'une puissance quelconque.

J'ai trouvé utile de donner à M. le duc de Gramont quelques autres renseignements, soit en vue des raisonnements erronés reproduits par des journaux, soit à l'égard d'observations qui pourraient être faites dans les débats du Corps législatif. Dans cet ordre d'idées j'ai exposé ce qui suit :

On a avancé un fait absolument faux lorsqu'on a osé prétendre « que le chemin de fer du Saint-Gothard deviendrait une propriété commune des Etats subventionnans, donc pour la plus grande partie d'Etats étrangers ». Le chemin de fer deviendra propriété de la Compagnie qui se formera pour l'exécution de cette entreprise avec les conditions imposées, soit par la convention du 15 octobre 1869, soit par les concessions et les statuts qui seront approuvés par les autorités fédérales. Il n'est pas même assuré dans la convention un droit de vote dans l'assemblée fédérale aux Etats étrangers subventionnant la ligne.

La presse a voulu trouver un certain danger et un exclusivisme blâmable dans l'article 7 de la convention. Cette critique est aussi mal fondée que la précédente. Il est tout naturel qu'on n'a pu parler dans cet article concernant l'engagement réciproque pour le service direct, que des Etats et des Compagnies de chemins de fer intervenant dans le traité. Cela n'empêchera pas qu'à l'avenir les administrations d'autres lignes de chemins de fer ne puissent se mettre en rapport avec le comité directeur de la Compagnie du Saint-Gothard pour obtenir aussi les avantages d'un service direct ; mais cela ne peut être que l'objet de négociations et d'ententes futures qui fixeront les conditions dont la Compagnie du Saint-Gothard fera dépendre une pareille concession.

Je n'ai pas pu m'empêcher d'attirer l'attention de M. de Gramont sur le fait que la ligne du chemin de fer du Saint-Gothard, quoique particulièrement destinée au commerce entre l'Italie, la Suisse et l'Allemagne, offre néanmoins de grands avantages à une partie considérable de la France, tout particulièrement aux départements de l'Est et du Nord. La chambre de commerce de Mulhouse a développé ces avantages dans un rapport très-intéressant, rapport qu'elle a adressé au ministre des travaux publics et dont j'ai remis un exemplaire entre les mains de M. le ministre des affaires étrangères. Ce rapport est daté du 23 mars 1866.

J'ai attiré l'attention de M. de Gramont sur un autre fait. Je lui ai rappelé que par suite de la construction du chemin de fer reliant Brixen (Tyrol) avec Villach (Carinthie) ainsi que la ligne reliant

Inspruck par dessus la montagne d'Arlberg par Feldkirch aux chemins de l'est de la Suisse, la France se trouvera en communication directe avec l'Autriche et la Hongrie par la Suisse, sans toucher ni le territoire de l'Allemagne, ni celui de l'Italie, tout à fait dans le même sens, quoique dans une autre direction, que l'Allemagne se procurant par le Saint-Gothard une communication directe avec l'Italie sans toucher un autre territoire que celui de la Suisse. La France jouira de cette nouvelle communication, la plus directe avec l'Autriche et la Hongrie, sans avoir besoin de s'assurer cette ligne par une subvention quelconque.

J'ai rappelé à M. le duc de Gramont que le comité du Saint-Gothard, qui a pris l'initiative de la fondation de cette entreprise, a donné une preuve éclatante qu'elle n'était en aucune manière dirigée par des intentions hostiles à la France, par le fait qu'en 1865 et 1866 il a, par un délégué du comité (M. Feer-Herzog), fait des démarches personnelles auprès de M. M. Rouher, de Parieu et Herbet, dans le but d'obtenir, si possible, un concours financier de la part du gouvernement français pour l'établissement de la ligne du Saint-Gothard, motivé par la circonstance qu'elle assure à une partie importante du territoire français de notables avantages.

Je me suis enfin référé à mon explication contenue dans la lettre que j'ai remise à M. de Gramont le jour même où il a proposé au Corps législatif le 20 juin pour la discussion de l'interpellation Mony, en ajoutant que la Suisse, en vue de sa législation sur les chemins de fer, tout aussi bien qu'à l'égard des intérêts des cantons de l'est et de l'ouest, *ne peut et ne veut*, par une concession en faveur du Saint-Gothard, exclure d'autres passages par nos Alpes, bien entendu dans ce sens, qu'elle se réserve aussi vis-à-vis de pareilles entreprises toutes les mesures qu'elle trouvera nécessaires pour sauvegarder les intérêts de sa neutralité et de la défense militaire du pays.

M. de Gramont m'a répondu, en résumé, ce qui suit :

« Votre lettre du 10 juin, quoique très-courte, a néanmoins suffi pour me fournir les éléments principaux de juger la question à laquelle se rattache l'interpellation Mony, et je vous remercie avant tout de la promptitude avec laquelle vous me les avez fournis.

« Les renseignements que vous venez de me fournir aujourd'hui sont de nature à me confirmer dans l'opinion déjà formée par vos communications du 10 juin, et je ne manquerai pas d'en profiter dans la séance de lundi prochain.

« Je ne puis qu'approuver pleinement l'initiative que vous avez prise au mois de mai de l'année passée en exposant d'une manière si positive à M. Rouher le point de vue qui touche la neutralité suisse

et les ouvertures loyales que vous avez faites le 13 mai justifient le gouvernement du silence qu'il a gardé. »

M. de Gramont a ajouté : « J'ai examiné avec un vif intérêt la convention du 15 octobre que vous m'avez remise le 10 juin et je n'hésite pas à vous dire que je suis convaincu que, dans ce document, la Suisse a soigneusement sauvegardé sa position internationale comme pays neutre, et qu'elle a très-bien agi dans son propre intérêt.

« J'ai pris acte avec satisfaction de la déclaration que la concession accordée en faveur du Saint-Gothard n'exclut en aucune manière la concession d'autres lignes.

« Le fait que le Saint-Gothard fera concurrence à des lignes françaises n'est pas de nature à légitimer une réclamation.

« Nous ne voulons pas contester à un autre État ce que nous faisons nous-mêmes, c'est-à-dire : faciliter et augmenter autant que possible le transit par cet État.

« Je n'hésite donc pas à vous dire dès à présent que mon opinion bien arrêtée est de déclarer lundi prochain au Corps législatif qu'après les explications données par le représentant diplomatique de la Confédération, la France n'a pas le droit d'intervenir dans l'affaire du Saint-Gothard. »

La question de savoir si, dans l'état actuel des choses, le gouvernement français pourrait encore être admis comme un des États subventionnés, n'a été touchée ni par M. de Gramont ni par moi.

Veuillez agréer, etc.

Signé : KERN.

Montenegro. — LE PRINCE NICOLAS A M. READE, CONSUL D'ANGLE-TERRE, DOYEN DU CORPS CONSULAIRE A SCUTARI.

Zakrei, le 3/16 juin 1870.

Je viens de recevoir la lettre collective en date du 1/13 juin par laquelle MM. les Consuls portent à ma connaissance la décision qu'ils ont cru devoir prendre relativement au litige qu'ils étaient chargés d'examiner.

Me trouvant en ce moment occupé à une tournée d'inspection dans les Brdos et ne pouvant, d'autre part, prendre sur ma responsabilité personnelle une réponse immédiate à la demande qui m'est adressée, je me vois dans la nécessité d'attendre qu'il m'ait été possible de prendre l'avis sérieux de mon sénat et celui du district intéressé, ce que je ne puis faire avant mon retour à Cettigné.

Je vous prie en conséquence, Monsieur le Consul, de vouloir bien informer MM. vos Collègues ainsi que MM. les Commissaires ottomans de l'impossibilité où je suis de répondre sans délai au désir qui m'est

exprimé et de les assurer que ma réponse définitive leur sera transmise le plus tôt possible.

Veuillez, Monsieur le Consul, communiquer cette lettre aux divers membres de la Commission et recevoir vous-même l'assurance etc.

Signé : NICOLAS I^{er}.

**Espagne. — DÉCRET DE LA REINE ISABELLE POUR ABDIQUER,
EN FAVEUR DU PRINCE DES ARMÉES,**

Paris le 25 juin 1870.

Aux Espagnols de mes royaumes et à tous ceux que les présentes verront et entendront, je fais savoir ce qui suit :

Ne pensant qu'à assurer par tous les moyens de paix et de droit légitime le bonheur de la patrie et des enfants de mon Espagne bien-aimée ;

Considérant qu'aux vœux de la grande majorité du peuple aux destinées duquel j'ai présidé pendant l'espace de trente-cinq ans peut répondre l'acte que j'exécute par ma présente déclaration solennelle en l'unique forme que permettent les vicissitudes des temps et le concours des circonstances extraordinaires, j'ai abdiqué librement et spontanément sans aucune espèce de contrainte ni de violence, mue uniquement par mon amour pour l'Espagne et son indépendance, en vertu de l'autorité royale que j'exercais par la grâce de Dieu et par la Constitution de la monarchie espagnole promulguée en 1845. J'ai abdiqué également tous mes droits purement politiques, les transmettant, ainsi que tous ceux afférents à la couronne d'Espagne, à mon bien-aimé fils Alphonse, prince des Asturias.

Signé : ISABELLE.

**Espagne. — PROCLAMATION DE LA REINE ISABELLE POUR ANNONCER
SON ABDICATION EN FAVEUR DE SON FILS.**

Paris le 25 juin 1870.

AUX ESPAGNOLS.

La longue période de mon règne a été désastreuse et triste en beaucoup d'occasions, désastreuse et triste plus encore pour moi que pour personne, attendu que la gloire de certains faits, les progrès réalisés pendant que j'ai régi les destinées de notre chère patrie, n'ont pas pu

me faire oublier qu'aimant la paix et la prospérité publique croissante, j'ai vu constamment contrariés par des actes indépendants de ma volonté mes sentiments les plus chers, les plus profonds, mes plus nobles aspirations, mes vœux les plus ardents pour le bonheur de l'Espagne bien-aimée.

Enfant, j'ai entendu proclamer mon nom par des milliers de héros, mais les ravages de la guerre ont environné mon berceau. Adolescente, je n'ai songé qu'à seconder les projets qui m'ont paru bons, et de préférence ceux qui me promettaient votre bonheur. Mais la lutte ardente des partis n'a pas laissé place à ce que s'enracinassent dans les coutumes le respect pour les lois et l'amour des réformes éclairées. Dans l'âge où la raison se fortifie à l'aide de l'expérience personnelle et étrangère, les tumultueuses passions des hommes que je n'ai pas voulu combattre, au prix de votre sang, plus précieux pour moi que ma vie même, m'ont conduite sur la terre étrangère, loin du trône de mes ancêtres, sur cette terre amie, hospitalière et illustre, qui n'est pas néanmoins ma patrie ni la patrie de mes enfants.

Telle est, en résumé, l'histoire politique des trente-cinq années pendant lesquelles, usant de mon droit traditionnel, j'ai exercé la représentation suprême, le pouvoir des peuples que Dieu, la loi, le droit personnel et le vœu national avaient confiés à ma sollicitude.

Quand je passe en revue cette période, je n'y trouve rien qui soit de nature à me porter à m'accuser d'avoir contribué, de propos délibéré, soit aux maux que l'on rejette sur moi, soit aux malheurs qu'il ne m'a pas été possible de conjurer. Reine constitutionnelle, j'ai respecté sincèrement les lois fondamentales. Espagnole avant tout, et mère tendre des fils de l'Espagne, je les ai enfermés tous dans la même affection. Les malheurs que mon cœur, si souvent éprouvé, n'a pas pu parvenir à empêcher ont été par moi adoucis le plus possible. Rien n'a été plus doux pour mon cœur que de pardonner et de récompenser, et je n'ai rien négligé pour empêcher que les larmes de mes sujets ne coulassent à cause de moi.

Ces désirs et ces sentiments ont été néanmoins infructueux pour éloigner de moi, sur le trône et hors du trône, les amères épreuves qui ont endolori ma vie. Résignée à les souffrir en m'inclinant devant les desseins de la Providence, je crois encore pouvoir faire librement, spontanément, le dernier acte émanant de celle qui a consacré tous les siens, sans exception, à faire votre bonheur et à garantir votre repos.

Vingt mois se sont écoulés depuis que j'ai foulé la terre étrangère, redoutant les maux que, dans leur aveuglement, n'hésitent pas à vouloir reproduire les défenseurs obstinés d'une aspiration illégitime, condamnés par les lois du royaume, le vote de tant d'Assemblées, la raison

de la victoire et les déclarations des gouvernements de l'Europe civilisée.

Pendant ces vingt mois, mon esprit affligé n'a pas cessé de recueillir religieusement les échos des cris plaintifs de mon Espagne que je n'oublierai jamais. Remplie de foi dans son avenir, jalouse de son intégrité, de sa grandeur, de son indépendance; pleine de reconnaissance pour les vœux de ceux qui m'ont été et qui me sont attachés, oubliueuse des affronts qui me sont faits par ceux qui me méconnaissent ou m'injurient, je n'aspire à rien personnellement; je veux seulement répondre aux aspirations de mon cœur et à ce que devront accepter avec plaisir les fidèles Espagnols, confiant à leur esprit chevaleresque et à la noblesse de leurs sentiments élevés le sort de la dynastie traditionnelle et de l'héritier de cent rois.

Tel est l'acte dont je vous parle, telle est la dernière preuve que je peux et veux vous donner de l'affection que je vous ai toujours vouée.

Sachez donc qu'en vertu d'un procès-verbal solennel, rédigé en ma résidence de Paris et en la présence des membres de ma famille royale, des grands dignitaires, des généraux et hommes publics d'Espagne, dénommés audit procès-verbal, j'ai abdiqué ma royale autorité et tous mes droits politiques sans aucune espèce de violence (contrainte), et seulement de ma volonté spontanée et très-libre, les transmettant, ainsi que tous ceux qui appartiennent à la couronne d'Espagne, à mon bien-aimé fils don Alphonso, prince des Asturies, conformément aux lois de ma patrie; je me réserve tous les droits civils à la condition (*statuto*) de la dignité personnelle qu'ils me donnent, notamment la loi du 12 mai 1865; en conséquence, je conserverai sous ma garde et sauvegarde don Alphonso tant qu'il résidera hors de sa patrie et jusqu'à ce que, proclamé par un Gouvernement et des Cortès représentant le vœu légitime de la nation, je vous le remette, ainsi que j'en ai l'espérance et que je m'en sens la force encore, bien qu'en vous le promettant ici, mon cœur maternel soit déchiré.

En attendant, je m'efforcerai d'inculquer à son intelligence les idées généreuses et élevées qui sont conformes à ses inclinations naturelles, et qui le rendront digne, j'en ai la confiance, de ceindre la couronne de Saint-Ferdinand et de succéder aux Alphonses ses prédecesseurs, qui ont légué à la patrie et qui lui léguent un trésor de gloires impérissables. Ainsi Alphonse XII devra être, à partir de ce jour, votre véritable roi, roi espagnol, roi des Espagnols, et non pas roi d'un parti.

Aimez-le aussi sincèrement qu'il vous aime. Respectez et protégez sa jeunesse, avec l'inébranlable fermeté de vos cœurs chevaleresques, pendant que moi je prie ardemment le Tout-Puissant de donner de

longs jours de tranquillité et de bonheur à l'Espagne, et d'accorder en même temps à mon jeune fils, que je bénis, sagesse, prudence, droiture dans le gouvernement, et plus de bonheur sur le trône que n'en a eu sa malheureuse mère qui fut votre reine.

Signé: ISABELLE.

Espagne.—MANIFESTE D'ORDRE DE LA REINE ISABELLE A LA NATION ESPAGNOLE RÉDIGÉ PAR ORDRE PAR LE COMTE DE SAN LUIS, LE 25 JUIN 1870.

Quand la postérité, condensant les temps qui ont été, perdra la mémoire des événements secondaires; quand l'histoire, dédaignant les détails que recueille avidement la passion du moment, groupera les grands faits dignes d'être consignés dans ses pages, son jugement impartial sur l'Espagne dans les deux tiers du vertigineux xix^e siècle ne sera pas d'accord avec celui des contemporains.

A la mort de mon auguste père, la nation était divisée en fractions; vous avez lutté volontairement et avec ardeur pour vos intérêts matériels, moraux et politiques résumés dans mon droit. Déplorant le sang versé, quand ma raison a pu le reconnaître, j'ai conservé et je garde toujours dans mon cœur la reconnaissance que je vous dois.

Mon âge ne possédait pas encore la maturité nécessaire pour connaître les causes des secousses et des bouleversements, alors que je vis voguer sur les mers le navire qui me privait de la tendre affection d'une mère. Mais je savais déjà alors que ma mère, aux termes de la loi, devait quitter bientôt le pouvoir suprême, et que, tirant du bannissement l'illustre race qui plus d'une fois immortalisa à Cadix le nom espagnol et la groupant autour de mon berceau avec la nouvelle génération, elle avait donné à la fois enseignement et pratique à la cause triomphante que symbolise ma personne.

Vous m'avez confiée à d'autres mains sans que pour cela les destins de la patrie fussent plus tranquilles. Les conspirations se succéderent avec une dévorante rapidité, ainsi que les révoltes militaires, le bombardement de belles capitales, de terribles expiations, les échafauds, les accusations et les scènes violentes dans les Cortès, l'expulsion enfin, après une lutte acharnée, de l'homme avant et après favori du peuple et de l'armée. Cet illustre Espagnol, dont le front était orné des lauriers de la victoire et de la pacification, issu du peuple au sein duquel il est rentré, faisant renaitre les rares vertus des héros qui honorent l'humanité, n'était pas Bourbon de nom: il ne devait son investiture ni au droit divin, ni à la tradition, ni à des intrigues courtisanesques.

Au nom de Dieu et de la patrie, je me vis acclamée et dans l'exercice du pouvoir suprême.

Durant les vingt-cinq années qui se sont écoulées, j'ai dévoré de grandes amertumes; mon cœur de femme et de reine a été affligé par le désolant spectacle de la discorde. En vain j'ai cherché le moyen d'empêcher de s'entre-détruire, à l'instar de mortels ennemis, ceux que j'aurais voulu voir unis comme des frères; mais, au moment où je l'espérais le moins, est parvenue à mon oreille attristée l'annonce du remède désiré. Il y eut trêve dans la lutte parricide. Il fut déclaré que le monarque était l'unique cause et le seul responsable des malheurs ou des embarras publics et privés.

Espagnols, vous qui avez conservé la fière inspiration de vos ancêtres, vous qui n'avez pas dégénéré de l'illustre race qui a donné au monde tant d'exemples d'abnégation et de noblesse, vous comprendrez facilement le saint orgueil de se voir choisie comme victime expiatoire pour tant d'hommes braves, chevaleresques et généreux.

Soit, je l'accepte. Si cette condition peut épargner une seule goutte de votre sang, je ne me résigne pas; au contraire, je me trouve abondamment récompensée de tous les sacrifices que j'ai faits pour votre bonheur, de tous les tourments qui m'ont été causés par les agitations et les vicissitudes de l'époque. Néanmoins, en acceptant cette récompense, consistant en de longues années de pénible martyre, je m'impose à moi-même deux conditions, savoir : de n'accuser personne, de ne me pas justifier. Je ne flétrirai pas la pourpre qui descend de mes épaules, oubliant ma dignité de reine et de femme.

Si, en ce moment suprême, je rappelle que jamais l'échafaud ne fut dressé par ma volonté et que j'en éloignai toujours les victimes qu'il me fut permis de sauver; si je rappelle ici que bien des fois j'ai préféré vos intérêts à ceux de mes enfants; si je rappelle que, fidèle au principe que vous avez déposé en moi, jamais je n'ai refusé ma signature de reine constitutionnelle inviolable sur les dispositions de ceux qui gouvernaient, sous sa responsabilité, quelque pénibles qu'elles fussent pour mon cœur et ma conscience; si je rappelle enfin que j'aurais pu allumer la guerre civile, et que sans hésiter j'ai préféré l'ostracisme, ce n'est assurément pas pour présenter une justification personnelle dont je n'ai nul besoin, ni pour inspirer une dégradante commisération; non, c'est seulement pour vous dire catégoriquement, dans cette déclaration solennelle, que je suis née Espagnole, et qu'au milieu des incertitudes, des difficultés, des erreurs auxquelles nous avons tous participé, mon cœur n'aspirera jamais qu'à votre réconciliation, à l'agrandissement de notre patrie, à sa félicité qui est la vôtre, celle de vos familles et la mienne et celle de mes enfants.

Nous avons ensemble traversé des jours orageux : les ravages causés par leur inclémence et par la furie de la tempête qui plane sur l'Europe et le monde entier sont imputés à votre reine.

Tous veulent avoir raison contre moi qui ne veux avoir raison contre personne. Je vous dirai la vérité tout entière. Le poids de mon malheur me serait bien léger si, depuis mes infortunes, vous aviez été vous-mêmes plus heureux ! Vous m'avez laissée sur le littoral étranger et je crains bien que, nonobstant, votre navigation n'ait été ni calme ni heureuse. Où allez-vous ? le savez-vous ? ceux qui vous mènent le savent-ils ? Si vous ne voulez pas que je vous le demande à titre de reine, j'ai le devoir et le droit de vous le demander à titre de mère.

L'égoïsme me ferait désirer que vous ne brisiez pas mon âme, mais le devoir m'ordonne de soutenir les droits de mon fils. Ayant son trône basé sur la légitimité, fort de son innocence, alors que la nation a reçu les leçons de tant d'adversités, peut-être Alphonse XII pourra-t-il obtenir que les partis se maintiennent dans la limite de leurs devoirs, sans que jamais la vengeance et la haine dépassent ces limites.

Si la nation, qui jusqu'ici respecte ses droits auxquels n'a été faite aucune renonciation, veut l'élever au trône auquel l'appelle la loi, ce ne sera pas moi, sa malheureuse mère, qui y mettrai le moindre obstacle. Il y a un grand inconvénient à lancer un enfant dans la brûlante arène où luttent avec acharnement les passions humaines, et encore plus, si vous croyez devoir, comme vous l'avez fait à mon égard, diminuer la durée de sa minorité, mais je ne saurais me dissimuler tout ce qui a de pénible et de dégradant pour la dignité de l'Espagne et celle de ses enfants dans d'autres combinaisons qui ne peuvent être conçues ou se trouver justifiables que par suite de circonstances critiques.

Les craintes naturelles d'une mère sont atténuées par la confiance que m'inspire votre noble caractère. En éclairant son intelligence, en formant son cœur, en dirigeant ses inclinations vers le bien, il sera facile de faire du jeune enfant un homme doué d'une expérience précoce, et du prince né au milieu de vous le roi de tous les Espagnols, oui, je le répète, de tous ceux-là même qui, attribuant les maux de la patrie à la nature spéciale dont, suivant eux, sont doués les rois, trouveront dans un roi espagnol des sentiments de bienveillance que les peuples trouvent rarement chez un monarque étranger.

Après une année remplie d'événements dont j'écarte ma mémoire pour ne pas affliger davantage votre cœur troublé, ainsi que le mien, j'ai cru devoir vous adresser, la main sur mon cœur, des paroles

dictées par mon âme attristée, des paroles de paix, d'union et de concorde.

Je ne pouvais pas, je ne devais pas garder le silence dans le moment suprême auquel les liens dynastiques qui nous ont unis sont près de se rompre peut-être définitivement et où vous voyez tous, pour des jours peu éloignés, de nouveaux groupes, de nouvelles bannières, de nouvelles causes de nature à produire des guerres intestines qu'il ne serait point donné d'éviter, puisqu'il n'est point en mon pouvoir d'arrêter le cours des années, ni d'enrayer la marche que suivent d'une manière irrésistible et nécessaire les grands intérêts symbolisés dans le droit. En présence des besoins de la patrie, j'ai rempli encore une fois mon devoir. C'est à vous, c'est à la nation de remplir maintenant le vôtre.

Signé : ISABELLE.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE APPONYI
A LONDRES.**

Particulière.

Vienne, le 27 juin 1870.

Il me revient de différents côtés que la question polonaise a joué un certain rôle dans l'entrevue d'Ems. Les deux Souverains auraient, m'assure-t-on, jugé nécessaire d'établir entre eux une sorte d'entente provoquée par l'attitude du Gouvernement Impérial et Royal dans les affaires de la Galicie.

Cette nouvelle m'est encore confirmée par les renseignements que Vous me transmettez sous la date du 23 de ce mois. D'après les détails confidentiels que Vous me donnez sur « votre conversation intime » avec Lord Clarendon, il me semble que S. S. ne trouve pas entièrement dénuées de fondement les alarmes qui, à ce que nos voisins prétendent, leur sont inspirées par notre conduite vis-à-vis des Galiciens. Je vois avec plaisir que Vous Vous êtes efforcé de placer les faits sous leur vrai jour et je ne puis qu'approuver le langage que Vous avez tenu au Principal Secrétaire d'État. Le sujet est cependant assez important pour mériter qu'on y revienne, et j'crois devoir Vous indiquer quelques considérations nouvelles que je Vous prie de soumettre, lorsque Vous en trouverez l'occasion, à l'appréciation de Lord Clarendon.

Avant tout, je dois établir en principe, ainsi que Vous l'avez déjà fait, que la manière dont nous gouvernons la Galicie est purement une question d'administration intérieure et qu'il est, sinon impossible du moins fort dangereux d'admettre que des questions de cette na-

ture puissent devenir l'objet d'une entente entre des Puissances étrangères. Qu'un Gouvernement établisse chez lui un régime plus libéral que celui qui existe chez ses voisins, il n'y a certes pas là une raison suffisante pour que ceux-ci aient le droit de se plaindre et d'agir comme s'ils étaient directement menacés. Tant qu'il n'y a pas de propagande active exercée au delà des frontières, tant qu'il n'y a pas de tentative d'étendre une influence illicite sur les pays adjacents, tout Gouvernement doit rester libre d'organiser, comme il l'entend, l'administration de ses provinces et ses voisins ne sauraient avoir un juste motif de prendre de l'ombrage.

S'il en était autrement, on laisserait s'établir un précédent fort grave et d'une portée très-menaçante pour le maintien de la paix. Que dirait-on, par exemple, en Angleterre, si l'Autriche et la France, manifestant des alarmes de la politique suivie par la Prusse à l'égard des aspirations de la nationalité allemande, déclaraient y voir un motif de se concerter étroitement afin de parer à toutes les éventualités. Je crois qu'un pareil langage paraîtrait au Cabinet de Londres plus inquiétant pour le maintien de la paix que telle ou telle avance faite par le Gouvernement prussien au parti national allemand et nous aurions sans doute en ce cas à entendre des reproches assez vifs de la bouche de Lord Clarendon.

Pourtant ce ne sont que ses propres nationaux que le Gouvernement Impérial et Royal cherche à se concilier en Galicie, car nous pouvons hardiment affirmer que jamais un acte ou une parole officielle n'a révélé de notre parti le désir de flatter la nationalité polonaise en dehors de la Galicie.

Il me semble donc qu'on ne saurait reconnaître à la Prusse et à la Russie le droit de se formaliser des concessions que l'Autriche croit utile de faire aux Polonais de la Galicie. D'ailleurs ces craintes qu'on nous dit être conçues à Berlin et à Saint-Pétersbourg existent-elles réellement ? J'avoue que j'ai de la peine à y croire.

Il me serait difficile d'admettre que nos voisins pussent se réjouir de voir une province importante de l'Autriche rester mécontente ; mais qu'ils trouvent un danger pour eux à ce que cette province soit satisfaite, c'est ce que l'imagination la plus timorée ne saurait comprendre.

Si c'est en qualité de Puissances copartageantes et en se fondant sur les droits acquis à ce titre que les deux Puissances prétendraient devoir s'occuper des affaires de Galicie, nous pourrions tout aussi bien réclamer de notre côté le droit de surveiller la manière dont la Russie gouverne ses provinces polonaises.

Nous n'élevons pas de pareilles prétentions et si, par respect pour

l'indépendance de tout Gouvernement dans les affaires du ressort de l'administration intérieure, nous gardons une réserve absolue devant les questions de cette nature, nous pensons qu'on pourrait observer envers l'Autriche les mêmes égards lorsqu'elle cherche à satisfaire les voeux légitimes de ses sujets de nationalité polonaise. Il y a eu une époque, sous l'administration du Marquis Wielopolski, où la Russie favorisait plutôt chez elle le développement de la nationalité polonaise. Quels que fussent alors nos sentiments à l'égard de cette manière de procéder du Gouvernement russe, nous n'avons pas trouvé que nous eussions à nous en préoccuper, ni cherché à établir une entente avec la Prusse pour nous prémunir contre les dangers qui pouvaient en résulter. Lorsque plus tard nous nous sommes, d'accord avec les Gouvernements d'Angleterre et de France, prévalu du texte des stipulations du traité de 1815 pour réclamer à Saint-Pétersbourg en faveur des Polonais, la situation était tout autre. L'insurrection polonaise constituait alors un véritable péril pour nous en particulier et pour le maintien de la tranquillité générale. Les Puissances pouvaient invoquer pour justifier leur conduite non-seulement le texte d'un traité, mais l'urgence d'aviser à l'extinction d'une conflagration qui prenait des proportions redoutables et menaçait la sûreté des pays voisins. Il n'y a aucune analogie entre la situation actuelle de la Galicie et celle où se trouvait à cette époque le Royaume de Pologne. Le calme le plus complet règne en Galicie et il serait étrange de prétendre que la tranquillité et le contentement d'une province sont une menace ou un danger pour les voisins.

Je contesterais donc absolument à la Prusse et à la Russie le droit de se faire une arme contre nous de l'organisation administrative qu'il nous plaît d'introduire en Galicie et qui ne touche en rien aux intérêts de sujets prussiens ou russes. Je ne crois pas même beaucoup à la réalité des craintes qu'éprouveraient ces Puissances.

Par contre, je ne disconviens nullement de m'être montré favorable, depuis mon entrée au Ministère, à l'adoption d'un système accordant une certaine satisfaction aux voeux de la Galicie.

En agissant ainsi, je crois m'être inspiré des conseils d'une saine politique et je suis persuadé que tout homme d'état impartial appréciera les motifs qui m'ont dicté cette conduite.

Parmi les diverses nationalités répandues dans l'Empire Austro-Hongrois, la nationalité polonaise est une de celles dont le dévouement aux intérêts généraux et au maintien de l'Empire nous est le plus sûrement acquis. — En effet, elle n'a aucun appui à chercher en dehors de l'Empire dont elle fait partie. Sans parler de l'excellent contingent militaire que la Galicie a toujours fourni dans nos guerres,

ses représentants dans nos Assemblées délibérantes se sont montrés jaloux de veiller à la grandeur de l'Empire. Ce sont eux qui dans la Délégation du Reichsrath devant laquelle je suis spécialement appelé à défendre la politique impériale, m'ont le plus fidèlement soutenu par leurs discours et leurs votes. Resserrer les liens qui les attachent à l'existence de l'Empire Austro-Hongrois m'a donc toujours paru essentiel et ce but ne pouvait être mieux atteint qu'en leur accordant les concessions qu'ils réclamaient sur le terrain de l'autonomie administrative. C'est dans ce sens que j'ai plaidé leur cause avec conséquence dans les Conseils de l'Empereur et que j'ai plus d'une fois insisté sur la nécessité de les rallier étroitement autour des nouvelles institutions de l'Empire. Qu'il faille pour cela leur donner certains droits favorables au développement de leur sentiment national, le fait est incontestable. Mais ces droits sont circonscrits aux limites de la province et nous apportons une attention scrupuleuse à les contrôler de façon à ce qu'ils ne puissent pas franchir ces bornes. J'en citerai ici un exemple. Le Ministère du comte Potocki accepte la présence dans le Conseil des Ministres d'un Ministre spécialement chargé de représenter les intérêts de la Galicie, parce que ce Ministre doit être comme ses collègues, responsable devant le Reichsrath, c'est-à-dire, devant la représentation générale des provinces cisleithanes, de la part qu'il prend à la direction de la politique. Il n'est donc pas à craindre que, placé sous un pareil contrôle, ce Ministre puisse sacrifier les intérêts généraux de l'Empire à la poursuite de tel ou tel but particulier.

En revanche, le Gouvernement s'est énergiquement opposé à ce qu'on établisse en Galicie une administration responsable devant la seule diète de la province, parce que dans ce cas on pourrait, en effet, appréhender que des intérêts spécialement polonais fussent mis au-dessus des intérêts généraux de l'Empire.

Cet exemple prouve à quel point nous sommes attentifs à ne pas fournir de grief légitime aux puissances voisines et à ne laisser accorder aux sujets polonais de l'Empereur que des droits leur assurant une grande autonomie administrative, mais ne leur permettant pas d'exercer une influence séparée et directe sur l'attitude politique de l'Empire. Le besoin de la paix extérieure et le désir de la conserver sont trop vivement sentis chez nous pour que nous voulions courir le risque des aventures. Nous pesons et continuerons donc de peser avec soin les mesures que nous prenons à l'intérieur de l'Empire, de façon à éviter toute cause de conflit avec nos voisins. Mais tout en étant bien décidés à observer sous ce rapport une grande prudence, nous devons cependant nous réservier la pleine liberté de modifier nos ins-

titutions et notre système administratif selon les exigences de notre situation. Nous ne pouvons admettre que de pareils changements justifient de la part des puissances étrangères une attitude de méfiance.

Je crois qu'en examinant la question telle que je viens de la développer on devra reconnaître que nous n'avons aucun reproche à nous faire et que nous n'avons pu éveiller aucune susceptibilité légitime.

Nous allons encore donner dans ce moment un témoignage assez marquant de notre désir d'entretenir avec la Russie des relations amicales. L'Empereur, notre Auguste Maitre, envoie à Varsovie son cousin l'Archiduc Albert pour porter ses compliments à l'Empereur de Russie. Cette démonstration, rehaussée par la haute position personnelle de l'Archiduc, sera, je l'espère, de nature à calmer les appréhensions que l'on aurait pu concevoir sur l'état actuel de nos rapports avec la Russie. Nous ne demandons, je le répète, qu'à vivre dans la meilleure intelligence avec tous nos voisins et à nous occuper en paix de nos affaires intérieures.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

LE BARON DE PROKESCH AU COMTE DE BEUST

Constantinople le 27 juin 1870.

Les protocoles de Scutari ne sont parvenus à la Porte que le 24. J'ai fait remarquer au Grand-Vizir pendant la visite que je lui ai faite à midi le 25, à ce sujet, que les 100,000 florins présentaient la voie la plus directe pour sortir de cet embarras. Il ne m'a pas donné de réponse décisive évidemment parce qu'il veut connaître l'opinion du conseil, mais je ne puis douter qu'il ne soit disposé à consentir à ce sacrifice d'argent, sous la condition que le Monténégro s'engage à ne plus éléver de prétentions comme par le passé sur Mali et Brdo. Cette condition est naturelle et rentre dans l'intérêt de toutes les puissances qui veulent la paix.

Ce n'est pas seulement l'ambassadeur anglais qui m'a parlé dans ce sens, mais encore l'ambassadeur russe.

Recevez, etc.

Signé: PROKESCH.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE PROKESCH AU COMTE DE BEUST.

(*Extrait.*)

Constantinople, le 4 juillet 1870.

Voici en quels termes le Grand-Vizir m'a fait savoir la décision

prise par la Porte au sujet de l'indemnité proposée par les Consuls pour terminer la contestation de Véli et Malo Brdo.

« Nous aurions pu nous retrancher derrière notre droit incontestable et nous refuser à adhérer à la conclusion des consuls; nous ne le ferons pas, dans l'intérêt de cette politique de ménagement que nous voulons pratiquer, et nous adoptons la conclusion en question avec la condition expresse que le Monténégro renonce clairement et positivement à toute prétention ultérieure relativement aux Brdos. Il serait bien étrange que le Prince Nicolas ne s'empessât pas d'accepter avec reconnaissance un arrêt qui lui accorde une somme considérable pour un droit qu'il n'a jamais possédé. Son refus trahirait une arrière-pensée et serait une raison de plus pour nous prêter à aucun autre arrangement. Il est à espérer que la répugnance de S. A. sera vaincue par l'unanimité des conseils des grands Cabinets. »

Monténégro. — LE PRINCE NICOLAS A LA COMMISSION INTERNATIONALE A SCUTARI.

Cettinje le 2/14 juillet 1870.

Je n'ai pu, malgré mon désir, être à même de vous faire parvenir plus rapidement ma réponse aux propositions contenues dans votre lettre collective du 1/13 juin, par laquelle vous avez porté à ma connaissance la conclusion de vos travaux et la solution qui vous a paru propre à terminer le différent turco-monténégro suscité par l'affaire des Collines de Brdos.

L'esprit qui a présidé à vos délibérations ne pouvant que m'inspirer une confiance entière dans les décisions qui seraient prises, je suis heureux de pouvoir vous exprimer toute ma satisfaction de la façon dont notre droit a été reconnu.

Il n'entre donc point dans mes intentions, MM. les Consuls, de faire surgir aucune difficulté nouvelle relativement à la question qui vient d'être tranchée par vous; mais tout en acceptant votre solution, il est de mon devoir d'insister encore sur l'importance de la cession à laquelle le Monténégro devra, suivant votre jugement, se soumettre, et de vous faire observer que les avantages de la compensation qui pourra être obtenue seront seuls capables d'amoindrir le mauvais effet d'un acte contre lequel les esprits étaient ici extrêmement prévenus.

Il y aurait lieu, en conséquence, d'indemniser aussi largement que possible les Pipéris de la perte de leurs pâturages et de la suppression

des autres ressources qu'ils trouvaient dans les Brdos, et, dans ce but, je prierai la Commission d'apprécier encore la position nouvelle faite à cette tribu et l'impossibilité pour elle de retrouver sur aucun point les avantages qu'elle retirait de la jouissance des Collines.

Acceptant en principe l'indemnité, j'exprime donc néanmoins le désir que le chiffre porté par la Commission à cent mille florins soit ultérieurement élevé d'une manière suffisante pour que le Gouvernement monténégrin puisse assumer complètement au vis-à-vis des Pipéris la responsabilité des conditions futures d'existence de ce district.

Mon Gouvernement déclare donc être prêt à céder à la Sublime Porte toute la part des droits qui lui ont été officiellement reconnus sur les Brdos par la Commission réunie actuellement à Scutari contre une indemnité capable de désintéresser complètement les villages Pipéris en jouissance immémoriale des pâturages de ces Collines.

Veuillez, Messieurs etc., remercier par avance vos Gouvernements respectifs de l'empressement avec lequel ils ont bien voulu répondre à mon désir de voir un solennel arbitrage statuer sur une question depuis trop longtemps en suspens ; j'espère que bientôt la communication des décisions de la S. Porte me permettra de leur exprimer moi-même ma gratitude et celle de ma Principauté.

Recevez, Messieurs, etc.

Signé: NICOLAS I^{er}.

Commission Turco-Monténégrine. — PROCÈS-VERBAL N. 5
SÉANCE DU 18 JUILLET 1870.

Le 18 juillet 1870, la séance étant ouverte en présence de MM. les Commissaires ottomans, les commissaires monténégrins étant absents.

Il a été placé sous les yeux de MM. les Commissaires ottomans la lettre collective écrite par les Consuls au Prince du Monténégro ainsi que la réponse de Son Altesse à cette lettre.

Les Commissaires ottomans ont déclaré qu'ils ignoraient que les Consuls avaient fixé la somme minimum de 100,000 florins à titre de rachat de concession, et cela parce que MM. les Commissaires ottomans n'ont jamais reconnu de droit au Monténégro sur ces collines et que d'ailleurs les Consuls se sont refusés à leur indiquer la nature de cette donation et qu'ils n'ont pas voulu davantage entrer en discussion sur le point de droit ni sur ce qui servait de base à un pareil chiffre ; qu'en conséquence les Commissaires ottomans supposaient qu'il s'agissait d'un cadeau à faire au Monténégro et que c'est dans ce sens seulement qu'ils étaient engagés à soumettre le projet à leur Gouvernement.

A cela les Commissaires ont répliqué qu'ils se considèrent comme une sorte de jury chargé par leurs Gouvernements d'étudier la question, d'entendre les deux parties et puis de rendre la décision qui leur paraît la plus acceptable et la plus pratique; que, leur opinion étant faite, il leur a paru inutile d'entrer dans des discussions infructueuses et sans issue, que d'ailleurs il leur paraît inadmissible que les Commissaires ottomans aient pu supposer qu'il se soit agi d'un cadeau à faire au Monténégro, lorsque le Protocole de 1866 (1) a été mis en avant si souvent par eux.

Les commissaires ottomans ont ajouté que cette supposition de cadeau n'est pas aussi inadmissible que croient MM. les Consuls, puisque, si c'était la contrevaleur d'un droit, on aurait dû en établir la valeur réelle par des calculs et non pas la fixer vaguement à un minimum de 100,000 fl.

Les Consuls ont passé outre et cet incident a été clos.

Les Consuls d'Angleterre et de France, considérant l'acceptation en principe de l'indemnité pécuniaire admise par le Prince du Monténégro, considérant qu'il est nécessaire de mettre un terme au litige et de prévenir toute discussion ultérieure, engagés d'ailleurs par leurs Ambassades à donner un chiffre précis, sont d'avis que la somme devrait être fixée définitivement et une fois donnée au Monténégro de 120,000 florins effectifs.

Le Consul d'Autriche-Hongrie, animé du même désir, se rallie à l'opinion de ses collègues d'Angleterre et de France et déclare qu'il recommandera la même somme à son Gouvernement.

Le Consul de la Confédération germanique du Nord déclare que, si ses collègues d'Angleterre et de France croient devoir fixer la somme de 120,000 fl. pour terminer le plus vite et le plus sûrement possible le litige, il accepte leur proposition.

En l'absence de M. Perrod, Consul d'Italie, le Gérant du Consulat déclare que toute augmentation de la somme de 100,000 fl. doit être laissée à la discussion des deux parties et surtout à la générosité de la Sublime Porte: 1^o parce que avec cette somme tous les Monténégrins ayant droit sont entièrement désintéressés, 2^o parce qu'il lui est impossible d'apprécier les circonstances qui peuvent, en dehors du désintéressement des parties, la faire augmenter.

Le Consul de Russie se rallie à l'opinion émise par ses collègues d'Angleterre et de France et approuvée par ceux d'Autriche-Hongrie et de la Confédération Germanique du Nord.

(1) 26 octobre 1866. Voir *Archives* 1867, tome 1, page 279.

Les Commissaires ottomans trouvant que la somme de 100,000 fl. était déjà élevée et non justifiée, trouvent à plus forte raison l'augmentation actuelle non légitime, mais toutefois ils s'abstiennent de discussions, attendu que MM. les Consuls ne les acceptent pas.

(*Suivent les signatures*).

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU PRINCE DE METTERNICH, A PARIS.

Vienne, le 20 juillet 1870.

Le comte Vitzthum a rendu compte à notre auguste maître du message verbal dont l'empereur Napoléon a daigné le charger. Ces paroles impériales, ainsi que les éclaircissements que M. le duc de Gramont a bien voulu y ajouter, ont fait disparaître toute possibilité d'un malentendu que l'imprévu de cette guerre soudaine aurait pu faire naître.

Veuillez donc répéter à Sa Majesté et à ses ministres que, fidèles à nos engagements tels qu'ils ont été consignés dans les lettres échangées l'année dernière entre les deux souverains, nous considérons la cause de la France comme la nôtre et que nous contribuerons au succès de ses armes dans les limites du possible.

Ces limites sont déterminées d'une part par nos difficultés intérieures, d'autre part par des considérations politiques de la plus haute importance. Je vous parlerai surtout de ces dernières. Or, nous croyons savoir, n'en déplaise au général Fleury, que la Russie persévère dans son alliance avec la Prusse, au point que dans certaines éventualités l'intervention des armées moscovites doit être envisagée, non pas comme probable, mais comme certaine. Parmi ces éventualités, celle qui nous concerne nous préoccupe nécessairement le plus. Mais si nous admettons cette préoccupation avec toute la franchise qu'on se doit entre bons alliés, nous pensons que l'empereur Napoléon nous rendra cette justice de ne pas nous taxer d'un étroit égoïsme ; nous pensons à lui tout autant qu'à nous.

L'intérêt de la France n'ordonne-t-il pas comme le nôtre d'empêcher que le jeu, engagé à deux, ne se complique trop promptement ? Or, nous croyons savoir que notre entrée en campagne amènerait sur le champ celle de la Russie, qui nous menace non-seulement en Galicie, mais sur le Pruth et sur le Bas-Danube. Neutraliser la Russie, l'amuser jusqu'au moment où la saison avancée ne lui permettrait plus de songer à concentrer ses troupes, éviter tout ce qui pourrait lui donner de l'ombrage ou lui fournir un prétexte d'entrer en lice, voilà ce qui doit, pour le moment, être le but ostensible de notre politique. Qu'on ne s'y méprenne pas à Paris : la neutralité de la Russie dépend de la

nôtre. Plus celle-là deviendra bienveillante pour la Prusse, plus notre neutralité pourra se montrer sympathique à la France.

Comme je l'ai toujours fait pressentir dans nos pourparlers de l'année dernière, nous ne pouvons pas oublier que nos dix millions d'Allemands ne voient dans la guerre actuelle, non pas un duel entre la France et la Prusse, mais le commencement d'une lutte nationale. Nous ne pouvons pas nous dissimuler non plus que les Hongrois, tout disposés qu'ils soient à s'imposer les plus grands sacrifices dès qu'il s'agit de défendre l'empire contre la Russie, se montreront plus réservés dès qu'il s'agira de dépenser leur sang et leur argent pour reconquérir à l'Autriche sa position en Allemagne.

Dans ces circonstances, le mot *neutralité*, que nous ne prononçons pas sans regret, nous est imposé par une nécessité impérieuse et par une appréciation logique de nos intérêts solidaires. Mais cette neutralité n'est qu'un moyen, le moyen de nous rapprocher du but véritable de notre politique, le seul moyen de compléter nos armements sans nous exposer à une attaque soudaine soit de la Prusse, soit de la Russie, avant d'être en mesure de nous défendre.

Toujours est-il que tout en proclamant notre neutralité, nous n'avons pas perdu un instant pour nous mettre en communication avec l'Italie sur la médiation dont l'empereur Napoléon a bien voulu nous laisser l'initiative; les bases nouvelles que vous venez de nous transmettre atteindront-elles le but que le gouvernement français a eu en vue?

En d'autres termes, seront-elles jugées inacceptables par la Prusse? Nous ne nous en préoccupons guère, et je vous l'ai télégraphié, nous les acceptons ces bases, si l'Italie les accepte *comme point de départ d'une action combinée*.

Dans le même télégramme, je vous ai parlé de l'évacuation de Rome, question qu'il importe, selon nous, de ne pas laisser en suspens, mais de résoudre immédiatement. La convention de septembre, qu'on ne se fasse pas illusion à cet égard, ne cadre plus avec la situation.

Nous ne pouvons pas exposer le saint-père à la protection inefficace de ses propres troupes. Le jour où les Français sortiront des Etats pontificaux, il faudrait que les Italiens pussent y entrer de plein droit et de l'assentiment de l'Autriche et de la France. Jamais nous n'aurons les Italiens avec nous de cœur et d'âme si nous ne leur retirons pas leur épine romaine.

Et franchement, ne vaut-il pas mieux savoir le saint-père sous la protection de l'armée italienne que de le voir en butte aux entreprises garibaldiennes? La France, en nous laissant l'honneur de résoudre la question romaine, nous faciliterait beaucoup la tâche de laquelle elle

a bien voulu nous laisser l'initiative à Florence. Elle ferait plus : en faisant un acte d'un incontestable libéralisme, elle enlèverait une arme à son ennemi et elle opposerait une digue à ces ébulitions de teutonisme que la Prusse, puissance protestante par excellence, a su faire naître en Allemagne, et que nous craignons doublement à cause de la contagion. Il est heureux que le retour du comte Vimercati coïncidera avec l'arrivée du prince de la Tour d'Auvergne.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

**Autriche-Hongrie. — PATENTE IMPÉRIALE POUR LA DISSOLUTION
DE LA DIÈTE DE BOHÈME, EN DATE DE VIENNE LE 29 JUILLET
1870.**

Art. 1^{er}. La diète de notre royaume de Bohême est dissoute.

Art. 2. Les nouvelles élections auront lieu incessamment.

Donné en notre résidence de Vienne, le 29 juillet 1870.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

*Contresigné : POTOCKI, TAAFFE, TSCHABUSCHINGG,
HOLZGETHAN, PETRINO, STREMAYER.*

Exposé des motifs.

Sire, lorsque par suite des délibérations du conseil des ministres, le président du ministère prit, le 21 mai dernier, la liberté de proposer à Votre Majesté la dissolution de la chambre des députés, du Reichsrath, et de toutes les diètes, à l'exception de celle de Bohême, il était guidé par des motifs de politique purement intérieure. La pensée de conformer l'action politique à la constitution de l'Etat, dans ses principes aussi bien que dans son objet, fut alors comme toujours la pensée dominante du ministère appelé au pouvoir par la confiance de Votre Majesté.

En conséquence, la considération de l'envoi éventuel des députés au Reichsrath devait se présenter comme une circonstance décisive, et, par suite, le président du ministère ne crut pas devoir, dans sa proposition, demander la dissolution de la diète de Bohême. Il n'avait pas encore acquis alors la conviction qu'au cas d'un renouvellement de la diète de Bohême, celle-ci enverrait indubitablement ses délégués au Reichsrath.

Le Gouvernement de Votre Majesté ne doit plus se dissimuler aujourd'hui, qu'il n'existe encore aucune garantie d'un changement de disposition dans la nouvelle diète de Bohême. Si le Gouvernement

se décide, néanmoins, à proposer à Votre Majesté la dissolution de la diète de Bohême actuelle et la convocation d'une nouvelle, c'est qu'il y a été amené par des motifs étrangers à ses considérations primitives ainsi que par suite d'un changement essentiel dans l'état des choses.

Les graves événements qui se produisent près des frontières de la monarchie, au grand préjudice des intérêts généraux de la paix européenne, et qui menacent les destinées de l'Empire, non moins que celles des autres Etats, ont fait rejeter au second plan les questions intérieures. Votre Majesté veut se voir entourée, le plus tôt possible, des représentants de toute la monarchie pour recevoir d'eux des conseils patriotiques et un loyal concours, afin de pouvoir imprimer à ses décisions souveraines le sceau de l'harmonie du chef avec la conscience politique de ses peuples. C'est dans ce but que les diètes ont été convoquées, afin de procéder aux élections pour le Reichsrath et ultérieurement pour les délégations, et qu'une importance majeure a été attachée à l'accélération de ces élections.

Mais ce serait recourir à des moyens inopportunus, vu l'abnégation et le patriotisme des peuples de Votre Majesté, que de chercher dans la séparation des questions intérieures un motif pour ne pas solliciter, par tous les moyens qu'offre la constitution, la participation d'une nationalité aux grandes questions de sécurité et de bien-être de la patrie commune. Le président du ministère est persuadé qu'une conduite contraire apporterait des restrictions injustifiables au droit le plus précieux et le plus sacré des peuples, celui de se ranger autour du trône dans les heures du danger.

L'opposition, dans les questions intérieures de la vie publique, n'implique pas encore la négation de devoirs tels que ceux qui se présentent en un moment aussi grave à la conscience politique générale. Aussi espère-t-on que le premier avertissement, adressé maintenant à la population de la Bohême, ne passera pas sans être entendu. Mais rien ne serait plus décisif pour la force que comporte l'idée politique de la monarchie austro-hongroise, rien ne pourrait faire ressortir d'une manière plus éclatante et plus persuasive la signification de cette idée d'union des peuples, que si la crise actuelle était suivie du grand résultat d'un Reichsrath complet avec aplanissement définitif de nos dissensions intérieures.

C'est à la population entière de la Bohême qu'il incombe d'amener ce résultat, et le Gouvernement de Votre Majesté croit devoir lui signaler avec confiance la possibilité d'atteindre ce but.

En conséquence, le président du ministère, d'accord avec le conseil des ministres, présente à la haute appréciation et à la décision de Votre Majesté sa proposition tendant à dissoudre la diète de Bohême

et à convoquer immédiatement la diète nouvelle ; et il se flatte d'avoir agi conformément à la situation de la monarchie, ainsi qu'à l'opinion et la conscience des peuples de l'Autriche, et d'avoir répondu aux hautes intentions de Votre Majesté, qui fait paraître comme un beau privilége de la couronne ce qui, ailleurs, s'y impose comme un devoir, c'est-à-dire l'appel à l'amour de la patrie, à l'enthousiasme patriotique de tous, à la conscience politique générale,

Signé : Potocki.

**Autriche-Hongrie. — PATENTE IMPÉRIALE POUR LA CONVOCATION
DES DIÈTES DES ROYAUMES ET PAYS REPRÉSENTÉS AU REICHSRATH.**

Vienne le 30 juillet 1870.

La situation grave dans laquelle se trouve l'Europe et la lutte grosse de conséquences qui se prépare à notre frontière nous imposent comme souverain le devoir de réunir autour de nous tous les corps représentatifs de la monarchie confiée à notre sollicitude. Par conséquent, en convoquant, selon notre droit constitutionnel, les diètes des royaumes et pays représentés au Reichsrath, nous voulons nous entourer au plus tôt des représentants légaux de la monarchie, sur le concours patriotique desquels nous croyons pouvoir toujours compter.

Art. 1^{er}. Les diètes de la Dalmatie, de la Galicie et Lodomérie avec Cracovie, de la Haute et de la Basse-Autriche, de Salzbourg, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole et de la Bukowine, de la Moravie, de la Silésie, du Tyrol, du Vorarlberg, de l'Istrie, de Goerz, de Gradisca, sont convoquées en leurs lieux de réunion respectifs pour le 20 août 1870.

Les diètes de Bohème et de Trieste, avec son territoire, sont convoquées en leurs lieux de réunion respectifs, la première pour le 27 août 1870, la seconde pour le 2 septembre 1870.

Art. 2. Le Reichsrath est convoqué en notre résidence de Vienne pour le 5 septembre 1870.

Donné en notre résidence de Vienne, le 30 juillet 1870.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

*Contresigné : Potocki, Taaffe, Tschabuschingg, Holzgethan,
Petrino, Stremayer.*

**Autriche.— LETTRE DE L'EMPEREUR A M. STREMAYER
MINISTRE DES CULTES.**

Vienne, le 30 juillet 1870.

Cher ministre Stremayer,

Comme la convention (concordat) conclue à Vienne le 18 août 1855, (1) avec Sa Sainteté le pape Pie IX, et promulguée par ma patente du 5 novembre 1855, a été frappée de caducité par suite de la récente déclaration du Saint-Siège, concernant la plénitude de pouvoir du chef de l'Eglise catholique, et que, par conséquent mon ministre des affaires extérieures fait les démarches opportunes pour notifier au Saint-Siège l'abolition formelle de cette convention, je vous engage à prendre les dispositions en rapport, et à préparer surtout pour le Reichsrath les projets de loi qui seront nécessaires pour changer les prescriptions encore valables de ma patente du 5 novembre 1855, en vue de régler les rapports de l'Eglise catholique dans mon empire, conformément aux lois fondamentales et eu égard aux conditions indiquées par l'histoire.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

**Grande-Bretagne.— DISCOURS DU TRÔNE POUR LA CLOTURE DU
PARLEMENT, LE 10 AOUT 1870.**

Mylords et Messieurs,

La situation des affaires publiques me permet de vous dispenser d'être présents au parlement. Je continue de recevoir de toutes les puissances des assurances de bon vouloir et d'amitié, mais j'ai vu avec chagrin et peine, tant au point de vue privé qu'au point de vue public, la récente ouverture d'une guerre entre deux nations puissantes, toutes deux alliées avec l'Angleterre.

J'ai fait les plus grands efforts pour éviter cette calamité. Maintenant, je donnerai une sérieuse attention à la stricte exécution des devoirs et au maintien des droits de la neutralité. J'ai sanctionné avec empressement la mesure conçue par votre sagesse pour accroître le pouvoir exécutif non-seulement dans l'intérêt de l'exécution des devoirs internationaux, mais encore pour prévenir des actes qui, en temps de guerre, pourraient préjudicier aux intérêts nationaux. Je ferai tous les efforts tendant à arrêter l'action de causes qui pourront

(1) Voir Archives 1865 tome 2 page 97.

contribuer à agrandir le théâtre du conflit actuel et participer, si l'occasion m'en était offerte, au rétablissement d'une prompte et honorable paix.

J'ai présenté aux deux puissances belligérantes des traités identiques dans la forme pour donner une nouvelle garantie à la Belgique (1) contre les hasards d'une guerre engagée sur la frontière. Ce traité a été signé par le comte Bernstorff au nom de la Confédération allemande du Nord, et l'ambassadeur de France a annoncé avoir qualité pour signer cet acte aussitôt qu'il aura reçu ses pleins pouvoirs. D'autres puissances signataires du traité de 1839 ont été requises d'adhérer si elles le jugent convenable à cet engagement.

Les meurtres révoltants récemment commis en Grèce ont produit dans toute l'Europe une pénible impression et ont appelé l'attention sur des imperfections sérieuses qui existent dans ce pays. Mes efforts incessants tendront à assurer la nature complète et inquisitoriale des recherches qui sont faites.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Je vous remercie du généreux crédit alloué par vous pour le service ordinaire de l'armée, du vote d'un chiffre additionnel d'hommes et des surplus de crédits que vous avez votés en vue de la modification de l'état des choses sur l'Europe continentale.

L'état des recettes publiques fait espérer qu'elles suffiront pour faire face aux nouvelles charges dont on les grève, sans rien changer à l'équilibre de la recette et de la dépense.

Mylords et Messieurs, en ce qui touche la législation intérieure, je suis fondé à vous féliciter à l'occasion de la clôture d'une session signalée par un dévouement assidu à des travaux de la plus haute importance.

L'acte temporaire pour la répression du crime agraire et le maintien de l'ordre en Irlande a jusqu'ici répondu au but que l'on s'était proposé.

Grâce à l'acte qui régit l'occupation et la propriété de la terre, je prévois le graduel établissement de l'harmonie des rapports entre les propriétaires et les fermiers, et de la confiance générale dans les dispositions et l'administration de la loi et dans les justes et bienveillantes intentions de la législation.

Par suite des efforts faits relativement à des questions d'une importance capitale dans le but de faire disparaître du livre des statuts tout

(1) Voir Archives 1872, tome 1, pages 331 et 341.

ce qui pourrait paraître inique vis-à-vis de l'Irlande, j'ai la confiance que l'exécution du premier devoir du gouvernement pour pourvoir à la sûreté de la vie et des biens, deviendra plus facile, et je compterai en toute confiance sur la fidélité et l'affection de mes sujets irlandais.

J'ai été charmée de concourir avec vous à l'adoption de la loi importante qui pourvoit à l'enseignement national en Angleterre. J'y vois une nouvelle garantie pour le bien-être moral et social de la nation et pour sa prospérité et sa puissance.

L'acte de neutralisation et l'acte d'extradition des criminels tendront à confirmer nos relations amicales avec les puissances étrangères.

L'acte qui régit l'enrôlement pour une durée abrégée de service dans les rangs de l'armée tendra, j'en ai la confiance, à augmenter la force réelle, à promouvoir le bien-être du soldat et donner à la nation une réserve d'hommes bien familiarisés avec les armes et prêts, en tout cas éventuel, à rentrer dans les rangs.

Je vous fais mes adieux, les vacances vont commencer, et je demande à Dieu que lorsque vous serez convoqués pour revenir siéger ici, il me soit donné de me réjouir avec vous du rétablissement de la paix sur le continent de l'Europe.

Serbie. — DISCOURS DE LA RÉGENCE PRINCIÈRE POUR LA CLOTURE DE L'ASSEMBLÉE, LE 25 OCTOBRE 1870.

Frères, dans un espace de temps relativement court, mais rempli par des travaux assidus, vous avez résolu un si grand nombre de questions importantes pour notre pays, qu'aujourd'hui, en nous séparant, vous pouvez regarder votre œuvre avec satisfaction.

Désireux d'élever le plus tôt possible notre édifice constitutionnel, nous avons eu soin que la première assemblée législative pût statuer sur les lois fondamentales les plus importantes. A cette catégorie appartiennent au premier rang les lois que vous avez votées sur les élections (loi électorale), sur la responsabilité ministérielle, sur la presse, sur le règlement de l'Assemblée nationale et celui du Conseil d'Etat.

Le centre de gravité politique de l'Etat, placé auparavant dans le Sénat, a été transféré par la Constitution dans l'Assemblée nationale, c'est-à-dire qu'elle l'a enlevé à un corps de fonctionnaires pour le mettre entre les mains de la nation. C'est cette idée fondamentale que les lois précitées mettent en vigueur et dont elles règlent les détails.

La liberté électorale est assurée sur la base la plus large et en-

tourée des garanties les plus complètes. Les ministres d'État aux-
quels, il y a deux ans encore, l'Assemblée nationale ne pouvait que
soumettre des vœux modestes, sont maintenant responsables devant
cette même assemblée, qui peut en outre accueillir les pétitions et
les plaintes de chacun de nos concitoyens. La loi sur la presse a fait
disparaître toutes les mesures préventives et lui a donné pour la pre-
mière fois dans notre pays des garanties légales.

Mais le plus grand bienfait que nous ayons assuré à nos lois fonda-
mentales et à la Constitution elle-même, c'est la publicité avec la-
quelle seront dorénavant traitées les affaires du pays. Au lieu des
séances à huis clos de l'ancien Corps législatif (Sénat) tout le travail
législatif se fait maintenant sous les regards du peuple et de tout le
monde, tout s'accomplit par la voie de publicité, le frein le plus
puissant des passions et des abus humains. C'est là l'air salutaire
qui souffle dans nos institutions et qui contribuera le plus puissam-
ment à ce qu'elles se consolident et se développent avec nous.

Mais ce n'est pas seulement sous ce rapport que vos travaux ont été
fructueux. Grâce à votre coopération, outre ces lois fondamentales,
il a été statué sur vingt projets de lois plus ou moins importants, et
toutes les branches de l'administration ont été l'objet de vos soins.
Deux d'entre elles ont été assez heureuses pour attirer particuliè-
rement votre sollicitude : celle de l'instruction publique et celle de la
guerre. C'est avec raison que dans vos délibérations vous avez appelé
ces deux branches les bras de la nation.

Dans la sphère de l'instruction publique vous avez statué sur des
projets de lois relatifs à un séminaire d'instituteurs, à la librairie, au
théâtre national, ainsi que sur d'autres dont le but est de favoriser le
progrès de cette branche importante. Pour aller au devant de vos
vœux, le Gouvernement régardera comme un agréable devoir de sou-
mettre, à la prochaine session, les projets de lois nécessaires tant
pour l'amélioration de l'état des instituteurs publics que pour la ré-
gularisation des revenus des ecclésiastiques.

Des modifications et des compléments à la loi sur l'armée ont
écarté certains obstacles qui entravaient le perfectionnement de
notre force militaire.

Le développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie
a été également l'objet de certaines lois ; telles sont, parmi les plus
importantes, les lois sur l'organisation d'une école d'agriculture, sur
les chambres de commerce et sur le commerce de la campagne. Cette
dernière question qui a vivement préoccupé les assemblées natio-
nales depuis trente ans, vient de faire un grand pas dans un esprit
de libre concurrence.

La branche des travaux publics a gagné des avantages assez considérables par les changements faits aux lois sur la construction des routes et des bâtiments de préfectures.

Enfin, en ratifiant la convention stipulée avec la Roumanie sur l'extradition des malfaiteurs et des déserteurs, vous avez contribué à la consolidation des liens qui nous rattachent à un pays avec lequel nous avons non-seulement de fréquents rapports de voisinage, mais aussi des intérêts communs créés par l'identité de notre position politique.

Ces abondants résultats, nous n'avons pu les attendre que grâce à l'enthousiasme national pour la cause publique, ainsi que par la confiance qui existe entre le peuple et le Gouvernement, confiance dont cette assemblée a également donné la pleine expression et pour laquelle nous vous exprimons notre cordiale reconnaissance.

Les délibérations de l'Assemblée nationale ont prouvé une fois de plus que le constitutionnalisme avait été introduit chez nous à temps opportun; la pratique de la vie constitutionnelle aidera à son développement ultérieur. De même dans les décisions de l'Assemblée reconnaît-on partout une manière d'agir qui nous autorise à considérer l'avenir avec confiance.

Frères, lorsque l'histoire serbe appréciera les travaux de nos assemblées nationales, la présente prendra une place importante, à côté de la Constituante, car, si celle-ci a donné l'an dernier une Constitution au pays, la présente a contribué à mettre cette Constitution en vigueur; elle a contribué à ce que, en prononçant aujourd'hui la clôture de vos travaux, nous pouvons exprimer avec vous du fond de notre cœur le voeu : Vive la Serbie constitutionnelle ! vive notre prince constitutionnel !

► **Espagne. — M. SAGASTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ESPAGNE A L'ETRANGER AU SUJET DE LA CANDIDATURE AU TRONE DU DUC D'AOSTE.**

(*Circulaire.*)

Madrid le 4 novembre 1870.

M. S. Ex. le président du conseil des ministres, par disposition du conseil avec l'autorisation de S. A. le Régent, a présenté hier aux Cortès constituantes la candidature au trône espagnol de Mgr le duc d'Aoste.

Conformément aux dispositions de la loi pour l'élection du monarque, les Cortès ont accordé de suspendre les séances jusqu'au 16 courant, jour où elles se réuniront de nouveau pour procéder à la

votation. Le Gouvernement de S. A. le Régent a le ferme espoir que, ce jour-là, les députés de la Nation, s'inspirant des sentiments du plus pur patriotisme, couronneront l'édifice constitutionnel élevé par tant d'efforts pendant les deux dernières années.

Une fois le code fondamental voté, ainsi que les lois qui en sont le complément, il ne manquait au Cortès que de décider, usant de leur souveraineté, qui devrait être celui qui viendrait à personnifier, en Espagne, la monarchie qu'elles avaient érigée et consignée dans l'art. 33 de la Constitution, après des *débats solennels*. Le désir vénétement du pays d'atteindre vite ce résultat ne pouvait pas être méconnu par le Gouvernement de S. A., qui, au moment de la suspension de la session législative, au mois de juin dernier, avait contracté l'engagement moral de faciliter de son côté une solution, en présentant aux Cortès, le plus tard à l'époque fixée pour leur réouverture, la candidature d'un prince digne de remplir le poste de premier magistrat de la nation.

Le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, en acceptant la couronne qu'il était si digne de porter, pour le cas où il serait élu par les Cortès, paraissait procurer au Gouvernement la solution monarchique qu'il avait besoin d'offrir au pays, et il l'aurait trouvée certainement dans ce prince, si les complications européennes qui, à cette occasion, se sont suscitées, n'étaient venues entraver la réalisation de ce projet, auquel il a fallu à la fin renoncer, lorsque le prince eut retiré son consentement à la présentation de sa candidature.

Le Gouvernement a respecté les motifs dignes et élevés qui ont engagé le prince Léopold à faire cette démarche ; et, tout en regrettant l'effet que cela aurait pour l'Espagne, il a rendu justice à sa conduite, inspirée par le désir d'éviter à sa Nation et à l'Europe entière les maux de la guerre. Il n'y a pas réussi, cependant, et la guerre devint inminente, un accord n'ayant pu arriver entre les deux nations, qui, par malheur, sont engagées aujourd'hui dans une lutte sanglante.

Le Gouvernement espagnol a fait, de son côté, tout ce qui lui était possible de faire pour éviter la guerre ; lorsqu'il reconnut que, ni les explications franches et loyales qu'il avait données à l'égard de la négociation entamée avec le prince Léopold, ni la renonciation faite par celui-ci à sa candidature ne suffisaient pas, il tâcha de trouver une combinaison qui pût satisfaire également les exigences opposées de la France et de l'Allemagne. La candidature du duc d'Aoste pouvait conduire le Gouvernement à un résultat si satisfaisant, devenant, dans ces circonstances critiques, un gage de la paix générale.

En effet, si ce prince acceptait la couronne d'Espagne, la France

trouverait ainsi, de fait, la garantie qu'elle désirait, sans que la Prusse eût à céder aux exigences de la France.

Animé donc de ces sentiments généreux, le Gouvernement s'est adressé au duc d'Aoste, qui y a répondu d'une manière digne en se montrant disposé à accepter une couronne dont l'éclat ne l'avait pas séduit auparavant, mais qu'il crut ne pouvoir alors refuser, si son acceptation impliquait la tranquillité des deux Nations amies. Mais lorsque des négociations dans ce sens furent commencées, le premier coup de canon fut tiré sur les bords du Rhin, et le Gouvernement espagnol eut à renoncer à la mission pacifique qu'il avait cru prendre à sa charge, pour avoir fourni, sinon le motif, l'occasion de troubler la paix.

Avec la conscience tranquille et satisfaite d'avoir employé tous les moyens à sa portée pour obtenir la paix à l'extérieur, il restait cependant au Gouvernement espagnol le besoin impérieux de veiller, à l'intérieur, au bien-être et à la tranquillité du pays, avide de mettre fin à la longue période intérimaire et d'arriver à sa constitution définitive.

Le temps pressait, et l'époque de la nouvelle réunion des Cortès étant proche, les négociations avec Mgr le duc d'Aoste furent reprises amenant cette fois le résultat le plus satisfaisant. Le consentement de S. A. R. pour la présentation aux Cortès de sa candidature a été précédé de l'acquiescement et de l'adhésion de toutes les puissances, qui ont répondu au désir du Gouvernement espagnol dans les termes les plus flatteurs pour le prince, en faisant des vœux pour sa prospérité et celle de la Nation dont il peut être appelé à régler les destinées.

Je ne crois pas nécessaire de m'arrêter à apprécier les qualités qui font l'ornement du prince dont la candidature vient d'être présentée par le Gouvernement espagnol, ainsi que les légitimes espérances que son élection probable nous fait concevoir sur un avenir heureux pour notre patrie. — Vous connaissez ces qualités et vous saurez les faire connaître au besoin dans l'accomplissement des devoirs que vous impose le poste que vous occupez.

J'espère avec confiance que le Gouvernement français, qui a donné des preuves si éclatantes d'amitié envers celui de S. A. le Régent, et qui a témoigné un si grand intérêt pour la consolidation, en Espagne, d'une situation définitive, apprendra avec satisfaction l'élévation probable au trône d'Espagne de S. A. R. Mgr le duc d'Aoste, pour lequel il a témoigné ses sympathies.

Veuillez lire cette dépêche à M, le ministre des affaires étrangères et lui en laisser copie, s'il en témoigne le désir.

Dieu vous garde pendant de longues années.

**Aut richeHongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON
DE POTTENBURG, A BUCHAREST.**

Vienne, le 14 novembre 1870.

Ma dépêche du 13 février dernier, Nr. 1857-VIII, Vous a prévenu, que le Gouvernement Impérial et Royal, conformément à un vœu du Gouvernement princier que Vous avez porté à notre connaissance, s'occupait de réformer radicalement le régime des starosties. Cette institution qui, à une autre époque, a pu rendre des services, ne répond plus que très-imparfairement aujourd'hui à la pensée qui lui avait donné naissance et aux nécessités des temps nouveaux.

Les Délégations vont être saisies, dans leur prochaine session, d'un projet tendant à remplacer les starostes par des vice-consuls ou des agents consulaires établis dans les principaux centres du pays. Aussitôt que ce projet aura reçu l'assentiment des pouvoirs législatifs, je me réserve, M. le Baron, de Vous faire connaître les détails de l'organisation qui sera substituée à celle des starosties.

Veuillez, en attendant, donner confidentiellement avis de notre détermination au Gouvernement de Bucharest. Il y reconnaîtra, je n'en doute pas, un nouvel effet de ces sentiments bienveillants dont nous sommes animés à son égard.

Vous pourrez profiter de cette occasion pour entretenir les Ministres du Prince Charles d'une autre aflare que nous savons leur tenir également à cœur et que, tout récemment encore, lors du séjour qu'il vient de faire à Vienne, M. le Président du Conseil a abordée vis-à-vis de moi. Je veux parler de l'ensemble de nos relations judiciaires et administratives avec les Principautés-Unies.

Vous savez que, dès le mois de mars 1867, j'avais fait connaître à l'un des prédécesseurs de M. Épuriano notre intention de faire mettre cette question à l'étude. Plusieurs objets spéciaux qui s'y rattachent, tels que l'extradition réciproque des déserteurs et l'exécution réciproque des jugements en matière civile, ont déjà reçu une solution ; mais, sur la généralité des matières dont il s'agit, un arrangement définitif reste encore à conclure. Ce retard, que nous sommes les premiers à regretter, s'explique d'une manière toute naturelle. Un travail d'une aussi vaste portée, embrassant les questions les plus diverses, ne saurait être que le fruit de longues et mûres délibérations. En outre, le changement survenu dans les conditions gouvernementales de la Monarchie n'a pu rester sans influence sur la marche de cet examen. Toutefois, le moment approche où nous pourrons Vous faire parvenir des prépositions précises, que Vous serez chargé

de discuter avec les Ministres roumains, afin d'arriver à résoudre, de commun accord et au moyen d'une transaction formelle, des questions qui intéressent un grand nombre de nos nationaux.

Vous voudrez bien, M. le Baron, en prévenir les Ministres de Son Altesse et leur représenter combien il est désirable que, durant l'intervalle qui nous sépare encore de ce moment, les autorités principales continuent, dans le traitement des affaires particulières où nos consulats ont à intervenir d'après le régime actuel, à se montrer animées de cet esprit de concorde et de bonne intelligence que nous tenons à voir régner dans nos rapports avec le Gouvernement voisin.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Autriche-Hongrie, — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE KARNICKI,
A MADRID.**

Bude, le 26 novembre 1870.

M. l'Envoyé d'Espagne a été chargé de me donner communication et de me remettre copie d'une dépêche de M. Sagasta, retracant la marche suivie par le Gouvernement de S. A. le Régent pour assurer l'application de l'article de la Constitution qui a définitivement consacré le régime monarchique en Espagne.

Depuis que cette communication m'a été faite, le télégraphe nous a appris le voie des Cortès qui, d'après la proposition du Gouvernement, appelle S. A. R. le Duc d'Aoste au trône.

Aujourd'hui que l'avènement de ce Prince, dont la Cour I. et R. s'était empressée de saluer d'avance l'élection, est ratifié par les Représentants de la nation, le Gouvernement austro-hongrois, animé de ces vives et anciennes sympathies pour l'Espagne que rappelle avec tant de raison la dépêche de M. Sagasta, est heureux de féliciter ce pays d'un choix qui lui promet une nouvelle ère de bonheur et de prospérité.

Veuillez, M. le Comte, Vous faire l'organe de ces sentiments, en offrant à S. Ex. M. le Ministre des affaires étrangères l'expression de mes remerciements les plus sincères pour la communication qu'il a eu l'obligeance de me faire parvenir.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

États-Unis d'Amérique. — MESSAGE DU PRÉSIDENT GRANT AU CONGRÈS, LE 4 DÉCEMBRE 1870.

Affaires étrangères.

Une année de paix et de prospérité générale pour ce pays s'est écoulée depuis la dernière réunion du Congrès. Grâce à la bonté de la Providence, nous avons eu une récolte abondante, et des complications et des guerres avec les nations étrangères nous ont été épargnées. L'harmonie a été relativement rétablie chez nous; il est seulement à regretter que le libre exercice de la franchise électorale a été dénié par la violence et l'intimidation dans des cas exceptionnels à des citoyens qui ont été en état de rébellion dernièrement dans plusieurs des États. Le verdict du peuple a été par là renversé. Les États de Virginie, du Mississippi et du Texas ont recouvré leur représentation dans nos conseils nationaux. La Géorgie, le seul État qui soit encore sans représentation, peut s'attendre avec confiance à reprendre sa place au commencement de l'année prochaine, et alors, espérons-le, l'œuvre de reconstruction sera complète. Par le consentement du peuple tout entier à l'obligation nationale de payer la dette publique qui a été créée pour prix de notre Union, par les pensions accordées à nos soldats et à nos marins impotents, ainsi qu'aux veuves et orphelins, et dans les changements à la Constitution qu'une grande rébellion a rendus nécessaires, il n'y a pas de raison pour que nous ne progressions pas en prospérité matérielle et en bonheur, tel qu'aucune autre nation n'a pu le faire jusqu'ici après une guerre aussi prolongée et aussi ruineuse.

Peu après l'explosion de la guerre actuelle en Europe, la protection du ministre des États-Unis à Paris a été invoquée en faveur des Allemands du Nord domiciliés sur le territoire français. Des instructions ont été envoyées pour accorder cette protection qui s'est étendue aux citoyens de la Saxe, de la Hesse, de Saxe-Cobourg Gotha, de la Colombie, du Portugal, de l'Uruguay, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Chili, du Paraguay et du Venezuela à Paris. Cette charge était lourde, car elle demandait un travail incessant et assidu, et en même temps beaucoup de patience, de prudence et de jugement. Elle a été remplie à l'entière satisfaction du Gouvernement et comme j'en ai été officiellement informé, également à la satisfaction du Nord de l'Allemagne.

Aussitôt que j'appris que la République avait été proclamée à Paris, avec le consentement du peuple Français, le ministre des États-Unis a reçu l'ordre par télégraphe de la reconnaître et de transmettre mes

congratulations avec celles du peuple des États-Unis. Le rétablissement en France d'un système de gouvernement séparé des traditions monarchiques de l'Europe a paru être un sujet convenable de félicitation pour les Américains. Si la lutte actuelle venait à attacher les coeurs des Français à nos formes plus simples de Gouvernement représentatif, ce serait une cause de plus de satisfaction pour nous. Tout en ne faisant aucun effort pour imposer nos institutions aux habitants d'autres pays, et tout en restant fidèles à notre neutralité traditionnelle dans les luttes civiles qui ont lieu ailleurs, nous ne pouvons rester indifférents à l'expansion des idées politiques américaines dans un pays aussi grand et aussi civilisé que la France.

Nous avons été prié par le nouveau Gouvernement d'employer nos bons offices, conjointement avec les Puissances européennes, dans l'intérêt de la paix. Nous avons répondu que la politique établie et les vrais intérêts des États-Unis leur défendaient d'intervenir dans les questions européennes conjointement avec les puissances de l'Europe. Je m'assurai d'une façon non officielle que le Gouvernement de l'Allemagne du Nord n'était pas alors disposé à écouter de semblables représentations de la part d'aucune puissance, et, quoique désirant vivement voir les bénédictions de la paix être rendus aux belligérants, avec lesquels les États-Unis sont dans les termes d'amitié, j'ai refusé au nom du Gouvernement de faire une démarche qui ne pouvait qu'être nuisible à nos intérêts, sans atteindre le but pour lequel notre intervention était invoquée. Si le moment vient où l'action des États-Unis pourra hâter le retour de la paix, même d'une heure, cette action aura lieu avec empressement. J'ai cru prudent en raison du nombre des individus de naissance française et allemande qui résident aux États-Unis de lancer, peu de temps après que la notification officielle de l'état de guerre a été reçue des deux belligérants, une proclamation pour définir les devoirs des États-Unis comme puissance neutre et les obligations pour les personnes résidant dans notre territoire d'observer nos lois et les lois internationales. Cette proclamation a été suivie de plusieurs autres, suivant que les circonstances l'exigeaient. Les populations informées ainsi à l'avance de leurs devoirs et de leurs obligations ont ainsi aidé à prévenir des violations de la neutralité des États-Unis.

Il ne paraît pas que l'état d'insurrection à Cuba ait changé matériellement depuis la clôture de la dernière session du Congrès. Tout au commencement du conflit les autorités espagnoles ont inauguré un système d'arrestations arbitraires, d'emprisonnement forcé, de jugements militaires et d'exécution d'individus soupçonnés de complicité avec les insurgés, de saisie de leurs propriétés et de séquestration de leurs

revenus par un mandat exécutif. De tels agissements, tant qu'ils touchaient des personnes ou des propriétés de citoyens appartenant aux États-Unis, étaient en violation des stipulations du traité de 1795 entre les États-Unis et l'Espagne. Des représentations à cet égard provenant de plaintes émanées de personnes, invoquant leur qualité de citoyens des États-Unis, ont été faites, à la suite de ces violations, au Gouvernement espagnol. Du mois d'avril 1869 jusqu'en juin dernier, le ministre d'Espagne à Washington a reçu un pouvoir limité pour aider à redresser ces torts; ce pouvoir se trouva retiré, à cause, disait-on, de la situation favorable dans laquelle l'Île de Cuba se trouvait alors, ce qui n'amena pas néanmoins la révocation ou la suspension des fonctions extraordinaires et arbitraires exercées par le pouvoir exécutif à Cuba, ce qui nous a obligés à adresser des plaintes à Madrid. Dans les négociations qui s'ouvrirent à cet égard et qui sont encore pendantes, les États-Unis ont simplement réclamé qu'à l'avenir les droits garantis à leurs citoyens par les Traité furent respectés à Cuba, et qu'en ce qui concernait le passé, un tribunal mixte fût formé aux États-Unis avec le droit de juridiction sur ces réclamations. Tout réclamant serait requis de prouver son cas devant ce tribunal impartial. D'autre part l'Espagne serait libre de scruter chaque fait matériel, et ainsi pleine justice serait rendue. Un cas qui, à un moment menaçait sérieusement d'affecter les rapports entre l'Espagne et les États-Unis a été déjà réglé de cette manière. La réclamation des propriétaires du *colonel Lloyd Aspinwall*, pour la saisie et la détention illégales de ce navire a été soumise d'un consentement mutuel à l'arbitrage et a abouti à une sentence en faveur des États-Unis, accordant aux propriétaires 19,702 dollars et 50 cents en or. Une autre réclamation de même nature depuis longtemps pendante, celle du baleinier le *Canada*, a été réglée par arbitrage amical durant la présente année. Du consentement commun du Brésil et des États-Unis, elle a été référée à la décision de Sir Edward Thornton, ministre de Sa Majesté britannique à Londres, qui a bien voulu entreprendre la tâche laborieuse d'examiner la volumineuse correspondance et les nombreux témoignages présentés par les deux Gouvernements, et a accordé aux États-Unis 100,740 dollars et 9 cents en or qui ont été payés depuis par le Gouvernement impérial. Ces exemples récents montrent que le mode proposé par les États-Unis à l'Espagne pour régler les réclamations pendantes est juste et exécutable, et que chacune des deux nations peut l'accepter sans déshonneur. Il est à espérer que l'Espagne consentira à cette demande modérée sans plus de délai. Dans le cas où les négociations pendantes ne pourraient malheureusement pas aboutir à un résultat, il sera alors de mon devoir d'en

faire part au Congrès et de provoquer son action à cet égard.

La paix si longtemps retardée entre l'Espagne et les Républiques alliées de l'Amérique du Sud a été inaugurée à Washington sous les auspices des États-Unis. Conformément à la recommandation contenue dans la résolution de la Chambre des Représentants du 17 décembre 1866, le département exécutif du Gouvernement a offert ses bons offices pour amener la paix et l'harmonie entre l'Espagne et les Républiques alliées. Des hésitations et des obstacles furent élevés contre l'acceptation de cette offre. Néanmoins, en dernier lieu, on tomba d'accord sur une conférence qui s'ouvrit dans cette ville, le 29 octobre dernier, que j'autorisai le secrétaire d'État à présider. Les ministres d'Espagne, du Pérou, du Chili y ont assisté. Par suite de l'absence d'un représentant de la Bolivie, la conférence a été ajournée jusqu'à l'arrivée d'un plénipotentiaire de cette République, et l'adoption d'autres mesures en vue d'attendre l'objet de cette conférence.

Les républiques alliées et autres d'origine espagnole, sur le continent américain, peuvent voir dans ce fait une preuve nouvelle de notre intérêt sincère pour leur prospérité et de notre désir de les voir jouir de bons gouvernements, capables de maintenir l'ordre et de préserver leur intégrité territoriale respective, ainsi que de notre souhait sincère d'étendre nos rapports commerciaux et sociaux avec elles.

Le temps n'est probablement pas éloigné où, d'après le cours naturel des événements, toute connexité politique de l'Europe avec le continent américain viendra à cesser. Notre politique, en vue de cette probabilité, devra tendre à allier plus étroitement les intérêts commerciaux des Etats Américains du Sud aux nôtres et à donner ainsi aux Etats-Unis la prééminence et les avantages qu'avaient en vue M. Monroe, M. Adams et M. Claye, lorsqu'ils proposèrent la réunion du congrès de Panama.

Durant la dernière session du Congrès, un traité pour l'annexion de la République de Saint-Domingue aux Etats-Unis échoua faute du vote nécessaire des deux tiers des voix du Sénat. J'étais alors complètement convaincu que les meilleurs intérêts de ce pays, au point de vue commercial et matériel réclamaient sa ratification. Le temps n'a fait que me confirmer dans cette opinion. Je crois fermement aujourd'hui qu'aussitôt qu'il s'ra su que les Etats-Unis ont entièrement abandonné le projet de s'annexer l'île de Saint-Domingue, les pays européens négocieront pour ouvrir un port libre dans la baie de Samana. Une grande cité commerciale s'élèvera dont nous serons tributaires sans recevoir des avantages correspondants, et c'est alors qu'on verra l'erreur de ne pas avoir accepté une si grande bonne for-

tune. Le gouvernement de Saint-Domingue a recherché volontairement cette annexion. C'est une puissance faible, étant probablement au-dessous de 120,000 âmes, et possédant néanmoins un des plus riches territoires sous le soleil, capable de nourrir abondamment une population de dix millions d'habitants. Le peuple de Saint-Domingue n'est pas en état de se maintenir dans la condition actuelle et doit chercher une aide au dehors. Il soupire après la protection de nos institutions libres et de nos lois, après notre progrès et notre civilisation. Les lui refuserons-nous ?

L'acquisition de Saint-Domingue est désirable à cause de sa position géographique qui commande l'entrée de la mer Caraïbe et l'Isthme transit de commerce. Elle possède le sol le plus riche, les ports les meilleurs et les plus spacieux, le climat le plus salubre, et les produits les plus précieux en forêts, mines et sol qu'aucune autre des Antilles. Si nous la possédions, au bout de quelques années, il se créerait un commerce de cabotage immense qui nous rendrait et bien au-delà la marine marchande que nous avons perdue. Elle nous donnerait ces articles que nous consommons si largement et que nous ne produisons pas, ce qui égaliserait nos importations et nos exportations. En cas de guerre étrangère, elle nous donnerait le commandement sur toutes les îles des Antilles, et empêcherait ainsi l'ennemi de jamais prendre possession de nouveau d'un lieu de rendez-vous, sur nos côtes mêmes. Pour le présent notre commerce de côte entre les Etats bordant l'Atlantique et ceux bordant le golfe du Mexique est coupé par les îles Bahamas et les Antilles. Nous sommes obligés ainsi de traverser des pays étrangers pour aller par mer de la Géorgie à la côte occidentale de la Floride.

Saint-Domingue, avec un gouvernement stable sous lequel ses immenses ressources pourront être développées, donnera des salaires rémunérateurs à des dizaines de milliers de travailleurs.

Ces travailleurs profiteront de tous les moyens de transport disponibles pour quitter les îles voisines et venir chercher à Saint-Domingue les jouissances de la liberté et de ses conséquences : chaque habitant recevant la récompense de son travail. Porto Rico et Cuba devront abolir l'esclavage, comme mesure de conservation personnelle, afin de retenir leurs travailleurs.

Saint-Domingue deviendra un grand marché de consommation pour les produits des fermes et des manufactures du Nord. Le bon marché auquel les citoyens pourront se procurer la nourriture, les outils et les machines forcera les îles voisines à profiter des mêmes avantages pour lutter dans la production du sucre, du café, du tabac, des fruits des Tropiques, etc. ; ce qui nous ouvrira un bien plus large marché

pour nos produits. Le produit de notre fourniture de ces articles diminuera de plus de cent millions nos importations annuelles. Il est facile, d'après cette description, de voir comment notre grosse dette se trouvera finalement éteinte. Avec la balance du commerce contre nous, comprenant les intérêts des bons d'obligation entre les mains d'étrangers et l'argent dépensé par nos citoyens dans leurs voyages en pays étrangers, égale au produit entier des métaux précieux dans ce pays il est difficile de prouver comment ce résultat de l'extinction de la dette pourra être autrement accomplie.

Acquérir Saint-Domingue, c'est agir d'après la doctrine Monroe ; c'est une mesure de protection nationale, c'est affirmer notre juste droit de contrôle sur le grand trafic commercial qui s'établira bientôt de l'ouest à l'est par la voie de l'Isthme de Darien, c'est former notre marine marchande, c'est ouvrir de nouveaux marchés aux produits de nos fermes, de nos ateliers, de nos manufactures, c'est rendre tout d'un coup impossible l'esclavage à Cuba, Porto-Rico et dans un temps donné au Brésil, c'est mettre un terme à la situation malheureuse de Cuba et à une lutte exterminatrice, c'est pourvoir aux moyens honnêtes de payer nos dettes sans surcharger le peuple d'impôts, c'est procurer à nos concitoyens les choses nécessaires à la vie journalière à des prix plus bas qu'auparavant et enfin c'est un grand pas en avant vers cette grandeur que l'intelligence, l'industrie et l'esprit d'entreprise des citoyens des Etats-Unis donne le droit à ce pays de prétendre parmi les nations.

Eu égard à l'importance de cette question, je demande instamment au Congrès d'agir sans retard en exprimant ses opinions sur les meilleurs moyens d'acquérir Saint-Domingue. Je propose que, par une résolution commune des deux chambres du Congrès, le pouvoir exécutif soit autorisé à nommer une commission chargée de négocier un traité avec les autorités de Saint-Domingue pour l'acquisition de cette île et qu'une somme soit fixée pour payer les frais de cette commission. La question pourra alors être décidée, soit par la résolution du Sénat à l'égard du traité ou de l'accord réuni des deux chambres du Congrès sur une résolution pour l'annexion, comme cela a eu lieu pour l'acquisition du Texas. Je suis tellement convaincu des avantages qui découlent de l'acquisition de Saint-Domingue et des préjudices considérables, je pourrais dire presque des malheurs, qui résulteraient de sa non acquisition, que je crois qu'il suffira d'examiner avec soin la question pour que ma proposition soit approuvée.

Il est regrettable que les représentations que nous avons faites au sujet des effets désastreux qu'a produit principalement sur le revenu des Etats-Unis la politique du gouvernement Mexicain en exemptant

des droits d'importation une grande bande de son territoire sur nos frontières, soient non-seulement restées sans résultat, mais qu'il soit même question dans ce pays d'étendre encore les limites dans lequel ce privilége a été exercé jusqu'ici. L'urgence de prendre en considération des mesures propres à contrebalancer cette politique attirera sans doute votre sérieuse attention.

Il est désirable que, aussitôt qu'il pourra être convenable, le Congrès fasse connaître son avis sur les travaux de la Commission relative aux réclamations contre le Venezuela, dont j'ai donné connaissance dans mes messages du 16 mars 1869, du 1^{er} mars 1870 et du 31 mars 1870. Il n'a pas paru opportun de faire la distribution de l'argent payé par le Venezuela, jusqu'à ce que le Congrès ait pris une décision à cet égard.

Les massacres des résidents français et russes à Tient Tsin, avec les circonstances de la plus grande barbarie, ont paru à plusieurs personnes avoir été prémedités, et indiquer les desseins de la populace d'exterminer les étrangers dans l'empire chinois. La preuve manque pour établir cette supposition, mais elle montre qu'il y a eu complicité entre les autorités locales et la foule. Néanmoins, le Gouvernement de Pékin a paru se montrer disposé à remplir ses obligations, au tant qu'il était capable de le faire. Malheureusement, la nouvelle que la guerre a éclaté entre les États d'Allemagne et la France est parvenue en Chine peu de temps après le massacre. Il paraîtrait que l'esprit populaire se serait emparé de l'idée que ce conflit, en s'étendant aux mers de Chine, neutraliserait l'influence et la puissance chinoise, et que le moment venait où les masses superstitieuses pourraient chasser tous les étrangers et rétablir l'influence des mandarins. Dans cette prévision, j'ai invité la France et l'Allemagne à convenir d'une suspension officielle des hostilités dans l'Est, où elles pourraient être temporairement suspendues par les commandants des flottes et agir en commun pour protéger en Chine la vie et les propriétés des Américains et des Européens.

Depuis l'ajournement du Congrès, les ratifications du traité avec la Grande-Bretagne pour l'abolition des cours mixtes, constituées pour l'abolition de la traite, ont été échangées. On croit que la traite est maintenant bornée à la côte orientale d'Afrique, d'où les esclaves sont amenés dans les marchés arabes.

Les ratifications de la Convention de naturalisation entre la Grande-Bretagne et les États-Unis ont été aussi échangées pendant les vacances, et c'est ainsi qu'une discussion, depuis longtemps pendante, se trouve réglée conformément aux principes que les États-Unis ont toujours soutenus.

Au mois d'avril dernier, un corps d'ingénieurs, tardis qu'il était occupé à fixer les limites d'un terrain réservé militaire, a découvert que la ligne de frontière communément acceptée entre les États-Unis et les possessions britanniques à cet endroit était à environ 4,700 pieds au sud de la vraie position de la 49^e parallèle et que la ligne, si elle était tracée dans ce qu'on suppose aujourd'hui la vraie position de cette parallèle, partirait du fort de la Compagnie de la baie d'Hudson à Pembina dans le territoire des États-Unis. Cette information ayant été communiquée au Gouvernement britannique, j'ai été prié de consentir et j'ai consenti à ce que le fort de la Compagnie de la baie d'Hudson continuât à être occupé par les Anglais pour le présent. Il me paraît important cependant que cette partie de la ligne frontière soit définitivement fixée par une commission mixte nommée par les deux Gouvernements; je vous soumets, d'autre part, un devis des frais qu'occasionnera cette commission aux États-Unis et je recommande que des fonds soient votés pour cet objet. La frontière, du côté de terre, a été déjà fixée et marquée à partir du sommet des Montagnes-Rocheuses jusqu'à la baie de Géorgie. Il reste maintenant à la marquer de la même manière, à partir du lac des Forêts jusqu'au sommet des Montagnes-Rocheuses.

Je regrette d'avoir à dire que l'arrangement des réclamations contre la Grande-Bretagne, provenant de la conduite adoptée par ce Gouvernement pendant la rébellion, n'est arrivé à aucune conclusion: Le Cabinet de Londres, autant que ses vues ont été exprimées, ne paraît pas disposé à admettre que le Gouvernement de la Reine s'est rendu coupable de négligence et a commis et autorisé durant la guerre aucun acte dont les États-Unis aient une juste cause de se plaindre. Nos convictions fermes et invariables sont complètement opposées. Je recommande, en conséquence, au Congrès d'autoriser la nomination d'une commission pour rechercher les preuves des sommes réclamées et de la valeur de ces diverses réclamations pour les porter à la connaissance du représentant de Sa Majesté à Washington, et que des pouvoirs soient accordés pour que ces réclamations soient réglées par les États-Unis de façon à ce que le Gouvernement aurait la propriété des réclamations particulières, ainsi que le contrôle responsable de toutes les demandes contre la Grande-Bretagne. Il est inutile d'ajouter que si le Gouvernement de la Reine a le désir de régler amicalement ces réclamations, les États-Unis les prendront en considération avec le ferme désir d'arriver à une conclusion compatible avec l'honneur et la dignité des deux pays.

Signé : GRANT.

**Italie. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU PARLEMENT,
LE 5 DÉCEMBRE 1870.**

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés,

L'année qui touche à son terme a étonné le monde par la grandeur des événements qu'aucun jugement humain ne pouvait prévoir. Notre droit sur Rome, nous l'avions toujours hautement proclamé, et, en présence des dernières résolutions auxquelles m'a conduit l'amour de la patrie, j'ai cru de mon devoir de convoquer les comices nationaux.

Avec Rome, capitale d'Italie, j'ai rempli ma promesse et couronné l'entreprise qui fut commencée, il y a vingt-trois ans, par mon magnanime père.

Mon cœur de roi et de fils éprouve une joie solennelle en saluant tous les représentants de notre chère patrie, réunis ici pour la première fois, et en prononçant ces mots : « L'Italie est libre, est une; désormais il ne dépend plus que de nous de la faire grande et heureuse. »

Tandis que nous célébrons ici cette solennité inaugurale de l'Italie accomplie, deux grands peuples du continent, glorieux représentants de la civilisation moderne, se déchirerent dans une terrible lutte.

Liés à la France et à la Prusse par la mémoire de récentes et bienveillantes alliances, nous avons dû nous obliger à une rigoureuse neutralité, qui nous était imposée aussi par le devoir de ne pas accroître l'incendie et par le désir de pouvoir toujours interposer une parole impartiale entre les parties belligérantes. Et ce devoir d'humanité et d'amitié nous ne cesserons de le remplir, en joignant nos efforts à ceux des autres puissances neutres, pour mettre fin à une guerre qui n'aurait jamais dû éclater entre deux nations dont la grandeur est également nécessaire à la civilisation du monde.

L'opinion publique, en consacrant par son appui cette politique, a montré une fois de plus que l'Italie libre et unie est pour l'Europe un élément d'ordre, de liberté et de paix.

Cette attitude facilita notre tâche lorsque, pour la défense de l'intégrité du territoire national et pour restituer aux Romains l'arbitre de leurs destinées, mes soldats, attendus comme des frères et fêtés comme des libérateurs, entrèrent à Rome. Rome, réclamée par l'amour et par la vénération des Italiens, fut rendue à elle-même, à l'Italie et au monde moderne.

Nous sommes entrés à Rome au nom du droit national, au nom du pacte qui lie tous les Italiens envers l'unité nationale; nous y

resterons en maintenant les promesses que nous nous sommes faites solennellement à nous-mêmes : liberté de l'Église, pleine indépendance du Siège pontifical dans l'exercice de son ministère religieux, dans ses relations avec la catholicité.

Sur ces bases, et dans les limites de ses pouvoirs, mon Gouvernement a déjà pris les mesures premières, mais toute l'autorité et toute la sagesse du Parlement sont nécessaires pour conduire à bonne fin la grande œuvre.

Le transfert imminent du siège du Gouvernement à Rome, nous oblige à étudier le moyen de réduire à la plus extrême simplicité les organisations administratives et judiciaires, à rendre aux communes et aux provinces les attributions qui leur appartiennent.

La question des organisations militaires et de la défense nationale veut aussi être étudiée, en tenant compte des nouvelles expériences de la guerre. Il surgit de la terrible lutte qui captive encore l'attention anxieuse de l'Europe des enseignements qu'il n'est pas permis de négliger à un gouvernement qui veut sauvegarder l'honneur et la sécurité de la nation.

Des projets de loi vous seront soumis sur toutes ces questions, ainsi que sur l'instruction publique, qui doit être placée, elle aussi, au nombre des instruments les plus efficaces de la force et de la prospérité nationales.

Il conviendra, du reste, que nous reprenions avec la plus grande activité l'œuvre forcément interrompue de l'assiette définitive de nos finances.

L'Italie étant finalement accomplie, il ne peut y avoir parmi vous d'autre rivalité que celle qui s'applique à consolider par de bonnes lois un édifice que nous avons tous contribué à éléver.

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés,

Pendant que l'Italie s'avance de plus en plus dans les voies du progrès, une grande nation, qui est sa sœur par la race et par la gloire, confie à l'un de mes fils la mission de régir ses destinées. Je suis heureux de l'honneur qui, rendu à ma dynastie, est en même temps rendu à l'Italie, et je souhaite que l'Espagne grandisse et prospère, grâce à la loyauté du prince et à la sagesse du peuple. Cet accord est le plus solide fondement des États modernes, qui voient ainsi assuré devant eux un long avenir de concorde, de progrès et de liberté.

Espagne. — PROTESTATION DE DON CARLOS A LA NATION ESPAGNOLE.

La Tour, le 8 décembre 1870.

La révolution qui, en 1833, plaçait une enfant sur le trône d'Espagne vient de détruire de ses propres mains l'œuvre qu'elle avait fondée ; maintenant, après avoir mendié de tous côtés le roi dont elle a besoin, pour quelque temps encore, elle offre la couronne de Philippe V à un prince de la maison de Savoie.

Charles-Albert, roi de Sardaigne, avait reconnu don Carlos de Bourbon, mon auguste aïeul, comme roi légitime de l'Espagne.

Avant de prendre le nom de roi d'Italie, Victor-Emmanuel regardait mon auguste oncle, le comte de Montemolin, comme roi légitime de l'Espagne.

Le prince Amédée accepte la couronne qui m'appartient de droit. Infidèle aux traditions de l'ancienne maison de Savoie, il n'a pas même osé exiger l'observation des procédés de l'Italie nouvelle.

Cent quatre-vingt-onze individus qui s'arrogent le nom de constitutants et ne représentent pas la dixième partie de la nation espagnole lui ont tendu plus ou moins spontanément la couronne : et il l'a prise.

Je dois protester contre cet acte, et je proteste. Je le fais, non point par crainte que mon silence soit interprété au préjudice de mes droits, car jamais le monde ne pourrait croire que j'accède en aucune manière à pareil attentat, mais je proteste pour avertir toutes les puissances légitimes de l'Europe du danger nouveau que leur crée cette usurpation et pour rappeler au peuple espagnol l'amour que je lui porte.

Je proteste en mon nom, au nom de ma famille, et même au nom de toutes les puissances légitimes, contre la violation de la loi fondamentale faite conjointement par les Cortès et Philippe V, par laquelle l'ordre de succession au trône fut fixé parmi les descendants légitimes de ce prince, violation qui entraîne explicitement ou implicitement la violation des traités corrélatifs à cette loi, et qui avaient pour but de maintenir l'équilibre européen et de prévenir le retour de guerres sanglantes.

Au nom du peuple espagnol de 1808, au nom du peuple espagnol de tous les temps, car de tout temps notre nation a été catholique et libre, je proteste contre l'insulte que fait à sa noble fierté une minorité factieuse et armée qui veut lui imposer un roi, et un roi étranger !

Je proteste, contre l'outrage que l'on fait à la foi de l'Espagne en allant chercher pour roi le fils de celui qui a offensé le catholicisme et la chrétienté tout entière dans la personne de son saint et auguste chef, Pie IX, le vicaire de Jésus-Christ sur la terre.

Je proteste, en un mot, contre la révolution, qui, par cela même qu'elle rencontre dans une maison royale de l'Europe un nouvel auxiliaire ou un nouvel instrument, vient de faire un nouveau pas et d'avoir un nouveau succès.

S'il ne s'agissait pas ici d'une conspiration impie et de l'intrusion d'un monarque étranger, s'il n'était question que d'un droit personnel et que, en renonçant à ce droit, je pusse contribuer au bonheur du peuple espagnol, cet abandon ne serait pas pour moi un sacrifice pénible, mais une fortune bénie. Et alors même que ce serait un sacrifice, ce sacrifice je le ferais volontiers, en pensant à mon Espagne bien-aimée.

Mais ici droit et devoir ne font qu'un. La cause de l'Espagne est ma cause, comme la cause des rois légitimes doit être celle des peuples. La révolution espagnole n'est qu'un corps de la grande armée de la révolution cosmopolite, dont le principe essentiel est la négation des droits de Dieu dans le Gouvernement des choses de ce monde, et dont le but est le renversement complète des bases, filles du christianisme, sur lesquelles est fondée et repose la société humaine. Il n'y a pas au monde de puissance légitime qui ne soit menacée dans ses droits, quand partout la paix, la justice, la civilisation chrétienne et la vraie liberté sont menacées.

C'est pour cela que j'élève ma voix en protestant devant Dieu, devant les Puissances légitimes, devant le peuple espagnol. Je supplie ce peuple à qui je suis identifié par mon sang, par mes idées, par mes sentiments et jusque par des douleurs communes, d'avoir confiance en moi comme j'ai confiance en lui.

Pour la mémoire de nos pères,
Pour le salut de nos fils,
Ce noble peuple fera son devoir, et moi je ferai le mien.

Signé : CARLOS.

Suède. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DE LA DIÈTE.

Le 18 Janvier 1874.

Messieurs !

L'année qui vient de s'écouler a été exceptionnellement riche en événements mémorables. Une guerre sanglante a éclaté entre deux des

nations principales de l'Europe, avec lesquelles nous entretenons des rapports fréquents, et depuis six mois elle continue avec la même ardeur des deux côtés. De même que les chefs de la plupart des gouvernements européens, je déclarai dès le commencement de la lutte que les royaumes-unis y resteraient complètement neutres, et pour me mettre à même de prendre les mesures indispensables au maintien de cette neutralité, j'ai dû avoir recours au crédit que la Constitution met à ma disposition dans ce but.

Si jusqu'ici la guerre a été limitée aux deux parties engagées dès son origine, il ne manque malheureusement pas de raisons de craindre qu'elle ne puisse prendre un essor plus vaste dans un avenir prochain. Les traités sur lesquels les États différents ont fondé leurs rapports mutuels, ne sont plus entourés du même respect que par le passé, et la situation politique de l'Europe ne paraît plus assise sur des bases suffisamment solides.

Dans ces circonstances la question de la réorganisation de la défense, depuis longtemps agitée dans notre pays, a acquis une importance qui n'en permet plus un ajournement ultérieur. Il y a deux ans déjà, je vous soumis un projet de réorganisation de l'armée basé sur *l'Indelning* et sur l'obligation générale au service militaire. Je vous représente maintenant le même projet, considérablement modifié dans quelques-unes de ses parties, mais maintenu dans ses principes généraux ; et je compte d'autant plus sur votre consentement à ce projet de réforme, que je suis persuadé qu'un examen approfondi et consciencieux vous prouvera qu'aucun autre système ne nous donnerait une défense aussi efficace en si peu de temps, sans nous imposer des sacrifices incomparablement plus considérables.

Pour pourvoir au matériel nécessaire à l'armée et aux travaux de fortifications indispensables à la défense du pays, je vous soumettrai un plan complet, dont l'exécution, que les circonstances du temps présent recommandent d'accélérer autant que possible, exigera pendant les premières années des dépenses trop considérables pour que nous puissions les couvrir à l'aide des voies et des moyens ordinaires du budget. Par conséquent j'ai cru devoir vous proposer d'y pourvoir par un impôt spécial destiné à être perçu pendant quelques années sous le nom d'impôt pour la défense, et par un emprunt, dont l'amortissement sera effectué moyennant cet impôt spécial.

Si l'organisation de la défense nationale sera le but principal de votre attention et de vos préoccupations patriotiques, je ne pense pas toutefois que le soin du développement du pays sous d'autres rapports doive être négligé. Ainsi je vous soumettrai des projets de lois qui ont été l'objet d'un examen approfondi, et des mesures qui ont pour but

de faciliter l'introduction des réformes reconnues nécessaires dans différentes branches de notre législation, ainsi que les bases d'une nouvelle loi sur les indigents, et enfin un projet de changement du paragraphe de la constitution sur la monnaie légale afin de rendre possible l'introduction d'un nouveau système monétaire, basé sur l'adoption de l'or comme étalon.

Je vous demanderai les moyens nécessaires pour la continuation de notre réseau de voies ferrées. L'influence pernicieuse exercée par la dime du fer sur l'industrie métallique m'a déterminé à vous saisir d'un projet de rachat de cet impôt.

La bonne récolte de l'année passée, l'esprit d'entreprise se développant de plus en plus, l'industrie et le commerce ranimés, de nouveaux débouchés s'ouvrant à l'étranger pour quelques-uns des produits principaux de notre pays — ce sont là autant de sujets de joie publique, d'espérance dans l'avenir et de gratitude envers la divine Providence.

En appelant sur vos travaux les bénédictions du Tout-Puissant, je déclare ouverte la présente session, et je vous assure, Messieurs, de toute ma bienveillance royale.

Espagne. — LETTRE DU ROI AMÉDÉE AU PAPE AU SUJET DE SON AVÉNEMENT AU TRÔNE D'ESPAGNE.

Madrid, le 20 janvier 1871.

Très-saint Père, les Cortés souveraines de la nation espagnole nous ayant offert la couronne de ce noble pays, nous avons jugé, après avoir acquis la certitude qu'une telle élection n'apporterait aucun trouble à la paix de l'Europe, que nous devions accepter avec reconnaissance une offre aussi honorable pour nous, quelque difficiles que fussent les devoirs qu'elle nous impose. Nous l'avons aussi acceptée avec la ferme et inaltérable résolution d'employer tous nos efforts et de consacrer toute notre existence au bien-être et à la prospérité de ce grand peuple.

Né et élevé dans le giron d'une Eglise qui reconnaît Votre Sainteté pour son chef visible et souverain d'une nation catholique dont les citoyens, quoique libres de choisir et de pratiquer le culte qu'ils pensent être le meilleur, conservent, pour la grande majorité, la foi entière et pure de leurs pères, notre soin principal sera de veiller, par notre attachement pour Votre Sainteté, à ce que les relations existantes entre Votre Sainteté, et cette généreuse nation soient celles que le père spirituel des fidèles doit maintenir avec ses vrais fils.

Que Votre Sainteté consente donc qu'après lui avoir notifié notre avénement au trône, lequel a eu lieu le 2 de ce mois, après que nous eûmes prêté serment de respecter et de faire respecter la Constitution de la monarchie, un des premiers actes de notre règne soit de protester de notre amour filial et de notre profonde vénération.

En demandant à Votre Sainteté de vouloir nous accorder sa sainte et apostolique bénédiction, comme une preuve de son désir que nous soyons dignes d'être chargé de notre nouvelle et haute mission, nous prions le Tout-Puissant du plus profond de notre cœur qu'il veuille préserver votre précieuse existence pendant des années longues et prospères.

Donné en notre palais le 20^e jour de janvier 1871.

De votre Saint-Père l'humble et dévoué fils.

Signé : AMÉDÉE.

**Espagne. — LETTRE DU ROI AMÉDÉE AUX SOUVERAINS DE L'EUROPE
POUR LEUR ANNONCER SON AVÉNEMENT AU TRÔNE D'ESPAGNE.**

Madrid, le 30 janvier 1871.

Don Amédée I^{er}, roi d'Espagne par la grâce de Dieu et la volonté nationale, à...

Les Cortés souveraines de la nation espagnole nous ayant offert la couronne de ce noble pays, nous avons jugé, après avoir acquis la certitude qu'une telle élection n'apporterait aucun trouble à la paix de l'Europe, que nous devions accepter avec reconnaissance une offre aussi honorable et élevée, quelque difficiles que fussent les devoirs qu'elle nous impose. Nous l'avons aussi acceptée avec la ferme et inaltérable résolution d'employer tous nos efforts et de consacrer toute notre existence au bien-être et à la prospérité de ce grand peuple. Un des moyens les plus sûrs de réaliser cette prospérité sera de maintenir une harmonie cordiale avec les souverains et Etats étrangers, surtout ceux avec lesquels l'Espagne a entretenu, depuis quelque temps, des relations amicales. En portant, en conséquence, à la connaissance de Votre Majesté le fait de notre avénement au trône qui a eu lieu le 2 de ce mois, après que nous eûmes prêté serment de respecter et de faire respecter la Constitution de la monarchie, nous demandons à Votre Majesté de vouloir bien nous honorer de son amitié et d'accepter en même temps la nôtre que nous nous empressons de lui offrir avec l'entièvre conviction qu'elle sera inaltérable et continue. Dans cette confiance, nous prions Dieu de prendre Votre Majesté et la nation... en sa sainte garde.

Signé : AMÉDÉE.

Norvège. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU STORTHING.

Le 6 février 1871.

Messieurs,

Au moment où vous vous réunissez pour délibérer sur les intérêts de la patrie, nous éprouvons tous le besoin d'élever nos âmes avec gratitude vers la Providence, qui nous a gardé les bienfaits de la paix et qui nous a comblés de ses bénédictions en nous accordant l'année passée une récolte extraordinaire riche.

Pendant la guerre engagée entre deux des nations les plus puissantes de l'Europe, j'ai gardé pour les Royaumes-Unis une neutralité parfaite. Quelques-unes de nos branches d'industrie ne sont pourtant pas restées en dehors des atteintes de la guerre; les revenus de l'Etat se sont néanmoins, malgré les réductions considérables introduites pendant la dernière session, montrés suffisants pour défrayer les dépenses.

La proposition d'un nouveau pacte d'union, présentée par moi au dernier Storthing, en même temps qu'au Riksdag de Suède, est maintenant soumise à votre examen. Les stipulations unionnelles, reconnues incomplètes, ont provoqué la nomination de deux comités successifs, composés de membres norvégiens et suédois, pour étudier la question. Ces comités se sont prononcés d'une voix unanime pour une révision du pacte d'union actuel en son entier comme le seul moyen d'atteindre le but désiré, et sur cette base des projets ont été élaborés par eux. C'est en conformité de la déclaration du Storthing du 14 juin 1863 que j'ai nommé le comité qui a élaboré le projet maintenant soumis à votre examen. Les hommes éclairés qui, de la part de la Norvège, ont contribué à l'élaboration de ce projet ont, de même que mon conseil norvégien, unanimement jugé ses stipulations conformes aux besoins de la Norvège. Il appartient au Storthing actuel d'étudier cette question importante, qui selon sa nature ne peut être appréciée dans toute sa portée sans un examen impartial, conscientieux et approfondi de toutes ses stipulations. C'est à un tel examen que je m'attends de la part du Storthing.

Bien que les Royaumes-Unis n'aient pas été immédiatement atteints par les guerres qui, après une paix générale d'une durée relativement longue, ont successivement sévi en Europe pendant la dernière vingtaine d'années, les derniers événements du jour nous fournissent pourtant des motifs puissants de suivre l'exemple d'autres Etats en complétant, dans la mesure de nos forces, les moyens de défendre notre indépendance nationale. A cet effet, j'ai proposé au dernier Storthing une allocation extraordinaire à prendre sur les produits

d'un emprunt d'Etat et destinée à l'achat d'armes d'une construction nouvelle et à l'achèvement de quelques fortifications d'une importance majeure. Le Storthing n'a alloué à cet effet que les sommes restées disponibles dans les prévisions du budget ordinaire. Je remplis un devoir impérieux en vous soumettant de nouveau la proposition faite au dernier Storthing. Vous serez certainement d'accord avec moi qu'il s'agit ici d'arrangements d'une nature si importante pour la défense nationale, que l'accomplissement n'en doit pas être différé plus longtemps qu'il n'est inévitablement nécessaire.

Au dernier Storthing j'ai fait la proposition de construire aux frais de l'Etat un chemin de fer destiné à relier la commune de Stoeren, dans le bailliage méridional de Throndjem, à celle de Grundset, dans le bailliage de l'Hedemark, en passant par Røeraas et l'OEsteerdal. Le Storthing accorda alors les fonds nécessaires pour l'exécution de la partie de ce chemin comprise entre Grundset et l'église d'Aamot. M'appuyant à la fois sur des opinions prononcées pendant les débats du Storthing et sur une pétition présentée plus tard par les délégués de plusieurs districts, j'ai ordonné qu'en attendant des études fussent faites en vue de la construction d'une autre ligne qui, se dirigeant par le Gudbrandsdal sur Throndhjem et le Romsdal, relierait également les provinces du Midi à celles du Nord, et j'ai fait dresser des plans pour l'exécution de cette ligne afin de vous mettre à même de choisir définitivement entre celle de l'Osterdal. Ces études ne pouvant être terminées que d'ici à quelque temps, je n'ai pas pu, comme je l'aurais désiré, vous soumettre le projet d'un emprunt rendu nécessaire par l'exécution de ce projet ainsi que par d'autres besoins urgents, dès l'ouverture de la session, comme j'ai été à même de le faire pour toutes les autres propositions que j'ai soumises à vos délibérations.

Une des principales objections mises en avant contre l'introduction des sessions annuelles du Storthing provenait de la crainte de les voir durer trop longtemps. Je suis convaincu que vous reconnaîtrez avec moi l'importance de ce que la session ne s'étende pas au-delà du terme de trois mois que j'avais prévu dès le principe. Les questions dont l'examen réclamerait un espace de temps plus étendu pourront étres ajournées à la session suivante.

En regrettant que les circonstances ne me permettent point d'assister en personne à l'ouverture de vos travaux, j'invoque sur eux la bénédiction du Tout-Puissant et vous renouvelle, messieurs, les assurances de toute ma bienveillance royale.

Grande-Bretagne. — DISCOURS DE LA REINE A L'OUVERTURE
DU PARLEMENT,

le 9 février 1874.

Mylords et messieurs,

A un moment aussi critique pour la future destinée de l'Europe, je désire plus que jamais m'entourer de vos conseils.

La guerre qui éclata au mois de juillet entre la France et l'Allemagne a sévi jusqu'à ces derniers jours sans interruption et avec une force sans exemple, et ses ravages pourront être renouvelés dans quelques jours, à moins que la modération et la prudence, triomphant de tous les obstacles, n'entraînent les deux parties dont le bien-être est si directement en jeu.

A l'époque où nous nous sommes séparés, je vous ai promis d'apporter une constante sollicitude à la question des obligations des neutres et j'ai fait des efforts pour circonscrire la lutte et pour contribuer, si l'occasion s'en présentait, à la restauration d'une paix prompte et honorable.

D'accord avec la première de ces déclarations, j'ai maintenu les droits et strictement observé les devoirs de la neutralité.

Le cercle de la guerre ne s'est pas étendu au delà des pays primitivement engagés.

Soignant scrupuleusement la cordialité de mes relations avec chacun des belligérants, je me suis abstenu de tout ce qui aurait pu être interprété comme une intervention inopportune entre les deux parties.

Dans plus d'une occasion, j'ai été à même de contribuer à placer les représentants des deux pays en guerre en communications confidentielles, mais jusqu'à la reddition de Paris aucun autre résultat n'avait été obtenu.

A présent l'armistice, qui est employé à convoquer une Assemblée en France, a amené une pause dans l'augmentation constante des souffrances des deux parties et a rallumé l'espoir d'un arrangement complet.

Je fais des prières afin que cette suspension tourne en une paix acceptable pour les deux grandes et braves nations, qui sauvegarde leur sécurité et leur honneur, et qui, par conséquent, obtienne l'approbation de l'Europe et donne l'espoir fondé d'une longue durée.

Je ne me suis pas trouvée à même d'accréditer mon ambassadeur d'une manière formelle auprès du Gouvernement de la défense nationale qui a existé en France depuis la révolution de septembre, mais

ni l'harmonie ni l'utilité des rapports entre les deux États n'en ont souffert d'aucune façon.

Le roi de Prusse a accepté le titre d'empereur d'Allemagne sur la demande des autorités principales de la nation.

J'ai présenté mes félicitations à l'occasion de cet événement qui donne témoignage de la solidité et de l'indépendance de l'Allemagne et qui, j'en ai l'espérance, contribuera à la stabilité du système européen.

D'accord avec les autres puissances de l'Europe, j'ai fait des efforts pour maintenir l'inviolabilité des traités et pour éloigner toute méprise sur leur caractère obligatoire.

Il avait été convenu par les puissances qui avaient participé aux traités de 1856 qu'une conférence se réunirait à Londres.

Cette conférence est depuis quelque temps engagée dans ses travaux, et j'ai pleine confiance que le résultat de ses délibérations sera de maintenir les principes du droit public et la politique générale des traités, et en même temps, en révisant quelques-unes de ces conditions dans un esprit d'équité et de conciliation, de montrer une coopération cordiale des puissances dans les affaires d'Orient.

Je regrette beaucoup que j'aie échoué dans mes efforts sincères tendant à amener à la conférence la présence d'un représentant de la France, qui était une des principales parties contractantes au traité de 1856 et qui doit être toujours considérée comme un membre principal et indispensable au bien public de l'Europe.

Plusieurs questions importantes qui affectent directement les rapports des Etats-Unis avec les territoires et le peuple anglais du nord de l'Amérique ont été soulevées. Elles ne sont pas encore résolues.

Celle de ces questions qui se rapporte particulièrement aux pêcheries demande une prompte solution, de crainte qu'une indiscretion possible de la part de certaines individualités ne dérange les rapports de bon voisinage, ce qui est en toutes choses si désirable de rechercher et de maintenir.

En conséquence, j'ai entamé des pourparlers amicaux avec le président des Etats-Unis, afin de préciser le mode le plus convenable pour traiter ces différentes matières. J'ai suggéré la nomination d'une commission mixte, et j'ai adhéré à la proposition du Président que cette commission serait autorisée en même temps, et dans la même manière, à prendre en considération des réclamations américaines qui ont surgi des événements dans la dernière guerre.

L'arrangement devra comprendre, d'un commun accord, toutes les réclamations qui ont été ou qui seraient faites par chacun des gouvernements ou par des citoyens et des parties intéressées.

L'établissement d'un prince de la maison de Savoie sur le trône d'Espagne, par le libre choix des représentants élus de la nation espagnole, assurerá, je l'espére, les bienfaits d'un gouvernement stable à ce pays, qui a traversé avec tant de prudence et de modération une ère longue et difficile,

Je ne puis pas constater, malheureusement, que l'enquête ouverte par le Gouvernement de Grèce, à l'occasion de l'horrible crime qui fut perpétré au printemps dernier à Delessi, ait abouti à une solution qui réponde, à tous égards, à ma juste attente. Mais je ne me désisterai pas de mes efforts pour assurer que satisfaction complète soit donnée pour les faits soumis à l'enquête.

Des résultats importants ont été cependant obtenus pour la répression du système d'illégalités et de corruption qui, trop longtemps a affligé la péninsule hellénique.

L'anxiété que le massacre de Tien-Tsin a provoquée, le 21 juin dernier, s'est heureusement dissipée. Ce sera toujours ma préoccupation constante de procurer la sécurité, dans ces contrées lointaines, à mes sujets et à leur commerce.

Je compte sur votre concours dans la politique que j'ai suivie, en reconnaissant au Gouvernement chinois le droit d'être traité, dans ses rapports avec ce pays, dans un esprit de conciliation et de bon accord.

Les vacances parlementaires ont été pleines d'anxiété, par suite de l'état des affaires extérieures ; mais je me réjouis de vous dire que mes rapports avec les souverains et les gouvernements du monde civilisé sont restés pleins d'amitié et de bonne entente.

Les documents officiels se rapportant à la politique que mon Gouvernement a suivie dans les différentes questions que je viens de toucher sommairement vous seront remis exactement.

En ce qui regarde les affaires de l'intérieur, j'ai d'abord à vous informer que j'ai approuvé le mariage contracté par ma fille la princesse Louise avec le marquis de Lorne, et j'ai accordé en conseil mon consentement à cette union.

Messieurs les membres de la Chambre des communes, les revenus du pays sont florissants et la situation du commerce et de l'industrie peut-être considérée, sauf certaines réserves, comme satisfaisante.

Les estimations du budget pour l'année prochaine, vous seront promptement communiquées.

Mylords et messieurs,

Les leçons des expériences militaires que la guerre actuelle nous a fournies ont été nombreuses et importantes.

Le moment me paraît opportun pour profiter de ces leçons, en améliorant plus que par le passé notre organisation.

En vous mettant à l'œuvre, vous vous attacherez à conserver le caractère spécial de la position du pays si favorable à la liberté et à la sécurité de ce peuple; vous jugerez également si la transition d'un effectif plus petit à un effectif plus grand et se prêtant davantage à préparer la défense militaire aurait pour conséquence, au moins temporairement, une augmentation dans les différentes dépenses.

Votre prudence et votre patriotisme ne reculeront pas devant les charges, dans le cas où vous jugeriez que le résultat est important et que les moyens sont bien choisis.

Nous vous soumettrons prochainement un bill tendant à une meilleure organisation de l'armée et des forces auxiliaires de terre.

J'ai à peine besoin de recommander ce bill à votre impartiale considération.

J'espère que les grands intérêts qui s'attachent actuellement aux affaires extérieures et aux questions militaires ne lasseront pas trop l'énergie que vous avez apportée jusqu'à présent à l'œuvre d'amélioration générale dans notre législation extérieure.

L'enquête faite par une commission de la Chambre des communes étant complète, une mesure vous sera soumise sous peu tendant à introduire le vote secret.

La condition de l'Irlande, en ce qui concerne les crimes agraires, forme en général un contraste satisfaisant avec la situation de cette île pendant l'hiver dernier.

Sauf des exceptions partielles, la création de cet état de choses a été laborieuse. Afin d'assurer le mieux possible les résultats de ces grandes mesures prises pendant les deux dernières sessions et mises à exécution récemment, une période de calme est désirable et j'ai pensé qu'il sera sage que je m'abstienne de vous suggérer actuellement la discussion de toute question politique qui pourrait devenir l'objet de nouvelles controverses dans notre pays.

Les travaux qui vous sont dévolus comme grand conseil de la nation et de cet ancien et grand empire, sont et doivent être lourds. Mais vous travaillez pour un pays dont les lois et les institutions ont résisté à l'épreuve du temps, et le peuple, étroitement attaché à ces institutions, s'unit à sa souveraine pour invoquer sur tous vos projets la faveur et l'aide du Tout-Puissant.

Grèce, — M. CHRISTOPOULOS AU MINISTRE DE GRÈCE
A CONSTANTINOPLE.

Athènes, le 1/13 février 1871.

Monsieur le ministre, c'est avec un sentiment de surprise que j'ai lu, il y a quelques jours, dans le *Times*, la dépêche-circulaire que S. A. le grand vizir a envoyée, en date du 5 janvier dernier, aux agents diplomatiques de la Sublime Porte à l'étranger, sur le brigandage qui infeste les provinces limitrophes des deux États voisins.

Cette communication, dont vous trouverez sous ce pli le texte français, a pour but de démontrer à l'Europe que le gouvernement ottoman a fait de sérieux efforts pour la répression du banditisme, mais elle trahit, en même temps, une tendance qui m'a frappé, celle de faire jeter sur la Grèce le blâme de l'existence de ce fléau, en établissant une distinction de nationalité entre les brigands et en affirmant que la plupart de ceux arrêtés et tués en Turquie sont des Hellènes.

Je ne veux pas m'appesantir sur tout ce qu'une semblable tendance peut avoir d'injuste en présence du désir, itérativement manifesté par le gouvernement du Roi, d'entretenir des rapports d'amitié et de bon voisinage avec celui de S. M. I. le Sultan. Je ne veux pas non plus mettre en doute l'intention de ce gouvernement de concourir à l'extinction du brigandage, ou les ordres qu'il a donnés dans ce but, ou bien la bonne foi qui a présidé à la rédaction de la dépêche susmentionnée. Mais il me semble que le contenu de cette pièce rend nécessaires quelques rectifications et quelques explications de ma part.

Le grand vizir énumère en détail les résultats qui, depuis l'abominable attentat d'Oropos, ont été la suite des mesures énergiques prises par les autorités ottomanes contre le brigandage. D'après cette énumération, 41 brigands auraient été pris vivants et 14 tués depuis ce temps-là en Turquie.

Sans vouloir contester le zèle déployé dans la poursuite des bandits par les autorités civiles et militaires ottomanes sur nos frontières, à partir du mois de mars dernier, je dois vous faire observer que les renseignements qui ont servi de base à l'exposé du grand vizir ne s'accordent pas en tous points avec ceux fournis à notre service de sûreté publique.

En effet, ainsi qu'il résulte du tableau ci-joint sub litt. B, le nombre des brigands arrêtés sur le territoire ottoman s'élève à 21 et celui des brigands tués à 24, en tout 45. Mais parmi les tués il y a les 42 individus qui, le 16/28 juillet dernier, avaient fait leur soumission aux au-

torités d'Almyros et qui, immédiatement après, furent mis à mort par ordre de ces autorités, et parmi les arrêtés, il y en a dix qui ne figuraient point sur les listes officielles des brigands.

Il est évident que les autorités ottomanes, par un excès de zèle, ont augmenté le nombre des brigands arrêtés et tués des noms, soit de malfaiteurs qui s'étaient volontairement livrés, soit d'individus qui pouvaient être suspects, mais qui n'ont jamais été brigands. Mais c'est là un incident qui n'aurait intéressé que le service ottoman si le chiffre des bandits pris et tués en Turquie n'était mis en avant pour amoindrir, en quelque sorte, les résultats obtenus par l'action de nos autorités contre le brigandage, et si cette prétention n'était suivie d'allégations propres à faire naître des doutes sur les causes primitives de l'existence de cette plaie.

Je pourrais, monsieur le ministre, prouver par une liste nominative de tous les brigands connus et par des témoignages irrécusables sur leur origine, que les quatre cinquièmes des brigands arrêtés et tués en Grèce et de ceux qui y existent encore appartiennent à la race des bergers albano-valaques et à celle dite des *Parakatzane*. Or, il est de notoriété publique que ces races sont originaires de l'empire ottoman. Mais je pense qu'un semblable travail serait superflu en présence du fait que les bandits qui infestent nos provinces de la Grèce continentale se réfugient et se recrutent en grande partie sur le territoire ottoman où ils parviennent à se cacher la plupart du temps chez leurs parents et amis, en se dérobant à la poursuite des troupes ottomanes.

Il est possible que les autorités inférieures en Epire et en Thessalie, pour couvrir leur responsabilité, aient cherché à atténuer ce fait, mais on peut tout de même l'affirmer, sans avoir la moindre intention d'offenser le gouvernement de la Porte ou ses hauts fonctionnaires.

D'ailleurs les bandits en question ont été déjà déclarés ennemis communs des deux pays, comme effectivement ils le sont, par la convention conclue en 1856, entre la Grèce et la Turquie. Malheureusement le Gouvernement de la Sublime Porte ne s'était jamais décidé comme vous savez, malgré nos vives instances, à mettre en application cette convention à laquelle nous nous fûmes empressés, de notre côté, de nous conformer.

Les archives de la légation du Roi à Constantinople et celles du Sultan à Athènes doivent être remplies des dépêches par lesquelles mes prédécesseurs cessaient de demander le remplacement, par des troupes régulières, des Albanais qui étaient chargés de la garde des frontières et qui entretenaient manifestement des intelligences avec les brigands. Je ne sais pas si ce remplacement présentait alors des diffi-

cultés d'ordre intérieur, mais il avait été stipulé, et pourtant il n'a pas été exécuté jusqu'à l'expiration de la convention de 1856. Quoiqu'il fût de nouveau stipulé par la convention de 1865, dont S. A Aali pacha fait mention dans sa circulaire, il n'a été effectué que dans le commencement de l'année dernière.

Il est à présumer que de rudes coups eussent été portés depuis long-temps au brigandage et que nous n'eussions peut-être pas à déplorer l'incursion des Arvanitaki de l'année dernière, si l'arrangement intervenu entre les deux États eût été mis en vigueur en Turquie comme il l'a été en Grèce.

Quelles qu'aient été les raisons qui ont empêché le Gouvernement de la Sublime Porte de pourvoir au remplacement des Albanais, dès la conclusion des deux conventions, en 1856 ou en 1865, il doit avoir acquis maintenant la conviction que ces troupes étaient improches à la poursuite du brigandage. Il se peut bien que les nouveaux bataillons de gardes-frontières qui y sont maintenant employés n'aient pas encore toute l'expérience nécessaire, mais il est à espérer que, conduits par des officiers zélés et honnêtes, ils concourront efficacement avec les nôtres à l'extermination de tous les bandits.

Je voudrais éviter, monsieur le ministre, de contredire les affirmations du grand-vizir, mais il y a certains faits parmi ceux que Son Altesse cité dans sa dépêche, sur la foi des renseignements qui lui ont été transmis par les autorités ottomanes, que je ne saurais m'abstenir de rectifier.

Ainsi, il y est dit, entre autres, que le gouverneur général du vélayet de Salonique a arrêté et remis aux autorités helléniques Dino Arvanitaki, frère du chef de bande Facos Arvanitaki, et le brigand Constantin Panayenas. Mais Dino Arvanitaki n'était pas plus chef de bande que Constantin Panayenas n'était brigand. Le premier, marchand de bestiaux de son état, a été arrêté comme suspect de complicité et mis depuis en liberté, aucun fait à sa charge n'ayant été constaté dans l'instruction. En ce qui concerne le second, il n'a jamais existé de soupçons contre lui d'avoir été brigand ou recéleur de brigands, et aucune demande en arrestation n'a été adressée de ce chef aux autorités ottomanes. Celles-ci ne l'ont arrêté que parce qu'il accompagnait Dino Arvanitaki.

Daï-Vassili, qui a été arrêté aux environs d'Alta, n'était pas brigand. Envoyé à Corfou, où pendant le protectorat anglais il avait longtemps séjourné, il y a été soumis à un interrogatoire, à la suite duquel il a été mis en liberté, aucune preuve n'ayant pu être produite à sa charge.

Pacos Arvanitaki, dont la bande violement attaquée par nos trou-

pes après le massacre d'Oropos, a été taillée en pièces, a pu se réfugier avec ses débris sur le territoire ottoman, d'où il n'a osé pénétrer que deux fois sur le nôtre; encore n'a-t-il pu s'y maintenir caché que très-peu de temps. La première fois, c'était vers le milieu de septembre de l'année passée, lorsqu'il s'avança jusqu'à la commune d'Hypate, à quelques heures de distance de la ligne frontière. Découvert immédiatement dans les vignes du village de Macri, il fut vigoureusement poursuivi jusqu'aux confins de Drénista et de Smokovo, et il se vit obligé de chercher un refuge sur le territoire ottoman. La seconde fois, c'était le 8/20 novembre, lorsqu'il pénétra dans la commune-frontière des Ctéménions, en compagnie des chefs de brigands Alo-garis, Rendina et autres. Cette fois-ci, il ne put non plus se cacher plus de vingt-quatre heures sur notre territoire. Découvert et pourchassé par le maire de ladite commune et par le sous-lieutenant Bignias, il franchit de nouveau la ligne frontière et retourna dans le village ottoman de Lacrissi, conformément à l'avis que le maire sus-énoncé s'était empressé d'en donner au mudir de Rendina.

Vous n'ignorez peut-être pas que la bande de Tacos, à son entrée en Grèce, était presque entièrement composée de sujets ottomans de la race des Sarakatzanes. Pendant tout le temps de son long séjour en Turquie, ce scélérat se cachait toujours à Goura et dans les environs de Cocotous, de Vrygnina, du couvent de Xénia ou bien à Fontana, Lacrissi et ailleurs. Vers le milieu d'octobre surtout, il demeurait avec vingt autres brigands quatre jours entiers dans le village de Deréli, recélé et hébergé dans la maison du nommé Démétrius Barbatzi.

La destruction du chef de brigands Dipla, qui est portée dans la note du grand-vizir, parmi les résultats obtenus en Turquie contre le brigandage, depuis le mois d'avril de l'année dernière, est antérieure à cette époque. Ce bandit avait été pendu à Phersala, au mois d'août 1869.

Les bandes d'Espal-Yanni (nom inconnu à notre service de sûreté publique) et de Salamoura n'ont jamais séjourné sur notre territoire. La manière dont Salamoura a été tué et l'endroit où il a trouvé la mort pourraient au besoin démontrer l'exactitude de cette assertion. Salamoura a été effectivement tué vers la fin de septembre aux environs d'Arta, mais par trois villageois, ainsi que cela est noté dans l'annexe subit. *B*, sans le concours des détachements ottomans.

Il n'est pas exact que le chef de brigands Koutzoyanni trouve un refuge sur notre territoire. Au contraire, il se cache constamment dans le district d'Arta, et, le 15/27 décembre dernier, il y a commis, dans le village de Velentziko, en compagnie du chef de brigands Déréka,

un crime affreux, en mettant en pièces le villageois Basile Costa-Folianî.

Il est vrai que nos autorités ont demandé l'extradition d'un des compagnons de Tacos Arvanitaki, le nommé Apostol Karavidas, arrêté sur le territoire ottoman dès le 31 octobre dernier. Mais, bien que trois mois se fussent écoulés depuis cette demande, l'extradition ne s'est pas effectuée, et Karavidas est encore gardé dans les prisons de Larisse, malgré le désir exprimé par le gouvernement britannique, au sujet de la remise des adhérents de Tacos Arvanitaki entre les mains de nos autorités et le consentement de la Sublime Porte.

Le chef de bande Costas Liarocapis, dont il est fait mention vers la fin de la dépêche du grand-vizir, n'a pas été malheureusement arrêté en Epire où il s'était réfugié. Au contraire, libre de toute poursuite il est entré, il y a quelques jours, par Kaprena dans la province de Valto, après avoir séjourné quelque temps à Phylliata de l'Epire.

Je crois inutile de vous signaler, M. le ministre, les contradictions que présentent quelques-uns des faits relatés dans la dépêche du grand-vizir, au sujet de l'énergie déployée par nos troupes contre les brigands dans plusieurs cas. On pourrait, il est vrai, objecter que cette énergie a pu varier suivant les cas. Mais alors il serait peu juste de se prévaloir d'un fait isolé qui a été mal apprécié de loin pour donner à entendre, tout en faisant l'éloge des autorités ottomanes, que les autorités helléniques n'ont pas rigoureusement accompli leur devoir.

Quant à moi, je suis loin de méconnaître l'empressement que les autorités ottomanes ont mis, dans ces derniers temps, à poursuivre les brigands ou les résultats qu'elles ont obtenus, et je fais des vœux sincères pour qu'elles continuent à être animées du même zèle. Je pense toutefois que l'équité exigerait de ne pas perdre de vue les efforts que nos autorités ont faits de tout temps pour la répression du brigandage et les services qu'elles ont rendus.

En outre des nombreuses bandes de brigands qui ont été successivement détruites dans le Péloponèse et dans la Grèce continentale, il me suffit de citer, d'après le télégramme ci-inclus en traduction française, le cas de la bande de Caporjorgaki frères et de Tchibouko, qui s'était réfugiée depuis plus d'un an en Turquie et qui, à peine entrée le 23 janvier (4 février) sur notre territoire, a été attaquée et complètement anéantie par nos troupes assistées d'habitants du pays.

J'ai l'honneur de vous faire aussi parvenir ci-joint un tableau chronologique des brigands qui ont été tués et arrêtés en Grèce depuis le mois d'avril de l'année passée jusqu'au 18/30 janvier dernier.

Vous voudrez bien y voir que 47 brigands ont été tués et 72 arrêtés

dans cet intervalle, en tout 119. Ainsi ce chiffre, dans lequel ne sont pas compris les bandits dont la destruction a eu lieu depuis le 18/30 janvier, est plus du double de celui mentionné dans la dépêche d'Aali Pacha pour les brigands tués et arrêtés en Turquie.

Bien que sous ce rapport les résultats obtenus soient plus importants en Grèce qu'en Turquie, un nombre plus ou moins grand de bandits tués ou arrêtés ne constitue pas, dans mon opinion, un critérium de l'efficacité des mesures prises par l'administration contre ces ennemis de la société. Il faudrait envisager la question au point de vue du système de poursuite adopté et suivi pour le raffermissement de la sécurité publique.

Chez nous, grâce à l'organisation administrative et judiciaire de l'État, à la qualité des troupes qu'on emploie, à la surveillance exercée par la police municipale, aux peines sévères édictées contre les recéleurs, à la responsabilité qui pèse sur les fonctionnaires publics, le brigandage a toujours été poursuivi d'une manière systématique et, s'il a eu de temps à autre des recrudescences, on devrait en chercher la cause dans des circonstances indépendantes de l'action des autorités civiles et militaires.

Dans l'empire ottoman, le gouvernement est sans doute animé des meilleures intentions pour la répression du banditisme, et ses employés ont souvent rivalisé de zèle entre eux dans l'exécution des ordres qu'ils ont reçus à ce sujet. Mais on ne saurait prouver que la poursuite des brigands y repose sur les mêmes bases. Tout dépend du zèle personnel des gouverneurs généraux, des administrateurs des districts ou des officiers des colonnes volantes. Il serait à désirer qu'on y avisât à un système de poursuite permanent, bien combiné et aussi conforme que possible à celui que nous avons adopté.

Il faut avouer, monsieur le ministre, que la ligne frontière qui sépare les deux États, si longue et si difficile à garder sur tout son parcours, facilite singulièrement les incursions des brigands. C'est là un fait dont je ne me propose nullement de faire une question, mais que je dois constater.

D'un autre côté, il est à remarquer que ces malfaiteurs, pour se ménager un refuge dans les provinces ottomanes limitrophes du royaume, évitent ordinairement d'y commettre autant de crimes qu'ils en commettent en Grèce. C'est ainsi que le fameux Tacos Arvanitaki et d'autres chefs de bande parviennent, comme je l'ai dit plus haut, à se cacher pendant des mois entiers sur le territoire ottoman. Le grand-vizir admet, du reste, implicitement dans sa dépêche, en parlant de quelques bandes qui furent rejetées par les troupes helléniques sur le territoire ottoman, que les troupes ottomanes ne réuss-

sirent pas, malgré leur vigoureuse poursuite à les en chasser.

Dans cette situation il est à peine nécessaire de faire observer qu'il ne serait pas trop de toute l'énergie des autorités civiles et militaires des deux États sur les frontières, d'une coopération constante entre elles et de mesures extraordinaires de la part du gouvernement ottoman pour arriver à l'anéantissement du banditisme. Mais vous concevez, monsieur le ministre, que tant qu'une seule bande de brigands pourra menacer au delà ou en deçà de la ligne frontière la tranquillité des habitants, cet anéantissement ne pourra jamais être considéré comme complet.

En communiquant les considérations qui précédent à S. A. le grand-vizir, je vous prie de lui expliquer que je n'ai pas l'intention de faire des récriminations, car les récriminations ne servent qu'à aigrir les rapports entre les États, et le gouvernement du Roi désire rendre aussi intimes que possible ceux qui existent entre la Grèce et la Turquie. Mon but est d'appeler l'attention de la Sublime Porte sur la situation des provinces limitrophes des deux États, par rapport au brigandage qui les infeste, et de solliciter tout son concours, afin que cette situation soit améliorée d'une manière satisfaisante et durable. J'aime à espérer que l'homme d'État distingué qui est à la tête du gouvernement ottoman, animé des mêmes dispositions que le gouvernement du Roi à cet égard, voudra bien apprécier les raisons qui justifient ma démarche et prendre des mesures en conséquence.

Je vous invite à donner lecture de la présente et de ses annexes à Aali pacha et à lui en laisser copie, si S. A. vous en exprime le désir.

Veuillez agréer, etc.

Signé : CH. CHRISTOPOULOS.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 25 mars 1871.

Après avoir reçu communication de la dépêche de V. Ex. au comte Wimpffen, en date du 4 mars, laquelle appelle l'attention du gouvernement prussien sur la question d'une extension du droit maritime international dans le sens de la sécurité absolue de la propriété privée en temps de guerre, à l'effet de ne pas perdre de vue cette question et de la porter éventuellement à la connaissance du gouvernement britannique, je crois devoir soumettre aujourd'hui à V. Ex. quelques observations sur l'état actuel de cette question en Angleterre.

Quoique le gouvernement anglais n'ait pas eu, ces derniers temps, de motifs directs pour se prononcer à ce sujet, le point de vue auquel il se place encore aujourd'hui me paraît être le même que celui de

lord Clarendon quand il refusa, en 1866, de recommander au gouvernement italien la reconnaissance de l'inviolabilité de la propriété privée ennemie, que l'Autriche et la Prusse avaient déjà reconnue. Le gouvernement français paraît toujours considérer la déclaration de Paris comme une concession faite par les puissances maritimes aux États qui ne possèdent que de petites marines, concession d'une nature particulière, qui exigerait une interprétation rigoureuse et qui, développée dans le sens des propositions des États-Unis et de Brême, priverait l'Angleterre de ses meilleures armes.

Le gouvernement est encore confirmé dans cette appréciation éminemment anglaise par l'attitude de quelques hommes politiques en évidence, tels que lord Salisbury, lord Denbigh et M. Stuart Mill, lesquels, quoique appartenant à des partis différents, sont d'accord pour condamner les concessions de 1856, et demandent le retour à l'usage traditionnel des puissances navales, c'est-à-dire la confiscation du navire ennemi avec toute sa charge, neutre ou non. Cette manière de voir a trouvé de nouveaux adhérents, principalement à cause de l'éventualité d'une guerre avec les Etats-Unis, qui prendrait naturellement la tendance des anciennes guerres maritimes, l'anéantissement du commerce réciproque.

Si, d'une part, le gouvernement anglais et le Parlement étaient portés, à l'époque de la guerre franco-allemande, à définir avec la plus grande précision, par une nouvelle loi de neutralité, les rapports de l'Angleterre comme État neutre avec les puissances belligérantes et même à s'imposer des devoirs de neutralité plus rigoureux qu'autrefois, d'autre part, le vœu manifeste de la nation était de laisser à l'Angleterre la main aussi libre que possible, afin de pouvoir utiliser toutes ses forces disponibles. Dans ce cas sa dénonciation même de la déclaration de Paris, qui n'a jamais obtenu une sanction internationale formelle, ne me paraîtrait aucunement invraisemblable.

Jusqu'à ce jour, l'Angleterre n'a fait que profiter des principes de 1856, puisque n'étant engagée dans aucune des dernières guerres, sa neutralité lui permettait d'absorber le commerce du belligérant menacé, et voyait la propriété anglaise en sûreté à bord des bâtiments d'une puissance belligérante. Mais il ne faut pas oublier que l'application pratique des maximes de la déclaration de Paris n'a pu avoir lieu jusqu'à présent que dans une mesure très-restreinte, parce que depuis 1856, il n'y a pas eu de guerre entre puissances maritimes, et qu'en 1866 une toute autre pratique a remplacé celle de la déclaration.

Sans vouloir préjuger définitivement cette question, je crois que, dans la situation actuelle, l'opinion publique en Angleterre n'est pas

bien disposée à concéder l'inviolabilité de la propriété privée ennemie en temps de guerre maritime, surtout depuis que l'expérience des énormes réquisitions prussiennes en France a prouvé que même la propriété privée à terre, traitée jusqu'à présent avec moins de rigueur, ne trouve pas dans les grandes luttes décisives ces ménagements que la science et l'humanité auraient voulu revendiquer en faveur des deux formes de propriété.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE WIMPFFEN AU COMTE DE BEUST.

(Télégramme.)

Berlin, le 28 mars 1871.

Le prince de Bismarck m'a mandé chez lui pour me dire qu'il avait télégraphié à M. de Radowitz et réexpédié aujourd'hui le même télégramme, par lequel il engageait le prince Charles à se faire un point d'honneur de persévérer, appuyé sur le ministère conservateur, dans sa politique. Il lui avait fait donner le même conseil par le prince de Hohenzollern. Si, malgré cela, la retraite du prince Charles ne pouvait être évitée, le prince de Bismarck croyait trouver dans une initiative à prendre par la Porte, justifiée par l'art. 27 du traité de Paris, le moyen le plus sûr de prévenir des complications révolutionnaires ou autres.

Mais avant qu'il ne fasse dans sa position réservée et indirectement intéressée, une démarche médiatrice à Constantinople, il désire connaître l'opinion de V. Exc. Mais il sondera immédiatement les dispositions du cabinet de Saint-Pétersbourg et il nous les communiquera immédiatement.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE WIMPFFEN, A BERLIN.

(Télégramme.)

Vienne, le 29 mars 1871.

Je répondrai bientôt au télégramme d'aujourd'hui. En attendant, remerciez le prince de Bismarck pour sa communication et exprimez le désir que le prince Charles persévère, ce à quoi nous le poussons activement,

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE
POTTENBOURG, A BUCHAREST.

(Télégramme.)

Vienne, le 29 mars 1871.

Soutenez M. de Radowitz dans ses efforts. Engager le prince Charles à persévéérer,

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE
WIMPFHEN, A BERLIN.

Vienne, le 30 mars 1871.

J'ai déjà donné, par voie télégraphique, satisfaction aux sentiments dont m'ont rempli les dernières communications du prince de Bismarck au sujet des événements qui s'accomplissent dans les Principautés. Je ne pourrais que désirer de me trouver intimement d'accord, surtout, en ce qui regarde le séjour du prince Charles à Bucharest, avec les opinions du chancelier impérial, et je me suis efforcé de donner dans ce sens aux représentations émanées de lui, l'autorité la plus efficace, la plus absolue. J'aurai aussi le plus grand soin, dans toutes démarches ultérieures, d'arriver à un accord avec le gouvernement royal et impérial, accord auquel j'attache en cette occurrence tant de prix.

Les dernières nouvelles de Bucharest nous permettent d'espérer déjà que ces tentatives communes seront couronnées de succès. Le prince Charles paraît décidé à veiller de nouveau à la consolidation de l'état actuel des choses, et de s'opposer sérieusement et avec énergie, à l'aide du nouveau ministère formé par lui, au mouvement révolutionnaire. Il est indéniable que ses premières tentatives dans cette direction ne sont pas restées sans effet et sont propres à l'encourager à persévéérer dans cette voie.

Il est évident que le péril imminent d'une action qui se développerait menaçant au-delà des frontières des Principautés et n'aurait plus le caractère d'une crise locale, rentrerait en quelque sorte davantage dans l'ombre. Nous avons prévu plus d'une fois la possibilité d'un développement pareil et le gouvernement impérial et royal n'a pas tardé à désigner en termes clairs et précis la position qu'il serait forcé de prendre en présence de tels événements.

J'ai déjà, dans ma circulaire du 11 mai (1) de l'année dernière, que

1) Voir *Archives 1874 tome 2 page 315.*

vous voudrez bien rappeler au souvenir de M. de Bismarck fait appelle au principe qui nous servirait de guide en cas d'une catastrophe affectant non-seulement la situation intérieure de la Roumanie, mais aussi les intérêts européens et spécialement ceux de la monarchie austro-hongroise. J'ai eu depuis cette époque l'occasion de me prononcer dans le même sens à Constantinople comme à Londres, et je sais d'autant plus volontiers cette occurrence pour offrir au prince de Bismarck de jeter un coup d'œil dans la correspondance dont s'agit, que, d'après les récentes ouvertures de S. A., je pourrais bien me trouver dans les questions politiques aussi bien que personnelles sur le même terrain que lui.

En admettant une éventualité qui a perdu par le cours des événements au moins sa probabilité la plus immédiate et la plus actuelle, je ne puis également qu'appuyer sur la portée de l'article 27 du traité de Paris. Cet article fait dépendre le maintien ou la restauration de l'ordre légal dans les Principautés d'une entente de la Porte avec les Puissances contractantes, et il repousse toute intervention armée organisée isolément et sans accord préalable de toutes les puissances. Nous sommes tout à fait de l'opinion du prince de Bismarck que ces résolutions, dans leur signification indubitable (*zweifellose*), eussent pu devenir l'unique moyen légal de régler les questions qui pourraient fatallement apporter une perturbation violente dans le développement intérieur de la Roumanie. Mais nous doutons qu'à Constantinople même, où l'on ne croit pas, semble-t-il, à l'impossibilité d'une intervention dans les Principautés, on tienne l'état de choses pour si avancé qu'il nécessiterait une action imminente de l'Europe. En tout cas, nous devrions donner à cette intervention de l'Europe, un caractère européen dans le sens du traité, et c'est surtout à ce point de vue que nous avons rendu cordialement justice à la première impulsion donnée par le prince de Bismarck dans le règlement de cette question.

Je dois, en outre, exprimer mes remerciements au prince de Bismarck pour l'amicale médiation et les communications qu'il nous a fait entrevoir par rapport à l'attitude du cabinet de Saint-Pétersbourg.

V. Ex. est chargée de faire parvenir les remarques énoncées ci-dessus au prince de Bismarck et de lui en laisser copie s'il le désire.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE POTTENBOURG AU COMTE DE BEUST.

(*Extrait.*)

Bucharest, le 31 mars 1871.

V. Exc. a daigné, immédiatement après réception de ma communication télégraphique de la formation du cabinet composé des éléments les plus estimables et les plus expérimentés du pays, me charger par voie télégraphique d'exprimer à S. A. le prince la satisfaction du gouvernement I. et R. au sujet du choix de ses conseillers. Je n'ai pas manqué d'informer le prince aussi bien que ses ministres de ce nouveau témoignage irréfragable de la volonté du cabinet I. et R. de soutenir, selon ses moyens, le parti de l'ordre et des capacités gouvernementales. Ces procédés bienveillants de V. Exc. ont été appréciés d'autant plus que le Gouvernement austro-hongrois a été le premier dont le prince et son cabinet aient reçu un appui moral de cette espèce et qu'on pouvait en même temps y reconnaître le désir si souvent manifesté en ces derniers temps de vivre dans les meilleures relations avec ce pays. Ceci ayant été relevé avec la plus grande satisfaction dans le conseil des ministres, le ministre des affaires étrangères m'a invité à exprimer à V. Exc., au nom de ses collègues et en son propre nom, leur profonde reconnaissance et à vous prier de leur accorder votre bienveillance ultérieure. J'ai ajouté cependant l'expression de haute satisfaction de V. Exc., l'espoir du gouvernement impérial et royal que l'on continuera ici à marcher dans la voie si heureusement commencée.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE WIMPFFEN AU COMTE DE BEUST.

(*Extrait.*)

Berlin, le 2 avril 1871.

Je viens justement de quitter le prince de Bismarck à qui j'ai communiqué les réflexions contenues dans la dépêche du 30 mars de V. Exc., relatives aux Principautés Danubiennes et dont je lui ai laissé copie. J'ai soumis en même temps au chancelier toute la correspondance y afférente et il prit immédiatement connaissance en ma présence des pièces les plus importantes.

Je tiens à faire valoir qu'il s'est parfaitement rendu compte de notre position dans la question.

J'ai cru répondre en même temps aux intentions de V. Exc. en appuyant sur les sympathies et la reconnaissance que le prince

Charles se serait acquises de notre part en restant au pouvoir. Je lui fis remarquer que nous préférerions n'avoir pas à prévoir l'éventualité d'une catastrophe, mais que si celle-ci avait cependant lieu en dépit de nos vœux et de notre attente, nous n'admettrions en tous cas que l'article 27 du traité de Paris comme la base d'une intervention européenne, mais qu'en en faisant usage, nous devrions éviter avec le plus grand soin d'exercer toute pression violente sur la population ainsi que sur la libre expansion électorale du pays.

Le prince de Bismarck m'a montré qu'il connaissait et appréciait parfaitement notre position, principalement en ce qui regardait les affaires politiques intérieures.

C'est avec une pleine satisfaction que j'ai conclu aujourd'hui de nouveau des paroles du prince de Bismarck qu'il désirait que le prince Charles pût se maintenir, et je ne doute pas qu'il fasse usage de toute son influence dans ce sens. Il me promit de le faire sérieusement; et, comme je l'ai dit plus haut j'ai conclu de mon entretien avec le prince de Bismarck qu'il attachait une grande importance à nos faits et à nos paroles.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 22 avril 1871.

Les vues que j'ai exposées dans mon office du 25 mars 1871 sur le peu de disposition de l'opinion publique en Angleterre pour une extension des principes de droit maritime de la déclaration de Paris dans le sens de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer, viennent d'être confirmées par le débat qui a eu lieu hier à la Chambre des communes et dont je joins ci-après le rapport.

M. C. Bentinck avait introduit une résolution portant que l'Angleterre ne reconnaît plus dorénavant comme obligatoire pour elle les deux principes fondamentaux de ladite déclaration, à savoir : l'abolition des lettres de marque et l'inviolabilité de la propriété ennemie sous pavillon neutre, et qu'en conséquence elle peut reprendre le libre usage de l'arme la plus importante pour sa position de puissance maritime. La plupart des orateurs ont appuyé cette opinion, et en réalité aucun n'a produit des arguments concluants contre la résolution proposée; on n'a attaqué que la forme de la proposition, qui impliquerait chez les autres puissances une dénonciation identique de leurs obligations réciproques, ainsi que le démontre la dépêche russe du 31 octobre 1870.

Grand nombre d'orateurs, même les adversaires de la motion

Bentinck, ont signalé les concessions anglaises de 1856 comme étant le maximum des concessions qu'une grande puissance navale pût accorder, en cas de guerre, à des puissances neutres de moindre importance maritime.

M. Gladstone a fait allusion aux tendances de quelques puissances continentales en faveur de la liberté absolue de la propriété privée sur mer ; et sans approuver ces tendances d'une façon quelconque, il a porté tout le poids de son argumentation sur l'illégalité formelle de la rupture du contrat par une des puissances contractantes.

Agréez, etc.

Signé : APPONYI.

Brésil. — DISCOURS DE L'EMPEREUR POUR L'OUVERTURE DES CHAMBRES.

le 3 mai 1871.

Augustes et très-dignes représentants de la nation.

Je me félicite de voir réunie l'Assemblée générale, dont les lumières et le patriotisme m'inspirent toujours la confiance la plus fondée.

Grâce à la divine Providence, aucun événement n'a troublé la tranquillité publique, et l'état sanitaire dans la capitale et dans les provinces est en général satisfaisant.

Accablé de la plus poignante douleur, je vous annonce que le 7 février dernier, ma bien-aimée et chérie fille, La princesse D. Leopoldina, duchesse de Saxe, est décédée à Vienne.

Je me résigne humblement aux décrets du Très-Haut, et les manifestations de regrets que j'ai reçues de tous les Brésiliens, auxquels je suis cordialement reconnaissant, ont beaucoup contribué à mitiger un si profond chagrin.

Les relations entre l'Empire et les autres puissances sont marquées au coin de la plus parfaite amitié et méritent la plus haute sollicitude du Gouvernement.

Un accord préalable entre les gouvernements alliés, pour les arrangements définitifs de paix avec la République du Paraguay, a été célébré. J'espère que bientôt la négociation pourra se poursuivre et arriver à bonne fin, comme l'exigent les droits et les intérêts des alliés et de la nation paraguayenne.

Les revenus de l'État ont diminué dans l'exercice courant ; mais les principales causes de cette diminution sont passagères et il est par conséquent à présumer qu'ils reprendront bientôt leur mouvement ascensionnel.

Malgré les grandes charges qui pèsent actuellement sur le trésor

national, nos ressources naturelles sont plus que suffisantes pour les supporter, sans empêcher l'impulsion des améliorations dont le Brésil a besoin. Nous obtiendrons ce double résultat si, avec une économie bien entendue, nous cherchons à encourager l'agriculture et le commerce d'une manière efficace, principalement par l'introduction de bras libres, la facilité des moyens de transports et le développement des lignes télégraphiques.

La constitution de l'État garantit au citoyen brésilien une ample liberté civile et politique. Mais l'efficacité de ces garanties dépend des mesures par lesquelles les lois ordinaires les consacrent, ayant égard aux leçons de l'expérience et au progrès de notre civilisation.

La nécessité de réformer la législation judiciaire est reconnue, afin de pourvoir à l'administration de la justice et de protéger les droits individuels contre les excès et les abus.

Dans ce but, constituer l'autorité judiciaire dans les meilleures conditions de capacité ; réduire l'action de la police aux attributions de son service particulier ; restreindre la détention aux cas de nécessité absolue ; faciliter la mise en liberté sous caution et les recours, spécialement dans le but d'assurer la garantie des *habeas-corpus*, sont des mesures hautement réclamées.

Si la vertu des lois dépend plutôt de leur bonne exécution que des mesures préventives du législateur, ce principe s'applique avec plus de raison encore à celles qui règlent l'exercice du droit électoral. La sincérité de l'élection étant la base de tout notre système politique, il faut que la loi garantisse le plus possible la légitime expression du vote national, limitant les abus que la pratique a démontrés.

La loi de la garde nationale et celle du recrutement militaire ont besoin de réforme. Le service que la première exige des citoyens ne doit pas les priver du temps nécessaire à leur travail industriel, et la deuxième ne doit pas être convertie en arme de persécution politique.

Le recrutement par le système actuel exclut de l'armée les citoyens les plus aptes à la noble carrière des armes, en même temps qu'il se prête à des illégalités et à des embarras, contre lesquels la volonté et l'action répressive du Gouvernement ne sont pas toujours efficaces.

Des considérations de la plus haute importance exigent que la réforme de la législation sur l'état servile ne continue pas à être une aspiration nationale indéfinie et incertaine. Il est temps de résoudre cette question, et votre prudence éclairée saura concilier le respect de la propriété existante avec cette amélioration sociale, requise par notre civilisation et même par les intérêts des propriétaires.

Le gouvernement manifestera, en temps opportun, toute sa pensée

au sujet des réformes sur lesquelles je viens d'attirer votre attention.

Augustes et très-dignes représentants de la nation, la stabilité de nos institutions et la prospérité du Brésil vous doivent beaucoup. Je compte que, examinant avec soin les projets qui vous seront présentés, vous accorderez au gouvernement les moyens de réaliser, autant qu'il sera en son pouvoir, le bien de notre patrie.

Suède. — DISCOURS DU ROI A LA CLOTURE DU RIGSDAG,

le 20 mai 1871.

Messieurs, il a plu au Tout-Puissant de me faire passer par de graves épreuves, Outre que j'ai été atteint d'une longue et pénible maladie, qui m'a empêché pendant quelque temps de vaquer aux affaires du Gouvernement, j'ai été frappé au cœur du coup le plus cruel par le décès de mon épouse bien-aimée. De vous aussi j'ai reçu les témoignages les moins équivoques que les sentiments que cette perte m'inspire sont partagés par le peuple suédois, qui a entouré la défunte, de son vivant, d'une si chaleureuse affection.

En raison de la décision prise par le Storthing de Norvège et adoptée ensuite par le Rigsdag suédois, de ne point approuver les propositions présentées touchant l'acte d'union entre la Suède et la Norvège, — la tentative que j'ai faite conformément au vœu exprimé par la représentation nationale suédoise à l'effet de régler plus complètement les conditions créées par l'union, n'a pas amené le résultat auquel on aspirait, Ce qui n'a point réussi maintenant pourra peut-être se réaliser quelque jour, sans difficultés, après que les peuples auront appris, par l'effet d'un contact soutenu, à aller l'un au-devant de l'autre avec plus de confiance.

Grâce aux travaux que vous avez consacrés au projet de loi sur l'assistance publique la solution si ardemment désirée de cette question doit être prochainement attendue.

Sur d'autres questions au sujet desquelles je vous ai promis des propositions, il a été adopté des décisions qui, je l'espère, tourneront au profit du bien-être général.

Mais parmi les affaires qui, dans cette session, n'ont pas abouti à souhait, figure au premier rang la question relative à la défense du pays, que je vous avais vivement recommandée la dernière fois que nous nous sommes rencontrés dans cette enceinte.

En accordant avec un empressement patriotique la plupart des allo-

cations que j'ai demandées pour les dépenses de matériel et celles des forteresses, ainsi que pour les développements à donner aux armes spéciales, vous avez reconnu l'urgence de renforcer la défense; néanmoins le projet d'assurer à cette défense un surcroit de forces vives par l'extention de l'obligation militaire, a périlé parce qu'il a été posé des conditions qui n'ont pas été acceptées par le Rigsdag en séance plénière des deux chambres, et que je n'aurais pas pu approuver non plus.

Cependant une sollicitude conscientieuse pour la prospérité du royaume ne comporte aucun retard dans le règlement de la défense du pays. Aussi je me propose, à moins d'empêchements imprévus, de convoquer le Rigsdag en session extraordinaire; pour examiner ultérieurement cette affaire assez importante pour qu'elle absorbe l'attention exclusive des représentants de la nation, mais je suis convaincu que personne parmi vous ne voudra se soustraire aux labeurs et aux sacrifices inévitables, pourvu que de cette manière on puisse pourvoir à la grande sécurité du pays.

Je déclare close la présente session ordinaire du Rigsdag et vous conserve invariablement ma faveur et ma bienveillance royales.

Roumanie. — MESSAGE DU PRINCE CHARLES POUR L'OUVERTURE
DES CHAMBRES, LE 4 JUIN 1871.

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés,

Je vous ai convoqués en vertu de l'art. 95 de la Constitution (1) pour que vous vous occupiez des grands intérêts du pays qui ne peuvent plus rester en souffrance.

Mon Ministère aura à vous présenter la loi sur l'extinction de la dette flottante qui n'a pas encore été votée. Je vous prie de vous pénétrer des graves besoins du trésor et du crédit public et de leur donner avant tout la préférence.

Vous examinerez les réductions qui ont été faites par mon Gouvernement dans le chapitre des dépenses de l'année 1871, comparativement au budget de l'année 1870, et je n'ai aucun doute que vous n'aprouviez les remarquables économies qui ont été effectuées, en présence d'un budget non voté par la dernière Assemblée. Vous voudrez bien aussi voter le budget de l'année 1872, pour nous conformer enfin à l'art. 113 de la Constitution.

(1) Voir la Constitution de la Serbie du 11 juillet 1869. *Archives* 1870 tome 1 page 291.

Mon Ministère aura enc ore à vous présenter les lois les plus urgentes dont quelques-unes sont depuis longtemps déposées sur le bureau de l'Assemblée, à savoir : la loi Communale; la loi relative à la Convention judiciaire conclue avec la Russie; la loi sur les taxes municipales; la Convention avec l'Autriche-Hongrie pour la jonction des chemins de fer; la loi pour le quayage dans les ports du Danube, conformément au Traité de Paris; la modification de la loi sur l'organisation militaire, dans le sens de la solidité qu'il conviendrait de donner aux milices et à l'organisation du corps des officiers, sur des bases plus conformes aux exigences actuelles; la modification de la loi sur l'instruction publique; la loi sur l'inamovibilité des juges, et autres lois dont l'absence se fait depuis longtemps sentir.

La question des chemins de fer doit faire l'objet de votre plus sérieuse attention, Mon Ministère a poursuivi avec énergie et poursuit encore les concessionnaires, au civil et au criminel. Il vous fera connaître toutes les phases que cette question a parcourues, ainsi que l'état où elle se trouve actuellement.

Je connais votre dévouement pour le bien public, et c'est pourquoi je suis convaincu que vous donnerez à mon Gouvernement tout le concours dont il a besoin dans la lourde tâche qu'il a acceptée en des circonstances aussi graves que difficiles.

Quant à moi, soyez bien assurés, Messieurs les Représentants, que je ne reculerai devant aucun sacrifice pour accomplir scrupuleusement la haute mission qui m'a été imposée par la confiance de la nation.

Il y a dans la vie des peuples des époques où les lois de la Providence se manifestent dans toute leur puissance. La Roumanie a ses destinées; Dieu la protège, et, comme par le passé, il la préservera de tous les malheurs. Nous avons tous traversé de rudes épreuves, mais la lutte nous a fortifiés; l'expérience nous a éclairés, et appréciant mieux les hommes et les choses, j'irai à pas sûrs dans la voie véritable du progrès. La nation entière, fatiguée de luttes stériles dans lesquelles elle s'agit depuis nombre d'années et qui auraient pu mettre en péril même son existence politique, s'est levée comme un seul homme, et répondant à l'appel de mon gouvernement, elle a prononcé son verdict.

Votre présence ici, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés, prouve suffisamment que le pays est décidé à ne chercher le bonheur que dans l'ordre et la stabilité, car ce n'est point impunément que l'on enfreint les lois de la vérité, et ce n'est pas sans s'exposer à de terribles conséquences qu'on viole les principes fondamentaux sur

lesquels est basée la société. Il nous faut donc consolider le présent afin de nous assurer l'avenir.

Les preuves constantes de confiance en mon Gouvernement qui m'arrivent de toutes parts, la tranquillité qui règne dans tout le pays, l'affectueuse réception qui m'a été faite dans le voyage que j'ai entrepris avec la Princesse dans une partie de la Roumanie, ont affermi ma conviction que le pays est éminemment conservateur, que les leçons du passé ont porté leurs fruits, et que toute entreprise de désordre ne pourrait rencontrer à l'avenir qu'une désapprobation générale, avant même que les lois répressives ne l'eussent frappée.

En ce qui concerne nos relations extérieures, mon Gouvernement a reçu les encouragements les plus flatteurs. La Sublime Porte nous donne son bienveillant concours, étant assurée de notre ferme résolution de maintenir intacts les liens qui nous unissent à elle, et qui ne peuvent, nous en sommes convaincus, que fortifier la Roumanie dans son existence politique. S. M. le Sultan m'a donné l'assurance de Sa haute confiance et sollicitude. Les grandes Puissances garantes, qui ont tant de titres à la reconnaissance de la nation, suivent avec intérêt la marche de nos affaires et nous donnent des preuves évidentes de leur constante sympathie.

Ainsi, par la fidèle observation des Traitéés et par le strict maintien de l'ordre, nos droits seront toujours respectés.

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, il dépend de vous de faire naître pour la Roumanie une ère de prospérité. J'ai besoin du concours de chacun pour faire régner dans le pays la justice, la moralité, la liberté; la vraie liberté qui éclaire les peuples et qui les rend heureux, et non la licence et l'anarchie qui les conduisent à l'abîme. Où il n'y a pas de devoirs, il n'y a point de droits; où il n'y a pas d'ordre, il n'y a point de liberté.

Je suis convaincu que vous êtes profondément pénétrés de ces hautes vérités. Fidèles mandataires du pays, vous écoutez sa voix et vous répondrez aux légitimes espérances qu'il a placées en vous. Le Pays veut vivre, le Pays veut marcher.

Que Dieu bénisse vos travaux!

La session législative est ouverte.

Saint Siège. — ENCYCLIQUE DU PAPE A TOUS LES PATRIARCHES, PRIMATS, ARCHEVÈQUES, ÉVÈQUES ET AUTRES ORDINAIRES, AYANT LA GRACE ET LA COMMUNION AVEC LE SIÈGE APOSTOLIQUE.

Rome, le 4 Juin 1871.

Les bienfaits de Dieu nous convient à célébrer sa bonté, lorsqu'il nous font voir à nouveau la grâce de sa protection sur nous et la gloire

de sa majesté. Voici que déjà commence la vingt-cinquième année depuis que nous reçumes par la disposition de Dieu, le ministère de cet apostolat, dont les épreuves et les misères vous sont si bien connues que nous n'avons pas besoin de les rappeler longuement. Vraiment il ressort, vénérables frères, de la série de tant d'événements, que l'Eglise militante mène sa course à travers les combats nombreux et les victoires; vraiment Dieu tempère et gouverne les vicissitudes des choses dans ce globe, qui est l'escabeau de ses pieds; vraiment il use souvent d'instruments infirmes et méprisables, afin de remplir par là les conseils de sa sagesse.

Jésus-Christ Notre-Seigneur, auteur et suprême modérateur de l'Eglise, qu'il s'est acquise de son sang, par le suffrage des mérites du bienheureux Pierre, prince des apôtres, qui vit et préside toujours dans cette chaire romaine, en ce long temps de notre service apostolique, a daigné régir et soutenir notre infirmité et faiblesse par sa grâce et sa vertu pour la plus grande gloire de son nom et la plus grande utilité de son peuple. C'est ainsi que nous, appuyé sur son secours divin, et usant constamment des conseils de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Eglise romaine, et aussi plusieurs fois des vôtres, vénérables frères, qui êtes venus plusieurs fois ici, dans Rome, nous assister tous ensemble, décorant cette chaire de vérité de la splendeur de votre vertu et de votre piété unanime, nous avons pu, dans le cours de ce pontificat, selon nos désirs et ceux du monde catholique, déclarer, par une définition dogmatique, la Conception immaculée de la Vierge Mère de Dieu, et décerner les honneurs divins à plusieurs héros de notre religion; et, nous n'en doutons pas, leurs secours, principalement ceux de la Mère divine, en des temps si contraires, ne manqueront pas à l'Eglise catholique.

Nous avons pu aussi, par l'assistance et pour la gloire de Dieu, étendre, par les ouvriers évangéliques, la lumière de la vraie foi en des régions éloignées et inhospitalières, constituer en plusieurs lieux l'ordre de la hiérarchie ecclésiastique, et frapper d'une condamnation solennelle des erreurs aussi contraires à la raison humaine et aux bonnes mœurs qu'à la république tant chrétienne que civile, qui avaient acquis beaucoup de puissance à notre époque. C'est encore par l'assistance divine que nous avons eu soin d'associer entre elles, par un lien de concorde aussi ferme et aussi solide que nous l'avons pu, la puissance ecclésiastique et la puissance civile, soit en Europe, soit en Amérique, et de veiller à divers besoins de l'Eglise orientale, que depuis le commencement de notre ministère apostolique nous avons toujours regardée avec une affection paternelle. Il nous fut aussi donné d'entreprendre et de pour uivre l'œuvre du concile œcu-

ménique du Vatican, dont nous avons dû cependant, après en avoir partiellement recueilli des fruits abondants, et lorsque l'Eglise en attendait beaucoup d'autres, décréter la suspension à cause de révoltes assez connues.

Nous n'avons jamais, vénérables frères, négligé d'accomplir, Dieu nous aidant, ce que demandaient le droit et l'office de notre empire. Les félicitations et les applaudissements, vous ne l'avez pas oublié, qui avaient accueilli les commencements de notre pontificat, se tournèrent bientôt tellement en injures et en attaques, que nous dûmes sortir, exilé, de notre ville très-aimée. Mais lorsque, par les efforts communs et les armes des peuples et princes catholiques, nous fûmes rétabli sur notre siège pontifical, aussitôt nous tournâmes tout notre zèle et toutes nos forces vers le rétablissement de la solide et non fallacieuse prospérité que nous devions à nos sujets, ce que nous avons toujours reconnu comme la plus grave affaire de notre principat civil. Mais la cupidité temporelle d'un potentat voisin eut appétit des contrées soumises à notre autorité; il préféra obstinément les conseils des sectes de perdition à nos admonitions et paroles paternellement réitérées, et finalement, vous ne l'ignorez pas, surpassant de beaucoup l'impudence de cet enfant prodigue dont l'Évangile nous parle, il a attaqué de vive force cette ville qui est à nous et qu'il revendiquait, et il la retient maintenant en sa puissance, contre toute justice, comme une substance qui ne lui appartient pas.

Il ne se peut faire, vénérables frères, que nous ne soyons très-ému de cette criminelle usurpation soufferte par nous. Nous sommes pressé d'angoisse, nous qui voyons où tend ce conseil, savoir: à détruire notre principat civil, et en même temps, s'il était possible, à effacer de la terre, si cela pouvait arriver, notre puissance spirituelle et le règne du Christ. Nous sommes pressé d'angoisse à l'aspect de si grands malheurs, de ceux surtout qui menacent le salut éternel de notre peuple; en cette amertume, rien ne nous afflige plus que de ne pouvoir user de notre liberté qu'on opprime, pour apporter à de si grands maux les nécessaires remèdes.

A ces causes de douleurs pour nous, vénérables frères, s'ajoute encore cette longue et pitoyable série de calamités et de malheurs qui ont frappé et affligé si longtemps la très-généreuse nation française. Vous vous figurez sans peine quels sentiments ont dû émouvoir en nous, alors qu'ils remplissaient le monde entier de crainte et d'horreur, ces maux immensément aggravés pendant ces derniers jours par tant d'excès inouïs jusqu'alors, et commis par une foule pervertie et féroce, entre autres par l'attentat proprement impie et

parricide accompli sur notre vénérable frère l'archevêque de Paris. Nous avons encore, vénérables frères, une autre cause, et une cause plus grande d'amertume, lorsque nous voyons que tant de fils rebelles, enchaînés dans les liens de tant et de si fortes censures, s'obstinent sans tenir aucun compte de notre voix paternelle ni de la raison de leur salut, méprisent le temps que Dieu leur offre encore pour la pénitence, et préfèrent s'exposer pour toujours à la colère de la vengeance divine, plutôt que d'expérimenter à temps le fruit de sa miséricorde.

Déjà, nous voyons arriver, à travers tant de péripéties, protégé par le Dieu très-clément, cet anniversaire de notre élévation au trône pontifical, où, de même que nous avons succédé au siège du bienheureux Pierre, ainsi nous nous trouvons, quoique bien inférieur à lui en mérites, égaler le nombre des années de son service apostolique. C'est assurément un dou nouveau, unique et considérable de la munificence divine. qui, dans une si longue série de Papes très-saints, nos prédécesseurs, pendant le long cours de dix-neuf siècles, a été, par la disposition de Dieu, accordé à nous seul. En cela, nous reconnaissons une marque encore plus admirable de la bienveillance divine envers nous, quand nous considérons que, dans ce temps, nous avons été jugé digne de souffrir la persécution pour la justice, et quand nous voyons ces merveilleux sentiments de dévouement et d'amour qui poussent violemment le peuple chrétien sur toute la terre et l'amènent avec un zèle unanime vers le Saint-Siège.

Puisque ces dons immérités nous ont été prodigués à ce point, nous sentons nos forces tout à fait insuffisantes pour nous acquitter du devoir d'en rendre grâces comme nous le devrions. C'est pourquoi nous demandons à la Vierge immaculée, mère de Dieu, de nous enseigner à rendre gloire au Très-Haut dans le même esprit qu'elle avec ces sublimes paroles : « Le Tout-Puissant a fait de grandes choses pour moi, » et nous vous prions aussi, vénérables frères, de vous unir aux troupeaux confiés à vos soins pour vous acquitter avec nous envers Dieu par des cantiques et des hymnes de louanges et de reconnaissance. Célébrez le Seigneur avec moi, dirons-nous par la bouche de Saint-Léon-le-Grand, exaltions son nom tour à tour, afin que tout le compte des grâces et des miséricordes que nous en avons reçues soit reporté à la louange de son auteur. Annoncez aussi à vos peuples que ces éclatants témoignages de leur piété filiale envers nous et ces devoirs filiaux si longtemps et si fidèlement accomplis, ont allumé le feu de notre amour et rempli notre âme de sentiments de reconnaissance. Nous aussi, en ce qui nous concerne, comme nous pouvons à juste titre, empruntant les paroles du roi prophète, dire que, « notre

exil s'est prolongé, » nous avons besoin du secours de vos prières pour acquérir la force et la confiance, de remettre notre âme au prince des pasteurs, dans le sein duquel est le rafraîchissement des maux de cette vie troublée et calamiteuse, et le port bien heureux de la paix et de la tranquillité éternelles.

Mais pour que la gloire de Dieu profite davantage des bienfaits que sa largesse a prodigués à notre pontificat, ouvrant à cette occasion le trésor des grâces spirituelles, nous vous donnons pouvoir, vénérables frères, pour que chacun dans votre diocèse, le 16 ou le 21 de ce mois, ou tout autre jour à votre choix, vous puissiez donner la bénédiction papale avec application d'indulgence plénière en la forme ordinaire de l'Eglise et avec notre autorité apostolique. Désirant veiller au bien spirituel des fidèles, nous accordons dans le Seigneur, par la teneur des présentes, que tous les chrétiens, tant séculiers que réguliers de l'un et de l'autre sexe, en quelque lieu de votre diocèse qu'ils se trouvent, qui, justifiés par la confession sacramentelle et restaurés par la sainte communion, auront adressé à Dieu de pieuses prières pour la concorde des princes chrétiens, l'extirpation des hérésies et l'exaltation de la sainte Eglise, notre mère, puissent, au jour qu'en vertu de notre autorité vous aurez désigné et choisi, ou que dans les diocèses où le siège est vacant les vicaires capitulaires nommés pour la circonstance auront désigné et choisi, puissent obtenir l'indulgence plénière de tous leurs péchés. Nous ne doutons pas qu'à cette occasion le peuple chrétien soit excité à prier plus efficacement, et que par ses prières multipliées nous méritions d'obtenir cette miséricorde que le spectacle de tant de maux ne nous permet pas d'implorer avec mollesse.

En attendant, vénérables frères, nous demandons pour vous au Dieu Tout-Puissant la constance, l'espérance céleste, et toute consolation, en signe desquelles, et comme témoignage de notre bienveillance particulière, nous voulons que vous receviez la bénédiction apostolique que nous vous accordons de toute la plénitude de notre cœur à vous, au clergé et au peuple confié à chacun de vous.

Donné à Rome à Saint Pierre, le 4 juin, fête de la Sainte-Trinité
année 1871,

Vingt-cinquième de notre pontificat.

France. — M. JULES FAVRE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA RÉPUBLIQUE A L'ÉTRANGER.

Versailles, le 6 juin 1871.

Monsieur, la formidable insurrection que la vaillance de notre armée vient de vaincre, a tenu le monde entier dans de telles anxiétés, elle l'a épouvanté par de si effroyables forfaits, qu'il me semble nécessaire de dominer l'horreur qu'elle inspire, pour essayer de démêler les causes qui l'ont rendue possible. Il importe que vous soyez éclairé sur ce point, afin de pouvoir rectifier des opinions erronées, mettre les esprits en garde contre de fâcheuses exagérations et provoquer partout le concours moral des hommes sensés, honnêtes, courageux, qui veulent résolument restaurer le principe de l'autorité en lui donnant pour base le respect des lois, la modération et la liberté.

Quand on a été témoin des catastrophes que nous avons traversées, la première impulsion porte à douter de tout, hors de la force qui, apparaissant comme le remède suprême, semble par cela être le seul principe vrai. Mais, la fumée du combat n'est pas encore dissipée que chacun, interrogeant sa conscience, y trouve le guide supérieur qu'on n'abandonne jamais en vain et auquel tous nous sommes ramenés quand nous l'avons sacrifié à la violence de nos passions.

Cette fois, la leçon est tout ensemble si éclatante et si terrible, qu'il faudrait une singulière dureté de cœur pour se refuser à en admettre l'évidence. La France, comme on le répète trop légèrement, n'a pas reculé vers la barbarie, elle n'est pas davantage en proie à une sorte d'hallucination furieuse; elle a été, par une série de fautes volontaires, jetée en dehors des voies du juste et du vrai. Elle subit aujourd'hui la plus cruelle et la plus logique des expiations.

Qui peut nier, en effet, que l'acte du Deux-Décembre et le système qui en a été la consécration n'aient introduit dans le sein de la nation un élément actif de dépravation et d'abaissement? En ce qui concerne plus particulièrement la ville de Paris, il n'est pas un esprit sérieux qui n'ait compris et prédit les inévitables malheurs que préparent la violation audacieuse de toutes les règles économiques et morales, conséquence inévitable des travaux à outrance nécessaires à l'existence de l'empire. On peut se reporter à de récentes discussions et l'on verra avec quelle précision étaient dénoncés les périls que contestaient intrépidement les trop dociles approbateurs de ces criminelles folies. Paris était condamné par le régime que lui avait fait le gouvernement impérial à subir une crise redoutable; elle

aurait éclaté en pleine paix; la guerre lui a donné un caractère d'une horrible convulsion.

Il n'en pouvait être autrement: en accumulant dans l'enceinte de la capitale une population flottante de près de trois cent mille travailleurs, en y multipliant toutes les excitations des jouissances faciles et toutes les souffrances de la misère, l'empire avait organisé un vaste foyer de corruption et de désordres où la moindre étincelle pouvait allumer un incendie. Il avait créé un atelier national alimenté par une spéculation fiévreuse, et qu'il était impossible de licencier sans catastrophe.

Quand il commit le crime de déclarer la guerre, il appela sur Paris la foudre qui devait l'écraser cinq semaines après. Nos armées étaient détruites et la grande cité restait seule en face des huit cent mille Allemands qui inondaient notre territoire. Le devoir de la résistance animait toutes les âmes. Pour le remplir à Paris, il fallut armer sans distinction tous les bras; l'ennemi était aux portes, et sans cette témérité nécessaire, il les aurait franchies dès son premier choc.

Il fallut aussi nourrir tous ceux qui manquaient de travail et le nombre en dépassait six cent mille. C'est dans ces conditions périlleuses que commença le siège. Nul ne le croyait possible.

On annonçait que la sédition livrerait la ville au bout de quelques semaines. La ville a tenu quatre mois et demi malgré les privations, malgré les rrigueurs d'une saison cruelle, malgré le bombardement, et la famine seule l'a obligée à traiter. Mais nulle ne saurait dire la violence des perversions morales et physiques auxquelles cette malheureuse population fut en proie. Les exigences du vainqueur y mirrent le comble. A l'humiliation de la défaite vint se joindre la douleur des sacrifices qu'il fallait subir.

Le découragement et la colère se partagèrent les âmes. Nul ne voulut accepter son malheur, et beaucoup cherchèrent leur consolation dans l'injustice et dans la violence. Le déchainement de la presse et des clubs fut poussé jusqu'aux dernières limites de l'extravagance. La garde nationale se désagrégua. Un grand nombre de ses membres, chefs et soldats, quittèrent Paris.

Coupé en deux par la réunion de l'Assemblée à Bordeaux, le gouvernement restait sans force. Il en aurait acquis par sa translation à Versailles, si les agitateurs n'avaient choisi ce moment pour allumer l'insurrection.

N'ayant à leur opposer que quelques régiments à peine organisés, le gouvernement couvrit l'Assemblée et commença la partie terrible qu'il a définitivement gagnée, grâce surtout à la sagesse, à la fermeté,

au dévouement sans bornes de son chef. Il fallut, en dépit de tous les obstacles, réunir une armée assez nombreuse pour assiéger les forts et Paris, et les réduire; contenir l'étranger toujours disposé à intervenir, calmer les impatiences légitimes de l'Assemblée, déjouer les intrigues qui se nouaient chaque jour, pourvoir, sans trésor, à d'effroyables dépenses de guerre et d'occupation étrangère.

Que de fois le problème n'a-t-il pas semblé insoluble à ceux qui avaient l'effrayante mission de le résoudre? Que de fois, amis et ennemis leur répétaient-ils qu'ils y succomberaient! Ils n'ont pas désespéré, ils ont suivi la ligne de leur devoir.

Les prisonniers qui gémissaient en Allemagne sont rentrés; au lieu du repos, auquel ils avaient tant de droits, ils ont trouvé le péril et le sacrifice. La patrie le commandait; tous, depuis le plus illustre jusqu'au plus humble, ont obéi. Ils ont de nouveau prodigué leur vie à la défense du droit, et l'entreprise que leurs rivaux jugeaient impossible, ils l'ont accomplie. Les forts de l'enceinte ont été emportés d'assaut, et la rébellion, poursuivie pied à pied, a succombé dans son dernier repaire.

Mais à quel prix, grand Dieu! L'historien ne pourra le raconter sans épouvante. La plume tombera plusieurs fois de ses mains quand il faudra qu'elle retrace les hideuses et sanglantes scènes de cette lamentable tragédie, depuis l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas jusqu'aux incendies préparés pour embraser tout Paris, jusqu'à l'abominable lâche massacre des saintes victimes fusillées dans leurs prisons.

Toutefois, l'indignation et le dégoût ne peuvent arrêter les hommes politiques dans l'accomplissement du devoir d'investigation que leur imposent de si extraordinaires forfaits.

Les détester et les punir n'est point assez. Il faut en rechercher le germe et l'extirper.

Plus le mal est grand, plus il est essentiel de s'en rendre compte et de lui opposer la coalition de tous les gens de bien.

Je viens d'expliquer sommairement comment l'état général de la ville de Paris constituait, par lui-même, une prédisposition au désordre et comment il s'était aggravé dans les proportions les plus menaçantes par l'anarchie du siège.

Un petit groupe de sectaires politiques avait, dès le 4 septembre, tenté, heureusement en vain, de profiter de la confusion pour s'emparer du pouvoir; depuis ils n'avaient cessé de conspirer.

Représentant la dictature violente, la haine de toute supériorité, la convoitise et la vengeance, ils furent dans la presse, dans les réunions, dans la garde nationale, des artisans audacieux de ca-

lomnies, de provocations et de révolte. Vaincus le 31 octobre, ils se servirent de l'impunité pour se glorifier de leurs crimes et en reprendre l'exécution le 22 janvier. Leur mot d'ordre fut la Commune de Paris et, plus tard, après le traité des préliminaires, la fédération de la garde nationale.

Avec une rare habileté, ils préparèrent une organisation anonyme et occulte qui bientôt se répandit sur la cité toute entière. C'est par elle que, le 18 mars, ils saisirent le mouvement qui, d'abord, semblait n'avoir aucune portée politique.

Les élections dérisoires auxquelles ils procédèrent ne furent pour eux qu'un masque ; maîtres de la force armée, détenteurs de ressources immenses en munitions, en artillerie, en mousqueterie, ils ne songèrent plus qu'à régner par la terreur et à soulever la province.

Sur plusieurs points du territoire éclatèrent des insurrections qui, un instant, encouragèrent leurs coupables espérances. Grâce à Dieu, elles furent réprimées ; néanmoins, dans plusieurs départements, les factieux n'attendaient que le succès de Paris, mais Paris demeura le seul champion de la révolte. Pour entraîner sa malheureuse population, les criminels qui siégeaient à l'Hôtel de Ville ne reculèrent devant aucun attentat. Ils firent appel au mensonge, à la proscription, à la mort. Ils enrôlèrent les scélérats tirés par eux des prisons, les déserteurs et les étrangers. Tout ce que l'Europe renferme d'impuir fut convoqué. Paris devint le rendez-vous des perversités du monde entier. L'Assemblée nationale fut vouée aux insultes et à la vengeance.

C'est ainsi qu'on parvint à égarer un grand nombre de citoyens et que la cité se trouva sous le joug d'une poignée de faïtiques et de malfaiteurs. Je n'ai point à détailler leurs crimes. Je voulais seulement montrer par quel concours de circonstances fatales leur règne honteux a été possible. Ils se sont emparés d'une population déshabituée du travail, irritée par le malheur, convaincue que son gouvernement la trahissait : ils l'ont dominée par la terreur et la fourberie. Ils l'ont associée à leurs passions et à leurs forfaits ; et, quant à eux, enivrés de leur éphémère pouvoir, vivant dans le vertige, s'abandonnant sans frein à la satisfaction de leurs basses convoitises, ils ont réalisé leurs rêves monstrueux et se sont abîmés comme des héros de théâtre dans la plus épouvantable catastrophe qu'il ait été donné à l'imagination d'un scélérat de concevoir.

Voilà, monsieur, comment je comprends ces événements qui confondent et révoltent et qui paraissent inexplicables quand on ne les étudie pas attentivement. Mais j'omettrais un des éléments essentiels

de cette lugubre histoire si je ne rappelais qu'à côté des jacobins parodistes qui ont eu la prétention d'établir un système politique, il faut placer les chefs d'une société, maintenant tristement célèbre, qu'on appelle l'Internationale, et dont l'action a peut-être été plus puissante que celle de leurs complices, parce qu'elle s'est appuyée sur le nombre, la discipline et le cosmopolitisme.

L'Association internationale des travailleurs est certainement l'une des plus dangereuses dont les Gouvernements aient à se préoccuper. La date de sa formation est déjà éloignée. On la fait ordinairement remonter à l'exposition de 1862. Je la crois plus ancienne. Il est naturel et légitime que les ouvriers cherchent à se rapprocher par l'association. Il y a plus de quarante ans qu'ils y songent, et si leurs efforts ont été contrariés par la législation et par les tribunaux, ils n'en ont pas moins persévétré avec constance. Seulement, dans les dix dernières années, la sphère de leur action s'est singulièrement étendue et leurs idées ont pris un caractère dont il est permis de s'inquiéter. Comme l'indique le titre même de leur association, les fondateurs de l'Internationale ont voulu effacer et confondre les nationalités dans un intérêt commun supérieur.

On pouvait croire tout d'abord cette conception uniquement inspirée par un sentiment de solidarité et de paix.

Les documents officiels démentent complètement cette supposition. L'Internationale est une société de guerre et de haine. Elle a pour base l'athéisme et le communisme, pour but la destruction du capital et l'anéantissement de ceux qui le possèdent, pour moyen la force brutale du grand nombre qui écrasera tout ce qui essayera de résister.

Tel est le programme qu'avec une cynique audace les chefs ont proposé à leurs adeptes: ils l'ont publiquement enseigné dans leurs congrès, inséré dans leurs journaux. Car, en leur qualité de puissance, ils ont leurs réunions et leurs organes. Leurs comités fonctionnent en Allemagne, en Belgique, en Angleterre et en Suisse. Ils ont des adhérents nombreux en Russie, en Autriche, en Italie et en Espagne. Comme une vaste franc-maçonnerie, leur société enveloppe l'Europe entière.

Quant à leurs règles de conduite, ils les ont trop de fois énoncées pour qu'il soit nécessaire de démontrer longuement qu'elles sont la négation de tous les principes sur lesquels repose la civilisation.

« Nous demandons, disent-ils dans leur feuille officielle du 23 mars 1861, la législation directe du peuple par le peuple, l'abolition du droit d'hérédité individuelle pour les capitaux et les instruments de travail, l'entrée du sol à la propriété collective. »

« L'alliance se déclare athée, dit le conseil général de Londres qui se constitue en juillet 1869; elle veut l'abolition des cultes, la substi-

tution de la science à la foi, et de la justice humaine à la justice divine, l'abolition du mariage. »

« ... Elle demande avant tout l'abolition du droit d'héritage, afin qu'à l'avenir la jouissance soit égale à la production de chacun, et que, conformément à la décision prise par le dernier congrès de Bruxelles, la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de toute la société, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles. »

Tel est le résumé de la doctrine de l'Internationale, et c'est pour anéantir toute action comme toute propriété individuelle, c'est pour écraser les nations sous le joug d'une sorte de monachisme sanguinaire, c'est pour en faire une vaste tribu appauvrie et hébétée par le communisme, que des hommes égarés et pervers agitent le monde, séduisent les ignorants et entraînent après eux les trop nombreux sectateurs qui croient trouver dans la résurrection de ces inepties économiques des jouissances sans travail et la satisfaction de leurs plus coupables désirs.

Ce sont là, en effet, les perspectives qu'ils étaient aux yeux des gens simples qu'ils veulent tromper : « Ouvriers de l'univers, dit une publication du 29 janvier 1870, organisez-vous si vous voulez cesser de souffrir de l'excès de fatigue ou de privations de toutes sortes. »

« Par l'association internationale des travailleurs, l'ordre, la science, la justice remplaceront le désordre, l'imprévoyance et l'arbitraire. »

« Pour nous, est-il dit ailleurs, le drapeau rouge est le symbole de l'amour humain universelle : que nos ennemis songent donc à ne pas le transformer contre eux-mêmes en drapeau de la terreur. »

En présence de ces citations, tout commentaire est inutile. L'Europe est en face d'une œuvre de destruction systématique dirigée contre chacune des nations qui la composent, et contre les principes mêmes sur lesquels reposent toutes les civilisations.

Après avoir vu les coryphées de l'Internationale au pouvoir, elle n'aura plus à se demander ce que valent leurs déclarations pacifiques. Le dernier mot de leur système ne peut être que l'effroyable despotisme d'un petit nombre de chefs s'imposant à une multitude courbée sous le joug du communisme, subissant toutes les servitudes, jusqu'à la plus odieuse, celle de la conscience, n'ayant plus ni foyer ni champ, ni épargne ni prière, réduite à un immense atelier, conduite par la terreur, et contrainte administrativement à chasser de son cœur Dieu et la famille.

C'est là une situation grave. Elle ne permet pas aux gouvernements

l'indifférence et l'inertie. Ils seraient coupables, après les enseignements qui viennent de se produire d'assister impassibles à la ruine de toutes les règles qui maintiennent la moralité et la prospérité des peuples.

Je vous invite donc, monsieur, à étudier avec l'attention la plus minutieuse, tous les faits qui se rattachent au développement de l'Internationale et à faire de ce sujet le texte d'entretiens sérieux avec les représentants officiels de l'autorité. Je vous demande à cet égard les observations les plus détaillées et la vigilance la plus exacte. La prudence conseille de ne pas se décider à la légèreté; par là même elle commande de ne négliger aucun moyen de s'éclairer. Les questions sur lesquelles je provoque vos investigations touchent à des problèmes difficiles, et qui depuis longtemps ont agité le monde. Leur solution complète dans l'ordre de la justice supposerait la perfection humaine qui est un rêve, mais dont une nation peut plus ou moins se rapprocher.

Le devoir des hommes de cœur consiste à ne jamais désespérer ni de leur temps, ni de leur pays, et de travailler, sans se laisser décourager par les déceptions, à faire prévaloir les idées de justice.

Si ce devoir est le nôtre, comme je n'en doute pas, si c'est seulement par son accomplissement sincère et désintéressé que nous pouvons réparer les maux de notre malheureuse patrie, n'est-il pas urgent de rechercher les causes qui ont permis aux erreurs professées par la société internationale un si rapide et si funeste empire sur les âmes?

Ces causes sont nombreuses et diverses, et ce n'est pas par les châtiments et la compression seulement qu'on les fera disparaître.

Introduire dans les lois les sévérités que réclament les nécessités sociales et appliquer ces lois sans faiblesse, c'est une nouveauté à laquelle il faut que la France se résigne. C'est pour elle une affaire de salut. Mais elle serait imprudente et coupable si en même temps elle ne travaillait pas énergiquement à relever la moralité publique par une saine et forte éducation, par un régime économique libéral, par un amour éclairé de la justice, par la simplicité, la modération, la liberté.

Sa tâche est immense; elle n'est pas au-dessus de ses forces; si elle en comprend la grandeur, au lieu de se perdre dans des intrigues personnelles, qu'elle s'inspire du sentiment de sa propre vitalité. Qu'elle entreprenne de réagir par elle-même contre l'adversité. Qu'elle consente enfin à vivre pour elle-même et par elle-même en prenant toujours pour guides la justice, le droit ou la liberté: et, quelque redoutables que soient ses épreuves, elles les surmontera. Elle reprendra son rang dans le monde, non pour menacer, mais pour modérer et

pour protéger. Elle deviendra l'alliée des faibles, elle essayera d'élever la voix contre la violence, et son autorité sera d'autant plus grande pour la combattre, qu'elle aura davantage souffert de ses excès.

Je serai heureux, monsieur, de recevoir, en échange de ces réflexions la communication de celles qui vous seront inspirées, soit par vos propres méditations, soit par l'étude des faits et les renseignements que vous serez à même de me transmettre.

Veuillez agréer, etc.

Signé: JULES FAVRE.

Roumanie. — RÉPONSE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS AU DISCOURS DU PRINCE DU 4 JUIN, LE 12 JUIN 1871.

Altesse ! La Chambre des députés a été heureuse d'entendre les paroles prononcées par V. A. à l'ouverture de la présente session.

Lorsque le peuple roumain, pour échapper aux longues souffrances et aux dangers de changements périodiques, a voulu, — et cela dès la première époque de sa renaissance, — fonder une dynastie dans la Roumanie unie, il l'a fait sous l'inspiration d'une conviction profonde et à la suite de bien des essais, longs et tristes. Cette conviction, elle subsiste encore aujourd'hui, et plus puissante que jamais.

La volonté inébranlable que V. A. affirme de continuer jusqu'au bout la grande mission à laquelle le vœu de la nation l'a appelé, a rempli nos coeurs de joie.

Vous avez eu confiance en ce pays, qui a confiance en V. A. Si la voix des mauvaises passions a pu un moment devenir plus audacieuse en présence d'une modération qui n'était cependant pas de la faiblesse, cette voix a dû se taire aujourd'hui devant la voix du pays, qui a parlé si haut que nul doute n'est plus possible à l'égard des sentiments et des aspirations de la nation. Tel a été le sens de la réponse que le pays a faite à l'appel qui lui était adressé. La nation soutiendra énergiquement les principes essentiels à l'ordre social; elle repoussera toutes les tendances anarchiques qui pourraient se manifester chez nous, car elle sait que ces tendances n'aboutissent qu'à semer la ruine dans le sein de la nation la plus puissante et la plus prospère. La Roumanie veut le calme et la stabilité. Or, ces liens, elle ne peut les obtenir et les conserver qu'à l'ombre de ce trône national, qu'elle est résolue à maintenir, en relevant le principe de l'autorité si étrangement ébranlé chez nous.

Inspirés par ces pensées et éloignant de nous tout esprit d'ambition personnelle, nous nous efforcerons de donner au gouvernement de V. A., à ce gouvernement qui a pris en main les rênes du pouvoir

dans des circonstances aussi difficiles le concours le plus loyal et le plus éclairé.

Ainsi, fidèles interprètes du pays, que les luttes du passé ont tant fatigué, nous nous efforcerons de satisfaire à ses véritables besoins, en alliant la liberté à l'ordre et en assurant la stabilité.

Si notre devoir envers le pays consiste à défendre de toutes nos forces ces idées salutaires, cette même obligation nous est imposée par notre position internationale.

Notre autonomie étant placée sous la garantie collective des grandes Puissances, c'est une question de sagesse et de reconnaissance pour nous que de ne point permettre que l'ordre soit troublé chez nous, cet ordre dont l'Europe entière éprouve un si impérieux besoin.

Nous avons été heureux, Monseigneur d'apprendre que nos relations avec la Sublime Porte sont des meilleures. Le nouveau témoignage que la Sublime Porte a donné de ses bonnes dispositions à l'égard de la Roumanie ne peut que resserrer encore davantage les antiques liens qui existent entre les deux pays, liens que des intérêts évidemment communs rendent de jour en jour plus sincères et plus affectueux. Nous avons été également heureux de voir que les grandes Puissances garantes continuent à nous témoigner la même bienveillance que par le passé.

En résolvant de la façon la plus convenable les grandes questions qui sont à l'ordre du jour, en imposant le silence aux passions privées pour n'écouter que les intérêts généraux du pays, en donnant au gouvernement de V. A. un concours loyal, non-exclusif d'un contrôle indépendant mais sincère, nous avons la conviction que nous guérirons tous les maux du pays et que nous conserverons les sympathies et la considération qui appartiennent à une nation uniquement occupée d'intérêts pratiques et non de vaines utopies, constante dans ses aspirations, prudente dans les moyens d'agir et mûre pour ses destinées.

Interprètes des sentiments du peuple roumain, nous souhaitons à V. A. et à S. A. la Princesse Régnante, une vie longue et heureuse qui vous permette de voir accomplie l'œuvre que vous avez commencée.

Hier, le bureau de la Chambre, accompagné d'une députation choisie conformément au règlement, s'est rendu au palais princier et a remis cette adresse entre les mains de S. A.

RÉPONSE DU PRINCE CHARLES.

Monsieur le Président, Messieurs les Députés, je reçois aujourd'hui avec une vraie satisfaction l'adresse votée par la Représentation nationale.

La réponse au discours du trône, acclamé par la presque unanimité de la Chambre, est le commentaire le plus éloquent de mes paroles.

Il y a des moments douloureux dans les cœurs les plus fermes. Voyant comment une minorité qui se servait du nom de la liberté pour propager le désordre, abusait de la bonne foi et de l'insouciance de la majorité paisible des citoyens, pour tâcher de paralyser tous les efforts que j'avais faits dès mon avènement au trône, j'ai cru que mes intentions étaient mal comprises, et comme je n'ai jamais voulu m'imposer au pays, le moment me semblait être venu de me retirer.

Mais aujourd'hui, la nation s'est prononcée de la manière la plus sincère et la plus spontanée. L'accueil enthousiaste que ses mandataires m'ont fait à l'ouverture de la session, accueil dont j'ai été profondément touché, m'a convaincu du dévouement de tous au trône et à la dynastie. Je puise dans ce dévouement la force dont j'ai besoin pour accomplir, avec le concours des Chambres et le patriotisme de tous les bons citoyens, la noble mission qui m'a été donnée.

Il est temps. Messieurs, après tant de tentatives infructueuses, de répondre enfin au besoin le plus impérieux du pays : la stabilité. On ne bâtit rien de solide sur un terrain mouvant et sans cesse agité.

La manière dont vous avez commencé vos travaux est une garantie puissante pour l'avenir. J'ai la conviction que vous persévererez dans cette union que le patriotisme a créée entre le gouvernement et la majorité de la Chambre. Vous ne vous écarterez point de la voie du devoir, sous l'excitation de tendances contraires où séduits par une vaine recherche de popularité.

Encore une fois, Messieurs, je vous remercie. Je vous remercie aussi au nom de la Princesse Régnante pour les sentiments de dévouement et les vœux chaleureux que vous nous adressez.

Je souhaite du fond de mon âme que vos travaux produisent des fruits salutaires pour le bonheur de la Roumanie.

Allemagne. — DISCOURS DE L'EMPEREUR GUILLAUME POUR LA CLOTURE DU REICHSTAG, LE 15 JUIN 1871.

Honorés Messieurs! Lorsque, il y a trois mois, Je vous saluais à cette place, Je désignais comme l'honorale tâche du premier *Reichstag* allemand, celle de fermer le plus tôt possible les blessures faites par la guerre et de prouver la reconnaissance de la patrie envers ceux qui ont payé la victoire de leur sang et de leur vie. Vous avez, d'une main libérale, accordé pour les guerriers atteints dans leur santé, et

pour les familles de ceux qui ont succombé, — ce que la gratitude de la patrie peut leur donner comme réparation.

Vous avez assuré aux Gouvernements Confédérés les moyens d'adoucir le préjudice que l'appel sous les drapeaux a causé, dans leur situation professionnelle, à beaucoup de ceux qui étaient appelés.

Pour réparer les dommages que les habitants de nos anciennes frontières et que les gens qui font retour à l'Allemagne, ont eu à souffrir, — pour indemniser les pertes que la guerre a fait éprouver à la navigation allemande, et pour alléger la situation dans laquelle se sont trouvés des citoyens allemands par suite de leur expulsion de France, — vous avez volontiers prêté votre concours.

De concert avec les Gouvernements Confédérés, vous m'avez donné la possibilité de témoigner la reconnaissance de la patrie aux hommes qui, en instruisant l'armée allemande, l'ont rendue capable de ce qu'elle a fait, qui l'ont conduite de victoire en victoire, et ont assuré les glorieux résultats de la guerre. Je satisfais un besoia de mon cœur, en vous exprimant ma reconnaissance impériale en mon nom et au nom de l'armée allemande.

Par la rédaction nouvelle de la Constitution de l'Empire les relations de droit entre les États de l'Allemagne ont reçu une forme correspondante aux traités, et par le budget supplémentaire de 1871, les rapports financiers des États Confédérés vis-à-vis de l'Empire ont trouvé leur régularisation. La plus grande partie de la législation de l'Allemagne du Nord est devenue la législation de l'Empire, et celle-ci, au début de son activité commune a réglé les garanties exigées des entreprises industrielles — d'une manière dont les bienfaits se feront sentir, en première ligne, aux invalides du travail.

Pour les institutions qui sont à créer en Alsace et en Lorraine, la base légale se trouve acquise. Les délibérations qui ont eu lieu sur ce sujet au sein de votre assemblée, auront convaincu les habitants de ces pays que les gouvernements allemands et le peuple allemand, quelles que puissent être les divergences de leurs idées sur des questions particulières, ont la pensée et la volonté communes de faire du pays que nous avons reconquis, — en y ménageant des institutions consacrées, — et par une administration douce, par le libre développement de sa législation — un membre de notre grande patrie, intimement uni à tous les autres.

Pendant le cours de votre Session, la paix avec la France a été conclue définitivement. Cette conclusion et le rétablissement de l'autorité légale en France ont rendu possible, à ma satisfaction, de faire revenir dans la patrie une grande partie de l'armée. La fin de vos

travaux coïncide avec l'entrée dans ma capitale des troupes victorieuses formées de toutes les parties de l'armée allemande. Vous serez, honorés Messieurs, témoins de cette entrée, et, en retournant dans vos foyers sous l'impression de cette tête nationale, vous emporterez avec vous la joyeuse certitude que le dévouement patriotique de la représentation du peuple allemand a une part légitime au grandiose développement de la patrie et à l'éclat de la fête du triomphe. Puisse, comme je l'espère de la grâce de Dieu, et comme les rapports établis à nouveau entre l'Empire d'Allemagne et les puissances étrangères me permettent d'en être convaincu, — puisse la paix dont nous jouissons, être une paix durable !

Portugal. — DISCOURS DU ROI POUR L'OUVERTURE DES CORTÈS,
LE 13 JUILLET 1871.

Dignes pairs du royaume et Messieurs les députés de la nation portugaise. Après que la volonté du pays a été consultée, j'ai le plaisir de me trouver au sein de la représentation nationale, accomplissant ainsi le plus doux des devoirs d'un monarque constitutionnel. Nos relations amicales avec les puissances étrangères continuent sans altération, et la plus complète tranquillité publique intérieure a régné partout.

C'est avec la plus cordiale satisfaction que j'ai reçu la visite de mes augustes parents, LL. MM. l'empereur et l'impératrice du Brésil. Je suis charmé d'avoir remarqué que la réception publique faite à LL. MM. dénote combien est universelle l'appréciation de leurs hautes qualités, et aussi combien est profonde la conviction des intimes relations qui lient les deux pays de Portugal et du Brésil, possédant la même origine, la même langue, les mêmes institutions, la même dynastie, les mêmes intérêts véritables.

Grâce aux efforts combinés de diverses administrations et de différents Parlements, on peut assurer que non-seulement notre situation financière a cessé de s'aggraver, mais encore que cette situation s'est améliorée. Toutefois, elle est encore assez grave pour réclamer toute votre sollicitude et pour que mon gouvernement doive recourir à votre coopération éclairée, afin d'atteindre à l'organisation des finances publiques, aussi complète qu'elle est indispensable et urgente.

L'observation rigoureuse d'une plus grande économie dans toutes les branches de l'administration publique, conjointement avec l'emploi des moyens d'amélioration des recettes de l'Etat en harmonie avec les facultés productrices du pays, permettront bientôt de se li-

bérer des pesantes charges auxquelles nous a assujettis la permanence de l'absence d'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques.

Les exigences de l'organisation des finances nationales ne feront pas perdre de vue la nécessité de subvenir à la dotation suffisante des services publics bien organisés, de nature à assurer la tranquillité, l'indépendance, l'instruction, la vitalité de l'administration, et à garantir enfin les bonnes conditions morales et matérielles du pays tant dans la métropole que dans les provinces d'outre-mer. Mon gouvernement soumettra à votre examen les mesures que cette question si importante réclame impérieusement.

Dignes pairs du royaume et messieurs les députés de la nation, faisant appel à votre précieuse coopération dans l'accomplissement de vos devoirs élevés qui vous incombent, j'ai la confiance que nous pourrons, avec l'aide de la Providence, répondre aux désirs du pays si disposé d'arriver définitivement à la jouissance des avantages auxquels il n'a jamais cessé d'aspirer.

La session est ouverte.

Saint-Siége. — ENCYCLIQUE DU PAPE A TOUS LES PATRIARCES, PRIMATS ARCHEVÈQUES, ÉVÈQUES ET AUTRES ORDINAIRES DE L'UNIVERS CATHOLIQUE, EN GRACE ET COMMUNION AVEC LE SIÉGE APOSTOLIQUE.

Rome, le 5 août 1871.

Vénérables frères, salut et bénédiction apostolique,

Souvent, vénérables frères, dans le cours de ce long pontificat, nous adressant à vous, nous vous avons dit avec quel sentiment de reconnaissance nous avions reçu les témoignages de cette dévotion et de cet amour que le Dieu des miséricordes a mis dans vos coeurs et dans le cœur des fidèles confiés à vos soins, pour nous et pour ce Siège apostolique. Depuis que les ennemis de Dieu ont commencé à envahir son domaine temporel afin de prévaloir, si cela était possible, contre Jésus-Christ et contre l'Église qui est le corps de Jésus-Christ lui-même et sa plénitude : *Quæ est corpus ipsius et plenitudo ejus*, vous, vénérables frères, et le peuple chrétien, n'avez jamais cessé de supplier Dieu, à qui les vents et la mer obéissent, de vouloir bien apaiser la tempête; jamais non plus vous n'avez oublié de multiplier les manifestations de votre amour et d'employer tous les moyens par lesquels pouvait être adoucie notre tribulation. Mais lorsque nous fûmes dépouillé de la possession de cette ville, qui est la capitale de tout l'univers catholique, et livré au bon plaisir de nos oppresseurs, unis à la plupart des fidèles de vos diocèses, vous avez

redoublé vos prières et affirmé par de fréquentes démonstrations les droits sacrés de la religion et de la justice, foulés aux pieds avec une audace inouïe.

Maintenant que, par un événement tout nouveau depuis Saint-Pierre et sans exemple dans la série des Pontifes romains, nous avons atteint la vingt-sixième année de notre ministère apostolique dans la chaire de Rome, vous avez donné de telles marques de votre joie pour cet insigne bienfait accordé à notre petitesse et attesté par là d'une manière si éclatante la puissante vie de la famille chrétienne, que nous en sommes profondément ému. Joignant nos vœux aux vôtres, nous puisions dans ce fait de nouvelles forces pour attendre avec plus de confiance le plein et absolu triomphe de l'Église. Il nous a été très-doux d'apprendre que partout de nombreux bataillons de supplicants se pressaient dans les temples les plus saints, et que sur toute la terre les fidèles accouraient en grand nombre autour de leur propre pasteur pour rendre grâce à Dieu du bienfait qu'il nous a accordé, et lui demander instamment la victoire de l'Église, par les prières publiques et la réception des sacrements.

Nous avons senti notre douleur et nos sollicitudes non-seulement s'adoucir, mais se changer en joie par vos lettres de félicitation, par tant d'hommages et de vœux, par l'arrivée souvent renouvelée de fidèles venus des diverses parties du monde, entre lesquels beaucoup, plus nobles encore par la foi, l'étaient par la naissance, par les dignités ecclésiastiques ou civiles, et qui tous, unis dans un même amour et pour la même action au plus grand nombre des citoyens de cette ville et des provinces envahies, accouraient ainsi, même de pays lointains, s'exposant volontiers aux périls et aux outrages que nous-mêmes avons à subir, afin d'attester publiquement les sentiments religieux qu'eux et leurs concitoyens ont dans le cœur pour nous. Ils nous en ont apporté le témoignage dans des volumes où des centaines et des centaines de milliers de fidèles ont écrit leur nom, pour flétrir énergiquement l'invasion de notre principauté et pour en demander la restitution, que réclament et commandent la religion, la justice et l'intérêt même des États civilisés.

En cette occasion, l'aumône par laquelle riches et pauvres s'efforcent à l'envi de pourvoir aux besoins de l'indigence où nous sommes réduit, cette aumône est devenue encore plus abondante, et nous avons vu s'y joindre des dons multipliés, de diverse nature, d'une grande beauté, le tribut splendide des arts chrétiens honrant surtout la double puissance que nous tenons de Dieu, la puissance spirituelle et la puissance royale, et une ample et riche provision de vêtements et de vases sacrés pour nous mettre en état de

subvenir aux nécessités de tant d'églises plongées dans le plus triste dénuement.

C'est là certes un effet admirable de l'unité catholique ; il démontre jusqu'à l'évidence que l'Église universelle, quoique répandue sur toute la terre et formée de nations qui diffèrent par les mœurs, par le caractère, par les études, est animée d'un seul et même esprit, l'esprit de Dieu, qui la fortifie d'une manière d'autant plus prodigieuse que l'impiété la poursuit et la presse avec plus de fureur, et cherche avec plus de perfidie à lui enlever tout secours humain. Que nos actions de grâces s'épanchent de nos cœurs et montent vers lui, qui, ajoutant ainsi à la gloire de son nom, console nos cœurs affligés par cette manifestation de sa vertu et de sa puissance et les soutient par l'espérance d'un indubitable triomphe.

Mais si nous rapportons à l'auteur de tout bien les bienfaits reçus, nous n'en sommes pas moins rempli de reconnaissance pour ceux qui, instruments dociles de la divine Providence, nous ont rendu tous les devoirs de l'aumône, de la consolation, de l'obéissance, de la piété, de l'amour. Elevant nos yeux et nos mains vers le ciel, tout ce qui nous a été offert par nos fils au nom du Seigneur, nous le lui offrons, demandant de toutes nos forces qu'il daigne au plus tôt exaucer leurs vœux communs pour la liberté de ce Saint-Siége, pour la victoire de l'Église, pour la tranquillité du monde, et répandre sur tous et sur chacun libéralement, dans l'ordre spirituel et dans l'ordre temporel, les grâces que nous ne pouvons donner.

Nous aurions voulu envoyer à tous et à chacun en particulier une marque de notre gratitude et de notre bienveillante affection ; mais l'immense quantité des témoignages reçus verbalement ou par écrit, ou en offrandes, ne le permet pas. C'est pourquoi, afin de réaliser votre désir en quelque manière, nous nous adressons à vous, vénérables frères, qui avez la première part dans ces sentiments de notre âme, et nous vous prions de les faire connaître et de les exposer à notre clergé et à votre peuple. Exhortez-les aussi à persévéérer tous constamment avec vous et d'un cœur plein de confiance dans la prière, car si la prière assidue du juste pénètre le ciel et ne cesse que lorsque le Très-Haut le regarde, si le Christ a promis d'être présent là où deux se trouveraient unis en son nom et que le Père céleste fera tout ce qu'ils demanderont, à combien plus forte raison l'Église universelle obtiendra-t-elle par sa prière continue et unanime de voir enfin, la justice divine lui devenant propice, les forces infernales brisées, les efforts de la malice humaine repoussés, la paix et la justice ramenées sur la terre.

Quant à ce qui vous regarde, vénérables frères, appliquez surtout

vos zèle et vos forces à vous tenir plus étroitement unis, afin d'opposer une phalange impénétrable aux ennemis de Dieu qui emploient chaque jour de nouveaux artifices dans leurs attaques contre l'Église, que jamais aucune force ne pourra détruire; par là, vous résisterez plus facilement et efficacement à leur choc et mettrez plus aisément leurs troupes en déroute. Voilà ce que nous désirons ardemment, ce que nous demandons instamment, ce que nous sollicitons de tout notre cœur pour vous et pour toute la famille catholique. En attendant, comme gage de l'événement si désiré de la faveur divine, comme témoignage de notre bienveillance et de notre gratitude, nous donnons avec amour, du fond de notre cœur, à chacun de vous, vénérables frères, au clergé et à tout le peuple confié à vos soins, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, ce 5 août, fête de Notre-Dame des Neiges, l'an du Seigneur 1871,

De notre pontificat le vingt-sixième.

Signé : Pie IX.

Grande-Bretagne. — MESSAGE DE LA REINE POUR LA CLOTURE
DU PARLEMENT.

le 21 août 1871.

Mylords et messieurs, le moment est venu où je puis vous dispenser de votre assiduité au Parlement et vous remercier de vos labeurs infatigables pour le bien public. Je reconnais avec satisfaction le fidèle empressement que vous avez mis à voter la dotation pour mes bien-aimés enfants, la princesse Louise et le prince Arthur.

Les grands événements et les changements importants récemment arrivés sur le continent de l'Europe n'ont pas compromis les relations amicales existant entre la couronne du Royaume-Uni et les puissances étrangères. Quelque part que je sois appelée à prendre à des questions internationales qui pourraient surgir de temps à autre, elle aura, comme toujours, pour but unique le maintien général de la concorde et du droit public.

La conférence qui siégeait à Londres s'est accrue, pendant ses délibérations, d'un plénipotentiaire français. Elle a résolu de réviser les stipulations du traité de 1856 concernant la mer Noire et le Bosphore. J'ai la confiance que la décision unanime des puissances, consignée dans un nouveau traité, pourra contribuer à assurer le bien-être et la tranquillité de l'Orient.

C'est avec une satisfaction toute particulière que je mentionne, en

cette occasion, nos relations avec les États-Unis d'Amérique. Le traité de Washington établit un mode de règlement général de diverses questions longtemps en discussion. Les communications avec le Gouvernement américain n'ont pas été sans promettre des avantages pour les autres pays, le Président a approuvé, ainsi que moi, le principe du recours à l'arbitrage à l'amiable proclamé par le traité de Paris, et que je me réjouis d'avoir eu l'occasion de recommander par l'exemple. Nous avons adopté, de concert, certaines règles destinées à diriger la conduite maritime des neutres, J'ai la confiance que ces règles pourront, avant longtemps, être généralement reconnues, et qu'elles formeront une addition précieuse au Code du droit international. Je compte entièrement sur la disposition du Gouvernement américain à l'effet d'adopter ultérieurement, avec zèle et cordialité, les arrangements subsidiaires dans le but de l'exécution du traité.

J'apprendrai au Gouvernement du Canada que les dispositions exigeant son assentiment ont, à mon avis, une très-grande tendance à favoriser les intérêts de ce domaine. Toutefois, le Parlement canadien rendra sur ces dispositions un jugement indépendant et définitif.

Le gouvernement français a émis le désir de modifier quelques dispositions du traité de commerce de 1860, qui peut actuellement prendre fin moyennant un avis préalable donné douze mois à l'avance. Je désire répondre aux vœux d'une puissance amie et prêter la main à toute mesure tendante à satisfaire ses exigences fiscales ; mais je verrais avec regret tout changement de nature à restreindre entre les deux pays les rapports de commerce qui ont tant contribué à leur plus étroite union.

Messieurs de la Chambre des Communes, je vous remercie des généreux subsides que, dans les circonstances de l'année, j'ai donné l'ordre à mon ministère de vous demander, ainsi que du crédit que vous avez voté afin de subvenir aux frais d'indemnités requises par l'abolition de l'achat des grades dans l'armée.

Mylords et Messieurs, je remarque avec regret que vous n'avez pu statuer définitivement sur le traitement de certains objets à vous recommandés par le discours du Trône au commencement de la session. Mais plusieurs lois importantes ont été ajoutées au livre des statuts.

Par le bill du règlement de l'armée vous avez fait une généreuse allocation aux officiers de l'armée qui n'auront plus la permission, lors de leur retraite, de vendre leurs commissions (grades) à leurs successeurs. Et en transférant au Gouvernement exécutif des pouvoirs au sujet des troupes auxiliaires, pouvoirs dont étaient investis jusqu'ici les lords-lieutenants de comtés, vous avez posé la base de me-

sures destinées à effectuer une plus étroite union, entre les diverses forces de terre du Royaume-Uni.

L'acte par lequel, après mûr examen des faits, vous avez conféré des pouvoirs extraordinaire au vice-roi d'Irlande, pour la répression de violences agraires dans Westmeath, a ainsi parfaitement répondu à son objet.

De tous côtés, en cette partie du Royaume-Uni, l'on est heureux de voir le crime disparaître en même temps que prospèrent l'agriculture et le commerce.

Grâce aux mesures ayant trait aux serments religieux et universitaire, à la révocation de l'acte des titres ecclésiastiques et aux lois affectant les unions industrielles, vous avez mis un terme à des controverses prolongées et sérieuses.

L'acte de la direction du Gouvernement local, j'en ai la confiance, préparera les voies à d'importantes améliorations sanitaires et administratives, et l'acte relatif au comité judiciaire dotera d'un élément de force bien nécessaire un important tribunal et fournira la chance d'en finir avec un nombre sérieux d'appels actuellement interjetés devant le conseil privé; mais il est très-vraisemblable que pendant longtemps encore, les intérêts grands et divers du Royaume-Uni et du pays entier, tout en étendant les demandes de la société moderne, pourront faire obstacle à ce que la lumière se fasse sur la tâche honorable, mais ardue de la législation.

L'état du revenu public, l'essor repris par le commerce et la perspective favorable de la récolte, sont des éléments de satisfaction pour le pays, et j'ai la confiance que ces bienfaits de la Providence et tous autres trouveront un légitime accueil dans les cœurs d'un peuple reconnaissant.

**Serbie. — DISCOURS DE LA RÉGENCE A L'OUVERTURE DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 6 SEPTEMBRE 1871.**

Frères,

Élus pour une période législative de trois ans en conformité des lois décrétées et proclamées l'an dernier, vous vous réunissez aujourd'hui en première session pour délibérer, au nom de Dieu, avec le gouvernement sur les affaires de la législation du pays. Votre réunion inaugure le cours désormais régulier de l'institution de l'Assemblée nationale et donne à notre constitutionnalisme une stable et forte garantie.

Nous avons le plaisir de vous annoncer que, sous le bienfaisant

abri de notre édifice constitutionnel, un heureux développement se fait sentir sous tous les rapports. A peine deux années se sont-elles écoulées depuis que la constitution nationale a été proclamée, que l'on observe déjà dans toutes les sphères de la vie publique plus de consciente activité, un mouvement plus vif.

Les affaires, surtout sous le rapport économique, ont pris un essor tout à fait inconnu jusqu'à présent chez nous. La sécurité dont on jouissait déjà et à laquelle la Constitution est venue donner encore de plus fortes garanties a réveillé les esprits et les a tournés vers des entreprises économiques de tout genre. Les forces prééudemment dispersées, les capitaux disséminés, commencent à se réunir rapidement, et avec la puissance que donne l'esprit d'association tentent des entreprises plus importantes et plus fruitueuses. Le bon exemple donné par la capitale trouve de plus en plus d'émulation dans les autres villes, et le travail du cultivateur y reçoit une rémunération croissante.

Si le système constitutionnel a introduit une plus grande activité dans le mouvement économique, celui-ci, à son tour, lui créera par la prospérité matérielle qui en découlera un appui si solide, une garantie si forte, qu'ici encore le principe de la solidarité montrera sa force vivifiante.

Au milieu de cet essor économique, les brillantes perspectives que l'on avait pour cette année ont été momentanément assombries. Lorsque les récoltes se trouvaient dans les meilleures conditions de réussite, des pluies torrentielles sont venues inonder un grand nombre de nos fertiles vallées, mettant à néant le fruit du labeur de beaucoup d'entre nos frères.

A la première nouvelle de ces fatals événements, nous avons envoyé dans les contrées inondées nos commissaires, hommes entendus et d'expérience, pour venir en aide aux victimes là où le besoin s'en faisait sentir et pour étudier les causes qui rendent les inondations de plus en plus fréquentes dans notre pays.

Heureusement, les rapports de nos commissaires montrèrent bientôt que les premières nouvelles avaient donné aux ravages des proportions beaucoup plus grandes qu'ils n'étaient en réalité. Les pertes éprouvées dans certaines localités étaient sans doute grandes, mais dans les endroits un peu élevés les récoltes étaient restées dans un état florissant, de sorte qu'en somme nous n'avons pas à redouter une mauvaise année.

Les communes sont venues en aide à ceux qui avaient souffert de l'inondation, et là où les ressources communales ne suffisaient pas, les secours ont été fournis par l'État. Mais cette aide n'est que passa-

gère, et il est nécessaire que nous nous efforçions de prévenir autant que faire se peut le retour d'un fléau qui commence à se reproduire si fréquemment que dans l'espace des sept dernières années, nous avons subi deux fois des inondations aussi considérables.

Il est probable que la situation topographique de notre pays nous obligera à nous défendre toujours plus ou moins contre cet élément dévastateur, mais il est hors de doute que par de sérieux efforts nous pouvons réussir à l'affaiblir notablement.

Vous verrez d'après le rapport de la commission que nous avons instituée pour étudier à fond cette question que les particuliers eux-mêmes et les communes peuvent faire disparaître plusieurs des causes d'inondation. Pour remédier aux autres, il devient indispensable de faire des sacrifices considérables et des études prolongées. Dans tous les cas, vous pouvez être assurés que la coopération du gouvernement, dans les limites de son pouvoir et de ses ressources, ne vous fera pas défaut partout où elle serait nécessaire.

Ces accidents montrent à l'évidence que surtout notre population rurale est exposée à des calamités qui demandent de fréquents et prompts secours pécuniaires à des conditions avantageuses. D'un autre côté, le besoin ne se fait pas moins sentir de favoriser chez le peuple l'économie et la réunion des capitaux. Pour ouvrir cette source de secours le gouvernement n'a pas négligé de rechercher le moyen le plus approprié d'y parvenir. Dans ce but il vous sera soumis un projet de loi sur la création de caisses d'épargne départementales, institution par laquelle, il faut l'espérer, nous parviendrons à atteindre ce double but et particulièrement le premier, celui de préserver nos concitoyens nécessiteux d'emprunts à taux exagéré.

De même pour répondre à un vœu plusieurs fois exprimé au nom du peuple, il vous sera soumis un projet de loi sur l'introduction du jury pour les cas prévus dans la constitution nationale. Vous vous convaincrez que dans cette circonstance aussi l'on a maintenu le principe salutaire qui nous a constamment guidé dans la transformation politique du pays et qui consiste à mettre en harmonie les progrès de la science avec les besoins du peuple et les circonstances où il est appelé à vivre.

Nous espérons que l'Assemblée trouvera un notable allégement pour le peuple dans le projet de loi sur le règlement des dépenses des fonctionnaires administratifs appelés à parcourir le pays pour affaires de service. Plusieurs des assemblées nationales ont agité cette question qui, nous l'espérons, aura trouvé cette fois une solution satisfaisante.

Il vous sera soumis d'autres projets de loi, parmi lesquels ceux

relatifs aux revenus des ecclésiastiques et à l'amélioration de la position des instituteurs méritent spécialement votre bienveillante attention. Si le budget de l'instruction publique a été considérablement augmenté ces trois dernières années, les besoins du pays dans cette branche sont tels que nous ne pouvons de longtemps encore nous arrêter devant de nouveaux sacrifices. Nous mettons encore au nombre de ces derniers les crédits que le Gouvernement vous demandera pour pourvoir à la construction des bâtiments nécessaires pour une école normale et pour une école d'agriculture.

L'instruction publique et l'armée doivent rester constamment les objets de notre sollicitude particulière. C'est dans ce but qu'il a été tenu cette année des écoles pour l'instruction des officiers de notre milice. La composition de celle-ci a été perfectionnée et des armes transformées d'après le système le plus moderne sont distribuées cet automne aux hommes de la première classe, en échange de celles qu'ils avaient en mains et qui sont données aux miliciens de la seconde classe. C'est donc satisfaits et rassurés que nous pouvons désormais regarder notre milice nationale aujourd'hui entièrement armée.

Vous trouverez dans le budget de l'Etat la proposition d'allouer aux chefs de compagnie une indemnité pour les frais que leur impose l'exercice de leurs fonctions dont la sphère sera en même temps agrandie. Nous ne doutons pas que ce projet ne rencontre également auprès de vous un favorable accueil.

La question la plus importante que vous aurez à décider est incontestablement celle du chemin de fer serbe. Depuis l'an dernier cette question a fait un grand pas en avant. Différents intérêts se sont à tel point entremêlés dans cette question, que pour les concilier, il a été tenu récemment à Vienne une conférence internationale à laquelle nous avons aussi envoyé nos délégués, mais avec la réserve expresse de ne pas être liés par ses décisions.

A en juger d'après l'issue des délibérations de la conférence il est vraisemblable que nous obtiendrons dans six mois le raccordement des lignes ferrées à Alexinatz ou à Jankova Clissoura. Néanmoins, nous n'avons jamais consenti un instant à ce que l'on enlevât à cette question son caractère international, et nous nous sommes réservé le droit de traiter directement avec la Sublime-Porte, de même que nous avons entamé avec le Gouvernement austro-hongrois des négociations pour la jonction de notre ligne avec celle de Hongrie.

Nous devons être prêts à nous mettre à l'œuvre, pour le cas où la question des raccordements de chemins de fer serait décidée d'une manière satisfaisante. C'est pour cela que seront soumis à l'Assémblée

les projets nécessaires que nous recommandons à votre examen le plus attentif.

Outre les travaux qui viennent d'être énumérés il est échu à cette Assemblée le noble devoir de consacrer, au nom du peuple serbe, ne fût-ce qu'un faible signe de reconnaissance à un cher et précieux souvenir. Il est à votre connaissance que la commune de Belgrade a invité le peuple serbe à une souscription destinée à élever un monument à notre glorieux souverain le prince Michel, d'immortelle mémoire. La Serbie a prouvé qu'elle est digne d'avoir ses grands hommes, car il a été répondu avec empressement et cordialité à cet appel qui n'est pas non plus sans écho dans les contrées serbes les plus lointaines.

Il sera proposé à l'Assemblée que, comme l'organe du peuple serbe, elle décrète que ce monument soit élevé par la Serbie reconnaissante au prince Michel, comme le signe visible de sa gratitude et de son enthousiasme pour ses grandes œuvres.

Il resterait encore qu'à la place du triste souvenir qui a vu arracher du sein de la nation notre glorieux souverain, il s'élevât une chapelle funèbre où le pieux Serbe vint bénir la mémoire du prince martyr.

Frères, nous regardons enfin comme notre devoir de vous exposer l'état d'une question vitale qui nous a occupé dans le cours de cette année. Quand au commencement de cette année il s'est réuni à Londres pour la question de la mer Noire une conférence des puissances signataires au traité de 1856, une autre question fut soulevée, celle de la navigation du Danube et spécialement du dégagement des Portes de Fer. Nous avons immédiatement envoyé à Londres un délégué que nous avons chargé de donner pendant la durée de la Conférence les explications relatives à nos intérêts. Sans préjuger la question en principe, nous avons agi pour qu'elle ne fût pas résolue sans cette participation qui nous a été assurée par les actes solennels sous la garantie desquels se trouve placée notre Principauté. La correspondance officielle (1), sur cette question, vous montrera son issue, ainsi que les difficultés qui y étaient attachées, mais nous ne pourrons en apprécier suffisamment toute l'importance que si l'on tente de faciliter la navigation du Danube par le rétablissement de l'ancien canal romain qui est situé sur notre rive.

Nous avons défendu les droits du pays d'une manière qui, nous l'espérons, méritera votre approbation, et grâce à l'appui bienveillant des puissances, nos efforts n'ont pas été infructueux.

(1) Voir *Archives* 1873, tome IV, page 203.

avoir lieu pendant que la régence gouverne le pays, au nom des Obrénovitch, et lorsque sur le trône de ces derniers est assis leur rejeton sur lequel se concentrent nos meilleures espérances nationales.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE WOLKENSTEIN
A LONDRES.

Salzbourg, le 8 septembre 1871.

Le message par lequel le Parlement a été prorogé le 21 août dernier contient un passage dans lequel il est dit que le gouvernement britannique s'est mis d'accord avec celui des Etats-Unis pour adopter certaines règles concernant l'attitude des neutres en mer, et « au sujet de ces règles, le message exprime la supposition que, dans un temps pas trop éloigné, elles obtiendront l'approbation universelle, et formeront un supplément précieux au code international. »

Le ministre du commerce m'ayant exprimé le désir de recevoir des informations plus détaillées sur cet objet, je vous prie de vouloir bien déférer à cette demande, et de m'en informer le plus tôt possible.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX REPRÉSENTANTS
DE L'EMPIRE.

Vienne, le 12 septembre 1871.

Ainsi que vous l'avez appris par les journaux, l'Empereur, notre auguste maître est allé passer deux jours à Salzbourg, afin d'y saluer à son passage l'empereur Guillaume et de rendre ainsi à ce souverain la visite qu'il a reçue de lui à Ischl. Cet échange de courtoisies constate le rétablissement complet des anciennes relations d'amitié entre les deux monarques et sanctionne les assurances que les deux cabinets se sont mutuellement données, lorsque la nouvelle organisation de l'Allemagne a été décidée.

A ce point de vue, il est tout naturel qu'on attribue à de pareils faits une importance que je suis le premier à leur reconnaître. Mais je dois en même temps attacher du prix à ce qu'on ne dénature pas le véritable caractère de ces entrevues, et qu'on n'y rattache pas des combinaisons qui leur sont restées étrangères. Ce n'est pas une politique de surprise qui vient de se préparer, et aucun projet spécial n'a dû être discuté et encore moins arrêté. Les communications échangées entre les cabinets de Berlin et de Vienne, au mois de décembre

dernier, ainsi que le programme que j'ai exposé aux délégations de l'empire austro-hongrois, restent la base de notre attitude envers l'empire d'Allemagne, comme envers les autres États. La rencontre des souverains et de leurs ministres n'est qu'une simple conséquence de la ligne adoptée alors, à l'approbation de tous. Il n'y a donc pas le moindre motif pour que des préoccupations soient soulevées aujourd'hui que la situation est demeurée exactement la même.

Je n'en suis pas moins heureux de constater que les pourparlers auxquels ces entrevues ont donné lieu ont abouti à des résultats que nous devons considérer comme très-satisfaisants pour nous-mêmes et, — j'aime à le croire, — pour tous les cabinets désireux comme nous de voir la paix de l'Europe assise sur une base solide. Non-seulement mes entretiens avec M. le prince de Bismarck ont fait ressortir notre désir bien sincère de contribuer à l'affermissement de la paix générale et de prévenir le retour de questions irritantes qui pourraient la troubler, mais encore ils nous ont permis de reconnaître une identité parfaite de vues sur la nature de nos rapports à venir, sur l'absence de toute collision d'intérêts, sur l'utilité enfin et la facilité d'une entente préalable dans toutes les questions politiques, et c'est ainsi qu'ils ont servi à établir des relations personnelles de confiance réelle et réciproque.

Présentées ainsi sous leur vrai jour, les rencontres des souverains et de leurs ministres, loin de pouvoir éveiller les méfiances, n'offrent à l'Europe entière qu'un nouveau gage de paix.

Veuillez ne rien négliger pour empêcher autour de vous des appréciations erronées qui seraient de nature à jeter des doutes sur nos intentions ou à représenter ce qui se passe comme pouvant donner ombrage à d'autres cabinets.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Suède. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DE LA DIÈTE,
LE 12 SEPTEMBRE 1874.**

Depuis longtemps il a été reconnu qu'il faut augmenter nos moyens de défense, mais jusqu'à présent cette réforme importante n'a pas été accomplie, bien que la question ait fait l'objet de vos délibérations pendant plusieurs sessions. Il y a cependant peu de questions qui puissent rivaliser d'importance avec celle-ci pour une nation dont la liberté date d'un temps immémorial et qui met le plus haut prix à son indépendance.

Il est vrai que les destinées des peuples et des royaumes sont entre les mains du Tout-Puissant et que le pays dont la sécurité est le

mieux assurée est celui où les principes religieux sont le plus solidement établis; mais de même qu'il n'y a pas de victoire sans lutte, de même il est impossible pour une nation de maintenir son indépendance à moins d'y veiller avec sollicitude et abnégation. L'inaction insouciante n'est pas faite pour engendrer la force qui résiste au moment des épreuves.

En vertu du droit qui m'est conféré par la Constitution, je viens de vous convoquer en session extraordinaire pour cette question importante, et, de cette manière, il y aura moyen de commencer, dès l'année prochaine, l'application de la nouvelle organisation.

Dans l'histoire d'une nation, une année peut avoir une immense importance et il est dangereux de remettre à un lendemain incertain ce qu'il est possible de faire aujourd'hui même. Les projets relatifs à l'organisation de la défense nationale que je vous fais remettre, contiennent des dispositions ayant pour but de développer l'instruction militaire au sein de l'armée permanente, dont l'organisation continue à être basée principalement sur « l'indelning. »

Ces projets contiennent aussi, par rapport à l'entretien et au recrutement, certaines dispositions que la nature des choses et l'équité paraissent également commander. Ces dispositions doivent en même temps avoir pour effet d'écartier les observations présentées sous ces rapports lors de la dernière session.

J'ai confiance en votre appréciation éclairée de ce qu'exige le bien de la patrie, et j'espère que le temps que vous allez consacrer à l'étude de cette question, qui d'ailleurs n'est pas nouvelle pour vous, ne sera pas perdu, mais qu'elle recevra une solution définitive, et qu'ainsi il en résultera pour chacun de vous la satisfaction d'un devoir accompli, et pour la patrie le bonheur et la sécurité.

France. — MESSAGE DE M. THIERS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE
LE 13 SEPTEMBRE 1871.

Messieurs, le devoir du Gouvernement, intéressé à la bonne distribution de vos travaux, autant que vous êtes intéressés à la bonne distribution des siens, car les uns et les autres doivent tendre au bien commun du pays, le devoir du Gouvernement est de vous faire connaître son sentiment sur la résolution qui vous est proposée.

Vous êtes réunis depuis près de huit mois, et ces huit mois, vous le savez, ont été aussi remplis que des années ! Conclure la paix, ressaisir les rênes du Gouvernement éparses ou brisées, transporter toute l'administration de Bordeaux à Versailles, dompter la plus terrible insurrection qui fût jamais, rétablir le crédit, payer notre ran-

çon à l'ennemi, veiller chaque jour sur les incidents de l'occupation étrangère pour en prévenir les suites quelquefois très-inquiétantes, entreprendre une nouvelle constitution de l'armée, rétablir nos relations commerciales par des négociations avec tous nos voisins, arriver enfin à la libération du sol, qui chaque jour s'avance, et essayer de rétablir l'ordre dans les pensées après l'avoir rétabli dans les actes, voilà, depuis près de huit mois, ce que nous faisons ensemble. Et vous savez que dans ce travail, si votre part est bien grande, la nôtre ne l'est pas moins. Or, après tant d'efforts, nous demanderions aujourd'hui un instant de repos au pays, que le pays serait trop juste, trop sensé, trop habitué lui-même à mesurer la limite des forces humaines, pour nous le reprocher.

Mais ce n'est pas de repos qu'il s'agit. Mes collègues et moi, ce n'est pas du repos que nous vous demandons, Messieurs, c'est du temps pour travailler, pour préparer le sujet de vos délibérations de l'année prochaine ; pour composer un budget normal s'il est possible ; pourachever la réorganisation pratique de l'armée, celle qui consiste à reconstituer nos régiments, à leur rendre l'unité qu'ils ont perdue, à les équiper, à les distribuer, à les armer ; pour veiller à la marche de l'administration : pour la régler d'après vos vues et les nôtres ; pour terminer les négociations qui doivent asseoir notre système commercial sur des bases fixes ; pour continuer enfin ce travail infini et incessant de la réorganisation d'un pays bouleversé par deux guerres affreuses au dehors et au dedans, guerres sans exemple et dont les terribles effets peuvent cependant être atténués par notre commun dévouement.

Ce n'est donc pas, je le répète, pour nous reposer, c'est pour travailler que nous vous demandons du temps. Nous en prenons franchement devant le pays la responsabilité tout entière.

Mais vous, Messieurs, n'avez-vous pas vos motifs pour interrompre cette longue session ? Il faut rendre au pays les conseils généraux, conseils de famille tout aussi indispensables que le grand conseil national que vous formez ici. Il faut élire ces conseils, les réunir, ouvrir leur session qui n'a pas eu lieu depuis deux ans, et où tant de ruines sont à réparer, là comme ailleurs.

Or, vous, Messieurs, qui presque tous avez été ou serez membres de ces conseils, pouvez-vous être indifférents à ce qui va se passer, indifférents à l'élection qui va leur rendre l'existence, indifférents à la direction de leurs travaux, à l'esprit qui présidera à leur marche, à l'application toujours difficile d'une législation nouvelle ? En un tel moment, pouvez-vous être absents ? Et votre présence n'est-elle pas aussi indispensable dans vos chefs-lieux qu'à Versailles même ?

Ce n'est pas tout encore. Vous ne pouvez représenter le pays avec vérité, avec autorité, qu'en l'observant bien, qu'en cherchant à reconnaître les modifications que le temps (et par le temps, ce sont les mois, les jours, les heures, qu'il faut entendre aujourd'hui), que le temps, dis-je, produit en lui et qui doit régler notre pensée, notre conduite, nos votes enfin !

Le pays nous voit agir, il nous entend parler, il nous juge ; il se fait, sur toutes choses, son sentiment à lui, et comme il n'a pas une tribune pour l'exprimer, c'est dans l'intimité du foyer qu'il peut nous dire ce qu'il pense et ce qu'il veut.

Et puis, Messieurs, parlons en toute franchise, et avouons, ce que du reste il est permis d'avouer, que nous sommes émus, profondément émus !

Comment ne le serions-nous point ? il s'agit, en ce moment, pour le pays, des plus grands intérêts imaginables. Il s'agit de régler son sort présent et futur. Il s'agit de savoir si c'est d'après la tradition du passé, tradition glorieuse de mille ans, qu'il doit se constituer ou si, s'abandonnant au torrent qui précipite aujourd'hui les nations vers un avenir inconnu, il doit revêtir une forme nouvelle, afin de poursuivre paisiblement ses nobles destinées.

Le pays, objet de l'attention passionnée de l'univers, sera-t-il république ou monarchie ? Adoptera-t-il l'une ou l'autre de ces deux formes de Gouvernement qui divisent aujourd'hui tous les peuples ? Quel problème plus grand fut jamais posé devant une grande nation dans les termes où il se pose maintenant devant nous ?

Je le demande, Messieurs, est-il bien étonnant que ce problème nous agite ? Plus nous sommes sincères et plus nous sommes patriotes, plus il doit nous agiter. Et voyez, regardez les nations, elles sont presque aussi troublées que nous du spectacle extraordinaire que nous leur donnons !

Il n'y a donc pas à nous blâmer d'être si fortement émus. Nous devons l'être. Nous vaudrions moins si nous ne l'étions pas autant. Mais notre émotion devient inévitablement celle du pays ; et quelque légitime qu'en soit le motif, nous devons craindre qu'en se prolongeant elle ôte quelque chose au calme et à la sérénité dont nos esprits ont besoin.

Ainsi, Messieurs, vous séparer quelques semaines pour veiller à la réorganisation départementale de la France, pour en reprendre ou en modifier, s'il le faut, la tradition, vous mettre en tête-à-tête avec le pays pour régler vos pensées sur les siennes, pendant que le gouvernement emploiera le temps que vous lui laisserez à préparer vos nou-

veaux travaux, c'est là une nécessité reconnue et sentie par vous, sentie par la France tout entière.

Cette nécessité admise, une question grave s'élevait. Pour faire face aux charges énormes que nous a léguées le dernier gouvernement, charges qui équivalent au doublement de la dette publique, déjà par lui doublée, il fallait des impôts nouveaux ; nous les avons consciencieusement cherchés et nous vous les avons résolument proposés.

Votre première commission du budget en a déjà admis et approuvé près des deux tiers, et ces deux tiers suffisent à fournir un gage solide à nos emprunts si bien accueillis par les capitalistes français et étrangers.

La portion de ces impôts qui restait à voter est surtout destinée à faire face au service de l'amortissement, service important, indispensable ; car il ne faut pas seulement assurer l'intérêt des emprunts, il faut aussi en assurer le remboursement, soin de premier ordre qui vient d'être négligé pendant vingt années et qu'il faut reprendre sous peine de forfaiture envers l'avenir, envers les générations qui nous suivent.

Cette portion des impôts non encore votée est assurément nécessaire comme l'autre ; mais elle est moins urgente, et quelques semaines consacrées à un examen plus approfondi ne seront pas à regretter.

La portion des impôts qui est destinée à remplir cette partie de nos obligations se composait surtout des taxes sur les matières premières. Après avoir augmenté certains impôts qui pouvaient supporter une charge plus forte, tels que l'enregistrement, les alcools, les sucre, les cafés, les tabacs, il fallait songer à des impôts tout à fait nouveaux. Aidés des lumières des hommes spéciaux, nous avons cherché ces ressources nouvelles, et nous avons pensé que les taxes qui porteraient sur les matières premières auraient l'avantage de se répartir mieux, de se diviser à l'infini et d'être ainsi moins sensibles pour les contribuables. Lorsqu'en effet une livre de coton, de laine, de lin ou de soie est parvenue à se filer, à se tisser, à se colorer, à se convertir en vêtements, il est bien difficile d'en retrouver la valeur et de sentir la charge qui a pu, sous diverses formes, en résulter pour le contribuable. C'est une vérité usuelle que le poids indéfiniment divisé devient presque insensible pour ceux qui le supportent.

Voilà ce qu'avait pensé le Gouvernement.

Mais de telles questions ne sont pas simples : elles ont provoqué dans votre commission du budget un laborieux examen, fait renaître des objections anciennes et amené une revue de tous les impôts possibles. Cela devait être, et cela ne prouve que l'importance du sujet et le sérieux de ceux qui l'ont examiné.

Cet examen a pris et devait prendre plusieurs mois, et nous sommes arrivés ainsi à l'heure présente sans avoir abouti ni les uns ni les autres à des résolutions définitives.

La nécessité d'une suspension nous étant apparue à tous, une commission ayant été formée pour fixer le jour de votre séparation et celui de votre retour, le Gouvernement, afin de pacifier par des transactions des dissensiments qui divisent quelquefois nos esprits sans diviser nos cœurs, a imaginé de vous proposer l'établissement d'un décime éventuel, temporaire, qui porterait à la fois sur toutes les contributions, et qui serait le supplément certain de nos ressources, si, d'aujourd'hui aux premiers jours de l'année 1872, nous n'avions pas choisi entre les différents systèmes d'impôts qui sont aujourd'hui en présence. C'était une ressource destinée à garantir le service de l'amortissement ; car, il faut le répéter, le service des intérêts est déjà assuré par les 360 millions d'impôts que vous avez votés précédemment.

Le Gouvernement, en vous proposant ce supplément de ressources, avait été dirigé par sa vive sollicitude pour le crédit, pour cette puissance du crédit qui est la plus grande de nos forces, et qui, en se déployant naguère avec tant d'énergie, a étonné le monde, l'a presque réjoui en lui apprenant que la France était toujours vivante, toujours vigoureuse, toujours prompte à renaitre.

Cependant, ce décime, quoique apporté comme ressource éventuelle, a inquiété quelques esprits, provoqué les observations que tout impôt suscite, et l'on s'est demandé si cette garantie supplémentaire était vraiment indispensable. En effet, Messieurs, en vous voyant dans ces derniers temps voter courageusement nos 360 millions d'impôts nouveaux, qui peut douter de votre inébranlable résolution de faire honneur aux engagements du pays ? En voyant surtout avec quelle abondance rentrent tous les impôts un moment paralysés par la guerre, avec quelle ponctualité s'acquittent à la Banque de France les effets de commerce dont le paiement était suspendu, qui peut douter de la solvabilité publique et privée de la France ?

Cé n'était donc qu'un scrupule extrême qui nous avait portés à vous proposer un décime comme ressource éventuelle et assurée en cas qu'aucun des systèmes de taxes discutés n'eût prévalu.

Toutefois, reconnaissant que le crédit n'avait pas un besoin indispensable de cette garantie supplémentaire, et que, se reposant sur la probité et la richesse de la France, les capitalistes se disputaient les valeurs françaises dont le prix s'élevait à vue d'œil, le Gouvernement, afin de vous épargner des discussions actuellement impossibles, consent à ajourner toutes les questions d'impôts : impôts sur les matières

premières, impôts sur les diverses natures de revenus, impôt enfin du décime.

Le repos d'esprit qui va nous être accordé à tous, le séjour au sein du pays, l'intime consultation où chacun pourra l'interroger, vous permettront, à votre retour, d'examiner avec plus d'attention, avec plus de fruit, les questions nombreuses que ces nouveaux impôts soulèvent, et le crédit y verra la garantie d'un examen plus calme et plus approfondi.

Quelques esprits ont pensé que si, pour obéir à une nécessité évidente, nous nous séparions aujourd'hui, il conviendrait peut-être de revenir plus tôt, afin de prouver aux capitalistes notre empressement à acquitter les engagements du pays, sauf à prendre après un court délai un second temps de repos.

Le Gouvernement, Messieurs, ne le pense pas, et il doit vous le déclarer avec franchise. Dès que l'interruption actuelle de nos travaux ne peut rien signifier de fâcheux quant à la possibilité et à la volonté de remplir nos engagements, nous pouvons alors consulter librement le besoin d'un repos suffisant. Un repos coupé en deux ne procurerait point aux esprits le bien que nous devons en attendre. Indépendamment des inconvénients d'un second déplacement en plein hiver, il ne laisserait ni à vous le temps de vous occuper de l'administration départementale et de vos intérêts de famille, ni à nous le temps de remplir les devoirs infinis du Gouvernement que votre confiance nous a imposés.

Votre commission vous demande de fixer votre retour au 4 décembre. Nous prenons devant le pays la responsabilité de vous le conseiller après elle, et de vous le demander expressément ; mais, soyez-en bien convaincus, ce n'est pas pour nous soustraire à votre contrôle.

Ce contrôle, nous l'appelons ; nous voudrions que vos regards ne nous quittassent pas un instant, car vous ne seriez témoins que d'une application incessante à l'œuvre si difficile de la réorganisation du pays ; vous ne verriez en nous que des ouvriers dévoués succombant à la fatigue, mais mus par cet intérêt unique qui inspire l'équipage d'un vaisseau en péril où tous, équipage et passagers, unissent leurs efforts pour échapper à un commun désastre.

Heureusement, Messieurs, nous voyons déjà le port se montrer à l'horizon, et cette vue réjouit et soutient nos cœurs. Soyons unis ; travaillons sans trouble, et, dirigés par vous, l'État retrouvera à la fois la patrie, l'ordre, la liberté, le bien-être ; et à toutes ses vieilles gloires il ajoutera la gloire de s'être sauvé lui-même du plus grand et du plus menaçant des naufrages !

Autriche-Hongrie. — RESCRIT IMPÉRIAL ADRESSÉ A LA DIÈTE DE PRAGUE, LE 14 SEPTEMBRE 1871.

Quand nous avons, par notre ordonnance du 30 juillet 1870, convoqué les Diètes de nos royaumes et pays, nous y avons été décidé surtout par les graves événements dont l'Europe était devenue le théâtre, et dont le développement et la portée incalculable ont attiré toute notre attention. Grâce à la protection divine, nous avons réussi à conserver, au milieu de ces événements, les bienfaits de la paix, et maintenant nous pouvons en toute sécurité nous vouer à la tâche de consolider la paix intérieure de l'Empire.

Notre désir est avant tout de régler, d'une façon juste et satisfaisante pour tous, les rapports de notre royaume de Bohême avec le reste de la monarchie, dont la révision a été promise par notre rescrit du 25 août 1870.

Considérant la position constitutionnelle de la couronne de Bohême l'éclat et la puissance qu'elle a values à nous et à nos successeurs; considérant en outre l'inébranlable fidélité avec laquelle la population de Bohême a toujours soutenu notre trône, nous reconnaissions volontiers les droits de ce royaume et nous sommes prêts à en renouveler la reconnaissance par le serment de notre couronnement.

Nous ne pouvons pas non plus nous soustraire aux obligations solennelles que nous avons contractées à l'égard de nos autres royaumes et pays par notre diplôme du 20 oct. 1866, par les lois fondamentales du 26 fév. 1861 et du 21 déc. 1867, enfin par le serment prêté à l'occasion de notre couronnement à notre royaume de Hongrie.

Partant, nous prenons acte avec satisfaction de la disposition exprimée dans les adresses respectueuses de la Diète de notre royaume de Bohême (des 4 septembre et 5 octobre 1870), à mettre les réclamations du pays en harmonie avec les exigences de la puissance de l'Empire et avec les exigences légitimes des autres royaumes et pays.

C'est dans ce sens que nous invitons la Diète à se mettre à l'œuvre. Nous l'invitons à discuter, dans un esprit de modération et de conciliation, la manière dont il convient de régler la situation de notre royaume de Bohême, et à nous fournir la possibilité de terminer, sans violer les droits de nos autres royaumes et pays, un conflit constitutionnel dont la prolongation menacerait gravement les intérêts des fidèles populations de notre Empire.

En chargeant notre Gouvernement de soumettre à la Diète le nouveau système électoral et une loi pour la protection des deux nationalités, nous envoyons à la Diète nos salutations impériales et royales.

Signé : FRANCOIS-JOSEPH.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE WOLKENSTEIN AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 16 septembre 1871.

J'ai causé aujourd'hui avec M. Hammond, sous-secrétaire d'État, actuellement de la direction du Foreign-Office, de ce qui fait l'objet de votre rescrit daté de Salzbourg, 8 septembre, concernant l'adoption par le Gouvernement anglais et par celui des États-Unis de certaines règles pour la conduite des neutres sur mer. Il m'a répondu sans hésiter que le passage du Message du 21 août de la reine Victoria au Parlement, dont il est question, se rapporte à l'article 6 du Traité de Washington du 8 mai 1871, et que les deux Gouvernements prémentionnés feront incessamment aux autres puissances les ouvertures officielles nécessaires au sujet du paragraphe final de l'article ainsi conçu : « And the High Contracting Powers agree to observe these rules as between themselves in future, and to bring them to the knowledge of the other maritime Powers and to invite them to accede to them. »

M. Hammond m'a fait l'observation qu'il ne pouvait pas anticiper sur les démarches officielles des Gouvernements, et qu'il se voyait dans l'impossibilité de me donner des instructions plus explicites sur cette affaire.

Agréez, etc.

Signé : WOLKENSTEIN.

Turquie. — SERVER PACHA A MGR. FRANCHI, NONCE DU PAPE.

Constantinople, le 22 septembre 1871.

La Sublime-Porte a pris connaissance de la lettre que V. G. m'a fait l'honneur de m'adresser.

Le Gouvernement impérial a de tout temps confié la gestion des affaires spirituelles des différentes communautés de l'Empire à ces communautés elles-mêmes et à leurs Églises.

Tous les actes, ainsi que le Traité de Paris lui-même, le prouvent suffisamment.

La Sublime-Porte a donc toujours obéi aux devoirs que lui imposent le soin de sa dignité et la foi aux Traités, en s'abstenant de toute pensée et de tout acte de nature à anéantir ou à affaiblir ses engagements et ses promesses sacrées, par la discussion des questions qui sont du domaine spirituel.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que le Gouvernement impérial se réserve toujours le droit, découlant de sa souveraineté, d'adopter directement et sans autre intervention avec les différentes classes de ses

sujets une ligne de conduite juste et équitable en ce qui concerne leur administration civile.

En conséquence, si des entretiens ont pu avoir lieu jusqu'ici en dehors des principes que j'ai eu l'honneur d'exposer plus haut, V. G. ne doutera point qu'ils n'aient eu pour unique objet de sauvegarder ces mêmes principes vrais et salutaires.

V. G. étant, en qualité d'ambassadeur du Saint-Siége, porteur d'une lettre amicale adressée à S. M. I. le Sultan par S. S. le Pape, nous serons toujours heureux de lui témoigner durant son séjour à Constantinople la haute considération et les sentiments d'estime et d'amitié que nous professons pour sa personne.

Veuillez agréer, etc.

Signé : SERVER PACHA.

Pays-Bas. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES ETATS-GÉNÉRAUX, LE 22 SEPTEMBRE 1871.

Messieurs, Je m'estime heureux de pouvoir faire, à l'ouverture de cette session, des communications favorables par rapport aux intérêts de la patrie.

De même que j'obtins l'année dernière la coopération bienveillante des États belligérants pour le maintien de notre neutralité, depuis cette époque aussi les relations avec toutes les puissances restèrent sur le pied le plus satisfaisant.

J'ai vu avec gratitude la participation cordiale d'une nation voisine à l'hommage solennel que nous avons rendu récemment à la mémoire de soldats glorieusement tombés.

La manière dont l'armée et la marine s'acquittent de leur tâche, tant dans la mère patrie que dans les colonies, continue à donner toute satisfaction.

La nécessité en ayant été constatée, l'organisation de nos forces militaires devra subir des changements en rapport avec le règlement projeté du système de fortifications et la modification de la loi sur la milice.

Nos institutions d'enseignement répondent en général à leur but. Quelques branches néanmoins ont besoin d'être complétées ou réglées de nouveau, ce qui est en cours de préparation.

Les prévisions quant à la récolte ne sont, en grande partie, pas défavorables.

La pêche prospère.

Le commerce et l'industrie, qui ont supporté l'influence de la guerre mieux qu'il n'avait été prévu, entrent, par la paix, dans une période de nouveau développement.

L'État, aussi bien que les provinces, les communes, les wateringues et les associations particulières vouent tous leurs soins aux travaux d'utilité publique.

L'achèvement, dans le courant de cette année, du pont sur le Hollandsch Diep pourra être suivi, après quelques mois, par la jonction de Flessingue au réseau des chemins de fer.

Les services demandés aux employés du Waterstaat augmentent d'année en année. Je me plaît à mentionner ce corps avec satisfaction.

Le projet d'une nouvelle organisation judiciaire vous parviendra bientôt. D'autres projets concernant l'administration de la justice vous seront également présentés sous peu.

Des projets de loi sont prêts concernant l'amélioration des revenus de l'État, la réforme du système d'impôts et une meilleure organisation des pensions des employés civils.

La situation de nos possessions d'outre-mer est en général satisfaisante.

La tranquillité n'a presque pas été troublée.

Une abondante récolte des denrées alimentaires promet une compensation pour d'autres perspectives moins favorables de l'agriculture coloniale.

Des symptômes d'amélioration sont visibles dans le commerce.

La communication directe avec la mère-patrie, au moyen de la navigation à vapeur, a été heureusement établie.

Néanmoins il reste à pourvoir à de graves intérêts.

Des projets d'une grande importance sont donc soumis à vos discussions. Que le développement des véritables intérêts de notre chère patrie reste le but de tous, et puisse, à cet effet, la bénédiction indispensable de Dieu reposer sur vos délibérations.

Je déclare ouverte la session ordinaire des États-Généraux.

**Brésil. — DISCOURS DE LA PRINCESSE RÉGENTE A LA CLOTURE
DES CHAMBRES, LE 30 SEPTEMBRE 1871.**

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

C'est avec la plus grande joie que pour la première fois je m'adresse à l'Assemblée générale.

Grâce à la divine Providence, je puis vous assurer que la tranquillité publique n'a pas été troublée, même légèrement, durant le temps que j'ai rempli la charge glorieuse de l'Empire.

J'ai aussi la satisfaction de vous annoncer que la santé précieuse

de S. M. l'Empereur ne s'est pas altérée, et que celle de S. M. l'Impératrice s'améliore progressivement,

Dans leur voyage en Europe, mes très-aimés et chers parents ont reçu des témoignages d'estime et de respect qui remplissent de satisfaction mon cœur de Brésiliennes et de fille.

Nos relations internationales continuent à être de bonne intelligence et d'amitié. J'espère que des arrangements définitifs de paix entre les alliés et la République du Paraguay se concluront d'une manière satisfaisante.

Le Gouvernement impérial a été invité à nommer un des ministres qui, en vertu du traité de Washington, ont à décider les réclamations pendantes entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique.

J'ai accepté cette invitation avec le désir cordial de donner une nouvelle preuve de notre amitié aux deux parties contractantes et de répondre à la confiance qu'elles ont placée dans le Gouvernement du Brésil.

Reconnaissant les mesures que vous avez prises pour faire face aux besoins du service public, je me réjouis avec vous des lois que vous avez décrétées pour la prolongation de nos chemins de fer, pour la bonne administration de la justice et pour l'extinction graduelle de l'élément servile.

Cette dernière réforme sera le point de départ d'une nouvelle ère de progrès moral et matériel au Brésil. C'est une entreprise qui exige la prudence, les efforts persévérandts et le concours spontané de tous les Brésiliens. J'ai foi que nous arriverons à un succès complet, sans préjudice pour l'agriculture, notre principale industrie, parce que cette mesure est l'expression de la volonté nationale, inspirée par les préceptes les plus élevés de la religion et de la politique.

Le Gouvernement fera ce qui lui incombe pour donner la plus prompte et la plus parfaite exécution à de si grandes réformes, en leur consacrant la plus sérieuse attention.

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

Certaine de votre patriotisme, je compte sur l'action bienfaisante que vos lumières et votre influence continueront à exercer dans l'intervalle des travaux législatifs, pour que la paix de l'Empire s'affermisse encore davantage, et que les grands éléments de prospérité dont le Tout-Puissant a doté notre pays viennent à fructifier.

La session est close.

**Roumanie. — M. COSTAFORO AUX AGENTS ET CONSULS
GÉNÉRAUX ÉTRANGERS A BUCHAREST.**

Bucharest, septembre 1871.

Monsieur l'Agent,

Vous connaissez les difficultés que la question Strousberg a soulevées, tant au sein de la Représentation nationale qu'à l'étranger et la solution que les Corps Législatifs lui ont donnée. Je dois d'abord, M. l'Agent, vous remercier de la bienveillance avec laquelle vous avez agi vis-à-vis de nous en suspendant toute démarche relative aux intérêts des tiers détenteurs d'obligations qui avaient invoqué votre appui et en attendant que le Gouvernement fût en mesure de se prononcer, après avoir obtenu un vote des Corps Législatifs, vote sans lequel aucune décision ne lui était possible.

Je dois maintenant vous entretenir des considérations qui ont inspiré la conduite du Gouvernement de Son Altesse le prince Charles I dans cette question, des dispositions et de la portée de la loi qui vient d'être promulguée, ainsi que des motifs qui ont déterminé le cabinet à soumettre cette loi à la sanction Princière.

Si l'étude des causes doit précéder tout jugement impartial concernant la part de responsabilité qui incombe à chacun, je me permettrai, Monsieur l'Agent, d'attirer votre bienveillante attention sur des faits constatants et incontestables qui ont fait naître et qui ont aggravé cette malheureuse situation dans laquelle on ne saurait attribuer. j'aime à le croire, à l'État Roumain d'autre tort que celui d'avoir placé une confiance illimitée dans ceux qui devaient plus tard en abuser au détriment de ses intérêts et de la bonne foi publique.

Dans les complications de toute nature nées de cette concession de lignes ferrées, il faut se demander avant tout quelle est la cause principale du mal, pourquoi le chemin de fer roumain n'a pas été achevé, pourquoi le paiement des coupons dus aux détenteurs ne s'est pas effectué. Or, il est un point hors de toute contestation : c'est que les concessionnaires à qui nous avions accordé les bénéfices de la concession la plus avantageuse pour eux en même temps que la plus onéreuse à l'État Roumain, ont manqué à tous leurs engagements.

Il leur avait été accordé par l'acte de concession (voyez art. 9 in fine) l'autorisation de vendre « comme ils l'entendent, des obligations « du chemin de fer pour la valeur qu'ils jugeront à propos et dans la « limite du maximum par l'intermédiaire de maisons et d'instituts de « banque ».

Cette autorisation avait pour but de faciliter des émissions anticipées en vue d'une augmentation éventuelle du taux des obligations; et on était en droit d'espérer, surtout de la part des hommes qui n'apportaient pour toute garantie dans cette entreprise que la confiance due à des noms propres généralement connus, qu'ils ne feraient usage de cette liberté qu'avec discrétion et uniquement pour augmenter, par le produit successif de ventes faites en des conditions plus avantageuses, le fond destiné à la construction du chemin de fer.

Les concessionnaires, abusant de la faculté discrétionnaire qu'ils avaient, ont émis, par l'intermédiaire du banquier Jacques, toutes les obligations au prix de 66 %. Le but caché de cette vente prématurée n'a pas tardé à être dévoilé, car malgré la disposition formelle de l'acte de concession qui exige que les fonds soient déposés dans une maison de banque pour servir à la construction des lignes et au payement des intérêts des obligations émises, (voyez art. 9 et 10) MM. Strousberg et compagnie, après avoir disposé de sommes supérieures aux travaux exécutés, aux matériaux livrés et aux intérêts dus, finalement ont détourné de sa destination le dépôt en valeurs et numéraire confié au banquier Jacques; ils ont abandonné inachevés et mal construits tous les travaux des lignes Roman-Galatz-Bucharest; ils ont cessé, à partir du 1^{er} janvier 1871, le paiement du coupon des obligations, et cela contrairement au § 6 de l'article 15, ainsi qu'au § 2 de l'art. 7 qui mettent ce paiement à leur charge pendant la durée de la construction.

La justice, Monsieur l'Agent, ne saurait longtemps rester indifférente en présence de pareils faits audacieux, inouïs peut-être, qui ont porté le trouble et l'anxiété parmi tous les détenteurs d'obligations tant étrangers qu'indigènes.

Profondément préoccupé des intérêts graves qu'il avait à sauvegarder, le cabinet dont j'ai l'honneur de faire partie, s'empressa, dès son arrivée au pouvoir, de poursuivre énergiquement par devant les tribunaux de Berlin la restitution du dépôt soustrait.

Plus tard et après les tentatives les plus persévérandtes à ce sujet, tentatives restées cependant infructueuses jusqu'à cette heure, le Gouvernement, préférant aux lenteurs d'un procès qui prenait des proportions immenses, un double arrangement avec les concessionnaires d'une part, et avec les tiers détenteurs d'obligations de l'autre, crut devoir accéder aux propositions du Dr Strousberg et C^{ie}, et dans l'espoir de voir s'aplanir toutes les difficultés qui tenaient en suspens, tant les intérêts de l'Etat que ceux des détenteurs, il présenta à la Chambre un projet de solution basé sur les dispositions principales suivantes :

Achèvement de par les concessionnaires de la partie du réseau Roman-Galatz-Bucarest-Pitesti ; cession complète du chemin de fer et résiliation en faveur du Gouvernement roumain de l'acte de concession ; restitution sur le dépôt d'une somme de 4 millions de thalers, échelonnée en 22 paiements mensuels, à partir du 1^{er} juillet 1873. Par contre, l'Etat s'obligeait à convertir, à partir du 1^{er} juillet 1871, les anciennes obligations en obligations nouvelles, émanées directement de lui, portant 5 0/0 d'intérêt et amortissables en 49 ans. Le Gouvernement s'engageait à suspendre provisoirement les actions civile et correctionnelle pendantes, sauf à en reprendre la poursuite dans le cas où les garanties stipulées n'auraient pas été fournies dans le délai convenu.

Mais les Chambres ont manifesté, dès le principe, à l'égard des propositions des concessionnaires, ainsi que de la sûreté des garanties qu'ils offraient, une méfiance générale, profonde, et que les antécédents de cette affaire ne légitimaient malheureusement que trop. Quelle foi, en effet, le pays pouvait-il ajouter aux promesses du Dr Strousberg qui avait manqué à tous ses engagements, qui, après avoir inondé les places de l'Europe des obligations du chemin de fer roumain pour une somme de 245 millions destinée à la construction d'un réseau de 908 kilomètres et au paiement des coupons, avait ensuite détourné, de complicité avec le banquier Jacques, les sommes déposées chez ce dernier.

Quelle confiance le Dr Strousberg pouvait-il encore inspirer quand il violait si manifestement sa déclaration spontanée contenue dans l'acte signé à Berlin le 31 décembre, par lequel il reconnaissait comme tombant à la charge des concessionnaires le coupon du 1^{er} janvier 1871 et s'engageait à le payer le 31 mars suivant ? quand il abandonnait tous les travaux de construction des chemins de fer, laissant l'Etat exposé aux réclamations des détenteurs ?

En présence des sentiments de réprobation et de méfiance manifestés par les Chambres, l'attitude que le cabinet de Son Altesse a cru devoir prendre se trouve légitimée et s'explique aisément.

Le projet de convention dont je viens de vous exposer les dispositions principales, stipulait des garanties réelles à fournir par les concessionnaires, ainsi que par le banquier Jacques dans un délai convenu.

L'autorité de la solution contenue dans le projet présenté par le Gouvernement eût été tout autre, s'il avait pu l'accompagner de garanties déjà effectuées.

Mais, malgré les négociations dès longtemps entamées, tant à Berlin, par l'organe de l'agent roumain, qu'à Bucharest par le Gouvernement

avec les représentants des concessionnaires, le docteur Strousberg n'a pas voulu ou n'a pas pu nous fournir au moins une évaluation régulière des immeubles proposés en garantie, ainsi qu'une déclaration officielle des inscriptions antérieures grevant ces immeubles, de façon à nous faire connaître clairement pour quelle somme la partie libre pouvait servir de garantie.

Le Gouvernement, quoique se trouvant dans l'impossibilité de présenter aux Chambres un projet appuyé sur des garanties précises, consentit, néanmoins, à accorder aux concessionnaires un délai de trois mois, sous la condition expresse que ceux-ci exécuteraient les travaux immédiatement après la ratification de la Convention, et que l'Etat se trouverait déchargé de toute obligation dans le cas où les garanties ne seraient pas réalisées dans le délai stipulé.

Mais quand, à la demande du comité de la majorité de l'Assemblée qui avait accepté en principe le projet, il fut postérieurement constaté que le docteur Strousberg et C^{ie} n'avaient même pas pu justifier de la possession de la somme de 8,000,000 de francs pour commencer les travaux, ce dernier fait prouva évidemment que les nouvelles propositions des concessionnaires étaient illusoires et ne méritaient aucune foi.

Aussi le Gouvernement, qui n'avait présenté ce projet que dans l'espoir de voir réaliser les garanties promises et dans le but d'éviter des difficultés internationales, s'empressa de le retirer.

Le projet qui réglementait la conversion des obligations accompagnant le projet retiré, se trouvait donc seul en discussion ; mais ce projet stipulait le paiement par l'Etat du coupon échu le 1^{er} janvier et de celui de juillet 1871, et cela en vue de la compensation fournie par la transaction avec les concessionnaires. Cette compensation disparaissant, le projet de conversion donna lieu à son tour, dans la commission des délégués, à deux projets amendés lesquels admettaient tous les deux le principe d'une juste indemnisation à accorder aux détenteurs d'obligations.

Placé dans cette situation par le cours des événements, le Gouvernement déclara dans les Chambres que, sans s'approprier aucune des deux solutions proposées, et tout en croyant que le mode indiqué par lui serait le plus acceptable, il attendrait, néanmoins, toute décision qu'elles voterait, et s'efforcerait de l'exécuter avec énergie et loyauté dans les limites du possible. Aucune autre attitude n'était permise au Ministère dans ses rapports avec des Chambres qui avaient donné des preuves nombreuses et éclatantes de leurs sentiments de dévouement à l'ordre de choses établi et aux intérêts du pays.

J'ai dû entrer dans tous ces détails, Monsieur l'Agent, afin d'éta-

blir qu'il ne serait ni juste ni équitable de donner accès à des suppositions gratuites et à des critiques précipitées sur les dispositions des Chambres roumaines et sur la conduite du cabinet.

L'État roumain a toujours su faire honneur aux engagements directement contractés par le pays; il a su maintenir intact son crédit au milieu des circonstances les plus critiques et le préserver de l'injuste supposition d'avoir jamais voulu s'enrichir au détriment d'autrui. D'une part le double procès intenté par le Gouvernement devant les tribunaux de Berlin et qui va être poursuivi conformément à l'article 1^{er} de la nouvelle loi, statuera sur la responsabilité et la peine qu'encourent ceux qui se sont mis en contravention avec toutes les notions les plus élémentaires de l'honnête et du juste; d'autre part, le nouveau procès qui va s'ouvrir à Bucharest devant les juges arbitres en vertu du même article pour effectuer la résiliation de la concession, tranchera sous peu, nous en avons le ferme espoir, les difficultés qui suspendent encore le règlement définitif des droits des tiers porteurs d'obligations.

Conformément aux principes posés par la loi nouvellement votée, une estimation équitable et large sera faite de tous les travaux et de tout le matériel existants sur tout le parcours des lignes concédées, et la somme résultant de l'évaluation, sera affectée au dédommagement de tous les détenteurs d'obligations (Article 6).

Vous le voyez, Monsieur l'Agent, si la solution n'est pas encore définitivement réglée, elle n'en est pas moins dès à présent établie sur des bases équitables et de nature à rassurer les esprits et à calmer des craintes exagérées.

Je viens de vous exposer avec sincérité toutes les phases qu'à dû traverser jusqu'à présent cette grave affaire et je n'ai pas entrepris de discuter le point de droit qui règle nos rapports avec les détenteurs d'obligations, car en présence des différentes opinions qui se sont produites, tant à la tribune que dans la presse, les tribunaux seuls ont qualité, il me semble, pour prononcer avec autorité.

Qu'il me soit permis maintenant d'attirer votre attention sur un point qui a exercé dans la marche de toute cette affaire une action décisive. Je veux parler de l'attitude que les possesseurs d'obligations ont cru devoir garder depuis la cessation du paiement du coupon de janvier. Je m'en réfère à votre sagesse et à votre impartialité pour apprécier si des démarches mieux combinées de leur part n'euvent pas exercé une influence heureuse sur la disposition des esprits et sur les résultats obtenus.

En effet, dès que la soustraction du dépôt et la cessation des travaux sont devenus de notoriété publique; dès que les concession-

naires ont déclaré ne pouvoir pas payer le coupon de janvier 1871 ; dès qu'il a été établi que l'entreprise des chemins de fer roumains était gravement compromise et que l'État frustré avait saisi la justice de ses réclamations, qu'ont fait les porteurs d'obligations ? Au lieu de concentrer tous leurs efforts et de combiner leurs démarches avec celles du Gouvernement roumain pour une action commune contre un débiteur commun, ils se sont bornés à recourir à la protection de leurs Gouvernements respectifs et n'ont vu le moyen d'obtenir la constatation et la satisfaction de leurs droits, que dans une intervention diplomatique. S'ils avaient pris la vraie voie, s'ils s'étaient associés, les tribunaux auraient déjà condamné peut-être les concessionnaires, ainsi qu'il a été prouvé dans un cas récent où la justice s'est prononcée à Berlin contre Strousberg sur la poursuite d'un détenteur d'obligations.

Nous étions en droit d'espérer au moins que, constitués en comité, ils chercheraient à s'entendre amiablement avec nous sur le règlement de leurs rapports avec l'Etat roumain. A défaut d'une solution à l'amiable, une sentence arbitrale ou autre, investie de toutes les formes solennelles de la justice, aurait au moins prononcé définitivement entre les deux parties.

Au lieu de cela, recourir à l'intervention des gouvernements, n'était-ce pas de leur part méconnaître l'esprit du siècle présent et vouloir substituer l'action d'une pression politique à celle de la justice, pour résoudre des différends d'intérêts ?

Vu l'absence d'une entente préalable avec les détenteurs d'obligations, le Gouvernement, quand il présenta à la Chambre son projet de conversion, n'avait nullement la conviction de ne pas rencontrer d'obstacles dans les prétentions de ces détenteurs, car, malgré des déclarations rassurantes qui lui avaient été faites par Messieurs les Agents d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, déclarations qu'il s'était empressé de communiquer à la Chambre, il pouvait encore rencontrer des oppositions de la part de ceux des détenteurs qui n'auraient pas voulu reconnaître à Messieurs les Agents le droit de traiter pour eux dans une question qui ne concernait que leurs intérêts privés. Et, en effet, pendant la durée de la discussion, le Gouvernement reçut de la part de plusieurs propriétaires d'obligations des protestations formelles par lesquels ils déclaraient s'opposer à tout projet de conversion.

Enfin, Monsieur l'Agent, qui pourrait équitablement soutenir qu'à l'Etat roumain seul appartient de supporter toutes les pertes résultant de cette fatale concession ? Quelle conscience ne se ferait scrupule de décider que des porteurs d'obligations ayant acheté leurs titres à 66, à 50 % et même à des taux inférieurs, auraient à toucher pendant

90 ans un intérêt de 7 et 1/2 % pour la somme entière de 245 millions, en présence de l'État roumain qui n'a évidemment consenti ces conditions qu'en vue d'un réseau entier et bien construit de 908 kilomètres de chemin de fer, et qui aujourd'hui se trouve n'avoir que 500 et quelques kilomètres mis en circulation prématurément par les concessionnaires, mais qui sont loin d'être achevés, et encore dans des conditions si déplorables de solidité, que plusieurs grands points ont déjà subi des détériorations telles que la circulation se trouve interrompue?

Condamner la Roumanie au paiement d'une somme colossale pour des travaux qui n'ont pas été faits, l'obliger à emprunter une somme équivalente pour effectuer ces travaux et mettre le reste en état de servir, opérations sans lesquelles la ligne aujourd'hui existante ne produirait aucun revenu, c'est lui imposer une charge bien au-dessus de ses forces et elle ne saurait inscrire à son budget la somme nécessaire au paiement de l'annuité, sans dépasser de beaucoup ses ressources tout en désorganisant tous les services.

Telles seraient, néanmoins les conséquences inévitables de cette funeste affaire, si de toutes parts on ne consentait à y apporter les tempéraments dictés par la justice et par l'équité.

Je ne saurais terminer, Monsieur l'Agent sans vous exprimer les profonds regrets avec lesquels le cabinet de soin Altesse a pris connaissance de la communication contenue dans la note No. 1280 du 29 Juillet 1871, et par laquelle Monsieur l'Agent et consul général de l'Allemagne lui annonce que Monsieur le Chancelier de l'Empire a jugé nécessaire de s'adresser à la Sublime Porte pour réclamer d'elle la protection des intérêts allemands.

Quelles que puissent être les conséquences qui résulteront de l'affaire de nos chemins de fer, nous avons l'espoir que la question Strousberg ne prendra pas une portée plus grande que ne le comporte sa nature.

Ce n'est pas aujourd'hui, quand, après des siècles de luttes et de souffrances, notre existence politique se trouve enfin assurée, que nous pourrions craindre de voir porter directement ou indirectement la moindre atteinte aux traités garantis par toutes les grandes Puissances qui nous assurent notre position actuelle.

En faisant donc toutes nos réserves en ce qui concerne la communication susmentionnée, nous plaçons toute notre confiance dans les dispositions bienveillantes des Puissances garantes et nous avons la conviction que la sollicitude de la Sublime Porte, qui nous a jamais fait défaut, nous sera maintenue en cette circonstance.

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur l'Agent, l'assurance de ma haute considération.

Signé : G. GOSTAFORO.

**Allemagne.— DISCOURS DE L'EMPEREUR GUILLAUME A L'OUVERTURE
DU REICHSTAG, LE 16 OCTOBRE 1871.**

Honorés messieurs, lorsqu'en mars dernier je vous ai pour la première fois souhaité la bienvenue, les travaux préliminaires pour la législation régulière ont subi, par suite de la guerre, des retards et des interruptions.

Votre activité devait se porter principalement sur les questions qui découlaient immédiatement de la nouvelle constitution de l'Allemagne. Maintenant, le règlement du budget de l'Empire sera votre principale tâche.

Il s'agit, par l'emploi d'une partie des ressources que nous devons aux succès de la guerre, de dégrevier les Etats fédéraux, pris isolément des avances qu'ils ont dû faire jusqu'à ce jour dans l'intérêt de l'Empire, et par ce moyen d'établir un rapport normal entre le budget de l'Empire et le budget de ses membres.

Il s'agit d'introduire dans le budget de l'Empire les territoires acquis à l'Allemagne, en les dotant d'institutions qui leur soient communes avec l'Empire ou qui leur soient garanties par ce dernier.

Il s'agit de veiller à ce que la situation extérieure (matérielle) des fonctionnaires de l'Empire réponde aux exigences qui doivent leur être imposées dans l'intérêt public.

J'avais espéré qu'il aurait été possible de vous présenter aussi un état budgétaire pour l'administration de l'armée allemande, état qui pourvût suffisamment aux besoins permanents de l'armée. Mais la proportion dans laquelle les travaux nécessités par la guerre ont mis à contribution toutes les forces de l'administration, même au delà de la durée de la guerre, l'œuvre de réorganisation dans laquelle une partie de l'armée est engagée, ont malheureusement empêché de dresser cet état en temps utile. En conséquence, je suis dans la nécessité de demander votre adhésion à une mesure ayant pour objet d'étendre encore à l'année prochaine la période de transition que la Constitution de l'Empire clôt pour le budget militaire, au terme de l'année courante.

L'état qui vous sera présenté ne demande pas aux Etats fédéraux de contributions plus élevées pour l'Empire que celles qui existent actuellement.

Le budget de l'année 1870 a, malgré les effets de la guerre, laissé un excédant pour l'emploi duquel un projet de loi vous sera présenté.

Le règlement de la question monétaire, que la Constitution aban-

donne à l'Empire, a, depuis nombre d'années, éveillé la sollicitude des gouvernements et appelé l'intérêt de la population. J'ai jugé que le moment était venu de jeter les fondements de cette organisation, attendu qu'un règlement de la question monétaire embrassant toute l'Allemagne est devenu possible, et que la situation économique, à ce point de vue, n'a jamais été plus favorable qu'aujourd'hui.

Le Conseil fédéral s'occupe de la délibération d'un projet de loi qui doit tout d'abord créer une monnaie d'or susceptible d'être mise en circulation et arrêter les bases d'une organisation monétaire commune à toute l'Allemagne.

L'éventualité assurée d'une communication ferrée entre l'Allemagne et l'Italie par la Suisse, qui déjà l'an passé a été l'objet d'une décision du Reichstag de l'Allemagne du Nord, sera soumise à vos délibérations. Les Gouvernements et les Parlements de l'Italie et de la Suisse ont donné un appui empressé à l'exécution de cette grande entreprise. J'ai la certitude que les intérêts économiques et politiques qui s'y rattachent ne seront pas moins appréciés par les gouvernements allemands et par le Reichstag allemand qu'ils ne l'ont été dans les deux autres pays,

La concession d'une transaction équitable pour les servitudes qui doivent peser sur les territoires avoisinant les places fortes à créer ou à développer a été une fois de plus l'objet des délibérations des gouvernements fédérés, et le résultat de ces délibérations vous sera soumis sous forme de projet de loi.

J'espère aussi que le projet de loi relatif aux fonctionnaires de l'Empire pourra vous être présenté.

L'indemnité de guerre versée par la France jusqu'à ce jour et à verser dans les premiers mois de l'année prochaine sera appliquée pour une part importante à l'extinction des emprunts que la Confédération de l'Allemagne du Nord avait contractés en vue de faire face aux dépenses de guerre. Pour une partie de ces emprunts, l'extinction est déjà accomplie ou préparée par la dénonciation; pour une autre partie elle a besoin de votre adhésion. Un projet vous sera présenté de ce chef.

Confiant dans le développement durable de la situation intérieure de la France, dans le sens de l'apaisement et de la consolidation, j'ai jugé possible de faire procéder dès maintenant à l'évacuation des départements dont l'occupation, au terme des conditions de paix, devait se prolonger jusqu'au mois de mai de l'année prochaine.

Vous prendrez connaissance, dans la convention conclue à ce sujet le 12 du présent mois, des garanties qui remplacent le gage abandonné. En même temps que cette convention sera soumise à votre

examen et à votre approbation constitutionnelle, une autre convention, relative aux concessions qui devront être faites par l'Allemagne pour assurer certaines facilités à l'industrie de l'Alsace-Lorraine, vous sera présentée.

Sur le terrain de la politique étrangère, mon attention a pu se porter d'autant plus exclusivement sur le complément et la consolidation de la paix de nouveau conclue avec la France, que les relations de l'Allemagne avec tous les Gouvernements étrangers sont pacifiques et empreintes d'une bienveillance réciproque. Mes efforts continueront à tendre à fortifier la confiance légitime que le nouvel Empire allemand veut être un sérieux asile de paix.

Dans cette direction, il m'incombe la tâche particulièrement importante, mais en même temps, pour moi, particulièrement bienvenue, d'entretenir avec les voisins immédiats de l'Allemagne, avec les souverains des puissants empires qui la touchent immédiatement, de la Baltique jusqu'au lac de Constance, des relations amicales de telle nature, que leur solidité soit à l'abri de toute espèce de doute, même dans l'opinion publique.

La pensée que les entrevues que j'ai eues cet été avec les monarques de ces Empires qui me tiennent personnellement de si près seront, en fortifiant la confiance universelle ou un avenir pacifique de l'Europe, utiles à la réalisation d'un tel avenir, cette pensée est particulièrement agréable à mon cœur.

L'Empire allemand et l'Etat impérial austro-hongrois sont, par leur situation géographique et par leur développement historique, si impérissablement, et pour des raisons si variées, appelés à entretenir ensemble des relations de bon voisinage, que la disparition de toute trace de malentendu entre ces Empires par le souvenir de combats qui étaient l'héritage fatal et malheureux d'un passé de mille ans donnera à tout le peuple allemand une sincère satisfaction.

Une pareille satisfaction sera ressentie par la grande majorité de la nation, en présence du développement collectif de l'Empire allemand. J'en ai pour garant l'accueil cordial qui, sur tous les points de notre grande patrie, a été fait à ma personne, en ma qualité de représentant de cet Empire. Cet accueil m'a comblé de joie; mais il m'a, avant tout, pénétré de reconnaissance envers Dieu pour ses bénédictions qui, dans l'avenir encore, ne manqueront pas de seconder nos efforts communs et loyaux.

F. AMYOT.

**Serbie. — DISCOURS DE LA RÉGENCE PRINCIÈRE A LA CLOTURE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, le 24 octobre 1871.**

Frères, en venant au milieu de vous, prononcer la clôture de la session de cette année de l'Assemblée nationale, nous ne pouvons ne pas jeter un coup d'œil sur le résultat de vos travaux.

L'Assemblée nationale de l'année dernière ayant, par ses décrets relatifs aux lois fondamentales, contribué à faire entrer en vigueur la constitution nationale, il était naturel que la tâche de la présente Assemblée fût de diriger ses travaux surtout vers le développement économique et le perfectionnement de l'administration du pays. Et en effet il n'est pas peu considérable le nombre des questions de cette catégorie que l'Assemblée nationale, dans son infatigable activité, a réussi à comprendre dans le cercle de ses délibérations soit pour les régler à nouveau, soit pour les compléter et les améliorer.

Notre Principauté est encore jeune et l'on compte déjà un grand nombre de créations bonnes et utiles; mais il reste encore beaucoup à créer et à améliorer. Cette session n'est pas restée au-dessous de sa tâche et elle a fait faire à la Serbie un pas considérable en avant. Les questions dont elle s'est occupée ont été résolues dans l'esprit des vrais besoins du pays et elle a exclu de ses décisions, d'une part, tout ce qui aurait tendu à transplanter dans notre pays des institutions incompatibles avec notre esprit national, et, de l'autre, tout ce qui aurait pu paraître empreint de précipitation.

Frères, la précipitation est pour les jeunes États un des plus grands dangers. La Serbie, toujours prudente et recueillie, reste toujours maîtresse d'elle-même, tandis que, lancée dans la voie de l'imitation ou jetée dans le tourbillon de l'agitation, elle ne serait utile ni à elle-même ni aux autres. La seule force réelle est celle que le peuple puise en lui-même.

En marchant ainsi en avant d'un pas mesuré dans la voie d'un développement prudent et sûr, la Serbie restera le pivot des populations de même famille sur notre péninsule et le modèle des États en Orient. C'est la position qu'elle s'est assurée par sa bonne administration.

Tout le monde reconnaît au peuple serbe un esprit sérieux et éveillé. Veillons à ce que cet esprit reste toujours à sa hauteur. Dans les questions importantes qui touchent profondément à la vie nationale, vos discussions, quelque sérieuses et vives qu'elles aient été, ne sont jamais sorties des bornes de la concorde et de l'entente commune. Bien plus la confiance de l'Assemblée envers le Gouvernement s'est affirmée cette fois plus vivement encore dans vos diverses déclarations pour lesquelles nous vous remercions ici cordialement.

Saint-Siége. — ALLOCUTION DU PAPE DANS LE CONSISTOIRE
DU 27 OCTOBRE 1871.

Vénérables frères, laissant de côté la solennité du rite habituel, nous avons convoqué votre ordre tout entier pour vous communiquer, ainsi que l'exige la gravité des circonstances, tout ce que nous avons résolu de faire afin de pourvoir aux besoins spirituels de la population chrétienne en Italie. Il n'est pas besoin, vénérables frères, de revenir sur toutes les choses que très-fréquemment, dans nos allocutions ou dans les lettres encycliques adressées aux évêques du monde catholique, nous avons déplorées.

Il en est de si notoires en hautes vérités et de tellement manifestes, que l'on ne saurait, sans une imprudence extrême, les nier ou les dissimuler sous des prétextes, dans le but de rendre moins odieuses les injures que, depuis longtemps déjà, et sans cesse, on adresse dans cette Italie travaillée (*sic*), à l'Église catholique et au Siège apostolique. En cette ville occupée de force, nous sommes contraints nous-mêmes, conjointement avec vous, à souffrir et à voir cet affront, de sorte que nous pourrons, à bon droit, proclamer cette parole du prophète : *Vidi iniquitatem et contradictionem in civitate, die ac nocte circumdabit eam super muros ejus iniquitas, et labor in medio ejus et in-justitia.*

Et, en vérité, vénérables frères, nous sommes à cette heure presque étouffé par les flots considérables de maux torrentiels, et toutefois nous ne sommes pas éloigné de souffrir des choses encore plus dures pour la justice de Dieu venant en aide à notre faiblesse, oui, nous sommes prêt à endurer spontanément la mort elle-même, s'il plairait à Dieu miséricordieux d'agréer cette humble hostie pour la paix et la liberté de l'Église.

Entre une foule d'autres, un très-acerbe motif de douleur a toujours été pour nous la vacance des innombrables sièges qui, dans la malheureuse Italie, sont depuis longtemps privés du patronage de leurs évêques et aussi le besoin de secours spirituels dont se trouvent chaque jour plus privées les populations fidèles dans cette si calamiteuse condition des choses et des temps.

Ce besoin est arrivé au point de n'y pouvoir pas, par la charité de Jésus-Christ qui nous soutient, y apporter un remède, attendu le nombre démesuré des sièges vacants et les vastes et très-peuplées provinces d'Italie, qui comptent à peine deux ou trois évêques, attendu la vivacité de la persécution contre les églises et les efforts des impies pour arracher des cœurs des Italiens la foi catholique, attendu les périls des plus graves révolutions qui ébranlent la société civile elle-même. Nous avons jugé ne pas devoir tarder davantage à donner,

autant qu'il est en nous, assistance aux bien-aimés fils fidèles de l'Italie qui nous ont souvent fait pousser des cris de douleur à raison de leur abandon, et de mettre à leur tête des pasteurs d'une incontestable vertu, qui se proposent uniquement la gloire de Dieu et le salut des âmes, et consacreront toute leur sollicitude et tout leur zèle au bien de l'un et de l'autre.

En conséquence, au nom de Jésus-Christ, fils de Dieu, aujourd'hui, en partie, nous nommons aux églises vacantes d'Italie les évêques respectifs, et pour partie encore, dans le plus bref délai, nous pourvoirons à d'autres sièges, mû par la confiance que Celui qui nous a revêtu de l'autorité et confié le devoir, levant par sa miséricorde infinie tous les obstacles, si toutefois l'on ne veut pas contrarier l'œuvre de notre ministère, voudra bien bénir et seconder nos pressantes combinaisons actuelles, uniquement entreprises pour le salut spirituel des âmes. En même temps, nous proclamons, en face de l'Église entière, que nous répudions réellement les soi-disant garanties, ainsi que dans notre encyclique du 15 mai de cette année, nous l'avons abondamment exposé, et nous déclarons hautement qu'en exerçant cette très-grave partie de notre ministère apostolique, nous usons du pouvoir qui nous a été envoyé par celui qui est le prince des pasteurs et l'évêque de notre âme, du pouvoir qui nous a été donné par Jésus-Christ, notre Seigneur, en la personne du bienheureux Pierre de qui, suivant l'expression de Saint-Innocent, notre prédécesseur, dérive *l'épiscopat lui-même et toute l'autorité de ce nom.*

A cette occasion, nous ne pouvons pas passer sous silence l'impie témérité et perversité de tous les hommes qui, dans une autre région de l'Europe, s'écartant misérablement de la règle et communion de l'Église catholique, soit par des libelles saturés de toute espèce d'erreurs et de mensonges, soit par des réunions sacriléges tenues entre eux, combattent ouvertement l'autorité du très-saint concile œcuménique du Vatican et les vérités de la foi par lui solennellement proclamées et définies, et tout spécialement le suprême et plein pouvoir de juridiction que le Pontife romain, successeur du bienheureux Saint-Pierre, possède en vertu des dispositions divines dans l'Église tout entière, et aussi en vertu de la prérogative de l'inaffoible autorité dont il est investi, alors qu'il exerce les fonctions de suprême pasteur et docteur des fidèles en définissant les doctrines touchant la foi et les coutumes.

A cette fin que ces fils de perdition puissent exciter la persécution des puissances séculières contre l'Église catholique, ils travaillent frauduleusement à les persuader que, par des décrets du concile du Vatican, il a été apporté un changement à l'ancienne doctrine de l'É-

glise d'où a surgi un grave péril pour les gouvernements et pour la société civile. Que peut-on feindre ou penser de plus inique à la fois et de plus absurde que de telles calomnies.

Néanmoins, nous devons nous plaindre de ce qu'en certain endroit il est advenu que les ministres du Gouvernement, cédant à ces malveillances sans penser sérieusement au préjudice qui en pourrait résulter pour le peuple fidèle, n'ont pas hésité à protéger publiquement par leur patronage les nouveaux sectaires et à les confirmer par la faveur dans leur rébellion.

Pendant que nous venons aujourd'hui devant vous, succinctement et brièvement déplorer avec affliction de telles choses, nous comprenons bien que nous devons payer un tribut d'éloges mérités aux illustres évêques de cette même région, et surtout à notre vénérable frère l'archevêque de Munich (que nous nous plaisons à nommer ici à titre d'honneur). Ces prélats, avec une singulière union des âmes, avaient une admirable fortitude, et avec d'excellents écrits défendant très-noblement la cause de la vérité contre les efforts dont nous venons de parler. Nous donnons une partie de ces mêmes louanges à la piété distinguée et à la religion de tout le clergé et de toute la population des fidèles qui, avec l'aide de Dieu, répondent à l'envi à la sollicitude de leurs pasteurs.

Dans ces circonstances, vénérables frères, il nous appartient, il nous incombe de tourner les regards et les vœux du cœur vers le point d'où nous pouvons attendre un prompt et nécessaire secours. Dès lors, ne cessons pas de prier nuit et jour Dieu très-clément pour que, par les mérites de Jésus-Christ, son fils, il répande la lumière sur les esprits des hommes égarés, afin que, se mettant à considérer l'abîme du chemin qu'ils parcourent, ils ne tardent en aucune façon à pourvoir à leur salut éternel.

Demandons à Dieu qu'il continue de donner à son Église, dans une lutte si grave, l'esprit le plus fécond de force et de zèle, et qu'en considération de l'oblation des œuvres saines des dignes frères de la foi et des sacrifices de la justice, il daigne accélérer pour elle (l'Église) les jours désirés de la propiciacion, jours dans lesquels, après la cessation des erreurs et des calamités, et le rétablissement de la justice et de la paix, elle offre à Sa Majesté les légitimes sacrifices de louanges et d'actions de grâces !

**Roumanie. — MESSAGE DU PRINCE CHARLÉS POUR L'OUVERTURE
DES CHAMBRES, LE 28 OCTOBRE 1871.**

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, Je vous ai convoqués avant le terme prescrit afin que vous vous occupiez de l'examen

d'une série de travaux dont l'urgence réclame impérieusement le concours du Corps Légitif.

La nation, en vous confiant le soin de ses plus grands intérêts, a pu se convaincre dès la dernière session que ses espérances ne pourraient être déçues.

Mon gouvernement, dans les circonstances difficiles, a cherché auprès de vous l'appui et la force dont il avait besoin.

Je suis heureux, Messieurs, de me trouver au milieu d'une représentation qui a su rompre avec les tristes traditions du passé et qui saura toujours repousser avec courage toute insinuation contraire aux intérêts du pays, pour n'écouter que la voix de la raison et de la justice.

Grâce au concours plein de patriotisme que vous avez prêté à mon gouvernement, nous avons pu conjurer la crise financière dont nous étions menacés.

Aujourd'hui, pour la première fois, nous nous trouvons avoir régulièrement un budget voté pour l'année prochaine ; pour la première fois aussi, après tant d'efforts vainement tentés pendant les années précédentes, il nous est donné la satisfaction de vous annoncer que l'immense dette flottante qui pesait d'un poids si lourd sur le trésor public se trouve éteinte, grâce à la loi que vous avez votée.

Mais ce qu'il importe de faire ressortir et ce qui doit remplir nos cœurs d'un légitime orgueil national, c'est que l'emprunt de 78 millions, qui était destiné à mettre un terme à tous les embarras du trésor public, a été couvert dans le pays et par nos propres ressources. L'emprunt, obtenu dans de pareilles conditions, constitue, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés, un événement d'une grande importance, surtout si vous considérez les difficultés des circonstances dans lesquelles nous l'avons effectué ; cet essai des propres forces de la Roumanie a prouvé cette fois, en un mode péremptoire, et la vitalité de notre pays et sa foi dans l'avenir.

Je remplis donc un devoir en venant déclarer devant vous que le patriotisme dont le public roumain a fait preuve en souscrivant à cet emprunt sans se préoccuper des sérieuses difficultés du moment, et la puissante action que nos hommes de finances ont su exercer à cette occasion, pour assurer à cet emprunt le contingent des économies privées, méritent tous nos éloges.

Quant à vous, nous vous exprimons une fois de plus notre reconnaissance de ce que, uniquement préoccupés des intérêts du pays, vous avez su, en votant cette loi, conjurer les dangers qui menaçaient nos finances.

Mon ministère, conformément aux engagements qu'il a pris dans

la dernière session, vous présentera plusieurs projets de loi qui ont pour but : l'organisation des différents services publics sur des bases stables, une stricte économie, l'équilibre entre les dépenses et les recettes, et l'introduction un moment plus tôt de certaines réformes reconnues nécessaires dans le système actuel et qui serviront de base au budget de l'année 1873 que vous êtes appelés à voter, enfin l'adoption de mesures énergiques pour éviter le retour des causes regrettables qui, en moins de dix années, ont précipité le pays pour la troisième fois dans une crise financière, crises néfastes qui n'entraînent que la ruine des contribuables et le discrédit du pays.

Il y a bien des maux à guérir, bien des difficultés à surmonter ; mais sans ordre et sans stabilité on ne saurait obtenir d'heureux résultats. C'est pourquoi, notre but étant le même, j'ai la ferme conviction que préoccupés uniquement des intérêts de la patrie, vous donnerez tout votre concours à mon gouvernement et que, grâce à l'initiative que vous possédez, vous lui facilitez par vos lumières, la tâche que nous nous sommes proposé de mener à bonne fin, à savoir : la prospérité des finances de l'État qui sont l'âme du pays.

Pour le moment, la réorganisation de la Cour des Comptes, de l'administration des domaines et des forêts de l'État, de l'exploitation des salines et des douanes, un changement radical dans l'administration générale des finances, basée sur une nouvelle division territoriale qui se trouve étroitement liée au budget pour 1873, sont autant de projets qui ont pour but d'introduire et d'assurer l'ordre dans les finances, de mettre un terme aux dépenses inutiles, d'augmenter les revenus et d'effectuer de sages économies.

En même temps, mon ministère appuiera les projets, soumis déjà dans la session dernière à votre approbation, relatifs au monopole du tabac et à la taxe du timbre et de l'enregistrement. Il est de toute nécessité que ces projets soient examinés un moment plus tôt pour éviter que la nouvelle année arrive sans que le paiement aux époques fixées de toutes les dépenses de l'État ne soit préalablement assuré, et pour ne pas nous exposer ainsi à de nouvelles perturbations dans les finances, qui auraient inévitablement pour résultat de neutraliser les effets de l'œuvre que nous avons entreprise de concert avec vous.

La situation générale de l'état actuel des finances vous sera présentée, en même temps que le budget pour 1873, au commencement de la session ordinaire.

Il est encore une question importante concernant également les finances et qui réclame une solution immédiate. C'est la question des pensions de retraite. La non-application de la répartition prescrite par la loi y relative, dès le jour même de la mise en vigueur de cette

loi, et l'allocation des nouvelles pensions excédant de beaucoup le montant des ressources affectées à la caisse des pensions, ont rendu très-pénible la situation des pensionnaires. La question présente aujourd'hui les plus grandes difficultés ; elle réclame en conséquence toute l'attention des Corps législatifs. Une prompte solution est devenue indispensable pour remédier au mal et empêcher le retour des causes qui lui ont donné naissance.

La question des chemins de fer a traversé plusieurs phases difficiles ; mon ministère vous présentera tous les actes y relatifs. Je ne doute pas que, grâce à votre concours, cette question ne soit réglée maintenant d'une manière définitive.

En ce qui concerne la force armée du pays, le projet que mon gouvernement vous a présenté déjà dans la dernière session, ainsi que ceux qui vous seront soumis avant peu dans celle-ci, ont pour objet de mettre fin aux difficultés qu'on a rencontrées dans l'application de la loi de 1868.

Malgré les lacunes et les imperfections de cette loi, nous avons pu constater néanmoins, et c'est avec une vive satisfaction que je le dis. le zèle et l'aptitude déployés par tous ceux qui sont appelés au noble exercice des armes.

En votant le budget pour l'année 1872, vous avez consacré dans l'armée permanente, qui est appelée à servir d'école aux milices, le principe d'un enseignement supérieur pour les jeunes officiers, et cet hiver même on verra fonctionner cette nouvelle institution qui fortifiera notre armée par l'instruction.

L'instruction publique a fait l'objet des plus sérieuses préoccupations de mon Gouvernement. Il serait à désirer, messieurs, que ce flambeau de la civilisation parcourût tous les degrés de l'échelle sociale pour ennobrir les cœurs et fortifier l'intelligence de notre jeunesse. C'est un devoir sacré pour nous de chercher à guider cette jeunesse dans la voie de la vérité et de la protéger contre l'erreur. Mon Gouvernement vous soumettra les modifications qui ont été reconnues nécessaires à cet égard.

Vous prêterez, j'en suis certain votre appui aux efforts que fait mon Gouvernement pour assurer à l'école et à l'Église l'importance qu'il convient de donner à ces deux grands fondements de tout édifice social.

Vous êtes appelés aussi, MM. les Sénateurs, MM. les Députés, à vous occuper de plusieurs projets de loi relatifs au développement des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Ces projets, étant subordonnés aux ressources financières du pays, vous seront présentés en temps et lieu et dans la mesure du possible, pour ne pas surcharger le présent d'un fardeau qu'il ne pourrait supporter.

Quant à l'administration générale du pays, mon Gouvernement vous présentera un projet de loi relatif à une nouvelle division territoriale. De cette loi dépendent le règlement du budget pour l'année 1873 et la réalisation d'importantes économies, principalement dans les dépenses communales et départementales, ainsi que l'amélioration de tous les autres services. Vous aurez en même temps, MM. les Sénateurs, MM. les Députés, à examiner et à voter les projets de loi relatifs au changement du système des élections des conseils communaux et départementaux pour mettre la loi en accord avec la constitution, à la nomination des maires et de leurs adjoints, à l'extension du rayon des communes et d'autres modifications.

Il sera soumis également à vos délibérations les projets de loi relatifs à la modification du service pénitencier, basé sur le système cellulaire mixte, l'établissement de pénitenciers pour les mineurs conformément à la loi qui se trouve déposée déjà sur le bureau de l'Assemblée dès la session dernière; le projet concernant l'organisation du service sanitaire; le projet concernant l'organisation du service statistique; le projet de loi relatif à certaines modifications dans la loi qui règle les *transactions agricoles*.

Dans l'administration de la justice, le besoin se fait sentir depuis longtemps déjà de certaines modifications dans les lois existantes. Pour le moment mon Gouvernement vous présentera les projets de lois que l'expérience et les nécessités actuelles signalent comme étant les plus nécessaires.

Ainsi, une nouvelle loi pour l'organisation judiciaire a été projetée.

Il sera soumis encore à vos délibérations les projets de loi relatifs à la modification de plusieurs articles du code pénal et du code de procédure pénale et la révision d'autres articles du même code, conformément à l'art. 24 de la constitution, et le projet de loi relatif à la mise sous jugement des fonctionnaires publics.

En ce qui concerne le département des affaires étrangères, outre la convention avec la Russie pour la juridiction consulaire, la convention avec l'Autriche-Hongrie pour la jonction des lignes ferrées et la convention avec la Serbie, qui se trouvent soumises déjà dès les dernières sessions aux délibérations de la Chambre, mon Gouvernement vous présentera encore la convention télégraphique avec l'Autriche-Hongrie, la convention postale avec la Russie, ainsi que d'autres projets de loi d'une nécessité reconnue.

MM. les Sénateurs, MM. les députés, le règlement de ces questions ne sera dû désormais qu'à vos efforts. Vous saurez placer au-dessus de toute autre considération les grands intérêts du pays; vous saurez prouver que, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elle

se trouve, notre nation ne cessera jamais de mériter la sollicitude de la Sublime Porte et le bienveillant concours des grandes Puissances garantes.

Quant à moi, je vous le répète, à cette occasion aussi, que mon but unique est de consacrer toutes mes forces à la prospérité et à l'affermissement de la Roumanie.

. Que Dieu bénisse vos travaux !

Signé : CHARLES.

Autriche-Hongrie. — RESCRIT IMPÉRIAL A LA DIÈTE DE BOHÈME.

Vienne, le 30 octobre 1871.

Par notre rescrit du 12 septembre, nous avons invité la Diète de notre royaume de Bohême à discuter dans un esprit de modération et de conciliation les bases sur lesquelles il conviendrait d'asseoir et de régler la situation politique de notre royaume de Bohême. Par son adresse du 10 octobre, la Diète nous a soumis le résultat de ses délibérations et nous ne méconnaissions pas les efforts qu'elle a faits, à son point de vue, pour se conformer à nos vœux. Toutefois nous devons expressément affirmer que les lois faites sur le traitement des affaires communes et les rapports des deux parties de la monarchie entr'elles par la réunion des assemblées législatives de ces deux moitiés, à savoir : le Reichsrath et le Reichstag-hongrois, lois pourvues de notre sanction, ont acquis une force légale entière pour toute la monarchie et qu'elles ne peuvent être modifiées que de la manière indiquée dans cet accord, ou renouvelées en tant que les arrangements pris dans cet accord ont été conclus pour une durée déterminée.

Comme, en outre, la situation politique de nos royaumes et pays non-hongrois a été réglée par les lois fondamentales, émanées de nous, une modification ne peut y être apportée que du consentement des deux Chambres du Reichsrath.

Nous invitons donc de nouveau la Diète à envoyer ses représentants au Reichsrath, pour contribuer à la grande œuvre de réconciliation, à donner avec empressement la preuve de sentiments fraternels pour tous les peuples de l'Empire, d'égards respectueux pour tous les droits et d'une appréciation convenable des besoins impérieux de notre monarchie.

Nous comptons que la Diète répondra à notre demande. Nous y comptons avec d'autant plus de confiance qu'une lourde responsabilité devant l'Empire et devant leurs concitoyens pèserait sur ceux qui, en restant éloignés du Reichsrath feraient échouer l'œuvre de la réconciliation générale, œuvre que le concours de tous peut seul

rendre féconde et durable. En même temps, nous envoyons à la Diète nos salutations impériales et royales.

Signé : FRANCOIS-JOSEPH.

**Grèce. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES,
LE 1^{er} NOVEMBRE 1874.**

Messieurs les députés,

Je vois aujourd'hui avec plaisir assemblés autour de moi les représentants de la nation, dont la prospérité est toujours le plus ardent sonhait de mon âme et ma constante sollicitude.

Dans le cours de mon dernier voyage à l'étranger j'apprenais avec plaisir le dévouement sincère de mon peuple à la Reine, remplissant les devoirs si difficiles de la Régence,

C'est avec plaisir que je vous annonce que mes relations avec les puissances étrangères sont amicales. Leur conservation est pour moi un objet de constante sollicitude, L'affaire du Laurium, je l'espère, ne troublera nullement ces relations amicales avec quelques-unes des puissances. Mon Gouvernement vous communiquera les documents relatifs à cette affaire.

La question intérieure la plus vitale, celle de la sûreté publique est dans une situation satisfaisante. Les mesures que vous avez votées avec zèle et leur heureuse application par mon Gouvernement ont rendu impossible chez nous la conservation du brigandage. L'extirpation complète du mal, dont les restes existent à la frontière, n'est pas éloigné, les mesures prises continuant à être appliquées.

Je puis dire aussi que la situation financière de l'État donne d'heureuses espérances, puisque les recettes ont suffi aux besoins du service. L'ordre dans les finances est le résultat inévitable des mesures qui ont été prises, de la consolidation de la sûreté publique et de l'ordre apporté dans le service.

Des projets de loi importants vous seront soumis dans le cours de cette session.

Une loi électorale garantissant une large représentation des convictions du peuple au Parlement, sera, j'en ai le ferme espoir, le sujet d'études sérieuses et profondes de votre part.

Des lois provinciales et municipales donnant plus d'indépendance à l'administration des affaires de la province et de la commune, en ramenant l'harmonie désirable entre la constitution et l'organisation administrative, attireront, je n'en doute pas, votre attention, à vous qui connaissez les besoins des provinces et des communes.

La suppression directe de l'impôt foncier sur les céréales et son remplacement provisoire par d'autres ressources jusqu'à l'application

d'un système d'impôt plus parfait sont des objets dignes de votre sollicitude.

Un de nos souhaits les plus ardents a été l'amélioration du sort du clergé, qui est aussi le vœu de l'Hellène. C'est pourquoi mon gouvernement aussi sentant cette nécessité, s'est fort préoccupé d'y porter remède et va vous soumettre un projet de loi à ce sujet.

Une loi militaire répondant aux besoins et aux moyens du pays, basée sur le principe salutaire de l'égalité de répartition dans le service militaire, va vous être soumise.

Pour mieux régler ce qui concerne la justice, mon Gouvernement va soumettre divers projets de loi à votre jugement éclairé.

L'amélioration du service consulaire a été regardée comme un objet d'attention sérieuse. On va vous soumettre à ce sujet un projet de loi pour assurer une protection suffisante aux intérêts helléniques à l'étranger.

Un projet de loi sur la loi pénale pour la marine sera également soumis à vos méditations.

L'ordre dans le service public et la formation d'employés capables rendent nécessaire le vote d'une loi des qualités requises pour les employés, et mon Gouvernement va vous demander votre vote sur cette question.

Toutes ces questions portent sur de graves intérêts nationaux. Leur heureuse solution, formant la base d'un système complet de mesures pour l'amélioration des affaires publiques, est une garantie suffisante pour l'avenir.

Que l'amour de notre chère patrie soit pour tous un guide inséparable dans nos pensées comme dans nos actions. Nous puiserons nos forces dans le secours du Très-Haut.

Je proclame l'ouverture de la troisième session de la troisième période parlementaire.

Luxembourg DISCOURS DU PRINCE HENRI DES PAYS-BAS A L'OUVERTURE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LE 7 NOVEMBRE 1871

Messieurs, Après la guerre qui a éclaté entre nos puissants voisins, j'éprouve une grande satisfaction de me trouver au milieu de vous pour féliciter sincèrement le pays d'avoir échappé aux dangers dont il était menacé, et d'avoir eu le bonheur de voir consolider son indépendance dans des circonstances qui paraissaient pouvoir la compromettre : le traité de Londres du 11 mai 1867 (1) a reçu en effet une

(1) Voir Archives 1867, tome II page 770.

consécration nouvelle, non-seulement parce qu'il a été constamment respecté de la manière la plus loyale, mais encore parce que les puissances qui l'ont signé n'ont pas hésité à faire au sujet de son maintien les déclarations les plus rassurantes.

J'aime à ce sujet à témoigner mes remerciements à tous les Luxembourgeois qui ont concouru à l'œuvre de bienfaisance entreprise pour soulager les maux de la guerre; ils n'ont pas seulement servi la cause de l'humanité, mais encore spécialement celle de la patrie, en lui conquérant des sympathies parmi les belligérants.

Nos bons rapports avec les gouvernements étrangers n'ont reçu aucune atteinte par suite des événements de la guerre, malgré tous les incidents difficiles que ces événements ont souvent amenés; nous continuons à rencontrer partout une bienveillance dont je suis heureux. J'ai cependant à exprimer le regret que la question de la liquidation avec les Pays-Bas n'a pu être l'objet d'un arrangement jusqu'à présent. Je ne renonce pas à l'espoir de la voir terminer d'une manière honorable pour les deux pays.

La situation intérieure du Grand-Duché est en général satisfaisante. La population est partout calme et contente de son sort. Le commerce et l'industrie se développent d'une manière remarquable. Si l'agriculture a souffert, surtout dans les Ardennes, à cause de l'insuffisance de quelques récoltes, elle se trouve généralement dans des circonstances qui lui permettent de réparer ses pertes.

Les chemins de fer ont pour les pays qu'ils traversent une haute importance sous le rapport politique, commercial et industriel. Le Gouvernement a donc dû se préoccuper vivement des questions auxquelles a donné lieu la renonciation faite par la Compagnie de l'Est à l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg; mais les difficultés que ces questions présentent, à cause de tous les droits et de tous les intérêts à concilier, en ont jusqu'à ce jour malheureusement empêché la solution.

Le réseau Prince-Henri ne contribuera pas moins à la prospérité du pays que le réseau Guillaume-Luxembourg; quelques-unes des lignes du nouveau réseau sont devenues indispensables pour que notre principale industrie puisse prendre tout son essor; les circonstances n'ont d'abord pas été favorables à cette entreprise; il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Le Gouvernement veillera à ce qu'elle soit exécutée conformément à l'acte de concession.

Les différentes administrations fonctionnent d'une manière régulière: les finances sont dans un état qui permet de satisfaire aux exigences de tous les services publics; l'exercice 1870 a laissé un excédant de recettes, malgré les charges extraordinaires qu'il a fallu sup-

porter, soit par suite des travaux exécutés pour la démolition de la forteresse de Luxembourg, soit par suite des obligations que la guerre a fait naître, soit encore par suite du renchérissement des denrées alimentaires. Le Gouvernement pourra donc continuer à proposer des allocations au budget pour l'amélioration du sort de quelques catégories de fonctionnaires.

Je ne m'étendrai pas davantage sur la marche des affaires du pays. L'exposé de la situation administrative qui vous sera soumis, vous permettra de l'apprécier.

Messieurs,

Depuisque le grand-duché a été constitué comme Etat neutre et indépendant, vous avez eu à vous livrer à des travaux plus nombreux et plus importants que ceux dont n'a eu à s'occuper aucune des Assemblées législatives qui vous ont devancés; vous avez satisfait vos commettants dans l'accomplissement de votre tâche, si j'en juge d'après tout ce que j'ai vu et entendu; vous avez surtout obtenu un résultat que je me plaît à reconnaître: vous avez donné la preuve que le pays veut se gouverner honnêtement, tranquillement; qu'il a mérité le sort qui lui a été fait par les puissances signataires du traité de Londres; vous avez contribué aussi à le faire respecter pendant la crise que nous venons de traverser; vous vous maintiendrez dans la voie que vous avez suivie jusqu'à présent, surtout lorsque vos actes ne peuvent manquer de continuer à exercer sur les destinées de vos concitoyens une influence considérable et que peut-être ils sont l'objet de plus d'attention qu'en d'autres temps. Tel est le vœu que je forme au nom du Roi grand-duc; vous le réaliserez, parce qu'il émane d'un souverain dont vous connaissez le dévouement absolu à ses fidèles Luxembourgeois.

Puisse la divine Providence éclairer vos délibérations!

Au nom de S. M. le Roi grand-duc,

Je déclare ouverte votre session ordinaire de 1871.

Autriche-Hongrie, — LE COMTE DE BEUST AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'EMPEREUR A L'ÉTRANGER.

Vienne, le 10 novembre 1871.

L'empereur, notre auguste maître, a daigné me relever, de la manière la plus gracieuse, des fonctions que j'ai remplies jusqu'à présent, en me nommant son ambassadeur près S. M. britannique.

Les raisons qui m'ont amené à donner ma démission sont d'une nature toute personnelle, et n'affectent en rien la politique extérieure et intérieure de l'Empire.

Appelé au pouvoir le lendemain d'une catastrophe qui avait mis en péril l'existence de la monarchie, je n'ai pas hésité à vous tracer, dans une circulaire du 1^{er} novembre 1866 (1), le programme qui pourrait nous aider à triompher des difficultés extérieures et intérieures que le pessimisme, qui à cette époque dominait toutes les classes de la population, représentait comme insurmontables.

Nous avons été fidèles à ce programme.

Ce drapeau de la paix que sans préjugé et sans rancune j'avais déployé le lendemain de la funeste bataille de Sadowa, nous l'avons tenu haut et ferme, sans peur et sans reproche, et il nous a abrités pendant les vicissitudes de cette lutte gigantesque qui, après avoir ébranlé le continent, a déplacé les bases sur lesquelles reposait l'équilibre européen.

L'honneur de la monarchie confié à ma garde — mes adversaires me rendent cette justice — n'a pas périllement entre mes mains

Réconciliés avec nos plus proches voisins, ennemis de la veille, amis du lendemain, nous sommes en paix avec tout le monde, et notre voix est écoutée avec respect dans les conseils de l'Europe.

Nous avons pu nous livrer en toute confiance au développement des immenses ressources dont la Providence a doté cet Empire, et une prospérité sans exemple nous récompense de nos efforts.

Nous avons pu en même temps, sur la base de l'arrangement avec la Hongrie, conclu sous mes auspices remodeler et perfectionner nos lois fondamentales, et concilier avec les exigences de notre époque les liens indissolubles qui unissent notre antique dynastie avec les différentes nationalités qui sentent aujourd'hui plus que jamais que leur union fait leur force. Or, quelque imparfaite que soit, comme toute œuvre humaine, la Constitution qui nous unit, elle vient de manifester sa vitalité conservatrice dans la crise que nous venons de traverser heureusement.

Je puis donc, en bonne conscience, léguer à mon successeur les fruits de la politique conciliante et digne à la fois dont l'Empereur, notre auguste maître, m'avait ordonné d'être l'interprète, et que les délégués de ses peuples, dans leur dernière session, ont approuvée à l'unanimité.

La tâche de mon successeur sera plus facile que n'a été la mienne. Il trouve la voie non-seulement toute tracée, mais déblayée, qu'il n'aura qu'à suivre, en obéissant aux inspirations de notre auguste maître, pour pouvoir un jour quitter le gouvernail avec la même satisfaction que j'éprouve en ce moment, où la grâce de S. M. me per-

(1) Voir Archives 1867, tome I, page 86.

met de me reposer de mes labeurs et de songer aux soins que réclame dans un âge déjà avancé, ma santé, éprouvée par les luttes des partis et par la grave responsabilité qui, durant ces dernières cinq années, n'a cessé de peser sur moi.

En vous remerciant du concours que vous avez bien voulu me prêter, j'espère que vous voudrez bien conserver à votre futur collègue les sentiments que votre ancien chef a été fier et heureux de rencontrer dans tous ceux qui ont été appelés à l'assister dans sa tâche ardue et laborieuse.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Allemagne. — DISCOURS DU PRINCE DE BISMARCK DANS LA SÉANCE DU REICHSTAG DU 16 NOVEMBRE 1871, AU SUJET DU BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (1).

Je suis reconnaissant aux deux orateurs qui viennent de parler (2), de ce qu'ils ont reconnu, aussi eux, — le premier avec plus de chaleur et de décision que le second, — l'incontestable nécessité d'une augmentation dans le budget des affaires étrangères de l'Empire. Il est certain, en effet, au point de vue de l'argent, comme sous le rapport politique, que le budget de l'Empire d'Allemagne pour les affaires étrangères n'a pas atteint jusqu'ici toute sa hauteur; car, d'un côté, la valeur de l'argent diminue, et les logements ainsi que les autres choses que les agents diplomatiques doivent en diverses localités se procurer à l'aide de leur traitement, ont renchéri dans une mesure qui est connue de la plupart même d'entre vous. D'un autre côté, les exigences d'une digne représentation s'élèvent avec la grandeur et l'importance de l'État représenté.

Je voudrais prier qu'une fois pour toutes le mot prêté à Frédéric-le-Grand, — qui aurait dit que son ambassadeur avait simplement à rappeler que cent mille hommes étaient derrière lui, et qu'ainsi il n'avait pas besoin de représenter, — je voudrais, dis-je, vous prier qu'une fois pour toutes ce mot fût enterré; j'ai peine à croire qu'un homme de tant d'esprit ait pu dire sérieusement un mot qui s'accorde si peu avec le bon goût. Faire sonner son épée dans les négociations diplomatiques ou dire: « Je ne rends pas une invitation à dîner, mais nous avons cent mille soldats », — en vérité, cela répond trop peu à nos habitudes.

Je ne prétendrai pas que l'influence d'un ambassadeur s'élève

(1) Dépenses proposées 1,364,305 thalers, soit 110,073 thalers de plus que pour l'année 1871.

(2) Les députés Mosle et Lœwe, membres de la commission du budget.

nécessairement avec le chiffre de son traitement, — l'influence qu'il peut exercer dans le pays où il est accrédité, pour le pays qui l'envoie. L'idée que son traitement sert à lui donner les moyens d'accroître dans le pays l'influence allemande, se rattache plutôt réellement aux traditions des anciens temps, où il était possible de faire plus grande impression qu'à présent avec un bon dîner. Aujourd'hui tout le monde mange bien, et les diplomates ne sont pas précisément ceux qui mangent le mieux. Le luxe des équipages et de la domesticité excite en certains cas l'envie plus que la bienveillance. Mais je vous prie de considérer ces dépenses au point de vue plutôt de la représentation de la dignité de l'Empire que des intérêts ; ceux-ci d'ailleurs y gagnent toujours quelque chose.

Par les mêmes motifs que vous tenez, — lorsque l'Empire allemand élève un édifice pour un ministère ou pour un Parlement, — à ce que cet édifice ne soit pas mesuré seulement d'après les plus stricts besoins pratiques, comme le moins exigeant serait prêt à s'en contenter, mais qu'il atteste par la dignité de l'œuvre que l'Empire allemand est une grande et puissante création politique et a le sentiment d'être tel, — par les mêmes motifs, je vous prierai de tenir à ce que l'Empire allemand soit représenté à l'étranger d'une manière qui aux yeux même du commun des observateurs fasse l'impression qu'il a derrière cette représentation diplomatique les ressources et le sentiment de soi-même d'un grand pays.

L'importance de ce moyen extérieur diminue suivant que la population du pays où l'ambassadeur est accrédité, aura une éducation politique plus avancée. Dans un pays de haute culture politique le sentiment qu'exprimait le mot de Frédéric-le-Grand avec ses cent mille hommes, trouvera plus facilement accès ; on y fera plus aisément abstraction de moindres apparences et circonstances extérieures, si l'ambassadeur représente médiocrement ; mais cette faculté d'abstraction appartient à une culture plus raffinée. Pour la grande masse, en revanche, il n'est pas du tout indifférent que le représentant officiel de l'Empire d'Allemagne fasse l'impression qu'il représente une grande force ou une moindre. Si l'homme du commun dans la rue d'une capitale, si le matelot qui arrive en cette ville, aperçoit l'ambassadeur allemand dans un modeste équipage, s'il lui voit un train de maison insignifiant, il est très-prompt à le taxer d'après cela, et le degré de politesse et de considération qu'il accorde aux membres de cette nation, quand il les rencontre sur la côte ou à la frontière, involontairement se règle un peu, chez l'homme qui n'a que la culture d'esprit moyenne, sur la manière dont il a trouvé que le pays était représenté. Quiconque a vécu dans les pays moins civilisés, affirmera

encore plus vivement la réalité du fait. Le prestige extérieur en ces pays est toujours un élément essentiel dans la protection de nos intérêts ; et même chez les nations les plus civilisées il y a les grandes masses qui se trouvent en rapport avec nos marins sur les côtes, ou mêlées, dans l'intérieur du pays, à nos intérêts commerciaux, et qui pourtant ne sont pas assez cultivées pour s'affranchir de l'impression produite par le prestige social dont jouit le représentant de l'Empire d'Allemagne dans sa résidence à l'étranger.

Maintenant, que ce représentant soit ambassadeur ou ministre plénipotentiaire (*envoyé*), cette question n'intéresse pas tant la chose en soi ; je ne veux pas non plus y attacher un si grand poids ; ce qui importe plutôt, ce sont les ressources que ce diplomate peut avoir à sa disposition pour représenter extérieurement d'une manière digne. Un ministre plénipotentiaire, qui a 40,000 thalers de traitement, qui habite un hôtel imposant et possède une belle fortune personnelle, vaut mieux pour moi, à capacité égale, que l'ambassadeur avec 30,000 thalers, qui est hors d'état de se produire extérieurement et de faire figure d'une manière non pas conforme à son rang, mais conforme à la grandeur et à la dignité de l'Empire allemand.

Un point sur lequel je n'insisterai pas autrement, c'est combien il est pénible pour ceux qui se trouvent dans cette situation de se voir exposés aux petites mortifications de la rivalité et de la vanité, et combien plus pénible si à ces petites souffrances se joint le sentiment qu'on les subit dans la représentation de son pays et en sa qualité officielle. J'ai entendu un ministre plénipotentiaire dire très-justement : « Comme simple particulier, j'accepte volontiers une place qui m'est donnée au bout de la table ; comme représentant de mon Etat, en cette qualité officielle, je sors dès qu'on ne me donne pas la place qui m'est due. » Et il en est de même pour la représentation extérieure, si l'on n'est pas en situation de faire ce que font des collègues représentants d'Etats moins puissants et de leur rendre un jour les mêmes politesses dans la même mesure.

Un ambassadeur n'a pas besoin, à cause de son titre, d'un plus haut traitement ; — ce n'est en somme qu'un titre. Si vous placez à la tête d'une brigade un colonel ou un général, ce sera toujours un brigadier il devra toujours remplir cet emploi. Un ambassadeur a peut-être besoin, si l'on ne fait que mesquinement les choses à son égard, de 1,000 à 3,000 thalers de plus qu'un ministre plénipotentiaire près une grande Cour, — en raison de dépenses qui lui sont imposées parce qu'il est d'usage, du moins dans la plupart des pays, que les souverains visitent les ambassadeurs à l'occasion de grandes fêtes, et qu'ainsi la coutume est de donner, je pourrais dire dans le style

monarchique, de grandes fêtes qui peuvent amener annuellement le surcroit de dépenses dont j'ai parlé. L'honneur que reçoit de la visite du souverain la maison même où il entre, fait aussi qu'aux yeux des sujets de ce monarque la situation du représentant correspond mieux à la dignité de l'Etat représenté. Mais il ne s'agit pas de cela dans les augmentations de traitement qui vous sont proposées.

Pourquoi donc, peut-on demander, donnons-nous le titre d'ambassadeur? C'est plutôt, répondrai-je, à cause de la hiérarchie des agents politique entre eux. On a toujours fait, dans le corps diplomatique, une différence injuste sans doute, mais qui n'en est pas moins généralement admise. Je prends pour exemple cette prétention établie d'après laquelle le ministre des affaires étrangères, s'il se trouve en conférence avec un ministre plénipotentiaire, et qu'on lui annonce un ambassadeur, se croit obligé de rompre immédiatement la conférence et de recevoir l'ambassadeur. Un ministre plénipotentiaire aura peut-être attendu une heure dans l'antichambre du ministre des affaires étrangères; au moment où il va être introduit, arrive un ambassadeur, et l'usage de la plupart des Cours, autant que je sache, est qu'on fasse entrer ce dernier; le ministre plénipotentiaire devra attendre encore longtemps, ou peut-être même ne peut-il plus être reçu ce jour-là. De tout ceci résultent de petites mortifications et des froissements qui seront évités simplement en changeant le *titre*.

On peut dire qu'un ministre plénipotentiaire, s'il a le sentiment de sa dignité, ne souffrira pas qu'il en soit ainsi à son égard, et, pour ma part, je me suis trouvé en situation de résister avec succès, mais non pas sans amener certaines tensions très-sensibles, lesquelles ne sont pas en rapport avec ce que vaut la chose même et ne peuvent se produire sans mettre en jeu les personnes d'une manière qui va presque jusqu'à la limite permise au représentant officiel d'un grand pays. Ainsi l'on peut atteindre le but, en conférant ce titre qui, d'ailleurs, par les témoignages d'honneur qu'on lui rend, devient, je puis dire, une économie plutôt qu'il ne cause un surcroit de dépenses.

Le titre et les prérogatives de rang qui s'y attachent peuvent être considérés, si l'on veut les évaluer en argent, comme équivalant et au delà à quelques milliers de thalers. On peut dire que cette haute distinction du rang, s'il est possible de l'apprécier en valeur argent, nous fait plutôt économiser quelque chose que le titre ne nous oblige en soi à dépenser davantage. Je désirerais, au contraire, là où je ne nomme pas un ambassadeur, qu'un ministre plénipotentiaire pût jouer le premier rôle parmi ses collègues de même rang et jusqu'à un certain point effacer les ambassadeurs. Un tel ministre plénipoten-

tiaire serait pour moi, dans certaines circonstances, préférable à un ambassadeur.

J'ai vu quelquefois dans les feuilles publiques (et le dernier orateur y a fait allusion) qu'on signalait le danger du privilége appartenant aux ambassadeurs de conférer directement et sans intermédiaire avec le souverain. Ceci repose sur une erreur. Un ambassadeur n'a pas autrement accès près du souverain que tout ministre plénipotentiaire, et il ne peut en aucune façon prétendre au droit de traiter avec le monarque directement, sans l'entremise des ministres de celui-ci. Du côté du souverain est exclusivement le droit de régler ces rapports diplomatiques ; aussi vous prierai-je d'écartez de telles préventions contre les ambassadeurs, ou bien de nous accorder un peu plus d'argent, si vous effacez le titre, le rang.

L'élévation de traitement pour les différents postes diplomatiques, jusqu'à ce que nous en ayons atteint la juste mesure, ne doit être, selon moi, que lente et progressive, et si nous ne vous demandons pas *plus*, ni pour un plus grand nombre de ces postes, veuillez ne voir là, messieurs, que la conscience avec laquelle nous procérons. Ce serait manquer le but que d'introduire tout à coup une grande élévation de traitements ; créer dans une même année toutes les augmentations de ce genre ne correspondrait pas à ce que nous nous proposons ; ce serait plutôt une indemnité pour le passé qu'une assurance pour l'avenir. Mais sans aucun doute les besoins s'élèveront encore, notamment pour les postes diplomatiques d'outre-mer.

Dans les contrées où ils se trouvent, la cherté est extrême pour tout ce qui constitue les besoins européens, et vous ne devez pas vous étonner ni croire à la prodigalité, si, dans certains cas, des postes éloignés, qui représentent des intérêts très-essentiels, mais non pas si graves cependant que ceux que nous avons dans les grands États, nos voisins, — sont aussi richement rétribués que notre représentation auprès de ces derniers États. Il est en soi bien difficile de déterminer l'Allemand, qui tient à son milieu domestique, — tant qu'il n'est pas résolu à une émigration définitive, — l'Allemand qui ne veut pas rompre les liens qui l'attachent à la patrie, — il est bien difficile de le déterminer à vivre dans l'autre hémisphère durant de longues années, privé du commerce de ses compatriotes. Et c'est précisément pour ces mêmes postes qu'on ne peut guère accorder aux agents diplomatiques qui les occupent un congé de longue durée, parce qu'il est très-difficile de transférer à un autre l'utilité personnelle (la capacité spéciale et locale) qui ne s'acquierte que par une longue pratique.

On ne peut même y envoyer un représentant intérimaire, et donner

ainsi au titulaire la possibilité de revenir passer dans son pays la moitié d'une année. Je suis d'avis (et je recueille encore des informations à cet égard) que pour ces postes diplomatiques, comme ceux que nous avons en Chine, au Japon, et autres semblables, on devrait introduire une sorte de système d'adjoints *cum spe* et même *cum obligatione succéderi*; car je ne proposerais pas volontiers à S. M. d'envoyer en ces pays quelqu'un qui déjà n'y aurait pas au moins vécu une année, et je ne consentirais pas, non plus, à remplacer l'agent diplomatique qui s'y trouve, pour l'éléver à un autre poste, avant qu'il eût fait, pour ainsi dire, l'éducation sur place de son successeur. C'est là une raison déjà qui rend de tels postes plus coûteux. — En Europe il y a aussi quelques situations diplomatiques qui auront besoin d'être améliorées comme traitement. Que le nombre des postes diplomatiques, comme le pense M. le préopinant, puisse être essentiellement réduit, et que plusieurs de ces postes, où les affaires politiques semblent moins importantes, puissent être complètement supprimés, je ne saurais guère l'admettre.

L'importance politique n'est pas chose inhérente à la localité. Il se produit dans un pays de soudaines complications, ou bien il arrive tout à coup au pouvoir un ministre ou un souverain qui fait de ce pays soit le centre, soit un point d'attache d'une politique dont l'importance paraît assez grande pour qu'on ait besoin de s'y faire représenter politiquement. Si l'on y envoie seulement alors un représentant, celui-ci n'aura aucun des fils, aucune des attaches qui sont nécessaires pour exercer une influence et pour savoir s'orienter. En réalité, je ne sais, — M. le préopinant n'a pas précisé quels postes il avait en vue, — je ne sais où je pourrais, en Europe, prendre sur moi de faire supprimer complètement la représentation diplomatique.

A côté de cela, l'Office des affaires étrangères s'applique aussi, comme on a pu le reconnaître déjà dans la pratique, à accentuer plus fortement que jusqu'ici la représentation consulaire. Notre budget des consulats est devenu tout autre qu'il n'était antérieurement, et il peut se faire que dans certains pays où nous n'avions jusqu'à ce jour que des rapports commerciaux et peu politiques, le consulat soit élevé enfin à une telle hauteur qui rende inutile un poste de ministre plénipotentiaire. Mais ce sera simplement une différence de titre, avec une plus grande question d'étiquette pour le consul, et celui-ci n'aura pas autant de facilité pour traiter les affaires qu'un ministre plénipotentiaire dans la même situation. Il est, d'ailleurs, dans la nature des choses que nos ministres plénipotentiaires s'imposent la tâche d'étendre plus que par le passé leur activité sur le terrain qu'on

a l'habitude de considérer comme appartenant proprement aux consulats, — et vous pouvez compter, messieurs, que nous y tiendrons la main.

En attendant, un ministre plénipotentiaire a plus facilement accès et possède plus d'influence auprès d'un ministre des affaires étrangères qu'un consul, tant que les traditions de la plupart des États européens, dans leur hiérarchie diplomatique, ne sont pas essentiellement changées. Que l'on doive adjoindre aux consuls de commerce des employés spéciaux comme secrétaires, à cet égard l'Office des affaires étrangères est tout à fait du même avis que MM. les préopinants. On a même déjà commencé à mettre ce système en pratique, à Moscou, par exemple, où le consulat de commerce a reçu l'adjonction d'un chancelier ayant les connaissances techniques et appartenant au service comme employé.

M. le préopinant a touché encore une question qu'il désigne même comme pendante, c'est-à-dire celle de notre poste de ministre plénipotentiaire à Rome. Je n'ai pas à m'occuper ici de la question d'avenir, à laquelle M. l'orateur a fait allusion. Elle est aujourd'hui en cours et nous avons en ce moment non pas à traiter les questions politiques proprement dites, mais à discuter le budget des affaires étrangères. On peut admettre la prévision que le ministre plénipotentiaire allemand accrédité près S. M. le roi d'Italie se rendra à Rome dès que ce souverain lui-même y aura établi sa résidence et s'y fixera d'une manière permanente; ce qui n'a pas encore eu lieu jusqu'ici. Le ministre plénipotentiaire est accrédité auprès du souverain, non pas auprès de ses ministres, et tant que le roi d'Italie ne réside pas lui-même à Rome, le ministre plénipotentiaire accrédité près S. M. reste attaché à la résidence officielle de la royauté italienne. Aussitôt que cette résidence se déplace, le devoir du ministre plénipotentiaire est de suivre le roi près lequel il est accrédité.

Après une réplique de M. le député baron de Hoverbeck, le prince de Bismarck a repris la parole en ces termes :

J'ai souvent, aussi moi, depuis ma jeunesse, entendu conter cette anecdote de Frédéric-le-Grand dans la forme même que M. le préopinant lui a donnée en la rappelant, et toujours aussi j'y ai pris plaisir — tant que je n'ai pas été ministre des affaires étrangères. Je crois pourtant que le grand roi s'est exprimé ainsi plutôt dans le sens de son ministre des finances, dont le département lui était fort à cœur, que dans le sens de sa politique extérieure.

Je voudrais ensuite prévenir le malentendu qui consisterait à admettre que la conformité d'opinion où je me suis trouvé tout à l'heure avec le préopinant sur la question des ambassadeurs, signifie

de ma part qu'une élévation de traitement n'est pas nécessaire pour les ministres plénipotentiaires qui deviennent ambassadeurs. Je dis que cette élévation de traitement est, *dans tous les cas*, nécessaire, et si je n'obtenais pas le vote de l'article des ambassadeurs, je vous demanderais, d'après mon exposé spécial qui est soumis à vos décisions, encore un peu d'argent.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'EMPEREUR A L'ÉTRANGER.

Vienne, le 23 novembre 1871.

S. M. l'Empereur et Roi a daigné me nommer son Ministre des Affaires Étrangères.

En abordant la tâche que vient de m'imposer la volonté de notre auguste maître, j'ai pleinement conscience des grandes difficultés dont elle est entourée.

Il est, toutefois, deux raisons qui me permettent d'entreprendre avec confiance l'accomplissement de la mission qui m'est échue.

La première, c'est la foi absolue que j'ai dans la vitalité et la force de la monarchie austro-hongroise qui, aujourd'hui plus que jamais, se trouve être un besoin et une nécessité de l'équilibre européen et une des garanties indispensables de la paix générale.

La seconde, c'est que, d'après ma conviction la plus intime, la politique à suivre m'est irrévocablement tracée, ainsi qu'elle l'était à mon prédécesseur, par les intérêts vitaux de l'Empire même.

Cette politique est une politique de paix, nette, franche et ferme.

Trop important pour chercher sa mission ailleurs qu'en lui-même, — trop grand pour son étendue pour avoir besoin d'un accroissement de territoire, l'Empire austro-hongrois ne saurait ambitionner aucune extension de ses frontières, à tel point qu'il serait difficile d'indiquer un agrandissement territorial quelconque qui ne deviendrait pas plutôt une source d'embarras pour les deux parties de la monarchie.

Ce n'est pas l'étendue, c'est la force de l'Empire que nous devons nous appliquer à augmenter, en activant le développement des ressources prodigieuses dont il dispose.

Les avantages que nous procurerait la guerre la plus heureuse ne vaudraient jamais ceux que nous permettra de recueillir la marche progressive d'une prospérité dont l'élan n'a pas été un seul instant arrêté même par une suite de crises intérieures.

Les difficultés qu'a traversées et que traverse encore la monarchie, difficultés qui, d'ailleurs, ne sont qu'une conséquence naturelle de

toute grande transformation, iront en diminuant de jour en jour, il est permis de l'espérer; mais elles ne disparaîtront pas sans laisser un certain antagonisme dans les tendances, une certaine amertume dans les esprits. J'ai la confiance que ces sentiments feront place à une appréciation plus équitable des intérêts généraux de la monarchie; mais nous ne pouvons nous flatter d'obtenir ce résultat dans un délai pas trop long qu'autant qu'il nous sera possible de prévenir des complications au dehors, qui, en ajournant la consolidation de la paix intérieure, viendraient entraver la pensée conciliatrice et la marche ferme et stable du Gouvernement.

La ligne politique ainsi tracée à la monarchie par ses intérêts irrécusables, se trouve, je n'en doute pas, en parfaite harmonie avec les voeux des autres puissances, qui toutes, après les terribles secousses par lesquelles a successivement passé l'Europe dans le cours de ces dernières années, sentent le besoin impérieux d'assurer aux générations actuelles, si cruellement éprouvées, une ère de calme et de sécurité.

Je viens de vous signaler les principaux motifs qui doivent m'engager à ne pas m'écartez de la voie suivie par l'homme d'État éminent auquel j'ai l'honneur de succéder. Aussi ne vois-je aucune nécessité, au moment où j'entre en fonctions, de modifier les instructions générales dont vous vous trouvez muni, et vous ne ferez que vous conformer à mes intentions en continuant à les prendre pour règle de votre conduite.

En vous invitant à faire de la présente dépêche l'usage que vous croirez convenable, je ne veux pas terminer sans constater la satisfaction que j'éprouve de me trouver désormais avec vous en rapports d'affaires.

J'aime à espérer que vous voudrez bien me prêter votre concours dévoué pour m'aider à accomplir la tâche qui m'est assignée par la confiance de S. M. l'Empereur et Roi.

Veuillez croire qu'en ce qui me concerne, je ne négligerai rien pour acquérir des droits à cette estime dont jouissait, à si juste titre, mon prédécesseur auprès de tous ceux qui servaient sous ses ordres.

Recevez, etc.

Signé : ANDRASSY.

Autriche-Hongrie. — LE BARON D'OTTENFELS AU COMTE
ANDRASSY.

(*Extrait.*)

Berne, le 25 novembre 1871.

En me prévenant, par la haute dépêche circulaire du 23 novembre, que S. M. l'Empereur et Roi avait daigné La nommer Son Ministre

des affaires étrangères, V. Exc. a bien voulu m'exposer de la ligne politique qu'Elle comptait suivre et qui Lui est tracée par les intérêts vitaux de la Monarchie Austro-Hongroise.

Profitant de l'autorisation que V. Exc. a bien voulu m'accorder, j'ai communiqué confidentiellement à M. le Président de la Confédération la circulaire du 23 novembre. M. Schenk en a écouté la lecture avec beaucoup d'intérêt. Il m'a dit ensuite que le Gouvernement helvétique désirait sincèrement la prospérité de l'Autriche-Hongrie et se flattait que le changement survenu dans la personne du Ministre I. et R. des affaires étrangères n'altérait point les relations de confiance et d'amitié qui existent entre la Suisse et l'Empire Austro-Hongrois.

**Italie. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU PARLEMENT ITALIEN
LE 27 NOVEMBRE 1871.**

Messieurs les sénateurs, messieurs les députés,

L'œuvre à laquelle nous avons consacré notre vie est accomplie. Après de longues épreuves d'expiation, l'Italie est rendue à elle-même et à Rome. Ici, où notre peuple, après une séparation séculaire, se trouve, pour la première fois, solennellement réuni dans la personne de ses représentants; ici, où nous reconnaissions la patrie de nos pensées, tout nous parle de grandeur, mais en même temps tout nous rappelle nos devoirs. La joie que nous éprouvons ne nous le fera pas oublier. Nous avons reconquis notre place dans le monde en défendant les droits de la nation. Aujourd'hui, que l'unité nationale est accomplie, et qu'une période nouvelle commence pour l'Italie, nous resterons fidèles à nos principes.

Régénérés par la liberté, c'est dans la liberté et dans l'ordre que nous chercherons le secret de la force et de la conciliation de l'Etat et de l'Eglise. Ayant reconnu l'indépendance absolue de l'autorité spirituelle, nous pouvons être convaincus que Rome, capitale de l'Italie, continuera à être le siège pacifique et respecté du pontificat. Nous parviendrons, de cette manière, à rassurer les consciences. C'est ainsi que, par la fermeté de nos résolutions et par la modération de nos actes, nous avons puachever l'unité nationale sans altérer nos relations amicales avec les puissances étrangères. Les projets de loi qui vous seront présentés pour régler les conditions des corporations ecclésiastiques seront conformes aux principes de la liberté; ils ne toucheront qu'à la personnalité judiciaire et au mode de propriétés, en laissant intactes les institutions religieuses qui ont une part dans le gouvernement de l'Eglise universelle.

Les affaires économiques et financières réclament en outre tous

vos soins. Maintenant que l'Italie est constituée, il faut songer à la rendre prospère en rétablissant ses finances. Nous n'y parviendrons qu'en persévérant dans les vertus qui ont été la source de notre régénération nationale. De bonnes finances nous fourniront les moyens de renforcer notre organisation militaire. Mes vœux les plus ardents sont pour la paix, et rien ne nous fait craindre qu'elle puisse être troublée, mais l'organisation de l'armée et de la marine, le renouvellement des armes, les travaux pour la défense du territoire national exigent des études longues et approfondies. L'avenir pourrait nous demander un compte sévère de notre négligence. Vous examinerez les mesures qui vous seront présentées à cet effet par mon Gouvernement.

D'autres propositions importantes vous seront faites pour l'autonomie des communes et des provinces, pour la décentralisation administrative, en tant que les forces de l'Etat n'en seront pas diminuées, pour la formation d'un code pénal unique, pour la réforme de l'institution du jury, et pour accroître l'uniformité et l'efficacité de l'organisation judiciaire ; nous parviendrons de cette manière à raffermir la sécurité publique, sans laquelle la liberté elle-même n'est pas sans danger.

Messieurs les sénateurs, messieurs les députés, un vaste champ d'activité s'ouvre devant vous. L'unité nationale, qui est aujourd'hui accomplie, aura pour effet, je l'espère, de rendre moins ardentes les luttes des partis dont la rivalité n'aura désormais d'autre but que le développement des forces productives de la nation ; je me réjouis de voir que notre population donne déjà des preuves non équivoques de son amour du travail. Le réveil économique suit de près le réveil politique : les institutions de crédit se multiplient, ainsi que les associations commerciales, les expositions des produits de l'art et de l'industrie et les congrès des savants.

Nous devons, vous et moi, favoriser ce mouvement fécond, en donnant à l'enseignement professionnel et scientifique plus d'étendue et d'efficacité, et en ouvrant au commerce des voies nouvelles de communication et de nouveaux débouchés. Le percement du mont Cenis est achevé : on est sur le point d'entreprendre celui du Saint-Gothard. Le courant commercial, qui parcourt l'Italie, aboutit à Brindisi et rapproche l'Europe des Indes, aura ainsi trois passages ouverts à la locomotive à travers les Alpes. La célérité des voyages, la facilité des échanges, augmenteront les relations amicales qui nous unissent déjà aux autres nations et rendront plus fécondes l'émulation légitime du travail et de la civilisation. Un brillant avenir s'ouvre devant nous. C'est à nous de répondre aux bienfaits de la

Provvidence en nous montrant dignes de porter parmi les peuples les noms glorieux d'Italie et de Rome.

**Prusse. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU LANDTAG PRUSSIEN,
LE 27 NOVEMBRE 1871.**

Illustres, nobles et honorés messieurs des deux Chambres du Landtag prussien,

En vous saluant de nouveau, — pour la première fois après les grands événements du passé le plus voisin de nous, — je dois avant tout exprimer une haute satisfaction de ce qu'une part si éminente de l'honneur et des succès de cette mémorable époque soit échue au peuple prussien. La force militaire de la Prusse, dont j'ai considéré le développement, depuis le commencement de mon règne, comme la plus haute tâche de ma mission royale, — ainsi que le vieil esprit prussien de discipline morale, de constante fidélité et de patriotique dévouement, sont sortis brillamment de cette grande épreuve. J'ai à cœur d'exprimer encore une fois à mon peuple, en présence de ses représentants, ma reconnaissance joyeuse pour sa noble conduite.

Tandis que le soin, désormais, de la puissance et de la sûreté nationale incombe à l'empire d'Allemagne nouvellement rétabli, dont la dignité souveraine est attachée à ma personne et à celle de mes successeurs à la Couronne, — la représentation du peuple prussien, de concert avec mon gouvernement, pourra se consacrer avec d'autant plus de confiance au perfectionnement salutaire des institutions intérieures de la monarchie.

Par le projet de loi du budget de l'État pour 1872 vous reconnaîtrez que la situation financière de la Prusse, malgré les sacrifices qu'une grande guerre a exigés, est très-satisfaisante.

Les difficultés contre lesquelles, il y a quelques années, l'administration des finances avait à lutter, ont été déjà surmontées en 1870. La situation financière, sous l'influence du succès de la guerre, a devant elle un nouveau développement favorable.

La formation d'un trésor de guerre impérial, ordonnée par une loi de l'Empire, dispense dorénavant la Prusse d'avoir à entretenir un trésor d'État. Des projets de loi vous seront soumis, d'après lesquels le fonds du trésor d'État devenu disponible, ainsi que quelques recettes extraordinaires, devront être employés à l'amortissement des dettes de l'État.

L'allégement qui en résulte pour le budget de l'État, joint au produit plus élevé d'importantes sources de recettes de l'État, — augmentation croissante qui se lie intimement au vif essor des affaires,

— enfin l'existence d'un excédant considérable sur l'exercice financier qui vient de s'écouler, rendront possible, en 1872, de satisfaire amplement les besoins dans toutes les parties de l'administration de l'État.

Mon Gouvernement doit appeler particulièrement votre attention sur ce fait que le traitement des fonctionnaires de l'Etat se trouve dans une disproportion plus sensible, d'année en année, avec ce qu'exige, au prix où sont toutes choses actuellement, la satisfaction des besoins de la vie et de la situation personnelle. Le plan vous sera présenté pour une élévation générale du traitement des fonctionnaires. Vous serez prêts, j'en ai la confiance, à améliorer, en accordant les ressources nécessaires, une situation dont la prolongation devrait causer de graves dangers et préjudices à l'administration de l'État.

Vous aurez à examiner des projets qui ont pour but d'alléger différents impôts, et une loi vous sera soumise par laquelle doivent être réglées légalement l'institution et les attributions de la haute cour des comptes.

Le puissant essor que l'industrie et le commerce ont pris depuis la conclusion de la paix exige la création de nouvelles voies de circulation, notamment une extension nouvelle des chemins de fer. La construction pour le compte de l'État de quelques chemins reconnus nécessaires et l'augmentation du matériel d'exploitation sur les chemins de l'État, sont projetées ; on a en vue également de consacrer de plus amples ressources aux voies de terre et d'eau et à tout genre d'améliorations du sol.

Des projets relatifs à l'achat de la propriété foncière et au droit hypothécaire vous seront de nouveau présentés. La situation financière ayant permis de réduire le tarif des frais pour les affaires qui tiennent au cadastre, il est à espérer que cette importante réforme, désirée depuis longtemps, pourra maintenant s'accomplir.

Les dépenses de la réforme administrative intérieure seront de nouveau le sujet de vos délibérations. Le projet de loi d'organisation des cercles pour les provinces de l'Est vous sera représenté avec des modifications et des additions qui ont été introduites dans plusieurs de ses parties en ayant égard aux discussions antérieures sur ce sujet. Mon gouvernement a l'espérance que la sérieuse bonne volonté commune parviendra à établir une entente sur l'importante loi d'organisation qui contient en même temps les bases d'autres réformes.

En attendant, la libre administration communale des provinces continue de se développer d'une manière satisfaisante ; les organes

propres à amener une administration uniforme des affaires provinciales sont déjà créés dans la plupart des provinces sur la base des lois existantes.

En présence des agitations qui ont eu lieu sur le terrain de l'Église, mon Gouvernement s'attache à maintenir l'autorité de l'État dans sa complète indépendance en ce qui concerne l'exercice du droit et l'ordre civil, et à sauvegarder aussi, en même temps que la légitime indépendance des Églises et des affaires religieuses, la liberté individuelle de foi et de conscience. Pour l'application constitutionnelle de ces principes, des projets spéciaux vous seront soumis, qui auront pour objets le mariage, le règlement de l'état civil et les effets légaux de la séparation d'avec l'Église.

Je recommande à votre attention un projet de loi ayant pour but de subvenir aux dépenses synodales, d'autant plus que l'État se trouve devoir encore à l'Église évangélique l'exécution de l'art. 15 du Statut constitutionnel, ainsi que les dispositions qu'elle nécessite; et la loi en question n'est qu'une première condition nécessaire pour arriver à ce but.

Dans le domaine de l'instruction publique l'allocation de ressources très-considérables est réclamée pour donner aujourd'hui à plusieurs besoins une satisfaction qui avait été ajournée jusqu'à présent.

Le projet d'une loi générale de l'instruction telle que la Constitution l'a prescrite, vous sera également présenté à nouveau dans cette session, — les observations que les discussions précédentes avaient suscitées, et les expériences des dernières années ont été prises en sérieuses considérations dans la révision du projet. Une loi spéciale sur l'inspection des écoles a pour but de satisfaire au plus tôt un besoin reconnu comme particulièrement pressant.

Messieurs, ces diverses tâches qui vous attendent sont très-étendues et d'une haute importance pour le développement de notre situation intérieure. Vos travaux seront heureux et féconds si vous vous laissez guider par l'esprit de confiance et de concours dévoué qui a rempli mon peuple dans la grande époque que nous venons de traverser.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE HOYOS AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 30 novembre 1871.

J'ai eu l'honneur de recevoir la circulaire, en date du 23 de ce mois, par laquelle V. Exc. veut bien, en prenant en main la direction des affaires étrangères, préciser la manière dont elle envisage la situation intérieure et extérieure de l'Empire et tracer la ligne de conduite politique qu'elle compte suivre.

Cette pièce m'a paru assez importante pour prier M. de Rémusat de la placer sous les yeux de M. Thiers.

J'ai la satisfaction d'informer V. Exc. qu'elle a été appréciée à sa juste valeur, tant par M. le président de la République que par son ministre des affaires étrangères.

Au lendemain d'une guerre désastreuse qui a ébranlé dans leur base les éléments sur lesquels reposent la prospérité et la force d'un pays, la France se trouve aux prises avec des difficultés de toute nature dont son Gouvernement ne saurait triompher qu'en se vouant tout entier et pour longtemps encore à l'œuvre réparatrice vers laquelle tendent tous les efforts de M. Thiers.

Il est donc tout autant dans l'intérêt de la France que dans celui de l'Autriche-Hongrie de voir succéder une ère de paix aux terribles secousses qu'a subies l'Europe dans ces dernières années.

A ce point de vue, les déclarations franches et nettes de V. Exc. ne pouvaient — ai-je besoin de le dire — que rencontrer un accueil favorable du Gouvernement français, et l'effet produit par la publication d'un extrait de la circulaire permet d'espérer que la majorité du public français partagera les saines et justes appréciations de ceux qui président aux destinées de la France.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Hoyos.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE MUNCH AU COMTE ANDRASSY.

Berlin, le 2 décembre 1871.

J'ai eu l'honneur de recevoir la circulaire, en date du 23 novembre, que V. Exc. a bien voulu adresser aux missions de la monarchie austro-hongroise — en prenant en main la direction des affaires étrangères.

J'ai fait usage de la permission contenue dans cette circulaire, et je me suis empressé de la communiquer à M. le secrétaire d'État de Thile. M. de Thile m'a aussitôt exprimé l'intérêt que lui offrait cette communication et il a déclaré que la teneur de la circulaire l'a rempli de joie.

Il m'a dit en outre que V. Exc. a tenu le même langage avec le général Schweinitz et que celui-ci a fait sur cette conversation un rapport qui a été accueilli à Berlin avec la plus grande satisfaction. « Je me réjouis, m'a dit M. de Thile, de pouvoir communiquer ce document à l'Empereur et au prince de Bismarck, sur lesquels il fera, je n'en doute pas, une excellente impression. »

M. d'Abecken, conseiller intime, m'a confirmé l'opinion de M. de Thile, dont la manière de voir est conforme à l'impression produite par votre circulaire sur toutes les classes de la population, impression constatée par les organes de l'opinion publique.

Le langage franc et ouvert de V. Exc. a confirmé la croyance en la durée de la paix et à la bonne entente qui existe entre les deux grands empires voisins.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MÜNCH.

États-Unis d'Amérique. — MESSAGE DU PRÉSIDENT GRANT AU CONGRÈS, LE 4 DÉCEMBRE 1871.

RELATIONS EXTÉRIEURES.

Les relations des États-Unis avec les puissances étrangères continuent d'être amicales. L'année a été signalée par le spectacle de deux grandes nations, qui parlent la même langue et ont la même origine, réglant par l'arbitrage pacifique des discussions amicales qui auraient pu dans un temps plonger ces nations dans le sang et un conflit hostile. Ainsi, elles ont donné un exemple qui, s'il aboutit définitivement à un succès, pourrait être imité par d'autres nations civilisées et constituerait en définitive le moyen de rendre à l'industrie productive des millions d'hommes actuellement occupés à régler les différends des nations à la baïonnette et au sabre.

LE GRAND TRAITÉ.

Je joins copie du traité en question conclu depuis l'ajournement du Congrès avec S. M. Britannique, ainsi qu'une copie des protocoles des conférences des commissaires qui l'ont négocié. Ce traité pourvoit aux moyens de régler des questions pendantes entre les deux nations. Diverses questions seront réglées par l'arbitrage. Je recommande au Congrès, dans un bref délai, de prendre la disposition nécessaire pour le tribunal de Genève et pour les diverses commissions de la part des États-Unis appelées par le traité.

Le roi d'Italie, le président de la Confédération helvétique et l'empereur du Brésil ont consenti, sur la demande collective des deux puissances, à nommer chacun un arbitre qui figurera au tribunal de Genève. J'ai fait faire mes remerciements pour l'empressement que l'on a mis à nommer des personnes d'éminence et de savoir à ces importantes positions.

L'empereur d'Allemagne a bien voulu agréer les justes vues des deux gouvernements, et il a consenti à agir à titre d'arbitre dans la question contestée des limites aquatiques entre les États-Unis et l'Angleterre. Les parties contractantes dans le traité ont entrepris de considérer entre elles certains principes du droit public invoqués par les États-Unis depuis le commencement de leur histoire.

Elles sont aussi convenues de porter ces principes à la connaissance des autres puissances maritimes et de les inviter à y accéder. Des

négociations sont entamées au sujet de la forme de la note d'invitation aux autres puissances.

Le message traite ensuite de la question des pêcheries, de celle de la canalisation, il parle de la protection des Allemands en France. Nous citons :

La reprise des relations diplomatiques entre la France et l'Allemagne m'a mis à même de donner des ordres pour le retrait de la protection donnée aux Allemands en France par les représentants diplomatiques et consulaires des États-Unis en France. Il est juste d'ajouter que ce délicat mandat de protection a été rempli par le ministre et le consul général à Paris ainsi que par les divers consuls en France avec autant de prudence que de tact. Leur conduite a reçu les éloges du Gouvernement allemand, sans blesser les susceptibilités des Français.

LA RUSSIE ET L'AMÉRIQUE.

Les relations entièrement amicales qui ont si longtemps existé entre les États-Unis et la Russie continuent à subsister sur le même pied que par le passé. La visite du troisième fils de l'Empereur est la preuve manifeste qu'il n'y a nul désir de la part du Gouvernement de S. M. de rien changer à la cordialité de ses rapports. L'hospitalière réception qui a été faite au Grand-Duc témoigne aussi de notre part du désir que nous avons nous-mêmes d'agir de réciprocité envers ce gouvernement. La conduite injustifiable du ministre russe à Washington nous a mis dans la nécessité de demander son rappel et de refuser tout rapport avec ce fonctionnaire en sa qualité de représentant diplomatique.

Il devenait impossible, pour peu que l'on eût le sentiment du respect de soi-même et de celui que l'on doit à la dignité du pays, de permettre à M. Catacazy de continuer ses relations avec notre Gouvernement après les insultes personnelles qu'il avait faites aux officiers de l'administration et en présence de sa persistante obstination à vouloir se mêler des rapports des États-Unis avec les autres puissances. Au gré de nos amis, ce Gouvernement a été relevé de toutes communications ultérieures avec M. Catacazy, et la conduite des affaires de la légation impériale est passée dans les mains d'un représentant contre lequel aucune objection ne peut être soulevée.

Nos rapports avec le Japon continuent d'être intimes. Le cabinet du Mikado a, depuis la clôture de la dernière session du Congrès, choisi des citoyens des États-Unis pour les mettre à la tête de plusieurs des départements les plus importants du Gouvernement. J'ai des

raisons de croire que ce choix est attribué à la juste appréciation de la politique désintéressée que les États-Unis ont observée envers le Japon.

Notre désir est d'appliquer tout aussi bien à la Chine que nous l'avons fait envers le Japon la même politique désintéressée et équitable. La correspondance que je vous transmets ci-jointe démontre qu'il n'y a eu aucune disposition de la part du Gouvernement de se départir de la ligne de conduite qu'il s'est tracée. Mu par son désir de mettre fin aux traitements barbares que l'on fait subir à nos marins naufragés sur les côtes de Corée, j'ai transmis des instructions à notre ministre à Pékin de faire ses efforts pour tâcher d'arriver à la conclusion d'une convention avec la Corée, pour obtenir que nos marins fussent traités avec plus d'humanité et que leur sécurité fût amplement garantie. L'amiral Rodgers a été chargé d'accompagner le ministre avec une force suffisante pour le protéger au besoin.

Le message entre ici dans les détails de l'expédition que tout le monde connaît et qui s'est terminée par la destruction de quelques forts. Les crimes dont on avait eu à se plaindre étant ainsi punis et l'honneur du pavillon lavé, l'expédition s'est retirée, et, dans ces circonstances, la conclusion de la convention n'a pu avoir lieu.

La République du Mexique n'a pas encore rapporté la législation dont on a eu à se plaindre, relative à l'établissement de la zone libre sur la frontière des États-Unis. Il faut espérer, que cela se fera et que des mesures efficaces seront adoptées pour empêcher l'établissement de gens sans foi ni loi sur ces mêmes frontières. L'initiative que prendra, je l'espère, le Mexique lui-même, suffira pour relever les États-Unis des embarras résultant de ces causes.

Nos rapports avec les différentes républiques de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale, à une exception près, continuent à se maintenir avec cordialité et bonne amitié. Je recommande au Congrès l'adoption d'une mesure législative relativement aux termes à échoir sur l'indemnité vénézuélienne à propos des créances ajoutées en 1866. Les dissensions intestines dont ce gouvernement a eu à souffrir ne sauraient servir d'excuse pour l'apathie qu'il a mise à faire face aux engagements qu'il a pris dans un traité solennellement conclu.

Les ratifications du traité d'extradition conclu avec le Nicaragua ont été échangées : c'est aussi un sujet de félicitations que la résolution prise par le grand empire du Brésil d'abolir l'esclavage dans ses domaines. Nos relations avec cet empire sont toujours cordiales et le

deviendront encore davantage par suite de l'acte d'affranchissement, Ce n'est peut-être pas trop que d'espérer que le propre intérêt du Brésil le portera naturellement à hâter l'époque où l'émancipation, qui progresse d'ailleurs avec rapidité, deviendra un fait accompli dans tout l'empire.

La vraie prospérité et la grandeur d'une nation gisent dans la hauteur de l'éducation donnée par elle aux classes laborieuses. C'est un sujet de profond regret que les réformes volontairement promises dans ce sens par les hommes d'État de l'Espagne n'aient pas été réalisées dans les colonies des Indes-Orientales.

Les lois et les règlements pour l'abolition de l'esclavage à Cuba et à Porto-Rico y laissent les travailleurs dans les liens du servage sans espoir d'en être relevés, sinon lorsque leur existence sera devenue un fardeau pour leurs maîtres. Je désire appeler votre attention sur le fait que des citoyens des États-Unis ou des individus prétendant l'être sont devenus de grands propriétaires en pays étrangers de cette sorte de propriété dont la possession est formellement prohibée par les lois du pays qu'ils disent être le leur.

France. — MESSAGE DE M. THIERS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
LE 7 DÉCEMBRE 1871.

Messieurs, nous nous retrouvons, après deux mois et demi de séparation, dans la voie que vous avez, d'accord avec le Gouvernement, ouverte vous-mêmes, y faisant chaque jour de nouveaux pas, et nous avançant ainsi vers le but que nous nous sommes proposés d'atteindre, le rétablissement de la paix au dehors et au dedans, la réorganisation de tous les services bouleversés par la guerre extérieure et par la guerre civile, par la succession en quelques mois de plusieurs gouvernements, par des circonstances, en un mot, dont l'histoire offre peu d'exemples.

Sans doute, si nous comparons les résultats obtenus à nos légitimes désirs, nous pourrons penser que nous sommes loin encore du but vers lequel nous aspirons ; mais nous apprécierions mal la situation à laquelle la Providence nous a permis de parvenir si, en comparant la fin de cette année avec son commencement, nous ne reconnaissions pas qu'il a été opéré dans le sens du bien des changements considérables.

Pour apprécier ces changements, il ne faut jamais oublier dans quel état le gouvernement de l'Empire nous a laissé la France. Il ne faut jamais oublier qu'après dix ans de la plus fausse politique, mettant le comble à son aveuglement, ce gouvernement a provoqué, sans motifs, sans alliés, sans préparation, la guerre la plus

imprudente qui fût jamais; qu'à la folie de la résolution, il a joint la plus profonde incapacité d'exécution; qu'il a perdu en deux mois toutes nos armées, livré sans aucun secours Paris à lui-même; que, tombé par ses propres fautes, nous avons vu les embarras d'une révolution se joindre à ceux de la guerre; que l'esprit révolutionnaire, surexcité par nos revers, a fait naître une insurrection formidable; qu'après avoir défendu Paris contre les Allemands, il a fallu l'arracher à cette insurrection pourvue de moyens immenses; que nous avons été réduits, en outre, à conclure une paix sans aucun moyen d'en disputer les conditions; à supporter une écrasante indemnité de guerre et, sans finances comme sans soldats, acquitter huit milliards, créer une armée, pour que le désordre contenu cessât d'être menaçant, et que l'Europe qui le désirait, sût bien que la France existait encore.

Tel est l'état de choses auquel il faut comparer l'état présent. Eh bien, Messieurs, les termes de cette comparaison mis en présence, nous osons dire devant vous, car ce n'est pas nous louer, c'est vous louer, vous, qui avez voulu ces résultats, c'est louer le pays qui s'y est prêté, nous osons dire que la somme des maux est singulièrement diminuée.

Les relations avec l'Europe sont devenues paisibles et bienveillantes; les principales difficultés avec la Prusse sont réglées; il y avait quarante départements occupés, il n'y en a plus que six; deux milliards de l'indemnité de guerre, sur cinq, sont acquittés ou vont l'être.

Malgré un embarras monétaire passager qui vous sera expliqué tout à l'heure, le crédit du pays se consolide; les impôts nouveaux rentrent avec facilité, et nous présagent le retour prochain de l'équilibre financier. L'armée, qui a été notre consolation dans nos malheurs, se reconstitue, et offre déjà un modèle de tenue, de vigueur, d'esprit militaire. L'industrie, occupée à refaire les approvisionnements qui manquaient dans les magasins de l'Europe et de la France, est arrivée au plus fort degré d'activité.

L'ordre matériel est assez complètement rétabli pour que la dissolution et le désarmement des gardes nationales, accomplis avec la mesure qui convenait, n'aient rencontré aucune résistance. L'ordre moral si prompt à troubler, si lent à rétablir, laisse seul à désirer, surtout dans les départements du Midi, où les passions des partis se ressentent de l'ardeur du climat. D'ailleurs, il manque au repos complet du pays quelque chose qui est présent à tous vos esprits, quelque chose qu'il n'appartient pas au Gouvernement de lui procurer, qu'il est dans vos pouvoirs, qu'il ne serait peut-être pas dans votre

sagesse de chercher à lui donner précipitamment, c'est-à-dire un avenir clairement défini. Un tel bienfait, il faut le demander au temps, à Dieu, seul possesseur du temps, à Dieu, seul dispensateur des choses, et s'y préparer par la patience, le sang-froid, la claire intelligence de la société moderne.

Quant à nous, vos simples délégués, notre unique mais impérieux devoir est de réorganiser le pays, et c'est à cette tâche, déjà bien laborieuse, que nous avons consacré nos veilles et tout notre dévouement. C'est du progrès de cette tâche que nous devons aujourd'hui vous rendre un compte fidèle ; mais pour que ce compte soit clair, il faut qu'il soit détaillé ; nous vous demandons, en conséquence, votre indulgente et patiente attention.

La situation extérieure, comme je viens de vous le dire, est aussi calme que nous pouvions l'espérer à la suite d'une guerre malheureuse. Notre politique est la paix, la paix sans découragement comme sans bravade, avec la conviction que la France réorganisée sera toujours nécessaire à l'Europe, et toujours capable d'y remplir ses devoirs envers les autres et envers elle-même. Si, contre son gré et contre toute probabilité, de nouveaux événements pouvaient survenir, ces événements ne seraient pas son ouvrage, car elle est décidée à les éviter, loin de chercher à les faire naître.

Elle l'a dit à tous les gouvernements ; elle s'occupe de rétablir ses finances et son armée, sans autre projet que de rester la France, ce qu'elle doit désirer, ce que tout le monde doit désirer comme elle.

Elle veut donc la paix ; elle le déclare sur son honneur, et ne faillira point à cette parole solennellement donnée !

Du reste, ses vues sont aujourd'hui celles de tous les États. Ceux qui ont pris part à la guerre sont fatigués ; ceux qui n'ont fait qu'y assister, en sont plus effrayés. La guerre se fait aujourd'hui avec de si terribles moyens que tout honnête homme, prince ou citoyen, doit reculer à la seule idée d'y exposer l'humanité sans une nécessité absolue. La France qui aurait le droit d'être mécontente de son sort, voulant la paix, tous les autres États la voulant comme elle, il n'y a aucune prévision possible qui puisse faire craindre la guerre.

Cette déclaration faite, permettez-nous d'entrer dans le détail de nos relations avec les diverses puissances de l'Europe qui ont avec nous des affaires à régler.

Lorsque vous nous avez quittés, une convention allait être signée avec l'Allemagne, pour l'évacuation de six départements sur douze qui restaient encore occupés. Quelques scrupules nés parmi vous sur les conditions de cette convention ont entraîné un nouvel examen des questions soulevées, et la conclusion a été retardée d'un mois entier.

Vous connaissez déjà les bases de cette négociation. Il s'agissait de devancer de neuf à dix mois l'évacuation de six de nos départements.

L'Allemagne y mettait pour condition la certitude du payement intégral des deux premiers milliards de l'indemnité, plus quelques avantages commerciaux en faveur de l'Alsace-Lorraine, avantages stipulés en principe dans le traité de paix de Versailles.

Quant au payement intégral des deux premiers milliards, déjà soldés en grande partie, la France en avait les moyens dans l'emprunt souscrit avec tant d'empressement par les capitalistes français et européens.

Mais il s'agissait de payer au dehors, ce qui était difficile, sans faire monter le change, et, par suite, sans faire sortir le numéraire de France. Aussi le Gouvernement de la République hésitait-il devant les engagements qu'on lui demandait, ne voulant pas s'exposer à une crise monétaire que nous avons évitée, mais en nous en approchant de très-près. L'Allemagne nous demandait des effets à six, sept ou huit mois, effets négociables, qu'elle promettait toutefois de ne pas négocier tant que le Gouvernement resterait dans les mains où il se trouve aujourd'hui. Cette réserve, si flatteuse qu'elle fût, répugnait à notre loyauté, car c'eût été faire à nos successeurs, si la France avait voulu nous en donner, une condition qui aurait rendu impossible d'en trouver.

S M. l'Empereur d'Allemagne, appréciant nos scrupules, connaissant notre bonne foi, n'a pas insisté, et, renonçant à toute intervention des banquiers, s'est contenté de la signature du ministre des finances et du président de la République.

Cette sage concession a fait disparaître toute difficulté relativement au payement définitif des deux premiers milliards. Les mesures sont prises, et les versements seront effectués aux époques convenues.

La seconde difficulté, celle des avantages commerciaux promis en principe à l'Alsace-Lorraine, était plus embarrassante.

L'Alsace, depuis deux siècles et demi, avait toujours pris en France les matières premières de sa riche industrie, et lui avait envoyé en échange des produits manufacturés. C'est cet état de choses que la Prusse voulait lui conserver quelque temps encore.

Quant à moi, toujours fort soucieux du sort de notre industrie, je n'étais guère alarmé pour elle de ce qu'on demandait en faveur de l'Alsace-Lorraine, car si la France avait pu, pendant plus de deux siècles, supporter la concurrence alsacienne sans aucune protection, il ne pouvait pas être très dangereux pour elle de la supporter pendant un an et demi, par exemple, avec le secours d'un droit successi-

vement croissant. Ainsi, on avait demandé l'exemption complète de droits jusqu'au 31 décembre de la présente année; un quart de droit jusqu'au 1^{er} juillet de l'année prochaine, et un demi-droit pendant l'année à courir du 1^{er} juillet 1872 au 1^{er} juillet 1873. Les produits français devaient entrer en Alsace-Lorraine aux mêmes conditions. De plus, on avait formé un syndicat composé de manufacturiers alsaciens, très-intéressés à ne pas partager, avec les Suisses et les Allemands, le privilége qu'on leur accordait, et chargés de veiller à ce que les produits introduits en France fussent tous d'origine alsacienne.

Les garanties étaient donc suffisantes pour un privilége qui, d'ailleurs, ne devait durer que dix-huit mois.

La question était moins simple à l'égard des Allemands et de la concurrence que pouvaient leur faire les produits français. Toute ligne de douane avait été supprimée entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne, et ni l'une ni l'autre ne voulait la rétablir. Or, de cette suppression de douane, il résultait, pour l'Allemagne, la probabilité et presque la certitude d'une véritable invasion des produits français, du Rhin à l'Oder.

Nous étions protégés, l'Allemagne ne l'était pas.

Cette situation n'avait pas acquis toute sa clarté lorsque le sujet a été soumis à votre examen. Nous avions cherché, par une rédaction limitative de la réciprocité, à rassurer les intérêts engagés de part et d'autre, lorsque la demande d'une réciprocité complète, portée ici, a fait ajourner la signature. La question a été renvoyée à Berlin. La presse étrangère a alarmé les intérêts allemands; pendant un instant, la négociation a semblé rompue, et les malheureux départements français dont le sort était en suspens ont été livrés aux plus cruelles anxiétés.

Il n'a été possible de s'entendre qu'en limitant l'entrée de nos produits en Allemagne aux objets servant aux manufactures de l'Alsace-Lorraine; et, du reste, il faut bien reconnaître que dans ces objets consistait la plus grande partie de notre ancien négocie avec ces provinces.

En échange de cette restriction, l'Allemagne nous a offert un avantage qui nous a paru une compensation très-suffisante de ce que nous concédions: c'est une réduction de six mois, sur les dix-huit, dans la durée du privilége réclamé. Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1873, les produits de l'Alsace-Lorraine payeront un quart de droit; du 1^{er} juillet au 31 décembre de cette même année, ils payeront un demi-droit, et, à partir de ce jour, toute différence s'effacera entre leurs produits et ceux des autres pays.

Certes, c'est déjà une protection fort réelle que celle d'un quart de droit d'abord, et d'un demi-droit ensuite, contre des produits qui depuis plus de deux siècles entraient en France sans rien payer. Mais réduire cet état de choses de dix-huit à douze mois, c'est assurément un redoublement de précaution, à notre avis bien suffisant ! Du reste, il fallait en finir de ces longues et pénibles hésitations.

D'une part, nous avions obtenu que pour le payement intégral des deux premiers milliards, on se contentât de notre signature, sans recourir à la garantie des banquiers, ce qui, avec la diminution des troupes d'occupation, nous procurait une économie d'environ trente millions; de l'autre, le privilége commercial accordé à l'Alsace-Lorraine était réduit de dix-huit mois à douze; et enfin, ce qui nous touchait le plus, les départements de l'Est allaient obtenir leur libération immédiate.

Et ce n'étaient pas seulement les six départements immédiatement libérés qui étaient en cause, c'étaient aussi les six derniers, car avancer la libération des uns, c'était avancer d'autant la libération des autres, l'évacuation totale ne pouvant être que successive.

Eh bien, Messieurs, nous l'avouons, c'est la libération du sol que nous avons fait passer avant toute autre considération. Les intérêts matériels nous semblaient suffisamment garantis; mais, pour nous, rien n'entrant en balance avec l'évacuation du territoire avancée d'une notable durée. Le cri du cœur l'a emporté, et, nous en sommes sûr, il ne s'élèvera pas plus de reproches ici qu'il ne s'en est élevé dans le pays tout entier.

Au surplus, nous n'avons pas négligé le sort des six derniers départements qui restent encore occupés. Leur situation est sans cesse présente à notre pensée; et, en attendant le jour de leur libération définitive, nous nous sommes appliqués à leur ménager une séparation complète entre eux et les troupes d'occupation. Ces dernières sont, les unes casernées, les autres baraquées, et ont cessé ainsi de loger chez l'habitant. Les points de contact sont donc fort diminués et les conflits moins à craindre. Nos paysans ne verront plus un soldat étranger leur demander le lit ou le pain de leurs enfants.

Il reste, il est vrai, la douleur de le voir sur le sol de la patrie; mais nous les supplions en votre nom, comme au nôtre, de supporter patiemment ce reste de nos malheurs, et de n'y pas ajouter par des imprudences qui n'abrégeraient pas leurs maux, et qui pourraient compromettre de nouveau, ou la sûreté de la France, ou sa dignité ! Il faut ajouter, Messieurs, pour ceux qui croiraient que frapper un étranger ce n'est pas commettre un meurtre, que c'est là une erreur détestable; qu'un étranger est un homme, que pour lui les saintes

lois de l'humanité subsistent aussi sacrées qu'envers nos propres compatriotes. Nous supplions les juges de ne pas partager une erreur aussi déplorable, de ne pas oublier surtout que nos villes expieraient immédiatement les conséquences, et que des milliers de Français seraient exposés à l'instant même à d'affreuses représailles.

Maintenant, Messieurs, mon devoir est de vous entretenir d'une autre négociation et de vous en rendre un compte succinct, mais également exact et sincère.

Vous savez tous que le Gouvernement de l'Empire avait conclu avec presque toutes les puissances dont le territoire est contigu au nôtre des traités de commerce qui devaient le lier pendant dix années entières. Il avait été convenu qu'après dix ans, ces traités seraient ou révisés ou dénoncés, c'est à-dire abolis.

Le principal d'entre eux, celui qui a été signé avec l'Angleterre, est expiré depuis environ une année. Celui qui a été conclu avec la Belgique est arrivé à son terme depuis six mois; le troisième, conclu avec la Prusse, a été emporté par la guerre; les autres, moins importants, avec l'Autriche, la Suisse, l'Italie, doivent durer encore trois ou quatre ans. Mais les trois plus importants, parce qu'ils intéressent notre frontière de plus près, ceux qui ont été conclus avec l'Angleterre, avec la Belgique, avec la Prusse, ne dépendent que de votre volonté. Ils dureront ou s'évanouiront selon que vous le voudrez.

Je ne vous apprendrai rien en vous rappelant la résistance que ces traités ont rencontrée en France à l'époque de leur conclusion. Ce n'est pas pour avoir aboli les prohibitions absolues qu'on les blâmait, car ces prohibitions étaient désormais condamnées, et moi, Messieurs, qui ai l'honneur de vous parler, je n'avais pas une fois traversé le pouvoir sans en abolir quelques-unes.

Ce qu'on reprochait à ces traités, c'était d'avoir été conclus sans le pays, d'avoir introduit sans préparation une liberté absolue, d'avoir dès lors découvert toutes nos industries à la fois, de s'être arrêtés à des tarifs insuffisants, rédigés par des commissaires étrangers, à l'exclusion des nôtres, et d'avoir ainsi causé aux plus importantes productions nationales, telles que les fers, les tissus de toute nature, les produits agricoles, et surtout la marine marchande, un dommage immense, dont l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, la Bourgogne, la Flandre, la Normandie, la Bretagne se ressentiront longtemps.

Si aujourd'hui, à la suite de la guerre qui a fait disparaître tous les approvisionnements, une véritable activité a été rendue à ces diverses branches de notre industrie, ces approvisionnements refait, la gêne devra reparaître sous le poids écrasant de la concurrence étrangère. Quelques mois avant la chute du dernier gouvernement,

le Corps législatif lui-même, sentant les fautes de l'Empire sans les oser dire, cherchant à les réparer sans y réussir, avait ordonné une enquête sur les traités de commerce, dont la dénonciation était hautement demandée. Il était ressorti de cette enquête que la marine marchande était ruinée, que l'industrie des fers avait été ravagée, que les fils et les tissus de coton, de lin, de laine, avaient subi des dommages considérables; que les tissus mélangés de Roubaix étaient presque détruits, que l'agriculture souffrait dans certains de ses produits essentiels, celui des laines notamment. On en avait généralement tiré la conclusion qu'il fallait sur tous ces points apporter quelque remède à un état de choses empirant tous les jours, et particulièrement par rapport à la marine marchande que les entrepôts étrangers allaient faire disparaître complètement.

La guerre, qui efface toutes les ruines par les siennes, a fait oublier un moment cet état de choses; mais, la paix rétablie, il a reparu à tous les yeux, fort atténué, il est vrai, par la renaissance du travail, mais atténué pour le moment et malheureusement pas pour toujours.

Nous pouvions, certes, dénoncer ces traités, sauf, bien entendu, votre avis, à vous qui représentez la souveraineté; mais il nous appartenait de négocier pour préparer cette dénonciation. D'immenses intérêts dans nos ateliers, dans nos campagnes, dans nos ports, attendaient et attendent encore cette résolution.

Toutefois, nous ne l'avons pas prise. Notre motif pour nous abstenir, nous l'avons puisé dans l'esprit de mesure qui doit caractériser tout gouvernement sérieux et sensé.

Nous n'avons pas voulu nous faire les auteurs d'une réaction industrielle, en substituant les prohibitions au libre-échange absolu. Nous entendons, en laissant aux échanges toute la liberté compatible avec la prospérité publique, assurer à nos industries, à celles qui depuis trois quarts de siècle font la fortune de la France, la protection de tarifs suffisants pour qu'elles n'expirent pas sous la concurrence illimitée de l'étranger. Assez de stimulants pour les empêcher de s'endormir, point assez pour qu'elles soient obligées de renoncer à produire, telle est la politique économique que nous vous proposerons.

Dans cette pensée, bien que nous éprouvions une préférence marquée pour l'abrogation des traités qui nous lient, parce que nous tenons essentiellement à recouvrer la liberté de notre politique commerciale, nous avons pensé qu'il serait plus sage de proposer à l'Angleterre de nous en tenir à une simple modification des traités existants, modification que, sous l'Empire, on jugeait indispensable.

Ainsi, en laissant exister tous les tarifs sur les fers et leurs dérivés, sur les houilles, les produits chimiques, la verrerie, la cristallerie, la

céramique, les lainages unis, les poissons frais ou salés,, sur la plus grande partie de nos échanges, en un mot, nous avons proposé de relever, dans la modeste proportion, tantôt de 3/0, tantôt de 5/0, nos droits sur les filés et tissus de coton, de lin et de laine; quant à ceux de laine mélangée qui avaient fait autrefois la prodigieuse fortune de Roubaix, et qui malheureusement ne la font plus, nous avons réclamé une simple élévation de 12 à 18 0/0. Et ces modestes changements, nous les avons demandés, moins pour obtenir une élévation véritable des tarifs existants que pour assurer leur loyale application. Il arrive, en effet, que, par les fausses déclarations en douane, les tarifs se trouvent réduits de 3, 4 et même 5 0/0, de manière que l'augmentation réclamée n'aurait pour effet réel que de rendre sincère l'application des tarifs de 1860. Telle a été purement et simplement la proposition faite par nous à l'Angleterre.

« Nous préférions, lui avons-nous dit, la dénonciation du Traité de 1860, parce que, nous désirons recouvrer la liberté de nos relations commerciales; mais dans une pensée de bonne entente, de cordiales relations, nous consentons à rester dans des liens pour nous fort incommodes, à condition de les relâcher là où ils nous gênent jusqu'à arrêter la vie de nos principales industries. »

Cette manière de nous présenter était si naturelle qu'elle ne pouvait provoquer à première réflexion qu'un accueil favorable. Aussi, des premières paroles des ministres anglais, soit à Paris, soit à Londres, nous avons pu acquérir, sinon la certitude, du moins l'espérance que nos propositions seraient accueillies.

Peu à peu, cependant, les dispositions se sont montrées moins favorables, et près d'une année s'est écoulée sans réponse positive, de manière que le temps qui s'écoule est tout à notre désavantage. Si, en effet, nous avions dénoncé le Traité de 1860 au mois de février dernier, nous serions très-près de devenir libres aujourd'hui, car il faut une année entre la dénonciation et l'abolition du Traité. Ne l'ayant pas fait par les raisons que nous venons de vous dire, nous avons perdu environ dix mois; et aujourd'hui encore, du moment où nous aurons exprimé la volonté formelle de la dénonciation, il nous faudra perdre encore toute une année avant de recouvrer notre liberté.

Cherchant enfin à obtenir une réponse positive, il nous a été opposé non des calculs de tarifs, mais une raison de principe. Il nous a été dit, du reste, avec toute la courtoisie qui a toujours été apportée de part et d'autre dans cette négociation, que l'Angleterre, en accédant à notre désir, semblerait abandonner ses principes, et se prêter à un retour en arrière de la part de la principale nation industrielle du continent.

Cette raison ne nous a pas convaincus. Si le fond du traité avait été seulement entamé, on pourrait tout au plus raisonner de la sorte. Mais une telle objection, lorsque trois objets seulement, relatifs à nos industries textiles, sont touchés, quand le fer, ses dérivés, la houille, les produits chimiques et la plupart des matières composant nos échanges ne subissent aucun changement, une telle objection est tout à fait contraire à la réalité des choses.

Est-ce donc sans motif qu'il avait été convenu qu'après dix ans le traité serait remis en question ? Etais-ce sans motif que l'article 21 du traité avait stipulé qu'après dix ans les tarifs seraient divisés ? Ou l'on prétend que le traité doit être à tout jamais immuable, et alors les réserves stipulées sont des articles vainement écrits ; ou il faut reconnaître que nous usons d'un droit incontestable, et que nous en usons modérément en demandant que le traité de 1860 soit non pas abandonné, mais seulement modifié.

Voici donc la mesure à laquelle nous nous sommes arrêté définitivement (laquelle est comprise dans notre pouvoir de négocier, mais qui serait non avenue si vous ne l'approuviez pas) ; c'est de dénoncer le traité en consentant à négocier encore, toute une année, de manière à prendre date, dès aujourd'hui, et que le temps à perdre pendant ces nouvelles négociations ne soit pas perdu pour nous seuls, et qu'il soit pris sur l'année pendant laquelle le traité doit rester en vigueur après sa dénonciation.

Quoi qu'il arrive du reste, abrogation ou simple modification du traité, nos relations politiques avec l'Angleterre seront aussi amicales que par le passé, et nos tarifs resteront même ce qu'ils étaient, sauf sur les points qui ont été de notre part l'objet d'une réclamation.

Certes, nous pouvons le dire, aucune négociation n'aura jamais été conduite avec plus de modération, d'esprit de paix ; et aucun juge impartial en Europe, même en Angleterre, ne pourra nous condamner.

Ces deux négociations, celle qui était engagée avec l'Allemagne pour l'évacuation anticipée de six de nos départements, et celle qui était engagée avec l'Angleterre au sujet du traité de commerce, composent nos seules affaires avec l'Europe. Avec toutes les autres puissances, il n'en existe aucune, et avec toutes, nos relations sont celles du bon voisinage. Sur notre grande frontière des Pyrénées, nous ne souffrons pas contre l'Espagne, elle ne souffre pas contre nous, les menées des partis. De même avec la Suisse ; de même avec la Belgique, dont l'indépendance profondément respectable sera toujours par nous profondément respectée. Avec l'Italie, aucune difficulté n'existe, pas plus de sa part que de la nôtre, et nous ne lui adressons pas des conseils, car nous n'en donnons à personne, mais des recommandations au nom de

l'univers catholique pour que l'indépendance du Saint-Siège soit rigoureusement maintenue ; et à l'égard de Rome elle-même, nous ne faisons arriver que de profonds et sympathiques respects pour le vénérable pontife que ses malheurs rendent aussi respectable que ses rares vertus. A l'égard de l'Autriche, qui tend à se relever de ses revers, comme nous des nôtres, nous n'avons que des vœux à former, comme elle en forme pour nous. A l'égard de la Russie, placée si loin de nous, nos relations sont celles qui peuvent résulter d'une mutuelle confiance, et d'une appréciation éclairée des intérêts réciproques des deux États, intérêts qui ne sont pas de nature à les désunir.

Ainsi, pas une inquiétude ne peut subsister au sujet de nos rapports avec l'Europe, et les esprits les plus ombrageux peuvent se calmer, le travail peut étendre ses spéculations, car rien ne motiverait de sa part la moindre hésitation. Notre prudence et notre loyauté nous défendraient également de le tromper.

Passons à nos affaires intérieures qui n'ont cessé de partager avec nos affaires extérieures toute notre attention.

L'administration, vous le savez, consiste surtout dans un personnel préfectoral bien choisi et bien adapté aux populations qu'il est appelé à régir. Cette œuvre, difficile en tout temps, l'est surtout à une époque aussi profondément troublée que la nôtre, car tous nos départements, dans des proportions différentes, il est vrai, et selon les régions auxquelles ils appartiennent, contiennent les divers partis qui divisent et malheureusement agitent notre pays. Or, il en est des préfets comme du Gouvernement lui-même. S'ils conviennent à un parti, ils sont exposés à déplaire à l'autre ; mais, de même que le Gouvernement doit, par son impartialité, son esprit de justice, être une moyenne, acceptée par les partis raisonnables et imposée à ceux qui ne le sont pas, de même les préfets doivent, à force de tact, de mesure, et, au besoin, de fermeté, se saisir des hommes et des choses et les diriger vers le bien commun de tous.

Ce n'est pas du premier coup que l'on réussit à composer toute une administration ; et nous n'avons pas la prétention d'y avoir réussi. Nous avons pris d'abord dans les classes éclairées, sans faveur comme sans esprit de parti, les sujets selon nous les plus méritants, accordant la préférence au mérite sur la situation sociale, mais ne négligeant pas non plus cette situation, qui est un moyen d'influence, et nous croyons avoir donné aux populations des hommes dignes de les administrer.

Si dans les premiers jours toutes les convenances n'ont pas été saisies, peu à peu l'appropriation aux localités s'est faite, soit par quelques changements, soit par l'intimité qui s'est établie avec les popula-

lations en vivant au milieu d'elles; et en ce moment, d'après les témoignages que nous recevons, nous sommes fondé à croire que le personnel administratif a été aussi bien composé qu'il pouvait l'être dans les circonstances présentes.

D'ailleurs, il vient d'être mis à l'épreuve de l'élection et de la réunion des conseils généraux, convoqués pour la première fois depuis la cruelle année que nous venons de traverser.

Deux mille huit cents élections opérées au milieu d'un calme profond, en toute liberté, sans aucune pression administrative, nous ont prouvé que le pays, livré à lui-même, n'était pas incapable de se conduire. Si les partis extrêmes ont pu se faire jour et obtenir un certain nombre de sièges dans les conseils généraux, l'immense majorité a été composée d'hommes sages, modérés, animés sans doute d'opinions diverses, mais sachant sacrifier leurs opinions individuelles à l'intérêt général.

Les délibérations de ces conseils ont révélé le meilleur esprit; et si elles ont été quelquefois erronées, dans leur ensemble elles ont été signalées par la modération et par une véritable sagesse administrative et financière. Et nous pouvons le dire, si tout le monde s'est étonné de nous trouver si riches au milieu de nos malheurs, on a pu aussi s'étonner de nous trouver si sages au milieu d'une révolution.

Je sais bien que beaucoup d'esprits sincères, attristés par nos malheurs, se refusent à admettre cette amélioration; mais nous leur répondrons que c'est détourner l'esprit public que de ne pas reconnaître ses progrès. Espérer beaucoup des hommes est plus sage et plus habile que d'en désespérer.

L'administration sans doute est un point important; mais la finance, l'armée le sont plus encore, si c'est possible. La finance nourrit l'État; l'armée le soutient, et constitue sa grandeur. Jamais l'une et l'autre n'ont eu plus à faire pour suffire à leur double tâche.

Il est plus digne, sans doute, et quant à moi plus conforme à mes goûts, de chercher à réparer les fautes d'autrui que d'être sans cesse occupé à les relever. Pourtant le langage que tiennent les partisans du Gouvernement déchu nous contraint à retracer l'État dans lequel il a laissé la finance et l'armée. C'est d'ailleurs indispensable pour vous faire apprécier notre situation toute entière.

Notre budget, qui, en moyenne, était de 1,500 millions en 1848, tous les services compris, la dette, l'amortissement, les ministères, les travaux extraordinaires, les frais de perception, le service départemental, était arrivé en 1870 à un total de 2 milliards 100 à 200 millions.

Avec une augmentation pareille, deux services capitaux étaient

déplorablement négligés : l'amortissement, et l'armée. Il n'y avait pas d'amortissement, ou si peu qu'il était dérisoire ; et quant à l'armée, le matériel était à la fois insuffisant et arriéré, l'artillerie au-dessous de toutes les proportions généralement usitées, et l'effectif de nos régiments d'infanterie rarement au-dessus de onze à douze cents hommes, ce qui explique comment, après la déclaration de la guerre la plus téméraire, nous n'avions pas à l'ouverture du feu plus de 200,000 hommes à présenter à l'ennemi, qui s'avancait avec 400,000 hommes, soutenus par 300,000 autres. Telle était la situation de nos principaux services, avec un budget de 2 milliards 100 ou 200 millions. Depuis, la guerre nous a coûté 3 milliards environ ; l'indemnité convenue avec les Allemands nous en coûtera 5, que nous ne payerons que successivement, mais dont nous supportons déjà le fardeau, puisque, dès aujourd'hui, nous en payons l'intérêt. Ajoutez à ces charges les ravages de la guerre à réparer, des ponts à relever, des routes à rétablir, des indemnités à payer aux départements envahis, le matériel de l'armée à refaire, notre frontière à reconstituer au moyen de nouveaux travaux de fortification, et on concevra tout ce que doivent ajouter à nos budgets futurs les erreurs du dernier gouvernement,

Pourtant, avec de la patience, du travail, une extrême prudence financière, tous ces maux pourront être réparés, et nous ne désespérons pas (vous en serez bientôt juges) de vous présenter un budget en équilibre, toutes nos charges étant portées en ligne de compte, l'amortissement et l'armée notamment étant largement et suffisamment dotés. Mais personne n'a dans sa main de baguette magique pour faire tout avec rien. Ces résultats, c'est avec de l'économie et des impôts qu'on pourra les obtenir, c'est-à-dire en ajournant des travaux utiles et en faisant des prélèvements plus grands sur la fortune privée au profit de la fortune publique. Ces sacrifices, du reste, en partie déjà connus, et qu'il reste seulement à compléter, ne seront pas tels que le développement de la richesse publique en puisse souffrir, et que les jouissances honnêtes du foyer domestique soient supprimées.

Nous allons, du reste, vous faire connaître tout de suite et brièvement les bases du nouveau budget que nous présenterons bientôt à vos suffrages.

Le changement de la forme du Gouvernement a fait disparaître la liste civile, les dotations princières et sénatoriales, et permis une économie de près de quarante millions, si on tient compte du produit des domaines de la couronne. Cette économie, facile à opérer une fois admise, il ne reste des réductions notables à faire que sur les travaux publics et les constructions navales, non pas que nous avons

renoncé aux économies qui peuvent résulter de réformes administratives bien conçues ; mais l'expérience a dû apprendre à tout le monde que ces réductions ne pourraient jamais être très-considerables.

Quant aux travaux publics, poussés à l'excès sous le dernier régime et devenus trop souvent des actes de complaisance envers les individus ou envers les localités, nous avons soigneusement recherché les ajournements dont ils pouvaient être l'objet sans grave inconvénient. Ainsi, tout ce qui était réparation des ravages de la guerre est déjà fait ou va se faire avec les ressources portées aux budgets de 1871 et de 1872.

Quant aux travaux commencés, ils seront achevés, ne fût-ce que par raison d'économie bien entendue ; quant aux-travaux nouveaux, les plus urgents seront repris dès que le mouvement ascendant des revenus publics recommencera sous l'influence de l'ordre et de la paix.

Cette manière d'entendre le classement des besoins nous a permis d'opérer sur le budget des travaux publics une réduction de 28 millions environ.

Quant à la marine, qui s'est couverte de gloire par les services rendus sur nos frontières de terre et deux fois autour de Paris, contre les Prussiens et contre l'anarchie, aucune réduction ne vous sera proposée qui puisse nuire à l'entretien de son héroïque personnel, ni à ses armements indispensables. Les constructions qui auront le double avantage de maintenir l'effectif de notre flotte et de conserver dans nos arsenaux nos ouvriers les plus habiles seront continuées. Toutefois ces vastes travaux qui nous ont coûté depuis quelques années plusieurs centaines de millions, pour des essais très-remarquables, mais qui ont fait plus d'honneur à notre génie naval que de profit à la force définitive de notre flotte, ils seront ajournés. Le temps est venu de profiter à notre tour des essais des autres nations après les avoir tant enrichies des nôtres.

En faisant porter les réductions spécialement sur les constructions d'essai et sur les armements, nous gagnerons sur ce chapitre de dépenses environ 29 millions.

En ajoutant à ces réductions de travaux publics et de la marine quelques économies sur les divers services administratifs on obtiendra cent et quelques millions d'une réduction en grande partie permanente.

Après ce travail de réduction, restait à construire le budget vraiment normal que nous vous avions promis. Nous avons eu bien garde, dans ce travail, de ne pas revenir à l'artifice des budgets extraordinaires, au moyen desquels on dissimulait de 120 à 150 millions de dépenses annuelles que l'on qualifiait d'extraordinaires, bien que par leur nature elles dussent reparaître chaque année. Cependant nous

étions bien autorisés, sans recourir à aucun artifice, à considérer comme extraordinaires et ne devant pas se renouveler les réparations à faire aux murs de Paris, les travaux de fortifications qui devront nous rendre une frontière à défaut de celle qui nous a été ôtée, le renouvellement de notre matériel de guerre, ou perdu, ou hors de service, ou arriéré, l'indemnité promise aux départements envahis, l'entretien de l'armée allemande d'occupation, la solde de quelques officiers laissés hors des cadres, mais destinés à y rentrer bientôt.

Ainsi donc sans renouveler à aucun degré l'artifice des budgets extraordinaires, nous avons ouvert un compte de liquidation ayant pour objet de réparer les désastres de la guerre, et dont le passif sera d'environ 400 millions, sans nous livrer à aucune illusion. Nous avons en ressources de divers genres et très réelles un actif de 160 à 170 millions à opposer à ce passif, et il ne présentera dès lors qu'un solde de 230 millions à payer en fin de compte.

En adoptant ces bases, le budget total, tous les budgets anciennement divisés à dessein étant confondus en un seul, tels que budget ordinaire, budget extraordinaire, dette publique, amortissement, ministères, frais de perception, service départemental, nous arriverons à la somme énorme, nous en convenons, de 2 milliards 429 millions et 2 milliards 749 millions, en y ajoutant les dépenses départementales. C'est donc une dépense annuelle de 600 millions que la guerre contre la Prusse aura ajoutée à notre budget.

Ainsi, de 1852 à 1870, la prodigalité l'aura porté de 1 milliard 500 millions à 2 milliards 100 ou 200 millions, et en 1870, en une seule année, une folle guerre l'aura porté à 2 milliards 749 millions; ce qui fera, en dix-huit ans, une augmentation totale et annuelle de 1 milliard 250 millions, c'est-à-dire presque le doublement des charges publiques; à quoi il faut ajouter la perte de deux provinces, et la perte même de la grandeur française, si la grandeur de la France, pouvait périr.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'avec un budget qui était monté, comme je viens de le dire, de 1 milliard 500 millions en 1852, à 2 milliards 100 ou 200 millions en 1870, il n'y avait pas d'amortissement, ou presque pas, et que l'armée était dotée de manière à ne pouvoir se présenter à l'ennemi que dans la proportion d'un combattant contre deux; sans compter que la dette flottante n'avait pas cessé de varier entre huit et onze cent millions.

Voici quelle sera désormais notre situation financière.

Moyennant la somme totale que nous venons d'annoncer, tous les services seront assurés d'une manière permanente, sans besoin de recourir à la dissimulation des budgets extraordinaires; les travaux publics auront le nécessaire; et l'armée, si insuffisamment dotée,

recevra annuellement de 75 à 80 millions de francs de plus, dotation dont elle n'avait jamais joui.

Elle aura, en vieux cadres, 150 régiments d'infanterie au lieu de 130, un effectif de paix de 2,000 hommes par régiment au lieu d'un effectif de 1,100 à 1,200, une proportion d'artillerie d'au moins 4 bouches à feu par 1,000 hommes, au lieu de 2 environ ; ce qui nous procurera une armée véritable, réunissant à la fois le nombre et la solidité, et une promptitude d'entrer en campagne égale à celle des armées de l'Europe les mieux organisées.

Quant au rachat de la dette, nous aurons un amortissement sérieux de 200 millions, bien suffisants pour contrebalancer une dette montée à la somme de 1 milliard 100 millions. Enfin, et cette dernière considération n'est pas moins importante, la dette flottante, variant sous le dernier empire de 800 millions à 1 milliard 100 millions, sera réduite à 625 millions, qu'elle compte aujourd'hui.

Ainsi un budget en équilibre, avec une armée bien dotée, un amortissement de 200 millions et une dette flottante au-dessous de toutes les proportions ordinaires, telle sera notre situation définitive.

Il est vrai qu'il aura fallu pour arriver à ce résultat 600 millions d'impôts nouveaux ; 350 millions sont déjà créés et sont en plein rapport, sans que la charge, tout en étant sentie, paraisse comprimer l'essor des forces du pays. Il reste à en créer 250 millions. Ils vous ont déjà été proposés, et portent en partie sur les matières premières. Vous les avez examinés, vous les examinerez encore ; et, en tous cas, il en sera mis d'autres sous vos yeux pour que vous puissiez choisir.

Il reste à vous donner l'explication d'un embarras momentané qui s'est produit à l'occasion des grands efforts que nous avons eu à faire pour payer les deux premiers milliards de l'indemnité de guerre.

Lorsque, à la fin de votre session dernière, vous discutiez le projet de traité relatif à l'Alsace-Lorraine. on nous avait dit que peut-être il aurait mieux valu solder tout de suite l'indemnité de guerre tout entière, et libérer à ce prix la totalité de notre territoire. A cela nous avions répondu que seulement, pour payer deux milliards sur cinq, il fallait une extrême prudence d'exécution, si nous ne voulions pas nous exposer à une crise monétaire des plus graves. L'incident financier de ces derniers jours a plus que justifié cette prudente réserve, qui, au premier aspect, pouvait paraître trop timide.

Comme nous l'avions dit, s'il n'avait fallu que se procurer des fonds par la voie des emprunts, rien n'était, sinon plus facile, du moins plus praticable. L'ardeur de la spéculation, la confiance dans le débiteur qui s'appelle la France, auraient suffi pour nous procu-

rer beaucoup plus de deux milliards. Nous devons ajouter que sur la somme de deux milliards 200 millions empruntés cet été, il nous a été versé en cinq mois plus de 1 milliard 600 millions, valeur comptant, ce qui n'a pas d'exemple, ce qui prouve que les prêteurs qui s'étaient offerts étaient des prêteurs fort sérieux.

Mais la difficulté ne consistait pas à trouver à emprunter et à réaliser immédiatement le produit des emprunts, elle consistait à payer 2 milliards hors de France.

On ne peut payer hors du pays une somme grande ou petite que de deux manières : ou en métal, or et argent, ou en marchandises, lesquelles sont représentées avant ou après leur livraison par des traites sur l'étranger qu'on appelle *papier sur Londres, sur Francfort, sur Hambourg*. Il nous a donc fallu acheter tout le papier disponible.

Notre commerce avec l'Angleterre étant plus considérable que celui que nous faisons avec l'Allemagne, nous avons dû acheter à Londres beaucoup de papier sur l'Allemagne, et il était inévitable que le change n'augmentât, c'est-à-dire que la livre sterling, qui représente 25 fr. et 25 fr. 25 c., en y ajoutant les frais du déplacement de cette valeur, ne montât à 25 fr. 50 c., 25 fr. 75 c., même à 26 fr., et un moment davantage.

Or, tout le monde sait que, lorsque la hausse du change dépasse une certaine limite, le numéraire sort à l'instant même. Lorsque, en effet, une livre sterling, qui vaut 25 fr., monte à 26 fr., il y a un bénéfice très-suffisant à porter à Londres 25 fr. de métal, parce qu'il n'en coûte pas 1 fr. pour ce transport.

Ce phénomène est si usuel qu'il est inutile de l'expliquer, et, si nous le faisons, c'est pour que la masse du public comprenne ce qui s'est passé, et n'en conçoive pas plus d'inquiétudes qu'il ne faut.

Nous avons acheté du papier sur l'étranger non-seulement pour le premier milliard, mais aussi pour le second, à des échéances successives jusqu'au mois de mai prochain. En achetant du papier, nous avons nécessairement fait monter le change, la hausse du change a fait sortir le métal ; et, heureusement, nous étions préoccupé à l'avance de la difficulté, comme vous l'a prouvé notre langage de l'année dernière, ce qui nous a rendu très circonspect dans ces achats. La sortie du métal, bientôt accélérée et accrue par la spéculation, qui exagère tous les mouvements, a produit la rareté du numéraire, et par suite une difficulté dans les payements, qui a été un moment très-vivement sentie.

Cette difficulté s'est d'abord produite dans les petits payements, surtout dans ceux qui étaient moindres de 20 francs, parce que pour

ceux-là la Banque de France n'avait pas de billets à offrir au public, ses coupures n'étant pas encore descendues au-dessous. Pour les paiements au-dessus, c'est-à-dire pour ceux qui s'effectuent avec des billets de 50, de 100, de 500, de 1,000 fr., la difficulté de s'acquitter ne s'est pas fait sentir au public, qui avait à sa disposition des billets de cette valeur, mais à la Banque, qui a failli plusieurs fois être arrêtée dans ses émissions par la limite de 2 milliards 400 millions que vous lui avez imposée.

Quelques mesures passagères mais bien calculées, comme les petites coupures qu'ont émises des établissements solidement garantis, et surtout les versements du Trésor, qui a pu augmenter l'actif de son compte-courant avec la Banque, nous ont permis de franchir l'espace qui nous séparait du 4 décembre, moment où vous pouvez, la loi à la main, faire disparaître toutes les difficultés.

Les principales difficultés à lever sont au nombre de deux : la première consistant dans la limite de 2 milliards 400 millions imposée aux émissions des billets de banque, limite trop étroite dans les circonstances présentes, et la seconde consistant dans le défaut de coupures au-dessous de 20 fr.

Une fois ces deux mesures adoptées, aucune difficulté sérieuse n'est à prévoir dans la circulation monétaire, et tout nous fait espérer une marche facile des affaires et un nouvel et heureux mouvement du crédit public.

Permettez-nous de résumer en quelques mots cette situation financière pour la rendre plus saisissante et ôter à la malveillance tout moyen de l'obscurcir.

Nous vous avons fait connaître notre budget, qui, tantôt par la prodigalité, tantôt par la guerre, est monté en dix huit ans de 1 milliard 500 millions à 2 milliards 750 millions. Quel doute peut-il subsister maintenant à l'égard de ce budget ? Est-ce sur la dépense ? est-ce sur la recette ?

Sur la masse de la dépense, aucune incertitude n'est possible, car tous les services y sont portés au budget ordinaire et extraordinaire, service départemental, amortissement, et enfin intérêt des cinq milliards de l'indemnité de guerre.

Quant au détail de la dépense, nous avons pris pour base les dix-huit dernières années, qui sont les plus dispendieuses de notre histoire. Il n'en a été retranché que le résultat de quelques réformes administratives, les travaux publics non urgents, et quant aux travaux de la marine, il n'a été ajourné que les constructions d'essai, qu'on peut remettre à d'autres temps ou laisser aux nations voisines qui n'ont pas fait autant que nous pour l'art des constructions navales.

Le service de la guerre, qui ordinairement déborde les limites posées, a été pourvu d'un accroissement de 75 à 80 millions, somme qui ne rend plus possible un seul imprévu. Enfin, l'amortissement si négligé a reçu une dotation de 200 millions, qui est de force à se mesurer avec l'énormité de la dette.

Donc, rien à dire sur la dépense. Quant aux recettes, la base prise est celle de l'année courante, c'est-à-dire de l'année la plus calamiteuse. Il faut y ajouter 600 millions d'impôts nouveaux. Sur les 600, 350 sont en recouvrement et se perçoivent sans arrêter la prospérité publique. Quant aux 250 millions restant à créer, la matière impo-
sable en est connue, et rien ne peut faire douter de sa puissance.

Ce budget a donc tous les caractères possibles de la certitude financière.

Reste, il est vrai, un compte de liquidation ouvert à la réparation des malheurs de la guerre, comptes dont tous les articles sont connus, et qui ne peuvent certainement pas se renouveler annuellement, tels que réparations de nos places, rétablissement de notre matériel de guerre, entretien de l'armée d'occupation, solde de quelques officiers actuellement à la suite et destinés à rentrer dans les cadres, l'indemnité, enfin, due aux départements envahis. Le passif de ce compte est de 400 millions environ, et son actif, consistant en rentes que l'Etat possède, et reliquats de l'emprunt, ne peut pas s'élever à moins de 160 à 170 millions, ce qui réduit à environ 230 millions le solde à acquitter. Or, les dépenses de ce compte ne seront pas exécutées en moins de trois ans, et quand même les plus-values des revenus, habituelles en temps de paix, n'y suffiraient pas, la dette flottante est là, laquelle n'est pas, comme elle a été, de 1 milliard ou de 1 milliard 100 millions, mais de 625 millions.

Reste enfin une dernière difficulté. La Banque, chargée de la circulation monétaire depuis que la conversion de ses billets en numéraire métallique n'est plus obligatoire, la Banque va être autorisée à étendre ses émissions. Elle était autorisée à émettre 2 milliards 400 millions de billets ; elle sera autorisée à en émettre 300, 400, 600 millions de plus, selon ce que vous jugerez convenable.

Est-ce un danger ? Ce billet infaillible de la Banque de France, qui n'a jamais baissé de 2 p. 100 dans ses plus mauvais jours, tandis qu'on a vu baisser de 10, 15, 20 p. 100 les billets des banques les plus renommées, sans qu'une catastrophe s'ensuivît, serait-il menacé de baisser de 2, de 3 p. 100 ? D'abord, au moment où nous parlons, il faut à l'étranger une prime pour s'en procurer.

La baisse n'est donc pas à prévoir ; la Banque de France a pour l'arrêter le bilan suivant :

L'émission des billets, qui est aujourd'hui de 2 milliards 400 millions, s'augmenterait-elle de 300, de 400 millions, la Banque offrirait les gages suivants :

	Millions.
En caisse, or et argent.	634
Portefeuille.	750
Prêts sur dépôts de titres ou lingots. .	100
Rentes non négociables.	100
Rentes disponibles.	66
Rentes à réserve.	13
Immeubles.	10
Créance sur la ville de Paris.	310
Créance sur l'État appuyée par 200 millions d'amortissement qui lui sont réservés.	1.500
Total.	3.383

La Banque aurait donc de quoi faire face à 3 milliards de billets si elle était prête à les émettre, et à 300 ou 400 millions de comptes courants. Ajoutez que le Trésor n'a plus rien à lui demander, et que si elle augmentait ses émissions, ce serait pour élargir ses escomptes au commerce, ce qui ferait augmenter d'autant son portefeuille et accroîtrait son gage, en une proportion égale à ses émissions. Jamais banque n'a donc présenté une semblable solidité, et elle peut augmenter ses émissions si les besoins de la circulation monétaire l'exigent, ce qui n'est guère vraisemblable, l'État ayant acheté sur l'étranger la plus grande partie du papier dont il peut avoir besoin, et n'étant par conséquent plus exposé à faire monter le change et sortir le métal.

Nous pouvons donc répéter que la situation financière, en exigeant du pays de grands efforts, mais des efforts qu'il veut et peut faire, tout en étant douleureuse, est d'une solidité inébranlable; elle se résume en ces mots : Budget en équilibre, toutes les charges de la guerre soldées, compte de liquidation ouvert, ne présentant qu'un reste de 200 à 230 millions, à solder en trois ans par la dette flottante ou par les plus-values ordinaires des impôts :

Amortissement de 200 millions; Dette flottante de 625 millions; Banque d'un crédit inébranlable, en mesure de pourvoir à tous les besoins de la circulation monétaire.

Pour terminer ce long tableau de nos affaires, il faut maintenant vous parler de l'armée. A la suite d'une guerre désastreuse, qui a fini

par une guerre civile des plus douloureuses, il y avait à nous occuper de la réorganisation de nos forces militaires pour le présent et pour l'avenir.

Pour le présent, il fallait pourvoir au plus pressé, réunir sous leur numéro les fragments épars de nos régiments, les pourvoir de cadres, les réarmer, les vêtir, les équiper, recommencer leur instruction interrompue, et s'occuper aussi de rétablir la santé des hommes revenus de captivité. De plus, il ne suffisait pas d'avoir des régiments dispersés sur tout le territoire, il fallait avoir ici, au centre même de l'État, une armée forte par le nombre et la qualité, modèle de la discipline rétablie, capable à la fois d'imposer au désordre, et, en même temps, de présenter à l'Europe la preuve visible de la reconstitution de l'armée française avec tous ses anciens mérites.

Elle devait, en outre, nous fournir l'occasion d'une grande épreuve, celle des formations de corps d'armée permanents, dont les Allemands offrent chez eux un si remarquable modèle.

Enfin la seconde partie de notre tâche devait consister dans un système de recrutement qui répondit à toutes les exigences de notre situation politique dans le monde, sans faire peser sur la population des charges trop nuisibles à son accroissement.

Voici où en est aujourd'hui l'accomplissement de cette double tâche.

La réorganisation régimentaire consistait, comme je viens de le dire, dans la réunion en un seul tout, sous leurs numéros d'origine, des divers fragments de nos régiments, successivement détachés des dépôts sous les titres de bataillons et de régiments de marche. Elle consistait aussi dans le classement à titre définitif de nos régiments provisoires. Ce travail est presque terminé, et, quand il le sera entièrement, nous aurons 150 régiments d'infanterie, nombre que nous n'avons jamais atteint, et qui permettra d'incorporer la force considérable de six cent mille hommes d'infanterie dans des régiments de trois mille hommes en campagne et mille au dépôt. Cette constitution vigoureuse de notre infanterie nous assurera une alimentation continue de l'armée agissante, quel que soit le ravage des batailles, des marches et des maladies.

Le dernier armement, celui de l'empire, comprenait 101 ou 102 régiments d'infanterie, plus la garde qui en comptait 8, les chasseurs à pied qui en valaient 10, 4 régiments de zouaves, 1 de punitionnaires, 1 étranger, 3 de tirailleurs algériens, total 128 à 129 régiments d'infanterie. Avec 150 nous pourrons former 37 ou 38 divisions toujours organisées, et qui n'exigeront jamais la création de cadres nouveaux, au moment de l'entrée en campagne, car les cadres ne s'improvisent

pas, et tout cadre fait au début de la guerre peut être considéré comme sans valeur.

Ces diverses formations se poursuivent, et lorsqu'elles seront achevées, elles ne laisseront rien à désirer, surtout lorsque notre artillerie, recevant un développement correspondant, présentera la proportion de quatre bouches à feu par 1,000 hommes, tandis que nous en avions à peine 2 1/2, insuffisance qui a été l'une des principales causes de nos revers.

A l'heure qu'il est, nos régiments ont repris leur ensemble. On nous menaçait d'une division fâcheuse entre les anciens officiers qui avaient dû leur avancement à la durée et à l'éclat des services, et les nouveaux qui avaient dû le leur à des services très-réels sans doute, mais aussi à la précipitation des événements. Un rigoureux esprit de justice, que le gouvernement et la commission des grades s'efforcent d'observer, le temps qui efface toutes les différences d'origine, le bon sens de nos officiers qui leur fait comprendre la nécessité des sacrifices pour rentrer dans un régime régulier, ont prévenu les dangers qu'on nous faisait craindre, et l'union est rétablie entre des hommes dignes de servir ensemble. Les jeunes officiers, par leur déférence envers les anciens, ont beaucoup fait pour ce rapprochement, qui est aujourd'hui complet dans la plupart de nos régiments.

L'expérience de nos malheurs, le spectacle d'une obéissance rigoureuse en Allemagne, ont fait comprendre à nos soldats comme à nos officiers que la discipline était le nerf des armées, et nos troupes offrent déjà un remarquable spectacle de soumission, de respect pour les supérieurs, d'ordre enfin.

L'instruction a été reprise avec beaucoup de soin. Elle ne peut être complète que par la reconstitution des cadres, qui ont été presque tous détruits dans la dernière guerre. En effet, le nombre manquant au moment de l'entrée en campagne, puisque nos régiments comptaient en moyenne tout au plus 1,200 hommes, on s'est procuré le nombre en multipliant les régiments, c'est-à-dire que la guerre a été faite avec des cadres. Aussi, après les désastres de Metz et de Sedan, restait-il à peine trois ou quatre cadres de régiments ; et c'est là ce qui a rendu nos malheurs irrémédiables. Nos campagnes avaient jeté sur la Loire des hommes vigoureux, braves, mais ne pouvant rien que mourir inutilement, faute d'officiers et de sous-officiers pour les conduire.

Nous sommes occupés à reconstituer ces cadres dispersés. En général, ce n'est pas en moins d'une année qu'on peut faire un caporal, en moins de deux qu'on peut faire un sergent, en moins de trois qu'un corps entier de sous-officiers a acquis toute sa consistance. Heureusement qu'il nous est revenu de captivité un nombre considérable

d'hommes qui ont assisté à de terribles batailles, et avec ce secours notre armée sera bientôt fortement encadrée.

Son instruction suit le progrès de ses cadres. Elle est bien armée, moins bien équipée et vêtue, parce qu'il a fallu employer des matières précipitamment fabriquées pendant la guerre. Mais la vieille et solide qualité de nos fabrications est rétablie, et l'armée offre déjà l'aspect de la propreté, de la bonne tenue, de la réorganisation matérielle et morale.

Le tir est très-pratiqué; malheureusement, dans nos casernements, l'espace n'est pas proportionné à la portée des armes nouvelles. Un autre inconvénient résulte de la dispersion des régiments en bataillons, quelquefois même en compagnies, amenée par l'insuffisance ou la mauvaise disposition du casernement, et surtout par le désir de donner plusieurs communes à garder au même régiment.

C'est un inconvénient auquel il sera nécessaire de pourvoir, car un régiment divisé ayant ici un bataillon, là un demi-bataillon ou une compagnie, n'a ni instruction ni esprit militaire.

C'est une amélioration indispensable et urgente dont le gouvernement s'occupe, et qui pourra plus facilement s'accomplir lorsqu'on ajoutera la formation de corps d'armée permanents à notre organisation de paix.

A Paris et tout autour de Paris, la réunion obligée, indispensable, d'une puissante armée, nous a fourni l'occasion d'une grande et décisive expérience.

Autrefois, en France, il ne restait d'organisé pendant la paix que le régiment, et lorsqu'il fallait de nouveau se remettre sur pied de guerre on était obligé de former précipitamment la brigade, la division, le corps d'armée et on perdait ainsi un temps précieux pour réunir des soldats, des officiers, des généraux qui ne se connaissaient pas et qui manquaient le plus souvent du matériel le plus indispensable. Nous l'avons éprouvé de la manière la plus dommageable au début de la dernière guerre.

L'expérience que nous faisons en ce moment nous permettra de pourvoir à ces inconvénients et d'éclairer toutes les parties de cette grave question.

Nous avons quatre-vingts et quelques mille hommes casernés à Paris et dans les campagnes environnantes, et quarante mille à peu près campés sous baraques, les unes en maçonneries, les autres en bois doublées de bois. Le soldat y est sainement, commodément, et s'y trouve mieux que dans la plupart des casernes.

L'officier, il est vrai, y trouve la rude vie des camps, sans la puissante et noble distraction des champs de bataille. Mais nos officiers

doivent prouver que les peines de la vie militaire ne leur sont pas plus difficiles à supporter que les projectiles ennemis. Nous avons cherché à leur procurer la plus saine des distractions, celle de l'étude. Outre leur logement individuel et séparé, ils ont une salle commune pour prendre leurs repas, une autre pour conférer, lire, s'instruire. Une bibliothèque militaire, composée de tout ce que l'esprit humain a produit de plus admirable en faits de récits militaires, s'imprime en ce moment. Il y a déjà plusieurs volumes imprimés et qui vont être distribués. Avant la fin de l'hiver, cette bibliothèque sera distribuée dans nos régiments avec accompagnement de cartes excellentes. Celui qui l'aura lue et comprise saura ce que doit savoir un homme de guerre parfaitement instruit.

Restait la seconde partie de la tâche, c'est-à-dire le recrutement de l'armée. Ici les questions fourmillent, s'entrecroisent et les traiter dans ce message serait impossible et prématuré. Elles seront approfondies à l'occasion du projet de loi qui va vous être présenté. Nous nous bornerons à vous indiquer ici le sens général, selon lequel elles ont été résolues.

Le nombre d'hommes jetés par l'Allemagne sur les champs de bataille, nombre qui n'a été ni de douze cent mille, ni d'un million, comme on l'a dit, a fait attribuer au nombre une importance exclusive, et de là l'idée très-répandue aujourd'hui que le service obligatoire fait la grandeur de la Prusse et nos revers.

Tout cela est un mélange de vrai et de faux ; le faux l'emporte. Le nombre importe sans doute, mais la qualité bien davantage, car le nombre ruine les finances de l'État, et le plus souvent dépasse le génie des généraux les plus distingués. Mais ce n'est pas le moment d'approfondir ce sujet ; et pour le présent, il nous suffira de tracer une ligne essentielle entre ce qui nous semble être le vrai et le faux dans les idées généralement répandues.

Si par service obligatoire on entend qu'il faut remplir l'esprit des Français de cette pensée patriotique et morale que dans les grands périls ils doivent tous leur vie au pays, on a raison, et nous applaudissons au service obligatoire ainsi compris ; mais si l'on entend qu'en paix comme en guerre tous les Français doivent figurer dans l'armée active, on poursuit l'impossible, on s'expose à la désorganisation de la société civile, à la ruine absolue des finances, et on se prépare une armée très-nombreuse sans doute, mais incapable de faire sérieusement la guerre.

Il y a d'ailleurs une impossibilité de fait que vous allez apprécier sur-le-champ. La classe qui, tous les ans, atteint à 21 ans l'âge du service, est en France de 300 mille hommes environ. Si on levait ces

300 mille hommes, on aurait, avec trois ans de service, trois contingents, faisant environ 900,000 hommes, ce qui constituerait un armement fort imposant sans doute, mais les forces du budget, poussées à bout, ne pourraient pas en solder plus de 450 mille ; il faudrait donc successivement en renvoyer la moitié dans leurs foyers, au milieu de leur temps de service, pour faire place aux nouveaux arrivants.

Vos soldats ne compteraient donc en moyenne que dix-huit mois de présence au drapeau, et dans un pareil espace de temps, on ne fait pas des soldats, encore moins des sous-officiers. Le jour où une telle résolution serait adoptée, la France serait perdue. Nous vous fournirons à cet égard des autorités irrécusables, et notamment l'exemple de la Prusse elle-même, qui a dû ses succès à l'énergie avec laquelle le roi et son principal ministre ont lutté pendant plusieurs années pour obtenir la prolongation du service.

Nous vous offrirons un terme moyen entre les exagérations contraires, un terme moyen qui, nous l'espérons, répondra à toutes les nécessités de ce grave sujet.

Nous vous proposerons de rendre le service obligatoire pour tous les Français en temps de guerre ; mais en ne prenant chaque année, pendant la paix, que ce qui est nécessaire à l'armée active, c'est-à-dire un contingent de 90,000 hommes, mais net de toute déduction et en écartant successivement tous les hommes que nos lois exemptent. Les 300,000 hommes, qui, tous les ans, arrivent à l'âge du service tireront au sort. On appellera ceux que leurs numéros auront désignés les premiers, on laissera ceux que la loi exempte, jusqu'à ce qu'on ait atteint le contingent précité, 90,000 hommes. En exigeant huit ans de service, dont cinq sous les drapeaux et trois en congé renouvelable, on aura huit contingents de 90,000 hommes chacun, faisant un total de 720,000 hommes. En y ajoutant les 120,000 hommes qui ne se recrutent point par les appels, on obtiendra un total de 840,000, ramenés à 800,000 par la mortalité et par le contingent annuel qui doit être fourni à la marine.

On aura ainsi 800,000 hommes d'armée active, dont 450,000 restant cinq ans sous les drapeaux et 350,000 dans leurs foyers, pouvant être rappelés au premier besoin. Si à cette armée active on ajoute l'armée territoriale, composée de tous les hommes qui, en prenant part au tirage, seront restés dans leurs foyers, et qui, en guerre, devront fournir la garde des places et des frontières, on aura une armée active suffisamment nombreuse, toujours bien encadrée, pourvue d'une puissante artillerie, fortement appuyée sur la nation elle-même, qui gardera les frontières et les places ; et au lieu d'une exagération fantastique, on possédera une réalité vivante que jamais nous n'a-

vons possédée aussi forte, et qui en 1870, tenue au complet et bien armée, aurait certainement remporté ou du moins disputé la victoire et sauvé nos provinces et nos milliards.

Si, à ces conditions de recrutement et de durée de service, on ajoute les formations de corps d'armée permanents, cette armée joindra à la solidité une disponibilité sans égale. Quant à la population, cinq ans sous les drapeaux, trois ans en congé renouvelable, ne constitueront pas pour elle une charge trop lourde. D'ailleurs, la facilité de la substitution d'un numéro à un autre contribuera à l'adoucir.

C'est dans l'armée territoriale demeurée dans ses foyers qu'on pourra organiser la force intérieure chargée de la garde de la cité.

Nous vous proposerons de la choisir parmi les hommes seuls qui ont à l'ordre un intérêt véritable. Vous jugerez si les conditions vraies de ce choix se trouvent réunies dans les dispositions du projet qui sera mis sous vos yeux.

Je viens de vous retracer, messieurs, le tableau entier de nos affaires. Il me reste à les résumer pour vous en faire saisir l'ensemble et en tirer les conclusions.

Nos relations avec les puissances étrangères sont, comme je vous l'ai dit, non-seulement pacifiques, mais bienveillantes. Tout le monde sait que nous voulons la paix, que nous ne désirons pas de nouveaux événements, que par conséquent, nous ne travaillons pas à en provoquer. Nous cherchons, il est vrai, à nous réorganiser financièrement et militairement, parce que c'est notre droit envers tout le monde, et notre devoir envers nous-même.

D'ailleurs, toutes les puissances le font aujourd'hui dans toute l'Europe, et aussi complètement que possible, et usent d'un droit incontestable et incontesté. Or, s'il y a une nation à qui ce droit ne puisse pas être disputé, c'est assurément celle qu'un gouvernement aussi négligent que téméraire a précipitée dans d'affreux malheurs pour avoir été à la fois désarmé et provocateur.

Rien donc, au dehors, ne saurait menacer ni même inquiéter notre sécurité.

Au dedans, l'administration se reconstitue, hommes et choses. Nos préfets ont, pour la plupart, conquis les suffrages de leurs conseils généraux, et pénètrent chaque jour plus avant dans la confiance de leurs administrés. La nouvelle loi des attributions des conseils généraux est entrée en vigueur, et jusqu'ici n'a rien amené de regrettable. Sans doute, toutes les passions sont loin d'être éteintes, dans certaines parties du pays, et il serait miraculeux qu'au sein d'une révolution, il n'en restât point; mais elles sont impuissantes à troubler l'ordre.

Sans doute, sous tous les rapports si divers qu'embrasse ce message, nous ne dirons pas que tout soit fait, que rien ne reste à faire ; hélas ! non. Pour que tout ce que nous vous annonçons soit réalisé, il faut encore beaucoup de travail, de constance, de dévouement ; mais le port est devant nous, et nous pouvons déjà l'entrevoir ; mais n'apprécier justement l'importance des résultats obtenus, il faut, comme je vous le disais en commençant, se reporter toujours à dix mois en arrière, lorsque, arrivés de Bordeaux devant Paris, il nous fallait, sans armée, sans finances, au sein de la France envahie, inondée de sang, verser encore des torrents d'un sang précieux pour écraser la plus effrayante révolte qui fût jamais.

Cette seule différence suffit pour apprécier le présent et remercier la Providence de nous avoir permis de le tant améliorer.

En terminant ce long exposé, il me reste à toucher un sujet grave, délicat, brûlant. Après avoir parlé de nos affaires du dehors et du dedans, de diplomatie, d'administration, de finances, d'armée, il semble étrange de dire que je ne vous ai point parlé de politique, ou du moins de cette politique ardente du moment qui occupe tous les esprits. Et pourtant, il est vrai que la situation est si extraordinaire que tous ces objets, diplomatie, finances, organisation militaire, ne semblent pas être la politique, en présence de tant de gouvernements détruits depuis cinquante années et de tant de partis se disputant la création d'un gouvernement nouveau ! Mais ici, messieurs, commence votre tâche, car vous êtes le souverain, et nous ne sommes, nous, que des administrateurs délégués pour opérer ce que j'ai appelé la réorganisation du pays. Eh bien ! cette politique actuelle, ayant pour objet la constitution d'un gouvernement définitif, c'est vous surtout qu'elle regarde, et nous empiéterions sur vos droits si nous prenions à cet égard une initiative précipitée.

Quant à moi, accablé de fatigue et quelquefois de douleur, lorsque je me détourne un moment d'un travail incessant pour penser à nos malheurs, je n'ai accepté qu'une tâche, c'est de réorganiser le pays brisé par sa chute, en refaisant au dehors ses relations, au dedans son administration, ses finances, son armée, en maintenant un ordre rigoureux pendant que cette tâche s'accomplit, et en me tenant toujours prêt à vous remettre intact, dans sa forme scrupuleusement et loyalement conservée, le dépôt que vous m'avez confié. Le voilà, en effet, tel que vous me l'avez remis, en partie réorganisé et surtout conformément au contrat passé entre nous. Je vous le remets... Qu'en ferez-vous ? Vous êtes le souverain, je ne le suis pas, moi, simple administrateur délégué ; vous êtes le souverain, ou le mot de droit n'est qu'un vain mot, car vous êtes les élus, librement élus du pays !

Vous faire aujourd'hui des propositions sur tout ce qui est constitutif serait de notre part, à mes collègues et à moi, une témérité, une entreprise sur vos droits. Mais nous sommes, nous aussi, des élus du pays, et nous avons des devoirs à remplir comme membres de cette Assemblée, et comme membres du gouvernement. Lorsque, en soulevant vous-mêmes les graves questions qui préoccupent les esprits, vous nous provoquerez à nous expliquer sur leur solution, nous vous répondrons avec franchise et loyauté. Jusque-là, nous n'avions, mes collègues et moi, qu'un compte à rendre, loyal, exact et nous vous l'avons rendu.

Il nous reste un mot à vous dire pour mettre, si j'ose ainsi parler, le comble à la sincérité.

Le pays, dans son ensemble, sauf quelques exceptions peu nombreuses, le pays est sage. Il sent ses malheurs, veut les réparer, et si l'esprit de parti se montre quelquefois, cet esprit est bientôt comprimé par une majorité modérée, qui sent la nécessité d'immoler toutes les passions de parti à l'intérêt public, évident, démontré.

Le pays, je le répète, avec une conviction profonde, le pays est sage. Les partis seuls ne voudraient pas l'être. C'est d'eux, d'eux seuls qu'il y a quelque chose à craindre ; c'est d'eux seuls qu'il faut vous garder, contre lesquels il faut vous armer de sang-froid, de courage, d'énergie.

C'est contre les partis, leurs passions, mêmes les plus honnêtes, qu'il faut nous raidir, et, dans une situation où une longue suite de révolutions a laissé sur le sol tant de partis et de subdivisions de partis, vous éléver au-dessus d'eux à une suprême justice, à une suprême modération, à une suprême fermeté.

Vous l'avez fait déjà bien souvent, et dans les jours les plus agités, lorsqu'il semblait devoir sortir de vos délibérations des tempêtes, il en a jailli sur-le-champ des volontés d'une haute et profonde sagesse. C'est à la majorité, auteur de ces volontés salutaires, que je m'adresse en ce moment ; et tout fatigué que je suis, si dans cette même voie de sagesse, mon dévouement vous est utile quelques jours encore, vous y pouvez compter.

Mais s'il ne vous est pas indispensable, si votre sagesse n'apprécie pas mes vues à quelque degré, oh ! n'hésitez pas, faites un signe, un seul, et, redevenu ouvrier fidèle et soumis, je vous remettrai l'œuvre que vous m'avez confiée, et, au loyal et habile concours de mes collègues, en meilleur état que je ne l'ai reçue. Et je ne m'exprime ainsi que parce que vous tous vous pourrez en dire autant et même plus, lorsque le jour sera venu de reparaitre devant le pays. Ce jour-là, il vous devra, il vous rendra des actions de grâces (s'il est juste,

et il le sera), pour les immenses services que vous lui avez rendus et pour ceux que probablement vous lui rendrez encore.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AU COMTE DE BEUST.

Vienne, le 10 décembre 1871.

Comme suite à un office en date du 8 septembre et demandant de nouvelles informations relativement à l'assertion que le Gouvernement britannique se serait entendu avec les États-Unis de l'Amérique du Nord au sujet de certaines règles concernant la conduite des neutres sur mer, il fut répondu préalablement par un rapport d'ambassade du 16 septembre que les deux gouvernements ci-dessus mentionnés en ferait parvenir sous peu la communication nécessaire et officielle aux autres puissances.

Comme une communication officielle de l'espèce ne nous est pas encore parvenue jusqu'ici et que les deux ministères du commerce ont exprimé de nouveau le désir de recevoir de plus amples informations sur cet objet, Votre Excellence voudra bien demander d'une manière confidentielle au ministère des affaires étrangères de ce pays s'il y a définitivement lieu d'attendre encore, de la part du Gouvernement britannique, une communication officielle sur cette question.

Recevez, etc.

Signé : ANDRASSY.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AU BARON DE LANGUENAU A SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 11 décembre 1871.

Par son rapport n° 1 en date du 27 (15) novembre, V. Exc. m'a rendu compte des termes on ne peut plus satisfaisants dans lesquels M. le prince Gortschakoff a bien voulu s'énoncer envers vous en prenant connaissance de ma circulaire du 23 du mois dernier.

M. le chancelier de l'Empire a, en outre, à ce propos, adressé à M. de Novikoff une dépêche dont cet envoyé m'a donné lecture. Dans cette pièce, le chef du cabinet russe déclare adhérer complètement aux principes consignés dans ma circulaire, et il exprime sa conviction que, dirigée d'après ces principes, la politique de l'Autriche-Hongrie aboutira à consolider de plus en plus les rapports de bonne intelligence que le Gouvernement impérial de Russie désire voir subsister entre les deux Empires et que, de son côté, il s'appliquera de son mieux à cultiver.

Je me félicite sincèrement de voir mon entrée aux affaires accueillie avec ce bon vouloir qui, joint à la franchise qui a caractérisé nos pre-

mières explications, servira, je l'espère, de base solide et durable à nos futurs rapports.

Nous avons été fort sensible également à la bienveillance qui vous a été personnellement témoignée dès votre début, par S. M. l'Empereur Alexandre, ainsi qu'à l'accueil empressé dont V. Exc. a été l'objet de la part de M. le prince Gortschakoff. Nous y voyons autant de symptômes qui nous permettent de bien augurer de l'avenir de nos relations avec la Russie.

Recevez, etc.

Signé: ANDRASSY.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRASSY.

(*Extrait.*)

Londres, le 13 décembre 1871

Lord Granville est une de mes plus anciennes connaissances. Je l'ai connu Lord Leweson, il y a 30 ans à Paris, où son père était ambassadeur d'Angleterre. Plus tard je me suis retrouvé avec lui à Londres dans différentes circonstances.

L'accueil que me réservait le Ministre actuel des affaires étrangères ne pouvait donc qu'être tout à fait cordial et il me fut d'autant plus aisé de me mettre dans ses bonnes grâces, que rien heureusement ne me forçait à aller à l'encontre de ses penchants bien connus pour une politique de paix et d'abstention absolue. — Il suffisait d'appeler une fois de plus son attention sur la circulaire de V. Exc. et sur le bon effet que cette manifestation avait produit partout.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ZALUSKI AU COMTE ANDRASSY.

Rome, le 15 décembre 1871.

En allant voir le chevalier Visconti-Venosta, aussitôt après mon arrivée avec la légation, j'amenai la conversation sur la circulaire de V. Exc. du 23 dernier, et j'exprimai au ministre des affaires étrangères le regret de n'avoir pu, au milieu des ambarres d'un déménagement, porter cette pièce plus tôt à sa connaissance.

Le Ministre me parla alors de votre programme, monsieur le comte, qui, s'il avait reçu un accueil favorable auprès des cours étrangères, était plus particulièrement de nature à causer une vive satisfaction au Gouvernement italien et à l'opinion publique en Italie. S. Exc. se plut à constater la netteté des vues et la droiture des intentions exprimées dans un document, dont le langage lui permettait de bien augurer de nos relations à venir. Il appuya sur le prix qu'il y attachait et salua avec confiance votre avénement, monsieur le comte, à la direction de la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie.

Sans entrer dans tous les détails de mon entretien avec le chevalier Visconti-Venosta, je tiens à en souligner ici les traits essentiels, parce

que, dans ma conviction, les paroles du Ministre recèlent plus qu'une formule de politesse et doivent être interprétées comme l'expression sincère des sentiments qui l'animent envers le cabinet I. et R.

Recevez, etc,

Signé: ZALUSKI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE PROKESCH AU COMTE ANDRASSY.

(*Extrait.*)

Constantinople, le 15 décembre 1871.

J'ai aujourd'hui à remplir un devoir agréable en informant V. Exc. que la circulaire du 23 novembre a causé ici l'impression la plus favorable. Aussitôt après l'avoir reçue je la communiquai au Ministre des affaires étrangères, et quoique la traduction en turc, destinée au grand Visir eut exigée plusieurs jours, l'invitation adressée à Khalil-Bey d'exprimer à V. Exc. les remerciements du Gouvernement Turc, sera arrivée à Vienne. Le grand Visir a fait ressortir, dans l'entretien que j'ai eu avec lui, l'effet d'apaisement et de confiance produit par cette circulaire, la clarté et l'élévation de l'expression, il voit dans ce document la garantie de la continuation des sentiments de bienveillance que l'Autriche-Hongrie a pour la Turquie.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE LANGENAU AU COMTE ANDRASSY.

(*Extrait.*)

Saint-Pétersbourg le 27 (15) novembre 1871.

Le prince Gortschakoff a bien voulu me recevoir hier, le lendemain de mon arrivée, et m'a fait l'accueil le plus gracieux.

J'ai remis à S. A. la copie de ma lettre de créance pour S. M. l'Empereur, dont M. le chancelier a promis de prendre immédiatement les ordres concernant ma réception.

Ayant reçu en même temps la circulaire de V. Ex., j'ai profité de cette occasion pour la communiquer au prince. S. A. a désiré lire elle-même cette pièce intéressante, m'a demandé de la lui laisser, pour pouvoir la soumettre à S. M. l'Empereur, et en a accompagné la lecture par de nombreuses manifestations de satisfaction.

C'est d'abord le passage sur la nécessité de l'existence et de la consolidation intérieure de l'empire austro-hongrois pour le maintien de la paix générale qui a eu la pleine approbation de M. le chancelier. Le prince a vivement applaudi à ceux qui traitent des tendances pacifiques et conciliantes de l'Autriche-Hongrie.

Suivant les instructions que V. Ex. a bien voulu me donner avant mon départ de Vienne, j'ai cru devoir ajouter combien elle tient au maintien et à la consolidation de bons rapports entre les deux Gouvernements. Le prince en paraissait très-content et me dit qu'il avait

reçu un rapport de M. de Novikoff dans le même sens sur sa première conversation avec V. Ex. et qu'il y avait répondu hier par courrier.

Ma réception par S. M. l'Empereur aura probablement lieu mardi ou mercredi prochain.

Agréez, etc.

Signé : LANGENAU.

**Autriche-Hongrie. — DISCOURS DE L'EMPEREUR A L'OUVERTURE
DU REICHSRATH, LE 28 DÉCEMBRE 1871.**

Messieurs, vous vous êtes rendu à mon appel et, fidèles à votre devoir, vous vous êtes réunis autour de mon trône pour prendre part aux travaux d'une nouvelle période constitutionnelle. Soyez donc les bien-venus. Pénétré du désir de faire participer d'une manière efficace tous les peuples de mon Empire à la vie constitutionnelle, commune à tous, j'ai souvent déclaré que je suis disposé à examiner avec bienveillance toutes les réclamations qu'on croira devoir me présenter. J'étais disposé à faire, avec l'approbation du Reichsrath, toutes les concessions compatibles avec l'unité de l'État; cependant je n'ai pas réussi à obtenir la paix intérieure désirée.

En indiquant au pays la voie prescrite par la Constitution, voie dans laquelle ils auraient dû s'engager pour atteindre leur but, la couronne garantissait le droit de la monarchie et protégeait simultanément les intérêts particuliers des différents royaumes et pays. Mon Gouvernement, composé d'hommes que j'ai choisis parmi vous, Messieurs, parce qu'ils avaient ma confiance; mon Gouvernement est convaincu que sa première tâche est de consolider la constitution et d'assurer à la loi une stricte obéissance dans le domaine de la vie publique. En remplissant ses devoirs avec calme, le Gouvernement fera son possible pour que la Constitution jette de fortes racines; il favorisera son développement toujours croissant et lui fera porter des fruits abondants. Considérant que la situation toute particulière du royaume de Galicie exige des égards spéciaux par rapport à la législation et à l'administration, mon Gouvernement est disposé à satisfaire les désirs exprimés au sein de la représentation de la monarchie, tant que ces désirs ne sont pas contraires à l'unité et à la puissance de la monarchie.

Les événements qui se sont produits dans le cours de ces dernières années ont prouvé que, s'il faut garantir aux diètes leur autonomie, il est aussi nécessaire d'assurer au Reichsrath une parfaite indépendance. Le parlement obtiendra celle-ci en se formant d'une manière indépendante. Mon Gouvernement travaillera avec zèle à amener, en temps opportun, la réalisation de cette idée, tout en respectant les intérêts qui auront droit à une représentation.

Pour le moment, il vous sera présenté un projet de loi, dont le but est de mettre un terme à l'usage illégal du mandat électoral constitutionnel.

J'appelle particulièrement votre attention sur l'instruction publique qui est une des principales conditions du bonheur et du progrès des peuples. Une des tâches les plus importantes de mon Gouvernement sera d'appliquer sérieusement, mais avec tous les égards nécessaires, les lois concernant les écoles primaires et celles ayant trait aux universités.

L'abolition du concordat a introduit, dans les rapports entre l'Église catholique et le Gouvernement, des lacunes que mon ministère pense combler par des moyens qu'il vous soumettra. Une des tâches les plus importantes de mon ministère sera, en outre, de continuer et de terminer les grands travaux de législation concernant le code civil et pénal, ainsi que toutes les autres questions d'organisation judiciaire. Mais mon Gouvernement veillera aussi, tout le temps que dureront ces travaux, à ce que des réformes possibles soient introduites là où elles semblent le plus pressantes.

Mon ministère est occupé de la rédaction d'une loi concernant la formation et les pouvoirs d'une cour de justice administrative. Ces travaux ont pour but de mettre à exécution une décision de la loi fondamentale de l'Etat par rapport au pouvoir des juges. En perfectionnant l'armée, en ayant recours aux forces matérielles et intellectuelles du pays, mon Gouvernement donnera des soins spéciaux à la *landwehr*, afin que celle-ci soit en état de soutenir efficacement l'armée permanente.

Mon Gouvernement vous présentera tout à l'heure le compte des dépenses et des recettes de l'Empire pour l'année 1872. Il veillera aussi à ce que ces calculs, pour l'année suivante, vous soient soumis à temps, afin que vous puissiez les examiner à loisir. Ces mesures ont pour but d'introduire dans l'administration la régularité nécessaire.

On vous présentera divers projets de loi concernant l'économie nationale, les communications, le commerce, ou ayant pour objet de protéger et de faciliter le travail. La situation pécuniaire des employés de l'Etat sera aussi l'objet de l'attention particulière de mon Gouvernement. Celui-ci travaille en ce moment à un projet concernant l'augmentation de leurs appointements. Mon Gouvernement s'occupera en outre d'améliorer le sort du bas clergé, en tant que cette question est du ressort de l'Etat. La tâche que vous êtes appelés, Messieurs, à accomplir en collaboration avec mon Gouvernement est grande et doit s'étendre à toutes les branches.

Mettez-vous à l'œuvre avec courage et patriotisme. De même que chaque individu s'assure la paix et le contentement intérieurs en se livrant sérieusement au travail, le moyen le plus sûr de concilier tous les contrastes et de réconcilier les différents partis, est de travailler en commun à la solution des questions politiques et administratives. C'est pourquoi je dois doublement déplorer qu'une partie de la population refuse de s'engager dans la seule voie conduisant à un accord. Pour vous, Messieurs, je vous demande instamment de consacrer toutes vos forces à la satisfaction des besoins intellectuels et matériels de l'Etat. Les peuples de l'Autriche sont las de querelles et de dissensions politiques ; ils réclament l'ordre et la paix afin de pouvoir jouir des droits que la constitution leur offre à tous en abondance, afin de leur permettre de s'unir fraternellement pour accomplir la grande mission de l'Autriche.

La consolidation de notre situation intérieure, sur les bases du droit et de la liberté, est grandement favorisée par l'état actuel de l'Europe. J'ai le droit de dire avec satisfaction que les bons rapports qui se sont établis entre les puissances étrangères et l'Autriche peuvent nous confirmer dans l'espérance que la paix générale sera de longue durée. Avec courage, confiance et patriotisme, joints à la fidélité traditionnelle en Autriche, nous parviendrons, en poursuivant notre but avec persévérance, à achever la grande œuvre commencée par mes ancêtres : l'union des peuples de l'Autriche selon l'esprit du siècle, sur des bases nationales. L'accomplissement de cette tâche a été, de tous temps, le plus cher de mes souhaits, et j'invoque en sa faveur le secours du ciel.

**Portugal. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES, LE
3 JANVIER 1872.**

Dignes pairs du royaume,

Messieurs les députés de la nation portugaise,

En ouvrant la présente législature, selon le vœu de la Constitution de la monarchie, je me félicite de me voir entouré par les représentants du pays.

Nos relations avec les puissances étrangères continuent d'être très-satisfaisantes.

La tranquillité publique n'a été troublée sur aucun point du royaume.

Un incident survenu dans l'Inde, plus grave par sa nature que par les conséquences qu'il a produites, a obligé mon gouvernement, afin d'amener la paix et le respect dû à l'autorité de cette province, à y envoyer une force expéditionnaire, que mon très-cher frère,

l'infant don Auguste, a spontanément et noblement voulu accompagner.

Le soulèvement de quelques corps de l'armée de l'Inde, qui avaient déjà fait de semblables mouvements à des époques antérieures, réclamait un remède efficace et radical. Dans ce but et pour satisfaire aux exigences que le service public et le bien-être que ces populations éloignées réclamaient depuis longtemps, mon Gouvernement a pris des mesures qui vous seront soumises et qui mèrîteront, je l'espère, votre approbation.

Afin de suivre l'esprit du siècle, dont la tendance est de perfectionner toutes les institutions humaines, mon Gouvernement vous soumettra un projet portant des réformes dans plusieurs articles du Code fondamental de la nation, lesquelles réformes n'altéreront en rien le caractère de la loi, mais auront pour effet d'y introduire des améliorations que les événements de l'époque actuelle et la marche des idées libérales ont rendues nécessaires, afin d'harmoniser et de compléter le système qui nous régit.

Dans la confiance que vous examinerez cette question avec le soin et la réserve que son importance réclame, j'attends de votre haut patriotisme la solution de cette grave affaire.

Sur plusieurs projets d'intérêt public et particulièrement sur celui de la décentralisation administrative; sur l'éducation primaire et l'enseignement secondaire; sur la dotation du culte et du clergé, mes ministres vous soumettront divers projets de loi. Afin d'introduire des réformes dans différents services relevant des ministères de la guerre et de la marine et d'outre-mer, et afin d'améliorer l'armement de l'armée, il vous sera présenté d'autres projets. Sur tous ces sujets divers, vous prendrez les décisions que votre zèle éclairé vous inspirera.

Convaincu de l'impérieuse nécessité de continuer les travaux des voies publiques, mon Gouvernement fera, en faveur de leur développement, tout ce que lui permettra la condition du trésor. Redevables aux améliorations matérielles et surtout à la rapidité des communications de la prospérité relative dont nous jouissons, il est nécessaire que nous fassions de grands efforts et que nous employions les moyens les plus convenables pour continuer dans la voie où nous nous sommes engagés.

En raison des difficultés financières, il convient que nous mettions de la réserve dans nos dépenses et que nous établissions nos comptes de manière que nous puissions nous bien préparer à l'œuvre d'agrandissement de ce puissant instrument de la richesse du pays.

Mon ministre des finances soumettra à votre haute appréciation le budget des dépenses de l'Etat pour l'année économique 1872-1873. Il vous soumettra aussi divers projets qui, s'ils sont adoptés, imprimeront à nos finances un caractère de régularité qui permettra au trésor de satisfaire ponctuellement à tous ses engagements. Prêtant à cet important sujet l'attention et la sollicitude, j'ai l'assurance que votre zèle éclairé compensera largement les sacrifices qui se font pour arriver à la bonne organisation du système financier et au relèvement du crédit public.

Dignes pairs du royaume et messieurs les députés de la nation portugaise, en ouvrant la présente législature et en appelant votre attention sur tant d'affaires d'une importance politique et administrative reconnue, j'ai l'assurance que votre zèle éclairé, votre patriotisme élevé vous inspireront dans vos délibérations les meilleurs moyens de donner pleine et entière satisfaction à l'intérêt national.

Autriche-Hongrie. — RESCRIT IMPÉRIAL POUR LA CLOTURE DE LA DIÈTE DE CROATIE.

Vienne, le 11 janvier 1872.

Nous François-Joseph, aux magnats, dignitaires et députés de la Diète de Croatie, nous envoyons nos salutations royales. Lorsque nous avons invité la Diète de Croatie à se réunir le 1^{er} janvier 1871, dans notre ville d'Agram, nous nourrissions l'espoir que la Diète nouvellement convoquée, considérant que les rapports constitutionnels avaient été réglés légalement par la première Diète croate, d'accord avec le Parlement hongrois, consacrerait toute son activité aux réformes intérieures qui sont absolument et ont été reconnues par tous nécessaires au développement et à la prospérité de nos royaumes de Croatie et d'Esclavonie.

La violence des conflits politiques qui ont surgi dans nos royaumes de Croatie et d'Esclavonie, nous a décidé à ajourner plusieurs fois la réunion de la Diète, conformément aux pleins pouvoirs qui nous appartiennent. La déclaration adressée le 20 septembre par la majorité des députés à leurs électeurs, nous a donné la triste certitude que, avec les sentiments exprimés dans cette déclaration, sentiments blâmables et incompatibles avec les lois existantes, il ne fallait pas attendre de cette Diète une action utile aux pays.

D'autre part, nous avons appris avec satisfaction que, dans la population de nos bien-aimés royaumes de Croatie et d'Esclavonie, des dispositions plus calmes et plus conciliantes commencent à prévaloir. Cet esprit de conciliation nous inspire la confiance que la

nouvelle assemblée représentative issue des futures élections, en respectant, comme il convient, les lois sanctionnées par nous et sur la base de la loi fondamentale qui règle les rapports constitutionnels de nos royaumes de Croatie et d'Esclavonie avec le royaume de Hongrie et qui ne peut être modifiée que de la même manière qu'elle a été faite, fera tous ses efforts pour développer la prospérité nationale dans l'intérêt de la Couronne de Saint-Etienne et de la monarchie tout entière.

Dans cet espoir, nous nous décidons, en vertu du droit que nous confère le § 3, article 2 de la loi de 1870, à dissoudre la Diète ajournée au 15 janvier et à charger, en même temps, le Ban de nos royaumes à prendre les mesures nécessaires pour la convocation d'une nouvelle Diète.

Du reste, soyez-en assurés, nous vous conservons notre bienveillance impériale et royale.

Fait à Vienne, le 11 janvier.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

**Suède. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DE LA DIÈTE,
LE 17 JANVIER 1872.**

Messieurs, en vertu de la Constitution, vous vous êtes de nouveau réunis pour délibérer sur les affaires publiques. Au sujet de la question la plus importante que vous ayez eu à traiter pendant les dernières sessions — celle de la défense nationale — il s'est manifesté une telle diversité d'opinions que non-seulement la solution définitive en a été rendue impossible jusqu'à ce jour, mais encore le besoin d'un ajournement de toute discussion s'est fait sentir, afin que l'accord indispensable pour obtenir un résultat satisfaisant puisse s'établir. Par conséquent je ne vous présenterai pendant cette session aucun projet de réorganisation de l'armée. Je me bornerai à vous demander des allocations pour continuer les travaux de fortification et donner à nos moyens de défense actuels le développement le mieux approprié aux circonstances.

La situation économique du pays, si favorable, grâce aux bonnes récoltes des dernières années et à l'essor qu'a pris l'industrie dans toutes ses branches, a exercé une influence des plus heureuses sur les finances de l'État. Aussi, pour faire face aux dépenses du budget — parmi lesquelles je vous proposerai une augmentation du matériel de la marine pendant l'année 1873, et tant qu'elle pourra être exécutée dans les usines du pays — il ne sera plus nécessaire de prélever l'impôt spécial voté lors de la dernière session ordinaire, et il y aura même moyen de faire certaines réductions dans les autres charges publiques. Des propositions vous seront donc soumises concernant

l'abolition de quelques impôts qui, par leur nature même, paralysent l'esprit d'entreprise, ainsi que la réduction de quelques autres qui frappent, sans distinction, tous les contribuables et deviennent ainsi spécialement onéreux pour les classes moins aisées de la population.

En appelant sur vos travaux les bénédictions du Tout-Puissant, je déclare ouverte la session actuelle, et je vous assure, Messieurs, de mon affection et de ma bienveillance.

France. — MANIFESTE DU COMTE DE CHAMBORD.

Le 25 janvier 1872.

La persistance des efforts qui s'attachent à dénaturer mes paroles, mes sentiments et mes actes, m'obligent à une protestation que la loyauté commande et que l'honneur m'impose.

On s'étonne de m'avoir vu m'éloigner de Chambord, alors qu'il m'était été si doux d'y prolonger mon séjour, et on attribue ma résolution à une secrète pensée d'abdication.

Je n'ai pas à justifier la voie que je me suis tracée. Je plains ceux qui ne m'ont pas compris; mais toutes les espérances basées sur l'oubli de mes devoirs sont vaines.

Je n'abdiquerai jamais.

Je ne laisserai pas porter atteinte, après l'avoir conservé intact pendant quarantes années, au principe monarchique, patrimoine de la France, dernier espoir de sa grandeur et de sa liberté.

Le césarisme et l'anarchie nous menacent encore, parce que l'on cherche dans des questions de personnes le salut du pays, au lieu de le chercher dans les principes.

L'erreur de notre époque est de compter sur les expédients de la politique, pour échapper aux périls d'une crise sociale.

Et cependant la France, au lendemain de nos désastres, en affirmant dans un admirable élan sa foi monarchique, a prouvé qu'elle ne voulait pas mourir.

Je ne devais pas, dit-on, demander à nos valeureux soldats de marcher sous un nouvel étendard.

Je n'arbore pas un nouveau drapeau, je maintiens celui de la France, et j'ai la fierté de croire qu'il rendrait à nos armées leur antique prestige.

Si le drapeau blanc a éprouvé des revers, il y a des humiliations qu'il n'a pas connues.

J'ai dit que j'étais la réforme; on a feint de comprendre que j'étais la réaction.

Je n'ai pu assister aux épreuves de l'Église sans me souvenir des traditions de ma patrie. Ce langage a soulevé les plus aveugles passions.

Par mon inébranlable fidélité à ma foi et à mon drapeau, c'est l'honneur même de la France et de son glorieux passé que je défends, c'est son avenir que je prépare.

Chaque heure perdue à la recherche de combinaisons stériles profite à tous ceux qui triomphent de nos abaissements.

En dehors du principe national de l'hérité monarchique sans lequel je ne suis rien, avec lequel je puis tout, où seront nos alliances ? Qui donnera une forte organisation à notre armée ? Qui rendra à notre diplomatie son autorité ? à la France son crédit et son rang ?

Qui assurera aux classes laborieuses le bienfait de la paix, à l'ouvrier la dignité de sa vie, les fruits de son travail, la sécurité de sa vieillesse ?

Je l'ai répété souvent, je suis prêt à tous les sacrifices compatibles avec l'honneur, à toutes les concessions qui ne seraient pas des actes de faiblesse.

Dieu m'en est témoin, je n'ai qu'une passion au cœur, le bonheur de la France ; je n'ai qu'une ambition, avoir ma part dans l'œuvre de reconstitution qui ne peut être l'œuvre exclusive d'un parti, mais qui réclame le loyal concours de tous les dévouements.

Rien n'ébranlera mes résolutions, rien ne lassera ma patience, et personne, sous aucun prétexte, n'obtiendra de moi que je consente à devenir le roi légitime de la Révolution.

Signé : HENRI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE HOYOS AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 25 janvier 1872.

Les vues du Gouvernement français, manifestées pendant la discussion sur l'impôt à établir sur les matières premières, de même que l'affirmation que les différents Etats liés par des traités, étaient d'accord sur le sens des articles de ces traités, ont provoqué, de la part de différents États, des réclamations.

L'ambassade anglaise, entre autres, a protesté contre l'acceptation :

1^o Que le gouvernement anglais ait directement ou indirectement consenti à la proposition d'imposer les matières premières (à leur entrée en France) ;

2^o Que ce même gouvernement ait, directement ou indirectement, donné son assentiment à ce qu'on établisse des droits différenciels sur les produits anglais manufacturés, afin de compenser la taxe imposée sur les matières premières.

Outre cette déclaration produite par l'ambassade anglaise, l'ambassadeur italien a adressé, à M. de Rémusat, une note de protestation.

Les ambassadeurs de Belgique et de Suisse n'ont pas omis, de leur

côté, de déclarer de vive voix, à M. de Rémusat, qu'un impôt sur les matières premières étrangères, de même que la mise en pratique par le Gouvernement français de *droits compensateurs* telle qu'il avait le dessin de l'établir, était en opposition avec le vrai sens des traités de commerce.

Si, à la suite du sort qu'a éprouvé le projet du Gouvernement sur ce sujet, dans la Chambre, il est devenu peu probable que le Gouvernement français agisse d'une façon opposée au traité de commerce franco-autrichien du 11 décembre, je ne serais pas moins reconnaissant à Votre Excellence, si elle me mettait à même de donner, le cas échéant, une déclaration explicite sur le sens que le Gouvernement impérial et royal croit devoir donner aux prescriptions de notre traité, particulièrement à l'article VI relativement aux vues exprimées, à ce sujet, par le Gouvernement français.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Hoyos.

France. — LE MARQUIS DE BANNEVILLE AU COMTE ANDRASSY.

Vienne, le 31 janvier 1872.

Dans le but de subvenir aux besoins du trésor et pour se libérer des charges excessives que la dernière guerre a fait peser sur le pays, le Gouvernement français a dû faire appel à toutes les ressources du revenu public, en leur demandant tous les accroissements dont elles sont susceptibles. Parmi les mesures conçues à cet effet, un projet de loi, présenté à l'Assemblée nationale et adopté par Elle, modifie le régime sous lequel était placée en France la marine marchande depuis l'année 1866. La loi nouvelle rétablit, en modérant toutefois leur quotité, les droits de tonnage et les surtaxes de pavillon que la navigation marchande acquittait en France avant 1866. Les dispositions principales de cette loi portent sur les droits de tonnage, les surtaxes de pavillon et les droits à l'importation des bâtiments de mer.

En ce qui concerne les droits de tonnage et les surtaxes d'entreposé, comme ces droits devront être également applicables sans distinction de pavillon, aux navires français et aux navires étrangers, il ne sera aucunement dérogé, par là, au principe d'assimilation de pavillons inscrit à l'art. 4 du traité de 1866.

Il en est autrement pour le rétablissement des surtaxes de pavillon et le relèvement des droits à l'importation des bâtiments de mer. Le Gouvernement français reconnaît qu'il ne lui serait pas possible de mettre ces mesures à exécution sans contrevénir aux dispositions de l'art. 6 du traité de navigation et du tarif A annexé au traité de commerce et qu'il doit s'assurer au préalable de l'assentiment du Gouvernement austro-hongrois. Il croit pouvoir rappeler à ce propos que,

dès l'ouverture des négociations qui ont précédé la signature du traité de navigation du 11 décembre 1866, le Gouvernement autrichien avait demandé la suppression des droits différentiels de pavillon dont ses navires étaient frappés en arrivant d'un tiers pays dans les ports de France. Le Gouvernement français étant résolu, à cette époque, à étendre aux navires de toutes nations le régime libéral qu'il avait appliqué à l'importation des produits d'origine ou de manufacture étrangères, la question fut réservée jusqu'à l'adoption du projet de loi dont le Corps législatif était saisi, et lorsqu'elle fut reprise, après le vote de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande, les plénipotentiaires français consentirent à ce que les modifications introduites dans notre législation, fussent insérées dans le traité en cours de négociation. C'est ainsi que les art. 1 et 6 de l'acte du 11 décembre 1866, établirent une assimilation complète entre les pavillons des deux États, pour le paiement des droits de navigation, en supprimant immédiatement les taxes différentielles qui frappaient la coque des navires autrichiens, et à partir de 1869, celles qui grevaient les marchandises importées à bord de ces navires, ces stipulations n'étant, d'ailleurs, que la consécration, par voie conventionnelle, du régime général résultant en France de la loi du 19 mai 1866.

En rappelant ces précédents, le Gouvernement français n'entend pas prétendre qu'il puisse exister entre le traité du 11 décembre 1866, et la loi du 11 mai de la même année, une connexité qui fasse dépendre ces deux actes l'un de l'autre; il s'en autorise, cependant, pour exprimer l'espoir que le Gouvernement austro-hongrois voudra bien reconnaître que les art. 1 et 6 du traité n'ont été, en réalité, qu'une conséquence des changements apportés à notre législation générale; et que si, sous la pression de circonstances impérieuses, le Gouvernement français se trouve, à son grand regret, dans la nécessité absolue de revenir sur la loi de 1866, le Gouvernement austro-hongrois voudra bien, de son côté, consentir à renoncer au droit incontestable que lui confèrent les stipulations conventionnelles, et qu'il n'entre pas un instant, dans l'esprit du Gouvernement français de lui dénier. Le Gouvernement I. et R. n'ignore pas le poids des charges qui pèsent sur la France et l'intérêt général qui s'attache à l'exact accomplissement des engagements qu'elle a dû contracter. Confiant dans les sentiments de sympathie et d'amitié qui unissent les deux Gouvernements, le Gouvernement français espère que le Gouvernement austro-hongrois ne refusera pas de se prêter, en ce qui lui sera possible, à l'exécution de mesures inspirées par une indiscutable nécessité. En ce qui touche spécialement la tarification des bâtiments de mer, le Gouvernement français hésite d'autant moins à compter sur

le bon vouloir du Gouvernement austro-hongrois, que la réduction des droits n'avait point été, en 1866, demandée par l'Autriche, mais figurait seulement au tarif A du traité de commerce comme une simple conséquence de ses dispositions générales, l'industrie austro-hongroise étant, d'ailleurs, en fait désintéressée dans la question, puisqu'elle n'importe en France aucun des navires construits dans les ports de la monarchie.

**Norvège. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DU STORTHING
LE 2 FÉVRIER 1872.**

Messieurs, le Storthing qui s'assemble en ce moment aura à discuter plusieurs questions importantes dont je vous ai remis l'an dernier les projets, mais qui ne furent point résolues alors. Après examen consciencieux de la loi fondamentale, j'ai été conduit à croire que la discussion de ces questions doit être précédée de la reproduction des propositions royales, et il sera fait ainsi. Pour la défense nationale, je me suis vu forcé de proposer des allocations plus élevées sous le titre de dépenses ordinaires, et en outre de renouveler ma proposition au sujet d'une allocation extraordinaire pour l'exécution de certains travaux de fortification et pour l'acquisition d'armes perfectionnées. La dernière allocation serait couverte par un emprunt. En faisant cette proposition, j'ai tenu compte des dispositions financières que les circonstances commandent. Parmi les propositions que je vous soumettrai de nouveau se trouve celle de la construction, aux frais de l'État, d'un chemin de fer entre Stoven et Amot par Rovas, unissant les parties du sud du royaume à celles du nord. Je suis persuadé que le Storthing pensera comme moi que cette question ne saurait plus être remise. Il sera présenté au Storthing une proposition tendant à assigner des moyens pour l'érection d'écoles élémentaires techniques à Christiania et à Bergen. Je suis sûr que cette branche importante de l'enseignement peut compter sur l'appui du Storthing. En regrettant de ne pouvoir ouvrir en personne la présente session, j'appelle la bénédiction du Tout-Puissant sur vos travaux, et je vous assure, Messieurs, de ma bienveillance royale.

**Grande-Bretagne. — DISCOURS DE LA REINE A L'OUVERTURE DU
PARLEMENT, LE 6 FÉVRIER 1872.**

Mylords et Messieurs,

Je profite personnellement de l'occasion qui m'est offerte par votre réunion, dans le but de vous acquitter de vos importants devoirs, pour exprimer ici ma reconnaissance vis-à-vis du Tout-Puissant qui a délivré mon cher fils, le prince de Galles, menacé par le danger le plus

imminent. J'exprime aussi ma vive reconnaissance de la sympathie profonde et universelle manifestée par mon peuple fidèle pendant la période d'anxiété et d'épreuve. Je propose que le mardi 27 courant, conformément au bon et convenable usage des anciens jours, la bénédiction ainsi octroyée soit l'objet des actions de grâce de la nation en une cérémonie qui aura lieu dans la cathédrale métropolitaine. J'espére et je désire assister à cette manifestation religieuse. Des ordres ont été donnés pour pourvoir aux arrangements nécessaires afin de bien placer les membres des deux Chambres du Parlement.

Les assurances d'amitié que je reçois des puissances étrangères continuent d'être satisfaisantes sous tous les rapports. J'ai à peine besoin de vous assurer que mes efforts, en tous temps, tendront fermement au maintien de ces relations amicales.

La traite des noirs et les pratiques (à peine susceptibles d'être distinguées d'avec le commerce des esclaves) encore poursuivies dans plus d'une région du monde, continuent d'attirer toujours l'attention de mon Gouvernement sur les îles de la mer du Sud. Le nom de l'empire britannique est, encore à cette heure, déshonoré par la participation de certains de mes sujets à ces criminelles pratiques : dans l'un de ces cas, le meurtre d'un prélat exemplaire a jeté une nouvelle lumière sur quelques-unes de leurs sinistres conséquences. Un bill vous sera présenté dans le but de faciliter le jugement de délits de cette nature dans l'Australie. Il sera fait des efforts pour augmenter, sous d'autres formes, les moyens de répression.

Diverses communications ont été échangées entre mon gouvernement et le gouvernement français au sujet du traité de commerce conclu en 1860. Par suite d'une divergence des vues respectivement adoptées à l'égard de la valeur des lois de protection, cette correspondance n'a abouti à aucun accord pour la modification de cette importante convention. De part et d'autre, cependant, il a été uniformément proclamé un vif désir qu'il ne survienne rien de nature à atténuer la cordialité qui a longtemps existé entre les deux nations. Les papiers ayant trait à ces questions vous seront soumis.

Les arbitres, nommés en vertu du traité de Washington pour liquider à l'amiable certaines créances connues sous le nom de : *créances de l'Alabama*, ont tenu leur première réunion à Genève.

Des mémoires ont été soumis aux arbitres dans l'intérêt de chaque partie intervenant au traité. Dans le mémoire ainsi soumis dans l'intérêt des États-Unis, ont figuré de larges créances ; ce n'est pas mon avis que ces créances soient du ressort des arbitres. A cet égard, j'ai fait faire au Gouvernement des Etats-Unis une communication amicale.

L'Empereur d'Allemagne s'est chargé de l'arbitrage de l'affaire des frontières maritimes du San Juan et les mémoires des deux Gouvernements ont été soumis à Sa Majesté impériale. La commission à Washington a été nommée, elle siège en ce moment. Les dispositions du traité qui rendent nécessaire le consentement du Parlement du Canada attendent la réunion de ce corps.

Passant maintenant aux affaires intérieures, je viens vous apprendre qu'a quelques exceptions près l'Irlande n'a pas été le théâtre de violences criminelles. Le commerce, dans cette partie du Royaume-Uni, est actif et les progrès obtenus dans l'industrie agricole sont remarquables.

Je suis heureuse de pouvoir vous féliciter, autant que l'expérience permet d'asseoir un jugement, de la diminution perceptible qui s'est opérée dans le nombre des crimes les plus graves et dans celui des criminels récidivistes du Royaume-Uni.

Messieurs de la Chambre des communes, les principaux budgets du prochain exercice ont été préparés, ils vous seront soumis immédiatement. J'ose espérer que vous les trouverez parfaitement en harmonie avec les besoins du pays. L'état du revenu offre de favorables indices relativement à la demande du travail et à la condition générale du peuple ; indices que corrobore la décroissance considérable qui s'est manifestée dans le paupérisme.

Mylords et Messieurs. — Votre attention sera appelée sur différentes mesures d'intérêt national. Au nombre de ces mesures seront les bills pour améliorer l'éducation publique en Ecosse, pour réglementer les travaux des mines, pour amender la législation généralement désignée sous le nom d'actes des licences, et le projet relatif aux cours supérieures de justice et d'appel ; et surtout le bill ayant pour principal objet l'établissement du scrutin secret.

Vous aurez en outre à vous occuper de la mesure relative aux coupables manœuvres en matières électorales parlementaires, projet qui vous sera immédiatement présenté.

Diverses mesures touchant les réformes administratives pour l'Irlande vous seront également soumises.

Comme il a été dit, le rapport sur la commission sanitaire vous a été soumis. Mylords et Messieurs, j'insiste sur la nécessité de donner tous vos soins à l'œuvre que les exigences de la société moderne nous imposent. Je m'appuie toujours sur l'aide de la divine Providence et sur la loyauté de mon peuple, sur votre énergie et sur votre prudence, afin de donner appui aux efforts constants de la couronne afin qu'elle remplisse la mission qui lui est confiée et qu'elle sauvegarde l'honneur de l'empire britannique.

**Finlande. — DISCOURS LU AU NOM DE L'EMPEREUR ALEXANDRE
A L'OUVERTURE DE LA DIÈTE, LE 6 FÉVRIER 1872.**

Représentants du grand-duché de Finlande,

Je suis heureux de saluer votre réunion dans les circonstances actuelles, si consolantes comparativement aux privations qui ont affligé le pays peu après la clôture de votre précédente session, alors qu'éprouvée par une mauvaise récolte générale, la Finlande a, par la volonté impénétrable de la Providence, souffert une famine telle qu'on ne se rappelle point en avoir vu de semblable.

Dans un moment d'épreuves aussi cruelles, la charité publique a, avec le chaleureux dévouement du christianisme, fait de touchants et louables efforts pour soulager des maux criants; mais malgré les dons recueillis au dehors, et surtout dans le pays même, malgré les secours en argent et en nature alloués sur le fonds d'État des secours extraordinaires, l'épuisement de toutes les ressources a obligé le Gouvernement à conclure à l'étranger un emprunt de 5,500,000 marcs, destiné à des achats de grains pour la subsistance de milliers d'hommes et pour les semaines de printemps; malheureusement, ni ces mesures mêmes, ni la vaste organisation de travaux publics n'ont pu détourner les funestes conséquences de la disette; de cruelles maladies contagieuses se sont répandues dans presque tout le grand-duché, et la population, éprouvée par de si terribles souffrances, a été, à ma grande douleur, sensiblement réduite.

En rappelant ces souvenirs pénibles pour mon cœur, j'adresse à Dieu, avec une vive gratitude pour sa bonté et avec le sentiment de l'affection pour mon fidèle peuple finlandais, d'ardentes actions de grâces de ce qu'il a voulu accorder à ce pays, dans les derniers temps, des récoltes suffisantes, qui ont calmé les souffrances de la population. L'agriculture, le commerce, l'industrie et le travail privé ont repris; en même temps, la situation économique du trésor s'est tellement améliorée, que non-seulement ses revenus ont suffi aux dépenses et au service d'un emprunt, mais ont permis l'exécution de travaux et d'entreprises utiles au pays; le premier rang parmi ces travaux appartient au chemin de fer qui relie la capitale de l'empire à la ville principale du grand-duché, à l'avantage des intérêts réciproques du commerce et de l'industrie, dont les opérations rapprochent les populations. Ce rapprochement, qui contribue au progrès général, aura certainement pour effet de dissiper peu à peu les préjugés locaux, et par suite d'affermir les sentiments d'affection et d'union que je désire si sincèrement voir exister spontanément dans les peuples réunis sous mon sceptre.

Pour la réforme que je projette dans les hautes institutions de

l'État, j'ai ordonné de modifier, à titre d'essai, le mode de siéger du Sénat, afin d'accélérer l'expédition des affaires, de plus en plus nombreuses, qui sont soumises aux délibérations de ce corps.

Considérant l'insuccès de la langue russe dans les écoles, tandis que la nécessité de la connaissance de cette langue se fait sentir non-seulement dans les carrières publiques, mais encore dans les travaux de la vie privée, j'ai cru devoir ordonner, simultanément avec la réorganisation des écoles, l'introduction nouvelle de la langue russe dans le programme des matières obligatoires des établissements d'instruction.

La question de l'application au grand-duché de l'obligation générale au service militaire, dont j'ai annoncé le projet l'an dernier dans un rescrit au gouverneur général, ne peut être soumise à vos délibérations, attendu que cette mesure n'est pas encore appliquée dans l'Empire.

Les nouveaux règlements sur la Diète et sur les assemblées de la noblesse déterminent en détail votre sphère d'action; l'expérience que vous avez acquise me donne lieu d'espérer que vous terminerez vos travaux avec succès pour le terme indiqué.

Puissent vos travaux consciencieux et zélés servir au bien véritable du pays et contribuer à affermir la confiance mutuelle du Gouvernement et du peuple, et puisse le Tout-Puissant vous bénir dans l'accomplissement de cette tâche!

Je déclare ouverte la session de la Diète.

Signé de la main de l'Empereur :
ALEXANDRE.

Espagne. — M. BONIFACIO DE BLAS AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ESPAGNE A L'ÉTRANGER, AU SUJET DE L'INTERNATIONALE.

(*Circulaire.*)

Madrid le 9 février 1872.

Monsieur un grave débat a été soulevé au congrès des députés pendant la seconde session des Cortès espagnoles. Il a peut-être été un des plus importants de tous ceux qui aient jamais pu avoir lieu au sein d'une assemblée législative. Il s'agissait de préciser sous le point de vue politique, c'est-à-dire éminemment pratique, la vraie nature de l'Association internationale des travailleurs.

La puissante et formidable organisation et le rapide développement qu'elle a eu dans peu d'années, méritent d'attirer sérieusement l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la conservation de l'ordre social. Celui-ci est menacé dans ses fondements même par l'*Internationale*, qui rompt en visière avec toutes les traditions de l'humanité, en effaçant des esprits le nom de Dieu, de la vie, la famille et l'héritage.

dité, du monde civilisé les nations, et aspirant uniquement au bien-être des ouvriers sous la base de la solidarité universelle. Il était donc absolument nécessaire d'examiner et de décider jusqu'à quel point on pourrait tolérer, même sous l'empire des institutions politiques les plus libérales, l'existence d'une association qui commençait par se déclarer ennemie de toute école politique et incompatible également avec toutes les formes actuelles du Gouvernement.

On soumit donc au congrès des députés la question de savoir si le respect dû à la liberté et aux droits consignés dans la Constitution démocratique espagnole devrait s'étendre jusqu'à son exercice le plus abusif, en permettant de s'en prévaloir, à ceux mêmes qui luttaient pour la détruire et pour renverser en même temps tout ce qui existe, ou si, pour défendre cette même liberté bien entendue, on devait couper court aux tendances perturbatrices et dissolvantes de l'*Internationale*, en la déclarant attentatoire à la sécurité de l'État et comprise par conséquent dans les prohibitions de l'article 19 de la Constitution.

Vous aurez certainement suivi avec le même intérêt qu'elle a éveillé partout cette longue et lumineuse discussion soutenue à une si grande hauteur par nos principaux orateurs. Il n'est donc pas nécessaire de vous rappeler le point de vue sous lequel la question a été envisagée par le Gouvernement de S. M., qui obtint à la fin dans un vote solennel du Parlement une déclaration favorable à ses intentions.

D'après ces données, vous n'aurez point de doute sur les idées du Gouvernement de S. M. vis-à-vis de l'*Internationale*, et la circulaire adressée aux autorités départementales par mon collègue, M. le ministre de l'intérieur, vous aura déjà fait connaître la conduite qu'il est dès lors décidé à suivre en déployant à cet effet la plus grande énergie.

Le Gouvernement s'appuyant sur les déclarations des représentants des pays qui ont jugé l'*Internationale* hors de la Constitution et comprise dans les prévisions du code pénal, est résolu à en réprimer toutes les manifestations et tous les autres actes ostensibles, capables de troubler la paix publique, de même qu'il est aussi décidé à soumettre aux Cortès, si les circonstances l'exigeaient, un projet de loi portant la dissolution de ladite association, conformément au principe constitutionnel.

Le Gouvernement de S. M. ne s'adresse néanmoins aujourd'hui à vous, par mon entremise, que dans le seul but de vous exposer ses idées déjà bien connues sur l'*Internationale* et de vous faire savoir les règles auxquelles il va surbordonner sa conduite à cet égard; pour le régime intérieur de la nation, il a d'autres vues. Sachant que vous vous trouvez entièrement identifié à lui, quant à ses opinions sur ce

point, il aime à espérer que, dans l'exercice de la haute mission qui vous est confiée, vous contribuerez efficacement par vos démarches auprès du Gouvernement de... à ce que toutes les mesures nécessaires pour arriver à un résultat satisfaisant soient prises d'un commun accord.

Cet accord est exigé par la nature même de cette explication dont le caractère d'universalité est précisément ce qui la rend plus dangereuse.

Il ne suffit pas qu'un seul Gouvernement prenne isolément vis-à-vis d'elle les dispositions les plus sévères; de même qu'il ne suffirait pas non plus que l'on parvint à faire disparaître les sections de l'*Internationale* au sein d'une seule nation, soit au moyen de ses lois, soit par la coopération de l'initiative individuelle (dont l'importance ne saurait jamais assez être recommandée) de toutes les classes intéressées à la conservation de la société. Il en resterait toujours quelques adeptes fanatiques, qui, à la première occasion favorable, pourraient servir de noyau à sa prompte réorganisation, pour laquelle le conseil général pourrait s'aider puissamment de la publicité extraordinaire que la presse périodique a acquise de nos jours et de la rapidité des communications existant chez tous les peuples civilisés. La Commune de Paris en est un exemple éloquent. Une grande partie, et peut-être la non moins influente de ceux qui ont dirigé les événements, était composée d'étrangers qui ne résidaient pas en France à la chute de l'Empire.

Pour conjurer le mal, il faut donc que tous les Gouvernement travaillent à la fois dans le même but. Tous y sont également intéressés et peut-être encore plus que l'Espagne, où l'*Internationale* n'a pas jeté de si profondes racines et ne compte pas d'aussi nombreux affiliés que dans d'autres contrées des deux continents. Le régime auquel chaque nation est soumise permet d'adopter des dispositions législatives qui, toutes différentes qu'elles sont, seraient néanmoins également efficaces pour les préserver du bouleversement d'une révolution sociale.

L'imminence et la gravité du danger ne sauraient être plus grandes et il est à souhaiter que les hommes d'État veuillent bien consacrer à cette affaire la sérieuse attention réclamée déjà d'eux l'année dernière par la circulaire de M. le ministre des affaires étrangères de la république française. Cette nation venait alors de traverser une crise terrible. Il est possible que la dure répression infligée aux perturbateurs de la victoire remportée par les troupes de Versailles ait inspiré aux autres Gouvernements de l'Europe une sécurité mal fondée. Cependant, les organes de l'*Internationale* et les déclarations de ses

adeptes aux clubs et même aux Parlements démontrèrent bientôt que la déroute éprouvée était considérée par eux comme un échec passager et que, loin de blâmer les horreurs de la Commune de Paris, ils en réclamaient avec orgueil leur part de responsabilité, tout en étant prêts à les provoquer de nouveau et à les reproduire en travaillant pour étendre avec plus de persévération que jamais le cercle de leur action.

Il est donc à espérer, vu l'extrême gravité des circonstances, que tous les États fassent un accueil bienveillant et sympathique à la demande de leur concours pour l'œuvre de défense contre l'*Internationale*, qui deviendrait bien plus facile si une des grandes puissances se chargeait de formuler les bases d'une entente commune et d'une action universelle et simultanée.

Il serait de même à désirer que les nations qui n'ont pas encore conclu de traité d'extradition avec l'Espagne se prêtassent à stipuler une convention ou à établir un accord spécial pour tout ce qui se rapporte à l'*Internationale*.

Veuillez me faire savoir si M. le ministre des affaires étrangères de... est disposé à prendre en considération ces indications. Je vous prie de lui donner lecture et de lui laisser copie de cette dépêche,

Bien convaincu de votre zèle pour le service de l'État, je suis sûr que vous saurez profiter des bonnes relations existant entre le Gouvernement de..., et celui de S. M., pour obtenir l'appui le plus prompt et le plus efficace dont celui-ci puisse avoir besoin à l'extérieur, par rapport aux mesures qu'il jugera prudent d'adopter.

Agréez, etc.

Signé : BONIFACIO DE BLAS.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE LUDOLF AU COMTE ANDRÁSSY.

Constantinople, le 14 février 1872.

Par mon télégramme en date du 12 de ce mois, j'ai eu l'honneur d'annoncer à V. Exc. que mon audience auprès de S. M. le Sultan pour la remise de mes lettres de créance avait eu lieu le même jour.

A cette occasion, j'ai prononcé un discours, dans lequel je me suis conformé au langage de convention, mais en appuyant sur la nécessité de faciliter et de multiplier les rapports entre les deux pays, afin d'accélérer ainsi le développement de leurs ressources et du bien-être de leurs populations.

S. M. le Sultan, qui m'a très-gracieusement accueilli, a répondu qu'il appréciait la haute valeur des liens intimes qui unissent Son Empire à celui d'Autriche-Hongrie « parmi les puissances alliées et

voisines une des plus grandes », et que le raffermissement de ces liens lui avait toujours tenu à cœur, surtout depuis qu'il avait fait connaissance personnelle de S. M. l'Empereur.

Le Sultan a continué par dire qu'il devait reconnaître à M. le comte de Prokesch le mérite d'avoir contribué à la consolidation des bons rapports entre les deux Empires et qu'il était persuadé que j'agirais dans le même sens.

S. M. a daigné se dire satisfaite de ce que la représentation des intérêts austro-hongrois eût été confiée à un homme qui connaissait le pays et a eu la gracieuseté d'ajouter qu'il désirait me voir pendant longtemps servir d'intermédiaire entre les deux Gouvernements.

Veuillez etc.

Signé : LUDOLF.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE LUDOLF AU COMTE ANDRÁSSY.

(Extrait.)

Constantinople, le 16 février 1872.

D'après les prescriptions de la coutume, aussitôt après mon audience auprès du Sultan, le ministre des affaires étrangères, Server Pacha, m'a rendu ma visite le 14, et le lendemain j'ai reçu celle du grand Visir Mahmoud Pacha.

J'ai profité de cette occasion pour développer les idées de V. Exc., c'est-à-dire de voir continuer entre les deux Etats une entente fondée sur une confiance mutuelle et utile aux intérêts des deux Empires.

Server Pacha, de même que Mahmoud Pacha, ont accueilli cette communication touchant les sentiments bienveillants du Gouvernement Impérial et Royal avec une véritable satisfaction.

Server Pacha m'a communiqué pendant le cours de cet entretien, comme une chose heureuse pour nous que l'ambassade allemande à Constantinople avait, à différentes reprises, recommandé au gouvernement turc comme une nécessité d'entretenir de bons rapports avec l'Autriche-Hongrie.

Quant au développement de nos intérêts matériels, j'ai reçu de ces deux personnages politiques et surtout de la bouche du grand Visir, l'espérance qu'on viendrait avec la meilleure volonté au-devant de tous nos désirs sur ce point.

Le grand Visir m'a en outre promis de mettre le plus grand zèle à ce que la Turquie soit dignement représentée à notre Exposition universelle.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 6 mars 1872.

Par dépêche du 10 décembre de l'année dernière (1) V. Exc. m'a-

(1) Voir ci-dessus page 185.

vait chargé de demander au Foreign-Office, si et quand la ratification des principes du droit des gens sanctionnés par le traité de Washington qu'on nous avait fait prévoir pourrait se réaliser. J'eus en conséquence l'honneur de vous informer, le 22 du même mois, que lord Granville avait répondu à cette question en assurant que le gouvernement britannique, aussi bien que celui des États-Unis, avait l'intention d'adresser une communication semblable aux autres puissances, mais que cependant un différend s'était élevé au sujet de quelques points de détail, avant la solution desquels une communication collective ne pouvait avoir lieu.

Mais depuis ce différend s'est développé et étendu de façon à ce que la notification commandée par la solution des points susdits semble devoir être ajournée à une époque indéterminée.

Comme la gravité de la situation et le besoin évident et réciproque d'une solution pourraient, malgré toutes difficultés, amener entre-temps cette solution plus tôt qu'il n'y a lieu de le supposer en ce moment, il ne serait peut-être pas superflu de se demander si les puissances auxquelles on a l'intention d'adresser la communication susdite, et à laquelle elles seraient invitées à se rallier, soit directement, soit indirectement, auraient des raisons de l'accueillir favorablement ou peut-être de garder, à l'égard de cette communication, une attitude négative.

Malgré les commentaires étendus dont l'affaire de l'*Alabama* a été jusqu'ici l'objet de la part des organes de l'opinion publique, le côté positif de la question a échappé presque complètement à l'attention, c'est-à-dire l'effet général du traité de Washington en première ligne, et, en seconde ligne, dans le développement éventuel et ultérieur de la question, l'effet de l'arrêt du tribunal de Genève sur la position des neutres, au point de vue de droit des gens vis-à-vis des puissances belligérantes.

L'Angleterre a consenti (article VI du traité du 8 mai 1871) à accepter trois des règles proposées par le gouvernement des États-Unis, dont le but est de préciser les devoirs de la puissance neutre pendant la guerre maritime. L'importance et la portée de ces règles sautent aux yeux.

D'un autre côté, le gouvernement britannique a attaché à la concession de l'application des règles de droit stipulées au cas de l'*Alabama* une protestation formelle contre l'interprétation tendante à supposer « que ces maximes étaient déjà consacrées par le droit des gens à l'époque où surgit l'incident des *Alabama Claims* ». Les deux puissances ont ensuite admis d'un commun accord que pour le règlement de ces contestations les principes du droit des gens ayant eu

jusque-là force de loi ne peuvent être appliqués qu'en tant qu'ils *ne dérogent pas* aux trois nouvelles règles. Finalement l'Angleterre et l'Amérique se sont accordées à considérer à l'avenir les nouveaux principes de droit non-seulement comme obligatoires pour eux-mêmes, mais aussi à en donner connaissance aux autres puissances maritimes avec invitation formelle de s'y rallier. Ces décisions, tout en constatant d'un côté l'importance des nouvelles règles de droit, prouvent aussi que les puissances contractantes reconnaissent en elles un code de droit nouveau et complet.

Outre l'importance évidente et théorique du nouveau droit maritime dont il est question, il y a lieu aussi d'en approfondir la portée pratique et susceptible de développement. A ce point de vue, l'histoire du traité de Washington nous fournit un enseignement très-instructif; et même dans le cas où le tribunal des arbitres de Genève n'arriverait pas au but désiré, on ne pourrait pas méconnaître, au point de vue du droit des gens universel, l'importance théorique et pratique des règles de neutralité de Washington.

Ces dernières sont évidemment formulées à l'avantage des puissances belligérantes. Dans la même mesure qu'elles rétrécissent la sphère légale des neutres vis-à-vis des belligérants, elles élargissent celle des parties belligérantes vis-à-vis des neutres. Ensuite les nouveaux devoirs imposés sont d'autant plus lourds à supporter que la responsabilité et l'obligation d'accorder des indemnités résultant pour les neutres de leur non-observance seront interprétées aussi largement que possible.

Il est de l'intérêt incontestable des puissances que ce principe, qui forme la base proprement dite de la position légale des neutres, c'est-à-dire la participation aussi libre et aussi sincère de l'Etat, principalement dans le sens d'une protection illimitée de ses propres intérêts commerciaux, soit universellement reconnu. Cette reconnaissance est d'ailleurs dans l'intérêt des puissances. Le fait d'une guerre entre deux autres puissances entièrement indépendant de la volonté de l'Etat neutre, ne devrait limiter celui-ci dans la moindre mesure possible dans l'usage de ses droits naturels, et ne lui imposer que des devoirs très-limités à l'égard d'un état de guerre créé sans son concours.

Cette tendance répond à la direction que l'opinion publique, dans tous les pays civilisés, a prise généralement, et les essais pratiques qu'on a mis en œuvre dans ces derniers temps pour y satisfaire n'ont pas fait défaut. Tout le monde se rappelle les efforts faits par le congrès de Paris pour protéger les droits des neutres contre les empiétements des puissances maritimes en guerre. Qu'il soit permis aussi de citer un cas qui s'est produit à une époque récente. Il s'agit du diffé-

rend qui s'était élevé entre le Foreign-Office et l'ambassadeur de l'Allemagne du Nord à Londres, à propos des droits du commerce des neutres pendant la guerre de 1870-71. Ce fut à cette occasion que le ministre anglais s'opposa avec succès à la tentative d'imposer au commerce des neutres une interprétation restrictive des devoirs de la neutralité.

Mais si les règles de neutralité du traité de Washington et bien plus encore les tendances essentielles de ce traité paraissent avoir en vue la restriction et la responsabilité exagérée des neutres, et se trouvent en contradiction flagrante avec le récent développement du droit des gens, d'un autre côté, une *reconnaissance* générale des idées dominantes formant la base du traité de Washington semble devoir non-seulement ne pas arrêter le développement naturel et conforme à l'esprit de l'époque du droit maritime, mais lui faire éprouver même un mouvement rétrograde. La méfiance que fait naître une pareille réforme du droit maritime ne peut qu'augmenter si les Américains du Nord, à la première application pratique des nouvelles règles de droit, voulaient en tirer les conséquences dans une mesure aussi large que possible.

Différents arguments pourraient, il est vrai, être produits pour justifier la nouvelle rédaction des devoirs de la neutralité; par exemple, plus les règles sur les devoirs de la neutralité sont claires, moins il y aura de points controversés, de causes de conflits; mieux la conduite à garder par les neutres sera précisée, plus le gouvernement respectif aura de facilité à exiger de ses organes l'observation stricte de la neutralité; plus la définition de ces devoirs sera claire, plus la défense contre l'accusation de l'une ou de l'autre partie belligérante à propos de faveurs accordées à son adversaire, sera assurée et efficace; ainsi de suite; mais ces arguments et autres semblables ne porteront pas encore sur le fond de la question.

La précision accentuée du code des droits et devoirs des neutres a certes une grande valeur formelle pour la solidité des relations internationales, mais il semble plus important qu'elle ne soit pas appliquée de manière à rendre intolérable et à augmenter la responsabilité des neutres et à enrayer presque complètement le commerce loyal et permis avec les belligérants. Si l'on aborde une fois le dangereux terrain de la délimitation minutieuse des devoirs de la neutralité, par suite d'une tendance naturelle de toute spécification de droit, l'expérience acquise par chaque nouvelle guerre fournira toujours de nouveaux motifs pour restreindre davantage les droits des neutres. Il faudra donc s'en tenir toujours à ce point de vue, celui de récuser énergiquement toute modification des

maximes du droit des gens qui n'est pas justifiée par le développement normal du droit international.

Les puissances auraient d'autant plus de raisons de prendre en sérieuse considération les théories positives de neutralité acceptées par l'Angleterre et l'Amérique du Nord et proposées à l'adoption de toutes les puissances maritimes, que la sanction pénale que le gouvernement des États-Unis veut donner — en théorie du moins — à la nouvelle loi, est, à vrai dire, quelque chose de monstrueux. Avec une conséquence logique, on pouvait arriver à cette conclusion, qu'un neutre — dont on ne peut prouver, en aucun cas, les intentions évidentes de mauvaise foi, mais qui n'aurait pas partout rempli ses devoirs de neutre avec le zèle nécessaire — peut être rendu responsable pour la somme de frais de guerre à prélever directement ou indirectement du chef de violation de sa neutralité.

Il est vrai, l'Angleterre et l'Amérique du Nord n'ont pas encore prétendu soumettre au reste des puissances maritimes l'adoption de leur théorie de neutralité, et ils s'en sont tenus à énoncer ce désir. Mais, soit qu'ils exécutent leur projet ou non, le fait que deux des plus grandes puissances maritimes ont reconnu formellement les nouvelles règles de droit et en ont fait le fondement d'une transaction internationale et importante au plus haut degré, ce fait appartient dès aujourd'hui déjà à l'histoire et constitue, en certaines circonstances données, un préjudice dont il faudra certainement tenir compte.

La seconde « règle de l'article VI » paraît mériter une attention spéciale en ce sens qu'elle donne à l'Angleterre, par suite de ses nombreuses stations maritimes dans toutes les parties du monde, un avantage évident sur d'autres États qui n'ont pas les mêmes facilités à leur disposition, et qui, par suite de l'application de cette règle sur l'approvisionnement de charbons et la réparation des navires, éprouveraient de grands préjudices. Je sais que dans quelques États qui pourraient, plus que l'Autriche-Hongrie, se trouver dans le cas de souffrir de cette disposition, des appréhensions ont déjà été signalées sous ce rapport.

Si le gouvernement impérial et royal se met à temps en rapports avec d'autres gouvernements, surtout avec ceux d'Allemagne et d'Italie, il y aura bien moyen d'arriver à une action identique.

Déjà les gouvernements d'Autriche, de Prusse et d'Italie ont pris l'initiative d'une démarche très-libérale et avantageuse pour le commerce par leurs déclarations unanimes à l'ouverture de la guerre de 1866. La fidélité avec laquelle nous sommes restés attachés à ces principes au commencement de la guerre franco-allemande et le soin

que nous avons mis à nous prononcer sans hésitation pour leur observation furent bien accueillis en Allemagne à cette époque.

Une notification éventuelle des principes concerités entre l'Angleterre et l'Amérique deviendra donc non-seulement et logiquement l'objet d'une adoption ou d'un rejet, mais le point de départ d'une négociation entièrement nouvelle, si nous voulons faire admettre le principe de la liberté et de la protection entières et complètes de la propriété privée en cas de guerre, à l'exception de la contrebande de guerre. L'Amérique n'était autrefois pas opposée à ce principe, et l'on sait qu'elle voulait, en retour de son adoption par l'Angleterre, approuver l'abolition des lettres de marque, abolition que l'Angleterre considérait, par contre, comme devant entraîner la destruction d'une de ses plus formidables armes de guerre. C'est précisément pourquoi les autres États auront à examiner à quel prix ils voudront se laisser imposer des restrictions à la liberté dont ils ont joui jusqu'à présent.

Signé : BEUST.

Grande-Bretagne. — LE COMTE DE GRANVILLE A M. LAYARD,
A MADRID.

Foreign-Office, le 8 mars 1872.

Monsieur, je vous transmets copie d'une dépêche-circulaire, en date du 9 février, que M. de Blas a adressé aux représentants de l'Espagne à l'étranger, et qui m'a été communiquée par le ministre d'Espagne près cette Cour.

L'objet de la dépêche est de recruter la sympathie et l'assistance d'États étrangers, dans un commun effort pour la suppression de la société *l'Internationale*. Cette société, établie comme centre de communications entre les ouvriers et les unions industrielles en différentes parties du monde, limite ses opérations, en Angleterre surtout, aux conseils en matière de grèves. Elle n'a que très peu d'argent à sa disposition pour appuyer ses conseils, tandis que les projets révolutionnaires qui font partie du programme de la société expriment, paraît-il, l'opinion de membres étrangers plutôt que celle des ouvriers anglais, dont l'attention est surtout appelée sur des questions de salaire.

Aux termes de la législation en Angleterre tous les étrangers ont le droit intégral d'entrer et de résider en Angleterre, et tant qu'ils y séjournent, ils sont également, avec les sujets anglais, sous la protection de la loi.

Ils ne peuvent être punis que pour violation de la loi, par jugements émanant des tribunaux ordinaires, après procès public et en

vertu de condamnation basée sur preuves fournies en audience publique. Les étrangers, en cette qualité, ne peuvent pas être expulsés d'Angleterre par le pouvoir exécutif, à moins qu'il ne s'agisse d'individus éloignés en vertu de traités avec d'autres États, confirmés par acte du Parlement, pour la livraison mutuelle de délinquants criminels.

Toutefois, les sujets britanniques, ou les sujets de tout autre État, résidant en Angleterre et devant en conséquence obéissance à la loi, peuvent, après condamnation de participation à excitation à la guerre contre le gouvernement de tout État ami de l'Angleterre, peuvent, disons-nous, être punis d'amende et d'emprisonnement. Les délinquants, sous ce rapport, peuvent également être poursuivis à la requête du tiers ou du gouvernement.

C'est le vœu bien ardent du gouvernement de la Reine de promouvoir autant que possible la tranquillité, l'ordre et la prospérité de tout pays avec lequel il est en alliance amicale.

Non-seulement le gouvernement de la Reine regretterait, mais encore il réprouverait hautement toute tentative de la part des réfugiés étrangers en Angleterre, pour provoquer l'insurrection contre le gouvernement de leurs pays respectifs. Une telle conduite serait considérée par le gouvernement de la Reine comme une violation flagrante de l'hospitalité dont ces réfugiés jouissent ici ; mais il ne pense pas qu'il existe aucune raison qui lui permette, en l'occasion actuelle, de s'adresser à la législature pour demander des pouvoirs extraordinaires ou ultérieurs relativement aux étrangers résidant en Angleterre.

Le gouvernement de la Reine n'a aucune raison de douter que cette opinion soit partagée et par le Parlement et par le public d'Angleterre. Vous voudrez bien communiquer cette dépêche au secrétaire d'État des affaires étrangères d'Espagne.

Je suis, etc.

Signé: GRANVILLE.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AU COMTE APPONYI,
A PARIS.**

(Extrait.)

Vienne, le 12 mars 1872

Notre traité ne nous autorise pas à protester contre les taxes dont peuvent être frappés les produits français et contre l'élévation correspondante des droits d'entrée sur les produits similaires venant de l'étranger. Nous ne pouvons rien faire non plus si, dans un but quelconque, la France établit des droits à l'entrée ou à la sortie (le transit étant réservé) des articles qui ne figurent pas dans les tarifs con-

ventionnels. Toutefois, il faudrait, en ce cas, que l'Autriche-Hongrie soit traitée de la même manière que la nation la plus favorisée.

En ce qui touche les marchandises soumises à un droit fixe par les traités, nous ne sommes pas tenus d'accepter qu'elles soient frappées à l'entrée d'une taxe que ne justifierait pas l'existence d'un droit intérieur de production ou de fabrication, cette taxe dût elle servir à dresser des statistiques ou à tout autre but. Comme la loi du 22 janvier dernier ne fait aucune différence, pour la perception à l'entrée et à la sortie du droit de 10 centimes, entre les objets portés au tarif et ceux qui n'y figurent pas, je prie V. Ex. de protester contre son application dans les relations commerciales entre l'Autriche-Hongrie et la France, de demander la stricte observation du tarif conventionnel, et de rendre compte du résultat de vos démarches aux deux ministres du commerce.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE RÉMUSAT.

Paris, le 20 mars 1872.

L'article 3 de la loi du 22 janvier dernier établit, pour subvenir aux frais de la statistique commerciale, un droit de 10 centimes par colis sur les marchandises en futailles, caisses, sacs ou autres emballages, et de 10 centimes par 1,000 kilogrammes ou par mètre cube sur les marchandises en vrac qui, indépendamment de toute autre taxe, sera perçu tant à l'entrée qu'à la sortie du territoire français, quelle que soit la provenance ou la destination.

Aucune exception n'est faite pour les marchandises comprises dans le tarif spécial annexé au traité de commerce intervenu entre la France et l'Autriche-Hongrie, le 11 décembre 1866.

Il en résulte que des marchandises dont le maximum des droits à payer a été fixé se trouveraient, contrairement aux stipulations et à l'esprit du traité susdit, grecées d'une nouvelle surtaxe.

En signalant par l'obligeante entremise de V. Ex. à l'attention du Gouvernement de la République française cette contradiction entre la loi du 22 janvier dernier et le traité du 11 décembre 1866, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de réclamer contre l'application au commerce de l'Autriche-Hongrie avec la France, de l'article 3 de la loi du 22 janvier, en tant qu'il infirme les dispositions du traité de commerce existant entre les deux pays, et contre toute mesure qui porterait atteinte aux stipulations du tarif conventionnel.

Je suis convaincu que le Gouvernement français, qui s'est toujours montré jaloux de faire honneur à ses engagements, s'empressera de faire droit à ma réclamation et je me permets de prier V. Ex. de

vouloir bien m'informer, le plus tôt possible, du résultat de ma présente démarche.

Agréez, etc.

Signé : APPONYI.

France. — LE MARQUIS DE BANNEVILLE AU COMTE ANDRÁSSY.

Vienne, le 21 mars 1872.

J'ai eu l'honneur d'exposer à V. Ex., dans une précédente communication, les considérations qui avaient déterminé le Gouvernement français et l'Assemblée nationale à modifier, par une loi, le régime appliqué en France, depuis 1866, à la marine marchande. Obligée de puiser à toutes les sources du revenu pour faire face aux lourdes charges qui pèsent sur elle, la France a obéi uniquement, dans cette circonstance, à une nécessité de force majeure, en désavouant toute pensée d'un retour systématique au régime protectionniste. Résolue en même temps, je n'ai pas besoin de le répéter, à observer scrupuleusement les traités existants, en tant surtout qu'ils ont une utilité réelle pour les pays avec lesquels elle a contracté, la France n'a pas cru devoir s'interdire de demander aux Gouvernements amis les modifications qui, sans porter préjudice à leurs intérêts, pourraient lui rendre à elle-même la liberté dont elle a besoin. C'est à ce titre, et dans ces intentions, que j'ai l'honneur de soumettre au Gouvernement de S. M. I. et R. A. la proposition d'examiner s'il ne lui serait pas possible de consentir à modifier les termes du traité de navigation du 11 décembre 1866.

Ne voulant léser aucun intérêt, le Gouvernement français a dû rechercher quels ont été les effets du traité, en ce qui concerne la marine autrichienne, afin de se rendre compte des conséquences qu'aurait pour elle une révision de cet acte. J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de V. Ex. quelques chiffres, que les renseignements recueillis par le Gouvernement français l'autorisent à considérer comme exacts.

En 1869, sur 1042 navires sortis du port de Trieste, 925, soit 89 0/0, ont eu pour destination les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée; 96, soit 9,50 0/0, l'Angleterre, la France, la Belgique et la Russie; enfin 20 navires, ou 1,50 0/0, le Brésil ou les États-Unis. D'un autre côté, si l'on consulte les états de navigation dressés par l'Administration des Douanes françaises, on trouve que sur 403 navires autrichiens entrés dans les ports de la France, 214 ou près de 3/4 ont eu pour destination nos ports de la Méditerranée, et 109 ou 1/4 sont venus dans nos ports de l'Océan et de la Manche. Il faut observer que sur ces 403 navires, pas un n'est arrivé du long-cours c'est-à-dire des pays transatlantiques.

Il résulte de l'ensemble de ces faits que les opérations de la marine autrichienne se concentrent plus particulièrement dans la Méditerranée, qu'elles s'étendent, dans une certaine mesure, à nos ports de l'Océan et de la Manche, qu'elles sont nulles, toujours en ce qui concerne les relations avec la France pour la navigation transatlantique.

Tout arrangement qui maintiendrait à la marine autrichienne, dans toutes les mers de l'Europe, le bénéfice résultant pour elle du traité de 1866, la laisserait donc en possession de tous les avantages réels que ce traité lui assure. C'est ce qui engage le Gouvernement français à demander au Gouvernement de S. M. I. R. A. de lui concéder l'abandon de ses droits pour la navigation transatlantique, où aucun intérêt autrichien n'est engagé, toutes réserves faites pour le maintien des clauses utiles du traité dans les mers de l'Europe.

Le Gouvernement français demande en outre au Gouvernement Austro-Hongrois de lui concéder également la faculté de relever les droits existants à l'importation des bâtiments de mer. A cet égard, l'intérêt de l'Autriche-Hongrie est à peu près nul. Depuis 1866, il n'a été vendu dans nos ports, accidentellement et à des prix minimes, que deux navires en bois, de provenance autrichienne, qui n'avaient point été construits pour cette destination.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, et comptant sur les sentiments de bienveillance amicale et réciproque qui caractérisent les relations de la France et de l'Empire Austro-Hongrois, je me plaît à espérer, M. le Comte, que le Gouvernement Impérial et Royal voudra bien accueillir les demandes que j'ai l'honneur de lui présenter.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BANNEVILLE.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AU MARQUIS DE BANNEVILLE.

Vienne, le 26 mars 1872.

Par une note verbale en date du 31 janvier d. « l'Ambassade de France a bien voulu exposer au Ministère l. et R. des affaires étrangères, les raisons qui ont engagé le Gouvernement français à modifier la loi du 19 mai 1866, sur la marine marchande, et à demander au Gouvernement d'Autriche-Hongrie de renoncer aux droits et avantages que lui confèrent les stipulations du traité de navigation du 11 décembre 1866, en ce qui regarde l'abolition de la surtaxe de pavillon et des droits à l'importation des bâtiments de mer en France.

Le Gouvernement l. et R. aime à reconnaître la loyauté parfaite avec laquelle le Gouvernement français constate qu'il n'est point en

droit de dénoncer le traité en instance, son terme n'échéant qu'en 1876. Toutefois, l'ambassade semble baser sa demande sur la supposition, que le Gouvernement Austro-Hongrois n'aurait, pour son compte, qu'un intérêt secondaire à se prévaloir des avantages résultant pour lui du dit traité. Partant de cette supposition, l'Ambassade en infère que le Gouvernement I. et R., guidé uniquement par des sentiments de sympathie et par l'intérêt général qui s'attache à l'exact accomplissement des engagements contractés par la France, n'aura aucune difficulté à accepter le point de vue du Gouvernement français.

Sans doute, c'eût été une grande satisfaction pour le Gouvernement Austro-Hongrois d'assister la France dans son œuvre réparatrice, en acceptant la proposition contenue dans la note verbale de l'Ambassade. Malheureusement, le Gouvernement I. et R. n'est pas libre d'en agir ainsi.

Le Ministre des affaires étrangères devait, avant tout, établir, sur la proposition française l'accord nécessaire entre les deux Ministres constitutionnels d'Autriche-Hongrie. Ceux-ci, à leur tour, ont eu à examiner la question au point de vue des intérêts du commerce et de la navigation, et n'ont pu se dispenser de pressentir également les dispositions des deux Assemblées législatives qui, dans le sens de nos lois, seraient éventuellement appelées à se prononcer sur l'abrogation des articles 1 et 6 du traité de navigation du 11 décembre 1866.

Or, le résultat de ces informations et démarches n'a pas été favorable à l'ouverture faite par la France. D'abord, les intérêts du commerce austro-hongrois, engagés dans la navigation indirecte des ports de France et menacés présentement du rétablissement des surtaxes de pavillon, se trouvent être bien plus considérables que ne semble l'admettre le Gouvernement français. Ce commerce, qui a augmenté sans cesse pendant les dernières années, devra subir maintenant des charges déjà fort sensibles par le rétablissement du tonnage et des surtaxes d'entrepôt, ainsi que par l'institution de la taxe nouvelle de quaiage, charges par lesquelles notre commerce aide à supporter le poids de celles qui pèsent sur la France, mais contre lesquelles l'Autriche-Hongrie ne saurait réclamer parce que le pavillon français y est également assujetti.

Il serait donc bien difficile au Gouvernement I. et R. d'imposer au commerce de ses nationaux un sacrifice de cette nature. La note verbale reconnaît elle-même que les stipulations des articles 1—6 du traité de navigation n'ont été « que la consécration, par voie conventionnelle, du régime général résultant en France de la loi du 19 mai 1866 ».

L'abandon, de la part de la France, de ces droits différenciels à la

suite des traités de 1866, n'étant « en réalité que la conséquence des changements apportés à la législation générale » de la France, ne pourrait donc guère être considéré comme une exception faite en faveur de l'Autriche-Hongrie.

D'un autre côté, celle-ci, en signant, le 11 décembre 1866, un traité de commerce avec la France, lui a fait des concessions de tarif notables qui, aux yeux de la majeure partie de l'industrie indigène, ont même paru exorbitantes et dangereuses.

Ces concessions, cependant, le Gouvernement I. et R. les a faites de propos délibéré et dans la conviction qu'en inaugurant, à l'égard de la France, une réforme de tarifs dans un sens libéral, et en engageant par là l'industrie dans les voies d'une émulation salutaire, il ne portait point atteinte aux sources du revenu public. Mais en prenant l'initiative d'une réforme si grave, le Gouvernement I. et R. devait être persuadé que le système de progrès commercial, dans lequel venaient d'entrer la plupart des États de l'Europe, resterait en quelque sorte obligatoire pour tous, et que les stipulations dont il s'agit dureraient pour le moins les dix années convenues.

Ce n'est donc pas seulement une clause isolée des traités de 1866, c'est le système dans son ensemble et dans ses conséquences qui se trouve mis en question. Or, il n'est pas probable que les Corps législatifs d'Autriche-Hongrie, après avoir adopté, au prix de sacrifices réels, ce régime libéral qu'à cette époque la France, de l'aveu même de la note verbale, avait résolu d'étendre aux pavillons de toute nationalité, se montrent disposés aujourd'hui à renverser ce même principe au prix de sacrifices nouveaux et à s'exposer ainsi aux reproches qui ne leur seraient point épargnés de la part de celles des Puissances qui ne jouissent de l'exemption des surtaxes de pavillon qu'en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Enfin, à ces objections s'ajoute une question de principe, dont il serait bien difficile de confester l'importance sur le terrain de la législation. Il faut nécessairement que tout traité, conclu pour un certain terme, inspire la confiance qu'il sera maintenu en vigueur au moins jusqu'à l'expiration de ce terme. Sans cette confiance, le but des traités de commerce, qui est de donner une garantie aux intéressés des pays contractants, ne saurait être atteint, comme aussi, d'autre part, les conventions elles-mêmes deviendraient sans valeur, s'il était avéré que des traités conclus à terme fixe n'offriraient non-seulement pas de garantie pour le maintien à venir du système sur lequel ils étaient fondés, mais encore qu'ils pourraient être essentiellement modifiés pour tous les pays co-intéressés avant l'expiration du terme

fixe, alors que les intérêts d'un seul État rendraient désirable une modification antérieure.

C'est pour ces dernières considérations surtout que le Gouvernement I. et R. se trouve hors d'état de donner son assentiment à l'abrogation de l'art. 6 du traité de navigation et de l'annexe A du traité de commerce.

Lors même que cette mesure ne serait proposée par la France que pour ses ports de l'Atlantique et du canal de la Manche, et ne serait point applicable à ceux de la Méditerranée, la question de principe n'en formerait pas moins un obstacle insurmontable.

Le Gouvernement Austro-Hongrois regrette donc vivement de se trouver dans l'impossibilité d'accepter les propositions formulées par la note verbale de l'Ambassade de France. *Signé : ANDRASSY.*

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU BARON
DE SCHLECHTA A BUCHAREST.**

(Télégramme.)

Vienne, le 27 mars 1872.

D'après des informations particulières, les israélites en Moldavie se croient menacés de nouvelles persécutions à Pâques et craignent l'insuffisance des mesures prises par l'autorité. Exprimez au Gouvernement notre confiance que, le cas échéant, il saurait prendre les dispositions nécessaires.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 29 mars 1872.

La dénonciation du traité de commerce anglo-français n'a pas causé ici un si grand étonnement, les négociations des derniers mois au sujet d'une modification du traité ayant montré du côté de la France des tendances trop protectionnistes, pour que l'on pût espérer sérieusement la conclusion d'un nouveau traité que l'Angleterre aurait pu accepter en se plaçant à son point de vue de libre échange. Nous avions, me dit lord Granville, en concluant le présent traité, fait des sacrifices considérables en partant de notre point de vue du commerce libre, dans la seule idée de lui procurer plus de liberté d'allure et il nous eût été impossible de consentir à une révision de ce traité dans un sens rétrograde.

On sait que les nouvelles relations n'entreront en vigueur qu'après une année révolue et l'avenir seul nous apprendra les réformes de tarif que la France proposera avant le mois de mars 1873. Pour juger la situation actuelle, il est bon de se rappeler que le commerce entre l'Angleterre et la France a introduit beaucoup plus de marchandises

françaises en Angleterre que de marchandises anglaises en France ; l'importation de produits français en Angleterre en 1870 a atteint 37 - 60 millions de livres sterling pendant que pour le même temps il n'entrait en France de produits anglais que pour une somme de 11 - 14 millions de livres sterling. Si des droits protecteurs devaient encore sensiblement diminuer ces 11 - 14 millions sterling, l'Angleterre s'efforcerait d'abord, même malgré les difficultés à maintenir l'importance de sa consommation de marchandises françaises et comme déjà maintenant la plus forte partie de la dette de l'Angleterre à la France a été couverte par la remise à ses créanciers français de ses créances en Amérique et dans d'autres pays, l'Angleterre continuera à appliquer ce genre indirect de paiement très-coûteux aux dettes nouvelles qui ne seraient pas couvertes par des contre-valeurs directes.

Dans aucun cas, l'Angleterre ne songe à user de représailles de tarifs à l'égard de l'élévation de tarifs dont les produits anglais seront frappés, à leur entrée en France. Même les quelques branches d'industrie qui ont été cruellement frappés par le traité de commerce avec la France comme entr'autres l'industrie des soieries et la fabrication du ruban, n'ont pas à craindre que l'Angleterre rétablira ses droits protecteurs pour leurs articles. Plusieurs entreprises frappées par la concurrence des soieries françaises ont cessé d'exister pendant les dernières dix années et il ne faut pas s'attendre à ce que la législation anglaise, malgré les supplications répétées des fabricants en question fera en leur faveur une exception principale dans le but de prolonger l'existence à une industrie qui manque de vitalité. A ce que m'a dit lord Granville on pense à établir une légère taxe d'exportation sur le charbon, mais les pensées à cet égard sont encore partagées entre les membres du Gouvernement. La seule modification de tarifs anglais possible et qui serait désavantageuse aux produits français, serait à l'occasion d'un traité de commerce avec l'Espagne et le Portugal, traité dont on a si souvent annoncé la prochaine conclusion, d'accorder à ces deux pays qu'on ferait disparaître du tarif élevé des « boissons alcooliques » leurs vins pour les mettre dans la rubrique « vins » ; cela produirait une concurrence redoutable pour les vins français.

Si l'Angleterre ne songe pas à se servir de la liberté de commerce politique que la France lui a rendue, dans le sens que la France comprend « la liberté de sa législation économique » il y a pourtant une certaine école de libres-échangistes anglais qui, comme M. Lowe, lord Derby, poussent si loin la condamnation libre-échangiste du mercantilisme (qui comme on sait prend pour mesure de la richesse d'une nation l'importance de ses exportations) qu'ils mettent exclusivement

de l'importance à l'importation de l'étranger, importation dont l'augmentation assure aux consommateurs un riche approvisionnement de tous les produits, aux prix les moins élevés, et qui jugent tous les traités de commerce de ce point de vue, parce que les abaissements de tarifs stipulés dans un traité avec un état étranger, en faveur des exportations indigènes dans les pays étrangers appartiennent précisément à cette théorie soi-disant vaincue et depuis longtemps réfutée; à leur jugement, l'État a aussi peu à assurer des débouchés aux producteurs nationaux qu'à favoriser leur fabrication par des droits protecteurs; il n'a rien d'autre à faire que d'abaisser le plus possible ses droits de douanes, sinon de les abolir complètement, afin de procurer à la consommation indigène les plus grandes facilités, parce que la consommation indigène en augmentant, amène forcément l'augmentation de la production et de l'exportation, de même qu'alors les valeurs internationales cherchent toujours à s'équilibrer.

Cette interprétation soi-disant seule correcte de la doctrine libre-échangiste n'est qu'une face du véritable problème de l'équilibration économique du commerce international; il est très-vrai que l'exportation est dépendante de l'importation, mais *vice versa* l'importation dépend autant de l'exportation et toutes les fois qu'à la suite d'un traité le marché d'un pays s'est étendu, par conséquent l'exportation, il assure une augmentation de l'importation, et par contre, si le marché étranger vient à diminuer d'étendue, la consommation indigène en souffrira. Dans le cas actuel, si la balance avec la France se présente encore plus défavorablement que jusqu'à ce jour, l'Angleterre paiera sa dette à la France en argent comptant ou indirectement au moyen de ses exportations dans des pays tiers. Dans ce cas le frêt de l'argent comptant ou l'arbitrage du pays tiers sur la France renchérira le payement de la dette et en outre, l'importation en Angleterre de ce pays tiers diminuera de l'importance de la somme transportée à la France.

On n'a pas l'intention ici de faire des avances à la France en lui faisant des propositions; on attend avec d'autant plus de patience l'initiative que prendra ce pays.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 30 mars 1872.

A la suite des ordres reçus par votre dépêche du 12 courant, je n'ai pas manqué, comme Votre Excellence voudra bien le remarquer en prenant connaissance de la copie de la note jointe à cette lettre, de protester au nom de notre droit découlant des traités et de de-

mander le maintien du tarif conventionnel contre la mise en pratique des stipulations outrées de la loi du 22 janvier de cette année, concernant le trafic de l'Autriche-Hongrie avec la France.

Aucune des puissances représentées ici n'avait jusqu'ici protesté contre la susdite loi. Mais depuis l'Espagne a suivi notre exemple, et j'ai lieu d'admettre que, sous peu, la Suisse fera une démarche de ce genre. Il va de soi que l'Angleterre ne fera pas de protestation à ce sujet, puisqu'il y a, en vigueur dans ce pays, depuis 1860, une loi de la même nature. Il est peu probable que la Belgique réclame son traité de commerce prenant fin dans un an. Au contraire, l'Italie s'occupe sérieusement de la question, et il ne serait pas opportun pour elle de faire une protestation.

Quoique je ne puisse me dissimuler que, en présence de l'attitude indécise des autres puissances, d'une part, d'un autre côté, en présence des précédents établis par la législation anglaise, mais surtout devant la nécessité absolue où l'on se trouve ici de puiser de l'argent de toutes les sources, nous n'avons guère à attendre que notre réclamation sera entendue; j'ai pourtant cru, sans en référer de nouveau à Votre Excellence, devoir obéir sans retard aux ordres qu'elle m'avait donnés, non tant dans l'attente d'obtenir, pour le cas donné, le résultat auquel nous tendons, que dans le dessein de prévenir à temps les tentatives que l'on s'apprête à faire pour ébranler ou obscurcir directement ou indirectement les traités de commerce existants.

Dans la même pensée, je ne manque pas non plus dans mes entretiens avec les personnages compétents du Gouvernement, de la diplomatie et de l'Assemblée d'exprimer formellement ma pensée, à savoir : que le Gouvernement impérial et royal est animé des désirs les plus sincères de ne susciter à la France aucun obstacle ni de lui rendre plus difficile d'une façon quelconque la charge si lourde de réorganiser ses finances, mais que d'un autre côté, dans son propre intérêt aussi bien que dans celui du commerce international du monde entier, il est fermement résolu à maintenir et à faire observer l'exécution entière des stipulations du traité de commerce.

Si Votre Excellence approuve mon attitude, il me serait très-agréable d'être le plus tôt possible autorisé, pour le cas où la tendance qui est aujourd'hui encore à l'état latent, d'introduire des clauses nouvelles en opposition aux traités, deviendrait une réalité, à protester officiellement et d'une manière décidée au nom du Gouvernement impérial et royal.

Qu'il me soit permis en terminant de vous faire remarquer que les représentants accrédités de l'Italie, de la Belgique, de la Hollande, de

la Suède et de la Suisse, auprès du Gouvernement français sont pourvus d'instructions éventuelles à ce sujet. Que Votre Excellence soit convaincue que je me ferai un devoir de la tenir au courant de toutes les innovations que l'on a en vue ou que l'on introduira sur le terrain commercial, et qu'elle veuille bien me permettre d'exprimer le désir que j'ai de recevoir la communication des pensées du Gouvernement austro-hongrois sur ce sujet.

Daignez agréer, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU COMTE APPONYI,
A PARIS.

(*Extrait.*)

Vienne, le 3 avril 1872.

S'il s'agit seulement d'une augmentation des droits d'entrée analogue à l'élévation des droits sur divers produits indigènes, le traité du 11 décembre 1866 ne nous donne pas le droit de nous plaindre. L'article 6 de ce traité donne en effet expressément à chacune des deux parties contractantes la faculté de frapper d'un droit nouveau d'importation ou d'augmenter les droits dont seraient déjà frappés, à l'entrée, les produits étrangers dont les similaires indigènes auraient été soumis à une taxe nouvelle ou à une surtaxe, pourvu que les taxes fussent de même chiffre.

Il ne me paraît pas probable que le Gouvernement français aille plus loin dans ses projets, le traité ne lui en donnant pas le droit, et ce serait nier celui-ci que d'imposer les matières premières servant à la fabrication des produits analogues à ceux qui pourraient être fabriqués à l'intérieur. On ne saurait penser en France à maintenir les clauses favorables d'un traité et à négliger les autres ; ce serait provoquer des représailles désavantageuses.

Si le Gouvernement français demandait tôt ou tard des concessions à propos des tarifs, nous ne pourrions les accorder sans tenir compte de nos intérêts et sans réciprocité. Les Assemblées législatives ne le permettraient d'ailleurs probablement pas.

Allemagne. — DISCOURS DU TRÔNE LU PAR LE PRINCE DE BISMARCK
AU NOM DE L'EMPEREUR A L'OUVERTURE DU REICHSTAG, LE 8 AVRIL
1872.

Honorés Messieurs, votre activité, au cours de la session qui s'ouvre aujourd'hui, sera réclamée en premier lieu par la continuation de l'œuvre législative commencée l'an passé, et par le perfectionnement à donner aux institutions générales de l'Empire.

Une loi relative à l'institution et aux attributions de la Cour des comptes aura pour objet de régler définitivement le contrôle de la

perception et de l'emploi des revenus de l'Empire, et de conférer les pouvoirs nécessaires à l'autorité qui doit être chargée d'exercer ce contrôle et d'élaborer les propositions du dégrèvement sur lesquelles le Conseil fédéral et le Reichstag auront à se prononcer.

Il vous sera présenté un projet de Code pénal militaire pour l'Empire allemand, tendant à réaliser sur le terrain du droit criminel l'uniformité des institutions militaires, et compléter ainsi, selon le vœu maintefois exprimé par le Reichstag, l'unité de droit pénal déjà acquise en matière civile.

Le projet de loi destiné à régler la situation des fonctionnaires de l'Empire, projet qui a déjà été présenté une première fois au Reichstag, a été l'objet d'un nouvel examen, dans lequel il a été tenu compte de l'avis de la commission du Reichstag et des changements politiques survenus depuis cette époque. Il vous est soumis en sa nouvelle forme à votre délibération.

Le règlement uniforme de l'impôt sur la bière, dans les parties du territoire où cette taxe est perçue, a déjà plusieurs fois appelé votre attention, sans que jusqu'à ce jour on ait réussi à triompher des difficultés que rencontre ce règlement. Un projet de loi qui vous sera présenté relativement à la perception de la taxe sur la bière dans l'empire allemand a pour objet de résoudre ce problème, et en même temps de réaliser, par l'application de la taxe aux succédanés du malt une réforme non moins opportune au point de vue de l'intérêt du Trésor qu'au point de vue de l'intérêt de la consommation.

L'heureux développement des transactions et de la consommation a permis, dans le budget de l'Empire pour l'exercice 1873, qui vous sera présenté, d'évaluer à un chiffre plus élevé, sans déroger d'ailleurs au principe traditionnel d'une évaluation prudente, les produits des taxes communes de consommation et les excédants des recettes postales, de sorte que, malgré les exigences plus étendues qui sont survenues dans divers chapitres de dépenses, on peut s'attendre à une réduction des contributions matriculaires.

Un supplément au budget de l'Empire pour l'exercice 1872 est destiné à pourvoir à quelques autres besoins survenus depuis et à fournir en outre les ressources nécessaires pour fonder un bureau de statistique qui, grâce à l'élaboration uniforme et scientifique des matériaux statistiques de l'Empire, est appelé à rendre des services importants à la législation et à l'administration, non moins qu'à la science exacte des données politiques et sociales.

L'exercice 1871 a donné des excédants considérables dans les produits des impôts et des recettes postales. Il vous sera présenté un projet concernant l'emploi de ces excédants, ainsi que le règlement légal

de l'emploi et de la répartition de l'indemnité de guerre française.

Conformément aux dispositions des lois financières de 1870 et 1871, il vous sera soumis un compte des dépenses que la guerre avec la France a imposées aux Etats de l'ancienne Confédération de l'Allemagne du Nord.

Les négociations engagées depuis plusieurs années avec le royaume de Portugal ont abouti, le 2 mars de cette année, à la conclusion d'un traité qui, sur la base des traités de commerce et de navigation conclus avec d'autres États, règle les relations et les transactions réciproques sur le pied des nations les plus favorisées et qui, selon tout espoir, sera le prélude de relations commerciales plus intimes et plus étendues entre l'Allemagne et le Portugal.

Ce traité sera présenté à votre approbation, ainsi qu'une convention consulaire conclue avec les États-Unis de l'Amérique et un traité postal conclu avec la France, lequel règle les relations postales réciproques entre les deux pays, en tenant compte des nécessités résultant de l'accroissement continu des correspondances.

La nouvelle organisation et la consolidation de la situation de l'Alsace-Lorraine suivent une marche favorable. Les dommages causés par la guerre se réparent peu à peu, grâce au secours que la loi du 14 juin 1871 permet d'accorder sur les fonds de l'Empire. Les bases de l'administration allemande sont établies. Le service de la justice est assuré, et l'Université de Strasbourg doit être inaugurée le 1^{er} mai de cette année.

Pour les dépenses extraordinaires que nécessiteront les établissements scientifiques qui devront se rattacher à cette Université, on est en devoir de compter sur le concours de l'Empire. Conformément à la prescription de la loi du 9 juin 1871, il vous sera présenté un tableau général des lois et des dispositions générales promulguées jusqu'à ce jour, ainsi que de la marche des services administratifs du pays.

Vous partagerez, honorés Messieurs, la satisfaction avec laquelle les gouvernements fédéraux jettent un coup d'œil rétrospectif sur les résultats de la première année de l'Empire allemand nouvellement fondé, en même temps qu'ils envisagent avec une joyeuse confiance le développement politique et national ultérieur de nos institutions intérieures.

Avec la même satisfaction, vous accueillerez l'assurance que la politique de S. M. l'Empereur-roi a réussi à maintenir et à affirmer chez tous les gouvernements étrangers la confiance que la force que l'Allemagne doit à son union sous la forme d'empire ne garantit pas seulement à la patrie une défense et une protection certaines, mais qu'elle donne, en outre, à la paix de l'Europe une puissante garantie.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU BARON SCHLECHTA
A BUCHAREST.**

Bude, le 8 avril 1872.

D'après votre communication télégraphique, en date du 3 courant le Consul général d'Angleterre à Bucharest paraît avoir reçu de son cabinet des instructions concernant la question des israélites. Des nouvelles particulières arrivées ici portent également que l'Alliance israélite a reçu de Berlin la promesse que le Gouvernement allemand emploiera ses bons offices à Bucharest pour que les israélites victimes des récents excès en Moldavie soient indemnisés.

Vous êtes autorisé à vous associer éventuellement à une démarche de ce genre, tout en témoignant au Gouvernement du prince la pleine confiance que nous avons dans ses sentiments et dans son énergie, qui abstraction faite de toute influence du dehors, le détermineront à donner satisfaction aux justes réclamations des israélites.

Agréez, etc.

Signé : ANDRÁSSY.

Autriche-Hongrie — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 12 avril 2872.

Dans mon dernier entretien avec lord Granville je n'ai pas oublié de porter à sa connaissance le contenu de la dépêche que V. Ex. m'a fait l'honneur de m'adresser, à la date du 28 mars dernier, pour me faire part d'un échange de notes avec l'Ambassade de France à Vienne, relativement à des propositions du Gouvernement français tendantes à modifier notre traité de navigation conclu avec cette puissance.

Ainsi que je l'avais annoncé d'avance par mon rapport du 9 avril, lord Granville fit le meilleur accueil à cette ouverture, renouvelant l'expression de sa reconnaissance que précédemment déjà il m'avait témoignée. Il m'adressa ensuite la prière de lui donner une copie de la dépêche de V. Ex. ajoutant qu'il tenait beaucoup à avoir dans les archives des pièces constatant notre bonne entente. Je le lui ai fait espérer, n'y voyant pas d'objection, mais il me faudra l'autorisation de V. Ex. que je me permets de lui demander.

Afin de doubler le prix de ce bon procédé par un nouvel acte d'obligance, j'ose prier V. Ex. de me transmettre son autorisation par le télégraphe.

Quant aux négociations de l'Angleterre avec la France devant s'ouvrir, à la suite de la dénonciation du traité, lord Granville leur croit peu de chances de réussite immédiate.

Veuillez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 12 avril 1872.

J'ai l'honneur de vous envoyer, jointe à ce pli, la correspondance qui a précédé et subsidiairement suivi la dénonciation du traité de commerce anglo-français. Quoique le ton des dépêches anglaises soit généralement posé, on ne peut néanmoins se dissimuler que la rupture des rapports intimes commerciaux entre l'Angleterre et la France n'ait fait naître dans les cercles gouvernementaux et industriels un sérieux mécontentement contre le gouvernement français et la réponse anglaise à la dénonciation en est une preuve évidente aussi bien que le dernier article du *Times*, dont le ton est d'une indifférence hautaine et semble regretter que le traité ne soit pas déjà expiré maintenant.

En exprimant à V. Exc. mes remerciements les plus sincères pour la communication des instructions adressées au comte Apponyi sur l'impôt que le gouvernement français a l'intention d'appliquer aux matières premières, je prends la liberté de faire remarquer à Votre Excellence, que dans mon rapport du 29 mars, je me suis surtout appliqué de faire ressortir l'importance que je mettais à apprendre de quel intérêt il pourrait être pour le gouvernement impérial et royal de connaître dans quelle direction je devais observer la manière d'agir du gouvernement anglais. J'avais aussi particulièrement en vue de savoir si le gouvernement impérial et royal persistait dans sa pensée première de s'entendre ou de se mettre d'accord avec l'Angleterre touchant une attitude commune vis-à-vis des atteintes portées par la France au commerce étranger.

Avant de procéder à une action commune, comme la faisait prévoir la dépêche du 25 août 1871, il faudrait avant tout savoir avec certitude jusqu'à quel point les principes des deux gouvernements permettent une attitude commune dans l'affaire des modifications de tarifs que la France veut introduire. L'Angleterre, comme on sait, persistera dans son point de vue libre-échangiste et ne se prêtera que difficilement à des concessions de tarifs mutuelles qui auraient, en quelque sorte, le caractère de réciprocité, tandis que le gouvernement impérial et royal, lequel, comme je le sais par ma propre expérience des négociations sur le traité de commerce anglo-autrichien, a à compter avec les tendances protectionnistes des industriels autrichiens et pourra difficilement représenter le point de vue libre-échangiste. Il est vrai de dire que depuis la publication de la dépêche en question, les choses ont changé dans ce sens que les deux gouvernements, à la suite de la dénonciation adressée à l'Angleterre, ne se trouvent plus dans la même position. Toutefois, comme une mesure

de ce genre pourra être prise vis-à-vis de puissances avec lesquelles la France a conclu des traités de commerce, il y a intérêt, en cela, d'avoir un point d'appui, si, le cas échéant, cette démarche, en Angleterre aussi bien que chez nous, ne troublerait pas les négociations entamées dans le sens libre-échangiste, ou si, au contraire, elle n'aurait pas pour conséquence un contre-coup dans le sens protectionniste.

Dans le dernier cas, il faudrait éviter de se prononcer ; dans le premier cas, au contraire, on aurait en mains un moyen très-éfficace pour activer une action sympathique des deux pays ; c'est pour cela que Votre Excellence voudra bien m'excuser de l'initiative que j'indique à cet égard.

Agréez, etc.

Signé : BEUST

**Autriche-Hongrie. — DISCOURS DE L'EMPEREUR-ROI POUR LA
CLÔTURE DU REICHSTAG HONGROIS, LE 16 AVRIL 1872.**

Honorés magnats et députés, chers et fâeux Messieurs,

Lorsque, il y a trois ans, nous ouvrîmes personnellement ce Reichstag et saluâmes avec joie les magnats et les députés de notre Hongrie, nous signalâmes à votre activité de grandes et importantes tâches à remplir.

Le Reichstag précédent ayant résolu les questions restées pendantes des rapports constitutionnels, les affaires intéressant les deux moitiés de la monarchie ont été déjà pendant cinq ans heureusement réglées avec la meilleure entente et la juste appréciation des intérêts réciproques.

Le Reichstag actuel avait la tâche de continuer ce travail d'organisation, et par là de développer la prospérité morale et matérielle du pays. Le Reichstag s'est acquitté de cette tâche en réorganisant la justice et l'administration. Des lois ont été faites sur l'exercice du pouvoir judiciaire et sur la responsabilité des juges. Par là on a, d'un côté, assuré l'indépendance des magistrats, et, de l'autre, prévenu les abus du pouvoir judiciaire.

L'organisation des tribunaux de première instance, la séparation de la justice et de l'administration produiront les effets attendus, augmenteront la sûreté publique, consolideront le crédit. L'organisation des municipalités et des communes qui, conformément à l'esprit de la Constitution du pays a basé l'administration aussi sur le principe du *self-government* et de la responsabilité personnelle, a établi l'harmonie entre l'administration politique d'un côté, l'administration municipale et communale de l'autre, et assuré, de cette manière, la parfaite exécution des lois.

Les lois destinées à régler la situation qui était résultée de la suppression de l'ancien système agricole, par l'article 9 de la loi de 1848, celles sur les défrichements, et, en ce qui concerne la Transylvanie, sur les répartitions proportionnelles, celles enfin sur le droit de chasse, constituent un progrès et sont un pas considérable vers la solution définitive des questions de propriété. Les lois sur la régularisation des cours d'eau, sur la police des digues et sur l'industrie, ensuite la ratification des traités de commerce conclus par mon gouvernement, fournissent la preuve que le Reichstag s'est efforcé de répondre également aux exigences de la vie publique.

En vous occupant ainsi avec zèle de favoriser les intérêts publics, et, par là, de développer la prospérité du pays, vous vous êtes aussi préoccupés d'employer convenablement les ressources publiques considérablement augmentées. L'amélioration du système judiciaire, le développement de l'instruction publique et de l'éducation, l'achèvement du réseau de chemins de fer, la transformation du canal de François I^r, le développement de la capitale ont été l'objet de votre sollicitude, et vous avez voté pour ces fins diverses sommes considérables.

Bien que l'augmentation des forces militaires de notre monarchie ait exigé des ressources plus considérables, vous avez voté avec empressement des fonds nécessaires pour développer largement cette institution de la landwehr, qui prend un si bel essor. C'est une preuve consolante de la prospérité croissante du pays que vous ayez pu faire tout cela sans augmenter les impôts, sans contracter des emprunts improductifs.

L'organisation militaire, déjà inaugurée sur la base du service universel, nous a permis, en partie de préparer, en partie d'opérer la démilitarisation des confins militaires. Nous espérons que, dans un avenir peu éloigné, il n'y aura plus dans notre empire une seule fraction de la population qui ne puisse jouir des droits constitutionnels dans toute leur intégrité.

Nous devons exprimer le regret que la loi électorale n'ait pu être exactement précisée, ainsi que la loi sur l'organisation de la capitale, et que plusieurs autres projets de loi d'utilité publique proposés par notre ministère n'aient pu être soumis à notre sanction, parce que, dans la dernière période de la session du Reichstag, le règlement de la Chambre des Députés a permis de rendre la discussion impossible. Ce sera la tâche du prochain Reichstag de réparer le temps perdu et d'assurer la discussion constitutionnelle des questions.

Après avoir réussi à conserver la paix dans les circonstances difficiles qui viennent de s'écouler, nous sommes autorisés par nos bons

rapports actuels avec les puissances étrangères à espérer avec confiance qu'il sera donné au Reichstag que nous allons bientôt convoquer de continuer le travail commencé sur la base des lois sanctionnées et au milieu des bienfaits de la paix. L'amour de la patrie, le dévouement héréditaire ont été les sources des résultats salutaires obtenus jusqu'ici ; ils resteront aussi à l'avenir la source intarissable du bonheur de la nation.

Et maintenant, recevez nos sincères salutations royales et portez-les à vos électeurs.

Sur ce, nous déclarons close la dernière session du présent Reichstag.

Autriche-Hongrie. — M. DE WALCHER, DIRECTEUR DE LA CHANCELLERIE COMMERCIALE, AU COMTE APPONYI.

Paris, le 22 avril 1872.

A la réouverture des séances de l'Assemblée nationale doit aussi reprendre la discussion de la loi sur l'impôt à établir sur les matières premières, accompagnées de modifications proposées par la Commission du budget.

D'après le tarif douanier proposé par le gouvernement dans la séance du 12 janvier, comme complément de cette loi, on attend un droit d'entrée sur les bois de construction et d'ébénisterie, puis sur les douves de futailles ; parmi ces articles ce sont surtout les derniers qui ont une signification indiscutable et importante parce qu'ils proviennent d'une industrie très-développée et très-active dans les Etats de la monarchie austro-hongroise.

Le droit d'entrée que le gouvernement français a l'intention d'établir dans ce sens, serait de 15 francs pour 100 douves de futailles de chêne (*merrains de chêne*) et de 12 francs pour 100 douves d'une autre essence de bois, ce qui équivaudrait à 20 0/0 de la valeur.

La France, qui comme pays viticulter est obligée de tirer de l'étranger les trois quarts de ses besoins immenses en douves de fûts, est le consommateur le plus fort pour les douves de fûts d'Autriche, et en effet les douves de tonneaux exportées des ports de Fiume et de Trieste pour la France représentent 65, 70 et même 80 0/0 de l'importation totale en France.

Les tableaux de M. Martin, ancien conservateur des forêts, démontrent l'importance des douves autrichiennes pour la France. En effet, pour l'année 1864, sur une importation de la valeur de 15,289,243 fr. le prix des merrains de chêne importés de l'empire austro-hongrois en France atteignait 10,712,128 fr. en 1865, même 15 millions de fr. par conséquent 70 0/0 sur 21,861,538.

Dans les années suivantes, d'après les tableaux, d'importation de la direction générale des douanes, l'importation a pris un essor plus extraordinaire encore pour les douves de chêne venant des ports austro-hongrois; l'importation pour l'année 1866 s'est élevée à 27,836,226 fr.; en 1867, à 26,447,020 fr.; en 1868, à 23,384,425 fr.; en 1869, à 21,191,304, et après une réaction facile à expliquer par la guerre, pendant les deux dernières années l'importation d'Autriche-Hongrie pendant le mois de janvier 1872, 2,426,602 fr.

Les merrains de chêne autrichiens jouissent actuellement de la franchise de droits à leur entrée en France, et cela d'après les stipulations du traité de commerce franco-italien de l'année 1863, ces stipulations s'appliquant aussi à l'importation venant de l'Autriche, conformément à l'article 2 du traité de commerce austro-français.

Si le gouvernement français, comme on peut le prévoir, dénonce le traité de commerce franco-italien, lequel a été conclu pour 12 années et expire à la fin de 1875 et si le droit sur les douves de futailles est mis en vigueur, une mesure de ce genre frapperait sensiblement cette branche d'industrie qui a pris en Croatie et en Slavonie un grand développement et qui assure un bénéfice assuré aux populations de ces provinces.

On peut admettre, qu'alors avec un droit protecteur de 20 0/0 la fabrication des douves de futailles pourra se développer avec avantage, parce qu'alors on se contentera de faire venir de l'étranger le bois de chêne nécessaire ou qu'on fera venir de Norvège le bois de sapin pour l'employer à cet usage.

Me croyant obligé de porter à la connaissance de V. Exc. les dangers qui menacent cette branche importante de l'industrie nationale je me permets d'ajouter que les exportateurs de vins de Cette, de leur côté, ont fait des représentations à la Commission du budget contre les droits dont on voudrait frapper les douves de fût à leur entrée en France.

Signé : WALCHER.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AU BARON DE SCHLECHTA A BUCHAREST.

(Télégramme.)

Vienne, le 23 avril 1872.

Bien que les capitulations nous eussent autorisés à réclamer contre la mise en jugement du rabbin Alter Brandes par les tribunaux roumains, nous ne l'avons pas fait pour ne pas susciter de difficultés au gouvernement. Mais nous sommes en droit de demander qu'il soit mis en liberté sous caution et soigné dans l'hôpital civil jusqu'à ce que le tribunal de première instance ait prononcé. S'il n'était pas acquitté, vous auriez à vous employer pour qu'il lui fût fait grâce.

Espagne. — DISCOURS DU ROI AMÉDÉE A L'OUVERTURE DES
CORTÈS, LE 24 AVRIL 1872.

Messieurs les Sénateurs et les Députés,

Il n'est point de satisfaction plus grande que celle que je ressens dans mon âme en me voyant au milieu des représentants de la nation.

Je désirais ardemment vous voir commencer vos travaux pour connaître l'expression légitime des aspirations, des intérêts et des besoins du peuple espagnol, qui s'est tant fié à ma loyauté pour la direction de ses destinées, et avec l'amour et la confiance duquel je veux vivre et régner.

A l'extérieur, rien n'est venu troubler, durant le récent interrègne, les relations de cordiale intelligence existant avec toutes les puissances amies. Un incident arrivé à notre représentant à Venezuela, et sur lequel le gouvernement de cette république s'est empressé de fournir les explications les plus satisfaisantes, n'altèrera pas, je l'espère, la politique de paix, de respect mutuel, de sympathie généreuse et réciproque qui rapproche les nations civilisées et que conseillent à l'Espagne, à l'égard des républiques américaines plus encore que toute autre, les convenances, les sentiments et les souvenirs.

Il me serait fort agréable, en qualité de catholique et de chef d'une nation catholique dans son immense majorité, de pouvoir vous annoncer que le rétablissement des relations avec le Souverain Pontife est déjà un fait accompli. Cependant, je nourris l'espoir fondé que nous n'aurons pas longtemps à espérer l'accord fondé avec le Saint Siège, que je désire si vivement et sincèrement.

Parmi les questions qui touchent à l'administration intérieure de l'Etat, mon gouvernement appellera de préférence votre attention sur les finances publiques. Liquider le passé et régulariser le présent, en établissant l'équilibre du budget, afin de ne pas faire retomber sur les générations futures le résultat de nos erreurs dans la gestion de la fortune publique : telle est la ferme intention de mon gouvernement.

Pour la réaliser, je vous exposerai avec clarté et franchise les charges qui pèsent sur le Trésor par suite des découverts accumulés des budgets antérieurs ; je vous proposerai les moyens que je trouve les plus convenables pour soutenir le crédit de la nation, et je vous présenterai le budget de l'année économique immédiate, formé dans des conditions qui permettront de remplir avec exactitude les obligations permanentes de l'Etat et de fermer l'abîme qu'ouvrent sous nos pieds des déficits continuels et l'usage constant et illimité du crédit.

Dans le but de rendre pratiques et féconds les droits sacrés que la constitution consacre, mon gouvernement vous proposera, au moyen de lois qui en règlent l'exercice, la réparation indispensable de ces fautes, que l'expérience a fait davantage ressortir.

De même des lois que le manque de temps n'a pas permis de discuter et qui ont besoin, pour être exécutoires de l'autorisation des Cortès constituantes, telles que la réforme du Code pénal, celle du mariage civil, et autres, qui se trouvent dans le même cas, seront soumises à votre examen avec les modifications dont la pratique ou de plus mûres réflexions suggèreront la nécessité et la convenance, et qu'elles démontreront être mieux en harmonie avec l'esprit libéral qui a inspiré les préceptes de la loi fondamentale.

Il vous sera aussi présenté un projet de loi d'instruction criminelle, et comme mon gouvernement a un respect rigoureux pour la constitution et ne veut qu'aucun de ses préceptes ne soit oublié ou ne passe à l'état de lettre morte. il vous recommandera dans ce projet l'établissement du jury.

Les budgets de toutes nos provinces d'outre-mer seront présentés aux Cortès. Vous discuterez également les moyens d'éteindre la dette qui, par suite d'entreprises antérieures à mon règne et de la rébellion qui y a éclaté, pèse sur les maisons de Cuba et entretient un état financier, sinon alarmant, assez critique et digne de fixer votre attention et de vous engager à y porter remède.

Au point de vue économique comme au point de vue administratif et au point de vue politique, mon gouvernement continuera d'indiquer les mesures les plus convenables au bien-être de ces provinces éloignées. Il aura toujours les yeux fixés sur les promesses solennelles et souvent renouvelées d'octroyer à nos frères d'au delà des mers toutes les réformes compatibles avec leur état social, mais sans jamais mettre en danger l'intégrité du territoire et en prenant garde avec un soin vigilant qu'elles ne puissent servir en aucun cas ni à aucune époque d'arme ni de bouclier aux ennemis de notre nom et de notre race.

Je ressens une profonde douleur de ne pouvoir partager les souffrances, les peines et les dangers de l'armée, de la marine et des volontaires, braves défenseurs de l'honneur de notre drapeau dans une guerre d'embuscade et qui demeurent infatigables, affrontent avec un courage, avec une valeur héroïque les pièges d'un ennemi rusé, les rigueurs d'un climat mortel et les ennuis d'une campagne si rude et si longue. Je leur adresse en ce moment solennel, me faisant l'interprète de la nation entière, le témoignage de la gratitude et de l'admiration de la patrie reconnaissante de leur patriotisme et de leurs sa-

crifcices, et je fais des vœux fervents pour la prompte pacification tant désirée de cette riche Antille.

Les forces de terre et de mer qui défendent notre archipel des Philippines se sont réellement montrées non moins dignes de notre gratitude et de nos applaudissements.

Là aussi l'ingratitude a voulu rompre les liens du devoir et du sentiment national ; mais la rébellion de Cavite ayant été promptement et sévèrement réprimée, l'ordre est assuré et mon gouvernement est averti d'avoir à prévenir au moyen de mesures efficaces le renouvellement d'événements qui, plus pour leur importance que pour leur tendance, ont été et seront unanimement réprouvés.

Un parti qui nie la légitimité du droit moderne, et qui est l'ennemi obstiné des institutions que la nation espagnole s'est données dans l'exercice de sa souveraineté, après avoir été battu dans les comices électoraux, s'est levé en armes dans quelques provinces.

Mon gouvernement a pris les précautions qu'il a crues les plus efficaces pour étouffer promptement la rébellion. Instruit par une récente et triste expérience de la stérilité, mainte fois démontrée, de la clémence exercée par ses devanciers qui ont eu à réprimer des tentatives semblables, il se propose d'être inexorable dans le châtiment des ennemis constants de la liberté et des perturbateurs incorrigibles du repos public ; si les moyens ordinaires ne suffisent point, il s'adressera à vous afin de vous demander les pouvoirs nécessaires pour rétablir sur une base solide l'empire de la loi.

Il faut espérer que nous ne tarderons pas à voir abattre la bannière de l'insurrection, — insurrection qui blesse, offense le sentiment du pays convaincu que c'est seulement grâce à l'ordre et dans l'exercice régulier des institutions qu'il trouvera la garantie de ses droits et une voie facile vers le progrès et la prospérité. En face de ceux qui prétendent entraîner l'Espagne dans les maux de la guerre civile, je me plaît à donner un témoignage public d'approbation à l'attitude et à la discipline de l'armée, des vertus militaires de laquelle je m'é-norgueillis comme étant son chef, et au côté de laquelle, comme son compagnon d'armes, je braverai le péril pour la défense de la patrie qui m'a adopté, et des institutions que j'ai acceptées loyalement et auxquelles j'ai prêté serment comme lui.

Je dois exprimer aussi avec une intime satisfaction ma reconnaissance envers la force citoyenne qui rend des services inestimables, et qui, en raison de ses traditions, de son patriotisme et de sa bravoure est le rempart inexpugnable et le plus ferme soutien des institutions et des droits que consacre la loi fondamentale de l'État.

En somme, mon gouvernement soumettra à votre examen ses actes,

sa résolution de maintenir dans toute son intégrité et toute sa pureté la légalité établie, et les projets qu'il a conçus en vue de donner satisfaction aux intérêts et aux besoins publics. A vous, Messieurs les sénateurs et les députés, représentants du pays, à vous il appartient d'examiner, de discuter et de résoudre.

Je chercherai dans vos décisions l'orientation de ma conduite, un guide pour m'apprendre de quel côté doit se porter ma confiance, la voie à suivre pour identifier mes sentiments avec ceux de ce noble et fier peuple auquel, comme je l'ai dit en une circonstance non moins solennelle que celle-ci, je ne m'imposerai jamais; mais jamais non plus ce peuple n'aura à m'accuser d'abandonner le poste que j'occupe par sa volonté, ni d'oublier les devoirs que la constitution m'impose. Ces devoirs, je saurai les accomplir avec la loyauté et la constance que je dois à l'honneur de mon nom.

Maintenant, Messieurs les sénateurs et députés, je demande à Dieu qu'il vous inspire et vous donne la capacité de remplir jusqu'à la fin, au profit de la nation, la charge importante qu'elle vient de confier à votre patriotisme et à votre zèle.

Allemagne — LE PRINCE DE BISMARCK AU GÉNÉRAL DE SCHWEINITZ
A VIENNE.

Berlin, le 26 avril 1872.

M. le comte Karolyi m'a confidentiellement donné connaissance de la copie avec les annexes y jointes de la dépêche de M. le comte Andrassy du 26 mars, qui se rapporte aux relations commerciales de l'Autriche et de la France. On voit par ce document que la France a proposé d'apporter une modification à l'article 6 du traité de navigation franco autrichien du 11 décembre 1866, et au tarif A du traité de commerce franco-autrichien du même jour, et que cette proposition a été déclinée par l'Autriche. M. le comte Andrassy signale en même temps que l'Autriche, en déclinant ces modifications, par lesquelles ses intérêts industriels et maritimes, principalement après que la France eut renoncé à rétablir la surtaxe de pavillon dans les ports de la Méditerranée, n'ont pas été immédiatement atteintes à un haut degré, s'est laissée guider essentiellement par des vues générales et surtout par les égards pour l'Allemagne.

J'ai pris connaissance de ces communications avec le plus vif intérêt. L'Autriche est le seul pays auquel la suppression de la surtaxe du pavillon, décrétée d'abord par la loi française du 19 mai 1866, et retirée à présent, soit garantie en vertu d'un traité. Tous les pays qui ont le droit de prétendre en France au droit des nations les plus favorisées, — et l'Allemagne est de ce nombre, — ne sont donc assurées

d'être affranchies de la surtaxe du pavillon pour les marchandises d'origine étrangère importées par leurs vaisseaux dans des ports français, qu'aussi longtemps que cette disposition contractuelle existe entre l'Autriche et la France. Les armateurs allemands et le commerce allemand sont donc intéressés au plus haut point au maintien de cette disposition.

La valeur qu'a pour nous la résolution prise dans ces circonstances, par le Gouvernement austro-hongrois, est encore notablement augmentée par une considération générale.

La France s'est acquis pendant les dix dernières années l'incontestable mérite de créer un système de traité de commerce réunissant aux réductions de tarif réciproques, la garantie réciproque des droits de la Nation la plus favorisée et de donner une base nouvelle et saine aux relations commerciales des États européens, d'ouvrir aux communications des peuples de nouvelles voies et d'assurer à leurs joutes pacifiques une plus vaste arène. Depuis, un courant rétrograde est parvenu dans ce pays à s'imposer en ce moment, lequel menace derechef de remettre en question le progrès obtenu, entant que la France y soit intéressée. Bien qu'il y ait lieu d'espérer que le courant contraire, favorisé par les intérêts issus d'un développement plus large des rapports commerciaux, reprendra des forces par la suite, et tiendra la balance à la tendance rétrograde, il est cependant évident que la renaissance d'une politique libre-échangiste du Gouvernement français serait considérablement entravée et retardée si le courant actuellement régnant réussissait à rétablir des barrières qui ont été renversées. Car aux barrières construites de nouveau s'appuieraient de nouveaux intérêts industriels qui verraient dans le retour à une politique commerciale libérale, un péril pour leur existence et qui ajouteraient ainsi de nouvelles forces à l'opposition contre cette politique.

Tous les États européens ont donc un intérêt commun à ce que les traités de commerce conclus à une époque antérieure avec la France, conservent leur autorité jusqu'à ce que l'esprit public en France ait traversé la phase actuelle favorable au système protectionniste.

De tous les traités de commerce français, c'est encore le traité franco-autrichien qui a la plus longue période de durée devant soi, puisqu'il ne prend fin qu'en 1876. Par la disposition de l'alinéa 2 de l'article 2, il comprend le tarif conventionnel français en entier et assure ainsi, pour sa durée, aux produits de toutes les nations auxquelles en France les droits des plus favorisés sont concédés, l'importation dans ce pays d'après le tarif conventionnel. Il garantit en fait le même droit aux produits des pays auxquels la France a dénoncé les traités

de commerce, parce que la France ne se déciderait probablement à éléver en face de ces pays de nouvelles majorations de tarif, qu'après s'être ménagé les coudées franches pour les introduire partout.

L'Autriche a donc le moyen et conséquemment la mission de retenir la France pendant une suite d'années dans son mouvement rétrograde protectionniste, et de garantir par là pour longtemps la durée et la possibilité du progrès aux relations commerciales nées du tarif conventionnel libéral, et, en même temps de sauvegarder l'Europe de tout recul sérieux sur ce terrain. On doit considérer comme un bonheur pour le développement commercial de l'Europe, que le Gouvernement de l'État, à la main duquel la situation actuelle remet une influence décisive sur le développement en question, reconnaît clairement et est prêt à accomplir la tâche que cette situation lui impose.

J'attache du prix à ce que V. Ex. fasse connaître au Gouvernement I. R. austro-hongrois l'impression que les communications de M. le comte Karolyi ont produites sur moi. Si on le désire vous êtes autorisé à laisser copie de la présente.

Signé : BISMARCK.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 27 avril 1872.

J'ai l'honneur de joindre à cette lettre le rapport de M. Walcher de Moltheim dans lequel il traite d'une façon très-approfondie le droit d'importation sur les douves de futailles.

D'après l'importance qu'il faut reconnaître à cette branche d'industrie austro-hongroise dans notre commerce d'exportation en France, l'application de la mesure dont il est question serait un coup sensible aussi bien pour les producteurs que pour notre marine marchande.

Cependant on ne peut espérer que nous obtenions la franchise de douane pour ces articles en nous tenant sur le traité de commerce franco-italien, lequel n'expire qu'à la fin de l'année 1875 de façon que le droit de douane qu'on a l'intention d'établir ne pourrait pas être appliqué avant l'expiration de ce terme sur les douves de futailles venant de l'Autriche-Hongrie.

Recevez, etc.

Signé : APPONYI

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU COMTE APPONYI,
A PARIS.**

(Extrait).

Vienne, le 27 avril 1872.

J'exprime à V. Ex. mon entière satisfaction pour la démarche que suivant votre rapport si motivé et si substantiel du 30 du mois der-

nier vous avez faite auprès du Gouvernement français, pour protester en vous basant sur les droits des traités à l'occasion du droit de statistique contre l'application des stipulations outrées de la loi du 22 janvier de l'année courante.

Si, pour le moment il n'est pas à propos de faire d'autres démarques, il faut pourtant témoigner à V. Ex. la satisfaction la plus entière à propos de l'attention que vous avez apportée à suivre le développement des questions politiques commerciales en France, de même que pour le langage que vous avez tenu en face du Gouvernement de ce pays, qu'auprès de vos collègues et dans les autres cercles influents.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU COMTE DE BANNEVILLE.

Terebes, le 30 avril 1872.

J'ai reçu la lettre que Vous avez bien voulu m'adresser en date du 21 mars, et je n'ai pas manqué de consulter les deux ministères de Vienne et de Bude, sur la demande formulée par V. Exc. dans le but d'obtenir le consentement du Gouvernement Impérial et Royal à ce que la surtaxe de pavillon fût appliquée exclusivement à notre navigation transatlantique.

Les réponses qui viennent de m'arriver de leur part, confirment ainsi que je l'avais prévu dans ma lettre du 26 mars, l'impossibilité pour l'Autriche-Hongrie d'accéder à la nouvelle proposition française.

C'est donc bien à regret qu'en me référant aux arguments développés dans la note verbale du Ministère Impérial et Royal datée du même jour, je dois constater encore une fois la nécessité impérieuse dans laquelle se trouve le Gouvernement Impérial et Royal de s'en tenir strictement aux stipulations des traités en vigueur, jusqu'à leur expiration.

En Vous priant en conséquence, Monsieur le Marquis, de vouloir bien porter cette réponse à la connaissance de Votre Gouvernement et de lui exprimer en même temps le déplaisir qu'éprouve le Gouvernement de l'Empereur et Roi de n'avoir pu satisfaire en cette occurrence aux vœux dont V. Exc. s'était fait l'organe, je saisis cette occasion etc.

Signé : ANDRASSY.

France. — LE COMTE DE RÉMUSAT AU COMTE APPONYI.

Versailles, le 3 mai 1872.

J'ai reçu la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire le 20 mars dernier, au sujet du droit de statistique qui est perçu aux

frontières de France, par application de l'article 3 de la loi du 22 janvier de cette année.

La communication de V. Evc. a été l'objet d'un examen dont j'ai l'honneur de lui faire connaître le résultat. Ainsi que l'exposait M. le ministre des finances devant l'Assemblée nationale, lors de la discussion qui a précédé le vote de la loi, la nouvelle taxe n'a aucune analogie avec les droits de douane, les seuls auxquels s'appliquent les traités : par sa quotité si modique, par sa perception uniforme sur toutes les marchandises françaises ou étrangères, à la sortie comme à l'entrée, sans distinction de provenance ou de destination, elle présente, au contraire, tous les caractères d'un simple droit de balance établi par mesure d'ordre administratif.

Le droit de statistique n'est, d'ailleurs, pas de création nouvelle : il a existé notamment en Angleterre pendant plusieurs années. En proposant l'établissement d'une taxe de cette nature au Parlement anglais, le 10 février 1860, M. Gladstone, alors chancelier de l'Echiquier, prit soin d'expliquer que ce droit général d'un penny par colis n'était qu'une sorte de taxe d'enregistrement. Depuis lors l'Angleterre a pu supprimer ce droit, par suite de l'état de ses finances ; mais il n'en est pas moins acquis qu'elle l'a considéré comme tout à fait indépendant des droits de douane, et il est même à remarquer que l'acte du 1^{er} mai 1860, qui a consacré cette perception, l'a déclarée applicable aux marchandises exemptes de droits de douane. A cette époque, la France, qui venait de signer le traité de commerce du 23 janvier de la même année, n'a élevé aucune protestation ; de ce fait, il ressort évidemment que dans les diverses conventions qu'elle a postérieurement conclues et auxquelles le traité de 1860 a servi de base, elle n'a pas entendu aliéner pour elle-même une faculté qu'elle avait reconnue à l'Angleterre.

J'avais cru devoir, d'un autre côté, appeler l'attention de M. le ministre des finances sur les dispositions qui pourraient être prises afin d'apporter le plus de tempérament possible dans l'exécution de la loi du 22 janvier. M. de Goulard vient de me donner l'assurance que, loin de se montrer rigoureuse dans les perceptions du droit de statistique, l'administration des douanes a cherché, au contraire, à donner aux expéditeurs toutes les facilités que les intérêts du commerce pouvaient réclamer.

Ainsi, tout colis, quel qu'en soit le contenu, serait, d'après la loi, taxable du droit de 10 c. ; néanmoins le plâtre, le ciment et les autres matériaux transportés en sacs sont, en raison de leur faible valeur, assimilés aux transports en vrac et taxés par 1,000 kilog.

Pour d'autres marchandises en petits colis, telles que graines oléa-

gineuses, on considère 10 colis comme formant un fardeau, et ils ne sont imposés qu'à un seul droit de 10 c. Toutes les fois, également, que des colis d'un faible volume sont réunis sous une même enveloppe ou une même ligature, on ne perçoit qu'un droit de 10 c. sur le tout. On exempté encore, à titre général, du droit de statistique, les récoltes des propriétaires limitrophes, ainsi que les animaux et le matériel servant à leur exploitation.

Je ne puis, Monsieur l'ambassadeur, que prier V. Exc. de vouloir bien communiquer les explications qui précèdent au gouvernement austro-hongrois ; je me plaît à penser qu'après en avoir pris connaissance, il reconnaîtra que la loi du 22 janvier dernier ne peut être considérée comme portant atteinte aux engagements internationaux contractés par la France, et que, dans les conditions où il est appliqué, le droit de statistique ne doit apporter aucune gêne sérieuse au mouvement des affaires.

Agréez, etc.

Signé : RÉMUSAT.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 10 mai 1872.

Comme supplément à mon rapport du 6 mars dernier, je ne veux pas omettre de porter à la connaissance de V. Exc. que, comme me l'a annoncé lord Granville, le prince de Bismarck s'est prononcé dans un sens qui n'est rien moins que conciliant vis-à-vis de la communication des arrangements du traité de Washington, et a exprimé à cet égard l'opinion que les principes admis, en ce qui concerne l'armement des navires, devaient être appliqués aussi à l'approvisionnement d'armes, une opinion que lord Granville déclare inexécutable, eu égard aux difficultés que présenterait le contrôle.

Quoique je n'eusse encore reçu à la suite de ce rapport aucune instruction, je crus cependant pouvoir me prononcer à cette occasion dans le sens des conclusions finales, ce dont lord Granville ne se montra aucunement surpris. Il fit observer seulement que notre réclamation relative à la liberté et à la sûreté de la propriété privée sur mer devrait aussi impliquer des faveurs égales pour la propriété privée sur terre, laquelle n'avait pas joui partout, dans les dernières guerres, d'une protection efficace.

J'aurais pu lui répondre en rappelant que sous ce rapport nous ne méritons aucun reproche, les circonstances ayant voulu que nous ne nous trouvassions pas en position de résister à la tentation. Mais je n'ai pas laissé passer inaperçu la différence qui existe en ceci, qu'à l'exception de faits assez rares et nullement justifiables dans la guerre sur terre la propriété privée est atteinte pour subvenir aux

besoins de la guerre, et, par conséquent, en cas de force majeure, tandis que la capture de la propriété privée sur mer n'admet pas de justification semblable, et n'est en partie que le but et non le moyen de la guerre..

Agréez, etc,

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE ANDRÁSSY.

(Extrait.)

Paris, le 11 mai 1872.

Votre Excellence, dans sa dépêche du 3 du mois passé, a bien voulu préciser la portée qu'il faut attribuer à l'article VI de notre traité de commerce avec la France.

Pour ce qui touche l'interprétation que le gouvernement français a semblé s'efforcer à donner à cet article, j'ai gagné la conviction que le gouvernement français a bien l'intention, dans le cas où une taxe intérieure serait votée par l'Assemblée nationale sur certaines matières premières, de frapper les marchandises produites par ces mêmes matières à leur entrée en France d'un droit de douane proportionnel, mais qu'il ne se livre plus à l'illusion de pouvoir introduire une mesure de ce genre sans avoir obtenu l'autorisation de l'Etat intéressé.

On s'est efforcé d'obtenir ce résultat dans les négociations avec l'Angleterre, et ce point est dans ce moment pareillement l'objet des pourparlers engagés avec la Belgique.

Agréez, etc.

Autriche-Hongrie. LE COMTE APPONYI AU COMTE ANDRÁSSY.

Paris, le 12 mai 1872.

En me référant à la dépêche du 27 du mois écoulé j'ai l'honneur de présenter à V. Exc. une note du ministère français des affaires étrangères répondant à mes observations faites au nom du gouvernement Impérial et Royal au sujet du prélèvement de droit de statistique.

Comme cela était à prévoir, cette démarche n'a pas eu le succès désiré. Le gouvernement français cherche à affaiblir notre dire que cette nouvelle taxe est en contradiction avec les stipulations du traité de commerce conclu entre la France et l'Autriche-Hongrie, en faisant valoir le peu d'importance de la taxe, de même que le caractère qui lui est propre ; ainsi toutes les marchandises, même les produits français sont soumis à cette taxe introduite plutôt pour des raisons administratives que financières.

Le poids principal de l'augmentation se trouve toutefois surtout dans le fait de l'exécution dont j'ai d'ailleurs rendu compte dans mon rapport précité, à savoir qu'une taxe de ce genre existait en An-

gleterre, et que la France, qui avait pourtant déjà conclu son traité de commerce avec l'Angleterre, n'a pas soulevé de réclamations à cet égard, parce qu'elle considérait ce droit comme tout à fait indépendant des droits de douane.

M. de Rémusat me donne donc, en terminant, l'assurance qu'on apportera le plus de ménagements possible dans l'application de la loi du 22 janvier, dans ce qui pourrait blesser les intérêts du commerce. En priant V. Exc. de me faire parvenir ses instructions sur mon attitude ultérieure dans cette affaire... etc. *Signé : APPONYI.*

Autriche-Hongrie. — LE COMTE LUDOLF AU COMTE ADRÁSSY.

(*Extrait.*)

Constantinople, le 24 mai 1872.

Conformément à l'instruction de V. Exc. en date du 11 de ce mois, j'ai communiqué à M. le ministre de Perse dans notre ville que le gouvernement Impérial et Royal a appris avec plaisir que le gouvernement de S. M. le Shah serait disposé à nouer des relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie. Je lui ai dit que, comme pareille intention répondait aussi aux désirs du cabinet Impérial et Royal, j'étais chargé de m'assurer si la Perse est réellement disposée à établir une représentation diplomatique entre les deux Etats, prévue déjà par le traité de 1857.

M. le ministre de Perse a cru pouvoir me confirmer le fait que ce projet du cabinet Impérial et Royal répondait à un désir que son gouvernement avait depuis longtemps ; et il m'a offert de lui transmettre immédiatement cette communication, qui sera accueillie à Téhéran avec autant de satisfaction qu'on y répondra avec empressement.

Portugal. — M. D'ANDRADE-CORVO A M. MENDÈS LÉAL A MADRID.

Lisbonne, le 18 juin 1872.

M. Fernandez de los Rios m'a donné connaissance, par ordre de son gouvernement, d'une dépêche circulaire datée du 9 février, au sujet de la société désignée sous le nom d'Association internationale des travailleurs.

Dans cette dépêche, que V. Exc. connaît sans doute, M. le ministre des affaires étrangères d'Espagne, après avoir rappelé l'importante discussion qui a eu lieu au Parlement de ce pays concernant l'Internationale et après avoir considéré attentivement les dangers qui peuvent résulter de son développement pour la paix, pour la civilisation, pour la liberté et pour la prospérité des peuples, recommande aux représentants de S. M. le roi d'Espagne d'employer leurs efforts pour

amener tous les gouvernements à un accord sur l'adoption de moyens propres à conjurer les périls d'une révolution sociale, à laquelle des espérances illusoires, des passions corruptrices et des doctrines profondément subversives, propagées par une association puissamment organisée et vigoureusement dirigée, peuvent entraîner les masses populaires, imprévoyantes et égarées.

Le gouvernement espagnol, s'appuyant sur l'opinion manifestée par la représentation du pays, qui a considéré l'Internationale comme étant hors la loi et comprise dans le code pénal, déclare dans la dépêche-circulaire du 9 février qu'il est résolu à réprimer toutes les manifestations et tous les actes ostensibles de l'Association lorsqu'ils seraient de nature à troubler la tranquillité publique et, si les circonstances l'exigeaient, à présenter aux Chambres un projet de loi pour sa dissolution.

Ne considérant cependant pas comme suffisantes les mesures que l'on pourrait adopter contre l'Internationale si elles n'étaient pas le résultat de la conformité des vues et de l'uniformité des efforts de toutes les nations, également intéressées à combattre un mal dont le caractère d'universalité augmente le danger, M. le ministre des affaires étrangères d'Espagne appelle sur un sujet si grave l'attention des gouvernements, afin qu'ils tâchent, par une action simultanée et universelle, d'anéantir cette dangereuse Association, soit par des lois appropriées, soit par la coopération ou par l'initiative particulière, soit, enfin, par des conventions ou des accords spéciaux.

L'extrême importance des réflexions contenues dans la dépêche-circulaire dont il s'agit ne saurait manquer d'attirer toute mon attention et celle du gouvernement de Sa Majesté.

Dans le but de m'éclairer et de régler ma manière de procéder, j'ai jugé à propos d'adresser une circulaire aux représentants du Portugal accrédités auprès des principaux gouvernements de l'Europe, afin de connaître la manière dont ceux-ci envisageaient la communication du gouvernement espagnol et les mesures qu'ils croyaient devoir prendre à l'égard de l'*Association internationale des Travailleurs*. Les informations que j'ai obtenues m'ont confirmé dans l'opinion que s'il est facile d'arriver à un parfait accord quant à la condamnation des doctrines proclamées par l'*Internationale*, quant à la conviction de l'intérêt absolu qu'il y aurait à mettre un terme aux excès d'une propagande qui s'attaque à la société dans ses plus solides fondements, et, enfin, quant aux agissements d'une association qui conspire contre l'ordre social et politique, il n'est pas aussi facile de s'entendre sur les moyens d'obtenir ce résultat salutaire, soit par des lois et par

des actes d'administration dans chaque pays, soit par des conventions et des pactes internationaux.

Quelques faits importants sont venus plus tard m'affermir encore dans mon opinion.

Il faut tenir compte de l'origine, du caractère, du but et du développement de l'Association dont il s'agit, afin que les mesures que les gouvernements auront à prendre dans une affaire si grave ne soient pas inutiles ou même nuisibles.

On ne saurait méconnaître combien les circonstances que je viens d'indiquer sont importantes et combien elles doivent être prises en considération lorsqu'il s'agit des moyens d'anéantir une association qui, prenant ses adeptes au sein du peuple, cherche à réunir en dehors des conditions morales, économiques et politiques de la société ce qu'elle appelle le prolétariat, non pour en faire, en le transformant par l'instruction et l'activité, un des éléments essentiels de la force et du progrès de la civilisation, mais pour l'armer contre la civilisation elle-même.

Les causes qui ont motivé la formation de l'association internationale des travailleurs ne diffèrent point dans le fond de celles qui, à d'autres époques rappelées par l'histoire, ont produit des commotions sociales et souvent prolongées. Ces causes que la civilisation a puissamment modifiées et qu'elle tend à détruire par le développement rapide de ses forces productrices et par l'influence féconde des institutions politiques et civiles modernes, ces causes sont de différentes natures. Les unes sont morales; les autres, — les plus puissantes, parce qu'elles se font sentir de plus près, — sont matérielles et économiques. Pour combattre le mal, il faut l'attaquer dans ses causes permanentes.

Ce n'est pas assez de la rigueur et de la sévérité des lois contre ceux qui attaquent les droits et offensent les principes moraux et religieux de la société, il faut encore travailler à ce que le paupérisme, la misère et l'ignorance avec leurs fatales conséquences — la corruption et le crime — ne soient un prétexte et un auxiliaire aux agitations qui ébranlent les plus vastes et les plus profondes régions de la société.

L'énergie de la répression, qui est un devoir des gouvernements lorsqu'un grave danger menace l'ordre public, ne peut être considérée que comme un moyen d'éviter les conséquences funestes du désordre moral qui ronge les populations ouvrières. Pour assurer la paix des nations, en donnant aux vérités économiques et politiques l'appui de la raison des peuples, à la justice et à la morale l'assentiment universel de la conscience humaine, il faut que la société, se confiant

autant à son droit qu'à sa force, à mesure qu'elle oppose le châtiment au crime, oppose également la vérité à l'erreur, l'instruction à l'ignorance.

Les doctrines erronées et criminelles propagées par l'Internationale sont du domaine public et justement réprouvées. Les exécrables événements qu'elle a provoqués, ou du moins secondés, et dont elle accepte hautement la responsabilité, suffisent pour la condamner. Le rapide accroissement de cette funeste association, la puissante absorption qu'elle semble exercer sur les Associations ouvrières de nature et de caractères analogues ou divers qui y ont été successivement incorporées, son influence sur des hommes de nationalités différentes et dans des conditions politiques et civiles très-variées, tout cela est prouvé par des faits et mérite une attention particulière.

L'Association internationale des travailleurs est d'origine très-récente, mais les efforts pour constituer une association de cette nature sont de plus ancienne date et ils coïncident avec le rapide développement industriel qui a amené la transformation économique que la société subit actuellement. Pour unir par des liens communs le prolétariat des différents pays dont les tendances, la situation, les ressources, les besoins, l'éducation, les sentiments et les espérances sont loin d'être les mêmes, l'Association internationale ne saurait être une secte ni un parti politique. Elle ne pourrait proclamer une formule d'organisation économique et sociale, ni suivre un seul et même chemin pour arriver à un but déterminé. Susciter des espérances irréalisables ; soulever des problèmes insolubles ; indiquer des souffrances réelles pour leur opposer des plaintes passionnées au lieu de remèdes efficaces ; exciter des passions violentes et provoquer la guerre contre ce qui existe, c'est-à-dire contre le capital, la propriété, la famille, l'Etat, la patrie ; opposer des négations aux vérités reconnues par la raison et acceptées par la conscience ; voilà la funeste tendance de l'Internationale. Ses vues sont vagues et indéfinies, mais profondément hostiles à la société et entachées d'un sinistre matérialisme.

Je rappellerai ici, comme complément important de ces rapides considérations, les termes dans lesquels le chef du pouvoir exécutif en France s'est exprimé au sujet de l'Internationale devant la Commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars.

M. Thiers a dit :

« Je crois que l'action de l'Internationale est très réelle, qu'elle est continue, et cela depuis bien des années ; mais en même temps cette action est très-occulte. Bien que cette société ait la prétention de ne s'occuper que de ce qu'elle regarde comme étant de son domaine et de son intérêt, c'est-à-dire de violenter la liberté des

» transactions, d'altérer le prix de la main-d'œuvre ; bien qu'elle affecte de dire qu'elle ne se mêle pas de politique, au fond, partout où se produit un trouble social, l'Internationale intervient pour l'aggraver. Partout elle se fait l'inévitable auxiliaire du désordre. Je sais bien que les branches étrangères de l'Internationale blâment la branche française de son immixtion dans les affaires politiques. Cela, disent-elles, ne regarde pas la société. Elle n'a pour but que d'assurer le bien-être du peuple. Mais ce que ces gens-là appellent le bien-être du peuple consiste à changer le prix naturel de la main-d'œuvre par des émeutes, par des coalitions de bras et d'argent, et ils ne s'aperçoivent pas qu'en agissant de la sorte, ils ruinent les ouvriers en même temps que les entrepreneurs, et ils créent la misère universelle. Le vrai caractère de cette société c'est donc tout en affectant de ne pas se mêler de politique, là où il y a un peu de désordre, de s'y jeter avec empressement. Nous l'avons vu : figurez-vous dans les événements de France et surtout dans ceux de Paris, sans qu'on puisse dire qu'elle en est la cause directe, qu'elle les a encouragés, qu'elle les a fait naître, sans qu'on puisse indiquer le jour précis où elle s'en est mêlée, mais on ne doit pas moins la regarder comme l'auxiliaire et souvent comme l'exécuteur du désordre.

» C'est sous rapport que la situation actuelle est grave. Il est indiscutable, quoi qu'on en dise, que les esprits demandent à se calmer. Le temps, Messieurs, est à mes yeux le plus grand auxiliaire des gouvernements modérés, des gouvernements sensés qui savent manier le pouvoir. Le temps calme les esprits. Mais l'Internationale est un agent continu, universel, et, à ce double titre, infiniment redoutable, elle rayonne sur toute l'Europe, elle fait peur à l'Europe entière. »

Les paroles du chef du pouvoir exécutif en France sont d'une vérité incontestable. Les faits donnent pleinement raison aux appréhensions des gouvernements au sujet de l'Association internationale des travailleurs et expliquent le désir empressé qu'ils montrent de voir anéantir son abominable influence. La gravité de la situation politique, économique et sociale qui peut résulter de l'accroissement de cette association ; les dangers dont elle menace dès aujourd'hui la paix ; la liberté et la civilisation exigent cependant une grande prudence en même temps qu'une grande énergie de la part des pouvoirs publics. Il est indispensable de peser toutes les circonstances de ce désordre social, qui n'est pas sans précédent dans l'histoire, afin de juger avec rectitude et d'agir avec sûreté.

En réponse à la circulaire que j'ai adressée à quelques-unes des

légations, aussitôt que la dépêche-circulaire du gouvernement espagnol m'a été communiquée, j'ai obtenu d'importantes informations que des faits postérieurs ont successivement confirmées. Si ces informations montrent que l'importance de la circulaire du gouvernement espagnol a été dûment appréciée par les gouvernements de l'Europe, elles prouvent aussi que l'accord des opinions est difficile quant aux résolutions à prendre sur un sujet si grave; les circonstances économiques de chaque pays et sa Constitution politique devant nécessairement exercer sur elles une puissante influence.

V. Exc. connaît déjà la façon dont l'Angleterre et la France ont agi en établissant et en définissant la politique qu'elles jugeaient convenable de suivre à l'égard de l'Association internationale des travailleurs. La manière d'agir et les résolutions adoptées par les gouvernements de ces deux nations caractérisent des systèmes entièrement opposés et sont, pour ainsi dire, les limites extrêmes dans lesquelles se trouvent comprises les opinions, et où seront nécessairement renfermés les actes des autres gouvernements.

Lord Granville considère l'Internationale, malgré ses doctrines révolutionnaires, comme une association principalement destinée à servir de moyen de communication entre les ouvriers des différentes nationalités, afin de traiter des questions de salaires en bornant son action (en Angleterre surtout) à donner des conseils en ce qui regarde les grèves. Rappelant les lois qui protègent les étrangers et leur donnent le droit illimité d'entrer librement en Angleterre et d'y habiter; exprimant en même temps le désir de concourir, autant que possible, à la tranquillité, à l'ordre, à la prospérité de toutes les nations alliées de la Grande-Bretagne, lord Granville se borne, en répondant à la circulaire du gouvernement espagnol, à assurer que le gouvernement anglais, non-seulement regretterait, mais qu'il réprouverait hautement toute tentative de la part des étrangers réfugiés en Angleterre pour provoquer l'insurrection dans leurs pays respectifs, considérant une telle façon d'agir comme une flagrante violation de l'hospitalité. Le gouvernement anglais pense toutefois qu'il n'existe aucune raison qui autorise à demander, dans les circonstances actuelles, au Corps Législatif des pouvoirs extraordinaires concernant les étrangers résidant en Angleterre.

En France, où l'esprit public a été profondément impressionné par les crimes de la Commune, dans lesquels l'Internationale a été au moins complice, les propositions et les opinions du gouvernement espagnol ont trouvé un parfait accueil. Des actes sont bientôt venus démontrer comment le gouvernement français entendait devoir combattre le développement de cette funeste et dangereuse Association.

Une loi promulguée le 14 mars de cette année déclara un attentat contre la paix publique le simple fait de l'existence sur le territoire français de toute association et notamment de l'Association internationale des travailleurs, ayant pour but de provoquer la suspension du travail et l'abolition de la propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes. La simple affiliation à l'Internationale est punie par la loi d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ainsi que d'une amende, en outre de la perte des droits politiques, civils, et de famille pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. Les étrangers affiliés en France seront punis des mêmes peines,

La loi impose des peines beaucoup plus graves à ceux qui auront accepté des fonctions dans l'Association ou qui auront contribué à son développement et les soumet à la surveillance de la police pour cinq ans au moins et dix ans au plus. Prêter ou louer sciemment un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou section des associations que la loi mentionne est aussi un délit passible de la prison et de l'amende.

Je me permettrai de transcrire encore quelques paroles de la déposition du chef du pouvoir exécutif en France, dans la susdite enquête, parce qu'on y trouve l'exposé des motifs qui ont déterminé l'adoption de la loi dont je viens d'indiquer les principales dispositions.

M. Thiers dit :

« Nous avons pris l'initiative de l'action en proposant la loi que vous connaissez. C'est moi qui ai imaginé de considérer le seul fait de l'affiliation à l'Internationale comme un délit. C'est, suivant moi, le moyen le plus certain de combattre l'Internationale sur son terrain. Car la prendre la main dans un délit bien précis, bien caractérisé, dans un délit de grève qu'elle fomente, qu'elle excite, qu'elle soudoie, — c'est chose bien difficile. »

Et plus loin :

» Il faut considérer l'affiliation à l'Internationale comme un délit grave. Il faut considérer comme un délit nouveau à ajouter à tous ceux que la législation criminelle a pour but de réprimer cette participation à une société dont l'existence même est un délit, puisqu'elle a pour but d'associer des malfaiteurs étrangers aux efforts des malfaiteurs français, puisque ses membres n'ont pas de patrie. ».

Dans la pensée du gouvernement français, cette loi n'est que le point de départ d'une série de mesures qui devront être prises si les circonstances l'exigent.

D'après les dispositions rigoureuses de la loi française contre l'In-

ternationale et d'après l'exposé clair et authentique des motifs qui l'ont provoquée, V. Exc. se sera certainement formé une opinion raisonnée et elle aura apprécié dûment et l'importance des résolutions adoptées par la France et la difficulté de mettre en vigueur des dispositions répressives, si sévères et si rigoureuses dans les pays où l'Internationale n'a pas encore pris un développement considérable, où elle n'a pas encore profondément alarmé l'opinion publique par des actes criminels et par la manifestation de ses doctrines subversives.

Le Portugal, par sa situation, par le caractère, la moralité et le patriotisme du peuple, est moins exposé que d'autres nations à l'influence et à l'action pernicieuse de la propagande internationaliste.

Par cette raison et sans apprécier la loi française dans sa valeur intrinsèque ou dans les résultats probables de son application, je crois pouvoir affirmer que ni le Parlement, ni l'opinion publique, en Portugal, n'accepteraient sans une grande répugnance une loi avec des dispositions pareilles.

Ce que je viens d'avancer et que je tiens pour une vérité incontestable est essentiel au sujet dont je vais m'occuper.

M. le comte Armand, ministre de France, m'a donné lecture d'une dépêche de son gouvernement dans laquelle on propose d'ajouter aux cas d'extradition établis dans les traités respectifs, ceux qui, selon la loi contre l'Association internationale des travailleurs, sont considérés aujourd'hui en France comme des délits. Cette proposition est en effet conforme à la manière dont le gouvernement français envisage la question de l'Internationale, elle tend à réaliser l'un des points indiqués dans la dépêche circulaire du gouvernement espagnol, mais elle présente, selon moi, de grandes difficultés pratiques.

Nonobstant la résolution prise par le gouvernement de Sa Majesté, de combattre par les moyens légaux cette néfaste association et de contribuer pour sa part à ce que les crimes qu'elle aura pu commettre ou provoquer ne restent point impunis, malgré tout mon désir de marcher d'accord avec les idées consignées dans la dépêche dont M. le comte Armand m'a donné lecture, je crois indispensable de communiquer à V. Exc. les doutes et les réflexions que me suggère la manière dont cette négociation se présente, afin que V. Exc. si elle est de mon avis, ainsi que je l'espère, puisse profiter d'une occasion favorable pour faire part de ces doutes et de ces réflexions au gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, avec lequel il convient que nous marchions d'accord sur les résolutions que nous aurons à prendre à cet égard.

Dès que j'ai eu connaissance de la dépêche dont il s'agit, j'ai adressé à V. Ex. un télégramme indiquant sommairement les raisons par lesquelles il me semblait impossible d'accepter sans une discussion préalable, sans des changements importants, sans une nouvelle loi spéciale sur le sujet, et, enfin, sans un accord avec les divers gouvernements, la proposition faite par le Gouvernement français de modifier les conditions conventionnelles de l'extradition.

La solidarité qui existe entre tous les États dans le but de maintenir et de renforcer les grands principes moraux, politiques, sociaux et économiques sur lesquels repose la civilisation moderne, le sentiment de moralité de jour en jour plus développé, qui, en dépit des aberrations passagères qui semblent le contrarier, exerce néanmoins son action constante et profitable sur les relations internationales; l'avantage réciproque pour tous les Gouvernements de réprimer et de punir les crimes, en donnant aux lois une action plus efficace et plus générale, sont autant de causes puissantes qui justifient la nécessité de l'extradition. Comme il n'existe pas encore entre les divers États des principes clairs et définis sur lesquels un accord puisse être établi sur cette importante matière, il est évident que l'extradition ne saurait se régler que sur les usages et les précédents fixés par les conventions diplomatiques. Cependant, si la doctrine n'est pas définitivement fixée, il est toutefois certain qu'il existe des règles fondées sur la raison, corroborées par la science, consacrées par la pratique, qui peuvent être considérées comme généralement acceptées.

En principe, l'extradition s'applique aux crimes et non aux délits, et bien qu'elle tende naturellement à étendre chaque jour son action, il est incontestable qu'elle ne pourra jamais dépasser les bornes qui lui sont assignées par les intérêts de la justice universelle. Par cette raison, la différence des législations des divers pays suffirait à elle seule pour empêcher des stipulations sur l'extradition, si ce n'est sur la base de la plus parfaite réciprocité, lors même que celle-ci ne serait pas, comme elle l'est, la condition fondamentale des relations internationales.

Des considérations très-importantes, qui se sont sans doute présentées à l'esprit éclairé de V. Ex., et desquelles il n'est pas permis aux gouvernements de ne pas tenir compte, portent à excepter de l'extradition les délits et les crimes politiques en général. Cette exception se trouve expressément consignée dans presque tous les traités d'extradition.

Pour pouvoir introduire dans ces traités, selon les désirs du gouvernement de la France, les faits mentionnés dans la nouvelle loi de ce pays, il serait évidemment nécessaire :

1^o De promulguer une loi qui considère comme un attentat contre la paix publique l'existense de l'Internationale ou de toute autre association ayant un but analogue, et qui considère comme un délit la simple affiliation à de telles associations et n'importe quels actes pratiqués à leur profit;

2^o D'admettre que l'extradition s'applique à des délits de cet ordre, ainsi que l'on fait, par exception, à l'égard de certains délits d'une immoralité absolue et par cela même virtuellement assimilés aux crimes dans les conventions internationales;

3^o De ne pas considérer de tels délits, sous le rapport de la législation pénale, du droit d'asile et de la concession de l'extradition comme ayant un caractère politique, mais seulement comme des délits de droit commun.

La nécessité de formuler ces conditions préalables et d'arrêter les moyens de les réaliser me paraît de toute évidence, si l'on veut arriver à un accord que les circonstances pourront justifier s'il est fait avec une extrême prudence.

J'ose croire que les réflexions et les doutes que je viens de présenter à V. Exc. méritent de fixer l'attention des Gouvernements. Si ces difficultés, selon moi d'un grande importance, ne constituent pas un empêchement absolu à l'accord proposé par le Gouvernement espagnol et à la modification des traités d'extradition proposée par le Gouvernement français, elles n'en sont pas moins un grand embarras pour la bonne solution d'une question qui préoccupe et inquiète justement l'Europe.

Toute résolution collective des nations doit être prise avec une extrême modération, pour qu'elle soit efficace ou pour qu'elle n'aggrave pas le mal au lieu d'y porter remède, par l'impossibilité d'être mise en pratique ou parce qu'elle offenserait l'opinion et le caractère politique des peuples,

Il faut tenir compte non-seulement des faits criminels qui affectent plus particulièrement les intérêts de la société et par lesquels l'Internationale manifeste son existence, mais encore des causes qui ont déterminé sa formation et des instigateurs ostensibles ou secrets qui concourent à son développement.

La punition des crimes est juste; elle doit être universelle. Mais pour combattre l'Internationale, il faut l'étudier dans ses causes primordiales.

Il est de l'intérêt des Gouvernements de conjurer le danger auquel est exposée l'organisation économique, sociale et politique des nations et qui peut menacer à la fois la liberté, le progrès et la civilisation.

Le Gouvernement de S. M. ne refusera pas de s'associer à un accord international tendant à maintenir la paix, assurer la liberté et éviter les conflits provoqués par toute sorte d'associations, notamment par l'Association internationale des travailleurs, et ayant pour but la suspension du travail, l'abolition de la propriété, de la famille, de la patrie et de la religion, pourvu toutefois que cet accord se fasse dans les conditions que j'ai indiquées à V. Exc. Le Gouvernement les juge indispensables pour écarter les difficultés qui, dans son opinion, peuvent l'empêcher en ce moment ou le rendre peu utile dans la pratique.

Le Gouvernement de Sa Majesté croit devoir s'abstenir de formuler une proposition ou de prendre une initiative quelconque par rapport à la question dont il s'agit ; mais je ne dois pas dissimuler à V. Exc. qu'à mon avis une conférence diplomatique serait le meilleur moyen d'arriver à un accord prudent et efficace.

Je prie V. Exc. de vouloir bien faire de cette dépêche l'usage qui lui paraîtra le plus convenable et je l'autorise à en donner lecture à M. le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi d'Espagne.

Signé : J. D'ANDRADE CORVO.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU COMTE DE BEUST
A LONDRES.

(*Extrait.*)

Vienne le 21 juin 1872,

Comme V. Exc. le saura sans doute, le Gouvernement royal anglais s'est adressé à plusieurs cabinets dans l'intention de faire des représentations collectives à Bucharest, en faveur des israélites exposés à des persécutions réitérées dans les Principautés danubiennes.

Par lettre en date du 13 avril, l'ambassadeur de S. M. Britannique m'a communiqué le fait que l'Angleterre a averti le Gouvernement du prince des dangers qui menaceraient les israélites de ce pays à l'occasion de la prochaine fête de la Pâque, si les soupçons et les accusations élevées souvent déjà contre eux, à cause du prétendu usage fait par eux de sang de chrétien pour leurs cérémonies de la Pâque, venaient à se produire de nouveau. A ce sujet, sir Andrew Buchanan a soumis à l'appréciation du Gouvernement impérial et royal si, dans l'intérêt de l'humanité, il ne considérait pas comme opportun d'adresser un avertissement analogue au Gouvernement du prince. Dans ma réponse verbale à cette suggestion, je n'ai pas pu me rallier à l'opinion que la démarche proposée serait propre à garantir d'une manière efficace la sûreté personnelle des israélites en Moldo-Valachie.

J'ai cru devoir admettre plutôt que le fait d'une pareille influence de la part des puissances pourrait facilement être représenté par les adversaires du Gouvernement des Principautés, parmi lesquels il faut chercher les fauteurs de désordre, comme une pression exercée du dehors. Dans ce cas, on pourrait craindre en effet que les démarches des puissances en faveur de la population israélite du pays, — démarches interprétées par le parti subversif dans le sens d'une tutelle diplomatique exercée sur l'autorité locale, — ne donnassent aux menées un nouvel aliment, voire même une apparence de justification au point de vue national.

Malgré ces scrupules, nous ne sommes cependant pas restés inactifs dans notre désir de voir la tranquillité et la paix maintenues dans l'État voisin.

Des instructions avaient déjà été envoyées aux agents austro-hongrois et au consul général à Bucharest, leur intimant d'exprimer au ministre des affaires étrangères des Principautés la confiance que nous avions dans les efforts sérieux que ferait le Gouvernement roumain, dans son propre intérêt, d'ailleurs, pour maintenir strictement l'ordre public et principalement pour prendre en temps opportun toutes les mesures les plus propres à protéger les israélites. Quant à l'éventualité d'une démarche collective des représentants étrangers à Bucharest, le baron de Schlechta a aussi été autorisé à s'associer à ses collègues.

Signé : ANDRÁSSY.

AutricheHongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 21 juin 1872.

Vendredi dernier un débat a eu lieu à la Chambre des Communes au sujet des rapports commerciaux de l'Angleterre avec la France et spécialement à propos des effets de la loi de navigation française du 2 février sur le commerce et les transports maritimes anglais. Ce débat n'a pas donné, il est vrai, de résultat pratique immédiat, mais il doit être considéré néanmoins comme un signe de la grande émotion que la politique commerciale actuelle de la France a produite dans les régions commerciales de l'Angleterre.

M. Graves, représentant de Liverpool, avait déposé une motion sur l'état actuel des relations commerciales entre les deux pays, et appelé l'attention de la Chambre sur les graves préjudices que la loi de navigation en question réserve, par l'introduction de nouvelles *surtaxes de pavillon et d'entrepôt*, à la navigation anglaise. L'importance de cette mesure n'est seulement complètement appréciée que lorsqu'on

F. AMYOT.

se rappelle que des 11 millions de tonnes, qui composaient l'année dernière le mouvement des ports de France, pas moins de 4,080,000 ont été transportés sous pavillon anglais, tandis que 4,000,000 étaient chargés sur des navires français et le reste sur des bâtiments étrangers; de sorte que plus d'un tiers de toute la navigation française se trouvait dans des mains anglaises et que le tonnage du pavillon anglais surpassait celui de la France. Mais la différence est encore plus avantageuse à l'Angleterre dans les principaux ports fréquentés par les grands et les meilleurs navires. En 1871, 2490 bâtiments, jaugeant ensemble 988,320 tonnes, arrivant des ports étrangers, sont entrés au Havre, et parmi ces navires il n'y en avait pas moins de 1,380 de 511,826 tonnes qui naviguaient sous pavillon anglais.

Lord Enfield retraca l'historique des négociations qui précédèrent la dénonciation du traité et cita spécialement les diverses représentations que le Gouvernement anglais avait fait parvenir par son ambassadeur au gouvernement français à l'occasion de la nouvelle loi de navigation. Il fit surtout ressortir que l'effet immédiat de la nouvelle loi n'était dirigé que contre l'Angleterre, puisque presque tous les autres États étaient garantis par des traités contre l'application des taxes de navigation, et que l'Espagne, qui n'est liée par aucun traité, ayant menacé sans préambule d'user de représailles, a obtenu l'exception de ces surtaxes. Le Gouvernement anglais doit reconnaître, du reste, dans la durée fixée pour le traité de 1860 une injustice particulière, les nouvelles taxes étant, par suite de l'évaluation au poids des marchandises, moins des taxes de navigation que de véritables droits d'entrée auxquels l'Angleterre ne devrait pas être soumise pendant la durée du traité et les faveurs dont, en sens inverse, les autres États jouissent par suite de traités de navigation spéciaux devraient être accordées à l'Angleterre au moins jusqu'à l'année prochaine, et ce en vertu de l'art. 5 du traité de commerce.

Ces entraves apportées à la navigation anglaise sont d'autant plus gênantes que l'Angleterre a racheté en 1866, à l'occasion de l'abolition de la taxe différentielle de navigation dans des ports français, et comme compensation, les priviléges locaux existant encore dans quelques ports anglais, pour la somme de 1,600,000 livres st., à l'effet d'assurer un traitement égal aux navires étrangers et principalement français dans des ports étrangers.

Lord Enfield informa la Chambre que le Gouvernement continuait encore à signaler à la France l'injustice de la nouvelle loi de navigation et qu'une nouvelle suite de dépêches relatives à ce sujet seraient soumises au Parlement.

Parmi les citations officielles que lord Enfield produisit encore

dans son discours, se trouve un passage extrait d'un rapport du consul anglais de Marseille, qui mérite particulièrement l'attention du Gouvernement impérial et royal. M. Mark dit : « Les hautes *sur-taxes de pavillon* mettront un terme au grand commerce de transport qui était jusqu'ici entre les mains des Anglais et des Grecs, et ramèneront directement ce commerce intermédiaire au commerce maritime de la France et de l'Autriche. » M. Mark ajoute que comme ces deux marines ne possèdent pas de matériel suffisant, les frais généraux d'affrètement monteront considérablement à cause des demandes qui ne pourront être satisfaites.

Il me semble que l'occasion actuelle, qui assure à notre navigation l'exemption des taxes élevées jusqu'en 1875, devrait être mise à profit avec toute l'énergie possible par nos bâtiments et nos armateurs, parce que, au moment où cessera notre position privilégiée, le commerce maritime de l'Autriche, à force de se développer, aurait pris une extension qui se perpétuerait en notre faveur, même après l'assimilation ultérieure de notre pavillon à celui des autres nations.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie.— LE COMTE ANDRÁSSY AU BARON DE POTTER-BURG A ATHÈNES.

Vienne, le 13 juin 1872.

Le Prince Ypsilanti m'a récemment donné lecture d'une dépêche de son Cabinet, relative à l'affaire du Laurium. Dans cette pièce, M. Bulgaris exprime la satisfaction qu'éprouverait le Gouvernement hellénique de voir le Cabinet de Vienne exercer sa médiation à l'effet d'aplanir ce différend, tout en déclarant qu'il était obligé d'y mettre la condition que les Gouvernements de France et d'Italie fussent amenés à consentir préalablement à ce que l'affaire fût déférée aux tribunaux grecs.

J'ai répondu à l'Envoyé du Roi George qu'il n'était point entré dans nos vues de nous charger d'une médiation et que nous nous étions bornés à offrir nos bons offices; mais que les efforts que nous pourrions tenter dans ce but ne me sembleraient avoir de chances de succès qu'autant qu'on s'abstiendrait de poser, dès l'abord, une question de principe sur laquelle il y aurait dissensément inconciliable entre les deux parties en litige, et que, si le Cabinet d'Athènes insistait sur la condition dont il s'agit, je ne verrais aucune possibilité de lui être utile.

Le Prince Ypsilanti m'ayant demandé sur quoi se fondait mon appréciation, je lui dis qu'il était à prévoir que la loi relative aux *Ecvoiades*, récemment votée, bien qu'elle ne puisse être considérée

comme étant juridiquement applicable au cas Roux-Serpieri, puisqu'il était généralement reconnu qu'une loi ne saurait avoir un effet rétro-actif, n'en servirait pas moins de règle aux tribunaux du pays, s'ils étaient appelés à en décider, et que, dès lors, les Gouvernements de France et d'Italie seraient naturellement peu disposés à soumettre les intérêts de leurs nationaux à un jugement dont le résultat ne pourrait guère être douteux.

L'Envoyé de Grèce me demanda alors, en appuyant sur le caractère tout personnel de son observation, si je ne pensais pas que, dans le cas où la loi en question serait abrogée, les deux Gouvernements accédaient à la condition mise en avant par son cabinet. Je répondis qu'en effet l'existence de cette loi m'avait été signalée comme le principal motif de la répugnance des Gouvernements français et italien de reconnaître la compétence de la juridiction hellénique.

Toutefois, désirant être complètement édifié sur ce point, je m'adressai au Marquis de Banville et au Comte de Robilant pour savoir si leurs Gouvernements se préteraient à accepter le for des tribunaux grecs dans le cas indiqué par le Prince Ypsilanti, c'est-à-dire s'il n'y avait plus de raison légale de supposer que les dispositions de la loi régissant actuellement la matière détermineraient la décision de ces tribunaux.

Les deux Envoyés, sans exprimer un avis sur ce sujet, prirent ma question *ad referendum*.

Dans ma conviction, on ne saurait espérer de voir les Gouvernements de France et d'Italie adhérer à la condition posée par le Cabinet hellénique, tant qu'ils pourront croire que la justice grecque sera susceptible de se laisser influencer, d'une manière quelconque, par la loi des Ecolades.

Aussitôt que je serai informé de la réponse des Cabinets français et italien, j'aurai soin de vous en donner connaissance.

Recevez, etc.

Signé : ANDRÁSSY.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE POTTENBURG AU COMTE ANDRÁSSY.

Athènes, le 22 juin 1872.

Par le dernier bateau d'avant-hier j'ai eu l'honneur de recevoir la haute dépêche que V. Exc. a daigné m'adresser en date du 13 courant, et ayant trait à un entretien qu'elle a eu récemment avec le Prince Ypsilanti au sujet de la question du Laurium.

Ayant eu tout confidentiellement communication du rapport respectif de M. l'Envoyé hellénique, le fond de cette conversation m'était

déjà connu, et je dois rendre cette justice au Prince Ypsilanti qu'il a très-fidèlement rendu le dire de V. Exc.

La phase actuelle de ce différend se résume en deux mots. M. Bulgaris a promis de la façon la plus positive au Ministre d'Italie de saisir la Chambre, encore avant ses vacances, d'une proposition tendant à arriver à un arrangement avec la compagnie Roux-Serpieri, et M. de Migliorati a officiellement pris acte de cette promesse en donnant lecture au Président du Conseil du rapport qu'il adressa à son Gouvernement à ce sujet. D'après ce qui me revient, M. Bulgaris serait réellement disposé à tenir sa parole. Les bruits qui précèdent l'arrivée de M. Jules Ferry ne seraient pas étrangers aux bonnes intentions du Cabinet hellénique. Pendant quelques jours on se préoccupait sérieusement des prétendues intentions de la France de demander le remboursement de sa quote-part de l'emprunt collectif des Puissances protectrices de 1832, au sujet duquel un de mes rapports d'aujourd'hui contient de plus amples détails.

D'autres voyaient déjà dans la poche du nouveau Ministre de France un ultimatum, — bref on ne se sent pas à l'aise, et on s'est pénétré de la nécessité de donner une solution au différend.

M. Ferry se trouvant actuellement à Rome pour s'aboucher avec les Ministres italiens sur la marche à suivre dans cette affaire d'un commun intérêt, il est à supposer que dès sa première visite au Président du Conseil d'ici, il posera carrément la question pour connaître ses intentions, et il y a tout lieu de croire qu'il insistera sur une réponse nette.

Il faudra donc attendre encore pendant les quelques jours qui nous séparent de l'arrivée de l'Envoyé de France pour être parfaitement renseigné sur l'issue de cette affaire.

Il paraît que le Gouvernement grec a en vue d'acheter tout l'établissement du Laurium et le cas échéant la compagnie lui accorderait toutes les facilités possibles à cet effet; dans ce cas-là, le sérieux inconvénient de la loi sur les Ecvolades se trouverait écarté d'une manière très-simple et satisfaisante pour tout le monde.

Agréez, etc.

Signé : POTTERNBURG.

France. — LE MARQUIS DE BANNEVILLE AU COMTE ANDRÁSSY.

Vienne, le 4 juillet 1872.

L'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à Paris, a récemment fait à M. le Ministre des affaires étrangères de la République française des ouvertures en vue d'obtenir l'admission en France, au cours légal, de la monnaie d'or frappée en Autriche-Hon-

grie à la suite des négociations monétaires qui ont eu lieu entre cette Monarchie et la France au mois de juillet 1867.

Il résulte d'une communication que l'Ambassade de France a reçue de Versailles, que ces ouvertures ont été soumises au Ministère des finances de France où elles ont fait l'objet d'un examen approfondi ; et l'Ambassade est chargée de faire connaître au Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères les conclusions du rapport, dans lequel ont été consignés les résultats de cet examen, conclusions auxquelles s'est rallié d'ailleurs le Gouvernement français.

Ni dans la convention monétaire passée en 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, ni dans la convention préliminaire du 31 juillet 1867 élaborée par la Commission franco-autrichienne réunie alors à Paris, *il n'a été question de cours légal* ; ces conventions se sont arrêtées au régime de l'admission de la monnaie d'or frappée chez l'une des parties contractantes dans les caisses publiques de l'autre. Le Ministère des finances de France estime qu'il convient de maintenir cette distinction. Il est en effet d'avis que le cours légal, obligeant non-seulement les comptables des Gouvernements, mais encore le public à recevoir en paiement des pièces que celui-ci ne connaît pas, entraînerait par cela même des inconvénients supérieurs à l'avantage que ce même cours légal pourrait offrir aux caisses publiques. C'est cette considération qui, dans l'opinion du Ministère des finances, forme un obstacle des plus sérieux à la combinaison proposée par le Gouvernement Impérial et Royal.

Par contre, le Gouvernement français est disposé à entrer en négociations avec le Cabinet austro-hongrois sur un arrangement qui stipulerait respectivement l'admission des pièces de 4 et de 8 florins ainsi que des pièces de 10 et de 20 francs dans les caisses publiques des deux Pays.

Comme la convention du 23 décembre 1865 a créé une véritable union monétaire entre les Etats contractants, il y avait pourtant un motif de haute convenance pour le Gouvernement français à en informer sur-le-champ les Cabinets de Bruxelles, de Rome et de Berne. Et c'est ce qu'il a fait par une note qu'il vient de leur adresser. Afin d'éviter les longueurs d'une négociation suivie à la fois en plusieurs endroits, le Gouvernement français est en outre d'avis qu'il vaudrait mieux réunir à Paris une nouvelle commission à laquelle prendraient part, avec les délégués de France et d'Autriche-Hongrie, ceux des Etats précités.

L'Ambassade de France, se flattant de l'espoir que le Gouvernement Impérial et Royal attache du prix à obtenir non-seulement en France, mais encore dans les autres Pays de l'Union monétaire de plus

grandes facilités pour la circulation de ses nouvelles pièces d'or, a l'honneur de prier le Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères de vouloir bien provoquer auprès des administrations compétentes de l'examen des contrepropositions formulées par la présente note.

Elle saisit cette occasion, etc.

Signé : BANNEVILLE.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE POTTENBURG AU COMTE ANDRÁSSY.

(*Extrait.*)

Athènes, le 6 juillet 1872.

Votre Excellence m'ayant informé qu'Elle avait porté à la connaissance de MM. de Banneville et de Robilant le fond de sa conversation avec M. l'Envoyé du Roi George, j'ai cru pouvoir donner confidentiellement lecture de la dépêche du 13 juin au Marquis Migliorati qui, dans un rapport adressé depuis à M. de Visconti-Venosta, a fait ressortir, Monsieur le Comte, combien vos vues et appréciations étaient en harmonie avec celles des deux Gouvernements marchant d'accord dans cette affaire. Mon collègue d'Italie résuma les pourparlers qui eurent lieu à Rome entre son chef et M. Ferry en ce point; n'admettre à aucune condition le for des tribunaux grecs. Le rapport de M. de Migliorati est plein de remerciements pour l'attitude observée par le Cabinet Impérial et Royal.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU COMTE APPONYI
A PARIS.

Vienne, le 10 juillet 1872.

Malgré votre rapport du 29 du mois dernier qui me tranquillise complétement sur l'attitude de V. Exc. en face de la nouvelle politique commerciale de la Francé, je ne puis m'empêcher d'attirer de nouveau votre attention en particulier sur l'impôt projeté sur les douves de futailles, impôt contre lequel les deux ministres du commerce protestent de la façon la plus décidée.

Il ne s'agit pas seulement d'une perte matériellement importante dont nos producteurs, de même que pour notre marine marchande, sont menacés par l'établissement de la taxe en question; le gouvernement Impérial et Royal prend surtout à cœur le principe du maintien des traités existants comme menacé pour la seconde fois.

La franchise douanière en faveur des douves de fûts n'a pas été, il est vrai, comme l'indique le rapport du 24 avril de cette année, introduite que dans le traité de commerce franco-italien du 17 janvier 1863, mais après que les conditions de tarif de ce traité ont été applicables à l'Autriche-Hongrie suivant l'article 2 du traité de commerce français-autrichien, elles sont devenues une partie intégrale de notre traité de commerce avec la France, de façon que notre droit à

l'importation en franchise en France de nos douves de fût n'apparaît plus comme la suite d'une simple clause en faveur de la nation la plus favorisée devant expirer avec le traité franco-italien, mais que ce droit doit rester debout pendant toute la durée de notre traité de commerce avec la France.

D'après les paroles de V. Exc. sur la manière dont M. de Rémusat a accueilli vos dernières ouvertures, il me semble absolument nécessaire de remettre sur le tapis l'examen de la question douanière, je laisse entièrement au tact éprouvé de V. Exc. de faire, le cas échéant, usage de ma communication de ce jour.

Recevez, etc.

Signé : ANDRÁSSY.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRÁSSY AU BARON DE SCHLECTHTA, A BUCHAREST.

Vienne, le 15 juillet 1872.

Dans votre rapport en date du 19 du mois passé, vous m'avez décrit l'impression produite tant dans les cercles ministériels que dans les organes de publicité, à Bucharest, par les nouvelles, souvent mentionnées dans ces derniers temps, d'une démarche diplomatique imminente au sujet de la question des israélites roumains. J'avais prévu cette impression.

Il semble d'autant plus désirable qu'une émancipation graduelle de la population de culte mosaïque, dans la mesure qu'elle sera reconnue appropriée à la situation, soit préparée par la seule initiative du gouvernement roumain de manière à ce que ce progrès civilisateur ne puisse pas être représenté comme le résultat d'une pression du dehors.

La Roumanie paraît cependant être encore un terrain peu accessible à une innovation aussi radicale, et les mesures destinées à l'accompagner ne pourront guère se produire que graduellement et lentement, tandis que le gouvernement du prince devra prendre intérêt lui-même à écarter désormais autant que possible le prétexte des plaintes pour ainsi dire périodiques des puissances européennes au sujet des persécutions des israélites. La manière la plus efficace de contribuer à la réalisation de ce but serait de travailler à diminuer les chances d'impunité que la procédure pénale roumaine offre aujourd'hui aux auteurs de pareils excès et à leurs complices.

Vous voudrez bien traiter cette question confidentiellement avec les ministres du prince Charles dans le sens des observations ci-dessus, et m'informer de l'accueil que vos communications auront rencontré.

Recevez, etc.

Signé : ANDRÁSSY.

LE COMTE ANDRÁSSY AU COMTE APPONYI, A PARIS.

Vienne, le 17 juillet 1872.

En réponse au rapport du 11 mai de cette année, concernant l'insuccès de nos réclamations contre le droit de statistique introduit par la loi du 22 janvier de cette année, j'ai l'honneur, après avoir pris l'avis des deux ministres du commerce de la monarchie et en tenant spécialement compte de la note du ministre des affaires étrangères de France, note dans laquelle M. de Rémusat cherche à justifier cet impôt en face du traité de commerce, de répondre à V. Exc. ce qui suit :

Avant tout, il ne s'agit pas, en jugeant de la légitimité du droit de statistique, au point de vue de notre droit consacré par les traités, de l'élévation de la taxe, ni de savoir si les marchandises françaises y sont soumises, pas plus que de rechercher si elle a été introduite pour des motifs financiers ou administratifs, ni enfin de connaître si la taxe est perçue avec certains égards ou avec rigueur.

Cette taxe est levée, sur des articles protégés par le tarif conventionnel, dans les bureaux des douanes, elle constitue par conséquent une surtaxe aux droits de douane et par là une infraction aux stipulations des traités ; ce n'est pas non plus une mesure administrative, mais elle est établie par une loi.

Nous devons repousser hautement le principe, qui tendrait à remplacer les décisions des traités, par des lois spéciales introduisant, sous des dénominations nouvelles, des droits de douane existants ; la circonstance que M. de Rémusat qualifie la taxe en question de droit de balance ne change absolument rien à la question, d'autant moins qu'on la préleve sur des objets qui — comme les mètres cubes de marchandises non emballées, comme les têtes de bétail sur pied ou tué — ne peuvent nullement être soumis au pesage.

Si l'on admettait en principe une taxe de cette nature le traité de commerce ne nous fournirait aucun point d'appui pour les réclamations de notre part, dans le cas où la France, au lieu d'une taxe légère, voudrait en établir une plus considérable sur le commerce austro-hongrois,

De ce que la France n'a pas réclamé contre un droit pareil introduit en Angleterre, en 1860, et aboli depuis, il ne s'en suit nullement que nous soyons obligés de la supporter de la part du gouvernement français.

Je ne puis donc que prier de nouveau V. Exc. de protester contre l'application du droit de statistique aux marchandises protégées par les tarifs conventionnels, dans notre commerce avec la France, et dans le cas où ces réclamations resteraient encore sans résultat, de protes-

ter officiellement contre l'application de la loi du 22 janvier de la présente année.

Recevez, etc.

Signé : ANDRÁSSY

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE RÉMUSAT.

Paris, le 20 juillet 1872.

Je me suis empressé de transmettre à mon gouvernement les explications contenues dans la note de V. Exc. du 3 mai dernier, au sujet du droit de statistique, et en réponse à cette communication, j'ai été chargé de vous adresser, monsieur le ministre, les observations suivantes :

Dans l'opinion du gouvernement impérial et royal, la modicité de la nouvelle taxe, la circonstance qu'elle frappe également les marchandises françaises, la question de savoir si elle a été établie par des motifs financiers ou par mesure d'ordre administratif, enfin le plus ou moins de sévérité dans sa perception, ne sauraient entrer en ligne de compte, lorsqu'il s'agit d'examiner l'admissibilité du droit de statistique au point de vue des stipulations du traité de commerce en vigueur entre l'Autriche-Hongrie et la France.

Ce nouveau droit est perçu par les douanes françaises, en même temps avec les droits de douane sur des articles protégés par le tarif conventionnel, et constitue ainsi, par le fait, une surtaxe aux droits de douane et par là une infraction aux stipulations du traité. On ne saurait d'ailleurs considérer comme purement administrative une mesure établie par une loi.

Le gouvernement impérial et royal croit devoir s'élever hautement contre le principe qui permettrait de remplacer les dispositions des traités par des lois spéciales, introduisant, sous des qualifications nouvelles, des droits additionnels aux droits de douane existants. Une fois le principe du droit de statistique reconnu, de quel droit l'Autriche-Hongrie pourrait-elle invoquer le traité de commerce, pour le cas où il plairait un jour à la France de convertir cette taxe modique en une taxe plus élevée ?

Le gouvernement I. et R. saurait d'autant moins admettre l'argument, d'après lequel le droit de statistique ne serait qu'un simple droit de balance, que ce droit est perçu même sur des articles qui, tels que le mètre cube de marchandises en vrac, le bétail vivant et abattu, ne sont pas soumis au pesage.

Il ne pense pas non plus que le précédent invoqué par V. Exc., quant à l'adhésion donnée par la France à une taxe de cette nature introduite transitoirement en Angleterre, mais abolie depuis, puisse

restreindre la liberté d'action d'un autre gouvernement, et l'obliger à tenir une conduite analogue.

Se fondant sur les considérations qui précèdent, le gouvernement austro-hongrois, après mûre délibération des ministres du commerce des deux parties de la monarchie, se voit obligé de réclamer itérativement contre l'application du droit de statistique aux marchandises protégées par les tarifs conventionnels annexés au traité de commerce de 1866.

Il regretterait vivement, pour le cas où ses nouvelles démarches resteraient infructueuses, de se trouver dans la pénible nécessité de protester officiellement contre l'application de la loi française du 22 janvier dernier.

Je saisiss cette occasion pour renouveler, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE ANDRÁSSY.

Paris, le 21 juillet 1872.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-jointe la copie d'une note au moyen de laquelle, conformément aux ordres reçus le 17 de ce mois, j'ai protesté auprès de M. le ministre des affaires étrangères de la République française contre *le droit de statistique*, au nom du gouvernement impérial et royal.

Agréez, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRÁSSY.

Londres, le 24 juillet 1872.

La grève des constructeurs de bâtisse des semaines dernières a causé dans les classes ouvrières de la capitale une assez vive agitation. Les ouvriers employés dans les différentes branches de cette industrie, les maçons, menuisiers, charpentiers, qui avaient organisé en 1859, avec succès, une grève générale à l'effet d'obtenir une réduction des heures de travail, et dont les salaires n'ont fait qu'augmenter constamment, mais lentement depuis cette époque, ont demandé au mois dernier, dans une saison où la bâtisse occupe le plus de bras, le rétablissement d'une journée de travail uniforme de neuf heures et un salaire de 9 d. par heure.

Les grands entrepreneurs, et principalement ceux qui construisent les grands et nouveaux édifices publics, comme l'hôtel de la Poste, l'India Office, etc., ne refusèrent pas tout d'abord, dans l'intérêt des entreprises non achevées, d'accorder certaines conditions de salaire plus favorables, mais ils proposèrent, pour les deux questions de la

durée du travail et du salaire, de s'en remettre à l'arbitrage d'hommes complètement indépendants et désintéressés dans le conflit, tels que lord Derby et lord Salisbury. Les ouvriers, auxquels une association qui s'occupait également de questions sociales, avait instamment recommandé, pour l'aplanissement du différend, de recourir à un tribunal d'arbitres, s'y refusèrent, et, dans la prévision qu'ils seraient soutenus par d'autres sociétés ouvrières et que les entrepreneurs, liés par des engagements pressants, céderaient en partie à leurs pré-tentions, résolurent de se mettre en grève.

Les moyens dont ils disposaient suffisaient, en effet, à entretenir les ouvriers grévistes, et l'envoi d'artisans de la capitale dans les villes de province permit à une fraction considérable de membres des associations ouvrières de renoncer aux subventions de la caisse commune. Mais les maçons, qui avaient pris dans toute l'affaire une attitude passablement indépendante, firent tout à coup volte-face et ouvrirent, sans consulter leurs camarades, des négociations directes avec les patrons, à la suite desquelles on aboutit à une transaction sur le pied de 9 heures de travail et 8 1/2 d. de salaire. Les travaux furent donc repris et le chômage cessa en partie.

Les charpentiers, menuisiers, naturellement furieux de cette « trahison » des maçons, décidèrent, dans plusieurs séances orageuses, de persister dans leurs réclamations premières et de ne pas reprendre le travail aux conditions accordées aux maçons. Ce chômage, qui a pour résultat inévitable l'exclusion (*loek out*) des patrons, durera probablement encore longtemps, l'association des charpentiers ayant toujours été dirigée par des chefs excessivement énergiques et le besoin n'exerçant pour le moment aucune pression sur la masse de ses membres. Il est à déplorer que les deux associations persévérent dans cette conduite peu conciliante, et tous les amis des ouvriers sont d'accord pour leur conseiller de soumettre la question du salaire, tout en continuant à réclamer la diminution des heures de travail, à un conseil d'arbitrage, composé de patrons et d'ouvriers et présidé par un juge impartial.

Les succès obtenus par les associations ouvrières dans les dernières années relativement à l'augmentation du salaire et à la réduction des heures de travail sont, en effet, des plus significatifs, et on conçoit que leurs chefs et membres aient une confiance exagérée dans leurs propres fautes.

Après la grande victoire des constructeurs de machines à Newcastle de l'année dernière, les travailleurs des houillères ont joui également d'une semblable majoration de salaire, et la loi sur les mines présentée par le gouvernement, grâce à la pression exercée en grande

partie par les sociétés ouvrières des houilleurs, leur promet une protection efficace contre les dangers de l'exploitation et contre des extorsions dans la fixation du salaire qui est établi d'après le poids extrait.

C'est ainsi que les chefs d'une manifestation en masse faite par environ 40,000 ouvriers mineurs à Plumsoll ont pu constater leurs succès et leurs triomphes dans la lutte soutenue pour l'amélioration de leur position.

La majoration des salaires dans l'industrie charbonnière a acquis, dans ces derniers temps, un intérêt bien plus général encore par l'élévation si rapide du prix du charbon.

Le prix de la tonne de charbon de première qualité est monté de 20 à 35 sh., et cette augmentation de prix est d'autant plus inquiétante pour les consommateurs qu'elle a lieu au milieu de l'été où la demande pour les besoins domestiques et industriels est beaucoup moins forte que dans les mois suivants; on peut donc s'attendre avec certitude à un nouveau renchérissement du charbon. Ce renchérissement d'un article de consommation, qui vient en première ligne après les denrées alimentaires, a déjà trouvé un commentaire dans le prix du fer brut, et on s'efforce, comme de raison, de la justifier pour en arrêter, si c'est possible, les progrès ultérieurs.

On l'explique d'abord par les rapports directs et exclusifs qu'elle a avec l'augmentation des salaires des mineurs, et l'on en voit la seule cause dans les tendances des associations charbonnières vers la réduction du travail et les rémunérations élevées. Seulement, si le prix des denrées se compose en général d'éléments nombreux et variés, le caractère complexe de ce prix se révèle d'une manière plus intense encore dans un article dont le transport et la production sont naturellement limités. L'exploitation des gisements houillers de l'Angleterre est devenue dans les dernières années plus difficile et plus dispendieuse à cause de la grande reprise de la demande, tant de l'intérieur que de l'étranger.

Les couches supérieures des riches mines anglaises sont épuisées, et chaque tonne de charbon doit être extraite à une profondeur plus grande et au prix d'une dépense plus considérable. La demande de l'étranger a pris des proportions colossales depuis que tous les bateaux à vapeur de premier rang, de commerce ou de guerre, ne consomment presque plus que de la houille de ce pays. Il en résulte que par le concours des divers éléments qui augmentent les frais de production et l'accroissement de la demande, l'arrivée d'un autre élément donne finalement la solution décisive déjà préparée et fait monter rapidement le niveau général du prix.

Dans cette acception, les récentes majorations de salaires peuvent avoir contribué immédiatement au renchérissement du charbon, mais elles ne l'ont pas produit exclusivement, de même qu'en sens inverse les salaires, dans quelques houillères, n'ont été proportionnellement améliorés qu'après la hausse des prix. Ceci n'est que l'effet rétroactif d'un procès uniforme qui cherche à introduire dans une transaction le prix des produits et les conditions de la production.

Il n'est pas impossible que cette élévation de prix du charbon ne donne lieu d'un jour à l'autre à l'exécution d'un projet qui consisterait à frapper le charbon d'un droit de sortie, projet qui a été remis sur le tapis par suite de la dénonciation du traité de commerce franco-anglais. Un tel droit de sortie, même quand il serait assez élevé, 2 sh. 6 d. par tonne; ne diminuerait cependant pas la demande de l'étranger qui, à cause de la qualité supérieure des charbons anglais, est forcé de ne pas en consommer d'autres.

Ce droit donnerait, il est vrai, au trésor un revenu considérable, mais ne fournirait, à cause d'un stock trop abondant, trop improductif, aucun élément pour une réduction des prix en faveur des consommateurs anglais. En même temps, il ne faut pas perdre de vue qu'un impôt de sortie pareil ne pourrait d'abord être établi que contre la France et contre les États qui ne possèdent aucun droit conventionnel sur la libre importation du charbon anglais.

L'augmentation du prix du charbon, quoique particulièrement surprenante en ce moment, n'est pourtant pas une apparition isolée dans les fluctuations de prix des dernières vingt années. Cette augmentation est poussée jusqu'à ses dernières limites par la multiplication sans cesse croissante des voies de communications, par l'élévation de plus en plus sensible des frais de production et principalement des salaires, et finalement par les besoins plus impérieux de la consommation et de la recrudescence de la demande qui en résulte.

Si le taux élevé du charbon se maintient encore longtemps, il faut espérer que l'on trouvera par une application mieux entendue des sciences techniques un procédé qui, faisant un usage plus économique des matières combustibles, saura empêcher qu'un tiers de la chaleur acquise s'échappe, sans être utilisé, par les cheminées.

Quant à la question de savoir si et dans quelles proportions l'introduction du charbon continental, principalement de Westphalie, pourra offrir un avantage durable, dans la cherté actuelle, on ne saurait formuler à cet égard et en ce moment qu'un jugement pré-maturé, et pour avoir sur ce point une base d'appréciation exacte, il faudrait la chercher dans les pays de provenance même.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

Pérou. — MESSAGE DE M. MANUEL PARDO, PROCLAMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LE 2 AOUT 1872, DEVANT LE CONGRÈS RÉUNI EN AUDIENCE SOLENNELLE.

Législateurs, désigné par le suffrage populaire pour occuper le poste le plus élevé dont une nation puisse honorer un de ses enfants, venant d'y être placé malgré une résistance obstinée dans laquelle se concentrerent tous les éléments dont dispose la force, jusqu'à l'insurrection contre les institutions nationales, permettez-moi, messieurs, de courber le front devant les desseins mystérieux de la Providence et de m'incliner devant la victoire immense que l'opinion vient de remporter en luttant avec acharnement contre l'arbitraire.

La Providence a voulu terminer ainsi l'histoire politique d'un demi-siècle, en vous aidant visiblement à inaugurer vos travaux, dans le cinquantième premier anniversaire de l'indépendance nationale, sur les bases de l'opinion victorieuse et du droit arraché à l'empire de la force. Laissons à la postérité, messieurs, le soin de juger les malheureux, dont les actes ont conduit le pays au péril extrême dont l'a sauvé le patriotisme, occupons-nous, à présent, de l'enseignement politique que nous donne notre campagne féconde de quatorze mois, et étudions-la aujourd'hui et toujours avec tout le soin et l'élévation d'esprit nécessaires que les hommes politiques doivent mettre à étudier les tendances et les aspirations des peuples, reconnaître les forces qu'elles renferment, pour diriger et appliquer celles-là, et les conduire toutes dans la voie du bien.

La période légale est terminée, et la transmission du pouvoir se fait aujourd'hui au milieu du plus grand calme. J'ai l'honneur de me trouver devant vous, vous-mêmes êtes réunis dans cette auguste enceinte, parce que la nation a voulu, avec sa puissante volonté, maintenir quand même la paix publique, et chercher dans la pratique des institutions, dans la soumission à l'autorité et l'obéissance aux lois, la satisfaction de ses aspirations légitimes. Cette victoire aurait été complète si, à la veille de la fin de la lutte dans laquelle la nation s'est montrée si grande par ses vertus, une rébellion militaire n'était pas venue interrompre le pacifique et glorieux triomphe que l'opinion avait remporté.

L'esprit de cette lutte dicte le programme du gouvernement qui en est issu, parce qu'elle démontre les tendances et les aspirations des peuples, et la nécessité politique d'une satisfaction immédiate.

Si le culte des institutions et l'obéissance de ses mandataires a formé les éléments du triomphe des peuples, leur pratique sincère doit être le premier devoir du gouvernement qu'ils ont fondé, de

même que c'est seulement sur une base aussi solide que peut reposer et se consolider la paix publique.

La conformité parfaite qui existe aujourd'hui entre l'opinion publique et ses représentants légaux, aurait été, par elle seule, une garantie suffisante, puisqu'à cette époque, mieux qu'à aucune autre, l'idée et le sentiment public trouvent dans vos lumières leur plus fidèle interprète et dans les lois que vous dicterez la plus complète satisfaction de leurs aspirations et de leurs besoins.

A la confiance qui naît de cette harmonie de sentiments et de pensées, est venue s'ajouter l'admiration enthousiaste qu'a inspirée à tous les coeurs l'attitude glorieuse qu'ont prise dans ces jours d'épreuve pénible, les représentants de la nation péruvienne, s'unissant tous pour défendre nos institutions et stigmatisant de leur vote unanime les audacieux qui avaient osé toucher à l'arche sainte de nos libertés.

Pardonnez-moi, messieurs, si en commençant la tâche dont m'a honoré la bienveillance de mes concitoyens, je soumets à vos lumières les questions qui, à mon sens, exigent de la façon la plus impérieuse votre puissant appui et votre patriotisme pour diriger et faciliter la marche de l'administration publique.

La lutte et la victoire du peuple dans la dernière période électrale viennent de prouver d'une manière éloquente combien les aptitudes politiques ont progressé dans ces dernières années, et cette circonstance seule suffirait pour démontrer la nécessité de lui confier dans une mesure plus large l'administration de ses intérêts locaux, entravée aujourd'hui par des contraintes qui, sans servir à une sérieuse réforme des abus, paralySENT l'action des populations dans le développement de leurs intérêts propres, et éloignent de l'administration leurs membres les plus distingués, au lieu de leur donner toutes les facilités nécessaires pour stimuler leur activité.

D'aussi graves embarras ne peuvent disparaître, si la loi n'aide pas à leur suppression, en s'occupant de fixer des principes plus applicables à l'administration des localités et réorganisant le système municipal, très-important chez toutes les nations, auxiliaire puissant du régime démocratique, et condition première du progrès politique, moral et matériel au Pérou.

La réorganisation municipale servira d'école politique pour les citoyens; elle utilisera, au bénéfice de chaque localité, les éléments inactifs qu'elles ont toutes; émancipera les habitants de la tutelle administrative sous laquelle ils vivent, et permettra en même temps au gouvernement de se délivrer de ce nombre toujours croissant d'affaires étrangères à l'administration générale, et qui lui imposent des obligations dont l'accomplissement est presque impossible, elle

dégagera en même temps sa responsabilité, qui appartiendra désormais ainsi aux populations elles-mêmes.

Mais l'organisation municipale, comme toute représentation légitime des peuples, a pour base un mécanisme facile et prompt, qui, en occupant leur activité le moins de temps possible et reflétant fidèlement leur esprit, remplit toutes les aspirations du système démocratique, obvie aux inconvénients qu'une loi imparfaite peut offrir à l'expression véritable de la volonté populaire, en conjurant les dangers que leurs effets peuvent avoir sur la tranquillité publique.

L'organisation municipale, l'organisation électorale, voilà, messieurs, à mon sens, les deux pierres angulaires de l'édifice constitutionnel. Perfectionner autant que possible les lois qui s'y rattachent, c'est fonder le gouvernement républicain qui, sans elles, ne sera jamais une vérité.

La responsabilité légale des fonctionnaires publics qui abusent de l'autorité qu'ils exercent, est une autre des nécessités politiques qu'ont mis en évidence les événements de ces derniers jours, car sans elle toute loi devient inutile et tout droit illusoire. Vous pouvez être certains que, pour ma part, je ferai tout ce que me permettent mes attributions constitutionnelles pour que les délits commis par des personnes ayant exercé une autorité, soient soumis, conformément à la loi, au jugement des tribunaux compétents, et vous devez abriter la confiance que ce devoir sera rempli avec l'impartialité sans passion d'un citoyen, pour lequel ont disparu, dès à présent, l'attitude hostile des partis politiques. (Applaudissements prolongés.)

Je ne vous cacherai pas, pour ce motif, l'insuffisance de notre législation pénale et le danger qu'il y a pour la morale publique, comme pour la garantie des citoyens, ni la lenteur qui se remarque fréquemment dans les procédés de la justice criminelle. La réformer avec vigueur, de manière qu'elle garantisse avec efficacité les droits de chacun et l'exercice de l'autorité, tel est le grand problème de la société politique que vous devez résoudre, parce qu'il n'est pas résolu au Pérou. Aujourd'hui plus qu'à aucune autre époque, ces défauts se font plus notoires, en présence de l'odieux attentat dont une partie de l'armée, trompée par des chefs déloyaux, s'est rendue coupable contre la société pendant les cinq jours qu'elle a été maîtresse du pouvoir.

Si la vindicte publique réclame un châtiment exemplaire, l'honneur de la partie loyale de l'armée exige plus impérieusement encore que ce corps se purifie par la mise en jugement de tous ceux de ses membres qui ont participé, comme complices, au plus grand crime dont ait été témoin la République.

Vous pouvez être certains, messieurs, qu'en organisant la petite armée, dont la nation a besoin en activité de service, la conservation des institutions et des services publics, ainsi que la garde de notre drapeau seront confiées à des chefs et officiers honorables, d'antécédents sans reproches et d'un patriotisme éprouvé.

Mais cela ne suffit pas pour réformer véritablement l'armée, il est nécessaire d'établir une école spéciale où se retrempe avec l'éducation, le véritable esprit militaire et qu'une loi de conscription fasse disparaître pour toujours le crime horrible du recrutement et fixe des réserves suffisantes comme moyen d'augmenter l'effectif de l'armée, lorsque la paix publique ou l'honneur national le demandent. Une loi qui soumette à des règles invariables la manière dont on doit conférer l'élévation des grades est également une condition nécessaire, autant pour les intérêts du Trésor que pour l'honneur de la carrière.

En même temps qu'on satisfait la vindicte publique en châtiant les attentats contre la patrie, c'est un service de justice, imposé aux pouvoirs publics, d'élever et d'apprécier dans tout son éclat le service immense que l'ordre constitutionnel a reçu du patriotisme de la flotte, qui a mérité, dans les jours malheureux que vient de traverser la République, un nouveau gage à l'estime national.

Manquant de renseignements suffisants pour apprécier exactement l'état véritable de nos ressources financières, mon premier soin sera de vous le faire connaître, afin que, d'accord avec vous, nous puissions rétablir l'équilibre du budget, en cherchant à augmenter nos revenus et réduisant les dépenses nationales, autant que le permettront le service public, les droits des fonctionnaires de la nation et les travaux publics en cours d'exécution. En entreprendre d'autres, avant d'avoir obtenu ce résultat, compromettrait l'avenir financier de notre patrie, en même temps que ce serait une entrave portée à la conclusion des œuvres commencées.

Il y a cependant des services publics, celui de l'instruction populaire, par exemple, pour lesquels le pays ne doit pas craindre de faire des dépenses afin d'obtenir les résultats désirés, car l'éducation de chaque citoyen est la première condition de la grandeur véritable des nations.

Je me borne à appeler votre attention sur les divers points que je viens d'énumérer, parce que mon désir n'est pas de vous présenter un programme pompeux, mais de demander à vos lumières, sous forme de lois, les moyens nécessaires pour la réalisation du but que nous devons atteindre et qui se résume dans cette formule définitive: « La République pratique, la République de la vérité. » Cette for-

mule est tout mon programme ou, pour mieux dire, le programme que j'ai reçu de la nation, qui est l'expression vraie du cœur de chaque citoyen et la synthèse aujourd'hui de l'opinion nationale.

Législateurs,

Dans la réalisation de ce programme, la part la plus brillante et la plus élevée vous appartient, parce que c'est vous qui ferez la loi, qui établirez les principes qui doivent gouverner la nation, les bases sur lesquelles doivent s'organiser les services publics et leur régularisation dans le vote du budget. Je n'aurai que le devoir modeste d'exécuter vos décrets et de veiller à l'accomplissement des lois.

Quoique bornée à ce rôle, ma tâche constante sera de conformer ma politique à celle de la majorité des Chambres, qui est également celle du pays; et dans mon désir de fonder loyalement le régime parlementaire, je vous assure, messieurs, que je déplore qu'une disposition constitutionnelle ne me permette pas d'appeler au gouvernement les membres du Congrès, sans qu'ils perdent leur droit de représenter le pays.

Sans cette circonstance, les représentants de la nation porteraient périodiquement au pouvoir exécutif, l'esprit des Chambres qui est celui du pays, celui qui doit animer constamment l'administration.

Ma volonté pour obtenir ce résultat suppléera dans la mesure du possible à ce grave inconvénient, en attendant que le temps permette d'introduire dans notre code une amélioration aussi importante.

Tenir le serment que je viens de prêter, avec la constance du devoir et la ferveur de la conviction est la seule manière de payer la dette immense de gratitude que m'a fait contracter la distinction dont m'ont honoré mes concitoyens.

Qu'ils croient bien, et croyez-le, messieurs, que si mes facultés ne me permettent pas de correspondre à vos espérances, la droiture de ma conscience ne manquera jamais à la confiance qu'on a eue en moi.

**Serbie. — PROCLAMATION DU PRINCE MILAN OBRÉNOWITSCH IV,
A L'OCCASION DE SA MAJORITÉ.**

Belgrade, le 22 août 1872.

A mon peuple bien-aimé,

Parvenu à l'âge prescrit pour le souverain de la Serbie, j'ai pris aujourd'hui en main le gouvernement de l'État, conformément aux hatts impériaux et à la constitution nationale, en ma qualité de prince héréditaire de Serbie, par la grâce de Dieu et la volonté nationale.

Serbes !

Lorsqu'il y a quatre ans, encore jeune et inexpérimenté, je suis monté sur le trône de Serbie, j'ai vu dans l'enthousiasme général avec lequel vous m'avez accueilli la marque de votre admiration pour la mémoire de mes illustres ancêtres et pour les services qu'ils ont rendus à la Serbie. Élevé dès lors durant ma minorité à la flamme de votre dévouement et de votre patriotisme, je m'acquitte aujourd'hui d'un devoir agréable en exprimant ma reconnaissance souveraine aux représentants de la nation, à la milice, à l'armée régulière, au clergé, aux fonctionnaires, en un mot, à la nation tout entière qui, dans des moments difficiles, a acclamé le rejeton des Obrénowitsch.

J'éprouve une reconnaissance particulière envers les hommes éminents et patriotes qui, appelés à la régence par la confiance du peuple, m'ont entouré de tous leurs soins, ont mis toute leur sollicitude à me conserver le trône, à le consolider, et me rendent le pays prospère et satisfait.

Frères, en face d'un pareil dévouement envers moi et ma dynastie, je ne puis pour le moment mieux m'acquitter envers vous qu'en vous donnant en ce jour ma parole solennelle de prince que mes efforts auront surtout pour but d'être le digne successeur des Obrénowitsch et le fidèle continuateur des idées nationales de mon illustre prédécesseur, le prince Michel, d'immortelle mémoire. Que son esprit élevé veille toujours sur nous et soit comme l'étoile qui nous guide vers le brillant avenir de la Serbie !

Appréciant les bienfaits de la constitution arrêtée et proclamée en suite d'une entente entre la grande Assemblée nationale et la régence, je suis heureux de pouvoir inaugurer mon règne comme prince constitutionnel. Considérons tous comme un devoir de maintenir soigneusement cette base de nos institutions nationales qui nous offre des garanties pour leur développement futur.

Ce grand acte national me donne le moyen de travailler, de concerter avec l'Assemblée nationale, à l'accroissement de la prospérité du pays sous tous les rapports. Si le progrès qu'a fait à tous égards notre principauté n'est pas sans importance, il nous reste cependant à résoudre un nombre considérable de problèmes difficiles pour pouvoir léguer avec confiance à la génération qui nous suivra la continuation de notre œuvre.

Les fonctionnaires de l'Etat sont particulièrement appelés à me faciliter, chacun suivant sa position, l'exécution de cette tâche hérissée de difficultés. En les confirmant aujourd'hui dans leurs fonctions et leur rang, je leur recommande de continuer à s'acquitter con-

scicieusement des devoirs qui leur sont confiés pour le bonheur du pays.

Mais tous nos efforts ne seraient pas suffisants sans le concours de a nation entière. C'est pourquoi je vous invite tous, Serbes ! à me seconder avec le patriotisme qui vous a constamment distingués. En vous montrant amis de l'ordre dans toutes les circonstances, même les plus critiques, de même que par votre soumission aux lois et votre respect des autorités constituées, vous avez acquis à la Serbie une considération universelle. Efforçons-nous non-seulement de la maintenir intacte, mais encore montrons-nous jaloux de l'accroître. Il serait regrettable de perdre la moindre des acquisitions de nos pères et peu méritoire de notre part de n'y rien ajouter. Restez donc toujours dans cette voie salutaire et ayez confiance en votre prince qui a la ferme résolution de se consacrer entièrement à votre bonheur. La divine providence récompensera largement nos efforts patriotiques et notre chère patrie prendra rapidement parmi les États les plus avancés dans les voies de la civilisation le rang auquel lui donnent droit les nombreuses vertus du peuple serbe.

Signé : MILAN M. OBRÉNOWITSCH IV.

Serbie. — EXPOSÉ DE LA SITUATION DE LA SERBIE PENDANT LES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES, PRÉSENTÉ PAR LA RÉGENCE PRINCIÈRE AU PRINCE MILAN OBRÉNOWITSCH IV, A L'OCCASION DE LA PROCLAMATION DE SA MAJORITÉ, LE 22 AOUT 1872.

Monseigneur, le vote unanime de la Grande Assemblée nationale, réunie à Topchidère le 20 juin 1868, nous avait appelés au gouvernement de la Principauté en qualité de Régents, pour la durée de Votre minorité. Arrivés aujourd'hui au terme prévu par la loi pour remettre entre Vos mains l'autorité suprême, nous considérons comme un devoir de soumettre à V. A. un exposé de la situation du pays durant cette période.

Nous pensons que V. A. pourra de cette manière embrasser le plus aisément possible d'un coup d'œil toute la situation intérieure et extérieure de la Principauté à l'instant où Elle prend en mains le gouvernail de l'État.

V. A. connaît les circonstances extraordinaires dans lesquelles le gouvernement du pays nous a été confié. Le sang fumait encore sur le trône. Le peuple n'était pas remis du coup terrible et inattendu qui l'avait frappé. En proie à une méfiance extrême, à une certaine appréhension de l'avenir, il pouvait, dans sa profonde affliction, donner cours à sa colère et se porter, au milieu d'une crise déjà pleine de périls, à des extrémités auxquelles résistent parfois des

États grands et anciens, mais qui peuvent facilement entraîner la ruine des États plus jeunes et plus petits.

Dans de semblables circonstances le plus urgent était de maintenir l'ordre et la tranquillité. Ayant réussi dans cette tâche notre devoir le plus sacré était d'établir la stabilité dans le pays en créant un ordre de choses qui eût à la fois l'avantage d'être plus favorable à la nation et de préparer à V. A. un champ plus libre à Son activité.

Tels sont les sentiments qui nous ont animés pendant toute cette période, telle est la pensée qui nous a constamment guidés. Envisageant ainsi l'état du pays et y conformant notre conduite, nous avons pris la détermination de ne reculer devant aucune difficulté pour mener notre œuvre à bonne fin.

Quant aux causes de ces événements regrettables, nous n'avons pu les découvrir dans le caractère de la population, chez laquelle l'amour de la paix et la soumission à la légalité sont des qualités innées. Nous les avons trouvées en partie dans le manque d'institutions s'harmonisant davantage avec les besoins du peuple et le sentiment national.

Dans cet ordre d'idées nous avons jugé qu'il était d'une importance majeure de placer la dynastie nationale des Obrénowitsch et par suite la nation elle-même dans les meilleures conditions possibles de stabilité et de considération tant au dedans qu'au dehors. Grâce à Dieu, un succès complet a couronné nos efforts. Le droit d'hérédité qui avait été longtemps contesté à l'étranger à Vos prédécesseurs, est présentement reconnu à V. A., tel que l'a décreté la Grande Assemblée nationale, et figure désormais au nombre des autres droits garantis à la Serbie par l'Europe.

Un trône est d'autant plus ferme que les conditions du pays où il s'élève sont plus stables. Or, bien qu'il soit incontestable que la nation serbe a, dès le début, marché dans la voie du progrès, il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu des temps d'arrêt nombreux sur cette voie et parfois même des faux pas. Les crises qui ont plusieurs fois éclaté l'ont empêchée de prendre tout l'essor dont elle est capable. C'est pourquoi, dans l'intérêt de la stabilité intérieure, nous avons dû chercher de solides garanties à côté de celle que nous avions déjà trouvée dans l'affermissement du trône. Il s'agissait à la fois de satisfaire les besoins du peuple, en tenant compte du temps et des circonstances, et de donner au trône un plus solide appui. Ces garanties ont été, comme nous l'avons déjà dit, des institutions en harmonie avec les conditions sociales du pays et notamment une organisation du pouvoir législatif qui permit à la nation de prendre une part active et légitime à la direction de ses destinées. De cette façon, le

peuple, serré autour du trône, voyait son avenir se confondre entièrement avec celui de son Souverain.

La constitution de 1838, tant à cause de son origine étrangère que par suite des vices inhérents à ses institutions si peu appropriées aux besoins du pays, avait produit un état anormal dans lequel, en tous lieux, le caractère même de l'homme se pervertit. Des dissidences de jour en jour plus graves amenaient des conflits de plus en plus fréquents, surtout dans les régions gouvernementales, et affaiblissaient incessamment la confiance du peuple dans ses gouvernants. Le désaccord de ces divers éléments dont il importe de sauvegarder avec soin l'étroite union, pouvait aboutir enfin de compte à un effondrement où l'État lui-même courait le risque de périr. Ce danger avait été écarté par la grande popularité du Prince Michel, mais il n'en devint que plus menaçant quand ce Prince disparut tout-à-coup de la scène. La Serbie alors trouva uniquement son salut dans la sagesse de son peuple et dans la voix qui, partie des sphères les plus élevées du Gouvernement, l'apaisa, le consola et le fit renaitre à la confiance.

Cette confiance, une fois rétablie, la Régence dut songer aux moyens de la raffermir définitivement en détruisant dans leur racine même les causes qui auraient pu de nouveau lui porter préjudice.

Le Prince Michel, en montant sur le trône, avait donné sa meilleure expression à l'esprit dans lequel il était résolu à régner en proclamant que *la loi serait en Serbie la volonté suprême*. La Régence s'est emparée de ce programme; sur cette base de la légalité déjà affermée par le Prince d'illustre mémoire et, afin de la rendre inébranlable, pour lui donner cette force qui ne peut provenir que d'une confiance réciproque parfaite entre le Gouvernement et le peuple, elle indiqua la voie qu'elle se proposait de suivre, dans sa déclaration : « *Rien pour le peuple sans le peuple.* » C'est dans cette direction que nous nous sommes rencontrés avec le vœu de la nation unanimement exprimé par la Grande Assemblée nationale de Topchidère (celle qui a proclamé V. A. Prince héréditaire de Serbie) qu'on procédât à la transformation constitutionnelle du pays. Comme ce vœu était entièrement conforme à nos propres convictions, nous abordâmes immédiatement cette œuvre importante.

Ayant ainsi assumé la tâche de reculer les bornes de nos institutions politiques, de donner à la légalité des garanties plus parfaites, de créer un État tout-à-fait constitutionnel, nous avons cru ne pas devoir nous inquiéter de savoir si la transformation de notre système de gouvernement répondrait à telle ou telle des théories scientifiques

connues, nous nous sommes proposés d'obtenir, que ce système fût empreint de l'esprit même du peuple Serbe et porté au degré de développement où il est parvenu avec ses divers éléments sociaux.

Nous nous sommes également préoccupés de ne pas restreindre les limites des garanties constitutionnelles et de ne pas les élargir dans des proportions excessives. Il a fallu guider le navire de l'Etat entre ces deux écueils de telle sorte que le peuple participât d'une manière complète et consciente à la direction de ses destinées, et d'autre part que personne ne pût abuser des nouvelles institutions et en faire un instrument d'ambition et d'agitation.

Afin de nous éclairer plus complètement encore sur ces questions vitales, nous avons convoqué à la Saint-Nicolas de 1868 un nombre considérable d'hommes éminents et patriotes choisis dans les diverses classes de la population et distingués soit par leurs connaissances scientifiques, soit par leur expérience, soit à ces deux titres.

Fortifiés et encouragés par le conseil de ces interprètes de la conscience publique et après avoir obtenu l'approbation du Sénat, qui était investi d'une partie du pouvoir législatif, nous avons porté à la Pentecôte de 1869, la question de la transformation fondamentale de l'Etat devant la Grande Assemblée Nationale, à laquelle il appartenait, de par la loi, de statuer définitivement en pareille matière.

La Grande Assemblée Nationale accueillit avec satisfaction les propositions du Gouvernement, les soumit à de sérieuses délibérations et, d'accord avec nous, arrêta la Constitution Nationale qui fut proclamée le jour de la Saint-Pierre (29 Juin) de la même année. Cette Constitution, par sa signification intérieure, marque une époque doublément importante dans l'histoire de notre jeune Principauté.

Aujourd'hui V. A., placée dans une sphère élevée, en dehors et au-dessus des luttes intérieures, est inviolable et irresponsable aux termes de la Constitution. Les Ministres, vos conseillers, assument seuls toute la responsabilité.

V. A. partage le pouvoir législatif avec l'Assemblée Nationale, au sein de laquelle la représentation des forces intellectuelles et morales de la nation a été organisée de telle sorte que les travaux législatifs peuvent s'exécuter, pour le plus grand profit du peuple et en lui inspirant une confiance entière. Ces travaux seront rendus encore plus faciles à l'Assemblée et à Votre Gouvernement par le concours du Conseil d'Etat, investi de nouvelles attributions; ses anciennes prérogatives ont été modifiées, il est vrai, mais il n'en conserve pas moins une autorité morale importante.

La publicité introduite dans les affaires de l'Etat a permis au peuple de les étudier sous toutes leurs faces et de se prononcer en connaissance.

sance de cause. Si une barrière a été mise ainsi aux abus possibles des organes du Gouvernement, ceux-ci se trouvent, d'autre part, à l'abri des calomnies et des passions qui égarent d'autant plus aisément l'opinion publique, que l'action du Gouvernement est entourée d'un mystérieux secret.

Sans parler du fond même de la nouvelle Constitution, reflet fidèle de l'esprit national, elle n'est pas moins remarquable par la forme qu'elle a revêtue. *C'est une œuvre essentiellement nationale.* La Serbie, faisant usage de son droit, a élaboré sa Constitution d'une manière indépendante et a ainsi donné au monde la preuve positive de son entière autonomie intérieure, laquelle jusqu'alors n'avait existé qu'en droit. En même temps le chemin a été fermé pour toujours à l'im-mixtion de l'étranger dans les affaires intérieures de la Principauté.

Comme toute Constitution pourrait rester une lettre morte, si le champ et le mode d'exécution de ses dispositions fondamentales n'étaient pas déterminés par des lois organiques que nous avons élaboré avec l'Assemblée Nationale et mis en vigueur en 1870 la loi électorale pour l'Assemblée, la loi sur la responsabilité ministérielle et la loi sur la presse, ainsi que les lois sur le règlement intérieur de l'Assemblée Nationale et sur celui du Conseil d'État.

La Serbie a consolidé de cette manière son système constitutionnel en lui donnant toutes les garanties principales. Quoiqu'il existe des pays, qui, après s'être donné des institutions très-libérales, manquent encore aujourd'hui de quelques-unes des lois organiques mentionnées plus haut, nous avons pensé qu'il ne fallait pas laisser le pays dans l'incertitude sous ce rapport et nous nous sommes sincèrement efforcés de le placer dans toutes les conditions requises pour un État vraiment constitutionnel.

Notre édifice politique une fois couronné, une nouvelle phase de la vie nationale a commencé avec lui. Comme ce résultat a été atteint par une entente parfaite entre le Gouvernement et les représentants de la nation, nous avons lieu de croire que cet édifice, assis sur de solides fondements, verra s'accroître d'autant plus sa force et son influence salutaire sur le pays, que l'on ne peut réellement plus rien entreprendre pour le peuple sans le peuple. L'accord de la nation et de son Gouvernement a tari toute source de méfiance; la distance qui les séparait n'existe plus, et ainsi chaque progrès ultérieur dépendra aussi bien de l'un que de l'autre. Tous les deux sont maintenant responsables des destinées de la Serbie.

L'application faite jusqu'à présent des institutions nouvelles a donné des résultats dont nous sommes entièrement satisfaits. Ces institutions ont fonctionné à merveille et ont jeté leurs racines dans

le cœur de la nation. Pendant la durée de notre Régence nous avons convoqué chaque année l'Assemblée Nationale et à la fin de chaque session le Gouvernement de la Régence Princière a vu s'accroître la confiance que le pays lui témoignait. Tandis qu'autrefois en Serbie on n'osait pas penser à réunir l'Assemblée Nationale ou bien on ne la convoquait souvent qu'avec appréhension, aujourd'hui le Gouvernement attend avec impatience le jour de l'ouverture de la session législative parce qu'il trouve dans l'Assemblée le plus ferme appui pour l'accomplissement de sa mission et le conseiller le plus sûr pour la défense des intérêts du peuple.

En s'occupant de la transformation constitutionnelle du pays, le Gouvernement de la Régence n'a point perdu de vue les autres besoins de la nation. Il a porté son attention spéciale sur le département de l'instruction publique ainsi que sur les questions militaires et économiques, qui sont au nombre de celles dont dépendent le développement social et tout l'avenir de la Serbie. Ce sont là les éléments indispensables de la sécurité et de la prospérité du pays, mais c'est aussi ce qu'il est le plus difficile d'amener à un état satisfaisant, dans un court espace de temps et dans un pays neuf comme le nôtre.

Nous sommes convaincus qu'à l'époque actuelle et à quelque degré de culture que soient arrivées ses classes supérieures, aucun peuple n'est cependant capable de se régir d'une manière paisible et profitable au moyen des institutions démocratiques, tant que la culture intellectuelle et morale n'a pas atteint un certain niveau dans les rangs des classes inférieures. Aussi pensons-nous que l'éducation convenable de la masse du peuple doit être une des plus vives préoccupations de tout Gouvernement national libéral.

Le plus grand obstacle à la propagation des connaissances primaires a été chez nous le manque d'instituteurs d'une culture d'esprit méthodique suffisante. C'est à ce défaut qu'il a fallu suppléer pour pouvoir entreprendre sérieusement la réforme radicale de l'enseignement en Serbie. C'est aussi ce que l'on a fait. La loi de 1870 a créé une école d'instituteurs qui fonctionne déjà. Outre les élèves qui se destinent à cette intéressante carrière, l'école est encore fréquentée, pendant la durée des vacances par un certain nombre de maîtres déjà en fonctions et qui viennent s'y perfectionner.

Autant des instituteurs habiles ont une influence décisive sur l'éducation, autant en ont aussi la méthode d'enseignement et les livres dont on se sert. Le Gouvernement a également porté son attention sur cette branche. On a introduit dans les écoles primaires une nouvelle méthode qui est, on peut le dire, à la hauteur de la science pédagogique actuelle. On a organisé en outre des réunions d'instituteurs,

pour le perfectionnement du mode d'enseignement. Il a été imprimé pour les écoles primaires, secondaires et supérieures, environ 35 ouvrages nouveaux sur les diverses branches de l'instruction. De plus on a introduit dans le pays des écoles du Dimanche et les écoles primaires ont été pourvues de bibliothèques formées par des dons particuliers. Ces bibliothèques d'un usage précieux pour la jeunesse prennent un si grand développement qu'il leur a été transmis seulement par le Ministère de l'Instruction publique environ 18.000 volumes. Pour accomplir sa tâche civilisatrice envers les pays voisins de même famille qu'elle et qui sont encore dans les ténèbres de l'ignorance, la Serbie leur a fait aussi des cadeaux considérables en livres.

En même temps, pour favoriser autant que possible la diffusion des livres dans toutes les contrées de la Principauté et au-delà, les droits d'entrée et de sortie sur les livres ont été supprimés, et l'on a organisé par une loi spéciale (de 1870) un commerce de librairie dont le dépôt est à Belgrade, avec des succursales non-seulement dans tous les chefs-lieux de départements, mais dans beaucoup d'autres villes de moindre importance.

Les résultats de ce mouvement civilisateur commencent à se faire remarquer d'une façon satisfaisante, car le chiffre croissant des jeunes gens des deux sexes qui recherchent l'instruction a mis l'État dans l'obligation d'augmenter considérablement non-seulement le nombre des écoles primaires mais aussi celui des établissements d'instruction secondaire. De la sorte, à l'exception de deux chefs-lieux de département, tous les autres possèdent des écoles de cette catégorie à côté des établissements primaires. A Belgrade le nombre des écoles secondaires a été augmenté.

Parmi les bâtiments d'utilité publique qui ont été construits pendant ces quatre années (hôtels de préfecture, greniers à blé, poudrières, bâtiments pour l'artillerie, casernes, prisons, tribunaux, etc.), on peut constater avec satisfaction que les écoles et les églises occupent le premier rang. La Société savante a subi une réorganisation qui facilite son progrès. Le nombre des cercles de lecture s'est sensiblement accru.

Les beaux-arts, bien qu'étant le fruit d'un état de culture déjà avancé ont commencé à prendre leur essor en Serbie. Nous devons à ce propos une mention spéciale au théâtre national, dont l'idée nous a été léguée par le Prince Michel. Le théâtre a été construit dans les premières années de la Régence. Il a été mis par une loi sous la protection de l'État dont il reçoit une subvention annuelle. Il n'est pas de Serbe qui n'éprouve un sentiment de consolation et de fierté lorsqu'il voit s'élever aujourd'hui un temple consacré aux beaux-arts à la

place même où, dans les luttes pour la liberté de notre patrie, nos pères expiraient sur le pal. On travaille au monument que la Serbie reconnaissante prépare à son Prince Michel, d'immortelle mémoire.

L'impulsion a été donnée à toutes les branches qui contribuent à la culture de l'intelligence et à l'ennoblissement du cœur. Mais c'est seulement avec le temps et grâce à des efforts incessants qu'elles pourront se développer et se perfectionner.

Si le Gouvernement de la Régence s'est principalement appliqué à donner le plus d'extension possible à la culture intellectuelle, il n'a pas négligé la chose la plus importante, celle qui doit être le couronnement de l'édifice, nous voulons parler d'un changement radical dans le système de l'enseignement public. Il a déjà été fait chez nous plusieurs essais sur ce terrain, mais les résultats obtenus n'ont jamais répondu dans une mesure satisfaisante à ce que l'on en attendait. Dans une affaire si capitale pour l'éducation nationale, le Gouvernement n'a rien voulu précipiter ; il a procédé avec la plus grande circonspection. Le ministre compétent a formé conséutivement deux commissions chargées d'étudier à fond cette question. La nouvelle organisation est déjà prête et pourra être soumise en son temps au Corps législatif. Le caractère principal de cette nouvelle organisation est que l'éducation nationale ne se fera pas à un point de vie unique en donnant la prépondérance à une seule branche. On a partagé également l'attention entre les sciences positives et les sciences humanitaires. Nous pensons qu'un juste équilibre entre elles est la garantie la plus sûre pour arriver à un développement harmonieux de toutes les facultés dont la nature a doué l'homme et pour éviter de tomber dans les extrêmes qui conduisent à de fréquents conflits, le plus grand fléau des sociétés modernes.

Dans le procès politique qui a duré, on peut le dire incessamment, depuis la fondation de la Principauté jusqu'au retour de la dynastie nationale, procès qui absorbait la plus grande partie des forces de la nation et du Gouvernement, la science économique, d'où dépend la prospérité matérielle de la Principauté, ne pouvait naturellement progresser d'une manière constante. Cette science a principalement pour objet chez nous la production agricole et de cette dernière dépend presque exclusivement le mouvement commercial. Le développement de l'industrie dans notre pays est subordonné à celui de l'agriculture. C'est donc l'agriculture qui a dû être tout d'abord l'objet d'une sollicitude spéciale. Guidé par ces considérations, le Gouvernement a pensé qu'il était particulièrement de son devoir de contribuer dans une large mesure directement et indirectement à l'amélioration de l'économie agricole et forestière, soit en faisant des distri-

butions gratuites de semences des plantes utiles, de graine de vers-à-soie, soit en aidant le peuple de ses instructions et de ses conseils.

Depuis quatre années les conditions faites à notre agriculture lui facilitent notablement le progrès désiré et lui promettent un avenir plus heureux. En 1869 il s'est fondé une « Société d'économie agricole » à laquelle l'État donne un concours puissant, matériel et moral. Les instruments d'agriculture, les plantes, en un mot tout ce que cette société introduit en Serbie est affranchi de tout droit de douane.

Mais pour travailler avec plus de succès au perfectionnement de l'agriculture dans notre patrie, il est besoin d'institutions spéciales. La loi de 1870 a institué une école agro-forestière qui s'ouvrira, s'il plaît à Dieu, cette année et qui est destinée à combler une lacune sensible. Elle sera en même temps la pépinière d'où se répandront dans le pays les connaissances utiles, indispensables même, pour la bonne culture du sol et l'exploitation des forêts.

La science n'est pas tout. L'agriculture a besoin pour se développer de capitaux à bon marché. Or l'on sait combien nos paysans souffrent depuis nombre d'années du taux exagéré auquel ils empruntent de l'argent. Le Gouvernement a cherché à porter remède à cet état de choses par la création de caisses d'épargne départementales. Peu à peu, à mesure que le permettront les ressources dont on dispose, chaque département arrivera à avoir sa caisse d'épargne.

Ceux de Kragouïévatz, Sémendria, Tchatchak, Oujitzé et Pojarévatz, où le besoin s'en faisait le plus vivement sentir, en possèdent déjà et leur effet est très-salutaire. Le paysan peut obtenir de la sorte, sans perte de temps et à des conditions équitables, l'argent dont il a besoin, lorsque l'inondation, la sécheresse ou d'autres causes majeures l'obligent à emprunter, où lorsqu'une augmentation de son capital lui devient nécessaire pour améliorer la culture de ses terres ou lui donner plus d'extension.

Quant à l'industrie des vers-à-soie, le Gouvernement a non-seulement distribué gratuitement dans les départements des milliers de plants de mûrier, mais encore il a donné dans les districts où cette culture est le plus répandue des quantités considérables de graine japonaise. On a veillé à la multiplication des arbres fruitiers dans les contrées qui en manquent, ainsi qu'au perfectionnement des espèces, et l'on a travaillé avec zèle à l'amélioration du bétail et de la race chevaline. Certaines localités ont été reboisées et une loi a stipulé que la conservation des forêts serait confiée à des gardes forestiers. Il y en a déjà dans plusieurs endroits.

Enfin l'on a organisé des expositions agricoles annuelles avec distribution de récompenses. Jusqu'à présent il en a été donné 190. On cherche ainsi à encourager l'amélioration de la production.

Comme moyen scientifique pour le perfectionnement de l'agriculture, il a été publié et répandu dans les communes deux ouvrages, l'un sur la culture du blé, l'autre sur la création des forêts et leur mise en coupe régulière. De plus l'on a ouvert un concours pour les meilleurs travaux sur la culture du maïs et de la vigne.

Ces différentes mesures ont eu pour effet de réaliser tout ce qui pouvait se faire dans le court espace de quatre années, pour placer l'agriculture dans de nouvelles et plus solides conditions d'existence. Nous sommes heureux de pouvoir constater dès à présent que les efforts du Gouvernement ne sont pas restés infructueux. Nos populations rurales commencent à se procurer des instruments plus perfectionnés pour leurs travaux, à améliorer la culture du sol et à mettre dans leurs semaines une plus grande diversité. Pour ce qui est de la quantité et de la qualité de ses produits, la Serbie est entrée dans une voie de progrès dont on se rend facilement compte par le nombre des foires, qui a beaucoup augmenté sous la Régence, et d'après les quantités de produits exportés, mises en regard avec l'importance de la récolte. La loi sur les boutiques dans les villages de (1870) est comme la transition entre les divers moyens qui ont été mis en œuvre pour faciliter le travail de l'agriculteur et le trafic du commerçant. Cette loi a aboli les priviléges qui s'étaient introduits peu à peu dans votre pays égalitaire et qui formaient un contraste frappant avec notre état constitutionnel actuel.

Le commerce est en Serbie après l'agriculture l'agent le plus actif de la prospérité nationale.

Outre une simplification apportée à l'avantage de cette branche dans l'application de notre système de douanes, certaines modifications ont été introduites dans la législation qui régit cette matière. Ainsi la loi du 8 octobre 1871 a procuré de sensibles facilités à une des branches les plus importantes de notre commerce d'exportation, celle du bétail à cornes. On a donné une meilleure base à la taxation douanière de cet article tout en la diminuant quelque peu. La loi du 20 septembre 1871 a abaissé la taxe de magasinage sur les marchandises.

En dehors de ces changements et d'autres modifications partielles des tarifs douaniers, le Ministre des finances a préparé un projet d'ensemble pour le remaniement de tous les tarifs. Il s'est proposé de faire disparaître les inconvénients que les tarifs actuels présentent pour l'administration et pour le commerce, ainsi que de créer une

situation meilleure au point de vue de la prospérité nationale et de l'intérêt du trésor.

Pour que les communes puissent améliorer et maintenir en bon état les débarcadères et les rives à Belgrade et dans les autres villes commerçantes du Danube et de la Save, la loi du 24 octobre 1870 a mis les ressources nécessaires à la disposition des communes intéressées.

Appréciant l'importance des entrepôts publics pour le commerce, le Gouvernement a confié l'étude de cette question à la chambre de commerce.

Pour faciliter les communications par eau et par terre, l'on a aboli certaines formalités douanières qui subsistaient depuis long-temps sur la Save et le Danube pour les bateaux allant de Bosnie à Vidin et *vice versa*. Plusieurs autres facilités ont été introduites dans les relations commerciales de la Principauté avec les provinces limitrophes de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie.

L'absence de tout établissement de crédit empêchait le commerce de notre pays de prendre un grand développement. La condition la plus essentielle lui faisait défaut pour se soutenir et s'étendre.

L'année 1869 vit d'abord la fondation de la « Première banque Serbe » puis celle de l' « Institution de crédit de Belgrade ». Ces deux établissements fonctionnent en grand et exercent l'influence la plus salutaire au profit de notre commerce et de notre industrie.

L'exemple de la capitale a été imité par les villes de Sémendria et de Pojarévatz, qui ont à leur tour créé des banques. Valiévo a institué une caisse d'épargne. Le Gouvernement a prêté son appui à la fondation de ces établissements si nécessaires et si utiles en leur octroyant les priviléges dont ils jouissent ordinairement dans les autres pays. Leur action bienfaisante s'est fait surtout sentir pendant la crise monétaire de l'année dernière. Ces établissements ont rendu spécialement à cette époque des services signalés à notre commerce.

La nouvelle organisation des chambres de commerce et des métiers, basée sur la loi du 12 octobre 1870 et appropriée aux besoins de l'époque, ouvre un vaste champ à l'activité de notre classe commerçante et industrielle. Elle peut, au moyen de ces organes, exercer une action plus puissante et plus salutaire sur le développement du commerce et de l'industrie. Outre la chambre principale, dont le siège est à Belgrade, il s'en est formé une à Chabatz et la loi donne à toutes les villes la faculté d'avoir un organe semblable.

Le commerce et l'agriculture ont sensiblement gagné par la multi-

plication des moyens de communication dans le pays. Dans les quatre dernières années il a été construit 350,954 toises de routes et il en a été réparé 783,250. Il a été construit 352 ponts tant en pierre qu'en bois et il en a été réparé 399.

Le réseau postal et télégraphique s'est complété par l'établissement de nouvelles lignes et stations. L'augmentation du produit de ces administrations a permis d'abaisser les tarifs postaux et télégraphiques.

Deux inconvénients existent dans nos relations intérieures provenant l'un de la circulation de toutes sortes de monnaies étrangères, l'autre du manque de poids et mesures. Pour obvier au premier de ces inconvénients, il a été fait un pas dans la voie déjà suivie sous le règne du Prince Michel : nous avons fait disparaître de la circulation le billon étranger en le remplaçant par notre propre monnaie de cuivre. Quant aux poids et mesures, une loi pour l'introduction du système décimal est prête et sera soumise à l'Assemblée Nationale.

Dans toutes les réformes introduites ou préparées en matière de douane, dans toutes les mesures touchant le commerce, qu'elles soient à l'état de projet ou déjà en vigueur, la Régence s'est proposée d'une part d'écartier des institutions et de la pratique administrative tout ce qui pouvait faire obstacle à une plus libre allure du commerce, ainsi que d'introduire autant que possible ce qui pouvait favoriser son essor, et, d'autre part, de sauvegarder les intérêts de l'État.

Les métiers doivent précéder la grande industrie. Celle-ci en est encore chez nous à ses premiers débuts. Pendant les quatre dernières années il s'est établi des fabriques de savon, d'alcool, de couvertures et de drap. Cette dernière est la plus importante de ces entreprises et la Régence est venue à son aide à la suite d'une entente avec l'Assemblée Nationale. Mais nous sommes persuadés que la manière la plus pratique d'arriver chez nous au développement de la grande industrie, est de commencer par l'industrie minière, car la Serbie est particulièrement riche en minerais de tous genres. Aussi lui avons-nous prouvé notre intérêt de deux manières différentes, d'abord en accordant aux entrepreneurs toutes les facilités possibles dans les limites fixées par la loi, puis, en confiant avec prudence à l'État lui-même l'initiative de l'exploitation minière. Il a été accordé à des entrepreneurs 34 autorisations de simples recherches et cinq de recherches exclusives pour divers minerais, mines et charbons de pierre.

L'exploitation du cuivre et du fer à Maïdanpek, concédée sous le

Gouvernement du Prince Michel à une compagnie anglaise suit une marche rapidement ascendante. Plus on avance, plus est grande la richesse des filons que l'on découvre. La compagnie donne à son exploitation une plus grande extension en construisant de nouveaux bâtiments et de nouvelles machines.

A Koutchaïna, concédé aussi sous le règne du Prince Michel à une société étrangère, l'exploitation avait pris dès son début un développement si rapide que cet établissement minier était devenu, après Maïdanpek, le premier par ordre d'importance dans la Principauté. La compagnie a été autorisée par le Gouvernement à suspendre temporairement ses travaux, mais nous espérons qu'elle les reprendra à l'expiration du terme fixé.

Nous avons jugé opportun de continuer aux frais de l'État, mais d'une manière plus régulière, les recherches du mineraï de plomb à Jagodnia et de faire construire à Kroupagne un fourneau pour la fusion avec tous ses accessoires. Les bons résultats obtenus nous donnent l'espérance la mieux fondée qu'un beau succès couronnera cette entreprise. Non-seulement on épargnera ainsi les sommes considérables qui sortaient du pays pour les acquisitions du plomb, mais en même temps les entrepreneurs particuliers d'exploitations minières auront sous les yeux un modèle qui les aidera à réussir, et un grand nombre de nos enfants pourront s'y former à remplir divers métiers.

Guidés par ces considérations, nous avons institué à Kroupagne, sous la surveillance du ministre des finances, un bureau d'administration dans les attributions duquel rentrent tous les travaux miniers de cette région.

Il a été créé dans l'intérêt des métiers une section industrielle au sein de la chambre de commerce. L'instruction professionnelle est donnée dans les ateliers de l'État à Kragouïévatz. On a aidé moralement à la formation de plusieurs sociétés professionnelles et plusieurs élèves des métiers ont été et sont encore entretenus à l'étranger aux frais de l'État.

Préoccupés de l'amélioration morale des détenus, nous avons jugé que l'on pouvait atteindre ce but tout en aidant à la diffusion des métiers. On a obtenu ainsi de très-bons résultats en ce sens que l'on améliore réellement la situation morale des détenus, et d'autre part, leur travail produit au-delà de ce que l'État dépense pour les instruire.

A ce propos, il ne sera pas inutile de mentionner que la commission chargée dans les derniers temps de préparer la réorganisation

des écoles a élaboré un projet pour la fondation d'une grande école industrielle.

Nous constaterons enfin que notre pays, appréciant l'importance des métiers, trop négligés jusqu'à présent, commence à se livrer sérieusement à cette étude.

Le nombre et la diversité des besoins de notre nouvelle existence politique, auxquels le Gouvernement a cru de son devoir de satisfaire, entraînant d'année en année des dépenses plus considérables, le Gouvernement a dû aviser à temps aux moyens de faire face aux nouvelles exigences. Quoique les circonstances elles-mêmes, d'un côté, et la sollicitude de l'administration, d'un autre côté, aient augmenté les sources de revenus et allégé les charges en réalisant de sages économies, il a été cependant impossible de ne pas procurer de nouvelles ressources à l'État. Les dispositions prises à cet effet, sans occasionner aucun surcroît de dépenses, pour le trésor public et sans présenter aucun inconvénient pour la population, complètent avantageusement notre système d'impôts et ont obtenu l'approbation générale.

L'impôt de consommation occupe la première place parmi ces nouveaux revenus. La loi du 18 janvier 1859 a frappé le sucre, le café, les spiritueux, les vins et d'autres articles qui servent plutôt à la jouissance qu'à la satisfaction des véritables besoins de la vie.

Une augmentation des droits d'entrée sur les vins et la bière ainsi que des droits de sortie sur les bois et autres matériaux de construction, constitue une autre ressource quoique de moindre importance.

L'amélioration des finances publiques, malgré l'augmentation considérable des dépenses ordinaires pendant ces dernières années, et malgré les sommes exceptionnellement élevées affectées à l'augmentation des forces défensives du pays, a mis le Gouvernement dans la possibilité de consacrer des sommes importantes à secourir les populations visitées l'an dernier par l'inondation, de prélever sur le trésor public les fonds nécessaires pour la création de cinq caisses d'épargne, de venir en aide à la « Direction des fonds » quand les capitaux lui font défaut par suite de trop fortes demandes, et enfin, de remplir des engagements que le passé lui a légués, et qui ont notablement grevé le budget pendant ces quatre années. Nous citerons entre autres les indemnités dues pour préjudices causés antérieurement aux caisses pupillaires et autres dépenses analogues.

Plusieurs lois et ordonnances administratives, telles que le règlement pour les établissements disciplinaires, ont été rendus en matière judiciaire pendant ces quatre années.

Nous nous bornerons à mentionner les lois les plus importantes et

notamment celle sur la mise en liberté des condamnés sous certaines conditions, les lois sur les avocats et sur le jury, cette dernière introduite pour la première fois dans notre Principauté, et enfin la codification de nos lois.

La loi sur l'élargissement des condamnés est une institution tout à fait nouvelle même dans d'autres pays plus avancés que le nôtre; elle ne fonctionne aujourd'hui encore que dans un petit nombre d'États. Cette circonstance n'a pourtant pas empêché le Gouvernement de tenter chez nous l'expérience. On sait que cette loi demanderait en premier lieu des établissements disciplinaires bien organisés, et que nous ne pouvons nous vanter de posséder, car plusieurs raisons ne permettent pas encore au Gouvernement, malgré son bon vouloir, de réaliser les améliorations nécessaires.

Mais quel que soit l'état actuel de nos établissements disciplinaires, cette loi sur l'élargissement conditionnel des condamnés s'est montrée très-salutaire dans ses effets. Bien plus, il est presque permis d'affirmer d'après les résultats obtenus, que c'est là une mesure très-recommandable qui peut compenser en grande partie l'insuffisance d'organisation de nos maisons de détention. En effet, tandis que l'objet principal de ces dernières est de parvenir à l'amélioration morale des prisonniers, en étudiant leurs habitudes et en les détournant de tout ce qui peut les ramener à leurs anciennes fautes ou les entraîner à de nouvelles, la loi sur l'élargissement conditionnel a pour effet d'amener le prisonnier à réfléchir sur lui-même en lui offrant le moyen de reconquérir sa liberté après avoir subi la moitié de sa peine. Rien ne peut compenser la perte de cette liberté, quelque humain que soit le traitement dont le détenu est l'objet pendant la durée de sa peine, et pour recouvrer cette liberté on ne lui demande qu'une conduite exemplaire.

D'après les rapports recueillis sur la conduite des détenus libérés sous condition, le Gouvernement a lieu d'être entièrement satisfait de l'application de la loi. Sur 250 prisonniers ainsi élargis, dont 106 ont déjà atteint le terme de leur condamnation, on n'a eu à enregistrer qu'un seul cas où le libéré, abusant du bienfait de la loi, a commis un nouveau crime avant l'expiration définitive de sa peine. Si l'on excepte ce cas unique, aucun des condamnés élargis n'a été ramené dans l'établissement, ce qui aurait eu lieu aux termes de la loi, s'ils eussent encouru le moindre soupçon de culpabilité ou si fréquentant des gens suspects, ils ne s'en fussent abstenus à la première injonction de l'autorité.

La loi sur les avocats avait déjà été publiée pour la seconde fois en 1855 avec de grandes modifications. Quoique l'on pensât que cette loi

pourrait répondre longtemps à son but et faire cesser les plaintes qui s'élevaient jusque dans le sein de l'assemblée contre la loi et contre les avocats, les mêmes plaintes commencèrent de nouveau à se faire entendre.

Ceux mêmes qui étaient partisans du maintien de la loi demandaient le changement de certaines dispositions, comme par exemple, de restreindre la liberté d'action et les prérogatives des avocats. D'autres demandaient qu'on pût confier ses intérêts à qui l'on voudrait, même en dehors des avocats; d'autres enfin réclamaient, comme on l'avait fait précédemment, la suppression de l'ordre des avocats et la liberté pour chacun d'exercer cette profession.

Que ces plaintes eussent un fondement ou qu'elles fussent exagérées, la chose ne pouvait en rester là. Il fallait que le pouvoir législatif avisât. Le Gouvernement refusa de consentir à la suppression entière de l'ordre des avocats, persuadé qu'il était, que les choses n'en iraient pas mieux pour cela, et que ce serait d'ailleurs aller à l'encontre de tous les motifs qui nous avaient mis dans la nécessité d'instituer en Serbie un ordre d'avocats tel qu'il existe de nos jours dans tous les pays bien organisés. Toutefois, le Gouvernement partageait l'opinion que cette institution, toute nouvelle chez nous, n'était pas sans certains défauts et que, pour cette raison, il fallait aviser à l'améliorer en la conformant aux besoins du pays et particulièrement aux exigences formulées par les Assemblées Nationales. C'est pour cela qu'une proposition a été soumise l'an dernier à l'Assemblée Nationale et que beaucoup de modifications ont été introduites dans la loi sur les avocats. L'avantage capital obtenu par ces changements est que dorénavant les personnes admises dans l'ordre des avocats posséderont à un plus haut degré les qualités désirables, attendu que les conditions d'admission sont plus nombreuses et ont été rendues plus sévères. On a de plus supprimé les restrictions qui interdisaient d'une manière absolue de faire défendre sa cause par une personne étrangère à l'ordre. Mais d'un autre côté, pour prévenir de la part de ces dernières certains abus constatés par la pratique antérieure et pour empêcher le renouvellement des inconvénients que la loi sur les avocats avait pour but de faire disparaître, on a eu soin de prendre certaines mesures qui seront on peut l'espérer, de suffisantes garanties tant pour la sécurité des parties que pour le maintien de l'ordre des avocats.

En ce qui concerne la loi sur le jury, de graves et nombreuses considérations rendaient indispensable l'établissement de cette institution qui existait dans la Serbie des Némania; il s'agissait seulement d'y apporter les changements que comporte notre temps. Plusieurs As-

semblées Nationales avaient exprimé le vœu que cette institution fût introduite chez nous sans délai. Lorsque, en conformité du vœu de la Grande Assemblée Nationale, la Constitution elle-même eut assuré en principe l'introduction du jury, le Gouvernement dut se préoccuper d'approprier cette institution de façon qu'elle répondit à nos besoins et à nos conditions sociales, sans négliger cependant de mettre à profit ce qu'il y a d'utile et de nécessaire dans les institutions analogues des autres États. Les résultats obtenus jusqu'ici sont très-satisfaisants, on peut l'affirmer.

Sachant que l'on ne pourrait trouver parmi le peuple un nombre suffisant de personnes capables de bien comprendre sous toutes ses faces la tâche d'un juré et de prononcer leur jugement en connaissance de cause et avec une entière indépendance, le Gouvernement a eu l'heureuse idée de ne pas séparer les jurés des juges, mais de les réunir en un seul conseil, en une cour, de sorte qu'ils participent ensemble à la solution des questions posées sur la culpabilité des prévenus. De cette façon juges et jurés peuvent s'entr'aider dans leurs délibérations et s'éclairer réciproquement tant sur l'esprit et les prescriptions de la loi, que sur ce qui se rapporte à la connaissance exacte du prévenu. Pris dans son ensemble ce système offre des avantages inappréciables au point de vue de la justesse du verdict.

C'est là la principale qualité de notre institution du jury qui, après avoir été discutée sous tous ses aspects au sein de l'Assemblée Nationale, ne peut répondre parfaitement à nos besoins que sous cette forme. Aussi, bien que la Constitution stipule que l'introduction du jury aura lieu successivement, l'Assemblée Nationale a émis le vœu unanime que cette loi reçût son application immédiatement dans tout le pays. Le jury a donc commencé à fonctionner pour certains délits et, d'après les rapports reçus jusqu'à présent, cette institution est en très-bonne voie de progrès.

La résolution prise il y a peu de temps relativement à la codification de nos lois mérite une mention spéciale.

On sait qu'il était devenu depuis longtemps très-difficile de démêler dans le recueil des lois les ordonnances ou arrêtés restés en vigueur et ceux qui ont été abolis ou modifiés par des dispositions subséquentes. Le fait que beaucoup de dispositions tirées d'ordonnances diverses ont été insérées dans certaines lois, sans que les dites ordonnances aient été expressément annulées et d'autre part le volume considérable du recueil, rendent encore plus malaisé au juge de s'y retrouver.

Afin de mettre plus de clarté dans ce recueil et pour qu'on puisse reconnaître plus facilement les dispositions en vigueur et celles qui

ont été abrogées, le Ministère de la justice a entrepris le remaniement de la collection entière des lois. Toutes les dispositions judiciaires se rapportant à telle ou telle loi existante, auront leur place auprès de cette loi avec les prescriptions qui s'y rattachent. Les dispositions publiées isolément et qui continuent à être en vigueur seront réunies et imprimées à part dans le nouveau recueil.

Ce travail est déjà assez avancé pour que toute la codification puisse s'achever dans le courant de l'année.

De même que le maintien de la paix et de l'ordre est une question vitale pour l'État, la sécurité des personnes et des propriétés est la première condition de prospérité pour toute société. La vie et la propriété sont souvent mises en péril soit par le fait des hommes, soit par l'action des éléments. Sous le premier rapport nous pouvons constater avec satisfaction que l'état du pays va s'améliorer, car d'après les rapports du Ministère de l'intérieur les délits et les crimes au lieu de croître avec le nombre des habitants, diminuent au contraire graduellement. Ainsi en 1870 les autorités de police ont livré aux tribunaux 1.655 malfaiteurs et en 1871 1.218 seulement, c'est-à-dire 437 de moins que l'année précédente.

Dans une région frontière, restreinte il est vrai (3 arrondissements d'Oujitzé et un de Tchatchak), on n'avait pu réussir jusqu'à ces derniers temps à préserver la population du fléau du brigandage. Cette impossibilité provenait de la configuration topographique de la contrée, de la facilité qu'avait les brigands de s'échapper en passant sur le territoire turc et de l'assistance forcée ou volontaire, qu'ils trouvaient des deux côtés de la frontière. Quelles que fussent les difficultés à surmonter, le Gouvernement de la Régence prit la ferme résolution de faire cesser cette anomalie choquante qui subsistait chez nous, bien que dans une seule localité et à cause de la nature du pays. Le mode de répression employé précédemment consistait à donner la chasse aux brigands, mais rarement il amenait le succès désiré. Nous eûmes recours à la promesse de récompenses de plus en plus fortes accordées à ceux qui livreraient les brigands morts ou vifs aux autorités. Ce moyen ne s'étant pas montré non plus efficace, une loi prescrivit le groupement des maisons dans les villages d'où les brigands seraient sortis et dans ceux où ils auraient trouvé refuge. Grâce à ces mesures et surtout à la dernière le but que nous poursuivons a été complètement atteint. Tous les brigands jusqu'au dernier (il y en avait encore huit l'an dernier) ont succombé ou ont été pris vivants. La population de ces contrées vit à présent dans une sécurité et un repos dont elle n'avait jamais joui jusqu'à ce jour.

Nous avons lieu d'espérer que ce mal ne reparaîtra plus; mais si

cela devait être, nous sommes convaincus qu'il serait bien vite extirpé par l'application de la loi sur le groupement des villages, car son effet a été tellement efficace que l'on a, grâce à elle, réalisé en quatre mois ce qui précédemment avait, durant des années, résisté à tous les efforts des Gouvernements.

Dans d'autres localités il arrive que les inondations ravagent les propriétés et font de nombreuses victimes. Une des plus désastreuses de ces inondations a eu lieu l'an dernier. La Régence a aussitôt envoyé sur les lieux trois fonctionnaires supérieurs des plus experts chargés de s'enquérir de l'étendue des dommages ; elle a donné en outre les ordres nécessaires pour subvenir aux plus pressants besoins des victimes, soit au moyen des greniers communaux, soit par des secours tirés des caisses de l'État. Mais la Régence n'a pas voulu se borner au soulagement passager des calamités ; elle a entrepris de mettre pour toujours à l'abri du fléau les populations qui y sont exposées. Dans ce but elle s'est entourée des lumières d'hommes d'expériences et, après avoir rassemblé toutes les données nécessaires, elle a institué une commission spéciale d'experts qui est chargée de lutter contre le mal par la régularisation du cours de la Morava et par tout autre moyen. Le cours de cinq rivières a déjà été régularisé sur une longueur de plusieurs milliers de toises et il a été creusé neuf nouveaux canaux dont plusieurs ont des bords en maçonnerie.

En certains endroits le Danube minant ses rives cause des éboulements fréquents de terres fertiles ; dans le département de Pojar'vatz le sable volant, accumulé sur la rive par le vent, continue ses envahissements au préjudice de l'agriculture à laquelle il a déjà soustrait un espace de terrain considérable. Pour mettre un terme à ces dévastations, on a eu recours aux mesures préservatrices déjà employées antérieurement. On a planté sur la rive du Danube plusieurs centaines de milliers d'arbres que l'on soigne et l'on a semé de vastes pépinières.

La sollicitude dont la protection des personnes et des propriétés a été l'objet n'a pas fait non plus défaut à l'égard de la santé des gens et du bétail. Le nombre des médecins, des hôpitaux et des pharmacies a été augmenté. Ces dernières sont soumises au contrôle d'une commission spéciale, et le prix des médicaments a été abaissé. Plusieurs sources minérales ont été découvertes et analysées ; quelques-unes d'entre elles ont été rendues d'un accès et d'un usage plus commodes. Le Gouvernement s'est également occupé des détenus au point de vue sanitaire ; il a amélioré l'état des prisons et des hôpitaux où l'on soigne les prisonniers malades.

Les épizooties qui exercent si souvent leurs ravages sur le bétail

turc, ont toujours été arrêtées à la frontière, grâce à une police sanitaire bien organisée et à des prescriptions sévèrement observées, de sorte que la Conférence internationale du bétail, tenue à Vienne, et dans laquelle a siégé notre délégué, a décidé sans la moindre hésitation que la Serbie pouvait à juste titre entrer dans la catégorie des États vis-à-vis desquels il n'y a pas lieu de prendre d'une manière permanente des mesures de précaution.

Le perfectionnement des forces militaires, qui a été l'objet des préoccupations du Gouvernement de la Régence, peut se considérer sous le double rapport du matériel et du personnel.

En ce qui concerne le matériel, les fusils (système Green) ont été perfectionnés et un nombre suffisant d'anciens fusils ont été transformés d'après le système Peabody.

Toute la première classe de la milice et toute l'armée régulière sont pourvues d'armes se chargeant par la culasse qui peuvent soutenir la comparaison avec les fusils les plus perfectionnés de l'époque actuelle. Les fusils dont la première classe de la milice était armée antérieurement ont été distribués à la seconde classe.

Outre les fusils qui sont entre les mains des soldats, il y en a encore une quantité considérable en réserve.

Toutes les munitions nécessaires pour ces armes sont déjà prêtes ou la fabrication en est assurée par la quantité suffisante de matériaux dont on a fait l'acquisition afin de pouvoir constamment tenir l'approvisionnement au complet. La confection même de ces munitions est assurée par l'établissement d'une fabrique de douilles qui fonctionne régulièrement.

On a considérablement augmenté le nombre des pièces d'artillerie, ainsi que l'approvisionnement en munitions, le matériel accessoire et particulièrement le train d'artillerie.

La plus grande partie de la milice du premier ban est pourvue d'uniformes. On a également fait l'acquisition de divers objets d'équipement, tels que tentes et matériel d'ambulances.

Pour ce qui est du personnel, nous avons à noter la création de deux nouveaux bataillons d'infanterie dans l'armée régulière. De plus les deux demi-bataillons de pionniers ont été portés à deux bataillons complets.

La première classe de la milice a été augmentée de la moitié de son effectif antérieur et complétée par l'adjonction de diverses spécialités.

La création d'une inspection de l'artillerie a mis cet arme sous un commandement unique tant pour l'instruction que pour l'armement.

Les changements et compléments apportés à la loi sur l'organisation

militaire et sur le recrutement de l'armée ont introduit certaines réformes qui ont donné à la milice nationale un champ plus vaste et une plus grande importance.

Le remplacement a été aboli dans l'armée régulière et l'obligation du service militaire est devenue le devoir général de tous les citoyens serbes.

L'institution du volontariat d'un an atténué les inconvénients de l'obligation du service et l'armée se renforce par là des éléments intelligents de la nation. Ainsi a été créée la possibilité de former insensiblement les cadres de la milice.

L'entretien de la milice quand elle forme des rassemblements d'une certaine importance est maintenant réparti d'une manière plus équitable sur toute la population, au lieu d'être comme précédemment à la charge des soldats eux-mêmes.

L'instruction des chefs de la milice dans des cours spéciaux a étendu et raffermi leurs connaissances militaires. Les écoles de la troupe ont été organisées de manière que chaque soldat à l'expiration de son temps de service sait lire et écrire.

L'introduction de l'examen pour les officiers a donné une plus grande impulsion à leurs progrès dans les sciences; les emplois d'officier seront remplis maintenant par des personnes plus capables. L'augmentation notable de ce corps a satisfait à un besoin qui se faisait sentir même en temps ordinaire.

La modification et le complément du §. 3 de la loi sur l'organisation de l'armée ont particulièrement contribué à simplifier les rouages de l'administration.

L'ensemble des forces militaires du pays a été porté au point qu'il peut inspirer à la nation une confiance entière pour sa défense et le maintien de ses droits, ainsi que pour la sauvegarde de son avenir.

L'action d'une Régence s'exerce ordinairement plutôt à l'intérieur qu'à l'extérieur. La Régence serbe s'est proposée pour but dans sa politique extérieure de préparer et de développer les éléments nécessaires à l'avenir de la nation de manière à obtenir, dans l'intérêt de la consolidation de l'État, la reconnaissance de l'hérédité dans la dynastie nationale, à procurer réellement à l'État son entière liberté d'action à l'intérieur, à maintenir intacts les droits acquis par les traités internationaux, et enfin de procurer au peuple le plus d'avantages possible dans ses rapports avec l'étranger.

Des négociations ont eu lieu à ce dernier point de vue avec la S. Porte, avec le Gouvernement Austro-Hongrois et avec la Compagnie des bateaux à vapeur du Danube, pour donner des facilités au commerce surtout en ce qui concerne les communications. Nous avons

ouvert la discussion avec tous les États voisins sur les questions commerciales les plus importantes et traité celle de la juridiction étrangère dans notre pays. Plusieurs de ces négociations ont déjà obtenu un certain succès. Il existait depuis fort longtemps un bureau de poste autrichien à Belgrade. Ce vestige d'administration étrangère qui s'étendait même aux nationaux serbes, constituait une anomalie dans notre état d'autonomie intérieure. La Régence y a mis fin par un accord avec le Gouvernement Austro-Hongrois. Par la convention postale conclue avec ce Gouvernement sur la base d'une entière égalité de droits politiques, la Serbie a été dotée d'une administration indépendante même à l'extérieur. Non-seulement des communications postales avec le monde entier ont été ouvertes ainsi à la population de toute la Principauté, mais celle-ci a fait un pas en avant dans l'exercice du droit public. En 1868 la Serbie a pris part à la conférence télégraphique internationale. Il a été conclu entre elle et presque tous les États étrangers des conventions, par lesquelles notre administration télégraphique a été mise, au point de vue des relations internationales, sur le pied d'une égalité parfaite de droits. La Serbie a été représentée de même dans la conférence de Berne et dans celle de Rome en 1871.

La Serbie a également envoyé son délégué au congrès général de statistique de La Haye en 1868 et elle est représentée cette année dans un congrès semblable à Saint-Pétersbourg. Un délégué Serbe a siégé aussi dans la conférence sur les chemins de fer qui s'est réunie à Vienne pour s'occuper de la jonction des lignes turque et austro-hongroise avec la ligne serbe, laquelle est projetée et déjà approuvée par l'Assemblée Nationale. La Serbie a enfin été représentée officieusement à la Conférence des Grandes Puissances réunie à Londres pour résoudre la question de la Mer Noire. Prévoyant qu'à cette occasion, la question de la navigation du Danube pourrait être agitée, considérant que cette question se lie intimement à celle du dégagement des Portes de Fer, qui nous intéresse directement, et appréhendant qu'on ne prit à cet égard telle décision qui ne répondrait pas aux intérêts de la Serbie, ni aux droits qui lui sont assurés par les actes solennels des Grandes Puissances, nous avons envoyé à Londres un délégué, chargé de les maintenir intacts. La correspondance officielle échangée à cette occasion, la première que le Gouvernement ait livrée à la publicité en Serbie, témoigne des difficultés qu'on a rencontrées et constate l'heureux résultat obtenu, grâce au sentiment de justice qui a animé les Puissances.

Les liens d'amitié qui existaient avec notre voisine la Roumanie ont été resserrés par une convention sur l'extradition réciproque des

malfaiteurs et des déserteurs. Nous avons aussi conclu avec elle un traité postal qui sera soumis à la prochaine Assemblée Nationale.

Outre la reconnaissance que nous avons obtenue de la S. Porte du droit important d'hérédité dans la dynastie nationale des Obrénowitsch et les démarches que nous avons renouvelées auprès du Gouvernement Impérial relativement à la question du chemin de fer, nous avons été constamment en pourparlers avec lui au sujet de l'évacuation du Petit Zvornik et de Sakhar. Bien que cette dernière question soit depuis longtemps résolue en principe entre la S. Porte et le Gouvernement Princier et même que le mode de règlement en ait été pratiquement déterminé, elle n'a pas reçu jusqu'à ce jour son règlement définitif. La Régence espère cependant que la S. Porte donnera par une réponse satisfaisante un nouveau témoignage de son respect consciencieux de nos obligations réciproques.

Dans le désir d'abréger autant que possible cet aperçu des travaux de la Régence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, nous avons cru devoir nous abstenir de mentionner un grand nombre de lois et de mesures administratives, d'autant plus que V. A. a pu elle-même se tenir au courant des affaires de l'État, en assistant dans les derniers temps aux études et discussions auxquelles elles donnaient lieu, soit dans les séances du Conseil des Ministres, soit dans les bureaux de la Chancellerie de la Régence, où V. A. daignait se rendre chaque jour, depuis un an.

Si la Régence serbe ne s'est pas renfermée dans la tâche de la consolidation intérieure, tâche qui incombe ordinairement partout à un conseil de Régence, à cause du caractère provisoire de ce Gouvernement, il faut l'attribuer d'abord au besoin qu'éprouve tout Gouvernement d'être la fidèle expression des vœux de la nation, puis aussi à notre désir, comme à notre devoir, de frayer au Gouvernement de V. A. un chemin plus facile et de mieux dégager le terrain politique de tous les obstacles qui y subsistaient. Si, au sortir de la crise extraordinaire causée par la catastrophe de Topchidère, nous avons osé affronter une autre crise, pacifique il est vrai, mais néanmoins d'une importance incontestable, puisqu'il s'agissait de modifier les bases mêmes sur lesquelles repose l'État⁴; si, en outre nous avons pu obtenir hors de la Principauté la reconnaissance du droit d'hérédité, si longtemps contesté et en préserver d'autres de toute atteinte ou en augmenter la sphère, nous le devons surtout à la sage et patriotique attitude de notre population. En nous inspirant ainsi la confiance nécessaire dans la stabilité de la situation intérieure, elle nous a mis dans la possibilité de nous mouvoir plus librement au dedans et au dehors. Si, dans ce court espace de quatre années, de grandes réformes

ont été réalisées, si des affaires de tout genre ont été heureusement réglées, sont en voie de l'être ou tout au moins sont entamées, de telle sorte que les conséquences salutaires de cet état de choses se font déjà sentir et pour le peuple et pour l'État, ce résultat doit être attribué aussi à la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner dès le commencement et jusqu'à ce jour entre les Membres de la Régence, puis à l'intelligence et à l'activité de nos Ministres auxquels nous restons obligés, comme au zèle des autres organes politiques que nous recommandons à la bienveillante attention de V. A. Ces bons résultats doivent être attribués enfin à l'empressement et aux dispositions excellentes de l'Assemblée Nationale, avec qui nous avons toujours marché dans le meilleur accord et qui, en toute occasion, nous a fortifiés par l'expression de son entière confiance. Le Gouvernement de la Régence est heureux de laisser après lui l'exemple d'une concorde qui n'a pas cessé un instant de régner entre tous les éléments politiques et entre ceux-ci et la nation.

Abandonnant du reste à l'histoire le soin de prononcer son jugement impartial sur nos travaux, dans ce moment solennel où nous remettons à V. A. le pouvoir suprême, nous ne pouvons dissimuler la satisfaction que nous éprouvons de nous être efforcés consciencieusement de réaliser toutes les promesses faites au peuple. C'est ainsi que nous sommes à même de faire monter V. A. sur un trône qui n'a jamais été aussi solide en Serbie et de remettre entre vos mains le gouvernail de l'État, politiquement régénéré, militairement fortifié et financièrement mieux pourvu qu'il ne l'a jamais été, malgré l'augmentation des dépenses et sans aucun accroissement des charges qui pèsent sur le peuple.

En présentant les premiers à V. A. nos félicitations pour sa prise de possession du Gouvernement, nous prions de tout notre cœur le Tout-Puissant de conserver votre précieuse existence, afin que vous puissiez réaliser jusqu'au bout les grandes espérances que le peuple serbe a placées dans l'illustre maison des Obrénowitsch. Vive le Prince de Serbie Milan M. Obrénowitsch IV !

Dans ces sentiments de joie et d'espérance, nous avons l'honneur de prier V. A. de daigner agréer l'assurance de notre plus profond dévouement.

Signés : M. P. BLAZNAVATZ, J. RISTITCH, J. GAVRILOVITCH.

**Grèce. — EXPOSÉ DE M. DELIGIORGIS AU CONSEIL DES MINISTRES
DE GRÈCE SUR L'AFFAIRE DU LAURIUM.**

Athènes, le 26 août 1872.

Mon séjour provisoire au ministère des affaires étrangères m'ayant fourni l'occasion d'étudier tout ce qui a rapport à l'affaire bien connue de la compagnie Roux-Serpieri, je crois devoir au Conseil des ministres un exposé de mes impressions personnelles et de l'opinion à laquelle je me suis arrêté, après une étude conscientieuse des documents relatifs à cette question.

Ce qui m'a surtout frappé, c'est l'état où j'ai trouvé cette question lors de la formation du ministère actuel.

Deux actions, l'une politique et diplomatique, l'autre privée et purement financière, marchaient de concert. L'Italie avait pris l'initiative, dans le courant du mois d'avril, de conseiller à notre Gouvernement, par l'entremise de notre légation à Rome, de s'arranger avec la compagnie, sans quoi cette puissance se verrait obligée de s'entendre avec la France pour des démarches ultérieures. Le Gouvernement Hellénique obéit et entra en pourparlers avec la compagnie. Malgré cela, l'ingérence et l'action diplomatique ne s'arrêta pas. Au moment où les négociations étaient en pleine activité, les ministres de France et d'Italie faisaient tenir à notre Gouvernement leurs notes en date du 5 juillet.

L'affaire ainsi menée rendait toute solution impossible. En effet, tout accord entre particuliers implique une liberté pleine et entière des parties contractantes ; mais cette liberté devient illusoire dès que deux Grandes-Puissances prennent fait et cause pour l'une des parties, qui passe à leurs yeux comme ayant été lésée par l'autre.

Ces deux documents, que je soumets à votre appréciation, me dispensent de tout commentaire sur ce que je viens de signaler.

J'ai cru donc devoir m'occuper, avant tout, à séparer les deux questions, la question politique et la question d'intérêt privé ; aussi me suis-je empressé de faire connaître à MM. les ministres de France et d'Italie mon opinion sur ce sujet, ainsi que les motifs sur lesquels elle était fondée. Cette opinion je n'ai cessé de la soutenir dans tous les entretiens que j'ai eu l'honneur d'avoir avec eux relativement à cette question.

Ainsi que je viens de le dire, dans l'étude que j'ai faite de cette affaire, je me suis surtout appliqué à séparer la question supérieure de droit international, qui seule fait agir les gouvernements, des intérêts purement matériels, qui servent de mobile à une société de spéculateurs. Car il est clair que les Gouvernements de France et d'Italie ne se sont constitués défenseurs de ces intérêts auprès du Gouver-

nement Hellénique, que dans la supposition d'une violation de sa part des droits que nos lois assurent à tout industriel étranger. Ce qui m'étonne c'est de voir se prolonger indéfiniment la discussion sur une question, dans laquelle les intérêts de ces deux Puissances tiennent à sauvegarder les intérêts de leurs sujets, nous ne tenons pas moins à ne pas encourir le reproche d'avoir sacrifié à un intérêt quel qu'il soit la protection que nos lois et les relations internationales assurent aux étrangers. Tout au contraire, la Grèce est prête à se soumettre à tout sacrifice matériel pour rester fidèle à ses institutions, qui protègent efficacement les droits acquis, et se montrer digne de son indépendance, par sa bonne foi dans ses rapports avec les étrangers, et son attachement aux droits et aux obligations, dont la loi internationale accompagne cette indépendance.

J'ai donc laissé de côté, pour le moment, toute idée d'un arrangement quelconque entre notre Gouvernement et la compagnie, et toute considération ayant rapport aux intérêts purement matériels, pour ne m'attacher qu'à l'examen de l'allégation des deux puissances intervenantes, d'après laquelle la Grèce aurait privé la compagnie en question de la protection des lois du pays. Je crois donc, Messieurs, que c'est cette même règle de conduite que nous devons suivre dans notre discussion avec les diplomates étrangers, pour mieux protéger l'honneur du pays et sauvegarder plus aisément nos intérêts matériels.

Les dernières notes de la France et de l'Italie, auxquelles nos prédecesseurs nous ont légué la tâche difficile de répondre, sont vives mais assez vagues. C'est dans celles qui les ont précédées qu'il nous faut rechercher le germe du malentendu. Celles-ci ont d'ailleurs l'avantage d'être claires et péremptoires.

« En 1871, — nous citons le texte de la note collective de la France et de l'Italie du 23 mai 1871, — le Gouvernement propose et la Chambre adopte une loi qui déclare ces matières propriétés nationales. Ce fait prouve que, antérieurement à cette date, et en l'absence de toute disposition législative à cet égard, ces matières étaient réglées par les principes du droit commun et qu'elles pouvaient être l'objet de transactions particulières. Une loi ne peut que réglementer et consacrer un droit; elle ne saurait avoir la prétention de le fonder, en en faisant remonter l'effet, à sa convenance, dans le passé et au mépris des droits acquis, qui, forcément, le limitent. C'est pour cette raison que toutes les législations ont consacré en principe que l'État est tenu à offrir une compensation aux particuliers, de la propriété desquels il dispose pour des motifs d'intérêt public. (Art. 12 de la Charte constitutionnelle de la Grèce.) »

« Il s'agit d'une loi, — nous citons le texte de la note de l'Italie du 24 juin 1871, — qui exproprie la compagnie de ses droits et met cette dernière dans l'impossibilité de les faire valoir par voie de justice. »

Ainsi donc les Gouvernements de France et d'Italie sont intervenus en faveur de la compagnie franco-italienne :

1^o Parce que nous aurions violé les lois existantes par une nouvelle loi ayant pouvoir rétroactif;

2^o Parce que nous aurions porté préjudice aux droits acquis de la compagnie en lui interdisant la voie de la justice.

Je commencerai par examiner si, en effet, nous avons porté atteinte aux lois existantes et fermé à la compagnie la voie judiciaire, et ensuite je rechercherai s'il a jamais existé ombre de droits *acquis*.

I

L'article 2 de la loi sur les ecolades (rejets) définit rigoureusement le but et le motif de cette loi et rend, heureusement, impossible toute interprétation erronée. Voici cet article :

« Art. 2. Les ecolades *comme appartenant à l'État* sont régies par les dispositions de cette loi. »

Avant d'analyser cet article je vous rappellerai son histoire, qui suffira à témoigner surabondamment de notre attachement à la légalité et à notre Constitution.

Les débats auxquels cet article a donné lieu à la Chambre furent très-longs. La longueur de cette discussion tenait à ce que la rédaction du projet de loi ministériel était accusée de *créer un nouveau droit*, tandis que la Chambre ne consentait à voter une loi sur la disposition des ecolades, qu'autant qu'elle découlerait des *lois existantes*. Cette considération fit demander l'élimination de l'article 2 et proposer une nouvelle rédaction qui ne *créait* rien et ne *changeait* rien aux lois existantes. L'article 2 du projet de loi ministériel était ainsi conçu : « Les ecolades *appartiennent à l'État*. Leur exploitation n'est permise que par un acte du Gouvernement, etc. »

Les ministres et leurs partisans eurent beau s'évertuer à prouver qu'ils n'entendaient pas par ce projet *créer un droit nouveau*, que tel n'était pas le sens de cet article. Malgré leurs efforts cet article fut rejeté pour être remplacé par un autre, dont la rédaction ne put donner lieu à *aucun doute*. Comme tel fut adopté à l'unanimité l'amendement de M. Zaïmis, devenu l'article 2. « Les ecolades *comme appartenant à l'État* sont régies par les dispositions de la présente loi. »

M. Zaïmis a accompagné son amendement des considérations ci-après :

» Zaïmis. Que l'on dise : « *Les ecolades appartiennent à l'Etat* », ou bien : « la disposition des ecolades *comme appartenant à l'Etat* est régie, etc. », c'est, selon moi, la même chose. La première rédaction aurait peut-être besoin de quelques éclaircissements. Mais ces éclaircissements nous ont été fournis ; et aussi bien le ministre qui a présenté le projet de loi, que les orateurs qui l'ont soutenu, ont affirmé que par la rédaction *les ecolades appartiennent à l'Etat* on n'entend pas créer aujourd'hui un droit, mais *tout simplement le proclamer* ; l'article est *déclaratif* et non pas *constitutif*. Toutefois comme plusieurs députés des plus sérieux, et particulièrement M. Délégieorges et autres, tiennent à la seconde rédaction, je n'ai aucune difficulté à l'admettre, pour qu'il soit constaté qu'il n'existe le moindre doute sur le sens de cet acte législatif. »

Après ces éclaircissements de M. Zaïmis, le président de la Chambre a posé la question en ces termes :

« Président. Voici l'amendement de M. Zaïmis : « Art. 2. *Les ecolades comme appartenant à l'Etat sont régies par les dispositions de la présente loi.* » Ceux qui adoptent l'article sont priés de se lever. (Tous les députés se lèvent.) Adopté. »

Ainsi la loi sur les ecolades n'a pas créé un *nouveau droit* ; elle n'a fait que disposer de droits établis par les lois existantes. La Chambre, de son côté, n'a consenti à la voter à l'unanimité qu'après en avoir rendu le sens et la rédaction aussi explicites que possible ; de sorte que nous pourrions invoquer en faveur de cette loi le texte même de la note de la France et de l'Italie, qui cependant l'accusent d'être inconstitutionnelle et spoliatrice.

» Une loi ne peut que réglementer et consacrer un droit ; elle ne saurait avoir la prétention de le fonder, en en faisant remonter l'effet, à sa convenance, dans le passé et au mépris des droits acquis qui forcément, le limitent. »

En effet tout gouvernement et tout corps législatif a le *droit* et le *devoir* d'avoir *une opinion* sur les dispositions des lois existantes. Ce droit et ce devoir ne peuvent avoir aucune limite ; car sans cela un Etat cesserait d'être administré. Cela se voit chaque jour et partout. Les lois existantes sont réglementées et appliquées par des lois et des ordonnances, qui découlent de l'*opinion* du gouvernement ou du corps législatif sur les lois existantes. Telle est la loi en question ; il ne s'agit que de la *disposition* des ecolades comme propriété nationale d'après les lois existantes. Par cette loi on n'a pas voulu modifier, en

quoi que ce soit, les lois existantes sur la propriété des substances minérales.

Et même, elle n'a pas été votée pour leur donner une *interprétation authentique*, ce qui pourrait donner lieu à croire qu'elle a un effet rétroactif; car personne n'ignore la forme particulière qu'affectent les lois d'interprétation authentique, qui sont introduites dans le Corps législatif *sous ce titre et dans ce but* et mentionne expressément *la loi interprétée*. Aucune de ces circonstances ne se rencontre ici, il n'y a eu ni proposition aucune ni modification du projet de loi à cet effet ni même mention dans le procès-verbal que cette loi est une interprétation authentique et obligatoire d'un loi antérieure. Mais, même en supposant que cette loi fut une interprétation authentique des lois préexistantes, elle n'aurait aucun effet rétroactif sur les transactions intervenues avant sa promulgation.

Au contraire l'article 2 est si peu essentiel, qu'il aurait pu être retranché sans inconvénient de la loi en question; car il se borne à exprimer *l'opinion* de la Chambre sur les *lois existantes*, lesquelles après cette *opinion*, restent *intactes*, comme il arrive chaque fois qu'on fait une nouvelle loi qui, découlant d'une ancienne, ne crée rien et ne sert qu'à réglementer le mode de son application.

Ainsi l'article 2 n'a été voté que dans le but de rendre manifeste et incontestable précisément le *contraire* de ce que l'on reproche sans raisons à cette loi. Il a été voté pour prouver que la Chambre ne se livre à aucune innovation, comme aurait pu le faire soupçonner la rédaction primitive du projet de loi; il a été voté parce que la Chambre n'entendait pas créer un nouveau droit, en d'autres termes voter une confiscation; il a été voté pour prouver qu'après son adoption les lois existantes restent en pleine vigueur, soumises comme par le passé à l'interprétation des tribunaux ordinaires; l'article 2, enfin, contient que le *motif de la loi* (*ratio legis*).

La *ratio legis* n'a rien de commun avec une *nouvelle loi*, et encore moins avec une loi qui aurait pouvoir rétroactif au préjudice de droits acquis. La *ratio legis* est elle-même un des éléments qui concourent à l'interprétation dogmatique des lois, laquelle cependant ne saurait avoir d'autres limites que le travail intellectuel du juge. Car la *ratio legis*, même quand elle est exprimée dans la loi, comme dans l'espèce, (*ώς ἀνίκουσαιει ց Կբատօս — comme appartenant à l'État*) n'en devient nullement une partie intégrante, d'après l'opinion très-explicite de Savigny (I, § XXXIV) :

« Ce mot (motif de la loi, *ratio legis*) a deux sens différents selon qu'on l'applique au passé ou à l'avenir; ainsi il désigne : 1^o *la règle supérieure de droit*, d'où sort la loi comme déduction et conséquence;

2^o l'effet que la loi est appelée à produire, c'est-à-dire le but, l'intention de la loi,

« *Le motif de la loi peut être plus ou moins certain. Il ne l'est jamais davantage que s'il se trouve exprimé dans la loi ; mais alors même il demeure distinct de son contenu, et n'en devient nullement partie intégrante.* »

Ainsi Savigny décide *ad hoc* la question de la signification de l'article 2 et rend toute discussion ultérieure inutile. D'après l'opinion de ce savant jurisconsulte la phrase « *comme appartenant à l'État* » ne change rien aux lois antérieures et, de plus, elle est tout-à-fait indépendante du contenu de la loi sur les évolades et dépourvue de toute force législative.

S'il était nécessaire de démontrer toute l'étendue de ce droit de l'État, il nous suffirait d'emprunter un seul exemple à la France, celui de la disposition du sel gemme. Le Gouvernement et le corps législatif, qui avaient un droit incontestable d'avoir une opinion sur le sens des lois existantes, ont poussé ce droit jusqu'aux dernières limites, en décidant que le sel gemme était soumis aux dispositions de la loi de 1810. Or dans cette loi il n'était aucunement question de sel gemme et, de plus, il était impossible d'attribuer cette commission à une erreur ou à un oubli ; car le sel gemme avait été d'abord compris dans le projet de loi élaboré dans le Conseil d'État, et retranché ensuite, sur l'ordre de Napoléon I^r, après de longues discussions, à la septième rédaction de ce projet de loi, dans la séance du 24 février 1810. (Locré, XXIV, 2, et Bury, *Traité de législation de mines*, I, page 16).

Le Ministre des finances et chef du cabinet, M. Villèle, défendant son projet de loi, par lequel il demandait que le sel gemme fût concédé au fisc d'après les dispositions de la loi de 1810, répondit à ceux qui lui objectaient, que ce projet de loi était en contradiction avec la loi 1810 :

« Si la concession était au contraire aux principes, contraire à la lettre de la loi, nous serions forcés de nous présenter devant vous pour nous faire observer le dommage, qui résulterait de l'exécution d'une loi antérieure, et pour vous en demander le rapport, ou du moins d'y faire une exception. Nous n'avons pas cru être dans cette nécessité. » (*Moniteur*, 1 avril 1825.)

Le pouvoir législatif de France, en votant la loi du 6 avril 1825, n'a pas entendu faire une loi *ad hoc*, ni donner l'interprétation que les sels gemmes sont des mines. Il a seulement supposé que, *selon sa propre opinion*, les sels gemmes étaient des mines d'après les lois antérieures, et il a voulu réglementer par la nouvelle loi le mode de leur

disposition en faveur de l'État dans dix départements de la France. Cela est si vrai, que les tribunaux français, en jugeant sur les sels gemmes, postérieurement à la loi de 1825, ne se sont pas crus obligés par cette loi à considérer les sels gemmes comme des mines. Tout au contraire, tantôt ils portèrent des jugements opposés à l'opinion du corps législatif, se refusant à admettre que les sels gemmes soient compris dans la loi de 1810 sur les mines, tantôt ils les ont en effet considérés comme des mines, non qu'ils se crussent forcés à cette interprétation par la loi de 1825, mais parce qu'ils avaient interprété les lois antérieures de la même manière que le corps législatif. Cette *ambigüité* de la législation sur les sels gemmes, qui n'avait pas cessé par la loi de 1825, fut une des causes, qui donnèrent naissance à la loi du 17 juin 1840, dont l'article 2 a expressément compris l'exploitation des mines de sel parmi les mines : « Art. 2, Les lois et les règlements généraux sur les mines sont applicables aux exploitations des mines de sel. » Dalloz, *Jurisprudence v. Sel*, No, 83, et *Annales des mines*, 3^{me} Série, VIII, page 552).

Ainsi la base sur laquelle s'appuient les notes de MM. les ministres de France et d'Italie n'est pas solide. Car il n'est pas exact que nous ayons par une nouvelle loi ayant pouvoir rétroactif porté atteinte à des lois antérieures.

Je vais maintenant, messieurs, vous exposer les considérations, sur lesquelles nous avons fondé, dans l'administration comme dans la législature, notre opinion que les ecoalades sont une propriété de l'État.

II

Cette question n'a rien de commun avec la théorie *des droits acquis*, dont il s'agit dans l'affaire Roux-Serpieri. Une *opinion* du pouvoir exécutif ou du pouvoir législatif, quand elle ne se formule pas en une *loi créant des droits nouveaux au préjudice des droits acquis*, peut être vraie ou fausse, mais elle est *inoffensive*, étant toujours *contestable* et n'exerçant aucune influence sur les décisions du pouvoir judiciaire, indépendant de tout autre pouvoir et jugeant en dernier ressort. Cela est surtout vrai pour la Grèce, où les juges sont inamovibles, et d'autant plus indépendants qu'il n'existe pas chez nous, comme ailleurs, aucune espèce de tribunaux administratifs, ni un Conseil d'État à qui appartient, dans d'autres pays, l'interprétation des actes de concession de mines. Sur ce point je n'ai qu'à rappeler l'exemple déjà cité de ce qui s'est passé en France après la loi de 1825.

Quoi qu'il en soit, je me suis aussi livré à l'examen de cette question. Il est vrai que nous pourrions nous borner à répondre aux

gouvernements de France et d'Italie, qu'il n'existe aucun motif justifiant une intervention en faveur de la compagnie, puisqu'il ne s'agit ni d'un déni de justice, ni d'une protection inconstitutionnelle de la justice, ou du pouvoir législatif. Mais j'ai cru qu'il valait mieux les convaincre en même temps, que la manière de voir sur laquelle s'appuie la loi sur les ecolades est la seule vraie, et que la compagnie franco-italienne, non-seulement n'a pas perdu, par l'effet de cette loi, la faculté d'avoir recours aux tribunaux, si elle diffère d'opinion, mais encore qu'elle n'a fait que forger une fable, en parlant de droits quelconques qu'elle aurait acquis sur les ecolades. Cette tâche est d'autant plus nécessaire que cette compagnie est parvenue à égarer l'opinion publique de l'Europe ; et cela va si loin que, même parmi les défenseurs des droits de la Grèce, il y en a beaucoup qui croient à l'*existence d'un acte de concession des ecolades, lequel aurait été révoqué par une loi.*

Je crois hors de propos de recourir aux auteurs romains et byzantins pour prouver, par l'autorité de l'histoire et les textes, l'uniformité du système de législation, auquel était jadis soumise l'Attique en ce qui regarde les mines et le droit de leur exploitation. Cet examen rétrospectif serait oiseux ; car la question qui nous occupe relève aujourd'hui d'une législation toute moderne et encore en pleine vigueur dans notre pays.

Les premiers législateurs du royaume grec furent les Bavarois de la Régence. Ceux-ci furent appelés à doter de lois un pays à peine tiré de la domination du plus absolu des princes, le Sultan, et ils venaient eux-mêmes de la Bavière, c'est-à-dire d'un État soumis depuis le xv^e siècle au régime du droit régalien (Bergregal), qui comprenait tout ce qui concerne les mines, s'étendant, d'après l'ordonnance de 1784, sur toute substance minérale en filons, en amas et en alluvion, et en général sur toute *substance métallifère*.

« La législation, sous l'empire de laquelle se développe l'industrie minière de la Bavière, est fondée sur le droit régalien, qui paraît avoir été en vigueur dans ce royaume dès le xv^e siècle. Les siècles suivants n'ont fait que tirer des principes du droit régalien les diverses conséquences dont l'ensemble forme, en ce qui concerne les mines, ce système légal et administratif, commun aux États de l'Allemagne, dont nous possédons déjà les éléments.

Une question fort importante en Allemagne est celle de savoir quelles sont les substances auxquelles s'applique le droit régalien ; une Ordonnance de 1784 la résout pour la Bavière. D'après cette ordonnance, le droit régalien comprend toutes les espèces de substances minérales, en filons, en amas et en alluvion, et non pas

seulement les substances métallifères ». (Édouard Dalloz, *De la propriété des mines*, II, p. 630.).

Ces législateurs Bavarois devaient, comme de raison, introduire chez nous en matière de mines le système de Bavière, d'autant plus que ce système semblait indiqué par les traités internationaux et les protocoles échangés entre la Grèce, les États européens et la Turquie. D'après ces documents les droits régaliens du Sultan étaient transmis pleins et entiers à l'Etat grec, (Protocole du 4/16 juin 1830 et Convention du 18 mars 1833).

En ce qui regarde l'Attique, cette succession d'un pouvoir à un autre offre quelque chose d'exceptionnel. En effet l'Attique ne s'est pas affranchie en même temps que les autres provinces; elle a été cédée par traité au royaume hellénique, et la cession n'a eu lieu que le 10 février 1833, juste au moment où les Bavarois étaient occupés à transplanter dans le nouveau royaume les lois de leur patrie, de sorte que relativement à l'Attique il n'y eut aucun intervalle entre les deux législations.

Jetons d'abord un coup d'œil sur la législation turque en fait de mines, législation que les Allemands trouvèrent encore en vigueur.

Nous possédons dans nos archives un précieux document sur cette législation : c'est la réponse à des éclaircissements demandés, il y a quelques années, par le Gouvernement hellénique à celui de la Sublime Porte. D'après ce document les mines, sans exception, appartenaient à l'Etat ; au Laurium, les terrains eux-mêmes étaient une propriété du domaine, ayant été cédés l'an de l'Hégire 1205 (1790 P. C.) à la Monnaie.

A ces renseignements officiels j'ajouterais l'opinion de M. E. Dalloz, qui s'est occupé spécialement de la législation sur la propriété des mines dans tous les Etats de l'Europe et la Turquie, depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours. (Dalloz, *De la propriété des mines*, II, page 704.)

« D'après le Koran, Dieu seul est le propriétaire réel, absolu de la terre, et les hommes n'en sont que des possesseurs, des usufruitiers. Le Miri, ou Trésor public, revendique comme la tenant de Dieu, la propriété du sol, et l'Imam (le Sultan) en est l'administrateur. Le sol, selon la loi Turque fondée sur le Koran, est ainsi réputé appartenir à l'Etat et cette attribution s'applique au fond comme à la surface. Le droit régalien le plus absolu, élevé à la hauteur d'un dogme religieux, est donc, en Turquie, le point de départ et le fondement de toute la législation minière.

» L'Etat, c'est-à-dire le Sultan, étant, comme représentant de

Dieu sur la terre, propriétaire de toutes les mines de l'Empire, a le droit de les exploiter directement pour son compte ; et c'est ce qui a lieu en effet pour le plus grand nombre des mines et usines ».

Telle est la législation sur les mines que les Allemands trouvèrent en vigueur à leur arrivée. D'accord avec elle, ils attribuèrent ce droit régalien à la juridiction du secrétaire des finances, par la loi organique sur les attributions de la secrétairerie des finances en date du 3/15 avril 1833, art. 2, ch. 8.

» Zu dem Wirkungskreise des Ministeriums der finanzen gehoren : der bergbau des staats, dessen Erweiterung und vortheilhafte Betreibung ; die Bewahrung und Nuzbarmachung des Bergregals. »

» Aux attributions du Secrétaire des finances appartiennent : l'exploitation des mines, son développement et sa bonne administration ; la conservation du *droit régalien sur les mines*. »

D'après cette loi très-explicite, personne, ni avant la cession de l'Attique au royaume hellénique, ni après cette cession par traité, ne pouvait acquérir de droits de propriété sur les mines et les minérais du Laurium, sans s'entendre au préalable avec le ministre des finances, qui seul était chargé de *garder*, de *développer*, et d'*utiliser* ce droit régalien. Depuis lors, le Gouvernement hellénique, d'accord avec cette loi, a continué à se considérer comme seul propriétaire de mines, et à appliquer dans toute sa rigueur le principe du droit régalien.

Quoiqu'on ne puisse citer un seul fait qui infirmerait ce principe, je crois, néanmoins, devoir citer quelques exemples de la rigueur avec laquelle il a toujours été appliqué :

1^o D'après les instructions qui suivirent l'ordonnance du 12/24 novembre 1835 sur l'inventaire des biens nationaux et des droits régaliens, instructions approuvées par le Roi le 18 février 1836 et publiées par le *Journal officiel* (Nr. 7), (sont considérés comme droits régaliens : a) les salines, b) les minérais, c) le charbon de terre, d) les carrières, e) les minières de terre, f) les eaux minérales, g) les pêcheries.

2^o Malgré le régime constitutionnel établi en 1843, les droits régaliens furent respectés. En effet nous voyons établir à l'époque de la réorganisation du ministère des finances, qui eut lieu le 10 février 1851, une section particulière des droits régaliens, à laquelle sont attribués les salines, les métaux et minérais, les sources chaudes, les forêts, l'imprimerie nationale, la monnaie et les postes.

3^o En vertu du principe de droit régalien, jamais un minéral ou une substance métallique quelconque ne furent considérés comme *propriété particulière*, à moins d'une entente préalable avec le Gouvernement. Les pierres meulières, le plâtre, les eaux minérales, le char-

bon de terre, le cuivre, le minéral de fer, la magnésie, l'écume de mer, les tourbières, le plomb argentifère, furent toujours considérés comme appartenant à l'Etat, et comme tels ils donnèrent lieu à la promulgation d'un grand nombre de lois et d'ordonnances, réglementant ces droits de l'Etat, ainsi qu'à la conclusion d'une foule de contrats avec des particuliers, à de fouilles, des levés de plans et analyses chimiques ; ainsi que l'attestent les archives des ministères de l'intérieur et des finances, qui sont encombrés de semblables documents.

4^o Dans notre code pénal (art. 226, ch. 2 de *l'usurpation des droits régaliens, salines, minérais, etc.*), ont été insérées textuellement les dispositions du cinquième chapitre du code bavarois sur les droits régaliens.

5^o Sub N° 24,056 et en date du 2/14 décembre 1830, se trouve spécialement pour le Laurium une ordonnance royale, qui enjoint au ministre des finances de mettre aux enchères l'exploitation des mines du Laurium.

6^o Je regarde comme digne d'une mention particulière, à cause de leur clarté et de leur généralité, l'arrêté sub N° 2034 et en date du 19 juin 1837, du Gouverneur de l'île de Syra, et celui sub N° 13,711, daté du 30 septembre 1839 du ministère de l'intérieur, d'après lesquels tous les métaux et les mines sont considérés comme *propriété de l'Etat* et sont exploités par lui soit directement, soit par des tiers en vertu d'un contrat.

Ainsi le principe du droit régalien a toujours été et reste encore en pleine vigueur, aucun acte législatif postérieur n'étant venu l'abolir. Quant à la loi de 1861 sur les mines, elle n'a pas aboli le droit régalien ; elle n'a fait que réglementer ce qui concerne la disposition des substances minérales, dont elle traite spécialement. Cette loi, qu'aucune autre postérieure, n'a jamais consacré en Grèce le principe consacré en France par l'article 522 du Code civil, d'après lequel « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. »

III

Malgré cela, la compagnie Roux-Serpieri ose soutenir que les ecolades du Laurium sont régies par la loi de 1861 sur la concession de mines et lui ont été concédées en vertu de cette loi et d'après ses dispositions. Je me vois donc forcé d'examiner 1^o si cette loi de 1861 a entendu disposer sur la concession des ecolades ; 2^o si, en effet, une partie des ecolades du Laurium a été concédée en vertu de cette loi à la société Roux-Serpieri.

A la rigueur, je pourrais laisser de côté cette question, puisqu'il est généralement admis qu'un État possède le droit de faire des lois, même *contraires aux lois existantes*, quand il n'existe pas de droits acquis, comme dans ce cas. Et cette absence de droits acquis sur les ecolades, de la part de tous ceux qui, comme la compagnie Roux-Serpieri ont obtenu des concessions de mines de plomb sulfureux argentifère en vertu de la loi de 1861 est, si manifeste, qu'aucun d'eux n'a jamais réclamé. L'examen de cette question est d'autant plus inutile que la loi sur les ecolades n'a pas abrogé ni modifié les lois existantes, et que même en admettant que la loi de 1871 ait pu abroger celle de 1861, ceux qui auraient acquis des droits par cette loi les auraient conservés, puisqu'une loi ne peut avoir un effet rétroactif sans donner droit à une indemnité, qu'aucune loi n'a aboli ni peut abolir en Grèce en violant la Constitution.

A. — La loi hellénique de 1861 sur la concession des mines est une traduction de la loi française de 1810. Or, l'interprétation de cette loi a consacré en France, qu'elle ne concerne que les mines natives et qu'elle ne saurait s'appliquer à des matières minérales mises à découvert, extraites et déplacées par le travail de l'homme, telles que les ecolades.

Si cette interprétation est juste, il en résulte que le droit régalien sur les ecolades, fondé sur les lois citées ci-dessus, est resté intact, et que le ministre des finances n'est en Grèce que le gardien de ces matières dont il ne saurait disposer sans une loi spéciale.

Le but que se proposent la loi française de 1810 et notre loi de 1861 est identique. La loi française a pour objet de réglementer la concession d'un terrain « pour l'exploitation des substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, lorsqu'elles se trouvent en couches, en filons nus ou amas. » De sorte que quand il s'agit de matières autres que celles ci-dessus mentionnées, ou sous un état différent, la loi cesse d'être applicable, ce qui est le cas pour des minerais déposés par la main de l'homme et non par la nature.

Je dois dire qu'il ne m'est jamais arrivé de rencontrer une interprétation aussi unanime d'une loi tant soit peu importante. Aucun auteur ni aucun tribunal en France ou en Belgique (où cette loi est aussi en vigueur) n'ont jamais soutenu une opinion contraire.

Du reste, cette interprétation est non-seulement conforme à l'esprit de la loi française et de la nôtre, mais elle paraît avoir encore l'avantage d'offrir la seule idée satisfaisante qu'on puisse se faire des ecolades. Aussi faut-il mentionner qu'on ne rencontre une seule législation européenne, qui n'établisse une distinction, en ce qui a

rapport au mode de concession, entre les mines et les anciennes haldes. On ne rencontre un petit nombre d'exceptions que dans quelques législations toutes récentes, datant à peine de quinze ans, époque à laquelle les anciens rejets et scories, qui offraient quelque importance, ayant été presque épuisés sous un régime qui les distinguait des mines, ce qui en restait n'opérait plus qu'une valeur insignifiante. Telles sont les lois d'Autriche (23 mai 1851), de Saxe-Weimar (22 juin 1865), de Schwarzbourg (25 février 1860), de Saxe (16 juin 1868), de Prusse (24 juin 1865), d'Espagne (6 juin 1859). Mais même parmi ces législations il n'y en a qu'un petit nombre qui aient compris dans la concession d'une mine celle des haldes et des scories existantes dans le même périmètre, et cela n'a été admis qu'en vertu de dispositions *spéciales* et *explicites* de la loi, puisque auparavant les scories et les haldes n'ont jamais été réputées faire partie de la mine concédée, et le concessionnaire n'acquérait aucun droit sur ces matières par le seul fait de la concession de la mine.

Ainsi M. Blavier dans sa *Jurisprudence des mines en Allemagne, 1825*, I, p. 42, dit :

« Une demande en concession est encore exigible de la part de ceux qui veulent utiliser, à leur profit, des anciens dépôts de mineraï, qui proviennent ou de l'exploitation elle-même, ou des fonderies, dans le cas où ces matières n'auraient point été vendues par les intéressés, après en avoir donné avis au Bergmeister. »

Mais revenons à la loi française. Le rapporteur de cette loi, M. Stanislas de Girardin, expose avec une grande clarté l'objet qu'elle se propose. Son exposé exclut toute idée de rejets ou euvolades, c'est-à-dire de minéraux non élaborés par la nature, mais extraits et accumulés sur la surface de la terre par la main du mineur. Et il n'en saurait être autrement; car on ne rencontre pas et l'on ne saurait appliquer à ces rejets aucun des attributs, qui ont motivé le *droit exceptionnel* sur lequel repose cette loi; ni l'*inconnu en étendue, quantité et qualité* du métal existant dans l'espace concédé, ni l'*indivisibilité* qui empêche-rait sa répartition d'après la division des propriétés de la surface, ni le *danger* qui résulte des causes précédentes pour les capitaux (!).

(1) Voici l'excellent rapport justificatif de M. Stanislas de Girardin, que je crois devoir vous soumettre en entier :

• L'opinion de ceux qui veulent consacrer en principe que les mines font partie de la propriété du sol, a été victorieusement réfutée par Mirabeau: qu'il nous soit permis de vous rappeler ses paroles pleines de sens et de force, les dernières proférées par lui à la tribune de l'Assemblée constituante : — • Si l'intérêt commun et la justice sont les deux fondements de la propriété, l'intérêt commun ni l'équité n'exigent pas que les mines soient les accessoires de la surface. L'intérieur de la terre n'est pas

Que sont donc les *ecvolades*? Elles sont une *marchandise*, par la raison qu'un mineraï, qu'il soit riche ou pauvre, de grande ou de minimale valeur, dès qu'il est extrait et déposé sur le carreau de la mine, peut devenir un objet de commerce. C'est pour cette raison que, d'après plusieurs législations de l'Europe et celles de la Grèce, la redevance proportionnelle des mines est réglée d'après le prix courant des minerais extraits sur le carreau de la mine (art. 30 de la loi ΣΧΗ'). Sans aller chercher au loin, nous n'avons qu'à citer à l'appui de notre affirmation l'exemple de la compagnie Serpieri, laquelle

susceptible d'un partage; les mines, par leur marche irrégulière, le sont encore moins. Quant à la surface, l'intérêt de la société est que les propriétés soient divisées; dans l'intérieur de la terre il faudrait, au contraire, les réunir. Ainsi la législation qui admettrait deux sortes de propriété, comme accessoires l'une de l'autre, et dont l'une serait inutile par cela seul qu'elle aurait l'autre pour base et pour mesure, serait absurde.

» Pour éclaircir la question que nous discutons, il faut avant tout se faire une idée bien nette de ce qu'est une mine, et s'en mettre, si l'on peut s'exprimer ainsi, le plan sous les yeux par la pensée. — Les mines sont des couches de combustible, ou des filons de substances métalliques, qui se prolongent quelquefois sur une étendue de plusieurs myriamètres, et qui s'enfoncent diversement dans le sein de la terre jusqu'à des profondeurs indéfinies. — Pour exploiter une mine avec avantage, d'une manière régulière et durable, il faut la traiter en masse ou dans des sections d'une certaine étendue, réglées, sur le gisement et les allures des couches ou des filons. Il faut faire abstraction des limites de la surface et surtout de la direction de ces limites, qui ne peuvent jamais être en rapport avec celles qu'il faut établir autour d'une exploitation. — La largeur et l'inclinaison d'un filon varient et changent: il se subdivise quelquefois en portions qui s'écartent, se réunissent et se ramifient en plusieurs filets et si le terrain dans lequel on suivait le filon vient à changer de nature, l'espérance s'évanouit, les dépenses restent, et le moyen de les couvrir a disparu.

» Le mineraï se trouve aussi en amas; mais il serait superflu d'entrer ici dans des détails qui ne sont pas nécessaires pour amener la solution de la question que nous traitons. Il suffit de voir le filon qui renferme le mineraï parcourir dans la profondeur de la terre une étendue considérable, pour prouver qu'il n'est pas divisible de sa nature, et qu'il embrasse, dans sa marche incertaine et variée, des propriétés divisées à l'infini entre les propriétaires de la surface. Quel est parmi eux celui qui doit avoir la propriété de ce filon? Sera-ce celui qui parviendra le premier à l'atteindre? Mais, du moment où il croit le saisir, il lui échappe et il est sous la propriété voisine; tous ses droits sont alors perdus: pour les recouvrer, les associera-t-il avec des droits litigieux, et ces propriétaires, en poursuivant leurs richesses souterraines, s'uniront-ils ensuite avec tous ceux qu'ils rencontrent dans leur marche? Parviendront-ils à lever toutes les oppositions, à concilier tous les intérêts? Il est permis d'en douter, car l'exploitation d'un filon ne présente pas les mêmes avantages dans toute son étendue; il peut être abondant dans un point et stérile dans un autre. Un seul opposant, parmi ces nombreux propriétaires peut retarder et même empêcher l'exploitation d'une mine, et nuire ainsi, par son entêtement ou son intérêt mal entendu, à l'intérêt général de la société. Je suppose tous les propriétaires d'une surface qui règle une ou plusieurs mines, également d'accord pour les exploiter; il faut commencer, avant d'entreprendre une exploitation régulière, par y consacrer d'immenses capitaux; les

avoue avoir vendu à la compagnie Roux les ecolvades à raison de deux drachmes par tonne; même une partie de ce mineraï a été déjà livré et fondu, quoiqu'il n'ait jamais existé de concession.

D'ailleurs la nature des ecolvades ne se prête à aucune des considérations qui ont amené les législateurs de France à soumettre les mines à la loi de 1810. Les ecolvades ne sont pas *inconnues*, mais *évidentes*; elles peuvent suivre *les divisions de la surface et de la propriété du sol*; elles peuvent être *mesurées, analysées et évaluées avec exactitude*; elles sont, enfin, une marchandise parfaite et complète, et leur exploitation ne présente aucun danger pour les capitaux. Or, si le but de la loi sur les mines de 1810, qui a classé les masses de substances

propriétaires fonciers en ont bien rarement de disponibles, et s'ils en avaient, ils aimeraient bien mieux, sans doute, en faire usage pour améliorer leur sol par des engrains ou une culture plus soignée, que de les employer à rechercher des richesses toujours douteuses et toujours très-coûteuses à extraire. — Les capitalistes peuvent seuls se livrer à des opérations hasardeuses, et courir les chances toujours inséparables des grandes entreprises.

• Ce qu'il faut réunir de capitaux pour établir des travaux réguliers est considérable; ce qu'il faut en dépenser avant d'obtenir un produit, est immense. On assure que la compagnie qui exploite les mines d'Anzin a travaillé pendant vingt-deux ans avant de parvenir à extraire du charbon, et a dépensé plus de 46 millions pour établir toutes les machines nécessaires à leur exploitation. Cette somme, toute forte qu'elle est, cessera peut-être, Messieurs, de vous paraître exagérée, lorsque vous parcourrez la série des travaux à faire pour exploiter une couche ou un filon dans toute son étendue. Non-seulement il faut creuser des puits à une profondeur de plus de 3 à 400 mètres, il faut pratiquer des galeries qui, partant du fond des puits, se dirigent horizontalement jusque dans les couches ou les filons de la mine; les percer à travers les rochers et employer toujours, pour parvenir à les étayer, les plus beaux arbres des forêts. Il faut encore les préserver d'être inondées, épuiser les eaux par des pompes à feu, dont la moindre coûte plus de 100,000 francs à établir, les faire écouler par des canaux toujours très-dispendieux à construire, entretenir par des ventilateurs dans toute l'étendue des travaux, une circulation vive et continue de l'air atmosphérique, il faut, enfin, se préserver du mephitisme de l'air qui asphyxie tout à coup les ouvriers, qui incendie et détruit si souvent, par des explosions comparables à la foudre, les établissements les plus anciens et les mieux fondés. — La dépense de ces travaux qui exigent tous les genres de connaissances, et dans les sciences et dans les arts, est encore augmentée lorsqu'il s'agit d'exploiter des mines métalliques, et cette dépense, comme on doit être forcé d'en convenir, ne peut être faite par les seuls propriétaires de la surface; si la direction des filons, tout aussi incertaine que leur étendue a servi à prouver qu'ils ne devaient point appartenir aux propriétaires de la surface, les frais de leur exploitation ont démontré que les mines abandonnées à ces propriétaires ne seraient point exploitées ou le seraient d'une manière peu profitable pour eux, et extrêmement nuisible à l'intérêt général, qu'il ne faut pas perdre de vue un seul instant dans le cours de cette discussion.

• De ce qui vient d'être établi, il résulte que les mines étant la propriété de tous, ne sont réellement celle de personne, et doivent conséquemment entrer dans le domaine de l'Etat: il est nécessaire aussi qu'elles en fassent partie pour qu'elles soient exploitées. •

minérales ou fossiles sous les trois qualifications de mines, minières et carrières, était de déterminer les règles légales les plus favorables à l'exploitation de chacune d'elles; si, d'après ce qui précède, des qualités et des circonstances particulières des mines naturelles ont engagé le législateur à les soumettre à un régime particulier de propriété et d'exploitation pour faciliter ainsi la recherche et l'utilisation des richesses minérales du pays, qu'il nous soit permis de demander comment est-il possible de comprendre sous ce régime des matières minérales qui, comme les ecolades, avaient déjà cessé à cette époque de posséder les qualités et de se trouver dans les circonstances sur lesquelles le législateur avait réglé son système de législation sur les mines?

L'article 2 de la loi sur les mines spécifie que les substances minérales, pour être rangées dans la classe des mines et, par conséquent, pour être soumises à la législation exceptionnelle qui les régit, doivent se trouver sous une des trois formes géologiques sous lesquelles on les rencontre dans la nature, en couches, en filons ou en amas. Or, les ecolades ne peuvent naturellement se rencontrer sous aucune de ces trois formes, puisqu'elles ont été déposées sur la surface du sol par la main de l'homme et non par la nature. « Cette classification de » l'art 2, imaginée par Fourcroy, « dit M. Forcade-Prunet, » est basée sur la science minéralogique. (*Des mines en droit français*, p. 77; voir aussi Burat, *Géologie appliquée*, 1870, part. II, p. 10.) En France, comme en Belgique, la désignation *amas*, appliquée aux substances minérales, qui se rencontrent plus fréquemment que les filons ou les couches à la surface du sol, n'a jamais été censée comprendre les masses minérales qu'aurait accumulées le travail de l'homme. Le mot *amas* est un terme technique de la science minéralogique. M. Peyret Lallier, définit comme il suit le mot *amas*:

« Par *amas* on entend soit des filons ou des couches très épaisses et peu étendues dans leur direction et leur inclinaison, soit des espaces formant primitivement des cavités souterraines, qui ont été remplies par des dépôts de minéraux divers. » (Traité sur la législation des mines en France, etc., I. §. 55. Comparez aussi Fooz; Points fondamentaux de la législation des mines, p. 94. Richard, *De la législation française sur les mines*, I, p. 91.)

Comment donc le gouvernement hellénique aurait-il pu concéder les ecolades en vertu de l'art. 2 de la loi sur les mines?

Hâtons-nous de dire que le gouvernement hellénique ne s'est jamais mépris sur le sens de cette loi.

C'est en 1864 qu'on commença à parler pour la première fois de scories; en 1867 on a définitivement décidé sur leur mode de dispo-

sition. La loi sur les mines existait depuis 1861, mais jamais il ne fut question de soumettre les scories aux dispositions de cette loi. Tout au contraire, on se hâta de voter une loi spéciale d'impôt sur ces matières, par laquelle les scories appartenant à des particuliers furent taxés à 10 p. % et celles appartenant à l'État à 30 p. %. Ainsi la loi de 1861 ne fut pas considérée comme régissant les scories; car s'il en avait été ainsi, l'impôt n'aurait été que de 5 p. % sans distinction, et la concession aurait été faite d'après les dispositions de cette loi.

La compagnie Serpieri elle-même a reconnu que les scories ne sont pas régies par la loi de 1861; car, quoiqu'il n'existe aucune convention spéciale entre elle et le fisc, elle se soumet néanmoins, à mesure qu'elle fond des scories, à payer l'impôt de la loi spéciale de 1867. Le représentant à Athènes de M. Serpieri exposant pour la première fois (Avril 1864) au ministre des finances le désir de ce dernier d'exploiter les scories du Laurium, s'exprime ainsi:

« Les scories, sans aucun doute, ne sont pas soumises aux dispositions relatives aux mines, parcequ'elles ne sont pas un produit naturel, mais bien le résidu d'un travail métallurgique antérieur. »

Ajoutons encore qu'un conseil d'hommes de loi, auquel a pris part le savant M. Paparrigopoulos, actuellement avocat de la compagnie, s'arrêtait à la conclusion suivante, laquelle en ce temps était acceptée par M. Serpieri :

« Les scories plombifères gisant sur le territoire du Laurium, province d'Attique, ne peuvent point être comprises dans la catégorie des mines, déterminée par l'art. 1 de la loi sur les mines; parce que pour qu'elles fussent comprises dans la catégorie des mines, elles devraient être renfermées dans les entrailles de la terre ou se trouver *naturellement sur le sol*. Mais les amas des scories, dont il s'agit, ne sont pas renfermés dans les entrailles de la terre, ni ne se trouvent à la surface du sol comme produit d'une *action atmosphérique ou géologique*, mais ont été transportés là où ils gisent *par la main et le travail de l'homme, comme matières minérales exploitées ailleurs*. »

D'après cette opinion émanant de jurisconsultes distingués, les ecoalades, pas plus que les scories, ne sont nullement soumises au régime de la loi de 1861.

Mais indépendamment de cet avis, si la loi sur les mines n'est pas applicable aux scories, pourquoi le serait-elle aux ecoalades? Une telle prétention est complètement dépourvue de fondement. Ces matières sont à titre égal un produit de l'industrie humaine; car l'*exploitation* des mines est un art tout autant que la *fusion*. Les scories et les ecoalades ont subi les unes comme les autres l'influence du tra-

vail de l'homme, influence très-importante, car c'est à ce travail qu'elles doivent leur existence, étant auparavant inconnues. Les unes et les autres ont été changées par le travail en *marchandise*, n'étant auparavant qu'un *immeuble* ou, plutôt, quelque chose d'*inconnu*, enfoui dans les entrailles de la terre et partant tout à fait *inutile*. Cela est si vrai, que les législations d'Europe n'admettent aucune distinction entre les scories et les haldes. La loi espagnole, tant celle de 1849 que celle de 1859, sans faire distinction quant au régime légal de l'exploitation et de la disposition, soumet ces matières aux mêmes dispositions, contenues dans un chapitre intitulé « *de la jouissance des anciennes scories et haldes* », tandis que les mines sont l'objet de dispositions particulières du chapitre « *sur l'exploitation des mines* ».

Quant au gouvernement hellénique, il n'a jamais changé d'opinion. L'opinion qu'il avait sur la loi de 1861 relativement aux scories, il a continué à l'avoir sur cette même loi en ce qui concerne les ecoalades, et il est absurde de soutenir que cette opinion fut inaugurée pour la première fois par la loi du 27 Mai 1871 sur les ecoalades. Cela est si peu exact que, dès le début des discussions avec la France et l'Italie (24 Février et 8 mars 1871), avant que cette loi fut présentée à la Chambre, le gouvernement hellénique a soutenu que la loi de 1861 sur les mines n'est pas applicable aux ecoalades et ne pouvait créer aucun droit en faveur de la compagnie, même si une concession avait été obtenue par elle en vertu de cette loi, ce qui, du reste, n'a jamais eu lieu. (Note du 8/20 Avril 1871, et le mémoire du ministre des finances communiqué le 9 Mars 1871).

Hâtons-nous aussi de dire que le Gouvernement hellénique, quelle que fût sa complaisance pour cette compagnie, — et cette complaisance a été souvent poussée très-loin au préjudice du trésor public se trouvait dans l'impossibilité absolue de comprendre les ecoalades dans la loi sur les mines et de reconnaître des titres de prospérité dérivant de cette loi.

Une pareille interprétation aurait été non-seulement sophistique et absurde, mais encore elle aurait fourni matière de suspicion légitime ; car il aurait été impossible de l'appuyer soit sur la jurisprudence, soit sur l'opinion des commentateurs de la loi française ou belge, dont la nôtre est une traduction, et, de plus, les législations de tous les États de l'Europe l'auraient repoussée.

Une preuve très-convaincante de l'étrangeté ou plutôt de l'absurdité d'une pareille théorie, c'est que personne n'a jamais osé soutenir devant les tribunaux en France ou en Belgique, que la législation sur les mines est applicable aux rejets. Nous n'avons dans les auteurs qu'un seul exemple d'une pareille interprétation, et même cet

exemple tourne à l'appui de l'opinion du Gouvernement hellénique.

Je crois utile de soumettre en entier au Conseil des Ministres ce jugement unique du tribunal de Liège en date du 12 mars 1859, qui se trouve dans l'ouvrage de M. Bury. (*Traité de la législation des mines en Belgique* II, p. 291 (1).

(1) Considérant qu'il résulte tant des significations échangées entre parties, que des articulations dont la vérification est demandée, ainsi que des plaidoiries qui ont eu lieu devant le tribunal, que la surface primitive du sol a été complètement changée par la main de l'homme; que les minerais existant à la surface ont été extraits, au dire des demandeurs, par d'anciens exploitants; que ceux-ci en ont retiré les substances nécessaires à la fabrication de la couperose et les ont à cet effet grillées en tout ou en partie; qu'ils ont ensuite rejeté tout ce qu'ils n'avaient pas utilisé, soit sur le sol, soit dans les cavités produites par les travaux d'exploitation; que la demanderesse invoque cet état de choses, pour en conclure que les matières ainsi rejetées dans le sein de la terre ont reconstitué le gîte primitif, et doivent lui être attribuées en vertu de son acte de concession:

Considérant qu'aux termes de l'art. 552 du Code Civil, la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous; que le propriétaire peut faire les fouilles qu'il juge à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois, et règlements relatifs aux mines; qu'il suit de cette disposition de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, que le droit de concéder l'exploitation des substances minérales ou fossiles cachées dans le sein de la terre à un autre qu'au propriétaire de la surface, est un droit exceptionnel, dérogatoire au droit commun et non susceptible d'interprétation extensive; qu'il faut donc, pour que les prétentions de la demanderesse soient admissibles, que les amas de terre rouges qu'elle réclame soit une mine, soit l'affleurement véritable d'une couche ou d'un filon.

Considérant que d'après le sens attribué généralement au mot *mine*, tant dans le langage vulgaire que dans le langage juridique, on n'a jamais compris sous ce mot que des amas de substances minérales qui ont été formées par les révolutions naturelles du globe, et dont la science et l'industrie peuvent ainsi reconnaître les directions et les signes apparents; qu'ainsi le droit romain et notamment la L. 13, § 3, D. *de usufructu*, VII, 7 et la loi 3, C. de métal. XI, 7 supposent pour l'exploitation des richesses souterraines l'existence de veines *naturelles*; qu'il en est de même du droit coutumier français; que Coquille en commentant les articles 1 et 2 des coutumes du Nivernais distingue le trésor des minières d'argent, de fer, de cuivre, etc., en ce que le trésor est mis en son bien par main d'homme, tandis que les minières font partie de la terre naturellement et sont produites par la terre; que Ferrière, dans son dictionnaire de droit définit la mine: « cette partie de la terre où se forment les métaux et les minerais; » que c'est cette signification consacrée par un si long usage que la législation moderne a aussi sanctionnée; que dès le début de la discussion de la loi de 1810 le comte Fourcroy qui, à raison de ses connaissances spéciales, avait été chargé de la rédaction du projet, appelle les mines dans son rapport du 20 octobre 1808 un produit *naturel* (Locré, 1, 4, p. 260); que selon le comte Stanislas de Girardin, qui a présenté le rapport sur la loi au Corps législatif, « les mines sont les couches de combustible ou des filons de substances métalliques, qui se prolongent quelquefois sur une étendue de plusieurs myriamètres et qui s'enfoncent diversement dans le sein de la terre, jusqu'à des profondeurs indéfinies. » (Locré ibid.. p. 413), définition conforme, au surplus, au texte formel de l'article 2 de la loi du 21 avril 1810; qu'il ajoute que pour exploiter une mine avec avantage, il faut la traiter

Je vous soumets aussi l'addition dont M. Bury, homme très-compétent en fait de législation de mines, accompagne ce jugement :

« On pourrait ajouter beaucoup d'autres considérations à l'appui de cette doctrine. Qu'il nous suffise de faire remarquer que, si la loi a pu permettre de concéder gratuitement *les mines natives*, auxquelles la nature seule a donné toute leur valeur, elle n'a pu évidemment permettre de concéder *des matières extraites*, à la valeur desquelles un tiers a contribué, par les risques et les dépenses de l'extraction elle-même. »

D'ailleurs, dans presque toutes les législations a prévalu le principe que les lois qui limitent la propriété ne peuvent être appliquées par extension. (Ordonnance française du 10 octobre 1839 ; dans Chicora, *Jurisprudence du Conseil des mines de Belgique*, p. 287.)

Ainsi donc, si nous considérons l'objet de la loi de 1861 sur les mines, qui régit la disposition des substances minérales déposées, soit dans le sein de la terre, soit sur sa surface, par la nature et non par la main de l'homme ; l'interprétation officielle que nous avons donnée à cette loi de 1861 (interprétation acceptée par la compagnie pour les scories) et le motif de cette interprétation ; l'opinion unanime de tous les commentateurs français et belges sur cette question et les décisions judiciaires conformes à cette opinion, et enfin la concordance de toutes les législations de l'Europe, qui ont toujours distingué et traité séparément les mines et les rejets ; si, dis-je, nous prenons en considération tout ce qui vient d'être exposé, il en ressort d'une manière incontestable que la loi de 1861, de même que celle de 1810, dont elle tire son origine, ne saurait créer de droits de propriété sur les ecolades en faveur de propriétaires de mines au Laurium ou ailleurs.

B. — Il me reste à examiner — ce qui pourrait être considéré comme superflu — si le Gouvernement hellénique, sans en avoir le

en masse ou dans des sections d'une certaine étendue, réglées sur le gisement et les allures des couches ou des filons, ce qui démontre que lorsqu'on parle de mines, il ne peut s'agir que des amas de substances minérales ou fossiles, tels que les présente la *nature* : que si dans les discussions relatives à l'article 4 on s'est occupé de terres pyritueuses longtemps exposées à l'air, ou brûlées (Locré, p. 285), tout le monde a été d'accord pour reconnaître qu'elles ne peuvent constituer ni des mines, ni des minières, mais simplement des amas d'engrais, mis à la disposition du propriétaire de la surface, et soumis exceptionnellement au régime des carrières ;

Considérant que d'après ce qui précède et s'attachant même exclusivement aux articulations de la demanderesse, on ne peut envisager les terres rouges dont il s'agit au procès, ni comme une mine, ni par suite comme un affleurement, c'est-à-dire, d'après la définition donnée par Brard dans ses *Éléments pratiques d'exploitation*, la partie visible au jour d'un filon ou d'une couche, qui se montre à la surface de la terre et qui peut faire penser avec raison qu'il existe au-dessous une certaine quantité de telle ou telle substance minérale utile.

droit, n'aurait néanmoins concédé à la Compagnie la propriété des eevolades.

Je ne veux pas insister sur la lettre et le texte de la demande primitive de la Compagnie concernant cette concession, les altérations portées à cet acte, et auxquelles on a eu recours pour créer un droit, qui sans elles n'en résultait point, ayant été suffisamment appréciées par les Gouvernements de la France et de l'Italie, aussi bien que par l'opinion publique.

Je me borne à soumettre au Conseil les considérations qui suivent :

1^o En avril 1864, date de sa demande de concession d'une mine au Laurium, la Compagnie ignorait l'existence des Eevolades ; et cela résulte de ce que, dans cette même demande, il n'en est guère question ; la Compagnie ne les a découvertes que beaucoup plus tard, comme on pourrait s'en convaincre par ces pétitions du 8 octobre 1868 et du 30 mars 1870.

M. Serpieri écrivait, en effet, le 30 mars 1870, au préfet d'Attique :

» Outre les travaux souterrains, dont mention a été faite plus haut, nous avons exécuté à *Camarisa* et à *Sintérina* divers autres travaux de recherche à ciel ouvert, dans le but de *trouver* et *examiner* certains minerais pauvres, etc. ».

Que M. Serpieri ignorait complètement l'existence des eevolades, ou tout au moins leur valeur métallurgique, le 6 avril 1864, époque à laquelle il allègue avoir demandé leur concession, cela résulte aussi de sa demande du 10 juin 1864, adressée à la préfecture d'Attique :

« Pour compléter ma demande du 6 avril a. c., concernant la concession des mines du Laurium d'Attique, je soumets en triple les plans des positions *Velatouri*, *Spila-Zesa* et *Havousa-Spitharopoussi*, tels qu'ils ont été tracés par l'ingénieur de mines M. Cordella, conformément à ma demande et aux études minutieuses faites sur les lieux de ces positions métallifères. En même temps j'ai l'honneur de vous informer, M. le Préfet, que dans plusieurs de ces positions j'ai déblayé les galeries des anciennes mines et autres puits, et ayant ainsi pénétré dans les mines abandonnées, j'ai pu constater que les minerais *des anciens se présentent* dans les *couches* de pierre calcaire *en amas et filons*, composés tantôt de fer maganique, dans lequel on trouve des veines et des grénailles de galène, tantôt de galène argentifère. »

Or, dans cette pétition, faite deux mois après la première, M. Serpieri ne fait aucune mention d'*eevolades — rejets de mines — haldes — anciennes*

haldes ou de terres pauvres métallifères. Ce qu'il a alors découvert, et par suite ce dont il a demandé la concession, ce sont des minérais naturels de galène argentifère, et nullement des ecvolades.

Les échantillons des substances minérales à concéder, qu'il a soumis par sa demande du 15 mai 1867 au ministère de l'intérieur pour compléter celle du 6 avril 1864, consistent aussi en minérais naturels de galène argentifère.

Il est dès lors non-seulement contraire à la loi, mais encore bien étrange que l'on prétende avoir obtenu la concession d'une chose, qu'on n'a pas demandée et, ce qui est plus fort, dont on ignorait l'existence.

2^o La Compagnie dans sa demande du 6 avril 1864 sollicite la concession de *plomb argentifère sulfureux*, ajoutant le terme technique *galène argentifère*, qui indique le mineraï de plomb argentifère sulfureux *dans ses gisements naturels*.

Une autre preuve que M. Serpieri à cette époque ne connaissait pas, n'avait pas analysé et n'avait pas demandé la concession des ecvolades, résulte de ce que leur qualification métallique ne pouvait être celle de *galène argentifère*, mais de *carbonate de plomb*, et cela 1^o parce que, d'après les analyses faites à l'*Ecole de mines* de Paris, on n'y rencontre *trace* d'une telle substance, et par contre les ecvolades comprennent 20 0/0 d'*oxyde de plomb* (v. analyse de l'*Ecole de mines* de Paris, du 22 avril 1870) ; et 2^o parce que, d'après les analyses faites par la commission hellénique, 100 parties d'ecvolades contiennent 0.900 de plomb sulfureux et 17.700 d'*oxyde de plomb*, soit vingt fois plus de cette dernière substance. Dès lors les ecvolades sont du carbonate de plomb et non de la galène argentifère, et ce terme ne pouvait, par conséquent, comprendre dans la demande de M. Serpieri, même en supposant qu'il connaissait les ecvolades, la concession de ces dernières.

3^o Dans la même demande la Compagnie ne fait aucune mention de *terres* ; elle y parle seulement de *pierres* ; elle ne mentionne ni le mot *ecvolades*, généralement connu depuis Strabon, ni les termes techniques des modernes, *haldes*, *anciennes haldes*, *rejets de mines*, qui sont aussi généralement connus ; elle n'a pas même soumis, conformément à la loi, des échantillons d'ecvolades, comme elle a soumis des échantillons des *minérais de mines*.

« Les minérais, dit M. Serpieri dans sa demande du 6 avril 1864, n'entreront point dans le commerce en l'état naturel de galène argentifère extraite, mais en état de plomb pur extrait des mêmes pierres. »

Mais même dans le cas où la Compagnie aurait formulé sa demande de concession des ecvolades d'une manière évidente et précise,

elle ne pourrait en faire résulter aucun droit en sa faveur, attendu que l'acte de concession ne lui a pas concédé un droit de propriété sur les ecvolades d'une manière *claire et explicite*. Cette mention explicite dans l'acte de concession était nécessaire non-seulement d'une manière absolue, mais surtout parce qu'il s'agissait de nous convaincre que, contrairement à l'objet de la loi de 1810 et à son application constante, une concession d'ecvolades a été faite néanmoins en vertu de cette même loi. Cependant l'ordonnance de la concession Serpieri ne fait aucune mention d'*ecvolades*; elle ne contient même pas un autre terme ou une autre expression *équivalente*. De plus l'ordonnance de concession n'est que l'*approbation de la décision du conseil des mines*, et cette décision (11 juillet 1867) ne contient aucun terme analogue ou se rapprochant audit terme et, ce qui est plus, elle mentionne explicitement que le conseil entend concéder trois espèces de substances, comme les seules demandées, c'est-à-dire :

1^o Du plomb argentifère contenu *dans le calcaire* rencontré à *Camarisa*;

2^o Du plomb argentifère sulfureux, rencontré *en filons*;

3^o Du plomb argentifère sulfureux, rencontré *dans les minerais de fer*.

Le conseil des mines ne mentionne aucune autre matière, soit comme ayant été *demandée*, soit comme ayant entendu la *concéder*, soit comme ayant été *concédée*. — Les ecvolades cependant ne se rencontrent ni *dans le calcaire*, ni *en filons*, ni *dans les minerais de fer*. — Comment donc ont-elles été concédées?

J'insère ci-après ladite décision du Conseil des mines, comme formant la base du *titre* de propriété de M. Serpieri et la légalité de l'ordonnance rendue (1).

(1) Le conseil des mines, composé des ministres, etc. En audience tenue cejoud'hui 11 juillet 1857.

Le sieur Heldreich, en sa qualité de représentant du sieur J. B. Serpieri, sollicita par sa demande du 6 avril 1864, en se conformant aux dispositions de la loi, la concession d'un droit d'exploitation des anciennes mines sises dans la commune du Laurium d'Attique, et *des minerais de plomb argentifère* qui se *rencontrent* parmi lesdites mines, quel que soit le propriétaire du sol et selon la position et l'étendue décrites dans le plan topographique du 1^{er} juin 1864, soumis en triple, et dans le plan complémentaire du 13 mai 1867, renfermant en tout une étendue de 10,791 $\frac{900}{4000}$ de stremmes, situés entre les positions Sintirina, Camarisa, Spitharopoussi, Agrilesa, Gourisari, l'usine d'Ergastiria et Ciafa Lontza. Les minerais qui en sont *extraits* sont en général de trois catégories : 1^o Plomb argentifère *dans le calcaire* rencontré à Cimarisa; 2^o plomb argentifère sulfureux *rencontré en filons*, et 3^o plomb argentifère sulfureux *rencontré dans les minerais de fer*.

Aucune oppositon légale n'ayant eu lieu contre cette demande, et l'inspecteur des

Il est déjà connu que ce n'est pas la *demande* en concession, mais la *décision* du conseil des mines, qui établit le droit du concessionnaire :

« Les demandeurs en concession n'ont pas de *droits*, mais de *simples titres* pour obtenir des concessions de mines. Ces titres différents, c'est le gouvernement qui les *apprécie* en tant que *pouvoir gracieux*, et lorsqu'il a institué ainsi, après comparaison de ces divers titres, une concession de mines, précédée des formalités légales, sa décision ne saurait être attaquée par la voie contentieuse. » (Étienne Dupont, *Traité pratique de la Jurisprudence des mines*, I, p. 212—215.)

D'ailleurs, d'après les dispositions de la loi et d'après ce qui est généralement admis aussi bien en France qu'en Belgique, l'acte de concession ne donne droit d'exploiter que les substances qui y sont spécialement mentionnées. Ce principe est d'autant plus applicable aux eevolades, qu'elles exigent une préparation mécanique pour leur enrichissement, sans lesquelles elles ne peuvent être utilisées. La galène, au contraire, n'a besoin que d'une préparation mécanique comparativement facile et peu coûteuse. D'après la compagnie même, cette préparation ne suffit pas pour les eevolades qui, à cause de leur peu de fusibilité, doivent être mélangées avec des scories, sans quoi elles se prêtent très-difficilement à la fusion. Ajoutons que, d'après la loi, toutes les fois qu'il s'agit de la concession d'une mine, le gouvernement, après avoir constaté l'existence d'une mine utilement exploi-

mines ayant, par son rapport au ministère de l'intérieur du 20 mai 1867, opiné de procéder aux actes nécessaires pour la concession de la susdite étentue métallifère;

Le président du Conseil des ministres et ministre de l'intérieur ayant soumis par son office du 19 juin a. c. sub N° 12672 à l'appréciation de ce conseil la susdite demande, opinant pour son adoption.

Vu toutes les pièces, le plan et les dispositions relatives de la loi sur les mines;

Considérant que la procédure préliminaire sur la demande en concession a été légalement accomplie, et qu'il n'y a pas eu d'opposition contre elle;

Adoptant la proposition de M. le Président, décide :

Qu'il soit concédé par ordonnance royale au sieur J.-B. Serpieri, en son nom personnel et en qualité de représentant de la société par lui formée, l'étendue métallifère désignée dans le plan complémentaire susmentionné, sise dans la commune du Laurium d'Attique et comprenant 10,791 $\frac{9}{1000}$ de stremmes, pour l'*exploitation de plomb argentifère sulfureux*.

La redevance à percevoir sur le produit net de l'exploitation ayant été déjà fixée par la loi du budget de l'année courante, l'ordonnance royale sur la concession en question fixera seulement la quotité de la redevance fixe qui devra être payée par stremme, après vérification de l'étendue concédée.

Cette même ordonnance fixera l'indemnité à payer aux propriétaires du sol de l'étendue métallifère, et les obligations auxquelles sont soumis, d'après la loi, les concessionnaires des mines, etc.

Fait à Athènes, le 11 juillet 1867.

table, prend en considération les difficultés de l'entreprise, et appréciant les facultés et les moyens des divers demandeurs, choisit parmi eux et accorde ou refuse la concession.

D'autre part la décision du Conseil est basée sur le rapport de *l'Inspecteur des mines*. Or, ce rapport, quoique technique, ne fait aucune mention d'ecvolades ; il parle seulement de la concession d'une mine naturelle de galène argentifère, pure ou mélangée avec du fer, se *présentant en filons dans le calcaire et le micaschiste*.

» Ayant pris connaissance, dit l'Inspecteur des mines, des demandes du 6, 11 avril et 10 juin 1864, concernant la concession d'une mine de plomb au nom des Srs Serpieri, Roux de Fraissinet et Comp., sise dans la commune du Laurium, et ayant examiné les plans y relatifs, soumis en triple et comprenant une étendue de 10791 stremmes, entre les positions Sintirina, Camarisa, Spitháronos, Agrilitza, Gourisari, Ergastiria et Likitza, aussi bien que les informations complémentaires données par le Sr. Serpieri dans sa demande du 15 mai a. c. et le plan y relatif. Attendu qu'il en résulte, qu'après les dûes recherches a été découvert, à la position Camarisa, *dans le calcaire et le micaschiste et en filons* de la galène argentifère soit pure soit mélangée avec du minerai de fer ; nous basant sur les dits renseignements et *les échantillons de minerai extrait*, soumis au ministère ;

» Sommes d'avis, que l'étendue dans laquelle les dites recherches et fouilles ont été faites *comprend en filons de la galène argentifère* : que par suite elle peut être concédée comme une mine, et qu'il faut procéder aux formalités requises par la loi pour sa concession. »

Voilà pourquoi je suis si étonné en voyant que cette compagnie non-seulement ose croire mais encore entreprend de convaincre deux grandes puissances, que la Grèce lui a concédé des *ecvolades* et qu'ensuite elles les lui a enlevées. Je n'invoque que la bonne foi de ceux qui auront l'occasion d'examiner cette affaire, et j'ai la conviction que, après les éclaircissements qui ont été donnés, la compagnie ne saurait plus trouver de défenseurs.

Résumant ce qui vient d'être exposé, j'observerai que la question dite du Laurium doit sa naissance à deux erreurs ou malentendus : 1^o que le Gouvernement a concédé par ordonnance royale à la compagnie Roux-Serpieri les *ecvolades*, tandis qu'il n'existe aucune trace de pareille concession ; 2^o que l'État hellénique a *ensuite confisqué* par une loi à *effet rétroactif* des droits acquis par la compagnie, tandis qu'il est avéré, que la loi de 1871 n'a créé aucun droit nouveau, qu'elle n'a pas de pouvoir rétroactif et ne porte atteinte à aucun droit acquis : elle se borne à *réglementer le mode d'exécution des lois existantes*.

Cette affaire, Messieurs, m'a fourni l'occasion d'observer ce que peut faire la cupidité, quand elle se croit tout permis. Ainsi cette compagnie a réussi à s'approprier les trésors du Laurium, en ne nous laissant, à nous, que des souvenirs historiques et même à exercer le pouvoir à notre place, car, il faut le dire, nous n'administrons pas dans le lieu qu'elle occupe. Ce qu'il y a de vraiment triste, c'est qu'après cela, elle soit parvenue à faire croire qu'on lui a fait tort, tandis que chaque jour elle se livre à notre égard à des injustices et des injures que nous souffrons en patience, nous soumettant à ses volontés et aux sacrifices qu'elle impose à notre pays, pressé cependant par tant de besoins. Il est triste de penser que la France et l'Italie, entraînées par les allégations intéressées de cette compagnie, lui aient accordé leur protection toute puissante. Mais je me plaît à croire que ces puissances n'auront pour elle que des sentiments d'une juste indignation, dès qu'elles seront convaincues que, loin d'avoir été lésée, cette compagnie a trouvé chez nous une protection et une tolérance poussée jusqu'aux dernières limites, auxquelles elle a malheureusement répondu par les actes les plus arbitraires, par l'injustice et la calomnie.

Le ministère des finances abonde en preuves de notre longanimité dans nos relations avec elle. Je vous en soumettrai un petit nombre des plus caractéristiques.

Personne n'oserait nier que les profits dont cette compagnie a trouvé la source dans le Laurium ne soient énormes : le prix que ses actions ont atteint en fait foi. Eh bien, vis-à-vis de ces profits, l'État n'a perçu comme impôt, depuis 1864 jusqu'à ce jour, qu'un million de francs à peine ; et cela tandis que la Compagnie devait, d'après la loi, nous payer 10 p. % d'impôt sur les scories achetées à des particuliers, et 30 % sur celles appartenant à la nation. Ces dernières, quoiques litigieuses, elle les exploite sans contrôle ; elle est en retard pour le versement d'une partie de l'impôt, quoique condamnée en dernier ressort ; elle n'a pas même encore versé une caution de 10,000 francs, qu'elle a pris depuis des années l'engagement de déposer. Le gouvernement a supporté et continue à supporter tout cela.

La Compagnie dispose à son gré des quais, du sol, du port et même de l'administration des lieux qu'elle occupe. Le port menace d'être comblé par le lest de ses navires et les résidus de ses dix-huits fours. Elle s'est approprié tous les terrains d'Ergastiria pour y éléver des édifices par spéculation et, au mépris de l'autorisation du Gouvernement, elle ne permet pas à des gens sans abri de construire des barraques en planches ; elle va jusqu'à contester au Gouvernement lui-

même le droit d'élever un établissement pour les autorités de surveillance, dont plusieurs, telles que le juge de paix, la poste et la station télégraphique, ont été établies pour la commodité de la Compagnie elle-même. Elle a violé, dès le début, le plan officiel de colonisation et a poussé l'audace jusqu'à lui en substituer arbitrairement un à elle. Non contente de cela, elle entrave depuis deux ans la construction d'un nouvel édifice, destiné à l'habitation de l'inspecteur et de son secrétaire, du poste militaire, des gardiens et des employés supérieurs en tournée, édifice dont l'emplacement a été fixé et la construction concédée à un entrepreneur pour la somme de 25,000 fr. Les forêts sont en grande partie détruite par la Compagnie. D'après un rapport du conservateur des forêts, l'Allemand Eunig, de l'année 1835, la contrée était alors boisée jusqu'au rivage. Toutes ces forêts ont été détruites arbitrairement en plusieurs endroits : on a coupé, déraciné et incendié les arbres, au mépris des lois forestières. Le Gouvernement a subi ce dégât, bien supérieur au montant de l'impôt perçu sur le plomb, sans aucune poursuite.

Toutes les fois que le Gouvernement a dû envoyer des employés au Laurium, ceux-ci échappèrent difficilement à des désagréments. En 1867, un des membres de la commission nommée par le Gouvernement a été souffleté par le chef d'atelier de la compagnie. A l'ingénieur allemand Gobanz, envoyé en 1870 par le Gouvernement pour étudier les ecoalades, on fit pis encore : il fut jeté à la mer par M. Serpieri lui-même, avec ses instruments et ses échantillons.

La compagnie a tracé arbitrairement un chemin de fer à travers les ecoalades, qu'elle a morcelées ainsi, à notre grand préjudice, donnant pour prétexte le service de ses usines ; et cependant ses fours auraient pu être alimentés encore pendant des années par des scories, qu'elle n'avait pas besoin d'allier chercher si loin. Enfin, dernièrement, allant plus loin, elle a eu recours au crible pour séparer des soi-disant scories mêlées aux ecoalades (bien qu'elle eût près de ses fours des scories sans mélange) s'appropriant ainsi la partie la plus précieuse de ces rejets par un artifice aussi frauduleux que ridicule.

Ainsi donc, Messieurs, même dans cet ordre de nos rapports avec la compagnie, les étrangers, au lieu de trouver matière à blâme dans notre manière d'agir, auraient dû, plutôt, s'étonner de notre tolérance. Maintenant c'est à la nation de juger, si cette tolérance de notre Gouvernement, poussée jusqu'à un tel point, peut trouver une justification suffisante dans les difficultés de la situation.

Athènes, le 26 août 1872.

Signé : E. DÉLIGEORGES.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE RÉMUSAT.

Paris, le 3 septembre 1872.

La loi récemment votée par l'Assemblée nationale et qui modifie le tarif des douanes à l'importation des matières premières, ne pouvait manquer d'appeler toute l'attention du gouvernement I. et R.

Quoique j'aie déjà, dans plusieurs des entretiens que j'ai eu l'honneur d'avoir avec V. Ex. et dans ma note du 20 mars dernier, cru devoir résérer les droits qui dérivent pour l'Autriche-Hongrie du traité de commerce conclu avec la France le 11 décembre 1866 contre toute mesure qui porterait atteinte aux stipulations de ce traité, je viens cependant d'être chargé par mon gouvernement de renouveler ces réserves de la manière la plus explicite et la plus formelle, non-seulement en ce qui touche l'importation des marchandises énumérées dans le tarif A, joint au susdit traité, mais aussi relativement à toutes autres marchandises d'origine et de manufacture autrichienne ou hongroise, mentionnées dans les traités de commerce conclus par la France avec la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Suède, les Pays-Bas et l'Espagne.

Les tarifs accompagnant ces différents traités ayant été expressément étendus à l'Autriche-Hongrie par l'article du traité du 11 décembre 1866, et étant ainsi devenus partie intégrante de ce traité, il s'en suit que toutes les marchandises énumérées dans ces traités jouiront en vertu de l'art. 9 du traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et la France et lorsqu'elles seront d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, — de tous les avantages qui leur sont assurés par les autres traités mentionnés plus haut, et cela jusqu'à l'expiration du traité franco-autrichien.

En vous priant, monsieur le ministre, de vouloir bien prendre acte de cette déclaration que j'ai l'honneur de vous adresser au nom de mon gouvernement, je vous serais reconnaissant si vous vouliez bien la porter à la connaissance de M. le président de la République et m'informer de l'accueil qu'elle aura trouvé.

Agréez, etc.

Signé : APPONYI.

Perse. — LE GRAND-VIZIR MIRZA-HUSSEIN-KHAN AU COMTE ANDRÁSSY.

Téhéran, le 10 septembre 1872.

S. M. I. le Shah a appris avec la plus vive satisfaction la nomination du comte Dubsky pour représenter l'Autriche-Hongrie en Perse. Je me fais un véritable plaisir de faire préparer un accueil digne et cordial au représentant d'un grand souverain profondément sympa-

thique à notre cœur. Nous sommes d'autant plus impatients de recevoir cette mission que nous la considérons comme un élément nécessaire à la paix et au progrès de l'Orient.

Autriche-Hongrie.. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE ANDRASSY.

Londres, le 12 septembre 1872.

L'attention publique s'est portée depuis quelque temps sur des faits arrivés dans certains comtés de l'Angleterre et qui sont les premiers débuts d'un mouvement des ouvriers ruraux. Dans le Warwickshire et plusieurs provinces voisines, des Sociétés de travailleurs agricoles se sont constituées pour demander l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail ; elles commencent à faire accepter leurs réclamations en se mettant en grève à l'exemple des travailleurs industriels.

La situation des ouvriers agricoles n'est en Angleterre, comme on sait, rien moins que satisfaisante ; avec le bas prix des salaires et le recours permanent à l'assistance publique des bureaux de bienfaisance, la population rurale dans la plupart des comtés s'est appauvrie, asservie et est restée complètement ignorante.

Le seul salaire en numéraire, qui descend fréquemment à 12 et 10 sh. par semaine, ne donne pas, il est vrai, la somme totale du revenu des ouvriers agricoles, lequel, se composant en outre de différentes fournitures en nature et de loyers moins chers, représente au moins une valeur de 5 à 6 sh., mais même le salaire complet du manouvrier des campagnes est si petit que celui-ci ne peut presque rien épargner et que, dans sa vieillesse, il tombe à charge de la commune. Quelques-uns seulement, les jeunes, quittent les districts, ou si, par exception, ils sont vigoureux et reçoivent par hasard quelque argent, à titre de secours, ils émigrent en Amérique ou dans les colonies. Mais la masse est indolente et ignare, et, généralement, elle ne sait pas même tirer parti des hauts salaires que l'on accorde aux travailleurs dans le comté voisin.

Le nouveau mouvement, qui a reçu sans doute son impulsion immédiate de l'extérieur, mais qui a trouvé de suite un terrain favorable, se tient à l'écart, avec l'esprit pratique des Anglais, de réclamations agraires à haute portée ; on n'entend pas parler d'attaques contre la propriété foncière, de partage des bénéfices du fermier, et il n'est question que d'une simple augmentation de salaire et de la réduction des journées de travail. Dans cette première période, le mouvement agricole semble, à vrai dire, n'avoir autre chose en vue que de donner à l'ancien salaire en nature, qui date encore de la féodalité et n'a presque subi, par suite de l'exploitation agricole,

aucun changement, la forme de la rémunération en argent mieux appropriée à la production générale du capital.

Les réclamations les plus importantes portent sur la conversion en salaire monnayé et réellement payé du salaire délivré jusqu'ici en nature sous la forme de cidre, de bière, de diminution de loyer, et attachent à cette conversion l'idée d'une liberté plus grande du cultivateur vis-à-vis de son entrepreneur, le fermier. Mais il est en même temps hors de doute que l'émancipation de l'ouvrier de sa position précédente fera ressortir encore davantage, à cause de son peu d'indépendance personnelle, la faiblesse de son individualité économique, et c'est alors que commencera le mouvement proprement dit des travailleurs agricoles, d'après le modèle de celui des ouvriers industriels.

Les fermiers, qui sont, comme on sait, des entrepreneurs économiques et actifs, ne répugnaient pas, dans le principe, à consentir à quelques réclamations des ouvriers, quoique, par le peu d'intérêt que donne le capital employé à l'exploitation agricole, une augmentation de salaire leur soit toujours onéreuse, cette augmentation pouvant, par suite du règlement du prix des matières premières par le marché international, être portée à charge du prix de vente des produits, c'est-à-dire à charge des consommateurs. Seulement le fermier anglais n'est pas le seul capitaliste dans l'exploitation agricole; à côté de lui se trouve le propriétaire foncier qui perçoit une rente foncière élevée, laquelle fréquemment n'est guère proportionnée aux améliorations qu'il apporte au sol.

Chaque fermier anglais sait combien cette rente pèse lourdement sur toute la production agricole et combien une grande majoration de salaire augmentera ses frais de production, et cela dans une mesure qui ne lui permettra plus le paiement intégral de la rente foncière. Le fermier retirera alors son capital de l'entreprise pour affecter à une autre destination, où il prétendra à une diminution de la rente, et c'est ici le point où le cours ultérieur du mouvement agricole acquerra seulement toute son importance sociale. A cette scission d'intérêts dans le sein de l'industrie agricole pourra se joindre un autre mouvement dirigé contre les formes légales de la propriété foncière, et dans celui-ci le fermier sera appuyé par toute la classe moyenne dont les sympathies sont acquises au capital.

Cependant il ne s'agit pour aujourd'hui que de questions isolées se rapportant seulement à la portée économique de la fixation du salaire, et il est à présumer que cette première période du mouvement finira, comme cela arrive le plus souvent en Angleterre, par un compromis. Les ouvriers verront quelques-unes de leurs préten-

tions admises, mais travailleront en revanche à d'autres conditions de salaire aux heures de travail supplémentaires fixées par les fermiers ; il est à croire que l'union des travailleurs agricoles aura pour effet d'améliorer peu à peu la position de toutes les classes de cette population.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 14 septembre 1872.

Quoique les droits augmentés imposés au commerce austro-hongrois d'après le traité du 11 décembre 1866 me paraissent suffisamment sauvegardés par la note que j'ai adressée à M. de Rémusat, le 3 du mois courant, j'ai néanmoins cru devoir m'assurer si les nouvelles lois du 26 juillet et le décret du 18 août qui fait entrer en vigueur quelques prescriptions du tarif de la loi précédée, ne renferment aucune application contraire à nos droits découlant des traités.

Je suis maintenant à même de soumettre à Votre Excellence une ordonnance-circulaire de la direction générale des douanes françaises, qui semble devoir entièrement nous rassurer à cet égard.

Cette circulaire affirme, en effet, que les marchandises énumérées dans le décret du 18 août ne sont pas comprises dans les traités de commerce, et doivent, par conséquent, être soumises dès à présent aux nouvelles taxes, à l'exception cependant des fourrures brutes, des poissons de mer frais, dans le cas où ces deux articles seraient importés de ports qui ont conclu des traités de commerce avec la France. Cette reconnaissance expresse du droit de traité renferme, à mon avis, l'assurance que le gouvernement français n'a pas l'intention de rompre ses engagements, ce qui n'exclut naturellement pas qu'il tâchera, avec d'autant plus de persistance, à obtenir, par la voie des négociations, le but qu'il poursuit.

Au sujet de l'article 8, qui impose une surtaxe de un franc par 100 kilogrammes à une certaine catégorie de marchandises qui ne sont pas importées en droiture des lieux d'origine, la circulaire en question reconnaît qu'il faudra maintenir à ce sujet les précédentes instructions de l'année 1861, c'est-à-dire que cette taxe ne sera à payer que pour les marchandises qui sont en partie transportées en France, par terre et en partie par mer, lesquelles sont, par conséquent, transbordées.

L'article 8 me semble avoir principalement pour but d'empêcher qu'on éclade les prescriptions sur la surtaxe du pavillon.

Il s'est, en effet, produit que depuis l'abrogation de la loi du 19 avril 1866 les vaisseaux marchands, au lieu d'entrer dans les

ports du nord de la France, prennent la direction d'Anvers où ils débarquent leurs marchandises pour être transportées en France par la voie de terre et échapper ainsi au droit de la surtaxe de pavillon.

Je crois ne pas devoir omettre qu'il est parvenu à ma connaissance que la direction générale des douanes françaises penche à croire qu'un séjour prolongé des marchandises dans un pays d'où elles ne proviennent pas, équivaut à une interruption du chemin direct la droiture des lieux d'origine, et que ces marchandises doivent être soumises à la surtaxe spécifiée dans l'article 8, de telle façon que, par exemple, des céréales hongroises achetées par des négociants suisses, dans le cas où elles séjourneraient un certain temps en Suisse, devraient payer la surtaxe à leur entrée en France.

On ignore si la direction générale des douanes acceptera définitivement cette interprétation. Sa circulaire du 19 août de la présente année, portant le N° 1172, que j'ai l'honneur de vous envoyer avec ce rapport, ne renferme rien qui soit de nature à me faire admettre cette interprétation.

Si j'ai donc cru en donner connaissance à Votre Excellence, je ne l'ai fait que pour vous faire connaître tout ce qui se présente dans le champ de la politique commerciale de ce pays.

Recevez, etc.

Signé : APPONYI.

France. — LE COMTE DE RÉMUSAT AU COMTE APPONYI, A PARIS.

Versailles, le 21 septembre 1872.

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 20 juillet dernier, au sujet de l'application du droit de statistique établi, aux frontières de France, par la loi du 22 janvier de cette année.

Je regrette, monsieur l'Ambassadeur, que le Gouvernement Impérial et Royal ait cru devoir persister, malgré les explications qui lui ont été précédemment fournies, à considérer le nouveau droit perçu par les douanes françaises comme une infraction aux stipulations du traité du 11 décembre 1866. Il ne nous est pas possible, en effet, de reconnaître comme fondées les observations présentées à l'appui de cette opinion.

Le Gouvernement austro-hongrois fait remarquer que le droit, étant perçu par les douanes françaises, en même temps que les droits de douanes, sur des articles protégés par le tarif conventionnel, constitue, par ce fait, une véritable surtaxe de douane. Le gouvernement français a peine à s'expliquer la difficulté que montre le Gouvernement Impérial et Royal à comprendre la distinction fondamentale qui existe entre le droit de statistique et les taxes de douane. Le droit

de douane ne s'applique qu'aux produits étrangers ; le droit de statistique est perçu sur tous les produits indistinctement qui traversent la frontière, à l'aller et au retour. Il est établi, comme l'indique son nom, pour subvenir aux frais de la statistique commerciale. La perception de ce droit par les agents des douanes n'en change pas le caractère, et d'autres impôts, celui du sel notamment, sont en partie recouvrés par les soins des mêmes agents.

Le Gouvernement Impérial et Royal se demande à quel titre il pourrait s'opposer à une surélévation ultérieure de ce droit, du moment où il en admettrait le principe. Or, il est évident que la modicité même de la taxe, garantie, d'ailleurs, par l'affection spéciale qui lui a été réservée, est un de ces caractères essentiels, qu'elle ne saurait perdre sans entrer dans la catégorie des droits de douane, à l'égard desquels nous sommes liés par les traités.

L'exemple de l'Angleterre établissant, en 1860, un droit analogue sans protestation de notre part, ne peut assurément avoir pour conséquence, comme le fait observer le Gouvernement Austro-Hongrois, de restreindre la liberté d'action du Gouvernement d'un autre pays ; mais ce précédent atteste, du moins, qu'à cette époque nous avons envisagé de la même manière qu'aujourd'hui le droit de statistique, alors perçu à notre préjudice sans qu'il nous parût constituer une infraction au traité. Il indique, en même temps, que nous n'avons fait qu'emprunter à l'un des Grands États Européens la création d'une ressource fiscale rendue nécessaire par la situation de nos finances.

Je ne doute pas, monsieur l'Ambassadeur, que ces nouvelles explications n'amènent le Gouvernement Impérial et Royal à reconnaître que la taxe afférente au contrôle des colis qui traversent nos frontières à l'importation comme à l'exportation, et qui pèse autant et plus peut-être sur les produits français que sur les produits étrangers, ne contrevient en aucune manière aux stipulations inscrites dans les traités du 11 décembre 1866.

Signé : RÉMUSAT.

France. — M. JULES FERRY A M. DELIGIORGIS, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRÈCE.

Athènes, le 25 septembre 1872.

M. le Ministre ! J'ai reçu la note que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser ainsi qu'à mon Collègue M. le Ministre d'Italie sous la date du 9/21 septembre courant ; j'en ai immédiatement conféré, comme mes instructions me le prescrivent, avec le Marquis Migliorati et nous nous sommes mis d'accord pour Vous soumettre en réponse, les considérations suivantes :

Les Gouvernements de France et d'Italie ne peuvent douter des intentions conciliantes qui sont exprimées dans la note du Gouvernement Hellénique ; ils en prennent acte volontiers, mais ils ont, en même temps, le regret de constater que ce bon vouloir, si souvent affirmé par les membres du Cabinet actuel, aboutit à une déception. Ce que les deux Puissances croyaient pouvoir attendre de l'équité du Cabinet Hellénique, c'était, pour reprendre les expressions de la note française du 5 juillet : « Une solution prompte et définitive de la question du Laurium ». Après une recherche laborieuse, le Cabinet Hellénique offre à l'Italie et à la France, comme solution de ce long différend une disposition législative qu'on demanderait au Parlement grec ; cette disposition, interprétant la loi de 1871 sur les Ecvolades, établirait en termes exprès les trois points suivants :

1^o que la loi de 1871 n'a pas eu pour but de créer un droit nouveau.

2^o Qu'elle n'a pas d'effet rétroactif au préjudice des droits acquis.

3^o Qu'elle ne met personne dans l'impossibilité de faire valoir ces droits devant les tribunaux. Cela fait, le Cabinet Hellénique estime que l'action des deux Puissances deviendrait sans objet et l'affaire sortirait ainsi de la sphère diplomatique, où l'intervention de la France et de l'Italie l'ont transportée, pour rentrer dans le domaine de la juridiction de droit commun, c'est-à-dire des tribunaux grecs.

Malgré notre désir de trouver dans cette affaire un terrain de transaction, il nous est impossible de considérer la proposition du Cabinet Hellénique comme une solution.

En premier lieu, cette proposition ne tranche aucune des difficultés pendantes, elle ne termine rien, elle ne résout rien. Elle n'a rien de commun avec la solution équitable et définitive que nous sommes en droit d'attendre. Elle montre que le Cabinet Hellénique est malheureusement beaucoup plus préoccupé de nous écarter de l'affaire que de la résoudre.

Mais, du moins, la disposition législative dont il est question atteint-elle son but ? Désintéresse-t-elle l'action des deux Puissances !

Nous ne le croyons pas, et pour s'en convaincre il suffit de préciser l'origine et le caractère de cette intervention. La note du Cabinet Hellénique contient à cet égard des erreurs de fait et de droit qu'il nous importe de relever.

« Au fond, dites-Vous, l'affaire ne présentait qu'un différend purement privé, portant sur la question de savoir si concession a été ou

n'a pas été faite des Ecvolades à la compagnie réclamante. Si ce différend avait suivi le cours naturel que lui assignaient les lois du pays, d'accord avec les principes de droit international, il aurait dû être porté devant les tribunaux qui n'auraient pas manqué de prononcer là-dessus. Mais il n'en fut point ainsi. Les Gouvernements de France et d'Italie ont cru devoir prêter leur appui à la Compagnie, et, par l'effet de cette assistance, le différend fut distrait de la juridiction ordinaire, pour être transporté sur le terrain de la discussion diplomatique. »

Ainsi c'est à une intervention indirecte et illégitime des Gouvernements de France et d'Italie, à leur oubli des lois du pays et des principes du droit international, que les difficultés présentes sont imputables.

Cette allégation n'est point conforme à la vérité des faits. En réalité, la Société Serpieri était en possession paisible des terrains qu'elle avait acquis à beaux deniers comptants de leurs légitimes propriétaires, lorsque le Gouvernement Hellénique est venu lui contester la libre disposition des terres métallifères qui se trouvent à la surface. Si ce différend avait ainsi le cours naturel que lui assignaient les lois du pays, le Gouvernement eût cité la Société Serpieri devant les tribunaux grecs, qui eussent décidé si la propriété des terres métallifères était, oui ou non, distincte de la propriété du sol. Mais, au lieu de cette marche simple et naturelle qui eût, à ce moment, nous n'en doutons pas, abouti à la reconnaissance des droits de la Société, le Gouvernement Grec s'est précipité avec une sorte de fougue dans la voie des mesures extraordinaires et des coups d'autorité. Ce n'est pas seulement une injonction administrative, c'est une loi votée par la Chambre grecque, le 20 mars 1871, qui a défendu, de la manière la plus absolue, tout usage des Ecvolades. C'est la loi si connue du 27 mai suivant qui les a définitivement dévolues à l'État, tranchant ainsi par une usurpation flagrante des pouvoirs du juge, une question de propriété que les tribunaux grecs étaient seuls compétents pour résoudre. De ces excès de pouvoir, de cette procédure à la fois incorrecte et passionnée, dérivaient nécessairement, pour les deux Puissances, le droit et le devoir d'intervenir.

Les Gouvernements de France et d'Italie n'ont pas besoin qu'on leur rappelle les règles de droit international ; ils n'ont nullement la prétention de soustraire leurs nationaux à la juridiction des tribunaux du pays, mais ils leur doivent aide et assistance toutes les fois qu'un pouvoir quelconque, l'exécutif ou le législatif a porté atteinte en leur personne à quelques uns de ces principes de droit et d'équité, qui constituent la loi commune des nations civilisées. Ce devoir d'assis-

tance devient plus impérieux encore, quand il apparaît qu'en face de l'abus de pouvoir, toutes les voies de recours sont fermées au droit lésé. Les Gouvernements doivent prendre alors fait et cause pour leurs nationaux, substituer leur action propre à l'action désormais impuissante des intéressés, et c'est ainsi que l'on voit tous les jours une question de l'ordre purement privé devenir par la force des choses une question de nation à nation.

Telle est précisément la situation des Gouvernements de France et d'Italie dans la question des Ecvolades.

Quel est le principe d'équité supérieur que la loi des Ecvolades a méconnu ? Le principe même de la propriété. En attribuant définitivement à l'Etat Grec la propriété des Ecvolades, la loi du 27 mai 1871 a exproprié, sans indemnité, tous les propriétaires de terre ecvoladiques et particulièrement la Société Serpieri ; elle a eu l'effet d'une véritable confiscation.

Quel recours la loi du 27 mai 1871 a-t-elle laissé aux propriétaires des terres ecvoladiques, et particulièrement à la Société Serpieri ? Aucun recours. En présence d'une loi qui tranche péremptoirement, pour le passé comme pour l'avenir, la question de propriété, il est désormais interdit aux tribunaux grecs, si haut placés qu'ils soient, si indépendants qu'ils puissent être, et quand même ils seraient comme nous, absolument convaincus de l'excès de pouvoir commis par la loi de 1871, de prononcer autrement que cette loi elle-même, et d'attribuer à des particuliers une parcelle, si petite qu'elle soit, de terre ecvoladique.

Pour se soustraire à cette argumentation qui nous paraît irréfutable, le Cabinet actuel essaie de deux moyens.

Le premier, développé avec art dans un exposé signé par M. le Président du Conseil et qui nous a été communiqué, consiste à soutenir que la loi de 1871 n'a établi aucun droit nouveau, et que dans les principes de la législation grecque de tous les temps les Ecvolades étaient *biens de l'Etat* en vertu de la théorie du *droit régalien*.

Nous avons examiné avec soin cette théorie du droit régalien, d'après laquelle non-seulement les mines, mais les minerais, mais les substances métallifères de toute nature, mais le plâtre même et les *pierres meulières* seraient en Grèce, de toute antiquité, la propriété de l'Etat. Nous devons déclarer que ce droit régalien nous paraît entièrement imaginaire. M. le Président du Conseil est obligé d'en chercher la base jusque dans le Coran, et il s'efforce de prouver que la Grèce l'a reçu du Sultan en héritage.

Sans approfondir sur ce point la législation musulmane, nous ferons observer : 1^o que la législation grecque ne découle pas du

Coran, mais qu'elle a l'honneur d'être issue du droit romain, cette source commune de toutes les législations de l'Occident, et qu'en droit romain comme en droit français le propriétaire du sol est le propriétaire du dessus et du dessous (voir notamment l'arrêt 720 de la Cour d'Appel d'Athènes dans l'affaire des scories du Laurium); 2° que le prétendu *droit régalien* est nié par la législation hellénique tout entière, non-seulement par la loi de 1861 sur les mines qui reproduit l'esprit, les principes et presque les termes eux-mêmes de la loi française de 1810, mais par un document plus récent et plus topique encore : la loi de 1867 sur les scories.

Si l'Etat Grec est propriétaire, en vertu d'un droit régalien supérieur, de toutes les *substances métalliques*, ainsi que l'affirme l'exposé de M. le Président du Conseil, comment expliquer que l'exploitation des scories, quand elles se trouvent sur une propriété particulière, se soit faite librement, de tout temps, en Grèce, sans même qu'il soit besoin d'une autorisation préalable? Comment expliquer que le législateur de 1867, amené à faire une loi sur les scories par l'extinction des travaux de MM. Roux et Serpieri, n'ait pas songé un instant à les déclarer propriété nationale, se contentant de leur faire supporter une quotité d'impôt différente, selon que les scories appartiendraient à des particuliers ou qu'elles seraient reconnues appartenir à l'Etat? Comment se fait-il que, quatre ans plus tard, l'Assemblée grecque, amenée toujours par les progrès de l'industrie du Laurium à s'occuper des Ecvolades, ait mis plusieurs mois à découvrir que les Ecvolades étaient propriété nationale? Le 22 février 1871, M. Coumoundouros, Président du Conseil, et M. Sotiropoulos, Ministre des finances, présentent un projet de loi sur les Ecvolades : non-seulement ce projet est muet sur le droit régalien, mais il en est la négation énergique; il distingue entre les rejets qui gisent sur les terrains des particuliers lesquels seront assujettis à un droit de 10 0/0 et les rejets sur les terrains domaniaux dont on se réserve de disposer par une loi spéciale. Et dans l'exposé d'une remarquable précision, dont M. Coumoundouros fait précéder le projet de loi, il explique à la Chambre qu'ayant consulté les jurisconsultes sur la nature juridique de ces Ecvolades, il les a trouvés divisés en deux camps, les uns disant : « les Ecvolades sont des minerais et appartiennent au propriétaire de la mine »; les autres déclarant : « qu'elles sont au propriétaire du sol et semblables aux scories. » Preuve évidente que jusqu'alors personne n'avait découvert ce droit régalien, qu'on représente aujourd'hui comme un des principes primordiaux de la législation hellénique!

En résumé, puisque le droit régalien n'existe pas, la loi des Ec-

volades a eu le caractère d'une loi de confiscation, et l'intervention des Puissances est justifiée.

Le Cabinet Hellénique a recours à un second moyen pour écarter cette intervention. C'est le but même de la note à laquelle nous répondons. Le grief est dans la loi, nous dit-on ; faisons-le disparaître par une interprétation qui dira : 1^o que la loi de 1871 n'a pas eu pour but de créer un droit nouveau ; 2^o qu'elle n'a pas non plus d'effet rétroactif au préjudice des droits acquis ; 3^o qu'elle ne met personne dans l'impossibilité de faire valoir ses droits devant les tribunaux. Nous répondons que, même ainsi interprétée, la loi de 1871 ne cessera pas de peser, de tout son poids, sur la conscience du juge ; qu'après comme avant l'interprétation elle mettra le juge dans l'impossibilité, non-seulement morale mais légale, d'attribuer la propriété des évolades à toute autre propriétaire que l'Etat ; qu'après comme avant l'interprétation, la question de propriété est tranchée par la loi et que, le juge n'étant plus libre, le recours aux tribunaux est illusoire.

Il y a deux parties dans la loi de 1871 : une attribution de propriété et des dispositions réglementaires. Des dispositions réglementaires on peut dire qu'elles n'ont pas d'effet rétroactif ; cette réglementation minutieuse n'est évidemment faite que pour l'avenir. La Chambre grecque ne se compromettait pas beaucoup en déclarant que ces dispositions ne sont pas rétroactives. Mais il y a dans la loi autre chose, et cette chose est fondamentale : la proclamation du droit de l'Etat. Cette partie de la loi est forcément rétroactive. Elle le serait plus énergiquement encore, s'il était possible, lorsque le Cabinet Hellénique aurait, comme il nous l'offre, demandé à la Chambre de déclarer, pour la seconde fois, que la *loi n'a pas eu pour but de créer un droit nouveau*. Si la loi n'a pas eu pour but de créer un droit nouveau ; si, comme l'a dit M. Zaïmis, elle est purement déclarative et non constitutive de propriété, si elle n'a eu d'autre objet que de sanctionner avec éclat des principes existants ou des lois antérieures, elle a, par cela même, interprété d'une manière définitive ces principes et ces lois, et il n'est plus possible au juge de les entendre d'une autre manière. Le législateur n'est pas un glossateur : ses opinions ne sont jamais, quoiqu'en dise le mémoire de M. le Président du Conseil, *des opinions inoffensives* ; ses interprétations sont des actes souverains, ses opinions sont la loi même. M. Deligeorges l'avait si bien compris que, dans la discussion de la loi de 1871 (séance du 27 avril) il insistait avec une grande énergie, pour l'adoption de l'amendement qui est devenu la rédaction définitive de la loi, en disant qu'il importait pardessus tout, « de fermer la porte à toute interprétation du juge »,

d'empêcher que le juge pût, sous prétexte d'obscurité ou d'inconstitutionnalité de la loi, se refuser à l'appliquer, et il s'écriait : « Est-ce qu'il est quelqu'un d'entre nous qui voudrait abandonner cette loi aux larges pouvoirs d'interprétation du juge ? »

C'est alors que M. Zaïmis, pour rassurer M. Deligeorges, priait la Chambre d'accepter la rédaction proposée, parce qu'elle donnait plus clairement qu'aucune autre à la loi le caractère d'une loi déclarative et non constitutive du droit de l'État.

En effet, une loi constitutive n'eût disposé de la propriété des Ecvolades que pour l'avenir, elle eût par conséquent laissé au juge la liberté d'apprécier les faits antérieurs à la loi ; une loi déclarative ne le lui permet pas.

En somme, le Cabinet hellénique ne s'est pas aperçu que la disposition nouvelle dont il nous entretient confirmerait expressément, et par conséquent agraverait la loi des Ecvolades ; il ne s'étonnera donc pas que nous déclinions absolument sa proposition.

Nous avons dû suivre le Cabinet hellénique sur le terrain où lui-même nous conviait. Mais nous l'avons fait à regret.

Ce n'est pas en revenant sur nos dissents que nous parviendrons à les éteindre. Pour arriver à une entente, il importe avant tout d'apaiser les esprits, de renoncer aux récriminations passionnées, et de placer la question non pas en dehors de la sphère diplomatique, où nous sommes obligés de la maintenir, mais de la sphère des partis. En renouvelant dans un document officiel des accusations dont l'exagération, pour ne pas dire plus, est par trop manifeste, on peut se préparer un succès d'opinion, on ne fait rien pour le vrai succès, le succès politique et diplomatique, celui que l'intérêt de la Grèce commande, et que les puissances appellent de tous leurs vœux.

Aussi, laissant de côté les thèses juridiques, les subtilités d'école, les discussions rétrospectives, nous dirons au Cabinet Hellénique :

Ne vous épouvez pas à contester, tantôt sous une forme et tantôt sous une autre, la légitimité de notre intervention. Cette intervention subsiste et subsistera avec toutes ses conséquences, tant que l'intérêt de nos nationaux ne nous paraîtra pas entouré de suffisantes garanties.

Vous avez envoyé l'année dernière un haut fonctionnaire à Rome et à Versailles, dans l'espoir de convaincre les deux Cabinets ; vous ne les avez pas convaincus.

Vous venez de renouveler avec un grand renfort d'arguments cette même tentative.

Vous n'avez pas mieux réussi cette fois que la première.

Ainsi posée, la question est dans une impasse : ne voulez-vous pas chercher avec nous le moyen d'en sortir ? Vous avez refusé, au mois de novembre dernier, un arbitrage qui aurait vidé depuis longtemps le différend à la satisfaction générale, comme il vient d'arriver du différend anglo-américain, plus délicat cependant, plus passionné, plus redoutable que la question du Laurium. Entre les deux puissances et vous, vous ne voulez pas de juge : vous êtes, en fait d'amour-propre national, plus exigeants que l'Angleterre. Du moins, puisque vous ne voulez pas vous entendre avec la France et l'Italie, arrangez-vous avec la Compagnie. Arbitrage ou transaction, il n'y a pas d'autre alternative. Et ne dites pas, monsieur le Ministre, que « ce dernier mode nous a paru le moins propre à assurer le résultat qu'on en espérait, parce qu'il faisait passer toute l'affaire entre les mains de la Compagnie, qui aurait pu d'autant plus facilement se permettre des illusions sur l'étendue de ses droits, qu'elle se sentait appuyée par deux grandes puissances, telles que la France et l'Italie. »

Nous sommes obligés de vous rappeler, monsieur le Ministre, que vous parlez à deux grandes puissances qui n'ont point coutume de pratiquer, dans les rapports internationaux, la politique de l'exaction, et dont l'une ne s'est jamais fait connaître à la Grèce que par des bienfaits.

Cependant, si le cabinet hellénique n'avait pas d'autre objection contre la solution qui consiste à mettre directement en présence le Gouvernement Hellénique et la Compagnie, il serait, à ce qu'il nous semble, bien facile de le rassurer absolument. Les questions de chiffres étant les seules dans lesquelles les illusions des parties soient à redouter, on pourrait les confier exclusivement à des experts empruntés aux sommités scientifiques et industrielles de l'Occident.

Nous appelons sur cet ordre d'idées toute l'attention du gouvernement hellénique. Nous considérons la discussion comme close sur le fond de l'affaire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : JULES FERRY.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE HOYOS AU COMTE ANDRASSY.

(Extrait.)

Paris, le 28 septembre 1872.

Dans son rapport du 21 juillet de la présente année le comte Apponyi a fait remettre à Votre Excellence la copie de la note au moyen de laquelle M. l'Ambassadeur par suite du décret du 17 du même mois réclamait une seconde fois contre l'application du droit de statistique.

M. le comte de Rémusat répond à cette nouvelle réclamation dans la note que je joins à ce rapport.

Le Gouvernement français insiste sur le caractère de cette augmentation qui n'a aucun des caractères qui pourraient la faire considérer comme une sus élévation des droits de douanes existants.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE ANDRASSY AU COMTE HOYOS
A PARIS.

Vienne, le 4 octobre 1872.

Dans un rapport d'une haute portée et en date du 14 du mois passé le comte Apponyi a entre autres rappelé que la Direction générale des Douanes en France pensait à admettre qu'un séjour prolongé de marchandises dans un pays qui n'est pas leur pays d'origine devait être considéré comme une interruption de la voie directe, la droiture des lieux d'origine, et que par conséquent ces marchandises devaient être soumises à la surtaxe portée par l'art. 8.

Afin de nous renseigner sur les dangers qui peuvent menacer nos rapports commerciaux basés sur les traités, surtout l'exportation des céréales de Hongrie, je prie Votre seigneurie d'examiner cette question de plus près afin de savoir, s'il est possible, de source certaine, s'il y a danger à ce que l'on donne cette interprétation à la loi déjà existante, ou si on prendra une mesure dans le sens ci-dessus indiqué par la voie législative?

Recevez, etc.

Signé : ANDRASSY.

Serbie. — DISCOURS DU PRINCE MILAN OBRÉNOVITSCH IV A L'OUVERTURE DE LA SKUPTSCHINA LE 7 OCTOBRE 1872.

Messieurs les députés,

En me rendant au milieu de vous, je remplis un agréable devoir en exprimant avant tout mes sentiments de gratitude pour les marques d'intérêt qui m'ont été témoignées à mon avènement au trône par la Sublime Porte, les puissances garantes et les autres États amis. C'est avec une satisfaction non moins vive que je rappelle ici les nombreuses preuves d'amour et de vif attachement que j'ai reçues à cette occasion de mon peuple bien-aimé.

Je suis heureux de pouvoir ouvrir, en face d'une approbation aussi bienveillante de l'extérieur et de l'intérieur, la Skuptschina pour la première fois et d'aborder, de concert avec elle, la solution des questions qui nous sont soumises.

La délibération en commun nous a été léguée comme un héritage par nos ancêtres; il m'est d'autant plus facile de rester fidèle à cette belle et utile tradition qu'elle a été sanctionnée par la Constitution que je veux confirmer par mon serment de souverain.

Partant de ce large et ferme principe, nous entrons immédiatement

sur un vaste terrain qui s'ouvre à tous nos travaux. Notre principauté peut s'enorgueillir sans doute des progrès qu'elle a faits durant l'espace si court de son existence; mais de quelle importance ne doivent pas être les travaux qui nous attendent encore quand il est reconnu que des États constitués depuis des siècles dans des conditions bien plus favorables, s'attardent encore dans un travail de leur développement et de leur perfectionnement.

Notre législation a des défauts que nous aurons à faire disparaître, des lacunes que nous devrons combler. Notre force civilisatrice n'est pas suffisante. Notre force défensive a encore besoin d'être agrandie et augmentée.

De nombreuses sources de prospérité restent obstruées et sans emploi. De nouvelles voies doivent être ouvertes au commerce, à la tête desquelles il faut ranger les chemins de fer. Il nous faudra donner au travail de plus grandes garanties de développement.

Mais c'est surtout à l'agriculture que nous devons consacrer toute notre sollicitude. L'économie agricole jouit chez nous de tous les éléments nécessaires à une exploitation fructueuse. Nous ne saurions avoir de mission plus urgente et plus rationnelle que celle d'utiliser les ressources créées par la nature. C'est principalement dans ces ressources que gisent la force et la richesse de la Serbie.

Mon Gouvernement soumettra des propositions dans ce sens à la Skuptschina. Ces projets de loi sont si importants et si nombreux qu'ils ne pourront pas être votés dans une session ou même dans une période législative. Il faudra du temps et des débats laborieux pour les mener à bonne fin, mais nous y parviendrons grâce à la bonne volonté et au patriotisme de la nation.

La Skuptschina actuelle aura à s'occuper d'une partie de ces travaux; l'autre partie, beaucoup plus considérable, sera réservée pour la session de l'année prochaine.

Messieurs les députés,

Vous avez déjà acquis un droit à ma reconnaissance et à celle de la patrie. Pendant ma minorité, c'est-à-dire à l'époque où la situation de la Serbie exigeait le plus de dévouement et d'union, vous avez sans cesse agi conformément à notre mission en soutenant le Gouvernement de la Régence auquel j'ai exprimé, dans ma proclamation, mes remerciements. Vous recueillerez de nouveaux mérites sur le champ du travail et du patriotisme.

Dieu bénisse vos efforts pour le bonheur et la gloire de la Serbie.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE HOYOS AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 12 octobre 1872.

Conformément aux ordres que vous m'avez donnés dans votre lettre du 4 de ce mois, je me suis appliqué à connaître quelle interprétation les autorités douanières françaises donnaient à l'article 8 de la loi du 26 juillet de l'année courante.

D'après les déclarations précises qui m'ont été données à la Direction générale des douanes, on entend sous l'expression *importation en droiture des lieux de provenance* l'importation sans interruption et sans arrêt de la marchandise sur les territoires intermédiaires.

On considère comme importées indirectement non-seulement les marchandises comme cela a été indiqué dans la circulaire du 29 août qui arrivent en France en partie par la voie de mer, mais encore tous les envois qui, après un séjour prolongé dans un pays tiers, peuvent passer pour n'être plus la propriété du premier expéditeur, ou encore admettre que ce dernier n'avait pas l'intention d'importer la marchandise expédiée en France.

On admet pourtant que dans le cas où une expédition de marchandises serait arrêtée sur un territoire tiers à cause du défaut de moyens de transports, par conséquent contre la volonté de l'expéditeur, cette circonstance n'interrompt pas l'expédition directe.

Quant à ce qui concerne spécialement les articles venant en France de l'Autriche-Hongrie, on demande seulement en France lorsqu'il est question de la voie de terre, que les marchandises au moment de l'expédition soient déjà destinées à la France, sans qu'on s'enquière si elles arrivent en France par la voie indirecte ou par des détours.

Si cependant ces marchandises étaient déchargées et mises en entrepôt par exemple en Allemagne, en Belgique ou en Suisse, elles devraient alors payer la taxe imposée à l'importation indirecte.

Recevez, etc.

Signé : Hoyos.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE HOYOS AU COMTE ANDRASSY.

Paris, le 12 octobre 1872.

Pour compléter mes rapports antérieurs, je me permets de répéter dans le présent quelques expressions ayant trait à la politique commerciale du gouvernement français de même qu'à l'appréciation que l'on porte ici sur l'attitude du gouvernement impérial et royal à cet égard.

Ces manifestations émanent de cercles qui tiennent de près au gouvernement et qui sont à même de rendre fidèlement sa pensée.

On a bien exagéré à l'étranger la portée de la loi du 26 juillet. Un examen approfondi de cette loi prouve que la plupart des prescrip-

tions de l'ancien tarif ont été conservées. Il ne s'agit en effet que d'une légère imposition des matières premières, la France doit les demander à l'étranger, le droit imposé ne nuira donc en aucune façon aux relations commerciales et n'aura pour conséquence qu'un léger renchérissement pour le fabricant français ou pour le consommateur. Cet impôt diffère donc peu d'un impôt intérieur puisqu'il sera pratiquement à la charge du public français et non de l'étranger.

Par exemple, la production de la laine en France est très-limitée par les conditions du sol et de la culture. Jusqu'à ce jour on a tiré les deux tiers de ce dont on avait besoin de l'étranger (Angleterre, Australie). L'impôt auquel est soumise la laine n'augmentera pas la production intérieure par la raison que le sol a, dans toute la France, trop de valeur pour qu'on puisse le destiner au pâturage.

La conséquence logique est que l'impôt ne diminuera pas.

On peut en dire autant de la soie grège. L'Italie aura la même exportation de ce produit que par le temps passé et les fabricants de Lyon seront forcés de payer les prix d'augmentation des droits.

Pour ce qui concerne l'Autriche-Hongrie après l'expiration des traités de commerce, elle livrera ses douves de fûts dans la même quantité que jusqu'à ce jour. En effet, de quel pays les viticulteurs français tireraient-ils les fûts dont ils ont besoin ?

Il n'en sera pas autrement des céréales que l'Autriche-Hongrie importera en France. Si des besoins se font sentir, l'importation ne trouvera pas d'entraves.

En général, il est inexact d'admettre que la France veuille en revenir au système protecteur. Comme les exemples cités ci-dessus le prouvent, il n'est nullement question de protéger la production indigène, comme cela a déjà été dit, mais de faire naître des sources de revenus.

On s'est beaucoup préoccupé en France pendant les deux dernières années de cette question à savoir si par le traité de 1860, le libre-échange n'avait pas considérablement nui à l'industrie française. Cette question a été résolue au point de vue pratique; que l'on soit en effet libre-échangiste ou protectionniste, on ne peut nier les faits exprimés en chiffres. Un regard jeté sur les tableaux concernant l'augmentation continue du commerce extérieur de la France prouve d'une façon éclatante qu'elle ne craint pas la concurrence et que son industrie est toujours en voie de développement, et, d'autre part, si l'on ne peut nier que le système protectionniste a encore des adhérents et cela même dans les cercles du gouvernement, on se tromperait fort en voulant considérer l'impôt sur les matières premières

comme une victoire des protectionnistes, à savoir la reprise d'un système abandonné depuis douze ans.

Il ne faut pas oublier que la France a 5 milliards à payer, qu'il est par conséquent de son devoir de ne rien négliger pour accomplir cette lourde tâche et pour trouver de nouvelles sources de revenus.

Toujours après des guerres malheureuses, les Etats se trouvent dans le cas de nécessité forcée. La France a toujours apprécié ces circonstances vis-à-vis d'autres États. Lorsque, par exemple, l'Autriche s'est vue contrainte de mettre un impôt sur les rentes, le gouvernement français n'a pas voulu réclamer contre cette mesure au nom des créanciers français.

Lorsqu'il a été question de l'augmentation des droits de douanes sous le nom du droit de statistique on m'a fait la remarque, qu'il était surprenant que justement l'Autriche-Hongrie que ce droit frappait le moins, fit les protestations les plus vives.

Si l'on prend en considération les deux articles principaux d'importation, il en résulte que l'augmentation comporte par stère 10 centimes ; cette augmentation est encore moindre pour les céréales, puisque pour une valeur de 400 francs, il n'y a que 10 centimes à payer.

Je ne répéterai pas à V. Exc. l'argumentation dont on s'est servi pour représenter le droit de statistique comme n'étant pas opposé aux traités existants. La plupart de ces raisons son renfermées dans les deux réponses du ministère des affaires étrangères. Je ne crois pas plus devoir répéter les répliques et les objections que j'ai pu soumettre dans ces entretiens.

Si je porte ces explications à la connaissance de V. Exc., ce n'est que dans la prévision, qu'il ne sera pas sans valeur de connaître les points de vue auxquels on se place ici, surtout certains personnages politiques au point de vue de politique commerciale ou semblent au moins vouloir se placer, de même que de bien constater l'impression qu'a produite sur les hommes spéciaux en France l'attitude prise par le gouvernement impérial et royal.

Recevez, etc.

Signé : Hoyos.

**Etats-Unis d'Amérique. — PROCLAMATION DU PRÉSIDENT GRANT,
RELATIVE AUX DROITS DIFFÉRENTIELS A PRÉLEVER SUR LES NAVI-
RES FRANÇAIS.**

Washington, le 30 octobre 1872.

Attendu que, après l'information reçue par moi de S. M. l'empereur des Français, suivant laquelle les droits différentiels précédemment perçus dans les ports français sur les marchandises importées

des pays de leur provenance par des navires des Etats-Unis étaient discontinués et abolis, et que, en vertu d'une loi du Congrès du 7 juin 1824, et d'une loi additionnelle du 24 mai 1828, j'ai lancé une proclamation le 12 juin 1869 pour déclarer que les droits différentiels perçus avant cette date sur les marchandises importées des contrées de leur provenance dans les ports des Etats-Unis par des navires français étaient discontinués et abolis.

Et attendu que, après avoir été subséquemment informé que la perception des droits sur toutes les marchandises importées en France par des navires des Etats-Unis, soit des pays de leur provenance, soit d'autres pays, avait été discontinuée, j'ai, le 20 novembre 1869, en vertu des lois du Congrès et de l'autorité dont je suis investi, lancé une proclamation pour déclarer que les droits différentiels perçus avant cette date sur les marchandises importées aux Etats-Unis par des pays de leur provenance, soit d'autres pays, étaient discontinués et abolis ;

Et attendu que, en vertu des dites lois du Congrès du 7 janvier 1824 et du 24 mai 1828, et des termes des dites proclamations du 12 juin 1869 et du 20 novembre 1867, ladite suspension des droits différentiels sur les marchandises importées aux Etats-Unis par des navires français était accordée par les Etats-Unis à la condition que les marchandises importées en France par les navires des Etats-Unis seraient admises dans les ports français exemptes du paiement des droits différentiels, et devait durer tant que cette exemption serait maintenue ;

Et attendu que j'ai été informé que, en vertu d'une loi de la République française, adoptée le 30 janvier 1872 et promulguée le 3 février 1872, les marchandises importées en France par les navires des Etats-Unis de pays autres que les Etats-Unis sont, à l'exception de certains articles énumérés dans cette loi, soumis aux droits différentiels : et attendu que par l'effet de ladite loi de la République française du 30 janvier 1872, l'exemption accordée aux navires français et à leurs cargaisons par ladite proclamation du 12 juin 1869 et par celle du 20 novembre 1869, conformément aux clauses des susdites lois du Congrès, a cessé d'être réciproque de la part de la France à l'égard des navires appartenant à des citoyens des Etats-Unis et de leurs cargaisons ;

Maintenant donc, moi, Ulysse S. Grant, président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu de l'autorité dont je suis investi par une loi du Congrès du 7 janvier 1824 et par une loi additionnelle du 24 mai 1828, je déclare et proclame que dorénavant ladite suspension de la perception des droits différentiels sur les marchandises importées

aux Etats-Unis par des navires français de pays autres que la France, suspension ordonnée par ma dite proclamation du 12 juin 1869 et par celle du 20 novembre 1869, cessera d'avoir lieu, et toutes les clauses des lois imposant des droits différenciels sur les importations par navires étrangers aux Etats-Unis sont remises en vigueur et continueront à être appliquées en ce qui concerne les marchandises importées aux Etats-Unis par des navires français et provenant de pays autres que la France, tant que des droits différenciels continueront à être perçus par la France sur les marchandises importées dans ses ports par des navires des Etats-Unis et provenant de pays autres que les Etats-Unis.

En témoignage de quoi, etc.

Signé: U. S. GRANT.

Luxembourg. — DISCOURS DU PRINCE HENRI DES PAYS-BAS,
A L'OUVERTURE DES CHAMBRES DU GRAND-DUCHÉ, LE 5 NOVEM-
BRE 1872.

Messieurs, le premier sentiment que j'éprouve le besoin de vous exprimer, c'est ma profonde gratitude envers la population luxembourgeoise pour la cordiale et affectueuse sympathie qu'elle m'a témoignée à l'occasion de la cruelle épreuve qui m'a été réservée pendant cette année, je n'oublierai jamais ce qui s'est passé; je trouverai constamment dans la conduite que l'on a tenue envers moi un motif pour me dévouer entièrement aux intérêts du Grand-Duché.

Je remplis une mission bien agréable de la part de S. M. le Roi Grand-Duc, en venant de cette place réitérer l'expression de la vive satisfaction que lui a donné l'accueil chaleureux et affectueux qu'il a reçu partout pendant son séjour parmi les Luxembourgeois. Je constate toujours avec bonheur tout ce qui contribue à resserrer davantage les liens d'affection réciproque qui unissent votre souverain à votre patrie.

J'ai à vous entretenir des affaires du pays; je le fais avec beaucoup de contentement dans un moment où la situation est aussi avantageuse qu'elle l'a été dans aucun temps.

La nationalité luxembourgeoise, qui a si souvent paru menacée pendant les dernières années, trouve une nouvelle garantie dans la déclaration faite à la suite de la Convention du 11 juin par les puissances signataires du Traité de Londres, qu'elles considéraient comme subsistant toujours les engagements qu'elles ont contractés par ce traité; je me plaît aussi à reconnaître que votre nationalité est, en outre, consolidée par des institutions conformes aux opinions des Luxembourgeois, par l'ordre et la tranquillité qui règnent partout.

L'enseignement est le principal élément du progrès et du bien-être

des populations ; il répond de plus en plus dans le Grand-Duché aux besoins de la société ; il a reçu une organisation large qui réalise les améliorations les plus recommandées ; il est mis à ses divers degrés à la portée de tous.

Les bonnes voies de communication se multiplient et relient toutes les localités. Je me félicite surtout que par la construction des chemins de fer Prince-Henri, le pays sera doté d'un réseau de chemins de fer aussi développé qu'il en existe dans peu de contrées.

Le commerce et l'industrie, que la guerre n'a pas trop fait souffrir, prennent un essor inconnu jusqu'à ce jour et ont augmenté la fortune de quelques localités d'une manière extraordinaire.

L'agriculture a eu quelques années très-défavorables ; elle est en partie indemnisée de ses pertes par l'abondance de la dernière récolte. L'intérêt tout particulier que je porte aux cultivateurs me fait vivement désirer qu'ils réalisent des progrès incessants.

Grâce à l'augmentation du produit des contributions indirectes, la situation financière est très-rassurante, malgré les nouvelles dépenses extraordinaires que le pays a eu à supporter pendant les dernières années, et continue à présenter un excédant des recettes sur les dépenses ; rien ne s'oppose donc à la réalisation de l'intention du Gouvernement d'améliorer la position de ceux des fonctionnaires dont les traitements n'ont pas été augmentés pendant vos dernières sessions.

Messieurs,

Vous avez à vous occuper pendant la session qui va s'ouvrir de travaux nombreux et importants ; aux projets de loi déjà soumis à vos délibérations, d'autres viendront s'ajouter ; le Gouvernement en a élaboré plusieurs qui touchent à des matières du plus grand intérêt, comme ceux dont vous êtes saisis. Vous porterez toute votre attention et tout votre zèle à les examiner consciencieusement.

Délivrés des appréhensions et des préoccupations qui vous inquiétaient précédemment, vous serez encouragés dans l'accomplissement de votre tâche par la pensée consolante que le pays pourra profiter pendant de longues années des améliorations qui seront dues à vos efforts.

Je fais des vœux sincères pour que vos travaux soient féconds en résultats heureux et qu'ils contribuent à faire prospérer de plus en plus votre patrie.

Puisse la divine Providence éclairer vos délibérations ! .

Au nom de S. M. le Roi Grand-Duc,

Je déclare ouverte votre session ordinaire de la Chambre des députés.

France. — LE COMTE DE RÉMUSAT AU COMTE APPONYI, A PARIS.

*

Versailles, le 8 novembre 1872.

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 3 septembre dernier, au sujet de l'application de la loi de douanes votée le 26 juillet par l'Assemblée Nationale.

Le Gouvernement Impérial et Royal, préoccupé des conséquences que la mise en vigueur de cet acte législatif pourrait entraîner au point de vue de l'exécution du Traité de Commerce du 11 décembre 1866, a cru devoir résERVER les droits que lui donne ce Traité contre toute mesure qui porterait atteinte aux stipulations qu'il renferme, en ce qui touche l'importation des marchandises énumérées au tarif A, ainsi que de toutes autres marchandises d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise mentionnées dans les TraitéS de Commerce conclus entre la France et les diverses Puissances étrangères.

En réponse à cette communication, je n'hésite point, monsieur l'Am-bassadeur, à Vous donner l'assurance que le Gouvernement français, fidèle aux engagements qui le lient aux États avec lesquels il a contracté, a toujours entendu qu'aucune modification ne serait apportée aux dispositions du Traité du 11 décembre 1866, qui n'aït été préalablement arrêtée d'un commun accord avec le Gouvernement Im-périal et Royal.

Signé : RÉMUSAT.

Prusse. — DISCOURS DU GÉNÉRAL DE ROON, MINISTRE DE LA GUERRE
A L'OUVERTURE DE LA DIÈTE PRUSSIENNE, LE 12 NOVEMBRE 1872.

Illustres, nobles et honorés messieurs des deux Chambres de la Diète!

S. M. l'Empereur et Roi a daigné me charger d'ouvrir en son nom la Diète du royaume.

L'espoir de voir s'accomplir la réforme de l'organisation des cer-cles, à la reprise de la session ajournée au mois de juin, ne s'étant pas réalisé, le Gouvernement de Sa Majesté a jugé de son devoir de clore cette session, qui était restée sans résultat sous ce rapport, afin de faire résoudre, dans une nouvelle session, une question si impor-tante et si urgente, et de vous présenter, outre les projets de lois dé-posés déjà dans la session précédente, d'autres projets législatifs im-portants.

Vous avez déjà vu, par le projet de budget de 1873, que la situation financière de la Prusse est tout à fait satisfaisante; que non-seulement nous avons à notre disposition les ressources pour suffire largement aux besoins qui se sont manifestés dans toutes les branches de l'ad-ministration, mais encore des sommes considérables qui pourront

être affectées à créer des fonds provinciaux, à accorder aux fonctionnaires des indemnités supplémentaires pour frais de logement et enfin à l'amortissement extraordinaire des dettes de l'État.

En même temps la situation financière nous permet de réaliser le projet d'accorder une large réduction d'impôt aux classes moins aisées. Un projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} mai 1851 concernant l'impôt sur les classes et l'impôt sur le revenu classifié, vous sera présenté incessamment.

Il vous sera soumis des projets de lois destinés à régler à plusieurs points de vue les rapports de l'État avec les différents cultes.

Avant tout, vous aurez à vous occuper de la réforme de l'organisation actuelle des cercles. Le Gouvernement de Sa Majesté est fermement convaincu de la nécessité de réaliser cette réforme, qui servira de base à la solution de bien d'autres questions d'État, et dont l'accomplissement sera encore facilité par les ressources financières dont nous pouvons disposer pour la mise à exécution.

Le projet d'organisation pour les cercles qui vous sera présenté, tout en conservant les bases de l'ancien projet, contient un certain nombre de modifications dont la nécessité et l'opportunité ont été constatées dans les délibérations qui ont eu lieu jusqu'à présent.

Le Gouvernement de Sa Majesté espère fermement arriver à une entente commune, et il est décidé à assurer le succès de cette importante réforme, en employant tous les moyens que la Constitution met à sa disposition.

Au nom de l'Empereur et Roi, je déclare ouverte la session de la Diète de la monarchie.

**France. — MESSAGE DE M. THIERS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
LE 13 NOVEMBRE 1872.**

Messieurs, après une séparation de trois mois, pendant lesquels l'œuvre de réparation que vous nous aviez confiée n'a pas été interrompue un seul instant, nous venons remplir le devoir annuel que nous imposent les institutions républicaines, et vous exposer la véritable situation du pays, le bien et le mal n'étant ni exagérés, ni déguisés.

Le calme sur lequel vous comptiez, et dont vous aviez donné l'exemple en vous interdisant toute discussion irritante au moment de vous séparer, ce calme est maintenu. Nous avions promis de faire respecter la représentation nationale dans la mesure de nos pouvoirs légaux, et nous n'avons pas souffert qu'il fût porté atteinte au respect dont elle doit être entourée. Car, dans ce pays bouleversé par les révolutions et par la guerre, que resterait-il debout si la souveraineté nationale, ici représentée aussi légitimement qu'elle le fut

jamais, n'était l'autorité suprême, source de toutes les autorités, partout respectée, et quand elle a parlé, partout obéie?

Mais, nous pouvons l'affirmer, sauf d'inévitables incidents, ce respect a été maintenu, et vous reprenez paisiblement vos sièges de législateurs et de légitimes représentants de la souveraineté nationale.

Tout en nous attachant à maintenir l'ordre, nous n'avons cessé de veiller au cours régulier des affaires, à la stricte observation des lois, au développement de la grande opération financière qui doit aboutir à la libération du territoire, à l'évacuation des départements qui devaient être les premiers affranchis, à la rentrée des nouveaux impôts, à la réorganisation de notre sage et vaillante armée, à la marche de nos négociations commerciales, enfin à la pacifique et amicale direction de nos relations avec les deux mondes.

Pendant ce temps, le pays travaillait, de son côté, avec cette activité qui ne l'abandonne jamais, qui est en ce moment la puissance réparatrice de nos malheurs, et qui, cette année, nous procurera un mouvement commercial supérieur à ce qu'il avait été dans les temps les plus prospères.

Ne quittons pas ce sujet sans remercier la Providence, qui, dans ce moment d'immenses sacrifices, nous a envoyé les plus belles récoltes que nous ayons obtenues depuis un quart de siècle. Ce qui nous a aidés à solder une partie des sommes que nous devions acquitter au dehors. Et ici, messieurs, il n'y a à remercier que Dieu, souverain auteur de toutes choses, qui, tour à tour, instruit, soutient, relève, quand il lui plaît, les nations qui ont failli et n'ont désespéré ni de lui ni d'elles-mêmes!

Permettez-moi, messieurs, de ne pas m'en tenir à ces énonciations générales, et d'entrer dans quelques détails sur nos affaires les plus essentielles.

L'emprunt du mois de juillet est, sans contredit, l'opération financière la plus considérable qu'on ait encore tentée. Jamais, en effet, on n'avait demandé trois milliards et demi à la fois, et jamais on n'avait reçu pour réponse une souscription de quarante-trois milliards. Nous savons bien que les auteurs de cette offre n'auraient voulu ni pu la réaliser; néanmoins on est fondé à dire qu'en cette occasion, la totalité des capitaux disponibles du monde commercial a été offerte à la France.

Il y a d'ailleurs quelque chose de plus significatif que l'offre, c'est le versement. On pouvait craindre, en effet, qu'il fallût un temps bien long pour réaliser cette offre; et cependant, au jour où nous avons l'honneur de parler devant vous, le Trésor a déjà reçu en valeurs réelles dix-sept cent cinquante millions, de la part des capitalistes

qui sont venus, les uns opérer leurs versements aux époques convenues, les autres libérer en une seule fois les rentes qu'ils avaient souscrites. C'est, par conséquent, la moitié de cet emprunt colossal, réalisée en moins de trois mois.

Nous n'avions rien fait, du reste, pour exciter en cette circonstance la fièvre de la spéculation; car entre les prix d'émission proposés, nous avions choisi le plus élevé, celui de 84 fr. 50. Or, les cours actuels qui oscillent depuis deux mois entre 86 et 87 fr., prouvent que nous n'avions laissé à la spéculation que le moindre bénéfice qu'on pût lui abandonner, et que néanmoins ce bénéfice était suffisant, puisque chaque fois qu'une baisse se produit, les ordres d'achats, arrivant tout à coup du fond de nos provinces, constituent une sorte d'amortissement quotidien de plusieurs millions par jour, qui opère le classement successif de l'emprunt.

L'opération qui doit nous fournir les moyens de libérer notre territoire s'accomplit donc sans aucun des accidents qu'on pouvait craindre, et que nous prédisait la malveillance. Nous n'avons pas même vu apparaître la crise monétaire qui, au précédent emprunt, s'était produite un instant, mais que des mesures prises à propos avaient arrêtée sur-le-champ. Pour des opérations si considérables et si nouvelles, l'expérience n'existe pas. Mais cette expérience s'est bientôt formée, et elle a été mise à profit par notre administration financière.

La difficulté principale a toujours consisté, comme nous l'avons dit bien des fois, à payer à l'étranger une somme de cinq milliards. La payer en or ou en argent aurait privé le pays de tout son numéraire; la payer en marchandises aurait été impossible, car aucune puissance, si commerçante qu'on la suppose, n'a un commerce de cinq milliards avec quelque pays que ce soit. L'Angleterre elle-même n'a un tel commerce qu'avec le monde entier, et c'est du papier qu'on échange avec tous les pays qu'il faut se servir pour opérer de tels payements. Mais ce papier, il faut l'acheter avec prudence, si l'on ne veut pas produire une hausse du change qui grèverait dangereusement le commerce et ferait presque aussitôt sortir le numéraire. C'est à quoi s'est appliquée notre administration financière. En achetant avec les précautions convenables, elle s'était procuré à un taux modéré 450 millions de traites de tous les pays sur l'Allemagne.

Elle ne s'était pas bornée à cette mesure. Au premier emprunt, quelque rassurant que fût l'aspect du marché européen, elle avait cru sage de se faire garantir la souscription de la totalité de l'emprunt, ce qui avait coûté au Trésor une commission qu'il ne faut pas regretter en présence d'une opération de deux milliards qui ne s'était jamais vue. Au second emprunt, au contraire, celui de juillet dernier,

le doute ne pouvant plus exister, l'administration des finances a eu recours à un moyen tout différent, et elle s'est fait garantir, non pas la souscription de l'emprunt, qui était certaine, mais le taux du change, qui aurait pu monter démesurément.

Nous avons donc acquis à forfait et à bon marché sept cent millions de traites sur l'Allemagne. De plus, les souscriptions de nos rentes à l'étranger, favorisées au moyen d'un faible avantage, nous ayant encore procuré environ trois cent cinquante millions de papier, nous avons pu aborder la grande opération dont il s'agissait, avec quatorze à quinze cents millions de traites sur l'Allemagne, de manière à pouvoir acquitter au dehors ces sommes prodigieuses sans produire aucune perturbation dans les changes.

Au jour même où nous avons l'honneur de nous adresser à vous, nous avons déjà payé à la Prusse 800 millions ; nous lui en payerons 200 en décembre. Ainsi, un milliard aura été acquitté en quatre mois, et il nous restera cinq à six cents millions de traites pour les paiements de l'année prochaine.

Cependant, comme le papier sur l'étranger attire toujours le métal à sa suite, et que le numéraire pouvait devenir rare, de grandes précautions avaient été prises d'accord avec la Banque de France, afin de parer aux accidents qui pouvaient se produire. Vous l'avez autorisée, en deux fois, à porter ses émissions de billets de 2 milliards 400 millions, à 3 milliards 200 millions, et ce grand établissement, toujours dévoué à l'État, avait fait travailler ses ateliers jour et nuit pour fabriquer 100 millions de petites coupures, partie en billets de 20 et de 5 francs, partie en monnaie divisionnaire d'argent.

Grâce à ces précautions, nous avons pu opérer, sans secousse, sans embarras pour le commerce, le plus grand transport de valeurs qui ait jamais été exécuté dans le monde ; et s'il s'est rencontré quelque gêne, ce n'est pas chez nous, c'est dans les pays où des spéculations locales avaient compliqué la situation générale, et où l'empressement à souscrire nos rentes avait déterminé la création d'une grande quantité de valeurs. Mais cette gêne ne saurait être que passagère. L'or qui arrive des colonies anglaises payera bientôt nos blés, et l'or, prix de ces blés, ira, de Londres à Berlin, liquider notre dette envers l'Allemagne.

Quelques détails sur l'état de la Banque de France achèveront de vous faire connaître la situation économique du pays.

Ainsi que je viens de vous le dire, vous aviez autorisé la Banque à porter ses émissions de billets de 2 milliards 400 millions à 3 milliards 200 millions. Jusqu'au mois dernier, elle n'avait pas dépassé une fois cette ancienne limite de 2 milliards 400 millions.

Depuis un mois, la sortie inévitable du numéraire, attiré vers l'Angleterre, et les abondants secours donnés au commerce par l'escompte, ont exigé une plus grande émission de monnaie fiduciaire; mais encore aujourd'hui, sur les 800 millions que vous l'aviez autorisée à émettre, la Banque n'a émis que 150 millions, et il lui reste 650 millions, dont très-probablement elle n'aura pas à faire usage.

Il faut ajouter que son portefeuille, qui ne contenait dans les meilleurs temps que 600 à 650 millions d'effets de commerce, en contient aujourd'hui 950 : ce qui révèle le plus grand développement d'affaires qui se soit encore produit dans notre pays. Elle avait, au moment où la guerre a fini, 500 millions en or et argent dans ses caisses; elle en a aujourd'hui près de 800, auxquels il faut ajouter 44 millions de lingots en dépôt, plus 50 millions en or et argent appartenant à l'État, ce qui constitue un dépôt métallique de 900 millions, peu inférieur à celui qui existait avant la guerre.

Enfin, sur 800 millions d'effets ajournés légalement par suite des événements des deux dernières années, il ne restait le mois dernier que 17 millions d'impayés. Il n'en reste plus aujourd'hui que sept, sur lesquels deux ou trois rentreront encore. Ces circonstances expliquent comment le billet de la Banque de France est accueilli, dans le monde entier, à l'égal de l'or et de l'argent. Et si nous disons cela, Messieurs, ce n'est pas pour en faire honneur à qui que ce soit, mais pour prouver l'étendue et la solidité du commerce français, fondement du crédit de la France elle-même et nerf de sa puissance.

Maintenant, Messieurs, il faut que je vous parle de ce commerce français et que je vous fasse connaître quels ont été ses progrès pendant la présente année 1872. De cette année, nous connaissons neuf mois, et à l'entrée du dixième nous pouvons déjà lire avec précision ce que seront les douze. En ajoutant à ces neuf mois, trois mois évalués d'après la moyenne des neuf premiers, on est sûr de ne se point tromper, car la fin de l'année est presque toujours sa portion la plus productive. En adoptant cette base de calcul, les importations seront de 3 milliards 457 millions, et les exportations seront de 3 milliards 557 millions; total pour l'ensemble du commerce pendant l'année courante, 7 milliards 14 millions.

Si l'on veut apprécier le progrès obtenu, il faut remonter à l'année 1869, dernière année de la paix, et la plus fructueuse de la période impériale. Or, en 1869, le commerce a été de 6 milliards 227 millions, ce qui fait ressortir, à l'avantage de l'année courante, une augmentation de 787 millions, augmentation presque sans exemple dans les périodes antérieures.

Maintenant, si l'on entre dans les détails, on sera frappé des remarques suivantes :

Les exportations dépasseront d'une centaine de millions les importations, et elles les auraient dépassées d'une somme bien plus considérable sans les introductions de céréales qui se sont accomplies au commencement de 1872, pour suppléer à la mauvaise récolte de 1871.

Sans ces introductions tout accidentelles, la supériorité des exportations sur les importations serait, non pas de 100 millions, mais de 247. Et quand je m'arrête à cette remarque, ce n'est pas que je regarde les importations comme un malheur. Il faut bien importer pour pouvoir exporter ; mais il n'en est pas moins vrai que la supériorité habituelle des exportations, quand elle est continue dans un pays, a toujours été considérée comme le signe de sa supériorité industrielle et commerciale sur ses rivaux.

Si, de plus, on examine nos importations en elles-mêmes, on reconnaîtra qu'elles dénotent une grande activité manufacturière, puisqu'elles ont surtout consisté en matières premières.

Nous importerons, par exemple, les graisses indispensables à la savonnerie, à l'éclairage pour une somme de 70 millions, au lieu de 40 à 50. Les peaux brutes, matière de nos peaux ouvrées si recherchées, sont entrées pour une somme de 144 millions au lieu de 100. L'introduction des soies brutes dépassera de plus de 50 millions la moyenne des années antérieures.

Les introductions de laines et de cotons bruts n'ont pas varié malgré les apparences contraires, dues à la différence des prix. Une seule de nos importations pourrait paraître inquiétante pour notre industrie, c'est celle des tissus de coton venus du dehors, laquelle recevra, en 1872, l'accroissement considérable de 30 à 86 millions. Cette importation, qui chagrine en ce moment la Normandie et les Flandres, aurait de quoi les inquiéter si elle n'était parfaitement expliquée.

En effet, vos tarifs ont accordé à l'Alsace-Lorraine une faveur temporaire qui a permis à ses produits d'entrer au quart du droit pendant les six premiers mois de 1872, et à demi-droit pendant le reste de l'année.

Or, ce qui prouve que la cause vraie de l'énorme introduction des tissus de coton est due à la faveur temporairement accordée à l'Alsace-Lorraine, c'est qu'il en entrera par la seule frontière de l'Est plus que par toutes nos frontières réunies, c'est-à-dire 44 millions par l'Alsace-Lorraine, contre 41 millions par l'Angleterre, la Suisse, la Belgique et l'Allemagne. C'est donc un état de choses qui va ces-

ser, et qui ne peut inquiéter sérieusement nos provinces cotonnières.

Quant aux exportations, celles des soieries, des lainages, des peaux préparées, de l'orfèvrerie, de la tabletterie, de la lingerie, dépassent toutes de 20 à 25 p. 100, quelques-unes de près de 30, nos exportations antérieures. Les vins et eaux-de-vie se sont maintenus, les eaux-de-vie ayant compensé une légère diminution sur les vins.

Ces divers chiffres expliquent comment l'année 1872 surpasse de 787 millions le commerce des époques antérieures; et un tel progrès dans des circonstances si difficiles doit nous rassurer sur l'avenir de nos industries, si la politique, cause toujours prépondérante dans l'activité de la production, ne fait pas succéder des perturbations nouvelles à deux années d'un repos presque complet.

Reste maintenant à vous rendre compte de l'état de nos budgets, car, si la situation économique du pays n'a pas autant souffert qu'on aurait pu le craindre des malheurs de la guerre, cependant les finances de l'État auraient pu s'en ressentir gravement. Elles s'en ressentent, en effet, mais grâce aux sacrifices que vous avez courageusement consentis, le budget en cours d'exécution sera facilement soldé et nos budgets futurs se trouveront en plein équilibre.

Le budget de 1872 a été, comme vous le savez, arrêté à 2 milliards 334 millions de dépenses, le budget départemental et communal laissé à part. Ce chiffre de 2 milliards 334 millions ne sera guère dépassé; et pour la première fois, depuis longtemps, vous avez peu ou point de crédits supplémentaires. La difficulté pour l'équilibre ne consistera donc pas dans les excédants de dépenses, mais dans l'insuffisance des recettes.

Cette insuffisance avait été prévue et était facile à prévoir, car, d'une part, les impôts indispensables n'avaient pas été votés à temps, et d'autre part, il n'était pas possible que les impôts votés donnaient tout de suite la plénitude de leur produit. Pour établir l'équilibre en finances, il ne suffit pas de le voter, il faut le réaliser par la perception; et cette seconde partie de l'œuvre exige à la fois beaucoup de temps, de soins et de fermeté administrative.

Déjà nous avions dit, car nous n'avons rien à dissimuler, que les nouveaux impôts attribués au budget de 1872 resteraient en arrière des évaluations budgétaires, non pas que les estimations eussent été forcées, mais parce que la perception ne s'établit jamais du premier coup.

Ainsi, malgré les précautions que vous aviez prises, il est entré en sucre, cafés, cacaos, poivre, des quantités considérables de ces denrées introduites précipitamment pour les soustraire à l'augmenta-

tion de l'impôt. Parmi ces quantités, les unes représentent une moitié, les autres un quart, un cinquième de la consommation annuelle, et elles peuvent être évaluées à une cinquantaine de millions dérobés à l'impôt. Si l'on ajoute que la frontière était restée ouverte pendant plusieurs mois, par suite de l'occupation étrangère, et que la seconde ligne de douanes, supprimée il y a plusieurs années, vient à peine d'être rétablie, on aura l'explication d'une seconde perte d'environ 10 millions.

Les boissons, les tabacs ont présenté les mêmes pertes, et celles-ci principalement par la fraude. Mais l'action de ces causes devait être passagère, et tous les jours les perceptions en souffrance se rétablissent à vue d'œil.

Ainsi, en comptant par trimestre, ce qui, en faisant disparaître les variations mensuelles, rend plus sensible la marche ascendante des recettes, on constate le progrès suivant : Pour les sucres exotiques, on voit la perte qui, d'après les évaluations budgétaires, était de 9 millions pendant le premier trimestre, descendre à 4 millions pendant le second, et à 770,000 fr. pendant le troisième.

Pour les boissons, la perte qui était de 15 millions dans le premier trimestre, n'est plus que de 10 millions dans le second, et 6 millions dans le troisième.

Le même phénomène s'est produit sur les tabacs ; et, à cet égard, la perte qui variait entre 4 et 5 millions pendant les premier et second trimestres, n'est plus que de 2 millions au troisième, grâce au rétablissement de la consommation d'abord ralentie, et à la répression de la fraude devenue plus efficace.

L'impôt sur le papier donne la somme promise, et, probablement, il donnera une somme plus forte.

Le droit sur les transports des chemins de fer (voyageurs et marchandises de grande vitesse) estimé à 60 millions, dépassera cette évaluation.

Tout nous fait donc espérer que les impôts votés à la fin de 1871 et au commencement de 1872 atteindront prochainement la plénitude de leur produit, et qu'à partir du 1^{er} janvier 1873, l'équilibre, quant à ces perceptions, sera complètement obtenu.

Mais, tandis que les impôts de consommation, plus sensibles, plus difficiles à percevoir, laissaient un déficit, les impôts de l'enregistrement et du timbre, moins sujets à la fraude, donnaient une augmentation de produit d'environ 19 millions.

Quant aux impôts directs, malgré les charges accablantes de ces deux années, ils se perçoivent avec une prodigieuse facilité. Ainsi, à la fin du troisième trimestre, pour huit douzièmes échus s'élevant à

401 millions, il était rentré 427 millions, c'est-à-dire 26 millions en avance.

Néanmoins, sur l'ensemble des recettes, la fin de l'année ne pouvant compenser les retards du commencement, on peut prévoir un déficit qui s'élève en ce moment à environ 132 millions. Mais ce déficit ne saurait avoir rien d'inquiétant, ni même d'embarrassant, si l'on songe aux annulations de crédit prévues pour ce même exercice et déjà réalisées sur les trois exercices précédents. Nous vous en parlerons tout à l'heure, à propos du compte de liquidation. Il suffira pour l'instant de vous dire que ces annulations s'élèveront à plusieurs centaines de millions.

Il nous reste à vous faire connaître les vraisemblances que présente l'exercice de 1873.

Le budget de cet exercice vous a été soumis, et vous avez hâté votre retour afin de pouvoir le voter avant le 31 décembre prochain, de manière à être rentrés l'année prochaine dans nos habitudes financières.

Ce budget, non compris le budget communal et départemental, avait été arrêté en dépense à deux milliards 388 millions ; ce qui faisait ressortir une augmentation de dépense de 53 millions sur l'année précédente.

La commission du budget vous a proposé quelques réductions, qui, suivant nous, seraient regrettables pour les services. Mais vous les appréciez, et jusque-là les dépenses peuvent être évaluées à environ 2 milliards 374 millions.

Quelles sont les ressources pour faire face à cette dépense ?

L'année dernière, la commission du budget, cherchant à diminuer la somme des impôts nouveaux jugés nécessaires pour 1872, avait fait recette de 55 millions restés libres sur le produit du premier emprunt. Une ressource aussi accidentelle ne pouvait évidemment figurer au budget de 1873, pas plus qu'une autre somme d'environ 3 millions, également accidentelle. Les recettes de cet exercice 1873 se réduisaient donc à 2 milliards 286 millions, et elles ne pouvaient plus suffire à une dépense de 2 milliards 374 millions.

On aurait pu se borner à demander 120 millions d'impôts nouveaux, et on aurait ainsi obtenu un total de 2 milliards 406 millions de recettes, supérieur de 32 millions à la dépense. Cependant, convaincus par l'expérience que les impôts votés n'étaient pas les impôts perçus, nous vous avons demandé, non pas 120 millions d'impôts nouveaux, mais 170.

Si ces 170 millions étaient perçus intégralement et immédiatement, les ressources de 1873 s'élèveraient à 2 milliards 456 millions ; ce

qui procurerait, par rapport aux dépenses, un excédant d'environ 82 millions, porté même à 90 millions, d'après certaines évaluations. Dans ce cas, nous aurions, dès l'année qui va s'ouvrir, dépassé l'équilibre de 82 à 90 millions. Nous serions heureux de croire à un si brillant résultat, mais nous n'osons l'espérer, du moins pour l'exercice 1873.

Vous n'avez sans doute pas oublié le différend qui s'est élevé, à ce sujet, entre la commission du budget et nous, vers la fin de la session dernière. « Vous demandez trop, nous disait-on, et, dans la situation présente, quand on exige tant des contribuables, il est inhumain de leur demander 60, peut-être même 80 millions au delà du nécessaire ! » Si vous aviez partagé l'avis de nos contradicteurs, l'impôt des matières premières serait même devenu à peu près inutile. Vous ne l'avez point pensé, et l'événement vous donne pleinement raison. Ce fort excédant d'environ 90 millions pourra se réaliser en totalité ou en partie pendant les années 1873 et 1874 : mais nous n'y croyons pas pour 1873. La raison en est facile à donner.

Les impôts votés les premiers, en 1871 et 1872, sur l'enregistrement, les sucre, les cafés, les alcools, les tabacs sont restés, comme on vient de le voir, au-dessous des évaluations budgétaires. Mais ils auront bientôt traversé leur année d'épreuve et ils donneront, à partir du 1^{er} janvier prochain, tout ce qu'on pouvait en attendre. Il en sera autrement pour les 170 millions d'impôts votés en juillet dernier et dont les matières premières forment la partie principale. Ceux-là aussi auront leur temps d'épreuves à traverser ; et pour ceux-là, comme pour les autres, ce ne sera certainement pas trop d'une année pour qu'ils acquièrent leur complet développement ; non pas, comme on vous l'avait annoncé, que les impôts sur les matières premières soient impossibles à percevoir ; nous sommes heureux, au contraire, de vous annoncer que l'Angleterre a signé avec nous un traité qui va être soumis à vos délibérations, et dont la première condition est la perception au 1^{er} décembre prochain de nos taxes fiscales.

Ce n'est donc pas l'impossibilité de faire accepter nos nouvelles taxes, impossibilité tant et si souvent alléguée, qui nous fait douter de la rentrée des 170 millions d'impôts votés par les derniers, mais bien l'épreuve préalable qui retarde la fécondité de tout impôt nouveau.

C'est par ce motif qu'à la session dernière, nous avons demandé, non pas 120 millions seulement, mais 170 d'impôts supplémentaires, pour être assurés que l'équilibre tant désiré, et si nécessaire à notre crédit, serait atteint.

Il eût été sans doute plus facile, plus populaire, de demander moins ; mais le mieux, le plus sage, le plus sûr, c'est de ne pas flatter le pays, de lui dire la vérité, et de ne lui demander ni plus ni moins qu'il ne faut.

Ainsi donc, les impôts votés les premiers donnant, dès le 1^{er} janvier 1873, la totalité de leur produit, et les 170 millions d'impôts votés les derniers en donnant une partie seulement, l'équilibre sera largement atteint à la fin de 1873, mais sera certainement dépassé en 1874 d'une somme impossible à évaluer aujourd'hui et qui pourra être considérable.

Nous aurions voulu vous la faire espérer pour l'année 1873, mais nous aimons mieux être vrais, et ne vous la promettre que pour le moment où elle pourra se réaliser. Dans ces limites, les résultats obtenus seront assez grands pour qu'il faille autant s'en étonner que s'en applaudir !

On se préoccupera quelquefois du compte de liquidation, mais à tort. Ce compte sera chargé sans doute de beaucoup de dépenses, et notamment des indemnités votées l'année dernière pour les pays envahis ; de la restitution aux départements des sommes dépensées pour les bataillons mobilisés, de plusieurs centaines de millions nécessaires pour la reconstruction du matériel de la guerre, d'une partie de la contribution payée à l'armée allemande par la ville de Paris, de quelques sacrifices enfin que vous ne pourrez manquer de faire pour la reconstruction de nos monuments incendiés, charges qui se balanceront entre six et sept cents millions. Mais les annulations du crédit, dont l'empire faisait d'avance une recette des budgets, et dont nous nous bornons à faire une ressource de leur liquidation, nous ont laissé disponibles des sommes considérables.

L'actif de ce compte, qui avait, comme ressource propre, 90 millions, prix d'une rente appartenant à l'Etat, et 33 millions d'immeubles domaniaux, trouvera en annulations de crédits 53 millions sur le budget de 1869, 234 millions sur le budget de 1870, et 127 sur celui de 1871 : total 539 millions.

Il faut ajouter à cette somme un reliquat qu'on peut regarder comme certain, sur les 500 millions consacrés aux frais du dernier emprunt. Si l'on s'en rapporte au reliquat du premier, il n'y aurait pas de témérité à évaluer ce nouveau reliquat à une centaine de millions au moins. On aurait donc un actif de 639 millions contre un passif de 700 millions, lequel ne sera payable que dans quatre ou cinq ans ; ce qui pourrait être sans doute l'occasion d'une faible augmentation de la dette flottante, aujourd'hui réduite au-dessous de toutes les proportions antérieures, mais ce qui ne sau-

rait créer la nécessité de rouvrir le Grand-Livre de la dette publique. Notre situation financière est donc aussi satisfaisante que nous pouvons le désirer et l'espérer après les années que nous venons de traverser.

Nous devons, avant de finir, vous en faire connaître une circonstance importante; c'est le traité signé avec l'Angleterre, et qui va rendre certaine et immédiate la perception de nos impôts sur les matières premières.

Ce traité est le résultat des négociations longues et laborieuses, qui ont duré plusieurs mois, pour concilier des intérêts nombreux et contraires. Vous connaissez les intérêts, leur susceptibilité, leur obstination; et vous ne devez pas vous étonner qu'en Angleterre de puissantes villes de commerce aient réclamé et réclament encore contre le traité qui vient d'être signé par le gouvernement britannique. Nous croyons qu'elles ont tort, comme auront tort chez nous ceux qui reclameront contre les arrangements convenus; car de part et d'autre, les intérêts nationaux ont été ménagés avec le plus grand soin.

Nous nous sommes arrêtés, gouvernement anglais et gouvernement français, au point où l'accord devenait impossible, et où la rupture était imminente, rupture commerciale, bien entendu, et dans aucun cas, politique. Mais, dans l'état actuel du monde, aucun genre de dissensément n'est à désirer entre les puissances de l'Europe. Ajoutez que le défaut d'accord entre la France et l'Angleterre rendait toute entente impossible avec les autres puissances commerciales, et que nos tarifs refusés en Angleterre auraient perdu toute chance d'être acceptés ailleurs. Voici, du reste en peu de mots, les bases posées et adoptées à Londres et à Paris, sauf votre ratification.

Les taxes fiscales mises sur les produits étrangers, notamment sur les matières premières, et les droits compensateurs qui en sont la conséquence nécessaire, seront perçus à partir du 1^{er} décembre prochain, sur toutes les provenances de la Grande-Bretagne, d'après le tarif voté par vous, le 26 juillet dernier.

Quant au régime définitif qui réglera nos rapports commerciaux avec l'Angleterre, voici ce qui est convenu:

Les traités et conventions de 1860 seront abolis à partir du 1^{er} mars 1873, époque où la dénonciation devait avoir son effet; et, à l'avenir, le régime établi entre les deux nations, sera celui que partout on qualifie de « traitement de la nation la plus favorisée. » Ce traitement, il faut le reconnaître est le régime naturel de notre époque.

Partout aujourd'hui, dès qu'on entreprend de négocier avec les

Etats commerçants, chacun vous dit : « Traitez-nous comme vous traitez les autres. » C'est en effet ce qui nous est arrivé avec l'Allemagne, lorsque tous nos arrangements commerciaux ayant été anéantis par la guerre, il a fallu adopter avec elle un principe de paix commerciale, équitable et simple. Nous lui avons promis, et elle nous a promis, de nous traiter *comme les nations les plus favorisées*. C'est le même principe qui, à l'avenir, réglera nos rapports avec la Grande-Bretagne. Nous ferons pour la protection de notre industrie ce que nous jugerons utile ; mais nous ne traiterons pas les produits anglais autrement que les produits des autres nations. L'Angleterre fera de même à notre égard.

Cependant, comme nous étions liés avec plusieurs nations par des engagements nombreux et impossibles à rompre sans accord préalable, nous avons ajourné l'application complète du principe adopté jusqu'au 31 décembre 1875, époque où expirent nos engagements, ceux notamment qui nous lient avec l'Autriche. Jusque-là, si nos taxes fiscales ou nos traités en vigueur comportaient temporairement un régime différentiel à l'égard de l'Angleterre, l'Angleterre atteindrait au 31 décembre 1876 le régime égalitaire que nous avons promis de lui accorder.

Ainsi, quant au présent, perception immédiate de nos taxes fiscales et maintien provisoire du régime existant pour les produits français en Angleterre, pour les produits anglais en France ; quant à l'avenir, traitement réciproque de la nation la plus favorisée, au jour où ce régime égalitaire sera devenu possible, telles sont les conditions stipulées avec la Grande-Bretagne, et que vous ratifierez, nous l'espérons, lorsqu'elles vous auront été complètement expliquées.

Nous venons, messieurs, de vous faire connaître exactement la véritable situation du pays, et nous nous sommes étendus spécialement sur sa situation financière et commerciale, parce que c'est celle qui importe le plus à notre crédit, et que le crédit constitue, à côté de notre armée qui se réorganise avec une singulière promptitude, les deux éléments de notre puissance. Ainsi, après la guerre la plus malheureuse, après la guerre civile la plus terrible, après l'écroulement d'un trône qu'on avait cru solide, la France a vu toutes les nations empressées de lui offrir leurs capitaux, son crédit mieux établi que jamais, huit milliards acquittés en deux ans, la plus grande partie de ces sommes transportées au dehors sans trouble dans la circulation, le billet de Banque accepté comme argent, les impôts, quoique accrus d'un tiers, acquittés sans ruine pour le contribuable, l'équilibre financier, rétabli ou près de l'être, 200 millions consacrés à

l'amortissement, et l'industrie, le commerce, s'augmentant de plus de 700 millions en une seule année ! Ces résultats, que nous ne saurions pas remettre sous vos yeux, s'ils n'étaient la preuve frappante de la force vitale du pays, à quoi les devons-nous, messieurs ? Nous les devons à une cause, à une seule, au maintien énergique de l'ordre ! Oui, c'est l'ordre qui a fait qu'au lendemain de la guerre étrangère, au lendemain de la guerre civile, les soldats étrangers occupant notre sol, les ruines de nos cités fumant encore, c'est l'ordre, je le répète, énergiquement maintenu qui a pu permettre que la France donnât autant de produits, et fût entourée d'autant de crédit qu'aux époques les plus prospères de son existence.

Je ne cesserai, messieurs, de le redire, si vous n'aviez été en pleine possession de l'ordre, cette guerre sans égale en revers, ce cruel démembrément de notre territoire, ces charges effrayantes qui semblaient au-dessus de nos forces, ce trône tombé sous le poids de ses fautes, cette antique forme de la monarchie sous laquelle nous étions habitués à vivre tout à coup disparue, cette forme nouvelle de la République qui d'ordinaire inquiète les esprits dès qu'elle apparaît, tout cela fondant à la fois sur notre pays surpris, désolé, tout cela pouvait devenir un irréparable désastre ! Avec l'ordre, au contraire, nos ateliers se sont rouverts, les bras ont repris leur activité, les capitaux étrangers loin de nous fuir, les capitaux français, loin de se cacher, sont revenus vers nous, le calme a reparu avec le travail, et déjà la France relève la tête, supporte sans les oublier d'inconsolables douleurs ; et, chose surprenante encore, une forme de gouvernement qui d'ordinaire la troublait profondément, commence à entrer peu à peu dans ses habitudes, ne l'empêche pas au moins de revenir à la vie, à l'espérance, à la confiance, confiance qu'elle inspire aux autres en l'éprouvant elle-même !

Et puisque j'approche inévitablement des sujets brûlants du jour, je dirai à ceux qui depuis longtemps ont donné leur foi à la République, comme à l'idéal de gouvernement le plus conforme à leur pensée, et le plus approprié à la marche des sociétés modernes, je leur dirai : « C'est par vous surtout que l'ordre doit être passionnément désiré, car si la République, déjà essayée à deux reprises et sans succès, peut réussir cette fois, c'est à l'ordre que vous le devrez. Faites-en donc votre œuvre, votre souci de tous les jours ! Si l'exercice de certains droits qui appartiennent aux peuples libres peut inquiéter le pays, sachez y renoncer momentanément et faites à la sécurité publique un sacrifice qui profitera surtout à la République. S'il était possible de dire que l'ordre n'est pas un intérêt égal pour tous, j'oserais affirmer qu'il est votre intérêt essentiel à vous, et que lorsque

nous travaillons à le maintenir; nous travaillons pour vous, presque plus que pour nous-mêmes.

Messieurs, les événements ont donné la République; et remonter à ses causes pour les discuter et pour les juger, serait aujourd'hui une entreprise aussi dangereuse qu'inutile. La République existe; elle est le gouvernement légal du pays; vouloir autre chose serait une nouvelle révolution et la plus redoutable de toutes. Ne perdons pas notre temps à la proclamer: mais employons-le à lui imprimer ses caractères désirables et nécessaires. Une commission nommée par vous, il y a quelques mois, lui donnait le titre de République conservatrice. Emparons-nous de ce titre, et tâchons surtout qu'il soit mérité.

Tout gouvernement doit être conservateur, et nulle société ne pourrait vivre sous un gouvernement qui ne le serait point. La République sera conservatrice où elle ne sera pas.

La France ne veut pas vivre dans de continues alarmes: elle veut pouvoir dormir en repos, afin de travailler pour se nourrir, pour faire face à ses immenses charges; et si on ne lui laisse pas le repos dont elle a indispensablement besoin, quel que soit le gouvernement qui lui refusera ce repos, elle ne le souffrira pas longtemps!

Qu'on ne se fasse pas d'illusions! On peut croire que, grâce au suffrage universel, et appuyé ainsi sur la puissance du nombre, on pourrait établir une république qui serait celle d'un parti! Ce serait là une œuvre d'un jour.

Le nombre lui-même a besoin de repos, de sécurité, de travail. Il peut vivre d'agitations quelques jours; il n'en vit pas longtemps. Après avoir fait peur aux autres, il prend peur de lui-même; il se jette dans les bras d'un maître d'aventure, et paye de vingt ans d'esclavage quelques jours d'une désastreuse licence. Et cela, il l'a fait souvent, vous le savez, et ne croyez pas qu'il ne soit pas capable de le refaire encore. Il recommencera cent fois ce triste et humiliant voyage de l'anarchie au despotisme, du despotisme à l'anarchie, semé de hontes et de calamités, où la France a trouvé la perte de deux provinces, une dette triplée, l'incendie de sa capitale, la ruine de ses monuments et ce massacre des otages qu'on n'aurait jamais cru revoir.

Je vous en conjure, Messieurs, n'oubliez pas ces termes si terriblement liés l'un à l'autre: République agitée d'abord; puis retour à un pouvoir qu'on appelle fort, parce qu'il est sans contrôle, et avec l'absence du contrôle, la ruine certaine et irrémédiable. Oui, rompons la chaîne fatale qui lie ces termes funestes, et calmous au lieu d'agiter; faisons à la sécurité générale les sacrifices nécessaires, faisons même ceux qui sembleraient excessifs; et surtout ne laissons pas

entrevoir le règne d'un parti ; car la République n'est qu'un contre-sens si, au lieu d'être le gouvernement de tous, elle est le gouvernement d'un parti quelqu'il soit.

Si, par exemple, on veut la représenter comme le triomphe d'une classe sur une autre, à l'instant on éloigne d'elle une partie du pays, une partie d'abord et le tout ensuite.

La Révolution de 1789 a été faite pour qu'il n'y eût plus de classes, pour qu'il n'y eût dans la nation que la nation elle-même, la nation une, vivant tout entière sous une même loi, supportant les mêmes charges, jouissant des mêmes avantages, et où chacun, en un mot, fût récompensé ou puni suivant ses œuvres. En agissant ainsi, la Révolution de 1789 a établi sur la base de la véritable justice sociale proclamée et appliquée pour la première fois sur la terre. Et c'est parce qu'il avait cette signification qu'on a pu dire du drapeau tricolore qu'il ferait le tour du monde. Longtemps, à la suite d'un conquérant, il s'est promené victorieux chez les nations européennes, mais ses œuvres matérielles ont péri, ses œuvres morales subsistent et sont la plus solide gloire de la France, bien plus que des victoires qui, selon les hasards de la force, passent d'un drapeau à un autre drapeau.

Quant à moi, je ne comprends, je n'admetts la République qu'en la prenant comme elle doit être, comme le gouvernement de la nation, qui, ayant voulu longtemps et de bonne foi laisser à un pouvoir héritaire la direction partagée de ses destinées, mais n'y ayant pas réussi, par des fautes impossibles à juger aujourd'hui, prend enfin le parti de se régir elle-même, elle seule, par ses élus librement, sagement désignés, sans exception de partis, de classe, d'origine, ne les cherchant ni en haut ni en bas; ni à droite ni à gauche, mais dans cette lumière de l'estime publique, où les caractères, les qualités, les défauts se dessinent en traits impossibles à méconnaître, et les choisissant avec cette liberté dont on ne jouit qu'au sein de l'ordre, du calme et de la sécurité.

Deux années écoulées sous vos yeux, sous votre influence, sous votre contrôle, dans un calme presque complet, peuvent nous donner l'espérance de fonder cette République conservatrice, mais l'espérance seule; et qu'on ne l'oublie pas, il suffirait de la moindre faute pour faire évanouir cette espérance dans cette désolante réalité.

Permettez-moi d'ajouter une dernière réflexion. Ce n'est pas à la France seule que la République a besoin d'inspirer confiance, c'est au monde. Quoique vaincue, la France n'a pas cessé d'attirer, de fixer les regards des nations, qui s'alarment ou se rassurent selon ce qui se

passee chez elle; et cette attention inquiète n'est qu'un hommage rendu à son influence sur les peuples.

Nous entendons dire quelquefois : La France est isolée ! Et la plupart du temps, ce n'est chez les partis qui le disent qu'une illusion de leur orgueil. Les Gouvernements étrangers ont eu à d'autres époques un penchant à se mêler des affaires intérieures des pays voisins ; mais de cruelles expériences les ont éclairés et ils n'y songent plus. Mais ils sont maîtres de leur estime, et personne ne peut se passer de l'estime d'autrui. L'homme a besoin de l'estime de l'homme, et les nations ont besoin de l'estime des nations. Un jour vient d'ailleurs, où l'on a besoin d'appui, d'appui moral au moins, et on ne le trouve que lorsqu'on l'a mérité.

Les Gouvernements étrangers sont assez éclairés aujourd'hui pour ne voir dans la France que la France elle-même. Est-elle ordonnée, elle convient à tous; est-elle non-seulement ordonnée, mais forte, elle convient à ceux qui désirent un juste équilibre entre les puissances de l'univers.

Or, j'ose affirmer que les efforts que la France a faits depuis bientôt deux ans, lui ont valu une estime dont elle a déjà reçu de nombreux témoignages. Et ce n'est pas à tel ou tel parti, à tel ou tel homme, que s'adressent ces témoignages, mais à la France, à la France seule, et à la conduite qu'elle tient pour réparer des fautes qu'elle n'a pas commises mais qu'elle expie parce qu'elle les a laissé commettre.

Eh bien, je le déclare, parce que j'ai, par devoir, les yeux sans cesse fixés sur l'Europe, la France n'est pas isolée, et il dépend d'elle d'être au contraire entourée d'amis confiants et utiles. Qu'elle soit paisible sous la République et elle n'éloignera personne. Qu'elle soit agitée sous une monarchie chancelante, et elle verra le vide se faire autour d'elle sous une forme de Gouvernement aussi bien que sous l'autre.

Nous touchons, messieurs, à un moment décisif. La forme de cette République n'a été qu'une forme de circonstance donnée par les événements, reposant sur votre sagesse et sur votre union avec le pouvoir que vous aviez temporairement choisi ; mais tous les esprits vous attendent, tous se demandent quel jour... quelle forme vous choisisrez pour donner à la République cette force conservatrice dont elle ne peut se passer...

C'est à vous de choisir l'un et l'autre. Le pays, en vous donnant ses pouvoirs vous a donné la mission évidente de le sauver, en lui procurant la paix d'abord, après la paix l'ordre, avec l'ordre, le rétablissement de sa puissance, et enfin un Gouvernement régulier. Vous l'avez proclamé ainsi, et dès lors c'est à vous de fixer la succession, l'heure de ces diverses parties de l'œuvre de salut qui vous est confiée.

Dieu nous garde de nous substituer à vous ! Mais, à la date que vous aurez déterminée, lorsque vous aurez choisi quelques-uns d'entre vous pour méditer sur cette œuvre capitale, si vous désirez notre avis, nous vous le donnerons loyalement et résolument. Jusque-là comptez sur notre profond attachement au pays, à vous, à cette chose si belle et si chère à nos coeurs, qui était avant nous, qui sera après nous, à la France, qui seule mérite tous nos efforts et tous nos sacrifices.

Voici une grande, une décisive session qui s'ouvre devant vous ; ce ne sera de notre part ni la déférence, ni le concours, ni le dévouement, ni la résolution qui manqueront au succès de votre œuvre, que Dieu veuille bénir, rendre complète, et surtout durable, ce qui ne nous a pas encore été accordé depuis le commencement du siècle !

Roumanie. — DISCOURS DU PRINCE CHARLES A L'OUVERTURE DES CHAMBRES, LE 27 NOVEMBRE 1872.

MM. les sénateurs et MM. les députés.

C'est avec une profonde satisfaction que je me retrouve pour la troisième fois à l'ouverture de la session des corps législatifs, entouré des mêmes mandataires du pays et des mêmes conseillers du trône.

J'ai tout lieu d'espérer que, dans cette session, comme dans la précédente, vous suivrez votre œuvre dont les heureux résultats ont été constatés jusqu'à l'évidence.

En effet, vous verrez dans le cours des débats combien les avantages obtenus ont été grands, grâce aux votes que vous avez donnés, pour l'établissement de l'ordre dans les finances et pour le développement de toutes les branches de l'administration.

Une perception plus régulière des impôts a permis au trésor public de faire honneur à tous ses engagements. Le crédit de l'État s'est maintenu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans les conditions les plus favorables, même à l'époque de la crise dont les effets étaient vivement sentis sur les places les plus importantes de l'Europe.

Grâce au nouveau contingent que vous avez procuré au trésor en votant la loi du monopole du tabac et celle du timbre et de l'enregistrement, nous pouvons hardiment dire aujourd'hui que l'éventualité de perturbation dans les finances est à jamais écartée, et que le pays sera garanti à l'avenir contre le retour de ces énormes dettes flottantes, dont il a eu maintes fois la douloureuse surprise.

C'est à vous que la nation est redévable de posséder des voies ferrées. C'est en effet, vous qui, par l'attitude sage que vous avez su prendre dans les circonstances qui en ont marqué la concession, avez mis un terme aux péripéties qui semblaient ajourner indéfiniment la solution de cette importante question.

Pour compléter l'œuvre commencée, mon Gouvernement vous présentera dans le courant de cette session, la convention qu'il a conclue avec l'Autriche-Hongrie relativement aux jonctions des chemins de fer des deux pays, dans le but de faciliter l'exportation de nos céréales et d'attirer le transit des marchandises étrangères sur notre territoire en lui assurant un débouché pour les destinations les plus lointaines.

Maintenant, une fois les budgets qui vous seront présentés votés, vous donnez une solution à la question du crédit foncier, question qui déjà, dans la dernière session, a fait l'objet de vos délibérations (?), nous pouvons être certains de nous trouver désormais dans les meilleures conditions pour nous occuper plus spécialement de la prospérité de notre agriculture, dont l'avenir réclame et mérite toute la sollicitude du Gouvernement.

En ce qui concerne l'armée, vous n'avez jamais refusé les subsides que l'on vous a demandés toutes les fois qu'il s'est agi de lui assurer la force dont elle a besoin. Aussi, j'ai la conviction qu'à l'avenir, fidèles à ce système, vous accorderez les sommes reconnues nécessaires pour que notre armée soit à la hauteur de sa mission.

Mes ministres, par suite des différentes inspections qu'ils sont allés faire dans l'intérieur du pays, ont pu voir de près les besoins qui se font sentir dans certaines localités; ils ont pris acte des demandes qui leur ont été adressées; ils ont cherché à stimuler l'activité des employés de l'administration et ont pris, enfin, toutes les mesures d'amélioration qu'ils ont jugées nécessaires.

Outre le projet de loi relatif à certaines modifications reconnues indispensables dans le code pénal et dans celui de la procédure pénale, mon Gouvernement s'occupera d'examiner avec soin les nouvelles réformes à adopter.

L'Église et l'école sont l'objet de notre constante et sincère préoccupation. La religion, ce lien sublime qui unit l'homme à la divinité, est en même temps *le rempart contre lequel sont venus se briser les efforts des ennemis de notre nationalité.*

Nos relations extérieures sont satisfaisantes.

États-Unis d'Amérique. — MESSAGE DU PRÉSIDENT GRANT
AU CONGRÈS, LE 2 DÉCEMBRE 1872.

En vous transmettant mon quatrième message annuel, je commence par remercier le Tout-Puissant des bienfaits dont il a comblé la nation, en nous accordant, pendant l'année écoulée, la paix au dedans et au dehors, et une prospérité dont peu de peuples sont favorisés.

A l'exception d'un récent incendie qui d'un souffle a balayé de la surface de la terre des millions de richesses accumulés dans la ville

de Boston, nous n'avons pas eu à enregistrer de calamité désolante dans le cours de cette année. Il y a lieu de nous féliciter de la vitalité avec laquelle, comme leurs concitoyens de Chicago, dans de semblables circonstances, un an auparavant, les citoyens de Boston se relèvent de leurs malheurs et de la certitude que, par leur énergie et leur persévérance, ils surmonteront tous les obstacles et retrouveront une prospérité égale à celle qu'ils auraient eue s'ils n'avaient pas subi cette épreuve.

Nous avons aussi été exempts de l'épidémie, de la guerre et de toutes les calamités, qui souvent assiégent les nations, et autant que le jugement humain peut pénétrer l'avenir, aucune cause ne semble menacer la tranquillité présente. Quand le Congrès s'est ajourné en juin dernier, une question avait été soulevée par la Grande-Bretagne et était pendante à cette époque, qui pour un temps a sérieusement mis en péril le règlement par un arbitrage amical des graves difficultés entre ce Gouvernement et celui de la Grande-Bretagne qui, par le traité de Washington, avaient été déférées au tribunal arbitral réuni à Genève, en Suisse.

Les arbitres, cependant, ont résolu la question qui mettait en péril tout le traité et menaçait d'impliquer les deux nations dans les relations les plus malheureuses l'une envers l'autre, d'une manière entièrement satisfaisante pour ce Gouvernement, et en conformité des vues et de la politique qu'il avait maintenues.

Le tribunal assemblé à Genève en décembre, a conclu sa laborieuse session le 14 septembre dernier, jour auquel, se prévalant du pouvoir discrétionnaire que lui donnait le traité d'accorder une somme en gros, il a rendu une décision fixant la somme de 15,500,000 dollars en or comme l'indemnité à payer par la Grande-Bretagne aux États-Unis pour l'ajustement de toutes les réclamations soumises à la considération du tribunal. La décision termine heureusement un différend qui existait depuis longtemps entre les deux Gouvernements, et, conjointement avec une autre concession édictée par l'empereur allemand sur un sujet qui lui avait été déféré par le même traité, laisse ces deux Gouvernements sans un nuage sur des relations amicales qui, je l'espère, ne seront plus obscurcies.

Le message distribue ensuite la part d'éloges qui revient à chacun des agents qui ont contribué au règlement des questions internationales, et il recommande la création d'un bureau de commissaires chargé de fixer les indemnités à répartir. Puis il passe en revue toutes les phases de la question de l'île San-Juan, déférée au jugement de l'empereur Guillaume et tranchée dans le sens des préentions américaines.

Le Président se félicite de ce que pour la première fois depuis l'origine des temps, il n'existe aucune difficulté pendante concernant la délimitation des frontières entre les États-Unis et la Grande-Bretagne sur le continent américain. Et pour éviter à l'avenir qu'il s'élève de nouvelles contestations de ce genre, il sera bien que les limites entre le territoire acquis de la Russie et les possessions adjacentes de Sa Majesté Britannique soient clairement marquées, tandis que la population est encore assez disséminée pour qu'il n'y ait pas d'intérêts personnels engagés. Une commission devra être constituée à cet effet.

Enfin les provisions du traité de Washington de mai 1871, relatives aux pêcheries canadiennes, ont été exécutées par la Grande-Bretagne, et le Président recommande l'adoption d'une législation propre à atteindre le même but de la part du Gouvernement des États-Unis. Il demande aussi qu'un crédit suffisant soit alloué pour pousser avec activité la détermination de la ligne de frontière entre le « Lake of the Wood » et les Montagnes Rocheuses.

Relations extérieures.

Avec la France, notre plus ancienne alliée ; la Russie, qui est une amie sûre des États Unis ; l'Allemagne, puissance avec le Gouvernement et le peuple de laquelle nous avons tant de raisons d'amitié et tant de communes sympathies, ainsi qu'avec les autres puissances de l'Europe, nos relations sont maintenant dans les termes les plus amicaux. Depuis mon dernier message, les ratifications d'un traité avec l'empire austro-hongrois relatif à la naturalisation ont été échangées, de même celles d'un traité avec l'empire d'Allemagne concernant les consuls et les marques de fabrique, et de même aussi celles d'un traité avec la Suède et la Norvège au sujet de la naturalisation, traités qui tous ont été dûment promulgués.

Le Congrès, à sa dernière session, ayant ouvert un crédit pour défrayer les commissaires chargés d'assister de la part des États-Unis au congrès statistique international à Saint-Pétersbourg, les personnes nommées dans ce but se sont rendues à leur destination et ont pris part aux séances du Congrès. Leur rapport vous sera soumis en temps opportun.

Le Congrès se réunit à intervalles d'environ trois ans, et a tenu ses séances dans plusieurs pays de l'Europe. Je soumets à votre considération la convenance d'envoyer au Congrès une invitation de tenir sa prochaine réunion aux États-Unis. La célébration du centenaire qui aura lieu en 1876 fournira une excellente occasion pour ce meeting.

Exposition de Vienne.

Des préparatifs se font en ce moment pour l'Exposition internationale qui aura lieu l'an prochain à Vienne sur une très-grande échelle. Ces Expositions tendent à l'avancement de la civilisation, à l'élévation de l'industrie et du travail, à l'accroissement du bonheur humain et à l'extension des rapports et de la bienveillance entre les nations. Comme cette Exposition sera la première tenue dans l'Europe orientale, il est à croire que les inventeurs et les manufacturiers américains voudront profiter de l'opportunité pour la présentation de leurs produits, s'ils trouvent un concours et une protection convenables.

Le Congrès, dans sa dernière session, a autorisé la nomination d'un ou de plusieurs agents pour représenter ce Gouvernement à l'exposition. Cette autorisation a été mise à profit, mais, en l'absence de tout crédit, il est à craindre que les avantages offerts par cette occasion ne soient en grande partie perdus pour les citoyens des États-Unis. Je recommande fortement ce sujet à votre considération. En outre, pour aider plus énergiquement encore les exposants américains à concourir à l'Exposition de Vienne, je recommande, outre l'ouverture d'un crédit, que le secrétaire de la marine soit autorisé à mettre à leur disposition deux bâtiments de la marine de l'État pour transporter leurs marchandises soit à Trieste, soit à tout autre port à portée de Vienne, aller et retour.

Mexique.

Depuis notre dernière session, le Président de la République mexicaine, distingué par son caractère élevé et par les services rendus à son pays, est mort. Son successeur provisoire a depuis été élu à une grande unanimité par le peuple, comme preuve de confiance dans son patriotisme et sa sagesse, qui, il y a lieu de l'espérer, sera justifiée par les résultats de son administration. Il est particulièrement désirable que rien ne soit épargné par le Gouvernement des deux républiques pour resserrer leurs relations de voisinage et d'amitié.

Il est très-regrettable que de nombreux actes d'illégalité continuent à troubler la tranquillité des établissements sur la frontière entre notre territoire et celui du Mexique, et que tant de plaintes soient faites à ce sujet sur divers points du pays. La condition révolutionnaire dans laquelle a été si longtemps la république voisine a, dans une certaine mesure, contribué à amener ces désordres. Il faut espérer qu'une administration plus régulière, telle qu'on puisse l'attendre du présent Gouvernement, fera cesser ces plaintes en mettant un terme aux actes qui les provoquent.

Les opérations de la commission créée par la Convention du 4 juillet avec le Mexique, à propos de réclamations, ont malheureusement été arrêtées par un obstacle que les deux Gouvernements ont pris des mesures pour faire disparaître. Les commissaires nommés en vertu de la résolution du Congrès du 7 mai dernier, dans le but de faire une enquête sur les dépréciations de la frontière texienne, ont rempli leur mission avec diligence. Leur rapport sur ce sujet vous sera communiqué. Leurs recherches ont été nécessairement incomplètes, en partie à cause de l'exiguité des crédits ouverts par le Congrès.

Le Mexique a nommé une semblable commission pour s'enquérir des mêmes faits. On n'annonce pas officiellement, mais la presse de ce pays déclare que la plus complète investigation est désirée, et que la coopération de toutes les parties intéressées est sollicitée pour arriver à ce but. Je recommande, par suite, qu'un crédit spécial soit ouvert à la date la plus prochaine possible, pour permettre aux commissaires du côté des États-Unis de retourner à leurs travaux sans délai.

Affaires cubaines.

C'est avec regret que j'ai de nouveau à constater la continuation des troubles qui agitent l'île de Cuba. Il n'y a aucun progrès dans la pacification de la partie désaffectionnée de la population ; et en même temps l'insurrection n'a gagné aucun avantage et ne montre pas plus d'éléments de puissance, ni plus de chances de succès final qu'il y a un an. L'Espagne de son côté n'a pas réussi dans sa répression, et les parties sont à peu près dans la même situation respective qu'elles étaient il y a longtemps. Il y a plus de quatre ans aujourd'hui que dure cette lutte.

Si elle se passait loin de nous, nous pourrions être indifférents à ses résultats, bien que l'humanité ne pût rester insensible à certains de ses incidents, quel qu'en fût le théâtre. Mais c'est à nos portes que se passent ces événements. Il n'est pas douteux que le maintien de l'esclavage à Cuba ne soit au nombre des causes les plus puissantes de la continuation de la lutte.

L'abolition de l'esclavage et l'introduction d'autres réformes dans l'administration de Cuba ne pourraient manquer de hâter le rétablissement de l'ordre et de la paix. Il est spécialement à espérer que le présent Gouvernement libéral de l'Espagne adoptera volontiers ces vues. La loi d'émancipation, passée depuis plus de deux ans, est jusqu'à présent restée inexécutable, en l'absence de règlements pour sa mise en œuvre. Ce n'a été qu'un pas bien faible vers l'émancipation, mais cela a été la reconnaissance d'un droit, et a montré que l'Es-

pagne est en harmonie avec les sentiments d'humanité et de justice, et en sympathie avec les autres puissances du monde chrétien et civilisé.

Dans les dernières semaines, les règlements pour mettre à exécution la loi d'émancipation ont été annoncés, et ainsi le présent Gouvernement a donné une preuve de sa sincère intention de donner effet à la loi de 1870. Je n'ai pas manqué de presser la prise en considération de la sagesse de la politique et de la justice d'un système plus efficace pour l'abolition du grand vice qui opprime une race et continue une lutte sanglante et destructive tout près de nos frontières, de même que de recommander l'opportunité et la justice de concéder des réformes dont la convenance n'est pas en question ; vivement pénétré de la conviction que le maintien de l'esclavage est l'une et la plus active cause de la continuation de la malheureuse condition de Cuba, je regrette d'avoir à constater que des citoyens des États-Unis, ou des personnes se prétendant tels, sont de grands propriétaires de ce qui est considéré dans ce pays comme une propriété, mais qui est défendu et condamné par les lois des États-Unis.

Ils se mettent ainsi en contradiction avec l'esprit de nos propres lois, et contribuent à perpétuer ce désolant conflit. Dans mon dernier message annuel j'ai fait allusion à ce sujet, et je recommande de nouveau telle législation qu'il conviendra, sinon pour empêcher, au moins pour décourager les citoyens américains de posséder des esclaves ou d'en faire commerce.

Amérique du Sud.

J'ai la satisfaction de vous annoncer que la ratification de la Convention conclue sous les auspices de ce Gouvernement entre l'Espagne, d'une part, et les républiques alliées du Pacifique, de l'autre, stipulant un armistice, a été échangée. Une copie de ce document est jointe ici. Il y a lieu d'espérer qu'il s'ensuivra une paix durable entre les parties.

Les difficultés qui ont naguère menacé la conservation de la paix entre le Brésil et la république Argentine sont, je l'espère, en voie d'un règlement satisfaisant. Avec ces États, comme avec les républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, nous gardons les relations les plus amicales. C'est avec regret, cependant, que j'annonce que le Gouvernement de Vénézuela a cessé de payer les à-comptes stipulés par la Convention du 25 avril 1866.

Cette république est, paraît-il, aujourd'hui presque, sinon entièrement pacifiée. Il y a lieu d'espérer, par suite, qu'elle ne mettra pas

de délai à liquider l'arriéré de sa dette vis-à-vis des États-Unis, laquelle, contractée à raison d'insultes subies par des citoyens de ces États, et ayant été reconnue par le Vénézuela dans la forme la plus solennelle, semblerait mériter la préférence sur des dettes d'une origine différente. Ce sujet est de nouveau recommandé à l'attention du Congrès pour telle action qui sera jugée convenable.

Chine et Japon.

Nos relations diplomatiques avec le Japon restent sans changement; une ambassade imposante de cette nation intéressante et progressive a visité ce pays dans le courant de l'année qui va expirer; mais n'ayant pas de pouvoirs pour signer une convention dans ce pays, aucune conclusion de ce genre n'a été arrêtée. Il est à penser, cependant, que l'échange d'idées qui a eu lieu durant son séjour ici a conduit à une mutuelle appréciation des intérêts qui peuvent trouver satisfaction quand viendra le temps de la révision des traités existants. Je renouvelle ma recommandation d'il y a un an, de donner plus d'importance et d'activité à nos relations diplomatiques avec le Japon et la Chine, et d'assurer aux États-Unis leur part d'avantages commerciaux avec ces pays.

Secours aux Américains à l'étranger.

Le Congrès, depuis l'origine de ce Gouvernement, a toujours pris de sages mesures pour assister les marins dans le besoin à l'étranger. Aucunes dispositions de ce genre n'ont jusqu'à présent été prises pour le soulagement de citoyens autres que les marins. Il est d'usage parmi les autres Gouvernements d'autoriser leurs consuls à étendre cet appui à leurs nationaux dans certains cas. Je recommande un crédit pour le même objet. Si cette proposition est adoptée, la bienveillance du Congrès sera très-prochainement mise en œuvre, et il pourra être sûr qu'il en sera fait un bon usage.

Le reste du message est consacré à des affaires purement intérieures. Nous nous contenterons d'en donner le paragraphe relatif à la situation financière.

Trésor.

Les recettes du trésor pendant l'année fiscale finissant le 30 juin 1872, ont été : des douanes, doll. 216,370,286,77; des ventes de terres publiques, doll. 2,575,714,19; du revenu intérieur, doll. 130,642,177,72 des taxes sur la circulation des Banques nationales, doll. 6,323,396,39; des compagnies de chemin de fer du Pacifique, doll. 749,861,87; des amendes de douanes, etc., doll. 1,130,442,34: des droits consulaires, etc.,

doll. 2,284,095; de diverses sources, doll. 4,412,254,71. Total des recettes ordinaires, doll. 364,694,229,71. Total des recettes ordinaires, doll. 364,694,229,91. Primes sur ventes d'or, doll. 9,412,637,65. Total des recettes nettes, doll. 374,106,867,56. Balance dans le Trésor au 30 juin 1871, doll. 109,395,705,59, y compris doll. 18,228,35 non valables. Total du comptant valable, doll. 484,042,573,15.

Les dépenses nettes par « warrants » pendant la même période ont été : pour dépenses civiles, doll. 16,181,059,20; pour relations étrangères, doll. 1,839,369,14; Indiens, doll. 7,061,728,82; pensions, doll. 28,533,402,76. Établissements militaires, y compris fortifications, travaux des rivières, ports et arsenaux, doll. 35,372,157,20. Établissements maritimes, y compris navires, machines et travaux aux chantiers maritimes, 21 millions 249,809,99. Dépenses civiles diverses, y compris édifices publics, phares, frais de recouvrement du revenu, doll. 42,958,329,08; intérêts sur la dette publique, 117 millions 357,839,72. Total, sans le principal et la prime sur la dette publique, 270 millions 559,695,91. Prime sur achats de « bonds », doll. 6,958,266,76; pour rachat de la dette publique, doll. 99,960,253,54. Total, doll. 106,918,520,30. Total net des déboursés, doll. 377,478,216,21. Balance dans le Trésor, le 30 juin 1872, doll. 18,564,356,94. Total, doll. 484,042,573,15.

De l'exposé ci-dessus il résulte que la réduction nette du principal de la dette pendant l'année fiscale, finissant le 30 juin 1872, a été de 99,960,253,54 doll. La source de cette réduction est comme il suit : Recettes nettes ordinaires pendant l'année, doll. 364,694,229,91. Dépenses nettes ordinaires, comprenant l'intérêt sur la dette publique, doll. 270,559,695,91. Total 94,134,534 doll. Ajouter le montant reçu pour primes sur ventes d'or en excédant de la prime payée par les achats de « bonds », doll. 2,454,370,89. Ajouter le montant de la réduction sur la balance au comptant à la fin de l'année et au commencement de l'année d'avant, 3 millions 371,348,35. Total, 99 millions 960,253,54. Cet état traite seulement du principal de la dette publique.

Par le bilan mensuel de la dette publique, qui ajoute le principal et l'intérêt dû et non payé, et l'intérêt accru, on déduit l'encaisse dans le trésor au jour de la publication. La réduction a été de doll. 100,544,491,28. La source de cette réduction est comme il suit : Réduction dans le compte principal, doll. 99,960,003,54. Réduction dans le compte de l'intérêt non payé, doll. 3,330,952,96. Total, 203 millions 290,936,50. Réduction dans l'encaisse, doll. 2,746,465,22. Total, doll. 100,544,491,28, sur la base du dernier tableau. Les bilans indiquent une réduction de la dette publique depuis le 1^{er} mars 1869 jusqu'à aujourd'hui, comme il suit :

Du 1^{er} mars 1869 au 1^{er} mars 1870, doll. 87,134,782,84. Du 1^{er} mars 1870 au 1^{er} mars 1871, doll. 117,619,630,25. Du 1^{er} mars 1871 au 1^{er} mars 1872, doll. 94,895,348,94. Du 1^{er} mars 1872 au 1^{er} novembre 1873, doll. 64,047,237,84. Total, doll. 363,696,999,87. Avec la grande réduction des taxes par les actes du Congrès dans sa dernière session, les dépenses du Gouvernement, pour recouvrer le revenu, seront beaucoup diminuées pour la prochaine année fiscale. Mais il est très-douteux qu'une nouvelle réduction d'un fardeau si onéreux pour le peuple puisse être praticable pour le présent.

En tous cas, et comme mesure de justice pour les porteurs de certificats de la nation, je recommande qu'il n'y ait plus de législation sur ce sujet, si ce n'est pour corriger les erreurs des présentes lois, jusqu'à ce qu'un temps suffisant se soit écoulé pour prouver que l'on peut faire d'autres réductions en laissant un revenu suffisant pour faire face aux dépenses courantes du Gouvernement, payer l'intérêt sur la dette publique et pourvoir au fonds d'amortissement établi par la loi.

La conservation de notre crédit national est de la plus haute importance. Vient ensuite en importance le devoir solennel de donner un papier-monnaie d'une valeur fixe et invariable comparée à l'or, etc., aussitôt qu'il sera possible, et convertible en or au pair, et tenant compte des intérêts de la classe débitrice et des vicissitudes du commerce.

France. — LETTRE PARTICULIÈRE DU DUC DE GRAMONT.

Paris, le 9 décembre 1872.

Mon cher ami,

En m'invitant à répondre à la déposition de M. Thiers devant la commission d'enquête parlementaire, vous obéissez à un sentiment de patriotique émotion que je comprends et à une sympathie personnelle dont je suis touché. Mais si facile que puisse être la réponse, je ne la ferai pas. Dans les faits qu'il raconte, M. Thiers s'est porté mon accusateur avec un parti pris si évident de malveillance qu'il a perdu à mes yeux l'autorité impartiale et respectable d'un témoin. Et quand je pense à ce qu'il aurait fallu faire pour obtenir sa justice, je n'ai point à regretter d'avoir encouru sa disgrâce.

Toutefois, si grande que soit ma confiance dans la puissance de la vérité, qui tôt ou tard s'impose, je ne saurais rester indifférent à deux assertions dont la légèreté, quoique trop évidente, se déguise sous des affirmations qui pourraient égarer l'opinion publique, sans réussir cependant à tromper l'histoire.

M. Thiers, se faisant l'avocat de la Prusse, déclare que « cette puissance ne voulait pas la guerre, qu'elle ne l'avait pas préparée de longue main et n'avait pas recherché l'occasion d'entrer en lutte. »

A ceux qui, pièces en mains, ont dit le contraire, il répond en ces

termes : « J'affirme, après avoir eu occasion de m'éclairer à ce sujet, » que c'est là un pur mensonge. »

Mensonge! ce mot-là n'est pas parlementaire.

La conscience publique peut apprécier dès aujourd'hui s'il est juste. Le sentiment national qui, dans ses plus douloureux mécomptes, a conservé du moins sa dignité, le trouvera sans excuses.

Pour moi, j'affirme que cette défense si inattendue des intentions innocentes de la Prusse, de l'esprit de modération de M. de Bismarck et de son désir sincère de rester en paix avec la France, étonnera toutes les chancelleries, surtout celle de Berlin, qui ne prévoyait pas de notre part tant d'humilité ou tant de naïveté.

Au surplus, les faits prouvent mieux que les mots et les preuves sont aussi nombreuses qu'irréfutables. La vérité s'est déjà emparée de l'opinion publique et il ne serait ni utile ni sérieux de discuter ce que personne ne conteste plus.

La seconde assertion à laquelle je veux répondre, se rapporte à ce passage de la déposition de M. Thiers :

« A Vienne, dit-il, MM. de Beust et Andrassy m'ont déclaré à moi, de la manière la plus positive, que sans prévoir la candidature Hohenzollern, ils avaient dit à M. de Gramont, d'une manière générale, il ne fallait laisser au Gouvernement impérial aucune illusion et le bien convaincre au contraire que s'il s'engageait dans la guerre, l'Autriche ne l'y suivrait pas. »

M. Thiers a-t-il bien entendu ce que MM. de Beust et Andrassy lui ont affirmé m'avoir déclaré? Ne voulant pas contester sa bonne foi, je suis obligé de suspecter sa mémoire, et je ne puis croire que les éminents hommes d'État dont il invoque le témoignage aient pu lui dire un seul mot qui ne fût absolument conforme au langage que j'étais autorisé à tenir à mon Gouvernement.

Ce langage le voici textuellement :

« *L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible.* »

Voilà ce que j'ai été chargé de dire au Gouvernement français, et que d'autres encore ont été chargés de lui répéter avec moi.

Je ne cite pas de mémoire. J'ai fait venir le document que j'ai sous les yeux, et je peux prouver ce que j'avance.

En faussant involontairement l'attitude loyale et sympathique du Gouvernement impérial d'Autriche à l'égard de mon pays, M. Thiers m'a créé le devoir d'en rétablir le véritable caractère. Je n'ai pas, pour le moment, un mot de plus à ajouter.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments affectueux.

Signé : DUC DE GRAMONT.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

(1874)

1870

Juin 10. <i>Suisse</i> . M. Kern au duc de Gramont. Chemin de fer du Saint-Gothard.....	1
Juin 13. <i>Commission Turco-Monténégro</i> . Procès-verbal n° 4.....	2
Juin 13. <i>Monténégro</i> . Les consuls étrangers à Scutari aux représentants d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de France, d'Italie, de Prusse et de Russie, à Constantinople.....	2
Juin 13. <i>Monténégro</i> . Les consuls étrangers à Scutari au prince Nicolas.	3
Juin 14. <i>Suisse</i> . Rapport de M. Kern sur une entrevue avec le duc de Gramont, concernant la convention du 14 octobre 1869 pour le chemin de fer du Saint-Gothard.....	3
Juin 16. <i>Monténégro</i> . Le prince Nicolas à M. Reade, à Scutari. Question monténégroise.....	7
Juin 25. <i>Espagne</i> . Décret de la Reine Isabelle pour abdiquer en faveur du prince des Asturies.....	8
Juin 25. <i>Espagne</i> , Proclamation de la Reine Isabelle pour annoncer son abdication en faveur de son fils.....	8
Juin 25. <i>Espagne</i> . Manifeste de la Reine Isabelle à la nation espagnole, rédigé par le comte de San Luis.....	11
Juin 27. <i>Autriche-Hongrie</i> , Le comte de Beust au comte Apponyi, à Londres. Politique de l'Autriche en Galicie.....	14
Juin 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Prokesch au comte de Beust. Décision de la commission turco-monténégroise du 13 juin	18
Juillet 4. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Prokesch au comte de Beust.	19
Juillet 14. <i>Monténégro</i> . Le prince Nicolas à la commission internationale turco-monténégroise de Scutari. Réponse à la note du 13 juin.....	20
Juillet 18. <i>Commission Turco-Monténégro</i> . Procès-verbal n° 5.....	20
Juillet 20. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au prince de Metternich, à Paris. Action de l'Autriche dans la guerre entre la France et la Prusse.	22

1870

Juillet 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Patente impériale pour la dissolution de la Diète de Bohême.....	24
Juillet 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Patente impériale pour la convention des Diètes des royaumes et pays représentés au Reichsrath.....	25
Juillet 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Lettre de l'Empereur à M. Stremayer, ministre des cultes. Abolition du concordat du 18 août 1855.....	27
Août 10. <i>Grande-Bretagne</i> . Discours du Trône pour la clôture du Parlement.....	27
Octobre 23. <i>Serbie</i> . Discours de la Régence pour la clôture de la session.	29
Novembre 4. <i>Espagne</i> . M. Sagasta aux Agents diplomatiques de l'Espagne à l'Étranger, au sujet de la candidature du duc d'Aoste au trône.....	31
Novembre 14. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Pottenburg à Bucharest. Relations judiciaires et administratives avec les Principautés.....	34
Novembre 26. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Karnicki, à Madrid. Avénement du duc d'Aoste au trône d'Espagne.....	35
Décembre 4. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du président Grant...	36
Décembre 5. <i>Italie</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Parlement.....	44
Décembre 8. <i>Espagne</i> . Protestation de don Carlos à la nation espagnole.	46

1871

Janvier 18. <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la Diète.....	47
Janvier 20. <i>Espagne</i> . Lettre du roi Amédée au Pape au sujet de son avènement au trône.....	49
Janvier 30. <i>Espagne</i> . Lettre du Roi Amédée aux Souverains de l'Europe pour leur annoncer son avénement au trône	50
Février 6. <i>Norvège</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Storthing....	51
Février 9. <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement.....	53
Février 13. <i>Grèce</i> . M. Christopoulos au Ministre de Grèce à Constantinople. Brigandage dans les provinces Imitropes.....	57
Mars 25. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Opinion en Angleterre peu disposée à concéder l'inviolabilité privée ennemie en temps de guerre maritime.....	63
Mars 28. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Wimpffen au comte de Beust. Le prince de Bismarck a conseillé au prince Charles de Roumanie de persévéérer dans sa politique intérieure.....	65
Mars 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Réponse à 28 mars.....	65
Mars 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Pottembourg à Bucharest. Engager le prince Charles de Roumanie à persévéérer.....	66
Mars 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Wimpffen à Berlin. Réponse à 28 mars	66

1871

Mars 31. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Pottembourg au comte de Beust. Formation d'un nouveau cabinet Roumain approuvée par l'Autriche	68
Avril 2. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Wimpffen au comte de Beust. Réponse à 30 mars	68
Avril 22. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Débat à la chambre des communes sur la proposition de dénoncer la déclaration de Paris de 1836	69
Mai 3. <i>Brésil</i> . Discours de l'Empereur pour l'ouverture des Chambres	70
Mai 20. <i>Suède</i> . Discours du Roi pour la clôture du Rigsdag	72
Juin 4. <i>Roumanie</i> . Discours du prince pour l'ouverture des Chambres . .	73
Juin 4. <i>Saint-Siège</i> . Encyclique du Pape	75
Juin 6. <i>France</i> . M. Jules Favre aux agents diplomatiques de la République à l'Etranger. Causes de l'insurrection de la commune, considérations sur l'internationale	80
Juin 12. <i>Roumanie</i> . Réponse de la Chambre des députés au discours d'ouverture du Prince	87
Juin 15. <i>Allemagne</i> . Discours de l'Empereur pour la clôture du Reichstag .	89
Juillet 13. <i>Portugal</i> . Discours du Roi pour l'ouverture des Cortès	91
Août 5. <i>Saint-Siège</i> . Encyclique du Pape	92
Août 21. <i>Grande-Bretagne</i> . Message de la Reine pour la clôture du Parlement	95
Septembre 6. <i>Serbie</i> . Discours de la Régence à l'ouverture de l'Assemblée nationale	97
Septembre 8. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Wolkenstein à Londres. Demande de renseignements sur le message de la reine Victoria du 21 août relatif à l'adoption de certaines règles sur l'attitude des neutres en mer	102
Septembre 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust, aux représentants de l'Empire à l'Etranger. Véritable caractère de l'entrevue de Salzbourg entre les Empereurs d'Autriche et d'Allemagne	102
Septembre 12. <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la Diète	103
Septembre 13. <i>France</i> . Message de M. Thiers à l'Assemblée nationale	104
Septembre 14. <i>Autriche-Hongrie</i> . Rescrit impérial adressé à la Diète de Prague	110
Septembre 16. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Wolkenstein au comte de Beust. Réponse à dépêche du 8 septembre. Conduite des neutres en mer	111
Septembre 22. <i>Turquie</i> . Server Pacha, à Monseigneur Franchi, nonce du Pape. Affaires spirituelles des communautés de la Turquie	111
Septembre 22. <i>Pays-Bas</i> . Discours du Roi pour l'ouverture des Etats généraux	112
Septembre 30. <i>Brésil</i> . Discours de la Princesse Régente pour la clôture des Chambres	113
Septembre. <i>Roumanie</i> . M. Costaforo, aux Agents et Consuls généraux étrangers à Bucharest. Difficultés relatives à la concession des chemins de fer roumains à MM. Strousberg et Compagnie	115

Octobre 16. <i>Allemagne</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture du Reichstag.....	122
Octobre 24. <i>Serbie</i> . Discours de la Régence princière pour la clôture de l'Assemblée nationale.....	125
Octobre 27. <i>Saint-Siège</i> . Allocution du Pape dans le consistoire secret	126
Octobre 28. <i>Roumanie</i> . Message du Prince Charles pour l'ouverture des Chambres	128
Octobre 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Rescrit impérial à la Diète de Bohême pour l'inviter à envoyer ses représentants au Reichsrath.....	133
Novembre 1. <i>Grèce</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	134
Novembre 7. <i>Luxembourg</i> . Discours du Prince Henri pour l'ouverture de la Chambre des Députés.....	135
Novembre 10. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux Agents diplomatiques à l'Etranger pour annoncer sa démission de ministre des affaires étrangères.....	137
Novembre 16. <i>Allemagne</i> . Discours du Prince de Bismarck au Reichstag, au sujet du budget du ministère des affaires étrangères.....	139
Novembre 23. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'Etranger pour annoncer son avénement au ministère des affaires étrangères.....	146
Novembre 25. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron d'Ottenfels au comte Andrassy. Communiqué sa circulaire du 23, au président de la Confédération Suisse.	147
Novembre 27. <i>Italie</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Parlement.....	148
Novembre 27. <i>Prusse</i> . Discours du Roi pour l'ouverture du Landtag.	150
Novembre 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Langenau au comte Andrassy. Sa réception par le prince Gortschakoff. Circulaire du 23 novembre....	187
Novembre 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Hoyos au comte Andrassy. Communique à M. Thiers, sa circulaire du 23.....	152
Décembre 2. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Münch au comte Andrassy. Communication à M. de Thile de sa circulaire du 23.....	153
Décembre 4. <i>Etats-Unis d'Amérique</i> . Message du président Grant au Congrès.....	154
Décembre 7. <i>France</i> . Message de M. Thiers à l'Assemblée nationale...	157
Décembre 10. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte de Beust à Londres. Demander s'il y a lieu d'attendre une communication officielle sur certaines règles adoptées entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet de la conduite des neutres sur mer.....	185
Décembre 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au baron de Langenau à St-Pétersbourg. Communication de M. Novikoff au sujet de sa circulaire du 23 novembre.....	185
Décembre 13. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Accueil cordial que lui a fait lord Granville.....	186
Décembre 15. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Zaluski au comte Andrassy. Conversation avec M. Visconti-Venosta sur la circulaire du 23 novembre.	186
Décembre 15. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Prokesch au comte Andrassy.	

4871

Impression favorable faite sur le grand Vizir par la circulaire du 23 novembre	487
Décembre 28. <i>Autriche-Hongrie</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture du Reichsrath.....	488

4872.

Janvier 3. <i>Portugal</i> . Discours du roi à l'ouverture des Chambres.....	490
Janvier 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Rescrit pour la clôture de la Diète de Croatie	492
Janvier 17. <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la Diète.....	493
Janvier 23. <i>France</i> . Manifeste du comte de Chambord. ..	494
Janvier 23. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Hoyos au comte Andrassy. Réclamations adressées au gouvernement français par divers Etats sur l'établissement d'un impôt sur les matières premières.....	495
Janvier 31. <i>France</i> . Le marquis de Banville au comte Andrassy. Loi nouvelle modifiant le régime de la marine marchande en France.....	496
Février 2. <i>Norvège</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Storthing.....	498
Février 6. <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement.....	498
Février 6. <i>Finlande</i> . Discours lu au nom de l'Empereur à l'ouverture de la Diète.....	501
Février 9. <i>Espagne</i> . M. Bonifacio de Blas aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'Étranger au sujet de l' <i>Internationale</i>	502
Février 14. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Ludolf au comte Andrassy. Remise de ses lettres de créance au Sultan.....	505
Février 16. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Ludolf au comte Andrassy. Entrevue avec Server pacha et le grand Visir.....	506
Mars 6. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Réponse à sa dépêche du 10 décembre.....	506
Mars 8. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. Layard à Madrid. Réponse à circulaire de M. de Blas du 9 février sur l' <i>Internationale</i> ..	511
Mars 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte Apponyi à Paris. Demander la stricte observation du tarif conventionnel du Traité de commerce austro-français.	513
Mars 20. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Rémuza. Traité de commerce de 1866.....	513
Mars 21. <i>France</i> . Le marquis de Banville au comte Andrassy. Demande de modifications au traité de commerce de 1866.....	514
Mars 26. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au marquis de Banville. Réponse à sa note du 31 janvier.....	515
Mars 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au baron de Schlechta à Bucharest. Craintes pour Pâques de persécutons contre les Israélites de Moldavie	518

Mars 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Dénonciation du traité de commerce anglo-français.....	218
Mars 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Andrassy. Réponse à sa dépêche du 12 mars.....	220
Avril 3. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte Apponyi à Paris. Traité de commerce austro-hongrois.....	222
Avril 8. <i>Allemagne</i> . Discours du Trône lu par le prince de Bismarck au nom de l'Empereur à l'ouverture du Reichstag.....	222
Avril 8. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au baron de Schlechta à Bucarest. Israélites en Moldavie.....	225
Avril 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Conversation avec lord Granville sur le traité de navigation austro-français.....	225
Avril 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Envoi de la correspondance sur la dénonciation du traité de commerce anglo-français.....	226
Avril 16. <i>Autriche-Hongrie</i> . Discours de l'Empereur pour la clôture du Reichstag hongrois.....	227
Avril 22. <i>Autriche-Hongrie</i> . M. de Walcher au comte Apponyi. Observations sur la loi proposée par le Gouvernement français pour établir un impôt sur les matières premières.....	229
Avril 23. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au baron de Schlechta, à Bucarest. Israélites en Roumanie.....	230
Avril 24 <i>Espagne</i> . Discours du Roi Amédée à l'ouverture des Cortès.	231
Avril 26. <i>Allemagne</i> . Le prince de Bismarck au général de Scheveinitz, à Vienne. Dépêche du comte Andrassy, du 26 mars, sur les modifications au traité de commerce austro-français demandées par la France.....	234
Avril 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte Apponyi, à Paris. Réponse à sa dépêche du 30 mars.....	236
Avril 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Andrassy. Envoi du rapport de M. de Walcher du 22 avril.....	236
Avril 30 <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au marquis de Banneville. Réponse à sa note du 24 mars.....	237
Mai 3. <i>France</i> . Le comte de Rémusat au comte Apponyi. Réponse à sa note du 20 mars.....	237
Mai 10. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Le prince de Bismarck contre les arrangements du traité de Washington relatifs à la propriété privée sur terre.....	239
Mai 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Andrassy. Traité de commerce austro-français.....	240
Mai 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Andrassy. Envoi de la note du comte de Rémusat du 3 mai.....	240
Mai 24. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Ludolf au comte Andrassy. Établissement d'une relation diplomatique entre l'Autriche et la Perse.....	241
Juin 18. <i>Portugal</i> . M. d'Andrade Corvo à M. Mendes Léal, à Madrid, sur l'Internationale.....	241

Juin 21. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte de Beust, à Londres. Persécution des Israélites en Roumanie.....	254
Juin 13. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au baron de Pottenburg, à Athènes. Affaire du <i>Laurium</i>	254
Juin 24. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Rapports commerciaux entre la France et l'Angleterre.....	252
Juin 22. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Pottenburg au comte Andrassy. Réponse à 13 juin. Affaire du <i>Laurium</i>	255
Juillet 4. <i>France</i> . Le marquis de Banville au comte Andrassy. Négociations monétaires entre l'Autriche et la France.....	256
Juillet 6. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Pottenburg au comte Andrassy. Affaire du <i>Laurium</i>	258
Juillet 10. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte Apponyi, à Paris. Nouvelle politique commerciale de la France.....	258
Juillet 15. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au baron de Schlechta, à Bucharest. Question des Israélites en Roumanie.....	259
Juillet 17. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte Apponyi, à Paris. Droit de statistique en France.....	260
Juillet 20. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Rémusat. Réponse à 3 mai, <i>idem</i>	261
Juillet 21. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Andrassy. Envoi de sa note au comte de Rémusat.....	262
Juillet 24. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Grèves en Angleterre.....	262
Août 2. <i>Pérou</i> . Message du Président Pardo au Congrès.....	266
Août 22. <i>Serbie</i> . Proclamation du Prince Milan Obrenowitch IV à l'occasion de sa majorité.....	270
Août 22. <i>Serbie</i> . Exposé de la situation de la Serbie pendant les quatre dernières années.....	272
Août 26. <i>Grèce</i> . Exposé de M. Deligiorgis au Conseil des ministres sur l'affaire du <i>Laurium</i>	296
Septembre 3. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Rémusat. Tarifs commerciaux avec la France.....	323
Septembre 10. <i>Perse</i> . Le Grand-Vizir Mirza Hussein Khan au comte Andrassy. Mission du comte Dubsky en Perse.....	323
Septembre 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte Andrassy. Grèves en Angleterre.....	324
Septembre 14. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte Andrassy, Traité de commerce avec la France.....	326
Septembre 21. <i>France</i> . Le comte de Rémusat au comte Apponyi, à Paris. Réponse à sa note du 20 juillet.....	327
Septembre 23. <i>France</i> . M. Ferry à M Deligiorgis. Affaire du <i>Laurium</i> . Septembre 28. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Hoyos au comte Andrassy. Droit de statistique en France.....	328
	335

1872

Octobre 4. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Andrassy au comte Hoyos, à Paris.	
Relations commerciales avec la France.....	336
Octobre 7. <i>Serbie</i> . Discours du Prince Milan à l'ouverture de la Skuptschina.....	336
Octobre 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Hoyos au comte Andrassy. Réponse à 4 octobre.....	338
Octobre 17. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Hoyos au comte Andrassy. Politique commerciale du Gouvernement français.....	338
Octobre 30. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Proclamation du Président Grant relative aux droits différentiels à prélever sur les navires français.....	340
Novembre 5. <i>Luxembourg</i> . Discours du Prince Henri à l'ouverture de la Diète.....	342
Novembre 8. <i>France</i> . Le comte de Rémusat au comte Apponyi. Réponse à 3 septembre.....	344
Novembre 12. <i>Prusse</i> . Discours du général de Roon à l'ouverture de la Diète.....	344
Novembre 13. <i>France</i> . Message de M. Thiers à l'Assemblée nationale.	344
Novembre 7. <i>Roumanie</i> . Discours du Prince Charles à l'ouverture des Chambres.....	362
Décembre 2. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du Président Grant au Congrès.....	363
Décembre 9. <i>France</i> . Lettre particulière du duc de Gramont. Déposition de M. Thiers devant la commission d'enquête.....	371

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

F. AMYOT.